

Le présent ouvrage a été réalisé par le Greffe
de la Cour internationale de Justice

This book has been produced by the Registry
of the International Court of Justice

Edition
Editing

Françoise Bouillé-Chiche

Conception et rédaction
Conception and drafting

Solveig Henry

Maquette originale
Original layout

Richard Flament

Illustrations

Thomas Christopher Hunter

Tous droits réservés par la Cour internationale
de Justice (Organisation des Nations Unies)

All rights reserved by the International Court
of Justice (United Nations)

ISBN 978-92-1-157268-1

N° de vente Sales number: 1076
--

ANNUAIRE

2013-2014



YEARBOOK

2013-2014

COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

ANNUAIRE

2013-2014



Palais de la Paix, Carnegieplein 2, 2517 KJ, La Haye, Pays-Bas
Téléphone : +31 (0) 70 302 23 23 - Télécopie : +31 (0) 70 364 99 28
Site Internet : www.icj-cij.org

INTERNATIONAL COURT OF JUSTICE

YEARBOOK

2013-2014



Peace Palace, Carnegieplein 2, 2517 KJ, The Hague, Netherlands
Telephone: +31 (0) 70 302 23 23 - Telefax: +31 (0) 70 364 99 28
Website: www.icj-cij.org

AVANT-PROPOS

La Cour internationale de Justice, organe judiciaire principal de l'Organisation des Nations Unies, a chargé son greffier, dès 1947, de publier un *Annuaire* donnant des informations sur ses activités, son organisation, son administration et sa compétence.

Cet ouvrage, qui comportait jusqu'à présent deux éditions, l'une en français (*Annuaire*), l'autre en anglais (*Yearbook*), est désormais publié dans une version bilingue dont le contenu a été entièrement revu afin notamment d'accroître la complémentarité de la collection avec les autres supports d'information de la Cour.

Le présent volume — soixante-huitième de la série — porte sur la période allant du 1^{er} août 2013 au 31 juillet 2014.

Rédigé par le Greffe, l'*Annuaire-Yearbook* n'engage en aucune façon la Cour. En particulier, les résumés d'arrêts, d'avis consultatifs et d'ordonnances ne sauraient être cités à l'encontre du texte même des décisions pertinentes, dont ils ne constituent pas une interprétation.

Le greffier de la Cour,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Philippe Couvreur', with a stylized flourish at the end.

Philippe COUVREUR.

FOREWORD

In 1947, the International Court of Justice, principal judicial organ of the United Nations, instructed its Registrar to publish a *Yearbook* providing general information concerning its activities, organization, administration and jurisdiction.

This publication, hitherto issued separately in English (*Yearbook*) and French (*Annuaire*), is now being produced in a bilingual version; its content has been completely revised, with a view to enhancing complementarity with the Court's other information media.

The present volume — the sixty-eighth in the series — covers the period from 1 August 2013 to 31 July 2014.

The *Annuaire-Yearbook* is produced by the Registry and in no way involves the responsibility of the Court; in particular, the summaries of judgments, advisory opinions and orders cannot be quoted against the actual texts of those decisions and do not constitute an interpretation of them.

Philippe COUVREUR,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'P. Couvreur', with a stylized flourish at the end.

Registrar of the Court.

SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Première partie. De l'activité de la Cour entre le 1 ^{er} août 2013 et le 31 juillet 2014	2
I. Des activités judiciaires	
II. Des autres activités	24
Deuxième partie. De l'organisation de la Cour et de son Greffe	31
I. De la Cour	31
II. Du Greffe	54
Troisième partie. De la compétence de la Cour et de la procédure suivie par elle	63
I. De la compétence de la Cour	63
II. De la procédure suivie par la Cour	84
Note thématique. Les mesures conservatoires	95
*	
Annexes	116

SUMMARY

	<i>Page</i>
Part one. Activity of the Court between 1 August 2013 and 31 July 2014	2
I. Judicial activity	2
II. Other activities	24
Part two. Organization of the Court and its Registry	31
I. The Court	31
II. The Registry	54
Part three. Jurisdiction of the Court and the procedure followed by it	63
I. Jurisdiction of the Court	63
II. Procedure followed by the Court	84
Special topic. Provisional measures	95
*	
Annexes	116

INTRODUCTION

La Cour internationale de Justice (CIJ), qui a son siège au Palais de la Paix, à La Haye (Pays-Bas), est l'organe judiciaire principal de l'Organisation des Nations Unies (ONU). Elle a été instituée en juin 1945 par la Charte des Nations Unies et a entamé ses activités en avril 1946.

La Cour est le seul des six organes principaux des Nations Unies dont le siège n'est pas à New York. Elle a eu pour devancière la Cour permanente de Justice internationale (CPJI), instituée par le pacte de la Société des Nations en 1920 et dissoute en 1946. Composée de quinze juges, élus pour un mandat de neuf ans par l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité des Nations Unies, la CIJ est indépendante du Secrétariat des Nations Unies. Elle est assistée par un Greffe, son propre secrétariat international, dont l'activité revêt un aspect judiciaire et diplomatique, ainsi qu'un aspect administratif. Ses langues officielles sont le français et l'anglais.

Aussi appelée « Cour mondiale », la CIJ est la seule juridiction universelle à compétence générale. Elle a une double mission consistant, d'une part, à régler conformément au droit international les différends d'ordre juridique qui lui sont soumis par les Etats (par des arrêts qui ont force obligatoire immédiate et ne sont pas susceptibles d'appel) et, d'autre part, à donner des avis consultatifs sur les questions juridiques qui peuvent lui être soumises par les organes des Nations Unies et les institutions du Système dûment autorisées à le faire.

L'*Annuaire-Yearbook* présente, dans une première partie, l'ensemble de l'activité de la Cour — sur le plan tant judiciaire que plus général — entre le 1^{er} août 2013 et le 31 juillet 2014. Sont ensuite exposés, dans une deuxième partie, l'organisation de la CIJ au travers de la structure et de l'administration de l'institution et, dans une troisième partie, le fonctionnement de la Cour au travers de sa compétence et de la procédure suivie par elle.

Des annexes retraçant l'histoire de la Cour et sa pratique de 1946 à nos jours viennent compléter les différentes parties de l'ouvrage.

Enfin, figure en *addendum* le texte des Instructions de procédure.

INTRODUCTION

The International Court of Justice (ICJ), which has its seat at the Peace Palace, in The Hague (Netherlands), is the principal judicial organ of the United Nations. It was established by the Charter of the United Nations in June 1945 and began its activities in April 1946.

Of the six principal organs of the United Nations, it is the only one not located in New York. It had as its predecessor the Permanent Court of International Justice (PCIJ), which was instituted by the League of Nations in 1920 and was dissolved in 1946. Composed of fifteen judges elected for a nine-year term by the General Assembly and the Security Council of the United Nations, the ICJ is independent of the United Nations Secretariat. It is assisted by a Registry, its own international secretariat, whose activities are both judicial and diplomatic, as well as administrative. Its official languages are English and French.

Also known as the “World Court”, it is the only court of a universal character with general jurisdiction. It has a two-fold role: first, to settle, in accordance with international law, legal disputes submitted to it by States (its judgments have immediate binding force and are without appeal); and, second, to give advisory opinions on legal questions referred to it by duly authorized United Nations organs and agencies of the System.

The first part of the *Annuaire-Yearbook* sets out the Court’s activities — both judicial and more general — between 1 August 2013 and 31 July 2014. The second part focuses on the organization of the ICJ through its structure and administration, and the third part on the functioning of the Court through its jurisdiction and the procedures that it follows.

Annexes describing the history of the Court and its practice since 1946 supplement the various parties of the publication.

Finally, the Practice Directions are reproduced in an *addendum*.

PREMIÈRE PARTIE

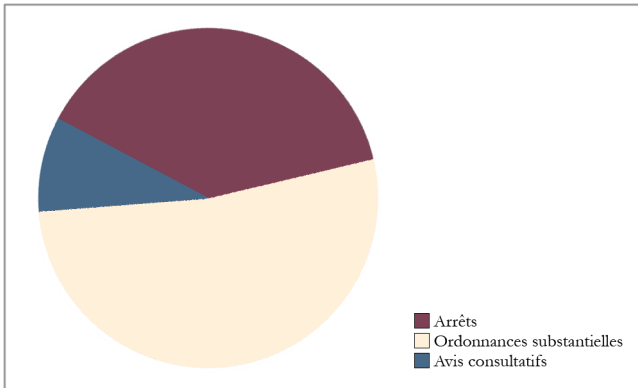
DE L'ACTIVITÉ DE LA COUR
ENTRE LE 1^{er} AOÛT 2013 ET LE 31 JUILLET 2014

I. DES ACTIVITÉS JUDICIAIRES

A. Présentation générale

La première affaire inscrite au rôle général de la Cour (*Détroit de Corfou (Royaume-Uni c. Albanie)*) a été introduite le 22 mai 1947. Entre cette date et le 31 juillet 2014, la Cour a eu à connaître de 134 affaires contentieuses et 26 procédures consultatives (la liste détaillée figure en annexe 1 au présent *Annuaire-Yearbook* (voir p. 117)). La Cour a, en tout, rendu 116 arrêts et 27 avis consultatifs. Elle a par ailleurs rendu 516 ordonnances. Si 358 d'entre elles portent sur des questions de délais (fixation ou prorogation) pour le dépôt de pièces de procédure, les 158 autres ont trait à des points plus substantiels (mesures conservatoires (pour 40 d'entre elles), demandes reconventionnelles, intervention, radiation du rôle, etc.).

A ce jour, les décisions de la Cour se répartissent donc comme suit :



1. Nouvelles requêtes

Au cours de la période considérée aux fins du présent *Annuaire-Yearbook*, 13 requêtes ont été présentées au Greffe de la Cour. La première l'a été le 16 septembre 2013 par le Nicaragua dans le cadre d'un différend l'opposant à la Colombie au sujet de « la délimitation entre, d'une part, le plateau continental du Nicaragua s'étendant au-delà de 200 milles marins des lignes de base à partir desquelles est mesurée la largeur de la mer territoriale du Nicaragua et, d'autre part, le plateau continental de la Colombie ».

PART ONE

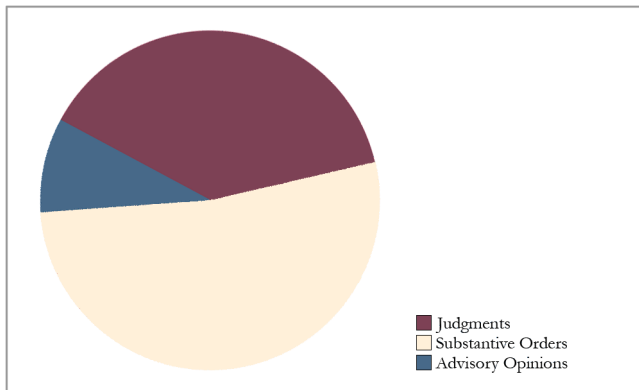
ACTIVITY OF THE COURT
BETWEEN 1 AUGUST 2013 AND 31 JULY 2014

I. JUDICIAL ACTIVITY

A. General Overview

The first case entered in the General List of the Court (*Corfu Channel (United Kingdom v. Albania)*) was submitted on 22 May 1947. Between then and 31 July 2014, the Court has had to deal with 134 contentious cases and 26 advisory procedures (the full list of the proceedings can be found in Annex 1 of this *Annuaire-Yearbook*, p. 117). In all, the Court has rendered 116 Judgments and 27 Advisory Opinions. It has also made 516 Orders. While 358 of those Orders concern the fixing or extension of time-limits for the filing of written pleadings, the other 158 relate to more substantive matters (provisional measures (40 Orders), counter-claims, intervention, discontinuance, etc.).

To date, the decisions of the Court can thus be broken down as follows:



1. New Applications

During the period under review in this *Annuaire-Yearbook*, 13 Applications were filed in the Registry of the Court. The first was filed on 16 September 2013 by Nicaragua in relation to a dispute with Colombia concerning “the delimitation of the boundaries between, on the one hand, the continental shelf of Nicaragua beyond the 200-nautical-mile limit from the baselines from which the breadth of the territorial sea of Nicaragua is measured, and on the other hand, the continental shelf of Colombia”.

Le 26 novembre 2013, le Nicaragua a déposé une autre requête contre la Colombie au sujet, cette fois, d'un différend portant sur des « violations des droits souverains et des espaces maritimes du Nicaragua qui lui ont été reconnus par la Cour dans son arrêt du 19 novembre 2012 [en l'affaire du *Différend territorial et maritime (Nicaragua c. Colombie)*] ainsi que sur la menace de la Colombie de recourir à la force pour commettre ces violations ».

Quelques semaines plus tard, le 17 décembre 2013, le Timor-Leste a introduit une instance contre l'Australie à raison de la saisie, le 3 décembre 2013, et de la détention ultérieure, par « des agents australiens, de documents, données et autres biens appartenant au Timor-Leste ou que celui-ci a le droit de protéger en vertu du droit international ».

La Cour a ensuite été saisie, le 25 février 2014, d'un litige opposant le Costa Rica au Nicaragua relativement à la délimitation maritime, entre les deux pays, dans la mer des Caraïbes et l'océan Pacifique.

Enfin, le 24 avril 2014, la République des Îles Marshall a déposé au Greffe de la Cour neuf requêtes dans lesquelles elle fait grief à autant d'Etats de ne pas s'acquitter de leurs obligations relatives à la cessation de la course aux armes nucléaires à une date rapprochée et au désarmement nucléaire. Si les requêtes présentées contre l'Inde, le Pakistan et le Royaume-Uni ont pu être inscrites au rôle de la Cour — ces Etats ayant reconnu la compétence obligatoire de celle-ci en vertu du paragraphe 2 de l'article 36 du Statut —, il n'a pu en aller de même des six autres, présentées, par ordre alphabétique, contre la Chine, les Etats-Unis d'Amérique, la Fédération de Russie, la France, Israël et la République populaire démocratique de Corée. S'agissant de chacune de ces six autres requêtes, les Îles Marshall ont dès lors indiqué qu'elles entendaient, conformément au paragraphe 5 de l'article 38 du Règlement de la Cour, fonder la compétence de celle-ci sur le consentement à donner par l'Etat concerné. Sans ledit consentement, aucune de ces requêtes ne peut faire l'objet d'une inscription au rôle de la Cour (voir ci-après p. 72, et annexe 9, p. 163).

2. Audiences

Entre le 1^{er} août 2013 et le 31 juillet 2014, la Cour a tenu des audiences sur trois demandes en indication de mesures conservatoires, soit en l'affaire relative à *Certaines activités menées par le Nicaragua dans la région frontalière (Costa Rica c. Nicaragua)* (en octobre 2013), en l'affaire relative à la *Construction d'une route au Costa Rica le long du fleuve San Juan (Nicaragua c. Costa Rica)* (en novembre 2013) et en l'affaire relative à des *Questions concernant la saisie et la détention de certains documents et données (Timor-Leste c. Australie)* (en janvier 2014), avant de tenir des audiences sur le fond dans l'affaire relative à *L'Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Croatie c. Serbie)* (en mars 2014).

3. Décisions

Au cours de la période considérée, la Cour a rendu trois arrêts: le premier l'a été le 11 novembre 2013 dans l'affaire relative à la *Demande en interprétation de l'arrêt du 15 juin 1962 en l'affaire du Temple de Préah Vihear (Cambodge c. Thaïlande) (Cambodge c. Thaïlande)*, le deuxième le 27 janvier 2014 en l'affaire du *Différend maritime (Pérou c. Chili)* et le troisième le 31 mars 2014 en l'affaire relative à la *Chasse à la baleine dans l'Antarctique (Australie c. Japon)*. Elle a également rendu trois ordonnances statuant sur des demandes en indication de mesures conservatoires: la première l'a été le 22 novembre 2013 en l'affaire relative à *Certaines activités menées par le Nicaragua dans la région*

On 26 November 2013, Nicaragua filed a further Application against Colombia, this time in respect of a dispute regarding “violations of Nicaragua’s sovereign rights and maritime zones declared by the Court’s Judgment of 19 November 2012 [in the case concerning the *Territorial and Maritime Dispute (Nicaragua v. Colombia)*] and the threat of the use of force by Colombia in order to implement these violations”.

A few weeks later, on 17 December 2013, Timor-Leste instituted proceedings against Australia on the grounds of the seizure on 3 December 2013, and subsequent detention, by “agents of Australia of documents, data and other property which belongs to Timor-Leste and/or which Timor-Leste has the right to protect under international law”.

The Court was then seised, on 25 February 2014, with a dispute between Costa Rica and Nicaragua concerning the maritime delimitation between the two countries in the Caribbean Sea and the Pacific Ocean.

Lastly, on 24 April 2014, the Republic of the Marshall Islands filed separate Applications in the Registry of the Court against nine States for their alleged failure to fulfil their obligations with respect to the cessation of the nuclear arms race at an early date and to nuclear disarmament. While the proceedings instituted against India, Pakistan and the United Kingdom were entered in the Court’s List — those States having recognized the compulsory jurisdiction of the Court under Article 36, paragraph 2, of the Statute — the same could not be done for the six other sets of proceedings filed against, in alphabetical order, China, the Democratic People’s Republic of Korea, France, Israel, the Russian Federation and the United States of America. In each of those six Applications, the Marshall Islands indicated that, pursuant to Article 38, paragraph 5, of the Rules of Court, it proposed to found the Court’s jurisdiction on the consent thereto yet to be given by the State concerned. Without that consent, none of these cases could be entered in the General List (see below p. 72, and Annex 9, p. 163).

2. Hearings

Between 1 August 2013 and 31 July 2014, the Court held public hearings on three requests for the indication of provisional measures: in October 2013 in the case concerning *Certain Activities Carried Out by Nicaragua in the Border Area (Costa Rica v. Nicaragua)*; in November 2013 in the case concerning *Construction of a Road in Costa Rica along the San Juan River (Nicaragua v. Costa Rica)*; and in January 2014 in the case concerning *Questions relating to the Seizure and Detention of Certain Documents and Data (Timor-Leste v. Australia)*. It then held hearings on the merits in the case concerning *Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Croatia v. Serbia)* in March 2014.

3. Decisions

During the period under review, the Court delivered three Judgments: the first on 11 November 2013 in the case concerning the *Request for Interpretation of the Judgment of 15 June 1962 in the Case concerning the Temple of Preah Vihear (Cambodia v. Thailand) (Cambodia v. Thailand)*, the second on 27 January 2014 in the case concerning the *Maritime Dispute (Peru v. Chile)*, and the third on 31 March 2014 in the case concerning *Whaling in the Antarctic (Australia v. Japan)*. It also made three Orders on requests for the indication of provisional measures: on 22 November 2013 in the case concerning *Certain Activities Carried Out by Nicaragua in the Border Area (Costa Rica v. Nicaragua)*;

frontalière (Costa Rica c. Nicaragua), la deuxième le 13 décembre 2013 en l'affaire relative à la *Construction d'une route au Costa Rica le long du fleuve San Juan (Nicaragua c. Costa Rica)* et la troisième le 3 mars 2014 en l'affaire relative à des *Questions concernant la saisie et la détention de certains documents et données (Timor-Leste c. Australie)*. L'affaire relative à des *Epanchages aériens d'herbicides (Equateur c. Colombie)* a par ailleurs été rayée du rôle par une ordonnance en date du 13 septembre 2013. Enfin, neuf ordonnances de fixation de délais ont été rendues.

L'ensemble des activités susmentionnées a fait l'objet de communiqués de presse placés sur le site Internet de la Cour.

B. Fiches signalétiques des affaires pendantes

La présente section a pour objet de présenter de manière synthétique l'état des procédures pendantes entre le 1^{er} août 2013 et le 31 juillet 2014, sous forme de « fiches signalétiques ». celles-ci exposent de manière succincte l'affaire, en insistant plus particulièrement sur les développements intervenus au cours de la période considérée aux fins du présent *Annuaire-Yearbook*. Les résumés peuvent être lus en parallèle avec le digeste, qui détaille l'application que la Cour a faite des dispositions de son Statut et de son Règlement (voir ci-après, p. 33-38).

Pour un exposé plus approfondi des affaires pendantes, les lecteurs sont invités à se reporter soit aux communiqués de presse, soit aux résumés placés sur le site Internet de la Cour.

Les décisions sont quant à elles publiées dans leur intégralité, avec les opinions et déclarations jointes par les juges, dans la série *Recueil des arrêts, avis consultatifs et ordonnances* et sur le site Internet de la Cour.

Aux fins des fiches signalétiques qui suivent, les abréviations ci-après ont été utilisées :

C.-M. : contre-mémoire
D. : duplicque
M. : mémoire
Ord. : ordonnance
R. : réplique

Les croquis ci-après ne sont proposés qu'à titre d'illustrations et de repères. La présentation des données y figurant n'implique, en particulier, de la part du Greffe aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ou quant au tracé de leurs frontières et limites.

Par ailleurs, le « Thème » vise à donner une idée très générale des points soulevés dans l'acte introductif d'instance, et est évidemment sans préjudice de toute question de définition juridique de l'objet de l'affaire sur laquelle la Cour serait appelée à se prononcer.

Légende :

- Etat demandeur dans une affaire introduite par requête
- Etat défendeur dans une affaire introduite par requête
- Etat partie à une affaire introduite par compromis
- Etat intervenant

on 13 December 2013 in the case concerning *Construction of a Road in Costa Rica along the San Juan River (Nicaragua v. Costa Rica)*; and on 3 March 2014 in the case concerning *Questions relating to the Seizure and Detention of Certain Documents and Data (Timor-Leste v. Australia)*. In addition, the case concerning *Aerial Herbicide Spraying (Ecuador v. Colombia)* was removed from the Court's List on 13 September 2013. Finally, nine Orders fixing time-limits were made.

All of these activities were the subject of press releases published on the Court's website.

B. Case Summaries of Pending Cases

This section aims to give an overview of the proceedings pending before the Court between 1 August 2013 and 31 July 2014, in the form of case summaries. These summaries briefly outline the case, giving particular attention to the developments that took place during the period under review in this *Annuaire-Yearbook*. They can be read alongside the digest, which explains the Court's application of the provisions of its Statute and Rules of Court (see below, pp. 33-38).

A more detailed account of the cases pending before the Court can be found in the press releases and summaries available on the Court's website.

The Court's decisions are published in full, together with any opinions and declarations appended thereto by the Judges, in the series *Reports of Judgments, Advisory Opinions and Orders*, and on the Court's website.

The abbreviations below have been used in the case summaries that follow:

C.-M.: Counter-Memorial
 M.: Memorial
 Ord.: Order
 Rej.: Rejoinder
 Rep.: Reply

The following sketch-maps are for illustrative and reference purposes only. In particular, the information presented therein implies no position on the part of the Registry as to the legal status of the countries, territories, towns or areas, or that of their authorities, or as to the course of their frontiers or boundaries.

In addition, the "Themes" seek to give a general idea of the points raised in the act instituting proceedings; they are, of course, without prejudice to any question of the legal definition of the subject-matter of the case on which the Court may be called to rule.

Legend:

- Applicant State in a case brought by an Application
- Respondent State in a case brought by an Application
- State party in a case brought by Special Agreement
- Intervening State

LISTE DES AFFAIRES PENDANTES

	<i>Page</i>
1. <i>Projet Gabčíkovo-Nagymaros (Hongrie/Slovaquie)</i>	6
2. <i>Activités armées sur le territoire du Congo (République démocratique du Congo c. Ouganda)</i>	7
3. <i>Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Croatie c. Serbie)</i>	8
4. <i>Différend maritime (Pérou c. Chili)</i>	9
5. <i>Epandages aériens d'herbicides (Equateur c. Colombie)</i>	11
6. <i>Chasse à la baleine dans l'Antarctique (Australie c. Japon; Nouvelle-Zélande (intervenant))</i>	12
7. <i>Certaines activités menées par le Nicaragua dans la région frontalière (Costa Rica c. Nicaragua)</i>	13
8. <i>Demande en interprétation de l'arrêt du 15 juin 1962 en l'affaire du Temple de Préah Vihéar (Cambodge c. Thaïlande) (Cambodge c. Thaïlande)</i>	14
9. <i>Construction d'une route au Costa Rica le long du fleuve San Juan (Nicaragua c. Costa Rica)</i>	15
10. <i>Obligation de négocier un accès à l'océan Pacifique (Bolivie c. Chili)</i>	16
11. <i>Question de la délimitation du plateau continental entre le Nicaragua et la Colombie au-delà de 200 milles marins de la côte nicaraguayenne (Nicaragua c. Colombie)</i>	17
12. <i>Violations alléguées de droits souverains et d'espaces maritimes dans la mer des Caraïbes (Nicaragua c. Colombie)</i>	18
13. <i>Questions concernant la saisie et la détention de certains documents et données (Timor-Leste c. Australie)</i>	19
14. <i>Délimitation maritime dans la mer des Caraïbes et l'océan Pacifique (Costa Rica c. Nicaragua)</i>	20
15. <i>Obligations relatives à des négociations concernant la cessation de la course aux armes nucléaires et le désarmement nucléaire (Iles Marshall c. Inde)</i>	21
16. <i>Obligations relatives à des négociations concernant la cessation de la course aux armes nucléaires et le désarmement nucléaire (Iles Marshall c. Pakistan)</i>	22
17. <i>Obligations relatives à des négociations concernant la cessation de la course aux armes nucléaires et le désarmement nucléaire (Iles Marshall c. Royaume-Uni)</i>	23

LIST OF PENDING CASES

	<i>Page</i>
1. <i>Gabčíkovo-Nagymaros Project (Hungary/Slovakia)</i>	6
2. <i>Armed Activities on the Territory of the Congo (Democratic Republic of the Congo v. Uganda)</i>	7
3. <i>Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Croatia v. Serbia)</i>	8
4. <i>Maritime Dispute (Peru v. Chile)</i>	9
5. <i>Aerial Herbicide Spraying (Ecuador v. Colombia)</i>	11
6. <i>Whaling in the Antarctic (Australia v. Japan: New Zealand intervening)</i>	12
7. <i>Certain Activities Carried Out by Nicaragua in the Border Area (Costa Rica v. Nicaragua)</i>	13
8. <i>Request for Interpretation of the Judgment of 15 June 1962 in the Case concerning the Temple of Preah Vihear (Cambodia v. Thailand) (Cambodia v. Thailand)</i>	14
9. <i>Construction of a Road in Costa Rica along the San Juan River (Nicaragua v. Costa Rica)</i>	15
10. <i>Obligation to Negotiate Access to the Pacific Ocean (Bolivia v. Chile)</i>	16
11. <i>Question of the Delimitation of the Continental Shelf between Nicaragua and Colombia beyond 200 Nautical Miles from the Nicaraguan Coast (Nicaragua v. Colombia)</i>	17
12. <i>Alleged Violations of Sovereign Rights and Maritime Spaces in the Caribbean Sea (Nicaragua v. Colombia)</i>	18
13. <i>Questions relating to the Seizure and Detention of Certain Documents and Data (Timor-Leste v. Australia)</i>	19
14. <i>Maritime Delimitation in the Caribbean Sea and the Pacific Ocean (Costa Rica v. Nicaragua)</i>	20
15. <i>Obligations concerning Negotiations relating to Cessation of the Nuclear Arms Race and to Nuclear Disarmament (Marshall Islands v. India)</i>	21
16. <i>Obligations concerning Negotiations relating to Cessation of the Nuclear Arms Race and to Nuclear Disarmament (Marshall Islands v. Pakistan)</i>	22
17. <i>Obligations concerning Negotiations relating to Cessation of the Nuclear Arms Race and to Nuclear Disarmament (Marshall Islands v. United Kingdom)</i>	23

1. Projet Gabčíkovo-Nagymaros (Hongrie/Slovaquie)



Introduction	2 VII 1993 (compromis)
Audiences	3-7 et 24-27 III 1997, puis 10, 11, 14 et 15 IV 1997 (fond)
Décisions	Fixation de délais (M. et C.-M.): 14 VII 1993 (ord.) Fixation de délai (R.): 20 XII 1994 (ord.) Descente sur les lieux: 5 II 1997 (ord.) Fond: 25 IX 1997 (arrêt)
Descente sur les lieux	1-4 IV 1997
Thèmes	Droit des traités; droit de la responsabilité; environnement

En application d'un traité de 1977, la Hongrie et la Slovaquie étaient convenues de construire et d'exploiter conjointement le système de barrage de Gabčíkovo-Nagymaros. Toutefois, à la suite de vives critiques que le projet avait suscitées en Hongrie, celle-ci décida, en 1989, de suspendre puis d'abandonner les travaux, et, en 1992, de mettre un terme au traité de 1977. Désireuse, quant à elle, d'exploiter le système de Gabčíkovo, la Slovaquie adopta une solution de rechange qui lui permit de mettre l'ouvrage en service à partir de 1992.

Chaque pays reprochant à l'autre les décisions ainsi prises, la Hongrie et la Slovaquie notifèrent conjointement à la Cour, le 2 juillet 1993, un compromis en vue de lui soumettre certaines questions nées de leurs contestations.

Dans son arrêt du 25 septembre 1997, la Cour a estimé que la Hongrie et la Slovaquie avaient toutes deux violé leurs obligations juridiques. Elle les a appelées à négocier de bonne foi pour assurer la réalisation des objectifs du traité de 1977 — dont elle a indiqué qu'il était encore en vigueur — en tenant compte de la situation de fait qui s'était développée depuis 1989.

Le 3 septembre 1998, estimant que la Hongrie n'était pas disposée à exécuter l'arrêt de 1997, la Slovaquie a présenté à la Cour une demande en vue du prononcé d'un arrêt supplémentaire. Elle a, à cette fin, fait usage d'une disposition particulière du compromis précité (art. 5, par. 3), aux termes de laquelle les Parties étaient convenues que, faute d'accord dans un délai de six mois sur les modalités d'exécution de la décision de la Cour, l'une ou l'autre d'entre elles pourrait demander un nouvel arrêt pour déterminer celles-ci. La Hongrie a répondu par écrit à la demande de la Slovaquie le 7 décembre 1998, en contestant la recevabilité de cette demande. Début 1999, les échanges ont toutefois repris entre les Parties.

Elles ont depuis lors engagé des négociations et informent régulièrement la Cour de l'évolution de celles-ci.

Les Parties ont à plusieurs reprises indiqué à la Cour, en dernier lieu en 2014, qu'elles souhaitaient voir l'affaire demeurer inscrite au rôle général de la Cour. Le président rencontre les agents des Parties lorsqu'il le juge nécessaire. ■

1. Gabčíkovo-Nagymaros Project (Hungary/Slovakia)

Proceedings instituted	2 VII 1993 (Special Agreement)
Hearings	3–7 and 24–27 III 1997, then 10, 11, 14 and 15 IV 1997 (Merits)
Decisions	Fixing of time-limits (M. and C-M.): 14 VII 1993 (Ord.) Fixing of time-limit (R.): 20 XII 1994 (Ord.) Site visit: 5 II 1997 (Ord.) Merits: 25 IX 1997 (Judgment)
Site visit	1–4 IV 1997
Themes	Treaty law; law of responsibility; environment



Under a treaty concluded in 1977, Hungary and Slovakia had agreed to jointly construct and operate the Gabčíkovo-Nagymaros barrage system. However, as a result of intense criticism which the project had generated in Hungary, the latter decided in 1989 to suspend and subsequently abandon the works, and, in 1992, to terminate the 1977 Treaty. Slovakia, wishing for its part to operate the Gabčíkovo system, adopted an alternative solution which enabled it to bring the project into service from 1992.

As each country criticized the other for the decisions thus taken, Hungary and Slovakia jointly notified to the Court, on 2 July 1993, a Special Agreement for the submission to it of certain issues arising out of their differences.

In its Judgment of 25 September 1997, the Court found that both Hungary and Slovakia had breached their legal obligations. It called on them to negotiate in good faith in order to ensure the achievement of the objectives of the 1977 Treaty — which it declared was still in force — while taking account of the factual situation that had developed since 1989.

On 3 September 1998, in the belief that Hungary was unwilling to implement the 1997 Judgment, Slovakia submitted to the Court a request for an additional judgment, invoking a particular provision of the Special Agreement (Art. 5 (3)) under which, if the Parties were unable to reach agreement within six months on the modalities for executing the Court's judgment, either of them might request an additional judgment to determine those modalities. Hungary responded in writing to Slovakia's request on 7 December 1998 and challenged the admissibility of the request. At the start of 1999, however, discussions between the Parties reopened.

They have since resumed negotiations and inform the Court on a regular basis of the progress made.

The Parties have indicated to the Court on several occasions, most recently in 2014, that they wished the case to remain on the Court's General List. The President meets the Agents of the Parties when he deems it necessary. ■

2. Activités armées sur le territoire du Congo (République démocratique du Congo c. Ouganda)



Introduction	23 VI 1999 (requête)
Audiences	26 et 28 VI 2000 (mesures conservatoires); 11-29 IV 2005 (fond)
Décisions	Fixation de délais (M. et C.-M.): 21 X 1999 (ord.) Mesures conservatoires: 1 VII 2000 (ord.) Demandes reconventionnelles (recevabilité et fixation de délais (R. et D.)): 29 XI 2001 (ord.) Extension de délai (D.): 7 XI 2002 (ord.) Fixation de délai (pièce additionnelle): 29 I 2003 (ord.) Fond: 19 XII 2005 (arrêt)
Thèmes	Recours à la force; souveraineté territoriale; droit humanitaire; droit de la responsabilité

L'affaire a été introduite par la République démocratique du Congo (RDC) le 23 juin 1999 «en raison d'actes d'agression armée perpétrés en violation flagrante de la Charte des Nations Unies et de la Charte de l'Organisation de l'unité africaine». L'Ouganda a, pour sa part, présenté plusieurs demandes reconventionnelles le 20 avril 2001, reprochant en particulier à la RDC d'avoir attaqué les locaux de l'ambassade de l'Ouganda à Kinshasa et infligé des mauvais traitements au personnel diplomatique ainsi qu'à d'autres ressortissants ougandais présents dans ces locaux et à l'aéroport de Ndjili.

Dans l'arrêt qu'elle a rendu le 19 décembre 2005, la Cour a notamment conclu que l'Ouganda, en se livrant à des actions militaires à l'encontre de la RDC sur le territoire de celle-ci, en occupant le district de l'Ituri et en soutenant activement des forces irrégulières qui opéraient sur le territoire congolais, avait violé le principe de non-recours à la force dans les relations internationales et le principe de non-intervention; qu'il avait violé, au cours des hostilités entre les forces armées ougandaises et rwandaises à Kisangani, les obligations lui incombant en vertu du droit international relatif aux droits de l'homme et du droit international humanitaire; qu'il avait violé, par le comportement de ses forces armées à l'égard de la population civile congolaise, et notamment en tant que puissance occupante dans le district de l'Ituri, d'autres obligations lui incombant en vertu du droit international relatif aux droits de l'homme et du droit international humanitaire; et qu'il avait violé les obligations qui sont les siennes en vertu du droit international, aussi bien par des actes de pillage et d'exploitation des ressources naturelles congolaises commis par des membres de ses forces armées sur le territoire de la RDC que pour ne pas en avoir empêché la commission, en tant que puissance occupante dans le district de l'Ituri. La Cour est également parvenue à la conclusion que la RDC avait, pour sa part, violé les obligations lui incombant en vertu de la convention de Vienne sur les relations diplomatiques de 1961, envers l'Ouganda, dans le cas de mauvais traitements ou de défaut de protection accordée aux personnes et aux biens protégés par ladite convention. Elle a en revanche déclaré que le volet de la demande reconventionnelle de l'Ouganda relatif aux personnes autres que des diplomates à l'aéroport de Ndjili était irrecevable.

La Cour a, en conséquence, conclu que les Parties avaient l'obligation, l'une envers l'autre, de réparer le préjudice causé. Elle a décidé que, au cas où elles ne pourraient se mettre d'accord à ce sujet, la question des réparations serait réglée par la Cour et a réservé à cet effet la suite de la procédure. Depuis lors, les Parties ont transmis à la Cour certaines informations concernant la tenue, entre elles, de négociations aux fins de régler la question de la réparation susmentionnée. Aucun accord n'étant intervenu, l'affaire demeure inscrite au rôle. ■

2. Armed Activities on the Territory of the Congo (Democratic Republic of the Congo *v.* Uganda)

Proceedings instituted	23 VI 1999 (Application)
Hearings	26 and 28 VI 2000 (provisional measures); 11–29 IV 2005 (Merits)
Decisions	Fixing of time-limits (M. and C.-M.): 21 X 1999 (Ord.) Provisional measures: 1 VII 2000 (Ord.) Counter-claims (admissibility and fixing of time-limits (Rep. and Rej.)): 29 XI 2001 (Ord.) Extension of time-limit (Rej.): 7 XI 2002 (Ord.) Fixing of time-limit (additional pleading): 29 I 2003 (Ord.) Merits: 19 XII 2005 (Judgment)
Themes	Use of force; territorial sovereignty; humanitarian law; law of responsibility

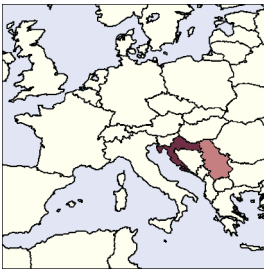


The case was introduced by the Democratic Republic of the Congo (DRC) on 23 June 1999 for “acts of armed aggression perpetrated in flagrant violation of the United Nations Charter and of the Charter of the Organization of African Unity”. Uganda, for its part, raised several counter-claims on 20 April 2001, alleging that the DRC had, among other things, attacked the premises of the Ugandan Embassy in Kinshasa and maltreated diplomats and other Ugandan nationals present on the premises and at Ndjili Airport.

In its Judgment of 19 December 2005, the Court found *inter alia* that Uganda, by engaging in military activities against the DRC on the latter’s territory, by occupying Ituri district and by actively extending support to irregular forces having operated on the territory of the DRC, had violated the principle of non-use of force in international relations and the principle of non-intervention; that it had violated, in the course of hostilities between Ugandan and Rwandan military forces in Kisangani, its obligations under international human rights law and international humanitarian law; that it had violated, by the conduct of its armed forces towards the Congolese civilian population and in particular as an occupying Power in Ituri district, other obligations incumbent on it under international human rights law and international humanitarian law; and that it had violated its obligations under international law by acts of looting, plundering and exploitation of Congolese natural resources committed by members of its armed forces in the territory of the DRC and by its failure to prevent such acts as an occupying Power in Ituri district. The Court also found that the DRC had for its part violated obligations owed to Uganda under the 1961 Vienna Convention on Diplomatic Relations, through maltreatment of or failure to protect the persons and property protected by the said Convention. On the other hand, it ruled that the part of the second counter-claim submitted by Uganda relating to individuals other than diplomats at Ndjili Airport was inadmissible.

The Court therefore concluded that the Parties were under obligation to one another to make reparation for the injury caused. It decided that, failing agreement between the Parties, the question of reparation would be settled by the Court and reserved for this purpose the subsequent procedure in the case. Since then, the Parties have transmitted to the Court certain information concerning the negotiations they are holding to settle the question of reparation, as referred to above. No agreement having yet been reached, the case remains pending. ■

3. Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Croatie c. Serbie)



Introduction	2 VII 1999 (requête)
Audiences	26–30 V 2008 (exceptions préliminaires); 3 III–1 IV 2014 (fond)
Décisions	Fixation de délais (M. et C.-M.): 14 IX 1999 (ord.) Prorogation de délais (M. et C.-M.): 10 III 2000 (ord.) Prorogation de délais (M. et C.-M.): 27 VI 2000 (ord.) Fixation de délai (exposé sur exceptions préliminaires): 14 XI 2002 (ord.) Exceptions préliminaires: 18 XI 2008 (arrêt) Fixation de délai (C.-M.): 20 I 2009 (ord.) Fixation de délais (R. et D.): 4 II 2010 (ord.) Fixation de délai (pièce additionnelle sur demande reconventionnelle): 23 I 2012 (ord.)
Thème	Génocide

Le 2 juillet 1999, la Croatie a déposé une requête introductive d’instance contre la Serbie (alors dénommée République fédérale de Yougoslavie (RFY)) au sujet d’un différend concernant des violations alléguées de la Convention de 1948 pour la prévention et la répression du crime de génocide, qui auraient été commises entre 1991 et 1995 dans le cadre du conflit qui a opposé, d’une part, les forces armées croates et, d’autre part, des forces hostiles à l’indépendance de la Croatie et — au moins à partir du mois de septembre 1991 — l’armée populaire yougoslave.

Le 11 septembre 2002, la Serbie a soulevé certaines exceptions préliminaires d’incompétence et d’irrecevabilité. Le 18 novembre 2008, la Cour a rendu un arrêt sur lesdites exceptions. Elle a rejeté les première et troisième exceptions préliminaires soulevées par la Serbie. Elle a considéré que la deuxième exception — selon laquelle les demandes fondées sur les actes ou les omissions antérieurs au 27 avril 1992, c’est-à-dire la date à laquelle la RFY a commencé à exister en tant qu’État distinct, ne relevaient pas de sa compétence et étaient irrecevables — n’avait pas, dans les circonstances de l’espèce, un caractère exclusivement préliminaire et qu’elle devait, dès lors, être examinée lors de la phase du fond. Sous réserve de cette conclusion, la Cour a jugé qu’elle avait compétence pour connaître de la requête de la Croatie.

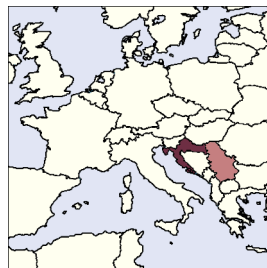
La procédure sur le fond a ensuite repris et, le 4 janvier 2010, la Serbie a déposé un contre-mémoire contenant une demande reconventionnelle. Selon le défendeur, la Croatie serait elle-même responsable de violations de la Convention commises en 1995 dans le cadre d’une opération militaire menée par la Croatie en vue de reprendre les portions de territoire qui lui avaient échappé.

Les Parties ont par la suite échangé plusieurs pièces consacrées au fond de l’affaire.

La Cour a finalement tenu des audiences du 3 mars au 1^{er} avril 2014 sur l’exception jugée non exclusivement préliminaire en 2008, ainsi que sur le fond de la demande de la Croatie et de la demande reconventionnelle de la Serbie. Au cours de ces audiences, plusieurs témoins ont été entendus, dont certains à huis clos. La Cour a ensuite entamé son délibéré. ■

3. Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Croatia *v.* Serbia)

Proceedings instituted	2 VII 1999 (Application)
Hearings	26–30 V 2008 (preliminary objections): 3 III–1 IV 2014 (Merits)
Decisions	Fixing of time-limits (M. and C.-M.): 14 IX 1999 (Ord.) Extension of time-limits (M. and C.-M.): 10 III 2000 (Ord.) Extension of time-limits (M. and C.-M.): 27 VI 2000 (Ord.) Fixing of time-limit (written statement on preliminary objections): 14 XI 2002 (Ord.) Preliminary objections: 18 XI 2008 (Judgment) Fixing of time-limit (C.-M.): 20 I 2009 (Ord.) Fixing of time-limits (Rep. and Rej.): 4 II 2010 (Ord.) Fixing of time-limit (additional pleading on counter-claim): 23 I 2012 (Ord.)
Theme	Genocide



On 2 July 1999, Croatia filed an Application instituting proceedings against Serbia (then known as the Federal Republic of Yugoslavia (FRY)) with respect to a dispute concerning alleged violations of the 1948 Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide committed between 1991 and 1995 in the course of fighting between Croatian armed forces, on the one hand, and forces opposed to Croatian independence and — at least from September 1991 — the Yugoslav People’s Army, on the other.

On 11 September 2002, Serbia raised certain preliminary objections as to jurisdiction and admissibility. On 18 November 2008, the Court rendered its Judgment on those objections. It rejected the first and third preliminary objections raised by Serbia. It found that the second objection — that claims based on acts or omissions which took place before 27 April 1992, i.e., the date on which the FRY came into existence as a separate State, lay beyond its jurisdiction and were inadmissible — did not, in the circumstances of the case, possess an exclusively preliminary character and should therefore be considered in the merits phase. Subject to that conclusion, the Court found that it had jurisdiction to entertain Croatia’s Application.

Proceedings on the merits subsequently resumed and, on 4 January 2010, Serbia filed a Counter-Memorial containing a counter-claim. According to the Respondent, Croatia was itself responsible for violations of the Convention committed in 1995 during a Croatian led military operation to recover lost territory.

The Parties then exchanged a number of pleadings devoted to the merits of the case.

Finally, from 3 March to 1 April 2014, the Court held hearings on the objection found not to possess an exclusively preliminary character in 2008 and on the merits of Croatia’s claim and Serbia’s counter-claim. During those hearings, several witnesses were called, some of whom were heard during closed sittings. The Court then began its deliberation. ■

4. Différend maritime (Pérou c. Chili)



Introduction	16 I 2008 (requête)
Audiences	3-14 XII 2012 (fond)
Décisions	Fixation de délais (M. et C.-M.): 31 III 2008 (ord.) Fixation de délais (R. et D.): 27 IV 2010 (ord.) Fond: 27 I 2014 (arrêt)
Thème	Délimitation maritime

Le 16 janvier 2008, le Pérou a déposé une requête introductive d'instance contre le Chili portant sur la délimitation de la frontière entre les zones maritimes des deux Etats dans l'océan Pacifique. Alors que le Pérou soutenait qu'il n'existait pas de frontière maritime entre lui et le Chili, et priait par conséquent la Cour de procéder à une délimitation, le Chili faisait valoir qu'il existait déjà une frontière maritime internationale convenue entre les Parties et que celle-ci suivait, sur une distance d'au moins 200 milles marins, le parallèle de latitude passant par le point de départ de la frontière terrestre le séparant du Pérou (voir croquis (haut), p. 10).

Afin de résoudre le différend, la Cour a tout d'abord recherché si, comme le soutenait le Chili, il existait déjà une frontière maritime convenue. Elle a, à cette fin, examiné les différents instruments versés au dossier, mais n'a trouvé trace d'aucune limite conventionnellement agréée. La Cour a toutefois estimé qu'un accord de 1954 (relatif à une zone frontière maritime spéciale) reconnaissait expressément l'existence d'une frontière maritime et qu'il venait manifestement « consacrer » un accord tacite intervenu auparavant entre les Parties. Elle a néanmoins constaté que ce document ne donnait aucune indication quant à l'étendue et à la nature de la frontière maritime, deux questions qu'elle a donc dû trancher. A la lumière du contexte dans lequel était intervenu l'accord de 1954, la Cour a estimé que la frontière convenue avait vocation générale, c'est-à-dire qu'elle valait pour la colonne d'eau comme pour les fonds marins et leur sous-sol. Pour ce qui est de l'étendue de cette frontière, la Cour s'est intéressée, d'une part, à la pratique suivie par les Parties dans les années 1950 (et plus particulièrement à leur potentiel et leur activité halieutiques) et, d'autre part, au contexte plus général (à savoir l'évolution du droit de la mer au début des années 1950). Elle a conclu de son analyse que la frontière maritime convenue le long du parallèle s'étendait jusqu'à 80 milles marins depuis son point de départ.

La Cour s'est ensuite attachée à définir, dans son intégralité, le tracé de la frontière entre les deux Parties. Elle a, pour ce faire, commencé par rechercher l'emplacement du point de départ de la frontière convenue; elle a ainsi obtenu le premier segment de ladite frontière (du point de départ à un point A, situé à 80 milles marins). Pour le reste du tracé, la Cour a recouru à la méthode en trois étapes qu'elle applique habituellement. *Premièrement*, la Cour a choisi des points de base et construit une ligne d'équidistance provisoire à partir du point terminal de la frontière maritime existante (point A); *deuxièmement*, elle a recherché s'il existait des circonstances pertinentes appelant l'ajustement de la ligne d'équidistance provisoire et a considéré que tel n'était pas le cas en l'espèce; *troisièmement*, la Cour a estimé qu'il n'existait pas, entre les espaces maritimes attribués à chacune des Parties dans la zone pertinente, de disproportion marquée susceptible de remettre en question le caractère équitable de la ligne d'équidistance provisoire.

La Cour a donc conclu que la frontière maritime part du point d'intersection entre le parallèle de latitude passant par la borne frontière n° 1 et la laisse de basse mer (point de départ), et longe ce parallèle sur une distance de 80 milles marins (jusqu'au point A). Elle suit ensuite la ligne d'équidistance jusqu'au point B situé sur la limite des 200 milles marins mesurée depuis les lignes de base du Chili et suit celle-ci jusqu'au point C (voir croquis (bas), p. 10). Etant donné les circonstances de l'affaire, la Cour a déterminé le tracé de la frontière maritime sans en préciser les coordonnées géographiques exactes; elle a toutefois invité les Parties à procéder à la détermination de ces coordonnées conformément à l'arrêt et dans un esprit de bon voisinage. ■

4. Maritime Dispute (Peru v. Chile)

Proceedings instituted	16 I 2008 (Application)
Hearings	3–14 XII 2012 (Merits)
Decisions	Fixing of time-limits (M. and C.-M.): 31 III 2008 (Ord.) Fixing of time-limits (Rep. and Rej.): 27 IV 2010 (Ord.) Merits: 27 I 2014 (Judgment)
Theme	Maritime delimitation

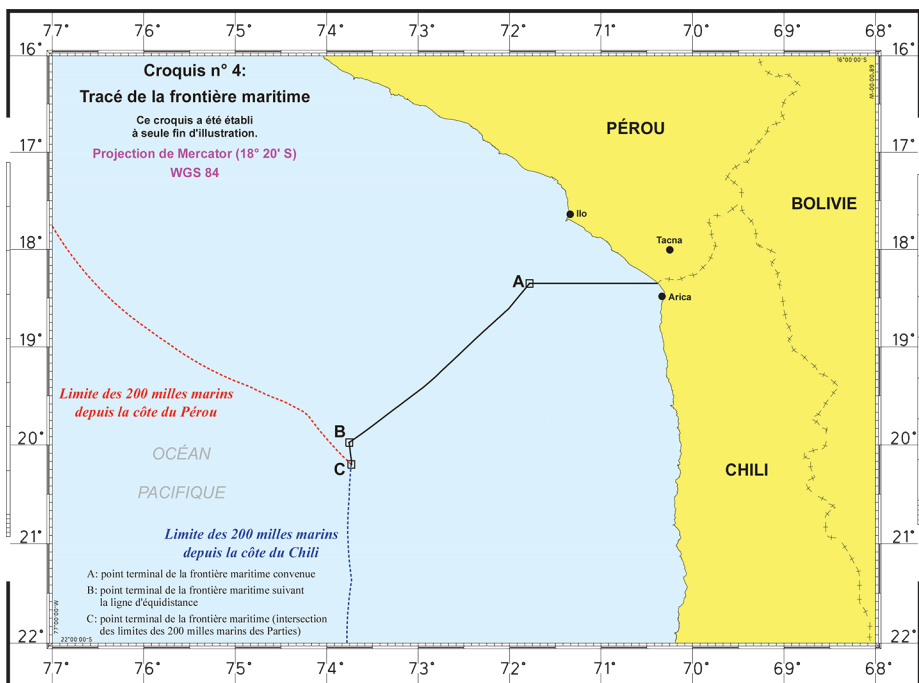
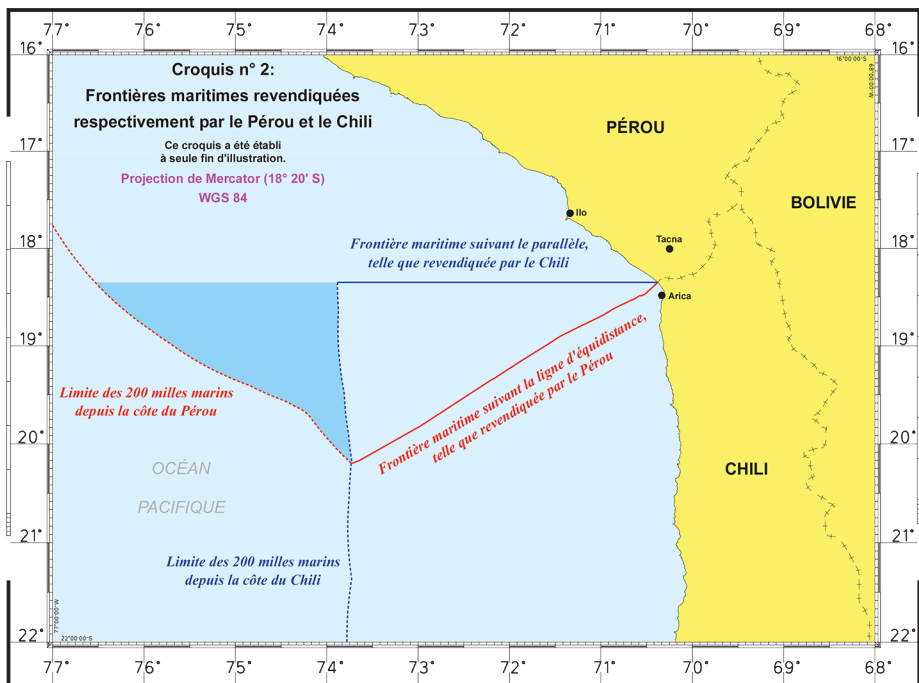


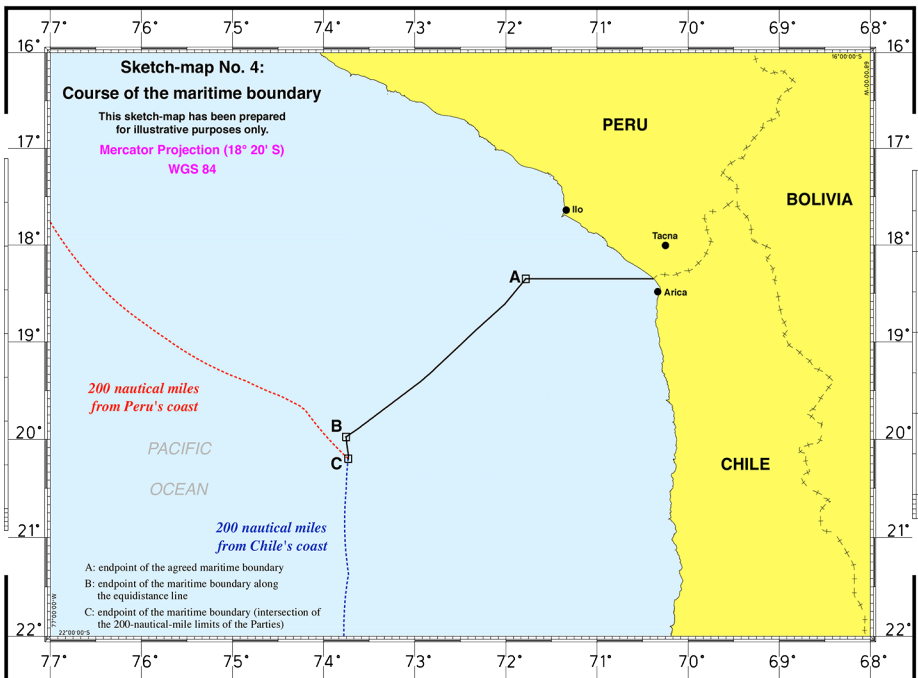
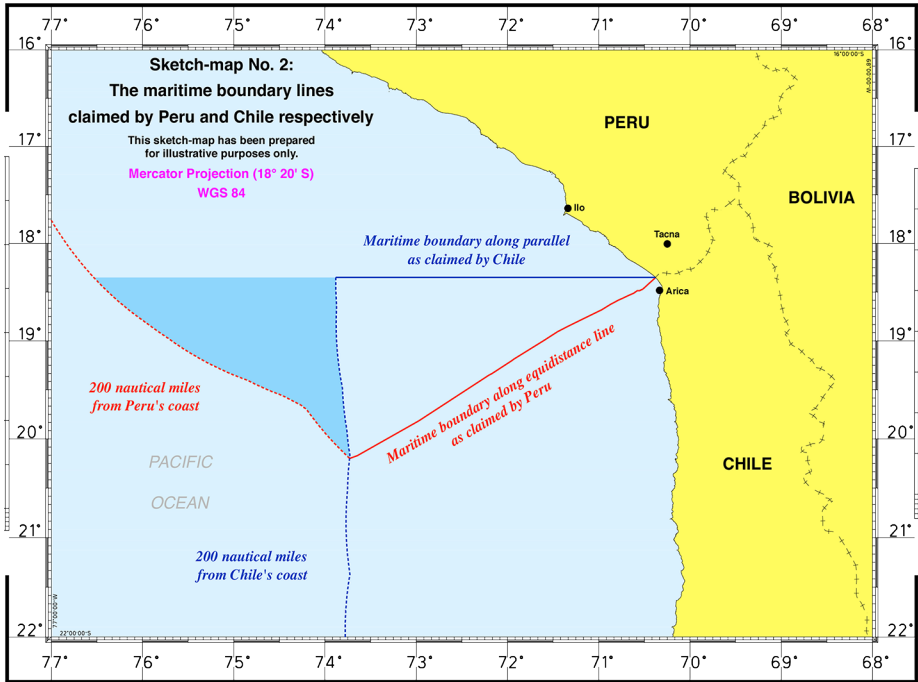
On 16 January 2008, Peru filed an Application instituting proceedings against Chile in relation to the delimitation of the boundary between the maritime zones of the two States in the Pacific Ocean. It argued that no maritime boundary existed between the two countries and asked the Court to plot a boundary line. For its part, Chile contended that an international maritime boundary had already been established and agreed between the Parties along the parallel of latitude passing through the starting-point of the Peru–Chile land boundary and extending to a minimum of 200 nautical miles (see upper sketch-map, p. 10).

In order to settle the dispute before it, the Court first established whether an agreed maritime boundary already existed, as claimed by Chile. To that end, it examined the various instruments in the case file, finding no evidence of a maritime boundary agreement. However, it did find that the existence of a maritime boundary was expressly acknowledged by a 1954 Agreement (regarding a special maritime frontier zone) and that that Agreement clearly “cemented” a tacit agreement previously reached between the Parties. It noted, nonetheless, that the Agreement in question gave no indication as to the extent or nature of the maritime boundary, two issues which it thus fell to the Court to resolve. In the light of the context in which the 1954 Agreement was drawn up, the Court found that the boundary agreed was an all-purpose one, applicable to the water column, the sea-bed and its subsoil. As regards the extent of that boundary, the Court examined both the relevant practice of the Parties in the 1950s (and fishing potential and activity in particular) and the broader context (namely, developments in the law of the sea at the beginning of the 1950s). It concluded from its examination that the agreed maritime boundary along the parallel extended as far as 80 nautical miles from its starting-point.

The Court then sought to delineate in full the boundary line between the two Parties. It began by ascertaining the starting-point of the agreed boundary, thereby determining the first section of that boundary (from the starting-point to Point A, 80 nautical miles away). In order to effect the remainder of the delimitation, the Court applied the three-stage methodology it usually employs. *First*, it selected base points and constructed a provisional equidistance line which started at the endpoint of the existing maritime boundary (Point A). *Second*, it considered whether there were any relevant circumstances calling for an adjustment of the provisional equidistance line, and found that such was not the case in this instance. *Third*, it was of the view that no significant disproportion was evident between the maritime spaces attributed to each of the Parties in the relevant area, such as would call into question the equitable nature of the provisional equidistance line.

The Court thus concluded that the maritime boundary starts at the intersection of the parallel of latitude passing through Boundary Marker No. 1 and the low-water line (starting-point), and extends for 80 nautical miles along that parallel of latitude (to Point A). From this point, it runs along the equidistance line to Point B, situated on the 200-nautical-mile limit measured from the Chilean baselines, and follows this limit until Point C (see lower sketch-map, p. 10). In view of the circumstances of the case, the Court defined the course of the maritime boundary without determining the precise geographical co-ordinates; however, it invited the Parties to determine those co-ordinates, in accordance with the Judgment and in the spirit of good neighbourliness. ■





5. Epandages aériens d'herbicides (Equateur c. Colombie)



Introduction	31 III 2008 (requête)
Décisions	Fixation de délais (M. et C.-M.): 30 V 2008 (ord.) Fixation de délais (R. et D.): 25 VI 2010 (ord.) Prorogation de délai (D.): 19 X 2011 (ord.) Radiation du rôle: 13 IX 2013 (ord.)
Thème	Environnement (pollution transfrontière)

L'affaire a débuté le 31 mars 2008 lorsque l'Equateur a saisi la Cour d'un différend l'opposant à la Colombie relativement à l'«épandage aérien par la Colombie d'herbicides toxiques en des endroits situés à proximité, le long ou de l'autre côté de sa frontière avec l'Equateur». Dans sa requête, l'Equateur soutenait que « [l]'épandage a[va]it déjà gravement porté atteinte aux populations, aux cultures, à la faune et au milieu naturel du côté équatorien de la frontière et risqu[ait] sérieusement, avec le temps, de causer d'autres dommages». Déclarant que « des efforts soutenus et répétés en vue de négocier une cessation de ces fumigations » avaient été déployés, mais que ceux-ci s'étaient « révélés infructueux », l'Equateur priait notamment la Cour de dire et juger que la Colombie avait violé « les obligations qui lui incombent en vertu du droit international en causant ou permettant le dépôt sur [son] territoire ... d'herbicides toxiques qui ont porté atteinte à la santé humaine, aux biens et à l'environnement » et qu'elle était « tenue de l'indemniser pour tout dommage ou perte causés par ses actes internationalement illicites ».

La procédure écrite, composée de deux tours, s'est achevée le 1^{er} février 2012 avec le dépôt de la duplique de la Colombie. Avant toutefois que l'affaire ne soit plaidée, l'Equateur, se référant à un accord auquel les Parties étaient parvenues le 9 septembre 2013 et à l'article 89 du Règlement de la Cour, a fait savoir à la Cour, par lettre du 12 septembre 2013, qu'il souhaitait se désister de l'instance.

L'accord susmentionné met définitivement un terme à l'ensemble des griefs formulés par l'Equateur contre la Colombie dans le cadre du différend. Il prévoit notamment l'établissement d'une zone d'exclusion, dans laquelle la Colombie ne se livrera à aucune opération d'épandage aérien, crée une commission mixte chargée de veiller à ce que les opérations d'épandage menées en dehors de cette zone n'entraînent pas, par un phénomène de dérive, le dépôt d'herbicides en territoire équatorien et prévoit, en l'absence de tels dépôts, la réduction échelonnée de la largeur de ladite zone. L'accord fixe en outre les modalités opérationnelles du programme d'épandage de la Colombie, prend acte de ce que les deux gouvernements sont convenus d'échanger de manière continue des informations à cet égard et établit un mécanisme de règlement des différends.

La Colombie ayant informé la Cour qu'elle ne faisait pas objection au désistement de l'Equateur, l'affaire a été rayée du rôle par une ordonnance du président de la Cour en date du 13 septembre 2013. ■

5. Aerial Herbicide Spraying (Ecuador *v.* Colombia)

Proceedings instituted	31 III 2008 (Application)
Decisions	Fixing of time-limits (M. and C.-M.): 30 V 2008 (Ord.) Fixing of time-limits (Rep. and Rej.): 25 VI 2010 (Ord.) Extension of time-limit (Rej.): 19 X 2011 (Ord.) Removal from the Court's List: 13 IX 2013 (Ord.)
Theme	Environment (transboundary pollution)



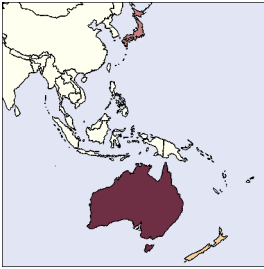
The case began on 31 March 2008, when Ecuador seized the Court of a dispute with Colombia regarding the “aerial spraying [by Colombia] of toxic herbicides at locations near, at and across its border with Ecuador”. In its Application, Ecuador maintained that “[t]he spraying has already caused serious damage to people, to crops, to animals, and to the natural environment on the Ecuadorian side of the frontier, and poses a grave risk of further damage over time”. Claiming that “repeated and sustained efforts to negotiate an end to the fumigations” had been made, but that these negotiations had “proved unsuccessful”, Ecuador requested the Court, among other things, to declare and adjudge that Colombia had violated “its obligations under international law by causing or allowing the deposit on [Ecuador’s] territory of . . . toxic herbicides that have caused damage to human health, property and the environment” and that Colombia should “indemnify Ecuador for any loss or damage caused by its internationally unlawful acts”.

The written phase, comprising two rounds of written pleadings, was concluded on 1 February 2012 with the filing of Colombia’s Rejoinder. Before the case could be heard, however, Ecuador, referring to an Agreement between the Parties dated 9 September 2013 and to Article 89 of the Rules of Court, informed the Court, by letter of 12 September 2013, that it wished to discontinue the proceedings in the case.

The above-mentioned Agreement conclusively resolves all of the claims made by Ecuador against Colombia in relation to the dispute. In particular, it provides for the establishment of an exclusion zone, in which Colombia will not conduct aerial spraying operations, creates a Joint Commission to ensure that spraying operations outside that zone have not caused herbicides to drift into Ecuador and, so long as they have not, provides a mechanism for the gradual reduction in the width of the said zone. The Agreement further sets out operational parameters for Colombia’s spraying programme, records the agreement of the two Governments to ongoing exchanges of information in that regard, and establishes a dispute settlement mechanism.

Colombia having notified the Court that it did not object to Ecuador’s discontinuance, the case was removed from the Court’s List by an Order of the President of the Court dated 13 September 2013. ■

6. Chasse à la baleine dans l'Antarctique (Australie c. Japon ; Nouvelle-Zélande (intervenant))



Introduction	31 V 2010 (requête)
Audiences	26 VI-16 VII 2013 (fond)
Décisions	Fixation de délais (M. et C.-M.): 13 VII 2010 (ord.) Intervention (Nouvelle-Zélande): 6 II 2013 (ord.) Fond: 31 III 2014 (arrêt)
Thèmes	Droit des traités ; environnement

L'instance a été introduite le 31 mai 2010 par l'Australie, qui reprochait au Japon de poursuivre l'exécution « d'un vaste programme de chasse à la baleine dans le cadre de la deuxième phase du programme japonais de recherche scientifique sur les baleines dans l'Antarctique au titre d'un permis spécial (« JARPA II ») », en violation tant des obligations contractées par cet Etat aux termes de la convention internationale pour la réglementation de la chasse à la baleine de 1946 que d'autres obligations internationales relatives à la préservation des mammifères et de l'environnement marins.

Dans l'arrêt qu'elle a rendu le 31 mars 2014, la Cour a tout d'abord estimé qu'elle avait compétence pour connaître de l'affaire, écartant l'argument du Japon selon lequel le litige relevait du champ d'application d'une réserve dont est assortie la déclaration australienne d'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour. Elle s'est ensuite penchée sur la question de l'interprétation et de l'application de l'article VIII de la convention de 1946, dont le paragraphe 1 autorise, dans sa partie pertinente, les parties à « accorder à l'un quelconque de [leurs] ressortissants un permis spécial autorisant l'intéressé à tuer, capturer et traiter des baleines en vue de recherches scientifiques ».

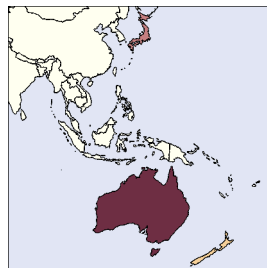
S'agissant de l'interprétation de cette disposition, la Cour a tout d'abord fait observer que, si l'article VIII confère notamment à un Etat partie à la convention le pouvoir discrétionnaire de rejeter une demande de permis spécial, la réponse à la question de savoir si la mise à mort, la capture et le traitement de baleines en vertu du permis spécial demandé poursuivent des fins de recherche scientifique ne saurait dépendre simplement de la perception qu'en a cet Etat. De l'avis de la Cour, les deux éléments de l'expression *en vue de* (1) *recherches scientifiques* (2) sont cumulatifs.

En ce qui concerne l'application de cette même disposition, la Cour a indiqué que JARPA II pouvait globalement être qualifié de programme de « recherche scientifique ». Elle s'est ensuite penchée sur la question de savoir si c'était à des fins de recherche scientifique qu'il était recouru à des méthodes létales. Elle a, pour y répondre, examiné si les éléments de la conception et de la mise en œuvre de ce programme étaient raisonnables au regard des objectifs de recherche annoncés. La Cour a estimé que les éléments de preuve dont elle disposait ne permettaient pas d'établir que tel était le cas. Elle a conclu que les permis spéciaux au titre desquels le Japon autorisait la mise à mort, la capture et le traitement de baleines dans le cadre de JARPA II n'étaient pas délivrés « en vue de recherches scientifiques » au sens de l'article VIII, paragraphe 1, de la convention de 1946.

La Cour s'est ensuite penchée sur les conséquences de cette conclusion, à la lumière de l'affirmation de l'Australie selon laquelle le Japon avait contrevenu à plusieurs dispositions du règlement annexé à ladite convention. Estimant que le Japon avait effectivement violé certaines des dispositions invoquées (à savoir les moratoires sur la chasse commerciale et les usines flottantes, ainsi que l'interdiction de la chasse commerciale dans le sanctuaire de l'océan Austral), la Cour en est venue à la question des remèdes. Puisque JARPA II était toujours en cours, elle a ordonné au Japon de révoquer tout permis, autorisation ou licence déjà délivré pour mettre à mort, capturer ou traiter des baleines dans le cadre de ce programme, et de s'abstenir d'accorder tout nouveau permis en vertu de l'article VIII, paragraphe 1, de la convention au titre dudit programme. ■

6. Whaling in the Antarctic (Australia *v.* Japan: New Zealand intervening)

Proceedings instituted	31 V 2010 (Application)
Hearings	26 VI–16 VII 2013 (Merits)
Decisions	Fixing of time-limits (M. and C.-M.): 13 VII 2010 (Ord.) Intervention (New Zealand): 6 II 2013 (Ord.) Merits: 31 III 2014 (Judgment)
Themes	Law of treaties; environment



Proceedings were instituted on 31 May 2010 by Australia, which accused Japan of pursuing “a large-scale program of whaling under the Second Phase of its Japanese Whale Research Program under Special Permit in the Antarctic (‘JARPA II’), in breach of obligations assumed by Japan under the 1946 International Convention for the Regulation of Whaling and of other international obligations for the preservation of marine mammals and the marine environment.

In the Judgment it rendered on 31 March 2014, the Court first found that it had jurisdiction to entertain the case, rejecting Japan’s argument that the dispute fell within the scope of a reservation contained in Australia’s declaration recognizing the Court’s jurisdiction as compulsory. It then turned to the question of the interpretation and application of Article VIII of the 1946 Convention, paragraph 1 of which states that the parties “may grant to any of [their] nationals a special permit authorizing that national to kill, take and treat whales for purposes of scientific research”.

With respect to the interpretation of that provision, the Court first observed that, although Article VIII gives discretion to a State party to the Convention to reject the request for a special permit, whether the killing, taking and treating of whales pursuant to a requested special permit is for purposes of scientific research cannot depend simply on that State’s perception. In the view of the Court, the two elements of the phrase *for purposes of* (1) *scientific research* (2) are cumulative.

As regards the application of that same provision, the Court indicated that JARPA II could broadly be described as a “scientific research” programme. It then turned to the question of whether it was for purposes of scientific research that lethal methods were used. To answer that question, it examined whether the programme’s design and implementation were reasonable in relation to achieving its stated research objectives. The Court considered that the evidence before it did not establish that such was the case. It concluded that the special permits issued by Japan for the killing, taking and treating of whales in connection with JARPA II were not granted “for purposes of scientific research” pursuant to Article VIII, paragraph 1, of the 1946 Convention.

The Court then turned to the implications of that conclusion, in light of Australia’s contention that Japan had breached several provisions of the Schedule annexed to the said Convention. Having found that Japan had indeed breached some of the provisions invoked (namely the moratoriums on commercial whaling and factory ships, and the prohibition on commercial whaling in the Southern Ocean Sanctuary), it considered the question of remedies. Since JARPA II was an ongoing programme, it ordered Japan to revoke any extant authorization, permit or licence to kill, take or treat whales in relation to JARPA II, and to refrain from granting any further permits under Article VIII, paragraph 1, of the Convention, in pursuance of that programme. ■

7. Certaines activités menées par le Nicaragua dans la région frontalière (Costa Rica c. Nicaragua)



Introduction	18 XI 2010 (requête)
Audiences	11–13 I 2011 (mesures conservatoires); 14–17 X 2013 (mesures conservatoires, nouvelle demande)
Décisions	Mesures conservatoires: 8 III 2011 (ord.) Fixation de délais (M. et C.-M.): 5 IV 2011 (ord.) Jonction d'instances: 17 IV 2013 (ord.) Demandes reconventionnelles: 18 IV 2013 (ord.) Mesures conservatoires (demande de modification): 16 VII 2013 (ord.) Mesures conservatoires (nouvelle demande): 22 XI 2013 (ord.)
Thèmes	Souveraineté territoriale; environnement

Le Costa Rica a introduit, le 18 novembre 2010, une instance contre le Nicaragua à raison d'une « incursion en territoire costa-ricien de l'armée nicaraguayenne », qui aurait occupé et utilisé une partie de celui-ci, « ainsi que [de] violations par le Nicaragua d'obligations lui incombant envers le Costa Rica » en vertu d'un certain nombre de conventions et de traités internationaux. Le Costa Rica reproche au Nicaragua d'avoir, à l'occasion de deux incidents distincts, occupé son sol dans le cadre de la construction d'un canal (*caño*, selon la dénomination adoptée par les Parties) à travers le territoire costa-ricien, entre le fleuve San Juan et la lagune de los Portillos (ou « lagune de Harbor Head »), et d'avoir mené certaines activités connexes de dragage dans le San Juan.

La requête était accompagnée d'une demande en indication de mesures conservatoires sur laquelle la Cour s'est prononcée par une ordonnance du 8 mars 2011. Par la suite, la Cour a estimé approprié, conformément au principe de bonne administration de la justice et aux impératifs d'économie judiciaire, de joindre les instances dans la présente affaire et dans celle relative à la *Construction d'une route au Costa Rica le long du fleuve San Juan (Nicaragua c. Costa Rica)* (voir ci-après, p. 15) par une ordonnance du 17 avril 2013. Elle s'est ensuite prononcée sur des demandes reconventionnelles soumises par le Nicaragua dans son contre-mémoire.

Après avoir tenu des audiences au mois d'octobre, la Cour a rendu, le 22 novembre 2013, une ordonnance sur une demande en indication de nouvelles mesures conservatoires présentée le 24 septembre 2013 par le Costa Rica. Celui-ci protestait contre la construction, par le Nicaragua, de deux nouveaux *caños* dans le « territoire litigieux », tel que défini par la Cour le 8 mars 2011, c'est-à-dire dans « la partie septentrionale de Isla Portillos, soit la zone humide d'environ trois kilomètres carrés comprise entre la rive droite du *caño* litigieux [de 2011], la rive droite du fleuve San Juan lui-même jusqu'à son embouchure dans la mer des Caraïbes et la lagune de Harbor Head ». La Cour a estimé que, vu la longueur, la largeur et la position d'une tranchée creusée près du plus grand des deux nouveaux chenaux — le *caño* oriental —, il existait un risque réel de voir celle-ci atteindre la mer des Caraïbes, soit par l'action de la nature, soit par celle de l'homme, voire par leur action conjointe. Elle a considéré qu'une modification du cours du fleuve San Juan pourrait s'ensuivre, avec de sérieuses conséquences pour les droits revendiqués par le Costa Rica. La Cour a donc décidé de réaffirmer les mesures conservatoires qu'elle avait indiquées le 8 mars 2011 et d'en prescrire de nouvelles. Elle a notamment dit que le Nicaragua devait s'abstenir de toute activité de dragage ou autre dans le territoire litigieux, et, en particulier, de tous travaux sur les deux nouveaux *caños*, ajoutant qu'il devait combler la tranchée creusée sur la plage au nord du *caño* oriental. ■

7. Certain Activities Carried Out by Nicaragua in the Border Area (Costa Rica *v.* Nicaragua)

Proceedings instituted	18 XI 2010 (Application)
Hearings	11–13 I 2011 (provisional measures); 14–17 X 2013 (provisional measures, new request)
Decisions	Provisional measures: 8 III 2011 (Ord.) Fixing of time-limits (M. and C.-M.): 5 IV 2011 (Ord.) Joinder of proceedings: 17 IV 2013 (Ord.) Counter-claims: 18 IV 2013 (Ord.) Provisional measures (request for modification): 16 VII 2013 (Ord.) Provisional measures (new request): 22 XI 2013 (Ord.)
Themes	Territorial sovereignty; environment

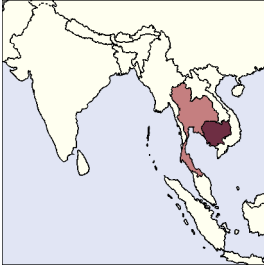


On 18 November 2010, Costa Rica instituted proceedings against Nicaragua in respect of an alleged “incursion into, occupation of and use by Nicaragua’s army of Costa Rican territory as well as [alleged] breaches of Nicaragua’s obligations towards Costa Rica” under a number of international treaties and conventions. Costa Rica contends that Nicaragua had, in two separate incidents, occupied the territory of Costa Rica in connection with the construction of a canal (*caño*, the Spanish designation adopted by both Parties) across Costa Rican territory from the San Juan River to Laguna los Portillos (or “Harbor Head Lagoon”), and carried out certain related works of dredging on the San Juan River.

The Application was accompanied by a request for the indication of provisional measures, on which the Court ruled by an Order of 8 March 2011. The Court subsequently decided, by an Order of 17 April 2013, that it was appropriate, in conformity with the principle of the sound administration of justice and with the need for judicial economy, to join the proceedings in the present case with those in the case concerning *Construction of a Road in Costa Rica along the San Juan River (Nicaragua v. Costa Rica)* (see below, p. 15). It then ruled on the counter-claims submitted by Nicaragua in its Counter-Memorial.

On 22 November 2013, after holding hearings in October, the Court delivered an Order on a request for the indication of new provisional measures filed on 24 September 2013 by Costa Rica. In that request, Costa Rica protested against Nicaragua’s construction of two new artificial *caños* in the “disputed territory” as identified by the Court on 8 March 2011, i.e., in “the northern part of Isla Portillos, that is to say, the area of wetland of some 3 square kilometres between the right bank of the [2011] disputed *caño*, the right bank of the San Juan River up to its mouth at the Caribbean Sea and the Harbor Head Lagoon”. The Court considered that, in view of the length, breadth and position of a trench that had been dug next to the larger of the two new *caños* — the eastern *caño* — there was a real risk that that trench could reach the Caribbean Sea, either as a result of natural elements or by human actions, or a combination of both. It felt that an alteration of the course of the San Juan River could ensue, with serious consequences for the rights claimed by Costa Rica. The Court therefore decided to reaffirm the provisional measures it had indicated in its Order of 8 March 2011 and to prescribe new ones. It ruled, *inter alia*, that Nicaragua should refrain from any dredging and other activities in the disputed territory and, in particular, refrain from work of any kind on the two new *caños*, adding that Nicaragua should fill the trench on the beach north of the eastern *caño*. ■

8. Demande en interprétation de l'arrêt du 15 juin 1962 en l'affaire du *Temple de Préah Vihéar (Cambodge c. Thaïlande)* (Cambodge c. Thaïlande)



Introduction	28 IV 2011 (requête)
Audiences	30–31 V 2011 (mesures conservatoires) 15–19 IV 2013 (demande en interprétation)
Décisions	Mesures conservatoires: 18 VII 2011 (ord.) Fixation de délai (observations écrites, Règlement, art. 98, par. 3): 20 VII 2011 Fixation de délais (supplément d'information écrit, Règlement, art. 98, par. 4): 24 XI 2011 Interprétation: 11 XI 2013 (arrêt)
Thèmes	Demande en interprétation d'un arrêt de la Cour (Statut, art. 60); délimitation territoriale

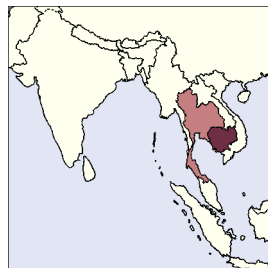
L'instance a été introduite le 28 avril 2011 par le Cambodge, à la suite d'incidents survenus avec la Thaïlande dans la zone frontalière proche du temple de Préah Vihéar, un monument au sujet duquel la Cour avait rendu un arrêt le 15 juin 1962. A l'époque, le Cambodge se plaignait de ce que, en maintenant dans le temple un détachement armé, la Thaïlande occupait une partie de son territoire. Dans son arrêt de 1962, la Cour avait notamment dit que la Thaïlande devait retirer tous les personnels qu'elle avait installés «dans le temple ou dans ses environs situés en territoire cambodgien» (point 2 du dispositif dudit arrêt).

Dans sa requête de 2011, le demandeur soutenait que la Thaïlande remettait en cause l'arrêt de 1962 en ce qu'elle «[r]efus[ait] la souveraineté du Cambodge sur [la] zone au-delà du temple jusqu'à ses «environs»». Il demandait en conséquence à la Cour d'interpréter son arrêt de 1962.

Dans son arrêt du 11 novembre 2013, la Cour a, dans un premier temps, considéré qu'elle avait compétence pour connaître de la demande en interprétation. Constatant que la principale contestation concernait la portée territoriale du deuxième point du dispositif de l'arrêt de 1962 — c'est-à-dire l'étendue des «environs» du temple de Préah Vihéar —, elle a, dans un second temps, estimé que cet arrêt prescrivait à la Thaïlande de retirer de l'intégralité du territoire de l'éperon sur lequel s'élève le temple de Préah Vihéar tous les personnels thaïlandais qui y étaient installés en 1962. La Cour a exposé que l'expression «environs situés en territoire cambodgien» devait être interprétée comme couvrant au moins la zone où il était établi, à l'époque de la procédure initiale, qu'un détachement de la police thaïlandaise y était installé. Elle a défini la zone en question et dit que le Cambodge avait souveraineté sur l'intégralité du territoire de l'éperon de Préah Vihéar ainsi caractérisé. ■

8. Request for Interpretation of the Judgment of 15 June 1962 in the Case concerning the *Temple of Preah Vihear (Cambodia v. Thailand)* (Cambodia v. Thailand)

Proceedings instituted	28 IV 2011 (Application)
Hearings	30–31 V 2011 (provisional measures) 15–19 IV 2013 (request for interpretation)
Decisions	Provisional measures: 18 VII 2011 (Ord.) Fixing of time-limit (written observations, Rules, Art. 98, para. 3): 20 VII 2011 Fixing of time-limits (further written explanations, Rules, Art. 98, para. 4): 24 XI 2011 Interpretation: 11 XI 2013 (Judgment)
Themes	Request for interpretation of a Judgment of the Court (Statute, Art. 60); territorial delimitation



Cambodia instituted the proceedings on 28 April 2011, following incidents with Thailand in the border area close to Preah Vihear Temple, a monument that was the subject of a Court Judgment rendered on 15 June 1962. At that time, Cambodia argued that, by maintaining an armed detachment in the Temple, Thailand was occupying a part of Cambodia's territory. In its 1962 Judgment, the Court found *inter alia* that Thailand was under an obligation to withdraw any personnel stationed by her "at the Temple, or in its vicinity on Cambodian territory" (second operative paragraph of that Judgment).

In its 2011 Application, Cambodia claimed that Thailand was calling into question the 1962 Judgment by "refus[ing] Cambodia's sovereignty over the area beyond the Temple as far as its 'vicinity'". Accordingly, it sought the Court's interpretation of its 1962 Judgment.

In its Judgment of 11 November 2013, the Court first found that it had jurisdiction to entertain the request for interpretation. Observing that the principal dispute concerned the territorial scope of the second operative paragraph of the 1962 Judgment — that is to say, the extent of the "vicinity" of the Preah Vihear Temple — it then found that that Judgment required Thailand to withdraw from the whole territory of the promontory of Preah Vihear any Thai personnel that were stationed there in 1962. The Court stated that the term "vicinity on Cambodian territory" had to be construed as covering at least the area where the detachment of Thai police was stationed at the time of the original proceedings. It defined the area in question and found that Cambodia had sovereignty over the whole territory of the promontory of Preah Vihear, as thus defined. ■

9. Construction d'une route au Costa Rica le long du fleuve San Juan (Nicaragua c. Costa Rica)



Introduction 22 XII 2011 (requête)

Audiences 5–8 XI 2013 (mesures conservatoires)

Décisions Fixation de délais (M. et C.-M.): 23 I 2012 (ord.)
Jonction d'instances: 17 IV 2013 (ord.)
Mesures conservatoires: 13 XII 2013 (ord.)
Fixation de délais (R. et D.): 3 II 2014 (ord.)

Thèmes Souveraineté territoriale; environnement

Le 22 décembre 2011, la République du Nicaragua a déposé une requête introductive d'instance contre la République du Costa Rica pour « violations de sa souveraineté et dommages importants à l'environnement sur son territoire ». Le Nicaragua soutient que le Costa Rica effectue, le long de la majeure partie de la zone frontalière entre les deux pays, des travaux de construction routière d'envergure qui ont de graves conséquences pour l'environnement.

Par une ordonnance du 17 avril 2013, la Cour, conformément au principe de bonne administration de la justice et aux impératifs d'économie judiciaire, a estimé approprié de joindre l'instance dans cette affaire à celle dans l'affaire relative à *Certaines activités menées par le Nicaragua dans la région frontalière (Costa Rica c. Nicaragua)* (voir ci-avant, p. 13).

Le 11 octobre 2013, le Nicaragua a présenté une demande en indication de mesures conservatoires afin de protéger certains droits auxquels portaient selon lui atteinte les travaux de construction routière réalisés par le Costa Rica, notamment le déplacement transfrontière de sédiments et d'autres résidus qui en résultait.

La Cour, qui a tenu des audiences publiques du 5 au 8 novembre 2013 sur cette demande, a rendu son ordonnance le 13 décembre 2013. Elle a estimé que les circonstances, telles qu'elles se présentaient à elle, n'étaient pas de nature à exiger l'exercice de son pouvoir d'indiquer des mesures conservatoires. Elle a en particulier considéré que le Nicaragua n'avait pas établi que les travaux de construction avaient conduit à un accroissement sensible de la charge en sédiments du fleuve, et qu'il ne lui avait présenté aucun élément de preuve attestant que l'alluvionnement du chenal du fleuve, qui était d'après lui causé par une quantité accrue de sédiments due à la construction de la route, aurait sur ce dernier un quelconque effet à long terme. La Cour a par ailleurs considéré que le Nicaragua n'avait pas expliqué en quoi certaines espèces présentes dans la zone humide du fleuve pourraient être spécifiquement menacées par les travaux de construction de la route, ni indiqué avec précision quelles étaient celles qui risquaient d'être affectées.

Enfin, par une ordonnance du 3 février 2014, la Cour a autorisé la présentation d'une réplique du Nicaragua et d'une duplique du Costa Rica, et a fixé au 4 août 2014 et au 2 février 2015, respectivement, les dates d'expiration des délais pour le dépôt de ces pièces. ■

9. Construction of a Road in Costa Rica along the San Juan River (Nicaragua *v.* Costa Rica)

Proceedings instituted	22 XII 2011 (Application)
Hearings	5–8 XI 2013 (provisional measures)
Decisions	Fixing of time-limits (M. and C.-M.): 23 I 2012 (Ord.) Joinder of proceedings: 17 IV 2013 (Ord.) Provisional measures: 13 XII 2013 (Ord.) Fixing of time-limits (Rep. and Rej.): 3 II 2014 (Ord.)
Themes	Territorial sovereignty; environment



On 22 December 2011, the Republic of Nicaragua filed an Application instituting proceedings against the Republic of Costa Rica for “violations of Nicaraguan sovereignty and major environmental damages on its territory”. Nicaragua claims that Costa Rica is carrying out extensive road construction works along most of the border area between the two countries, with grave environmental consequences.

By an Order of 17 April 2013, the Court, in conformity with the principle of the sound administration of justice and with the need for judicial economy, considered it appropriate to join the proceedings in this case with those in the case concerning *Certain Activities Carried Out by Nicaragua in the Border Area (Costa Rica v. Nicaragua)* (see above, p. 13).

On 11 October 2013, Nicaragua filed a request for the indication of provisional measures, seeking to protect certain rights which, in its view, were being prejudiced by the road construction works carried out by Costa Rica, in particular the transboundary movement of sediment and other resultant debris.

After holding public hearings on that request from 5 to 8 November 2013, the Court delivered an Order on 13 December 2013, in which it found that the circumstances, as they presented themselves, were not such as to require the exercise of its power to indicate provisional measures. In particular, it considered that Nicaragua had not established that the construction works had led to a substantial increase in the sediment load in the river, and that it had not presented the Court with evidence as to any long-term effect on the river by aggradations of the river channel allegedly caused by additional sediment from the construction of the road. Further, the Court found that Nicaragua had not explained how the road works could endanger individual species in the river’s wetlands, and that it had not identified with precision which species were likely to be affected.

Finally, by an Order of 3 February 2014, the Court authorized the submission of a Reply by Nicaragua and a Rejoinder by Costa Rica, and fixed 4 August 2014 and 2 February 2015 as the respective time-limits for the filing of those pleadings. ■

10. Obligation de négocier un accès à l’océan Pacifique (Bolivie c. Chili)



Introduction	24 IV 2013 (requête)
Décisions	Fixation de délais (M. et C.-M.): 18 VI 2013 (ord.) Fixation de délai (exposé écrit sur l’exception préliminaire): 15 VII 2014 (ord.)
Thème	Obligations internationales

Le 24 avril 2013, la Bolivie a introduit une instance au sujet d’un différend ayant trait à « l’obligation du Chili de négocier de bonne foi et de manière effective avec la Bolivie en vue de parvenir à un accord assurant à celle-ci un accès pleinement souverain à l’océan Pacifique ».

La Bolivie soutient notamment que, « au-delà des obligations générales que lui impose le droit international, le Chili s’est plus particulièrement engagé, par des accords, sa pratique diplomatique et une série de déclarations attribuables à ses plus hauts représentants, à négocier afin que soit assuré à la Bolivie un accès souverain à la mer ». Or, selon elle, le Chili ne s’est pas conformé à cette obligation et en conteste l’existence même.

Par une ordonnance du 18 juin 2013, la Cour a fixé au 17 avril 2014 et au 18 février 2015, respectivement, la date d’expiration des délais pour le dépôt du mémoire de la Bolivie et du contre-mémoire du Chili.

Le 15 juillet 2014, le Chili, se référant au paragraphe 1 de l’article 79 du Règlement de la Cour, a déposé une exception préliminaire à la compétence de la Cour. La procédure sur le fond a dès lors été suspendue et le président de la Cour a, par une ordonnance du 15 juillet 2014, fixé au 14 novembre 2014 la date d’expiration du délai dans lequel la Bolivie pourrait présenter un exposé écrit contenant ses observations et conclusions sur ladite exception. ■

10. Obligation to Negotiate Access to the Pacific Ocean (Bolivia *v.* Chile)

Proceedings instituted	24 IV 2013 (Application)
Decisions	Fixing of time-limits (M. and C.-M.): 18 VI 2013 (Ord.) Fixing of time-limit (written statement on preliminary objection): 15 VII 2014 (Ord.)
Theme	International obligations



On 24 April 2013, Bolivia instituted proceedings in respect of a dispute relating to “Chile’s obligation to negotiate in good faith and effectively with Bolivia in order to reach an agreement granting Bolivia a fully sovereign access to the Pacific Ocean”.

Bolivia contends in particular that “beyond its general obligations under international law, Chile has committed itself, more specifically through agreements, diplomatic practice and a series of declarations attributable to its highest-level representatives, to negotiate a sovereign access to the sea for Bolivia”. In Bolivia’s view, Chile has not complied with this obligation and denies its very existence.

By an Order of 18 June 2013, the Court fixed 17 April 2014 and 18 February 2015 as the respective time-limits for the filing of a Memorial by Bolivia and a Counter-Memorial by Chile.

On 15 July 2014, Chile, referring to Article 79, paragraph 1, of the Rules of Court, filed a preliminary objection to the Court’s jurisdiction. The proceedings on the merits were therefore suspended and, by an Order of 15 July 2014, the President of the Court fixed 14 November 2014 as the time-limit for the presentation by Bolivia of a written statement of its observations and submissions on the said objection. ■

11. Question de la délimitation du plateau continental entre le Nicaragua et la Colombie au-delà de 200 milles marins de la côte nicaraguayenne (Nicaragua c. Colombie)



Introduction 16 IX 2013 (requête)

Décision Fixation de délais (M. et C.-M.): 9 XII 2013 (ord.)

Thème Délimitation maritime (plateau continental étendu)

Le Nicaragua a, par une requête en date du 16 septembre 2013, introduit une instance contre la Colombie concernant un « différend [relatif à] la délimitation entre, d'une part, le plateau continental du Nicaragua s'étendant au-delà de 200 milles marins des lignes de base à partir desquelles est mesurée la largeur de la mer territoriale du Nicaragua et, d'autre part, le plateau continental de la Colombie ».

Dans sa requête, le Nicaragua prie la Cour de déterminer « [l]e tracé précis de la frontière maritime entre les portions de plateau continental relevant du Nicaragua et de la Colombie au-delà des limites établies par la Cour dans son arrêt du 19 novembre 2012 » (à savoir au-delà de 200 milles marins) en l'affaire du *Différend territorial et maritime (Nicaragua c. Colombie)*. Le Nicaragua estime en effet que les « informations finales » qu'il a soumises à la Commission des limites du plateau continental le 24 juin 2013 « démontre[nt] que sa marge continentale, d'une part, s'étend au-delà de 200 milles marins des lignes de base à partir desquelles est mesurée la largeur de sa mer territoriale et, d'autre part, i) traverse une zone située à plus de 200 milles marins de la Colombie; et ii) empiète sur une zone située à moins de 200 milles marins de la côte colombienne ».

Par une ordonnance du 9 décembre 2013, la Cour a fixé au 9 décembre 2014 et au 9 décembre 2015, respectivement, les dates d'expiration des délais pour le dépôt du mémoire du Nicaragua et du contre-mémoire de la Colombie. ■

11. Question of the Delimitation of the Continental Shelf between Nicaragua and Colombia beyond 200 Nautical Miles from the Nicaraguan Coast (*Nicaragua v. Colombia*)

Proceedings instituted	16 IX 2013 (Application)
Decision	Fixing of time-limits (M. and C.-M.): 9 XII 2013 (Ord.)
Theme	Maritime delimitation (extended continental shelf)



By an Application dated 16 September 2013, Nicaragua instituted proceedings against Colombia relating to a “dispute [which] concerns the delimitation of the boundaries between, on the one hand, the continental shelf of Nicaragua beyond the 200-nautical-mile limit from the baselines from which the breadth of the territorial sea of Nicaragua is measured, and on the other hand, the continental shelf of Colombia”.

In its Application, Nicaragua requests the Court to determine “[t]he precise course of the maritime boundary between Nicaragua and Colombia in the areas of the continental shelf which appertain to each of them beyond the boundaries determined by the Court in its Judgment of 19 November 2012” (i.e., beyond 200 nautical miles) in the case concerning the *Territorial and Maritime Dispute (Nicaragua v. Colombia)*. Nicaragua considers that its “final information” submitted to the Commission on the Limits of the Continental Shelf on 24 June 2013 “demonstrates that Nicaragua’s continental margin extends more than 200 nautical miles from the baselines from which the breadth of the territorial sea of Nicaragua is measured, and both (i) traverses an area that lies more than 200 nautical miles from Colombia and also (ii) partly overlaps with an area that lies within 200 nautical miles of Colombia’s coast”.

By an Order of 9 December 2013, the Court fixed 9 December 2014 and 9 December 2015 as the respective time-limits for the filing of a Memorial by Nicaragua and a Counter-Memorial by Colombia. ■

12. Violations alléguées de droits souverains et d'espaces maritimes dans la mer des Caraïbes (Nicaragua c. Colombie)



Introduction 26 XI 2013 (requête)

Décision Fixation de délais (M. et C.-M.) : 3 II 2014 (ord.)

Thème Violations alléguées de droits souverains

Le 26 novembre 2013, le Nicaragua a introduit une instance contre la Colombie concernant un « différend relatif aux violations des droits souverains et des espaces maritimes ... qui lui ont été reconnus par la Cour dans son arrêt du 19 novembre 2012 [en l'affaire du *Différend territorial et maritime (Nicaragua c. Colombie)*], ainsi qu'à la menace de la Colombie de recourir à la force pour commettre ces violations ».

Dans sa requête, le Nicaragua cite plusieurs déclarations qu'auraient faites les plus hauts représentants de la Colombie depuis le prononcé de l'arrêt de la Cour de 2012, déclarations qui auraient selon lui abouti « à la promulgation d'un décret [présidentiel] violant ouvertement les droits souverains du Nicaragua sur ses espaces maritimes dans la mer des Caraïbes ». Le Nicaragua considère en outre que ces déclarations traduisent le « rejet de l'arrêt de la Cour » par la Colombie, ainsi que la décision de celle-ci de considérer l'arrêt « inapplicable ». Il prie en conséquence la Cour de dire et juger que la Colombie manque à plusieurs de ses obligations, notamment celle de s'abstenir de recourir à la menace ou à l'emploi de la force et celle de ne pas violer les espaces maritimes du Nicaragua tels que délimités par l'arrêt rendu par la Cour le 19 novembre 2012, ainsi que les droits souverains et la juridiction du Nicaragua dans lesdits espaces.

Par une ordonnance du 3 février 2014, la Cour a fixé au 3 octobre 2014 et au 3 juin 2015, respectivement, les dates d'expiration des délais pour le dépôt du mémoire du Nicaragua et du contre-mémoire de la Colombie. ■

12. Alleged Violations of Sovereign Rights and Maritime Spaces in the Caribbean Sea (*Nicaragua v. Colombia*)

Proceedings instituted	26 XI 2013 (Application)
Decision	Fixing of time-limits (M. and C.-M.): 3 II 2014 (Ord.)
Theme	Alleged violations of sovereign rights

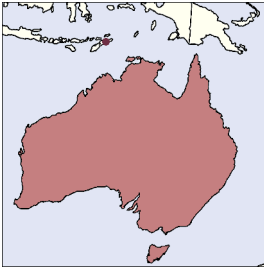


On 26 November 2013, Nicaragua instituted proceedings against Colombia with regard to a “dispute [which] concerns the violations of . . . sovereign rights and maritime zones declared by the Court’s Judgment of 19 November 2012 [in the case concerning the *Territorial and Maritime Dispute (Nicaragua v. Colombia)*] and the threat of the use of force by Colombia in order to implement these violations”.

In its Application, Nicaragua cites various declarations said to have been made by the highest Colombian authorities since the Court’s 2012 Judgment, culminating in “the enactment of a [Presidential] Decree that openly violated Nicaragua’s sovereign rights over its maritime areas in the Caribbean”. Nicaragua further claims that these declarations indicate Colombia’s “rejection of the Court’s Judgment” and its decision to regard that Judgment as “not applicable”. It accordingly requests the Court to adjudge and declare that Colombia is in breach of a number of its obligations, in particular that not to use or threaten to use force, and that not to violate Nicaragua’s maritime zones as delimited in the Court’s Judgment of 19 November 2012, as well as Nicaragua’s sovereign rights and jurisdiction in those zones.

By an Order of 3 February 2014, the Court fixed 3 October 2014 and 3 June 2015 as the respective time-limits for the filing of a Memorial by Nicaragua and a Counter-Memorial by Colombia. ■

13. Questions concernant la saisie et la détention de certains documents et données (Timor-Leste c. Australie)



Introduction	17 XII 2013 (requête)
Audiences	20–22 I 2014 (mesures conservatoires)
Décisions	Fixation de délais (M. et C.-M.) : 28 I 2014 (ord.) Mesures conservatoires : 3 III 2014 (ord.)
Thèmes	Souveraineté ; immunités ; droits de propriété

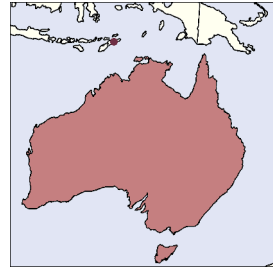
Par une requête du 17 décembre 2013, le Timor-Leste a introduit une instance en raison de la saisie, le 3 décembre 2013, et de la détention ultérieure, par « des agents australiens, de documents, données et autres biens appartenant au Timor-Leste ou que celui-ci a le droit de protéger en vertu du droit international ». Le Timor-Leste soutient que les éléments saisis comprennent notamment des documents, des données et des échanges de correspondance, entre le Timor-Leste et ses conseillers juridiques, qui se rapportent à l'arbitrage en vertu du traité du 20 mai 2002 sur la mer de Timor, en cours entre le Timor-Leste et l'Australie. Il a, ce même jour, présenté une demande en indication de mesures conservatoires.

Par une ordonnance du 28 janvier 2014, la Cour a fixé au 28 avril 2014 et au 28 juillet 2014, respectivement, les dates d'expiration des délais pour le dépôt du mémoire du Timor-Leste et du contre-mémoire de l'Australie.

Après avoir tenu des audiences publiques au mois de janvier 2014 sur la demande de mesures conservatoires, la Cour a estimé, dans une ordonnance du 3 mars 2014, que, si l'Australie ne protégeait pas immédiatement la confidentialité des éléments que ses agents avaient saisis le 3 décembre 2013, un préjudice irréparable pourrait être causé au droit du Timor-Leste de conduire sans ingérence une procédure arbitrale et des négociations. Tout en ayant pris note d'un engagement écrit de l'*Attorney-General* de l'Australie contenant un certain nombre d'assurances, la Cour a constaté que, dans certaines circonstances touchant à la sécurité nationale, le Gouvernement de l'Australie envisageait la possibilité de faire usage des éléments saisis. Elle en a déduit que, si cet engagement écrit contribuait de manière importante à atténuer le risque imminent de préjudice irréparable que la saisie des éléments susmentionnés faisait peser sur les droits du Timor-Leste, il ne le supprimait pas entièrement. La Cour a donc indiqué des mesures conservatoires à l'attention de l'Australie. ■

13. Questions relating to the Seizure and Detention of Certain Documents and Data (*Timor-Leste v. Australia*)

Proceedings instituted	17 XII 2013 (Application)
Hearings	20–22 I 2014 (provisional measures)
Decisions	Fixing of time-limits (M. and C.-M.): 28 I 2014 (Ord.) Provisional measures: 3 III 2014 (Ord.)
Themes	Sovereignty; immunities; property rights



By an Application of 17 December 2013, Timor-Leste instituted proceedings with regard to the seizure on 3 December 2013, and the subsequent detention, “by agents of Australia of documents, data and other property which belongs to Timor-Leste and/or which Timor-Leste has the right to protect under international law”. It maintains that the material seized includes *inter alia* documents, data and correspondence between Timor-Leste and its legal advisers relating to a pending arbitration under the Timor Sea Treaty of 20 May 2002 between Timor-Leste and Australia. Timor-Leste submitted a request for the indication of provisional measures on the same day as it filed its Application.

By an Order of 28 January 2014, the Court fixed 28 April 2014 and 28 July 2014 as the respective time-limits for the filing of a Memorial by Timor-Leste and a Counter-Memorial by Australia.

In an Order of 3 March 2014, after holding public hearings in January 2014 on the request for provisional measures, the Court found that the right of Timor-Leste to conduct arbitral proceedings and negotiations without interference could suffer irreparable harm if Australia failed to immediately safeguard the confidentiality of the material seized by its agents on 3 December 2013. While noting a written undertaking of the Attorney-General of Australia that contained a number of assurances, the Court took cognizance of the fact that, in certain circumstances involving national security, the Government of Australia envisaged the possibility of making use of the seized material. It concluded that, while the written undertaking made a significant contribution towards mitigating the imminent risk of irreparable prejudice created by the seizure of the above-mentioned material to Timor-Leste’s rights, it did not remove it entirely. The Court therefore indicated provisional measures to be implemented by Australia. ■

14. Délimitation maritime dans la mer des Caraïbes et l'océan Pacifique (Costa Rica c. Nicaragua)



Introduction 25 II 2014 (requête)

Décision Fixation de délais (M. et C.-M.): 1 IV 2014 (ord.)

Thème Délimitation maritime

Le 25 février 2014, le Costa Rica a introduit une instance contre le Nicaragua au sujet d'un « [d]ifférend relatif à la délimitation maritime dans la mer des Caraïbes et l'océan Pacifique ». Indiquant que les deux Etats ont épuisé tous les moyens diplomatiques de régler les différends qui les opposent en matière de délimitation maritime, le Costa Rica prie la Cour de déterminer, dans son intégralité et sur la base du droit international, le tracé d'une frontière maritime unique entre l'ensemble des espaces maritimes relevant respectivement du Costa Rica et du Nicaragua dans la mer des Caraïbes et dans l'océan Pacifique. Il considère en effet que leurs côtes leur donnent droit à des espaces qui se chevauchent, d'un côté comme de l'autre de l'isthme.

Par une ordonnance du 1^{er} avril 2014, la Cour a fixé au 3 février 2015 et au 8 décembre 2015, respectivement, les dates d'expiration des délais pour le dépôt du mémoire du Costa Rica et du contre-mémoire du Nicaragua. ■

14. Maritime Delimitation in the Caribbean Sea and the Pacific Ocean (Costa Rica *v.* Nicaragua)

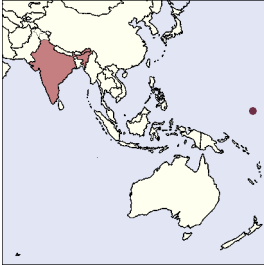
Proceedings instituted	25 II 2014 (Application)
Decision	Fixing of time-limits (M. and C.-M.): 1 IV 2014 (Ord.)
Theme	Maritime delimitation



On 25 February 2014, Costa Rica instituted proceedings against Nicaragua with regard to a “[d]ispute concerning maritime delimitation in the Caribbean Sea and the Pacific Ocean”. Noting that the two States have exhausted diplomatic means to resolve their maritime boundary disputes, Costa Rica requests the Court to determine the complete course of a single maritime boundary between all the maritime areas appertaining, respectively, to Costa Rica and to Nicaragua in the Caribbean Sea and in the Pacific Ocean, on the basis of international law. It considers that their coasts generate overlapping entitlements to areas on either side of the isthmus.

By an Order of 1 April 2014, the Court fixed 3 February 2015 and 8 December 2015 as the respective time-limits for the filing of a Memorial by Costa Rica and a Counter-Memorial by Nicaragua. ■

15. Obligations relatives à des négociations concernant la cessation de la course aux armes nucléaires et le désarmement nucléaire (Iles Marshall c. Inde)



Introduction	24 IV 2014 (requête)
Décision	Fixation de délais (M. et C.-M. (compétence)): 16 VI 2014 (ord.)
Thèmes	Désarmement nucléaire; environnement

Le 24 avril 2014, les Iles Marshall ont déposé plusieurs requêtes, dont l'une contre l'Inde. Elles accusent cette dernière de ne pas s'acquitter de ses obligations relatives à la cessation de la course aux armes nucléaires à une date rapprochée et au désarmement nucléaire.

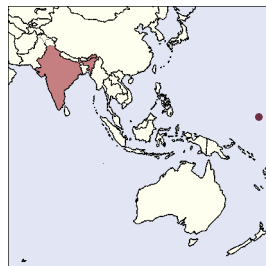
Bien que l'Inde ne soit pas partie au traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), les Iles Marshall — qui l'ont ratifié — soutiennent que certaines obligations énoncées dans cet instrument s'appliquent à tous les Etats en vertu du droit international coutumier. Elles font notamment valoir que tel est le cas de l'article VI, qui dispose que les parties « s'engage[nt] à poursuivre de bonne foi des négociations sur des mesures efficaces relatives à la cessation de la course aux armements nucléaires à une date rapprochée et au désarmement nucléaire, et sur un traité de désarmement général et complet sous un contrôle international strict et efficace ».

Le demandeur considère que, en augmentant et en améliorant sa force nucléaire, l'Inde adopte une ligne de conduite contraire à l'objectif du désarmement nucléaire, qu'elle se livre à une course effrénée aux armements nucléaires, encourage les autres Etats possédant des armes nucléaires à lui emboîter le pas, incite potentiellement les Etats non dotés d'armes nucléaires à reconsidérer leur position à cet égard et manifeste son intention de s'appuyer sur son arsenal nucléaire au cours des décennies à venir.

L'Inde ayant toutefois fait savoir qu'elle estimait que la Cour n'avait pas compétence pour connaître du différend allégué, celle-ci a, par une ordonnance du 16 juin 2014, estimé qu'il était nécessaire de régler en premier lieu cette question et qu'il devait, en conséquence, y être statué séparément, avant toute procédure sur le fond. A cette fin, la Cour, par ladite ordonnance, a fixé au 16 décembre 2014 et au 16 juin 2015, respectivement, les dates d'expiration des délais pour le dépôt du mémoire des Iles Marshall et du contre-mémoire de l'Inde sur la question de sa compétence. ■

15. Obligations concerning Negotiations relating to Cessation of the Nuclear Arms Race and to Nuclear Disarmament (Marshall Islands *v.* India)

Proceedings instituted	24 IV 2014 (Application)
Decision	Fixing of time-limits (M. and C.-M. (jurisdiction)): 16 VI 2014 (Ord.)
Themes	Nuclear disarmament; environment



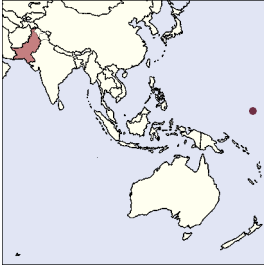
On 24 April 2014, the Marshall Islands filed a number of Applications, including one against India. It accuses the latter of not fulfilling its obligations relating to the cessation of the nuclear arms race at an early date and to nuclear disarmament.

While India is not a party to the Treaty on Non-Proliferation of Nuclear Weapons (NPT), the Marshall Islands — which has ratified it — argues that certain obligations laid down in the Treaty apply to all States as a matter of customary international law. It contends in particular that this applies to Article VI, whereby the parties “[undertake] to pursue negotiations in good faith on effective measures relating to cessation of the nuclear arms race at an early date and to nuclear disarmament, and on a treaty on general and complete disarmament under strict and effective international control”.

The Applicant considers that India’s conduct in quantitatively building up and qualitatively improving its nuclear forces is contrary to the objective of nuclear disarmament, and that India is engaged in an all-out nuclear arms race; that this encourages other States possessing nuclear weapons to follow suit and may induce non-nuclear-weapon States to reconsider their non-nuclear posture; and that India has manifested its intention to rely on its nuclear arsenal for decades to come.

India having indicated, however, that it considers that the Court does not have jurisdiction in the alleged dispute, the Court, in an Order of 16 June 2014, found that it was necessary to resolve that question first of all, which should accordingly be separately determined before any proceedings on the merits. For that purpose, by the same Order, the Court fixed 16 December 2014 and 16 June 2015 as the respective time-limits for the filing of a Memorial by the Marshall Islands and a Counter-Memorial by India on the question of its jurisdiction. ■

16. Obligations relatives à des négociations concernant la cessation de la course aux armes nucléaires et le désarmement nucléaire (Iles Marshall c. Pakistan)



Introduction	24 IV 2014 (requête)
Décision	Fixation de délais (M. et C.-M. (compétence et recevabilité)) : 10 VII 2014 (ord.)
Thèmes	Désarmement nucléaire ; environnement

Le 24 avril 2014, les Iles Marshall ont déposé plusieurs requêtes, dont l'une contre le Pakistan. Elles accusent ce dernier de ne pas s'acquitter de ses obligations relatives à la cessation de la course aux armes nucléaires à une date rapprochée et au désarmement nucléaire.

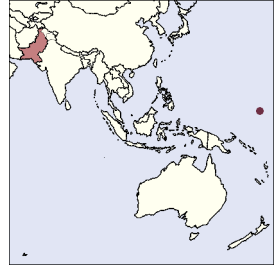
Bien que le Pakistan ne soit pas partie au traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), les Iles Marshall — qui l'ont ratifié — soutiennent que certaines obligations énoncées dans cet instrument s'appliquent à tous les Etats en vertu du droit international coutumier. Elles font notamment valoir que tel est le cas de l'article VI, qui dispose que les parties « s'engage[nt] à poursuivre de bonne foi des négociations sur des mesures efficaces relatives à la cessation de la course aux armements nucléaires à une date rapprochée et au désarmement nucléaire, et sur un traité de désarmement général et complet sous un contrôle international strict et efficace ».

Le demandeur considère que, en augmentant et en améliorant sa force nucléaire, le Pakistan adopte une ligne de conduite contraire à l'objectif du désarmement nucléaire, qu'il se livre à une course effrénée aux armements nucléaires, encourage les autres Etats possédant des armes nucléaires à lui emboîter le pas, incite potentiellement les Etats non dotés d'armes nucléaires à reconsidérer leur position à cet égard et manifeste son intention de s'appuyer sur son arsenal nucléaire au cours des décennies à venir.

Le Pakistan ayant toutefois fait savoir qu'il estimait que la Cour n'avait pas compétence pour connaître du différend allégué et que la requête était irrecevable, le président de la Cour a, par une ordonnance du 10 juillet 2014, décidé qu'il était nécessaire de régler en premier lieu ces questions et qu'il devait, en conséquence, y être statué séparément, avant toute procédure sur le fond. A cette fin, le président, par ladite ordonnance, a fixé au 12 janvier 2015 et au 17 juillet 2015, respectivement, les dates d'expiration des délais pour le dépôt du mémoire des Iles Marshall et du contre-mémoire du Pakistan sur les questions de la compétence de la Cour et de la recevabilité de la requête. ■

16. Obligations concerning Negotiations relating to Cessation of the Nuclear Arms Race and to Nuclear Disarmament (Marshall Islands *v.* Pakistan)

Proceedings instituted	24 IV 2014 (Application)
Decision	Fixing of time-limits (M. and C.-M. (jurisdiction and admissibility)): 10 VII 2014 (Ord.)
Themes	Nuclear disarmament; environment



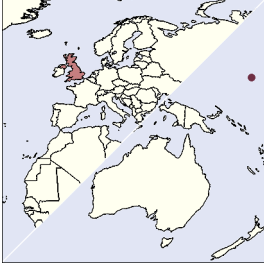
On 24 April 2014, the Marshall Islands filed a number of Applications, including one against Pakistan. It accuses the latter of not fulfilling its obligations relating to the cessation of the nuclear arms race at an early date and to nuclear disarmament.

While Pakistan is not a party to the Treaty on Non-Proliferation of Nuclear Weapons (NPT), the Marshall Islands — which has ratified it — argues that certain obligations laid down in the Treaty apply to all States as a matter of customary international law. It contends in particular that this applies to Article VI, whereby the parties “[undertake] to pursue negotiations in good faith on effective measures relating to cessation of the nuclear arms race at an early date and to nuclear disarmament, and on a treaty on general and complete disarmament under strict and effective international control”.

The Applicant considers that Pakistan’s conduct in quantitatively building up and qualitatively improving its nuclear forces is contrary to the objective of nuclear disarmament, and that Pakistan is engaged in an all-out nuclear arms race; that this encourages other States possessing nuclear weapons to follow suit and may induce non-nuclear-weapon States to reconsider their non-nuclear posture; and that Pakistan has manifested its intention to rely on its nuclear arsenal for decades to come.

Pakistan having indicated, however, that it considers that the Court lacks jurisdiction in the alleged dispute and that the Application is inadmissible, the President of the Court, in an Order of 10 July 2014, decided that it was necessary to resolve those questions first of all, which should accordingly be separately determined before any proceedings on the merits. For that purpose, by the same Order, the President fixed 12 January 2015 and 17 July 2015 as the respective time-limits for the filing of a Memorial by the Marshall Islands and a Counter-Memorial by Pakistan on the questions of the jurisdiction of the Court and the admissibility of the Application. ■

17. Obligations relatives à des négociations concernant la cessation de la course aux armes nucléaires et le désarmement nucléaire (Iles Marshall c. Royaume-Uni)



Introduction 24 IV 2014 (requête)

Décision Fixation de délais (M. et C.-M.) : 16 VI 2014 (ord.)

Thèmes Désarmement nucléaire; environnement

Le 24 avril 2014, les Iles Marshall ont déposé plusieurs requêtes, dont l'une contre le Royaume-Uni. Elles accusent ce dernier de ne pas s'acquitter de ses obligations relatives à la cessation de la course aux armes nucléaires à une date rapprochée et au désarmement nucléaire.

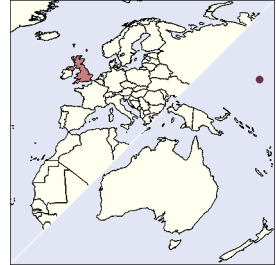
Les Iles Marshall reprochent plus spécifiquement au Royaume-Uni de manquer à l'article VI du traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), auquel ils sont tous deux parties. Cet article dispose que les parties « s'engage[nt] à poursuivre de bonne foi des négociations sur des mesures efficaces relatives à la cessation de la course aux armements nucléaires à une date rapprochée et au désarmement nucléaire, et sur un traité de désarmement général et complet sous un contrôle international strict et efficace ».

Parmi d'autres griefs, le demandeur accuse le Royaume-Uni de s'opposer aux résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies appelant au démarrage de telles négociations; d'adopter un comportement « négatif et obstructionniste » s'agissant de la cessation de la course aux armements nucléaires à une date rapprochée; et de déclarer de manière répétée son intention de s'appuyer sur son arsenal nucléaire pendant les décennies à venir.

Par une ordonnance du 16 juin 2014, la Cour a fixé au 16 mars 2015 et au 16 décembre 2015, respectivement, les dates d'expiration des délais pour le dépôt du mémoire des Iles Marshall et du contre-mémoire du Royaume-Uni. ■

17. Obligations concerning Negotiations relating to Cessation of the Nuclear Arms Race and to Nuclear Disarmament (Marshall Islands *v.* United Kingdom)

Proceedings instituted	24 IV 2014 (Application)
Decision	Fixing of time-limits (M. and C.-M.): 16 VI 2014 (Ord.)
Themes	Nuclear disarmament; environment



On 24 April 2014, the Marshall Islands filed a number of Applications, including one against the United Kingdom. It accuses the latter of not fulfilling its obligations relating to the cessation of the nuclear arms race at an early date and to nuclear disarmament.

The Marshall Islands contends more specifically that the United Kingdom is in breach of Article VI of the Treaty on Non-Proliferation of Nuclear Weapons (NPT), to which they are both party. According to this article, each party “undertakes to pursue negotiations in good faith on effective measures relating to cessation of the nuclear arms race at an early date and to nuclear disarmament, and on a treaty on general and complete disarmament under strict and effective international control”.

The Applicant further accuses the United Kingdom, *inter alia*, of opposing United Nations General Assembly resolutions calling for such negotiations to begin; engaging in “negative and obstructive” conduct with regard to the cessation of the nuclear arms race at an early date; and repeatedly declaring its intention to rely on its nuclear arsenal for decades to come.

By an Order of 16 June 2014, the Court fixed 16 March 2015 and 16 December 2015 as the respective time-limits for the filing of a Memorial by the Marshall Islands and a Counter-Memorial by the United Kingdom. ■

II. DES AUTRES ACTIVITÉS

A. Visites et inaugurations

1. Visites

Au cours de la période considérée aux fins du présent *Annuaire-Yearbook*, soit entre le 1^{er} août 2013 et le 31 juillet 2014, de nombreuses personnalités ont été accueillies au siège de la Cour. Ainsi, le 28 août 2013, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, S. Exc. M. Ban Ki-moon, a été reçu à la Cour avec les présidents des juridictions internationales ayant leur siège aux Pays-Bas, à savoir la Cour pénale internationale, le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, le Tribunal spécial pour le Liban et le Tribunal spécial pour la Sierra Leone.

Le mois suivant, le 30 septembre 2013, la Cour a reçu la visite de S. Exc. M. Shimon Peres, président de l'Etat d'Israël. Cette rencontre a en particulier porté sur l'importance de la paix, de la justice et du droit international dans les relations internationales.

Par la suite, la Cour a reçu la visite de S. Exc. M. Nassirou Bako-Arifari, ministre béninois des affaires étrangères, de l'intégration africaine, de la francophonie et des Béninois de l'extérieur (le 13 février 2014), celle de S. Exc. M. Michel Temer, vice-président de la République fédérative du Brésil (le 24 mars 2014), et celle de S. Exc. M. Ramtane Lamamra, ministre des affaires étrangères de la République algérienne démocratique et populaire (le 13 mai 2014). Enfin, le 9 mai 2014, M. Miguel de Serpa Soares, secrétaire général adjoint et conseiller juridique de l'Organisation des Nations Unies, a effectué une visite au siège de la Cour.

Il convient par ailleurs de souligner que le président et les membres de la Cour, ainsi que le greffier et des fonctionnaires du Greffe, ont, comme chaque année, reçu de nombreux universitaires, chercheurs, juristes et journalistes. De surcroît, dans le cadre de la « Journée internationale de La Haye », qui a pour but de faire découvrir au grand public les organisations internationales ayant leur siège dans la ville et sa proche région, laquelle s'est déroulée le 29 septembre 2013, la Cour a accueilli plusieurs centaines de visiteurs.

2. Inaugurations

Des présents sont régulièrement faits par les Etats à la Cour et au Palais de la Paix. Le 4 avril 2014 a été inauguré un buste de Manfred Lachs (1914-1993), offert à la Cour par la République de Pologne à l'occasion du centenaire de la naissance de l'éminent juriste. A la suite de cette inauguration s'est tenu un séminaire consacré à la vie et à l'œuvre de cet ancien juge (1967-1993) et ancien président (1973-1976) de la Cour.

Quelques jours plus tard, le 29 avril 2014, c'est une réplique de la stèle du code d'Hammourabi qui a été inaugurée par S. Exc. M. Hoshyar Zebari, ministre des affaires étrangères de la République d'Iraq, qui a souligné que ce présent symbolisait le respect du peuple d'Iraq pour « la Cour internationale de Justice et tout ce qu'elle représente ».

De plus amples informations sur ces visites et inaugurations, ainsi que des photographies, sont disponibles sur le site Internet de la Cour.

II. OTHER ACTIVITIES

A. Visits and Inaugurations

1. Visits

During the period covered by this *Annuaire-Yearbook*, i.e., 1 August 2013 to 31 July 2014, the Court played host to a number of visitors. On 28 August 2013, it received the United Nations Secretary-General, H.E. Mr. Ban Ki-moon, and the Presidents of the international courts and tribunals which have their seat in the Netherlands, namely the International Criminal Court, the International Criminal Tribunal for the former Yugoslavia, the Special Tribunal for Lebanon and the Special Court for Sierra Leone.

The following month, on 30 September 2013, the Court received H.E. Mr. Shimon Peres, President of the State of Israel. That visit focused in particular on the importance of peace, justice and international law in international relations.

The Court was subsequently visited by H.E. Mr. Nassirou Bako-Arifari, Benin's Minister for Foreign Affairs, African Integration, Francophonie and Beninese Abroad (13 February 2014); H.E. Mr. Michel Temer, Vice-President of the Federative Republic of Brazil (24 March 2014); and H.E. Mr. Ramtane Lamamra, Minister for Foreign Affairs of the People's Democratic Republic of Algeria (13 May 2014). Finally, on 9 May 2014, the Court received Mr. Miguel de Serpa Soares, Under-Secretary-General and Legal Counsel of the United Nations.

In addition to the above, the President and Members of the Court, as well as the Registrar and Registry officials, welcomed, as they do each year, a large number of academics, researchers, lawyers and journalists. On 29 September 2013, the Court also received several hundred visitors as part of "The Hague International Day", which is aimed at introducing the general public to the international organizations based in the city and the surrounding area.

2. Inaugurations

The Court and the Peace Palace regularly receive gifts from States. On 4 April 2014, a bust of Manfred Lachs (1914-1993) was unveiled, which had been presented to the Court by the Republic of Poland to mark the centenary of that eminent jurist's birth. The unveiling ceremony was followed by a seminar on the life and work of this former Member (1967-1993) and former President (1973-1976) of the Court.

Later that month, on 29 April 2014, a replica of a stele bearing the Code of Hammurabi was unveiled by H.E. Mr. Hoshyar Zebari, Minister for Foreign Affairs of the Republic of Iraq, who described the gift as a symbol of the respect felt by the people of Iraq for "the International Court of Justice and all that it represents".

More information about these visits and inaugurations, including photographs, can be found on the Court's website.

B. Conférences et discours

1. Conférences

La période considérée aux fins du présent *Annuaire-Yearbook* coïncide avec le centenaire du Palais de la Paix, siège de la Cour internationale de Justice. A cette occasion, un certain nombre de célébrations se sont déroulées, parmi lesquelles une conférence organisée par la Cour le 23 septembre 2013. Intitulée «La CIJ au service de la paix et de la justice», cette manifestation a porté sur les thèmes suivants : «rétrospective d'un siècle de justice internationale et perspectives d'avenir»; «la Cour internationale de Justice et le système juridique international»; «le rôle de la Cour internationale de Justice dans le renforcement de la primauté du droit»; «la Cour internationale de Justice et l'Organisation des Nations Unies : les rapports entre la Cour et les autres organes de l'Organisation». Sont notamment intervenus à la conférence le président, M. Peter Tomka, et des membres de la Cour, M. le juge Dean Spielmann, président de la Cour européenne des droits de l'homme, M. Andreas Zimmermann, professeur de droit international et directeur du centre des droits de l'homme de l'Université de Potsdam, ainsi que de jeunes juristes sélectionnés à la suite d'un appel à contributions écrites.

Dans son allocution de bienvenue, le président de la Cour a indiqué que la célébration du centenaire du Palais de la Paix était «l'occasion non seulement de revenir sur l'histoire et le passé glorieux de [la grande] salle de justice, du Palais et de ses occupants, mais également de [se] tourner vers l'avenir, et de [se] projeter dans un monde où la paix, la justice internationale et la modernité feront cause commune». Il a ajouté que ce n'était pas seulement le Palais qui était à l'honneur ce jour, mais également les grandes avancées réalisées dans son enceinte, en faveur de la paix, de la sécurité et de la justice dans le monde. Après avoir rappelé le rôle important qu'ont joué la Cour et sa devancière (la Cour permanente de Justice internationale) dans le développement du droit international, M. Tomka a rappelé que «la recherche de solutions pacifiques et la promotion de l'état de droit ont invariablement trouvé des terrains fertiles dans les délibérations et prononcés de la Cour». Il a par ailleurs souligné que la déclaration de Manille sur le règlement pacifique des différends internationaux et plusieurs autres instruments de même nature «précisent que la soumission d'un différend à la Cour ne saurait être perçue comme un acte peu amical entre Etats, mais s'apparente plutôt à un désir de promouvoir la paix, la justice et la sécurité internationales», avant d'ajouter que «nous pouvons d'ores et déjà constater une volonté accrue chez plusieurs Etats de s'assujettir à la compétence des tribunaux internationaux» en vue de régler leurs différends par le truchement d'institutions impartiales et objectives. A cet égard, le président a mentionné l'invitation lancée par le Secrétaire général de l'ONU¹ visant à accroître le nombre d'Etats ayant fait des déclarations reconnaissant comme obligatoire la compétence de la Cour, laquelle témoigne de ce désir de renforcer le rôle du principal organe judiciaire onusien.

Le 24 juin 2014, la Cour a organisé un séminaire à l'intention de membres de la Cour de Justice de l'Afrique de l'Est et de la Cour suprême de Tanzanie qui se trouvaient aux Pays-Bas pour un voyage d'étude. Après de brèves allocutions de bienvenue prononcées par le président de la Cour, M. Peter Tomka, et le greffier, M. Philippe Couvreur, M. le juge Abdulqawi Ahmed Yusuf et M^{me} la juge Julia Sebutinde ont fait chacun une présentation sur le rôle et le fonctionnement de l'organe judiciaire principal de l'Organisation des Nations Unies.

¹ «Rendre la justice: programme d'action visant à renforcer l'état de droit aux niveaux national et international», rapport du Secrétaire général, Nations Unies, doc. A/66/749, 16 mars 2012, par. 15.

B. Conferences and Speeches

1. Conferences

The period covered by this *Annuaire-Yearbook* coincides with the centenary of the Peace Palace, the seat of the International Court of Justice. A number of events were held to mark that occasion, including a conference hosted by the Court on 23 September 2013 entitled “The ICJ in the Service of Peace and Justice”, at which the following topics were discussed: “A Century of International Justice and Prospects for the Future”; “The International Court of Justice and the International Legal System”; “The Role of the International Court of Justice for Enhancing the Rule of Law”; and “The International Court of Justice and the United Nations: Relationship of the ICJ with other UN Organs”. Speakers at the conference included President Peter Tomka and other Members of the Court; Judge Dean Spielmann, President of the European Court of Human Rights; Mr. Andreas Zimmermann, Director of the Potsdam Centre of Human Rights and Professor of International Law; and young jurists selected on the basis of a call for papers.

In his words of welcome, the President of the Court said that the centennial festivities “not only provide[d] a propitious moment to reflect upon the great past and history surrounding [the Great] Hall [of Justice], the Palace and its occupants, but also . . . present[ed those present] with the opportunity to look forward and embrace a future in which international peace, justice and modernity can work in concert”. He added that it was an occasion to celebrate not only the Palace, but also the great advances made inside its walls towards creating a safer and more peaceful world. After outlining the important role of the Court and its predecessor (the Permanent Court of International Justice) in the development of international law, the President recalled that “the deliberations and pronouncements of the Court have invariably provided fertile ground for the search for peaceful solutions and for the promotion of the rule of law”. He also pointed out that the Manila Declaration on the Peaceful Settlement of International Disputes, and several other instruments, “specify that referral of disputes to the Court should not be considered an unfriendly act between States, but more akin to a desire to promote international peace, justice and security”, before going on to say that “we are already seeing an increased willingness on the part of several States to submit to the jurisdiction of the international courts” in order to resolve their disputes through impartial and objective institutions. In this regard, the President referred to the campaign launched by the Secretary-General of the United Nations¹ with a view to increasing the number of States that accept the compulsory jurisdiction of the Court, which bore testimony to this desire further to develop the role of the principal judicial organ of the United Nations.

On 24 June 2014, the Court organized a seminar for judges of the East African Court of Justice and the Court of Appeal of Tanzania, who were in the Netherlands on a study visit. After brief opening addresses by the President of the Court, Judge Peter Tomka, and the Registrar, Mr. Philippe Couvreur, presentations on the role and functioning of the principal judicial organ of the United Nations were given by Judges Abdulqawi Ahmed Yusuf and Julia Sebutinde.

¹ “Delivering Justice: Programme of Action to Strengthen the Rule of Law at the National and International Levels”, Report of the Secretary-General, United Nations doc. A/66/749, 16 March 2012, para. 15.

Le président, des membres de la Cour et le greffier ont par ailleurs donné de nombreuses conférences lors de leurs voyages dans différents pays du monde à l'invitation de gouvernements et d'institutions judiciaires, universitaires ou autres.

Les enregistrements vidéo ainsi que des photographies des conférences susmentionnées sont disponibles sur le site Internet de la Cour (onglet « Espace presse », sous-onglet « Multimédia »).

2. *Discours*

Le président de la Cour, M. Tomka, a prononcé un certain nombre de discours tout au long de la période considérée aux fins du présent ouvrage. Ses principales allocutions, qui seront évoquées ci-après, ont été placées, dans leur intégralité, sur le site Internet de la Cour.

On notera que, lors de la visite annuelle au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York, le président s'est notamment adressé à l'Assemblée générale (le 31 octobre 2013) et à la Sixième Commission de celle-ci (le 1^{er} novembre 2013). S'il a, devant la première, exposé les activités de la Cour internationale de Justice durant l'année écoulée et rappelé que la CIJ avait consacré tous ses efforts à répondre aux attentes des justiciables internationaux dans les meilleurs délais — ce qui lui a permis de résorber son arriéré judiciaire —, le président a, devant la seconde, abordé la question de la compétence de la Cour, en mettant l'accent sur les efforts faits récemment pour renforcer la juridiction obligatoire de celle-ci. Ayant rappelé que « [l]a compétence de la Cour en matière de règlement pacifique de différends entre Etats demeure subordonnée au consentement des Etats » et que plusieurs moyens permettent de conférer compétence à celle-ci, M. Tomka s'est plus spécifiquement intéressé au paragraphe 2 de l'article 36 du Statut de la Cour, qui dispose que les Etats peuvent déclarer reconnaître comme obligatoire, de plein droit et sans convention spéciale, à l'égard de tout autre Etat acceptant la même obligation, la juridiction de la Cour sur tous les différends d'ordre juridique. Il a précisé que ces déclarations, faites sous condition de réciprocité, sont déposées auprès du Secrétaire général de l'ONU, et que, « [b]ien entendu, les Etats qui les font sont totalement libres d'en déterminer la portée en excluant certaines catégories ou types de différends, par exemple » (voir également p. 71). Le président a ensuite retracé les grandes lignes de l'histoire de la juridiction de la Cour avant d'en venir au rôle de cette dernière au sein de la communauté internationale et d'insister sur l'importance que revêt « l'avènement de l'état de droit au niveau international en tant qu'élément essentiel de l'environnement et de l'architecture des Nations Unies », qui, « associé au maintien de la paix et de la sécurité internationales, a ouvert la voie à la genèse d'une communauté internationale composée d'acteurs qui tous s'investissent dans l'amélioration de la vie des peuples dans le monde entier ». M. Tomka en est ensuite venu à la situation actuelle et à la nécessité de renforcer la juridiction obligatoire de la Cour. Il a, à cet égard, déclaré ce qui suit :

« Il découle de la conception élargie de la communauté internationale que le concept d'« état de droit », si l'on veut qu'il ait réellement un sens, doit se traduire par la mise en place et à disposition de tribunaux indépendants et impartiaux où les différends peuvent être tranchés et les droits revendiqués. Sur le plan international, il est préférable que ce rôle soit réservé à la principale institution judiciaire internationale et organe judiciaire principal de l'Organisation des Nations Unies. Il est par conséquent grand temps de se demander comment le rôle de la Cour, en sa qualité d'organe judiciaire principal de l'ONU, peut être renforcé de manière à consolider l'état de droit au niveau international et ouvrir davantage l'accès au règlement pacifique des différends internationaux.

Numerous addresses were also delivered by the President, the Members of the Court and the Registrar while visiting various countries at the invitation of governments and legal, academic or other institutions.

Video coverages and photographs of the above-mentioned conferences can be found on the Court's website (under "Press Room", subheading "Multimedia").

2. *Speeches*

The President of the Court, Judge Tomka, gave a number of speeches during the period covered by this publication. The most significant of these, outlined below, can be found in full on the Court's website.

During the Court's annual visit to United Nations Headquarters in New York, the President addressed, among others, the General Assembly (31 October 2013) and its Sixth Committee (1 November 2013). In his address to the former, he described the activities of the International Court of Justice over the previous twelve months, recalling that the ICJ had made every effort to meet the expectations of the parties appearing before it in a timely manner, which had enabled it to clear its backlog of cases. Addressing the Sixth Committee, he discussed the question of the jurisdiction of the Court, emphasizing recent efforts to enhance its compulsory jurisdiction. Having recalled that "[t]he Court's jurisdiction to proceed with the peaceful settlement of disputes between States remains subject to the consent of States appearing before it", and that there were several ways in which to found the jurisdiction of the Court over a dispute, Judge Tomka focused on Article 36, paragraph 2, of the Statute of the Court, which provides that States may declare that they recognize as compulsory *ipso facto* and without special agreement, in relation to any other State accepting the same obligation, the jurisdiction of the Court in all legal disputes. He explained that those declarations, which engender reciprocal effects, are deposited with the United Nations Secretary-General, and that, "[o]f course, States making such declarations are entirely free to determine the scope of such declarations by excluding certain classes or types of disputes, for example" (see also p. 71). The President then briefly outlined the history of the Court's jurisdiction, before examining the Court's role within the international community and emphasizing the importance of "the inclusion of the international rule of law as an undeniable component of the UN landscape and architecture", which, "coupled with the maintenance of international peace and security, have paved the way for the evolution of an international community composed of various actors, all commonly invested in bettering the lives of peoples throughout the world". Judge Tomka then discussed the situation today and the need to enhance the compulsory jurisdiction of the Court, stating in that connection that:

"[a]s a corollary to the broader conception of the international community, it follows that the concept of 'rule of law' to be imbued with any kind of meaningful force must translate into the existence and availability of independent and impartial courts, where disputes can be adjudicated and rights asserted. On the international plane, this role is best reserved for the world's foremost international judicial institution and principal judicial organ of the United Nations. Consequently, it is high time to consider the ways in which the role of the Court as the principal judicial organ of the United Nations may be enhanced so as to further bolster the international rule of law and provide broader access to the peaceful settlement of international disputes.

Une manière de réaliser cet objectif consiste à renforcer la juridiction obligatoire de la Cour en encourageant davantage d'Etats à reconnaître cette juridiction en vertu de la clause facultative. »

Le président a en conséquence conclu son allocution en lançant un appel — faisant ainsi écho à l'invitation adressée à cette fin aux Etats par le Secrétaire général de l'ONU² — pour que la juridiction de la Cour soit davantage reconnue afin d'accroître encore le rôle qu'elle joue dans la réalisation des idéaux consacrés par la Charte des Nations Unies.

Dans un autre discours, prononcé le 29 octobre 2013, devant les conseillers juridiques des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies, M. Tomka a évoqué la question des liens entre la Cour et les autres organes principaux des Nations Unies, à savoir le Conseil de sécurité, l'Assemblée générale et le Secrétariat. Il a ainsi démontré comment divers organes des Nations Unies peuvent examiner simultanément ou successivement des aspects distincts d'un même différend international, chacun jouant un rôle important au service des buts et principes des Nations Unies que tous partagent, avant de conclure son propos comme suit :

« L'image qui ressort de l'examen des mandats respectifs de la Cour et des autres organes principaux des Nations Unies est celle de la complémentarité et d'un engagement commun en faveur de la promotion et du maintien de la paix et de la sécurité internationales et de la justice. Dans ce contexte, la Cour s'est vu confier la responsabilité capitale de faire régner la justice entre les Etats, par des moyens judiciaires, ce qu'elle fait généralement en réglant de manière pacifique les différends qui les opposent dans le cadre de procédures contentieuses ou, plus occasionnellement, en rendant des avis consultatifs. »

Le 30 octobre 2013, le président de la Cour est intervenu devant l'organisation juridique consultative pour les pays d'Asie et d'Afrique. Il a, à cette occasion, rappelé l'importance jouée par les pays de ces régions tant par les affaires dont ils ont saisi la Cour que par leur contribution au développement du droit international et à la Cour en tant qu'institution, par l'entremise des éminents juristes de ces régions qui ont été membres de celle-ci. En guise de conclusion, M. Tomka a formé le vœu que « davantage d'Etats appartenant aux deux groupes régionaux représentés dans [l']organisation [juridique consultative pour les pays d'Asie et d'Afrique] envisage[nt] de reconnaître la juridiction de la Cour, que ce soit dans le cadre de clauses compromissaires ou de compromis *ad hoc* ou, de manière plus générale, en faisant la déclaration prévue au paragraphe 2 de l'article 36 » du Statut.

Le 2 décembre 2013, M. Tomka a prononcé une allocution sur la primauté du droit et le rôle de la Cour internationale de Justice sur la scène internationale lors de la conférence organisée à la mémoire de Hilding Eek par le Stockholm Centre for International Law and Justice. Le président s'est tout d'abord attaché à la notion de primauté du droit avant d'évoquer la place de la Cour dans le système des Nations Unies. Il en est ensuite venu à une comparaison entre la CIJ et les juridictions nationales, soulignant que la principale différence résidait dans le fait que le droit international public est un système fondé sur le consentement. M. Tomka a dès lors présenté les différentes voies par lesquelles les Etats peuvent soumettre des différends à la Cour avant de développer la question du rôle de la CIJ aux fins du renforcement de la primauté du droit au niveau international. Il a, en guise de conclusion, déclaré ce qui suit :

« Bien que les arrêts de la Cour ne lient pas formellement la communauté internationale au sens large, ils ont toujours force obligatoire à l'égard des parties

² Voir *op. cit. supra* note 1.

One way to achieve this objective is to enhance the compulsory jurisdiction of the Court by encouraging more States to recognize such jurisdiction under the Optional Clause.”

The President concluded his speech by issuing a call for greater recognition of the Court’s jurisdiction, so as to further strengthen its role in vindicating the ideals enshrined in the United Nations Charter, and thereby echoing the United Nations Secretary-General’s own invitation to States to do so².

In a further speech, delivered on 29 October 2013 to the legal advisers of United Nations Member States, President Tomka addressed the question of the links between the Court and the other principal organs of the United Nations, namely the Security Council, the General Assembly and the Secretariat. He explained how various organs of the United Nations may simultaneously or sequentially address different aspects of the same international disputes, each one playing an important role in furthering the purposes and principles of the United Nations common to all of its organs, before concluding that:

“[t]he picture that emerges as regards the respective mandates of the ICJ and other principal UN organs is one of complementarity and common investment in the promotion and maintenance of international peace and security and justice. Within this framework, the ICJ has been vested with the principal responsibility of delivering international justice, through judicial means, which typically translates into the pacific settlement of disputes between States in contentious proceedings and, less frequently, into the delivery of advisory opinions.”

On 30 October 2013, the President of the Court addressed the Asian-African Legal Consultative Organization. In that address, he recalled the importance of the role played by the countries in those regions, not only in terms of the cases they had submitted to the Court and their contribution to the development of international law, but also to the Court as an institution, through eminent jurists who had served on its Bench. By way of conclusion, Judge Tomka expressed hope that “more States from the two regional groups represented in [the Asian-African Legal Consultative] Organization will consider recognizing the jurisdiction of the Court in the future, be it through compromissory clauses, case-specific special agreements, or via the more general formulation of [a] declaration” made under Article 36, paragraph 2, of the Statute.

On 2 December 2013, Judge Tomka delivered a speech on the rule of law and the role of the International Court of Justice in world affairs at a conference held in memory of Hilding Eek at the Stockholm Centre for International Law and Justice. The President began by addressing the concept of the rule of law, before setting out the place of the Court in the United Nations system. He went on to compare the ICJ and domestic courts and tribunals, emphasizing that the major difference between them resided in the fact that public international law remains a consent-based system. Judge Tomka then set out the various means by which States may submit disputes to the Court, before examining the question of the role of the ICJ in strengthening the international rule of law. He concluded by stating that:

“[w]hile the Court’s judgments are not formally binding on the larger international community, they always receive the imprimatur of binding force as between the

² See *op. cit. supra* note 1.

immédiates au différend — en d'autres termes, ils sont contraignants pour les gouvernements de celles-ci, mais aussi pour l'ensemble de leurs organes étatiques, notamment les organes judiciaires. Comme je l'ai montré plus tôt, les décisions de la Cour ont également une grande influence sur le développement du droit international public et sont, en règle générale, prises très au sérieux, tout particulièrement parce qu'elles émanent de l'organe judiciaire principal de l'Organisation des Nations Unies. Les arrêts de la Cour, qui peuvent renfermer l'interprétation que celle-ci a donnée d'une convention internationale ou bien les principes ou règles pertinents du droit international coutumier qu'elle a déterminés dans un différend, sont minutieusement examinés par le monde universitaire, par les conseils et par les conseillers juridiques des ministères des affaires étrangères d'autres Etats.

.....

[L]a jurisprudence de la Cour a toujours défendu la primauté du droit et les idéaux qui sous-tendent la Charte des Nations Unies. Après tout, l'observation de M^{me} Higgins, ancien président de la Cour, n'a rien perdu de son actualité: « la meilleure façon, pour la Cour internationale de Justice, de protéger et de promouvoir la primauté du droit » consiste à faire ce qu'elle a toujours fait, « c'est-à-dire à appliquer scrupuleusement et en toute impartialité le droit international aux différends qui [lui] sont soumis. » »

Dans le cadre d'un autre discours, prononcé devant l'Organisation des Etats américains le 10 avril 2014, le président a retracé l'historique des relations entre la Cour et les Amériques. Après avoir une nouvelle fois rappelé l'importance du consentement de l'Etat aux fins de la juridiction de la CIJ, il a souligné l'intérêt du pacte de Bogotá et évoqué la jurisprudence de la Cour concernant les membres de l'Organisation des Etats américains, notamment ceux d'Amérique latine. Au terme de son allocution, M. Tomka a rappelé le profond attachement des Etats latino-américains au règlement pacifique des différends, tout en ajoutant qu'il convenait « de continuer à œuvrer en faveur de la juridiction obligatoire de la Cour et de promouvoir un plus grand respect du pacte de Bogotá par les Etats qui n'ont pas encore fait de déclaration d'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour, ou qui n'ont pas encore ratifié le pacte ou n'y ont pas encore adhéré ».

Enfin, le 22 juillet 2014, le président a présenté l'activité judiciaire de la Cour à la soixante-sixième session de la Commission du droit international.

Le texte intégral des discours susmentionnés figure sur le site Internet de la Cour (onglet « La Cour », sous-onglet « Présidence »).

immediate parties to the dispute, which means they are binding not only on their governments but also on all State organs including the judiciary. As I have shown, the Court's decisions also exert a great deal of influence on the development of public international law and are generally taken very seriously, chiefly because they emanate from the principal judicial organ of the United Nations. Judgments of the Court, which may contain its interpretation of a particular international convention or its ascertainment of relevant principles or rules of customary international law in a given dispute, are studied meticulously by legal scholars, counsel and legal advisers of foreign ministries of other States.

.....

[T]he Court's jurisprudence has consistently promoted the rule of law and vindicated the ideals underpinning the Charter of the United Nations. After all, the remarks of former President Higgins ring true to this day: 'the best way for the International Court to protect and promote the rule of law' is to continue doing what it does, 'namely meticulously apply international law in an impartial manner to the disputes before [it]'."

In another speech made before the Organization of American States on 10 April 2014, the President retraced the history of relations between the Court and the Americas. Having once again recalled the importance of State consent to the jurisdiction of the Court, he drew attention to the significance of the Pact of Bogotá and discussed the Court's jurisprudence involving members of the Organization of American States, focusing on Latin America. At the end of his speech, Judge Tomka recalled the profound commitment of Latin American States to peaceful judicial settlement, adding that "additional efforts must be deployed in order to enhance the compulsory jurisdiction of the Court and promote greater adherence to the Pact of Bogotá for those States that have yet to make a declaration recognizing the jurisdiction of the Court as compulsory, or to ratify or accede to the Pact".

Finally, on 22 July 2014, the President delivered an account of the Court's judicial activity to the sixty-sixth session of the International Law Commission.

The above-mentioned speeches can be found in full on the Court's website (under "The Court", subheading "Presidency").

APPENDICE

SUITE DONNÉE AUX DÉCISIONS DE LA COUR

Le présent appendice contient les renseignements parvenus au Greffé entre le 1^{er} août 2013 et le 31 juillet 2014 quant à la suite donnée aux décisions de la Cour. Le Greffé, qui ne prend pas l'initiative de demander de tels renseignements, les publie sans commentaires à mesure qu'ils lui parviennent et décline toute responsabilité à cet égard.

Il est rappelé que les parties à un différend porté devant la Cour s'engagent à se conformer à ses décisions, en application du paragraphe 1 de l'article 94 de la Charte.

Dans l'hypothèse où l'une des parties n'exécute pas un arrêt de la Cour — ce qui n'arrive qu'exceptionnellement —, l'autre partie peut, en vertu du paragraphe 2 de l'article 94 de la Charte des Nations Unies, saisir le Conseil de sécurité. Cette disposition énonce que, « [s]i une partie à un litige ne satisfait pas aux obligations qui lui incombent en vertu d'un arrêt rendu par la Cour, l'autre partie peut recourir au Conseil de sécurité et celui-ci, s'il le juge nécessaire, peut faire des recommandations ou décider des mesures à prendre pour faire exécuter l'arrêt ».

À la différence de ses arrêts, les avis rendus par la Cour n'ont pas, comme tels, d'effet obligatoire; ils ont un caractère consultatif³.

*

1. *Frontière terrestre et maritime entre le Cameroun et le Nigéria (Cameroun c. Nigéria; Guinée équatoriale (intervenant))*

Par arrêt du 10 octobre 2002, la Cour avait dit que la souveraineté sur la presqu'île de Bakassi était camerounaise (*C.I.J. Recueil 2002*, p. 455, par. 325, III, B)).

Le 23 octobre 2013, le Centre d'actualité de l'ONU a publié un communiqué de presse indiquant que « [l]'ONU salu[ait] la fin du processus de mise en œuvre de l'accord entre le Nigéria et le Cameroun sur la péninsule de Bakassi ». Il était indiqué ce qui suit :

« Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest, Saïd Djinnit, a félicité mercredi les Gouvernements du Nigéria et du Cameroun pour leur engagement qui a permis de mener à son terme le processus de mise en œuvre de l'accord de Greentree relatif à la péninsule de Bakassi. »

Le communiqué de presse précisait que l'accord de Greentree, signé le 12 juin 2006, « régi[ssai]t le transfert de l'autorité du Nigéria au Cameroun sur la péninsule de Bakassi », en application de l'arrêt de la Cour.

³ En revanche, il peut leur être reconnu un effet contraignant par les instruments en vertu desquels un avis peut être demandé. De même, un Etat et une organisation interétatique peuvent convenir qu'en cas de différend entre eux cette organisation demandera un avis à la Cour et que celui-ci sera considéré par eux comme décisif (voir, par exemple, la convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies, sect. 30).

APPENDIX

ACTION PURSUANT TO DECISIONS OF THE COURT

The present appendix contains the information received in the Registry between 1 August 2013 and 31 July 2014 concerning action taken pursuant to certain decisions of the Court. The Registry, which does not take the initiative of seeking such information, publishes it without comment as and when it is received and accepts no responsibility in connection with it.

It is recalled that the parties to a dispute submitted to the Court undertake to comply with its decisions in accordance with Article 94, paragraph 1, of the Charter.

In the rare cases where one of the parties fails to implement a judgment of the Court, the other party may take the matter to the Security Council, pursuant to Article 94, paragraph 2, of the Charter of the United Nations. Under the terms of that provision, “[i]f any party to a case fails to perform the obligations incumbent upon it under a judgment rendered by the Court, the other party may have recourse to the Security Council, which may, if it deems necessary, make recommendations or decide upon measures to be taken to give effect to the judgment”.

Unlike its judgments, the opinions given by the Court are not binding as such; they are advisory in nature³.

*

1. *Land and Maritime Boundary between Cameroon and Nigeria (Cameroon v. Nigeria: Equatorial Guinea intervening)*

By a Judgment of 10 October 2002, the Court found that sovereignty over the Bakassi Peninsula lay with the Republic of Cameroon (*I.C.J. Reports 2002*, p. 455, para. 325, III (B)).

On 23 October 2013, the United Nations News Centre published a press release stating that “the UN welcom[ed] the end of the process of implementing the Agreement between Nigeria and Cameroon regarding the Bakassi Peninsula”. It continued:

“Said Djinnit, the UN Secretary-General’s Special Representative for West Africa . . . commend[ed] on Wednesday the Governments of Nigeria and Cameroon for their commitment which has allowed them to finalize the process of implementing the Greentree Agreement regarding the Bakassi Peninsula.”

The press release explained that the Greentree Agreement, signed on 12 June 2006, [set] the terms for the transfer of sovereignty over the Bakassi Peninsula from Nigeria to Cameroon, in compliance with the Court’s 2002 ruling.

³ However, the instrument by which an advisory opinion is requested may provide that the said opinion has binding force. Likewise, a State and an inter-State organization may agree that, in the event of a dispute between them, the organization concerned will ask the Court for an opinion, which will be accepted as decisive by them (see, for example, the Convention on the Privileges and Immunities of the United Nations, Sec. 30).

2. *Différend maritime (Pérou c. Chili)*

Dans l'arrêt qu'elle a rendu le 27 janvier 2014, la Cour, étant donné les circonstances de l'espèce, a déterminé le tracé de la frontière maritime entre les Parties sans en préciser les coordonnées géographiques exactes (voir ci-dessus, p. 10). Les Parties ne lui avaient d'ailleurs pas demandé de le faire dans leurs conclusions finales. La Cour a néanmoins indiqué qu'elle attendait que les Parties procèdent à la détermination de ces coordonnées conformément à ladite décision et dans un esprit de bon voisinage (voir *C.I.J. Recueil 2014*, p. 71, par. 197).

Le Greffe a été informé que le Pérou et le Chili avaient approuvé, le 25 mars 2014, les coordonnées de ladite frontière.

3. *Différend frontalier (Burkina Faso/Niger)*

Par arrêt en date du 16 avril 2013 (*C.I.J. Recueil 2013*, p. 44), la Cour avait procédé à la délimitation de la frontière entre le Burkina Faso et le Niger. La Cour avait par ailleurs, par ordonnance du 12 juillet 2013, procédé, à la demande des Parties, à la désignation de trois experts pour assister les Parties aux fins de l'opération de démarcation de leur frontière dans la zone contestée.

Le Greffe a été informé, en mars 2014, que les Parties avaient discuté des modalités pratiques de démarcation de leur frontière commune et, à cet effet, avaient préconisé la mise en place d'une commission technique mixte d'abornement. Les experts désignés par la Cour ont été invités à prendre part à une réunion de ladite commission aux fins de procéder à un échange de vues sur les conditions de leur participation au processus de démarcation.

* *

*

2. *Maritime Dispute (Peru v. Chile)*

In its Judgment rendered on 27 January 2014, the Court, in view of the circumstances of the case, defined the course of the maritime boundary between the Parties without determining the precise geographical co-ordinates (see p. 10 above). Moreover, it had not been asked to do so in the Parties' final submissions. The Court nevertheless indicated that it expected the Parties to determine those co-ordinates in accordance with its Judgment and in the spirit of good neighbourliness (see *I.C.J. Reports 2014*, p. 71, para. 197).

The Registry has been informed that Peru and Chile reached an agreement on the co-ordinates of the said boundary on 25 March 2014.

3. *Frontier Dispute (Burkina Faso/Niger)*

By a Judgment dated 16 April 2013 (*I.C.J. Reports 2013*, p. 44), the Court delimited the frontier between Burkina Faso and Niger. Further, by an Order of 12 July 2013, it appointed, at the Parties' request, three experts to assist the Parties in the operation to demarcate their frontier in the disputed area.

The Registry was informed in March 2014 that the Parties had discussed the practical arrangements for demarcation of their common boundary and, to that end, had recommended the establishment of a Joint Technical Commission on Demarcation. The experts appointed by the Court have been invited to take part in a meeting of that Commission in order to discuss the conditions for their participation in the demarcation process.

* *
*



LA COUR DANS SA COMPOSITION ACTUELLE

Premier rang (de gauche à droite) : MM. les juges Mohamed Bennouna, Ronny Abraham, Bernardo Sepúlveda-Amor (vice-président), Peter Tomka (président), Hisashi Owada, Kenneth Keith et Leonid Skotnikov. Second rang (de gauche à droite) : MM. les juges Dalveer Bhandari et Giorgio Gaja, M^{me} la juge Xue Hanqin, MM. les juges Abdulqawi Ahmed Yusuf, Antônio Augusto Cançado Trindade et Christopher Greenwood, M^{mes} les juges Joan E. Donoghue et Julia Sebutinde ; M. Philippe Couvreur (greffier).

THE COURT IN ITS CURRENT COMPOSITION

First row (from left to right): Judges Mohamed Bennouna, Ronny Abraham, Bernardo Sepúlveda-Amor (Vice-President), Peter Tomka (President), Hisashi Owada, Kenneth Keith and Leonid Skotnikov. Second row (from left to right): Judges Dalveer Bhandari, Giorgio Gaja, Xue Hanqin, Abdulqawi Ahmed Yusuf, Antônio Augusto Cançado Trindade, Christopher Greenwood, Joan E. Donoghue and Julia Sebutinde; Mr. Philippe Couvreur (Registrar).



Plaidoirie dans la grande salle de justice, où la Cour tient ses audiences (5 XI 2013).

An oral presentation in the Great Hall of Justice, where the Court holds its hearings (5 XI 2013).



Lecture d'une ordonnance de la Cour dans la grande salle de justice (22 XI 2013).

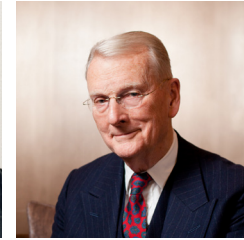
Reading of an order of the Court in the Great Hall of Justice (22 XI 2013).

LES JUGES *AD HOC*

THE JUDGES *AD HOC*



M. le juge *ad hoc*
Judge *ad hoc*
Gilbert Guillaume



M. le juge *ad hoc*
Judge *ad hoc*
Charles Brower



M. le juge *ad hoc*
Judge *ad hoc*
Christopher J. R. Dugard



M. le juge *ad hoc*
Judge *ad hoc*
Ian Callinan



M. le juge *ad hoc*
Judge *ad hoc*
Jean-Pierre Cot



M. le juge *ad hoc*
Judge *ad hoc*
Budislav Vukas



M. le juge *ad hoc*
Judge *ad hoc*
Yves Daudet



M. le juge *ad hoc*
Judge *ad hoc*
Bruno Simma



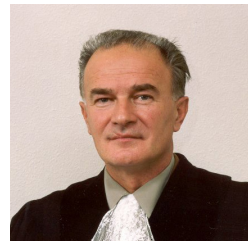
M. le juge *ad hoc*
Judge *ad hoc*
Francisco Orrego Vicuña



M. le juge *ad hoc*
Judge *ad hoc*
Joe Verhoeven



M. le juge *ad hoc*
Judge *ad hoc*
Raúl Emilio Vinuesa



M. le juge *ad hoc*
Judge *ad hoc*
Milenko Kreća



M^{me} la juge *ad hoc*
Judge *ad hoc*
Louise Arbour



M^{me} la juge *ad hoc*
Judge *ad hoc*
Hilary Charlesworth

DEUXIÈME PARTIE

DE L'ORGANISATION DE LA COUR
ET DE SON GREFFE

I. DE LA COUR

A. Textes de base

1. Présentation

Les textes de base de la CIJ sont la Charte des Nations Unies et le Statut de la Cour, qui en fait partie intégrante. A ces instruments s'ajoutent le Règlement de la Cour et les Instructions de procédure, qui lui sont complémentaires, ainsi que la résolution visant la pratique interne de la Cour en matière judiciaire.

a) *Charte des Nations Unies*

La CIJ a été instituée par la Charte des Nations Unies signée à San Francisco le 26 juin 1945. La Charte traite de la Cour en ses articles 7, paragraphe 1, et 36, paragraphe 3, ainsi qu'en son chapitre XIV (art. 92-96).

b) *Statut de la Cour*

i) Texte du Statut

Le Statut de la CIJ a été établi sur la base de celui de la CPJI. Les modifications, dont la liste figure dans l'*Annuaire 1946-1947* (p. 95-96), ont été peu nombreuses, la plupart étant des changements de forme destinés à tenir compte de la substitution de l'Organisation des Nations Unies à la Société des Nations.

Egalement signé à San Francisco le 26 juin 1945, le texte du Statut de la Cour est annexé à la Charte des Nations Unies, dont il fait partie intégrante. Le Statut peut, conformément à son article 69, être amendé selon la même procédure que la Charte (voir les articles 108 et 109 de celle-ci). Il peut également faire l'objet de modifications proposées par la Cour elle-même (voir l'article 70 du Statut).

Le Statut n'a, à ce jour, fait l'objet d'aucun amendement.

ii) Etats parties au Statut

La question de la qualité d'Etat partie au Statut de la Cour est régie par l'article 93 de la Charte. Celui-ci dispose que « [t]ous les Membres des Nations Unies sont *ipso facto* parties au Statut de la Cour internationale de Justice ». A ce jour, 193 Etats (dont la liste figure aux pages 63-68) sont parties au Statut.

PART TWO

ORGANIZATION OF THE COURT
AND ITS REGISTRY

I. THE COURT

A. Basic texts

1. Introduction

The basic texts of the Court are the Charter of the United Nations and the Statute of the Court, which form an integral part of the Charter. Other texts are the Rules of Court and the Practice Directions supplementing them, as well as the resolution concerning the internal judicial practice of the Court.

(a) *Charter of the United Nations*

The ICJ was brought into being by the Charter of the United Nations, signed in San Francisco on 26 June 1945. The Charter deals with the Court in Article 7, paragraph 1, Article 36, paragraph 3, and Articles 92-96, which form Chapter XIV.

(b) *Statute of the Court*

(i) Text of the Statute

The text of the Statute was based upon that of the PCIJ. The modifications, a list of which can be found in the *Yearbook 1946-1947* (pp. 101-102), were few in number, most of them being formal adaptations designed to take account of the replacement of the League of Nations by the United Nations.

The text of the Statute, which was also signed in San Francisco on 26 June 1945, is annexed to the Charter, of which it forms an integral part. According to Article 69 of the Statute, amendments to that instrument can be made using the same procedure as is provided for amendments to the Charter (see Articles 108 and 109 of the latter). It may also be amended in accordance with proposals made by the Court itself (see Article 70 of the Statute).

No amendments have so far been made to the Statute.

(ii) States parties to the Statute

The question of status as a party to the Statute of the Court is governed by Article 93 of the Charter, which provides that “[a]ll Members of the United Nations are *ipso facto* parties to the Statute of the International Court of Justice”. To date, 193 States are parties to the Statute (these are listed on pages 63-68).

c) *Règlement de la Cour et Instructions de procédure*

i) Règlement de la Cour

Aux termes de l'article 30 de son Statut, « la Cour détermine par un règlement le mode suivant lequel elle exerce ses attributions. Elle règle notamment sa procédure. »

Le premier Règlement de la Cour a été adopté le 6 mai 1946 et publié dans le recueil *Actes et documents n° 1* (deuxième édition, p. 54-83). Il était fondé sur le plus récent des textes du Règlement de la CPJI, à savoir celui du 11 mars 1936, avec quelques changements de forme et de fond dont l'*Annuaire 1946-1947* donne la liste (p. 96-97).

Ce texte est demeuré inchangé nombre d'années, et ce n'est qu'en 1967 que la Cour a entrepris une révision de son Règlement. Elle a adopté, le 10 mai 1972, plusieurs amendements d'intérêt immédiat, entraînant en particulier un changement de numérotation de certains articles (une table de concordance a été publiée dans l'*Annuaire 1971-1972*, p. 3-11). Le Règlement ainsi modifié (publié dans le recueil *Actes et documents n° 3*, p. 92-148) est entré en vigueur le 1^{er} septembre 1972.

Les travaux de la Cour se sont ensuite poursuivis et ont abouti à l'adoption d'une nouvelle version du Règlement le 14 avril 1978, laquelle est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 1978. Le texte en a été publié pour la première fois dans le recueil *Actes et documents n° 4*, en même temps qu'une *Note du Greffe sur le Règlement révisé (1978)* indiquant les articles modifiés et contenant une table de concordance entre les articles de ce Règlement et ceux du Règlement de 1972 (*Note documentaire V*).

Par la suite, en l'an 2000, la Cour a de nouveau amendé son Règlement. A cette occasion, deux articles ont été modifiés, à savoir l'article 79 concernant les exceptions préliminaires et l'article 80 relatif aux demandes reconventionnelles⁴.

D'autres changements ont été enfin apportés au Règlement de la Cour en 2005. Ceux-ci ont concerné, dans un premier temps, l'article 52 (qui se rapporte à la présentation des pièces de procédure) et, dans un second temps, l'article 43 (qui a trait aux notifications à effectuer lorsque l'interprétation d'une convention est en cause dans une affaire). La Cour a par ailleurs, cette même année, adopté une nouvelle procédure pour la promulgation des modifications apportées à son Règlement (voir *Actes et documents n° 6*, p. 90). Elle a ainsi décidé que, une fois adopté, tout amendement au Règlement serait placé sur le site Internet de la Cour, avec mention de sa date d'entrée en vigueur et, le cas échéant, de toute réserve *ratione temporis* quant à son applicabilité (par exemple, applicabilité limitée aux affaires introduites après son entrée en vigueur).

ii) Instructions de procédure

Réexaminant de manière constante ses méthodes de travail, la Cour a décidé, en octobre 2001, d'édicter des instructions de procédure à l'usage des Etats se présentant devant elle. Elle souhaitait ainsi faire face à l'encombrement de son rôle et aux contraintes budgétaires auxquelles elle était confrontée. Ces Instructions, qui n'entraînent aucune modification du Règlement de la Cour, sont complémentaires de celui-ci.

⁴ Les amendements sont entrés en vigueur le 1^{er} février 2001. Le Règlement de 1978 continue toutefois de s'appliquer à toutes les affaires soumises à la Cour avant le 1^{er} février 2001 et à toutes les phases de ces affaires.

(c) *Rules of Court and Practice Directions*

(i) Rules of Court

Article 30 of the Statute provides that “the Court shall frame rules for carrying out its functions. In particular, it shall lay down rules of procedure.”

The first Rules of Court were adopted on 6 May 1946, and were published in the volume *Acts and Documents No. 1* (second edition, pp. 54-83). They were based on the latest text of the Rules of the Permanent Court, that of 11 March 1936, with certain changes, formal and substantive, a list of which was given in the *Yearbook 1946-1947* (pp. 102-103).

The Rules remained unchanged for many years and it was not until 1967 that the Court undertook a revision. On 10 May 1972, the Court adopted some amendments of immediate interest, involving, in particular, the partial renumbering of certain articles (a table of concordance was published in the *Yearbook 1971-1972*, pp. 3-11). The amended Rules came into force on 1 September 1972 (published in the volume *Acts and Documents No. 3*, pp. 93-149).

The work of revision was subsequently resumed, and culminated on 14 April 1978 in the adoption of a new set of Rules, which came into force on 1 July 1978. They were first published in *Acts and Documents No. 4*, concurrently with a *Note by the Registry on the Revised Rules of Court (1978)* indicating those articles modified and containing a table of concordance comparing the new Rules to those of 1972 (*Background Note V*).

The Court amended the Rules again in 2000. On that occasion, two articles were modified, namely Article 79, concerning preliminary objections, and Article 80, relating to counter-claims⁴.

Finally, in 2005, the Court again amended the Rules, first Article 52 (concerning the filing of pleadings) and subsequently Article 43 (relating to the notifications to be made when the construction of a convention is in question in a case). That same year, the Court adopted a new procedure for the promulgation of modifications to its Rules (see *Acts and Documents No. 6*, p. 91). It thus decided that any amendments to the Rules, following their adoption by the Court, would be posted on the Court’s website, with an indication of the date of their entry into force and a note of any temporal reservations relating to their applicability (for example, whether the application of the amended rule is limited to cases instituted after the date of entry into force of the amendment).

(ii) Practice Directions

As part of the ongoing review of its procedures and working methods, in October 2001, the Court decided to adopt Practice Directions for use by the States appearing before it. In so doing, it wished to more effectively deal with the congested state of its List and the budgetary constraints facing it. These Practice Directions involve no alteration to the Rules of Court, but are additional thereto.

⁴ The amendments came into force on 1 February 2001. The Rules of Court as adopted in 1978 continued to apply to all cases submitted to the Court prior to 1 February 2001, and all phases of those cases.

A l'origine, le texte comptait six instructions (numérotées de I à VI). Il a été complété à plusieurs reprises, la dernière instruction promulguée (*IX^{quater}*) l'ayant été au printemps 2013.

Une fois adoptée par la Cour, toute modification apportée aux Instructions de procédure est désormais placée sur le site Internet de la Cour et publiée dans l'*Annuaire-Yearbook* avec mention, le cas échéant, de toute réserve *ratione temporis* quant à son applicabilité.

d) *Résolution visant la pratique interne de la Cour en matière judiciaire*

En vertu de l'article 19 du Règlement de la Cour, « [l]a pratique interne de [celle-ci] en matière judiciaire est régie ... par toute résolution adoptée par la Cour ». La résolution actuellement en vigueur date du 12 avril 1976. Bien qu'elle s'y conforme, la Cour reste entièrement libre de s'écarter de cette résolution dans un cas d'espèce, si elle estime que les circonstances le justifient.

Le texte de ces différents instruments peut être consulté sur le site Internet de la Cour (onglet « Documents de base »). Il est également publié dans le recueil *Actes et documents* n° 6⁵.

2. *Application du Statut et du Règlement: digeste des décisions de la Cour*

Selon les questions qui se posent dans les affaires qui lui sont soumises, la Cour applique telle ou telle disposition de son Statut ou de son Règlement. Si la mise en œuvre de certains articles revêt un caractère quasi systématique ou fréquent (par exemple, l'article 48 du Statut qui a trait aux formes et délais pour l'accomplissement de certains actes de procédure, comme le dépôt de pièces écrites, et qui est visé dans chaque ordonnance de fixation de délais), celle d'autres dispositions est plus rare ou apporte un éclairage nouveau sur la pratique de la Cour.

Le digeste ci-dessous présente donc une sélection des décisions de la Cour portant application du Statut et du Règlement. Il est divisé en deux sections. La première groupe autour des articles du Statut les décisions qui s'y rapportent; la seconde fait de même pour les articles du Règlement. Quand une décision peut indifféremment être rattachée au Statut ou au Règlement, elle l'est à ce dernier instrument. Enfin, chaque décision est précédée de la mention de l'affaire à propos de laquelle elle est intervenue.

Statut	
Objet	Disposition et décision y afférente
Interprétation d'un arrêt	Article 60
	<p><i>Demande en interprétation de l'arrêt du 15 juin 1962 en l'affaire du Temple de Préah Vihéar (Cambodge c. Thaïlande) (Cambodge c. Thaïlande)</i></p> <p>Dans cette affaire, la Cour a fait observer que, « si le texte anglais de l'article 60 emploie le terme « dispute », qui figure aussi dans la version anglaise du paragraphe 2 de l'article 36 du Statut, le texte français</p>

⁵ Le texte des Instructions de procédure tel que reproduit dans cette publication n'est toutefois pas à jour. La version la plus récente figure, comme il a été mentionné plus haut, sur le site Internet de la Cour; par commodité, elle est également reproduite en *addendum* au présent *Annuaire-Yearbook*.

The original text was made up of six Directions (numbered I to VI). It has been supplemented on a number of occasions, with the most recent Direction (IX^{quater}) having been promulgated in spring 2013.

Once adopted by the Court, any amendments to the Practice Directions are now posted on the Court's website and published in the *Annuaire-Yearbook*, with a note of any temporal reservations relating to their applicability.

(d) *Resolution concerning the Internal Judicial Practice of the Court*

In accordance with Article 19 of the Rules of Court, “[t]he internal judicial practice of the Court shall . . . be governed by any resolutions on the subject adopted by the Court”. The resolution currently in force was adopted on 12 April 1976. While the Court complies with the present resolution, it remains entirely free to depart from it, in a given case, if it considers that the circumstances justify that course.

The text of these various instruments can be found on the Court's website (under “Basic Documents”), and is also published in the volume *Acts and Documents No. 6*⁵.

2. *Application of the Statute and Rules of Court: Digest of the Court's decisions*

Depending on the issues in the cases submitted to it, the Court applies one or other provision of its Statute or the Rules of Court. While some articles are implemented frequently or almost systematically (for example, Article 48 of the Statute which relates to the form and time in which certain steps in the proceedings, such as the filing of written pleadings, must be completed, and which is cited in every Order fixing time-limits), other provisions are applied less often or reflect a new development in the Court's practice.

The following digest presents a selection of decisions taken by the Court in application of the Statute and the Rules of Court. It is divided into two sections: the first groups together those decisions relating to specific articles of the Statute; the second does likewise for articles of the Rules. When a decision can be linked either to the Statute or the Rules, it is linked to the latter. Lastly, each decision appears under the title of the case in which it was rendered.

Statute	
Provision and related decision	Subject
Article 60	Interpretation of a judgment

Request for Interpretation of the Judgment of 15 June 1962 in the Case concerning the Temple of Preah Vihear (Cambodia v. Thailand) (Cambodia v. Thailand)

In this case, the Court observed that “while the English text of Article 60 uses the term ‘dispute’, which also appears in the English text of Article 36, paragraph 2, of the Statute, the French text of Article 60

⁵ The text of the Practice Directions as reproduced in this publication, however, is not up to date. As mentioned above, the latest version can be found on the Court's website; for convenience, it is also reproduced in an *addendum* to this *Annuaire-Yearbook*.

Statut	
Objet	Disposition et décision y afférente
	de l'article 60 utilise le terme « contestation », lequel a un sens plus large que le mot « différend », employé dans la version française du paragraphe 2 de l'article 36 » (<i>arrêt, C.I.J. Recueil 2013, p. 295, par. 33</i>).
Règlement	
Objet	Disposition et décision y afférente
Accessibilité au public des pièces de procédure et documents annexés	Article 53, paragraphe 2

Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Croatie c. Serbie)

Dans cette affaire, la Serbie a informé la Cour que, à quelques exceptions près, elle consentait à ce que des exemplaires de ses pièces de procédure et des documents annexés soient mis à la disposition du public à l'ouverture de la procédure orale.

La Croatie a quant à elle fait savoir à la Cour qu'elle consentait à la publication de ses pièces de procédure et des documents y annexés seulement sous une forme expurgée et à l'exclusion d'un certain nombre d'annexes, aux fins de garantir l'anonymat des victimes et des individus lui ayant fourni des déclarations écrites. Elle a ajouté que la Serbie devrait être requise d'occulter ses pièces de procédure de la même manière dans la mesure où elles mentionneraient les noms de ces mêmes personnes.

Suite à divers échanges de correspondance, le greffier a informé les Parties que les pièces de procédure ne seraient pas publiées à l'ouverture de la procédure orale, en raison de la nécessité pour la Cour de recueillir davantage d'informations avant de décider précisément quels documents devraient être expurgés (et dans quelle mesure) ou entièrement exclus de la publication.

Par la suite, le greffier a informé les Parties que la Cour avait décidé que les pièces de procédure de la Croatie et leurs annexes, ainsi que les pièces de la Serbie, seraient publiées dans une version expurgée, afin d'assurer l'anonymat des personnes identifiées par la Croatie (victimes et individus dont les déclarations écrites étaient annexées aux pièces de la Croatie). Il était précisé que ces mesures devraient se limiter au remplacement des noms complets par des initiales, et, exceptionnellement, lorsque la protection des intéressés l'exigerait, à la suppression d'autres éléments d'identification ; en ce qui concerne les pièces de procédure de la Serbie, il appartiendrait à la Croatie d'indiquer très précisément les passages qui seraient selon elle à expurger.

Statute	
Provision and related decision	Subject
uses the term ‘contestation’, which has a broader meaning than ‘différend’, the term used in the French text of Article 36, paragraph 2” (<i>Judgment, I.C.J. Reports 2013</i> , p. 295, para. 33).	

Rules of Court	
Provision and related decision	Subject
Article 53, paragraph 2	Making accessible to the public the written pleadings and documents annexed

Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Croatia v. Serbia)

In these proceedings, Serbia informed the Court that, with certain exceptions, it consented to copies of its written pleadings and documents annexed being made accessible to the public on the opening of the oral proceedings.

Croatia, for its part, indicated to the Court that it consented to the publication of its pleadings and documents annexed, provided they were published in redacted form and without a number of annexes, in order to ensure the anonymity of the victims and the individuals who had provided it with written testimonies. It added that Serbia should also be asked to redact its own pleadings in the same manner, in so far as they referred to those individuals.

Following various exchanges, the Registrar informed the Parties that the said pleadings would not be published on the opening of the oral proceedings, as more information was required by the Court before deciding exactly which documents should be redacted (and to what extent) or withheld from publication altogether.

Subsequently, the Registrar informed the Parties that the Court had decided that Croatia’s pleadings and their annexes, as well as Serbia’s pleadings, would be published in redacted form, to ensure the anonymity of the persons identified by Croatia (victims and individuals whose written testimonies were annexed to Croatia’s pleadings). It was specified that these redactions were to be limited to replacing full names by initials, and, exceptionally, when necessary to ensure the protection of the individuals concerned, to deleting other identifying information; with respect to Serbia’s pleadings, it would fall to Croatia to identify very precisely the parts it deemed had to be redacted.

Objet	Règlement Disposition et décision y afférente
	<p data-bbox="497 252 977 280"><i>Epandages aériens d'herbicides (Equateur c. Colombie)</i></p> <p data-bbox="497 293 1032 396">Dans cette affaire, la Cour a, nonobstant le désistement de l'Equateur, décidé de rendre accessibles au public des exemplaires des pièces de procédure et des documents annexés.</p> <p data-bbox="497 413 1032 465"><i>Questions concernant la saisie et la détention de certains documents et données (Timor-Leste c. Australie)</i></p> <p data-bbox="497 482 1032 611">L'Australie ayant demandé que certaines annexes des observations écrites de son pays restent confidentielles, ce à quoi le Timor-Leste ne s'est pas opposé, la Cour a décidé de ne pas rendre accessibles au public les documents en cause.</p>
<p data-bbox="212 647 409 700">Audition d'experts et de témoins-experts</p>	<p data-bbox="691 647 836 675">Articles 63 à 65</p> <p data-bbox="497 724 1032 808"><i>Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Croatie c. Serbie)</i></p> <p data-bbox="497 829 1032 988">Dans cette affaire, la Croatie a indiqué qu'elle souhaitait présenter neuf témoins et trois témoins-experts à l'appui de sa demande. La Serbie a annoncé qu'elle envisageait pour sa part de faire comparaître sept témoins et un témoin-expert au soutien de sa demande reconventionnelle.</p> <p data-bbox="497 1004 1032 1190">Au cours d'une réunion tenue avec le président, les Parties sont convenues qu'il était inutile de faire comparaître les témoins et témoins-experts qu'elles n'envisageaient pas de soumettre à un contre-interrogatoire à seule fin de confirmer leur déclaration écrite ou exposé écrit, à moins que la Cour elle-même décide de leur poser des questions.</p> <p data-bbox="497 1203 1032 1253">Ainsi, seuls quatre témoins et deux témoins-experts annoncés par la Croatie ont été appelés à comparaître.</p>
<p data-bbox="192 1277 428 1304"><i>Déroulement des auditions</i></p>	<p data-bbox="497 1277 1032 1545">La Cour a décidé que, après avoir fait la déclaration solennelle prévue à l'article 64 du Règlement, le témoin ou témoin-expert serait appelé, à la demande de la Partie l'ayant présenté, à confirmer sa déclaration écrite ou son exposé écrit, qui tiendrait lieu d'interrogatoire principal. L'autre Partie aurait ensuite la possibilité de contre-interroger le témoin ou témoin-expert, et la première pourrait procéder à un réexamen. Les membres de la Cour pourraient enfin poser des questions au témoin ou témoin-expert.</p>
<p data-bbox="216 1594 404 1621"><i>Mesures de protection</i></p>	<p data-bbox="497 1594 1032 1648">La Croatie ayant prié la Cour de prendre certaines mesures de protection envers deux témoins, il a été indiqué</p>

Rules of Court	
Provision and related decision	Subject
<i>Aerial Herbicide Spraying (Ecuador v. Colombia)</i>	
<p>Notwithstanding the discontinuance by Ecuador of these proceedings, the Court decided to make copies of the pleadings and documents annexed accessible to the public.</p>	
<i>Questions relating to the Seizure and Detention of Certain Documents and Data (Timor-Leste v. Australia)</i>	
<p>Australia having requested that certain annexes to its written observations remain confidential, to which Timor-Leste did not object, the Court decided not to make the documents concerned accessible to the public.</p>	
Articles 63 to 65	Examination of experts and witness-experts
<i>Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Croatia v. Serbia)</i>	
<p>In these proceedings, Croatia stated that it wished to call nine witnesses and three witness-experts in support of its claim. For its part, Serbia announced that it was planning to call seven witnesses and one witness-expert in support of its counter-claim.</p>	
<p>At a meeting with the President, the Parties agreed that it was unnecessary to have witnesses and witness-experts whom they did not intend to cross-examine come to the Court only to confirm their written testimony or statement, unless the Court itself decided to put questions to them.</p>	
<p>Accordingly, only four witnesses and two witness-experts announced by Croatia were called to appear.</p>	
<p>The Court decided that, after making the solemn declaration provided for in Article 64 of the Rules of Court, the witness or witness-expert would be asked by the Party calling him or her to confirm his or her written testimony or statement, which would serve as the examination-in-chief. The other Party would then be given the opportunity to cross-examine the witness or witness-expert, after which the first Party could conduct a re-examination. Finally, there would be an opportunity for Members of the Court to put questions to the witness or witness-expert.</p>	
<i>Conduct of the examination</i>	
<p>Croatia having asked the Court to take measures for two of the witnesses, the Parties were informed</p>	
<i>Protective measures</i>	

Objet	Règlement
-------	-----------

Disposition et décision y afférente

aux Parties que la Cour avait consenti à l'emploi de pseudonymes pour s'adresser à ces témoins ou y faire référence; que ces témoins seraient entendus à huis clos, seuls les membres des délégations officielles et certains fonctionnaires du Greffe étant autorisés à assister à l'audition de ces témoins; et que deux jeux distincts de documents seraient préparés (l'un réservé à l'usage confidentiel de la Cour et des Parties, et l'autre, destiné à être rendu public, dans lequel toutes les informations pouvant mener à l'identification des témoins protégés auraient été supprimées).

Intégrité des exposés

Les Parties ont été avisées que la Cour avait décidé d'imposer les mesures suivantes pour assurer l'intégrité des dépositions et exposés des témoins et témoins-experts : i) les témoins et témoins-experts devraient demeurer hors de la salle d'audience autant avant qu'après leur déposition/exposé; ii) les déclarations écrites/exposés écrits des témoins et témoins-experts annoncés par les Parties (qu'ils soient entendus à l'audience ou non), ainsi que les comptes rendus des audiences consacrées à l'audition des témoins et témoins-experts, ne seraient publiés qu'au terme de la procédure orale (sous une forme expurgée en ce qui concerne les témoins protégés); iii) les Parties devraient s'assurer que les témoins et témoins-experts n'auraient pas accès aux déclarations/exposés des autres témoins et témoins-experts avant la fin de la procédure orale; iv) les Parties devraient en outre s'assurer que les témoins et témoins-experts ne seraient pas autrement informés des dépositions/exposés des autres témoins et témoins-experts, et qu'ils n'auraient aucun contact qui puisse compromettre leur indépendance ou les termes de leur déclaration solennelle; v) si la Cour décidait que, de façon générale, les annexes des pièces de procédure (contenant de nombreuses déclarations écrites portant sur les événements en cause dans l'affaire) devaient être rendues accessibles au public, elles ne seraient publiées qu'au terme de la procédure orale; et vi) le public pourrait assister aux auditions (sauf en ce qui concerne les séances à huis clos), mais il lui serait demandé de ne pas divulguer le contenu des dépositions/exposés avant la fin de la procédure orale; il en irait de même de la presse, qui devrait souscrire à un code de conduite en vertu duquel elle pourrait effectuer des prises de vues et des enregistrements sonores à la condition expresse de ne pas rendre public le contenu des dépositions/exposés avant la fin de la procédure orale.

Rules of Court	
Provision and related decision	Subject

that the Court had agreed to the use of pseudonyms when addressing these witnesses or referring to them; it had also agreed that these witnesses would be heard in closed session, with only members of the official delegations and certain Registry staff permitted to be present during their examination, and that two separate sets of documents would be produced (one reserved for confidential use by the Court and the Parties, and the other to be made public, with any information that might lead to the identification of the protected witnesses having been deleted).

The Parties were informed that the Court had decided to prescribe the following measures to ensure the integrity of the testimony and statements of the witnesses and witness-experts: (i) the witnesses and witness-experts would have to remain out of court both before and after their testimony/statements; (ii) the written testimony/statements of witnesses and witness-experts announced by the Parties (whether or not they appeared at the hearings), as well as the verbatim records of the hearings at which the witnesses and witness-experts were examined, would be published only after the closure of the oral proceedings (in redacted form in the case of protected witnesses); (iii) the Parties would have to ensure that the witnesses and witness-experts did not have access to the evidence given by other witnesses and witness-experts before the closure of the oral proceedings; (iv) the Parties would further have to ensure that the witnesses and witness-experts would not be otherwise informed of the testimony/statements of other witnesses and witness-experts, and that they would have no contact which could compromise their independence or breach the terms of their solemn declaration; (v) if the Court were to decide that, in general, the annexes to the main pleadings (containing a number of written testimonies on disputed events in the case) should be made available to the public, they would only be published after the closure of the oral proceedings; and (vi) the public could attend the examinations (except the closed sittings), but would be requested not to divulge the content of the testimony/statements until the oral proceedings had closed; the same would apply to the media, who would have to subscribe to a code of conduct under the terms of which they would be allowed to take photographs and make sound recordings, on the express condition that they did not make public the content of the testimony/statements before the oral proceedings had closed.

Integrity of the statements

Objet	Règlement Disposition et décision y afférente
<i>Diffusion des audiences</i>	S'agissant de la question de la diffusion des audiences, il a été indiqué aux Parties que la Cour avait décidé que les auditions des témoins et témoins-experts, protégés ou non, ne seraient pas diffusées sur l'Internet.
Langue des dépositions faites en audience	<p data-bbox="667 391 891 422">Article 70, paragraphe 2</p> <p data-bbox="497 456 1030 511"><i>Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Croatie c. Serbie)</i></p> <p data-bbox="497 524 1030 680">La Croatie⁶ ayant informé la Cour que les témoins et témoins-experts qui comparaitraient s'exprimeraient tous en croate, à l'exception de l'un d'eux qui s'exprimerait en serbe, il lui a été demandé d'indiquer les dispositions qu'elle entendait prendre pour assurer l'interprétation, dans l'une des langues officielles de la Cour, des dépositions.</p> <p data-bbox="497 693 1030 1166">Il a été décidé que, lorsqu'un témoin ou témoin-expert s'exprimerait en croate ou en serbe, sa déposition ou son exposé écrit ferait l'objet d'une interprétation consécutive vers l'anglais, grâce aux interprètes dont les services seraient fournis par la Croatie. Les interprètes retenus par le Greffe en assureraient simultanément l'interprétation vers le français. Conformément au paragraphe 2 de l'article 70 du Règlement de la Cour, l'interprétation faite par les interprètes fournis par la Croatie serait contrôlée par des interprètes retenus par le Greffe. Ces interprètes porteraient immédiatement à l'attention du président tout problème grave lié à l'interprétation entre le croate ou le serbe et l'anglais. Les représentants de la Serbie seraient autorisés à procéder au contre-interrogatoire des témoins-experts directement en croate ou en serbe, mais ces derniers seraient priés d'attendre, avant de répondre, la fin de l'interprétation de la question vers l'anglais.</p>
Mesures conservatoires	<p data-bbox="651 1179 874 1210">Article 74, paragraphe 4</p> <p data-bbox="497 1233 1030 1288"><i>Questions concernant la saisie et la détention de certains documents et données (Timor-Leste c. Australie)</i></p> <p data-bbox="497 1301 1030 1494">Par lettre datée du 18 décembre 2013, le président de la Cour a appelé l'Australie à « agir de manière que toute ordonnance de la Cour sur la demande en indication de mesures conservatoires puisse avoir les effets voulus et, en particulier, [à] s'abstenir de tout acte qui pourrait porter préjudice aux droits que la République démocratique du Timor-Leste invoque en la présente procédure ».</p>

⁶ Dans cette même affaire, la Serbie a également présenté des témoins et un témoin-expert au soutien de sa demande reconventionnelle. La Croatie a toutefois indiqué qu'elle ne désirait pas procéder à leur contre-interrogatoire. La Cour n'ayant elle-même pas souhaité leur poser de question, les intéressés n'ont pas été entendus.

Rules of Court	Subject
Provision and related decision	Subject
<p>On the question of the broadcasting of the hearings, the Parties were notified that the Court had decided that the examinations of the witnesses and witness-experts, whether or not protected, would not be broadcast on the Internet.</p>	<p><i>Broadcasting of the hearings</i></p>
<p>Article 70, paragraph 2</p> <p><i>Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Croatia v. Serbia)</i></p>	<p>Language of evidence given at hearings</p>
<p>Croatia⁶ having informed the Court that the witnesses and witness-experts who would testify would all speak in Croatian, with the exception of one who would speak Serbian, it was asked to state what arrangements it planned to make for the interpretation of the evidence into one of the Court's official languages.</p> <p>It was decided that when a witness or witness-expert was to give evidence in Croatian or Serbian, his or her testimony/statement would be consecutively interpreted by interpreters provided by Croatia into English. That English version would be simultaneously interpreted into French by interpreters provided by the Registry. Pursuant to Article 70, paragraph 2, of the Rules of Court, the interpretation made by interpreters provided by Croatia would be verified by interpreters provided by the Registry. These interpreters would immediately bring to the President's attention any serious problem with the interpretation between Croatian or Serbian and English. Serbia's representatives were allowed to cross-examine the witness-experts in Croatian or Serbian directly, but before starting to answer, the witness-experts would be asked to wait for the end of the interpretation of the question into English.</p>	
<p>Article 74, paragraph 4</p> <p><i>Questions relating to the Seizure and Detention of Certain Documents and Data (Timor-Leste v. Australia)</i></p>	<p>Provisional measures</p>
<p>By a letter dated 18 December 2013, the President of the Court called upon Australia "to act in such a way as to enable any Order the Court will make on the request for provisional measures to have its appropriate effects, in particular to refrain from any act which might cause prejudice to the rights claimed by the Democratic Republic of Timor-Leste in the present proceedings".</p>	

⁶ In the same case, Serbia also called witnesses and a witness-expert in support of its counter-claim. However, since Croatia indicated that it did not wish to conduct a cross-examination, and the Court itself had no questions to put to them, the individuals in question were not heard.

Objet	Règlement Disposition et décision y afférente
Contenu des pièces de procédure	<p data-bbox="629 256 899 283">Article 79, paragraphes 2 et 3</p> <p data-bbox="497 318 1032 396"><i>Obligations relatives à des négociations concernant la cessation de la course aux armes nucléaires et le désarmement nucléaire (Iles Marshall c. Inde)</i></p> <p data-bbox="497 405 1032 644">L'Inde ayant fait savoir qu'elle estimait que la Cour n'avait pas compétence pour connaître du différend allégué, la Cour a, par une ordonnance du 16 juin 2014, jugé qu'il était nécessaire de régler en premier lieu cette question et qu'il devait, en conséquence, y être statué séparément, avant toute procédure sur le fond. A cette fin, la Cour, par ladite ordonnance, a fixé les dates d'expiration des délais pour le dépôt du mémoire des Iles Marshall et du contre-mémoire de l'Inde sur la question de sa compétence.</p> <p data-bbox="497 657 1032 735"><i>Obligations relatives à des négociations concernant la cessation de la course aux armes nucléaires et le désarmement nucléaire (Iles Marshall c. Pakistan)</i></p> <p data-bbox="497 748 1032 1039">Le Pakistan ayant fait savoir qu'il estimait que la Cour n'avait pas compétence pour connaître du différend allégué et que la requête était irrecevable, le président de la Cour a, par une ordonnance du 10 juillet 2014, décidé qu'il était nécessaire de régler en premier lieu ces questions et qu'il devait, en conséquence, y être statué séparément, avant toute procédure sur le fond. A cette fin, le président, par ladite ordonnance, a fixé les dates d'expiration des délais pour le dépôt du mémoire des Iles Marshall et du contre-mémoire du Pakistan sur les questions de la compétence de la Cour et de la recevabilité de la requête.</p>
Contenu de l'arrêt	<p data-bbox="652 1051 876 1079">Article 95, paragraphe 1</p> <p data-bbox="497 1092 1032 1170"><i>Demande en interprétation de l'arrêt du 15 juin 1962 en l'affaire du Temple de Préah Vihéar (Cambodge c. Thaïlande) (Cambodge c. Thaïlande)</i></p> <p data-bbox="497 1183 1032 1368">En l'espèce, la Cour a dit que, selon cette disposition, le sommaire n'est pas l'un des éléments constitutifs de l'arrêt, dont il ne fait pas partie. Elle a précisé qu'il a pour unique objet de donner au lecteur une vue d'ensemble des points examinés dans une décision et qu'il ne s'agit pas d'un résumé faisant autorité de ce que la Cour a effectivement décidé (<i>arrêt, C.I.J. Recueil 2013, p. 307, par. 73</i>).</p>

B. Composition

L'organisation de la Cour est régie par les articles 2 à 33 de son Statut ainsi que par les articles 1 à 18 et 32 à 37 de son Règlement.

1. Les membres de la Cour

La Cour comprend 15 membres (Statut, art. 3, par. 1).

Rules of Court	
Provision and related decision	Subject
Article 79, paragraphs 2 and 3	Contents of the written pleadings
<i>Obligations concerning Negotiations relating to Cessation of the Nuclear Arms Race and to Nuclear Disarmament (Marshall Islands v. India)</i>	
<p>India having indicated that it considered that the Court did not have jurisdiction in the alleged dispute, the Court, in an Order of 16 June 2014, found that it was necessary to resolve that question first of all, which should accordingly be separately determined before any proceedings on the merits. For that purpose, by the same Order, the Court fixed the time-limits for the filing of a Memorial by the Marshall Islands and a Counter-Memorial by India on the question of its jurisdiction.</p>	
<i>Obligations concerning Negotiations relating to Cessation of the Nuclear Arms Race and to Nuclear Disarmament (Marshall Islands v. Pakistan)</i>	
<p>Pakistan having indicated that it considered that the Court lacked jurisdiction in the alleged dispute and that the Application was inadmissible, the President of the Court, in an Order of 10 July 2014, decided that it was necessary to resolve those questions first of all, which should accordingly be separately determined before any proceedings on the merits. For that purpose, by the same Order, the President fixed the time-limits for the filing of a Memorial by the Marshall Islands and a Counter-Memorial by Pakistan on the questions of the jurisdiction of the Court and the admissibility of the Application.</p>	
Article 95, paragraph 1	Contents of the Judgment
<i>Request for Interpretation of the Judgment of 15 June 1962 in the Case concerning the Temple of Preah Vihear (Cambodia v. Thailand) (Cambodia v. Thailand)</i>	
<p>In these proceedings, the Court stated that, under this provision, the headnote was not one of the elements of the Judgment and it did not form part thereof. The purpose of the headnote was only to give the reader a general indication of the points examined in a decision; it did not constitute an authoritative summary of what the Court had actually said (<i>Judgment, I.C.J. Reports 2013</i>, p. 307, para. 73).</p>	

B. Composition

The organization of the Court is governed by Articles 2-33 of its Statute and Articles 1 to 18 and 32 to 37 of the Rules of Court.

1. Members of the Court

The Court consists of 15 Members (Statute, Art. 3, para. 1).

Au 31 juillet 2014, la Cour, dont la photographie figure au dos de la page 30, était composée comme suit.

Ordre de préséance	Pays	Date d'expiration du mandat
M. P. Tomka, <i>président</i>	Slovaquie	5 février 2021
M. B. Sepúlveda-Amor, <i>vice-président</i>	Mexique	5 février 2015
M. H. Owada	Japon	5 février 2021
M. R. Abraham	France	5 février 2018
M. K. Keith	Nouvelle-Zélande	5 février 2015
M. M. Bennouna	Maroc	5 février 2015
M. L. Skotnikov	Fédération de Russie	5 février 2015
M. A. A. Cançado Trindade	Brésil	5 février 2018
M. A. A. Yusuf	Somalie	5 février 2018
Sir Christopher Greenwood	Royaume-Uni	5 février 2018
M ^{me} Xue Hanqin	Chine	5 février 2021
M ^{me} J. E. Donoghue	Etats-Unis d'Amérique	5 février 2015
M. G. Gaja	Italie	5 février 2021
M ^{me} J. Sebutinde	Ouganda	5 février 2021
M. D. Bhandari	Inde	5 février 2018

Les membres de la Cour sont élus pour neuf ans et leur renouvellement a lieu par tiers tous les trois ans; ils sont rééligibles (Statut, art. 13). Si un siège devient vacant, il est procédé à une élection et le nouveau juge achève le terme du mandat de son prédécesseur (Statut, art. 14-15). Tel est actuellement le cas de M. le juge Dalveer Bhandari (Inde), qui a été élu le 27 avril 2012 à la suite de la démission de M. Awn Shawkat Al-Khasawneh (Jordanie), ancien juge et ancien vice-président de la Cour.

Pour chaque élection, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies dresse une liste des personnes désignées conformément aux articles 5 et 6 du Statut (Statut, art. 7). Les membres de la Cour sont élus par l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité des Nations Unies, qui procèdent indépendamment et en même temps (Statut, art. 8-12). Les Etats parties au Statut de la Cour qui ne sont pas membres de l'Organisation des Nations Unies participent à l'élection, à l'Assemblée générale, de la même manière que les Membres de l'Organisation (résolution 264 (III) de l'Assemblée générale en date du 8 octobre 1948).

Les membres de la Cour élus durant la même session de l'Assemblée générale et entrant en fonctions à la même date prennent rang entre eux d'après l'ancienneté d'âge; les membres élus au cours d'une session antérieure ont la préséance; en cas de réélection immédiate, un membre conserve son rang antérieur (Règlement, art. 3, par. 2-4).

On 31 July 2014, the composition of the Court was as follows (see the photograph on page following page 30).

Order of precedence	Country	Date of expiry of term of office
Judge P. Tomka, <i>President</i>	Slovakia	5 February 2021
Judge B. Sepúlveda-Amor, <i>Vice-President</i>	Mexico	5 February 2015
Judge H. Owada	Japan	5 February 2021
Judge R. Abraham	France	5 February 2018
Judge K. Keith	New Zealand	5 February 2015
Judge M. Bennouna	Morocco	5 February 2015
Judge L. Skotnikov	Russian Federation	5 February 2015
Judge A. A. Cançado Trindade	Brazil	5 February 2018
Judge A. A. Yusuf	Somalia	5 February 2018
Judge Christopher Greenwood	United Kingdom	5 February 2018
Judge Xue Hanqin	China	5 February 2021
Judge J. E. Donoghue	United States of America	5 February 2015
Judge G. Gaja	Italy	5 February 2021
Judge J. Sebutinde	Uganda	5 February 2021
Judge D. Bhandari	India	5 February 2018

The Members of the Court are elected for nine years, one third of the total number of judges being elected every three years; they may be re-elected (Statute, Art. 13). In the event of a vacancy, an election is held and the new judge holds office for the remainder of his predecessor's term (Statute, Arts. 14-15). This is currently the case of Judge Dalveer Bhandari (India), who was elected on 27 April 2012 following the resignation of Mr. Awn Shawkat Al-Khasawneh (Jordan), former judge and Vice-President of the Court.

For each election, the Secretary-General of the United Nations prepares a list of the persons nominated in accordance with Articles 5 and 6 of the Statute (Statute, Art. 7). The Members of the Court are elected by the General Assembly and the Security Council of the United Nations, proceeding independently of each other and simultaneously (Statute, Arts. 8-12). The States parties to the Statute of the Court which are not members of the United Nations take part in the election by the General Assembly in the same manner as Members of the United Nations (General Assembly resolution 264 (III) of 8 October 1948).

Members of the Court elected during the same session of the General Assembly whose terms of office begin on the same date take precedence according to seniority of age; Members elected at a previous session take precedence; in the event of immediate re-election a Member retains his former precedence (Rules, Art. 3, paras. 2-4).

Au cours de la période considérée aux fins du présent *Annuaire-Yearbook*, la composition de la Cour n'a connu aucune modification.

Les biographies des membres de la Cour sont disponibles dans l'*Annuaire 2011-2012* (p. 14-67) ainsi que sur le site Internet de la CIJ. Dorénavant, seule une version courte des biographies des juges élus durant la période considérée sera reproduite dans l'*Annuaire-Yearbook*.

Les biographies de l'ensemble des membres de la Cour et juges *ad hoc* en fonctions seront publiées dans un nouvel opuscule.

Une liste complète de tous les anciens membres de la Cour, indiquant leur nationalité et la période durant laquelle ils ont exercé leurs fonctions, se trouve à l'annexe 2 du présent *Annuaire-Yearbook* (p. 125), ainsi que sur le site Internet de la CIJ.

La Cour nomme son président et son vice-président, qui, élus pour trois ans, prennent rang avant les autres juges (Statut, art. 21, par. 1 ; Règlement, art. 3, par. 5, art. 10-14, art. 18, par. 2, et art. 32).

Une liste complète de tous les anciens présidents et vice-présidents de la Cour se trouve à l'annexe 3 du présent ouvrage (p. 128), ainsi que sur le site Internet de la CIJ.

2. Les juges ad hoc

Si, dans une affaire, la Cour ou une chambre de la Cour compte sur le siège un juge de la nationalité de l'une des parties à une affaire, toute autre partie peut désigner une personne de son choix pour siéger comme juge; de même, si la Cour ou une chambre de la Cour ne compte sur le siège aucun juge de la nationalité des parties, chacune d'elles peut en désigner un (Statut, art. 31 ; Règlement, art. 7-8, art. 17, par. 2, art. 35-37, art. 91, par. 2, et art. 102, par. 3 ; Instruction de procédure VII).

Lorsque plusieurs parties font cause commune, elles ne comptent à cet égard que pour une seule (Statut, art. 31, par. 5 ; Règlement, art. 36 et art. 37, par. 2). Il en est par exemple allé ainsi dans les affaires relatives à la *Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. Allemagne)* (*Serbie-et-Monténégro c. Belgique*) (*Serbie-et-Monténégro c. Canada*) (*Serbie-et-Monténégro c. France*) (*Serbie-et-Monténégro c. Italie*) (*Serbie-et-Monténégro c. Pays-Bas*) (*Serbie-et-Monténégro c. Portugal*) et (*Serbie-et-Monténégro c. Royaume-Uni*), en lesquelles la Cour a décidé que, compte tenu de la présence sur le siège de juges de nationalités britannique, française et néerlandaise, les juges *ad hoc* désignés par les Etats défendeurs ne devraient pas siéger dans la phase relative aux exceptions préliminaires.

Un juge *ad hoc* n'est pas nécessairement tenu d'avoir la nationalité de l'Etat qui le désigne (et ne l'a souvent pas).

Figurent ci-après les noms des juges *ad hoc* siégeant dans des affaires actuellement pendantes devant la Cour (sauf mention contraire, ils ont la nationalité de la partie qui les a désignés). On notera que, entre le 1^{er} août 2013 et le 31 juillet 2014, six juges *ad hoc* ont été désignés; leurs noms sont suivis d'un astérisque.

Affaire(s)	Juge(s) <i>ad hoc</i> désigné(s)
<i>Activités armées sur le territoire du Congo (République démocratique du Congo c. Ouganda)</i>	Désigné par la République démocratique du Congo : M. J. Verhoeven (Belgique)

There have been no changes in the composition of the Court during the period under review in this *Annuaire-Yearbook*.

Biographies of Members of the Court can be found in the *Yearbook 2011-2012* (pp. 14-63) and on the ICJ website. Only an abridged version of the biographies of the judges elected during the period under review will be reproduced in the *Annuaire-Yearbook* from now on.

More complete biographies of all the present Members of the Court and judges *ad hoc* will be featured in a new publication.

A full list of all former Members of the Court, including their nationalities and terms in office, can be found in Annex 2 of this *Annuaire-Yearbook* (p. 125) and on the ICJ website.

The Court elects its President and Vice-President; they are both elected for three years and take precedence over the other judges (Statute, Art. 21, para. 1; Rules, Art. 3, para. 5, Arts. 10-14, Art. 18, para. 2, and Art. 32).

A full list of all former Presidents and Vice-Presidents of the Court can be found in Annex 3 of this *Annuaire-Yearbook* (p. 128) and on the ICJ website.

2. Judges *ad hoc*

If in a case the Court, or a chamber of the Court, includes upon the Bench a judge of the nationality of one of the parties, any other party may choose a person to sit as judge; similarly, if the Court or the chamber includes upon the Bench no judge of the nationality of the parties, each of these parties may choose a judge (Statute, Art. 31; Rules, Arts. 7-8, Art. 17, para. 2, Arts. 35-37, Art. 91, para. 2, and Art. 102, para. 3; Practice Direction VII).

Should there be several parties in the same interest they are reckoned for this purpose as one party only (Statute, Art. 31, para. 5; Rules, Art. 36 and Art. 37, para. 2). This was so, for example, in the cases concerning the *Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro v. Belgium)* (*Serbia and Montenegro v. Canada*) (*Serbia and Montenegro v. France*) (*Serbia and Montenegro v. Germany*) (*Serbia and Montenegro v. Italy*) (*Serbia and Montenegro v. Netherlands*) (*Serbia and Montenegro v. Portugal*) and (*Serbia and Montenegro v. United Kingdom*), in which the Court decided that, taking account of the presence of judges of British, Dutch and French nationality on the Bench, the judges *ad hoc* chosen by the respondent States should not sit during the preliminary objections phase.

A judge *ad hoc* does not necessarily have to have (and often does not have) the nationality of the designating State.

Listed below are the names of the judges *ad hoc* sitting in cases currently pending before the Court (unless otherwise indicated, they hold the nationality of the appointing party). It will be noted that, between 1 August 2013 and 31 July 2014, six judges *ad hoc* were chosen; their names are followed by an asterisk.

Case(s)	Judge(s) <i>ad hoc</i> chosen
<i>Armed Activities on the Territory of the Congo (Democratic Republic of the Congo v. Uganda)</i>	Chosen by the Democratic Republic of the Congo: Mr. J. Verhoeven (Belgium)

Affaire(s)	Juge(s) <i>ad hoc</i> désigné(s)
<i>Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Croatie c. Serbie)</i>	Désigné par la Croatie : M. B. Vukas Désigné par la Serbie : M. M. Kreća
<i>Différend maritime (Pérou c. Chili)</i>	Désigné par le Pérou : M. G. Guillaume (France) Désigné par le Chili : M. F. Orrego Vicuña
<i>Epanverages aériens d'herbicides (Equateur c. Colombie)</i>	Désigné par l'Equateur : M. R. E. Vinuesa (Argentine) Désigné par la Colombie : M. J.-P. Cot (France)
<i>Chasse à la baleine dans l'Antarctique (Australie c. Japon; Nouvelle-Zélande (intervenant))</i>	Désignée par l'Australie : M ^{me} H. Charlesworth
<i>Certaines activités menées par le Nicaragua dans la région frontalière (Costa Rica c. Nicaragua) — Construction d'une route au Costa Rica le long du fleuve San Juan (Nicaragua c. Costa Rica)</i>	Désigné par le Costa Rica : M. J. Dugard (Afrique du Sud) Désigné par le Nicaragua : M. G. Guillaume (France)
<i>Demande en interprétation de l'arrêt du 15 juin 1962 en l'affaire du Temple de Préah Vihear (Cambodge c. Thaïlande) (Cambodge c. Thaïlande)</i>	Désigné par le Cambodge : M. G. Guillaume (France) Désigné par la Thaïlande : M. J.-P. Cot (France)
<i>Obligation de négocier un accès à l'océan Pacifique (Bolivie c. Chili)</i>	Désigné par la Bolivie : M. Y. Daudet (France) Désignée par le Chili : M ^{me} L. Arbour* (Canada)
<i>Question de la délimitation du plateau continental entre le Nicaragua et la Colombie au-delà de 200 milles marins de la côte nicaraguayenne (Nicaragua c. Colombie)</i>	Désigné par la Colombie : M. Ch. Brower* (Etats-Unis d'Amérique)
<i>Violations alléguées de droits souverains et d'espaces maritimes dans la mer des Caraïbes (Nicaragua c. Colombie)</i>	Désigné par le Nicaragua : M. G. Guillaume* (France)
<i>Questions concernant la saisie et la détention de certains documents et données (Timor-Leste c. Australie)</i>	Désigné par le Timor-Leste : M. J.-P. Cot* (France) Désigné par l'Australie : M. I. Callinan*
<i>Délimitation maritime dans la mer des Caraïbes et l'océan Pacifique (Costa Rica c. Nicaragua)</i>	Désigné par le Costa Rica : M. B. Simma* (Allemagne)

La liste complète des personnes ayant exercé les fonctions de juge *ad hoc* à la Cour se trouve à l'annexe 4 du présent *Annuaire-Yearbook* (p. 130), ainsi que sur le site Internet de la CIJ.

Figurent ci-après (p. 42-48) les biographies des juges *ad hoc* désignés entre le 1^{er} août 2013 et le 31 juillet 2014.

Case(s)	Judge(s) <i>ad hoc</i> chosen
<i>Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Croatia v. Serbia)</i>	Chosen by Croatia: Mr. B. Vukas Chosen by Serbia: Mr. M. Kreća
<i>Maritime Dispute (Peru v. Chile)</i>	Chosen by Peru: Mr. G. Guillaume (France) Chosen by Chile: Mr. F. Orrego Vicuña
<i>Aerial Herbicide Spraying (Ecuador v. Colombia)</i>	Chosen by Ecuador: Mr. R. E. Vinuesa (Argentina) Chosen by Colombia: Mr. J.-P. Cot (France)
<i>Whaling in the Antarctic (Australia v. Japan: New Zealand intervening)</i>	Chosen by Australia: Ms H. Charlesworth
<i>Certain Activities Carried Out by Nicaragua in the Border Area (Costa Rica v. Nicaragua) — Construction of a Road in Costa Rica along the San Juan River (Nicaragua v. Costa Rica)</i>	Chosen by Costa Rica: Mr. J. Dugard (South Africa) Chosen by Nicaragua: Mr. G. Guillaume (France)
<i>Request for Interpretation of the Judgment of 15 June 1962 in the Case concerning the Temple of Preah Vihear (Cambodia v. Thailand) (Cambodia v. Thailand)</i>	Chosen by Cambodia: Mr. G. Guillaume (France) Chosen by Thailand: Mr. J.-P. Cot (France)
<i>Obligation to Negotiate Access to the Pacific Ocean (Bolivia v. Chile)</i>	Chosen by Bolivia: Mr. Y. Daudet (France) Chosen by Chile: Ms L. Arbour* (Canada)
<i>Question of the Delimitation of the Continental Shelf between Nicaragua and Colombia beyond 200 Nautical Miles from the Nicaraguan Coast (Nicaragua v. Colombia)</i>	Chosen by Colombia: Mr. Ch. Brower* (United States of America)
<i>Alleged Violations of Sovereign Rights and Maritime Spaces in the Caribbean Sea (Nicaragua v. Colombia)</i>	Chosen by Nicaragua: Mr. G. Guillaume* (France)
<i>Questions relating to the Seizure and Detention of Certain Documents and Data (Timor-Leste v. Australia)</i>	Chosen by Timor-Leste: Mr. J.-P. Cot* (France) Chosen by Australia: Mr. I. Callinan*
<i>Maritime Delimitation in the Caribbean Sea and the Pacific Ocean (Costa Rica v. Nicaragua)</i>	Chosen by Costa Rica: Mr. B. Simma* (Germany)

The full list of judges *ad hoc* having served at the Court can be found in Annex 4 (p. 130) of this *Annuaire-Yearbook* and on the ICJ website.

The biographies of judges *ad hoc* chosen between 1 August 2013 and 31 July 2014 are reproduced below (pp. 42-48).

M. Gilbert GUILLAUME

Né à Bois-Colombes (France) le 4 décembre 1930.

Licencié en droit (Université de Paris). Diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris. Diplômé d'études supérieures d'économie politique et de science économique (Université de Paris). Ancien élève de l'École nationale d'administration.

Membre du Conseil d'Etat français en qualité d'auditeur (1957), puis de maître des requêtes (1963) et de conseiller d'Etat (1981-1996).

Conseiller juridique du secrétariat général à l'aviation civile (1968-1979); représentant de la France au comité juridique de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) (1968-1979) et président de ce comité (1971-1975); délégué aux conférences diplomatiques sur la répression des actes illicites dirigés contre l'aviation civile (Montréal, 1971) et la sécurité aérienne (Rome, 1973); président de la conférence diplomatique sur la responsabilité contractuelle du transporteur aérien (Montréal, 1975); chef de la délégation française aux conférences diplomatiques sur la responsabilité du transporteur aérien à l'égard des tiers (Montréal, 1978) et sur le non-recours à la force contre les aéronefs civils (Montréal, 1984).

Président de la commission de conciliation de l'Organisation de coopération et de développement économiques (1973-1978); membre de la commission de recours de l'Agence spatiale européenne (1975-1978); directeur des affaires juridiques de l'Organisation de coopération et de développement économiques (1979).

Directeur des affaires juridiques au ministère français des affaires étrangères (1979-1987).

Conseil de la France dans l'arbitrage entre la France et les Etats-Unis d'Amérique sur l'accord aérien franco-américain (1978); agent de la France dans l'arbitrage entre la France et le Canada sur l'accord de pêche franco-canadien (1986); agent de la France dans de nombreuses affaires devant la Cour de justice des Communautés européennes et devant la Commission et la Cour européenne des droits de l'homme. Représentant de la France à la commission centrale pour la navigation du Rhin (1979-1987), président de la commission centrale pour la navigation du Rhin (1981-1982). Représentant de la France au comité consultatif juridique afro-asiatique (1980-1987).

Délégué de la France à l'Assemblée générale des Nations Unies (Sixième Commission) (1982-1987); chef de la délégation française à la troisième conférence des Nations Unies sur le droit de la mer (1982), à la conférence des Nations Unies sur la succession d'Etats en matière de biens, d'archives et de dettes d'Etat (Vienne, 1983) et à la conférence des Nations Unies sur le droit des traités entre Etats et organisations internationales ou entre organisations internationales (Vienne, 1986).

Membre de la Cour internationale de Justice du 14 septembre 1987 au 11 février 2005; président de la Cour de 2000 à 2003 (voir annexe 6, p. 144). Juge *ad hoc* dans plusieurs affaires (voir annexe 4, p. 130). Membre de la Cour permanente d'arbitrage (depuis 1980). Arbitre désigné par l'Organisation internationale de télécommunications par satellite (INTELSAT) et le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI).

Membre de l'Institut de France (Académie des sciences morales et politiques). Membre de l'Académie de marine. Membre de l'Académie de l'air et de l'espace.

Président d'honneur de la branche française de l'Association de droit international (ADI). Ancien premier vice-président de l'Institut de droit international. Vice-président de la Société française pour le droit international. Président d'honneur de la Société française de droit aérien et spatial. Membre de l'Académie internationale de droit comparé. Membre du comité scientifique de la *Revue générale de droit international public* et du comité de direction de l'*Annuaire français de droit international*.

Auteur de nombreux ouvrages et articles.

Docteur *honoris causa* de nombreuses universités.

Grand officier de la Légion d'honneur. Nombreuses autres décorations françaises et étrangères. ■

Mr. Gilbert GUILLAUME

Born in Bois-Colombes, France, on 4 December 1930.

Licence (Bachelor's degree) in Law, University of Paris. *Diplôme* from the Paris Institute of Political Studies; *Diplôme d'études supérieures d'économie politique et de science économique* (Diploma of Advanced Studies in Political Economy and Economic Science), University of Paris. Alumnus of the Ecole nationale d'administration.

Member of the French Council of State, as Auditeur (1957), then Maître des Requêtes (1963), and most recently Councillor of State (1981-1996).

Legal Adviser to the State Secretariat for Civil Aviation (1968-1979); French Representative on the Legal Committee of the International Civil Aviation Organization (ICAO) (1968-1979) and Chairman of the Committee (1971-1975); delegate to the diplomatic conferences on the suppression of unlawful acts against the safety of civil aircraft (Montreal, 1971) and air safety (Rome, 1973); President of the diplomatic conference on the liability of the carrier (Montreal, 1975); Head of the French delegations to the diplomatic conferences on the liability of the carrier vis-à-vis third parties (Montreal, 1978) and the non-use of force against civil aircraft (Montreal, 1984).

Chairman of the Conciliation Commission, Organisation for Economic Co-operation and Development (1973-1978); Member of the European Space Agency Appeals Board (1975-1978); Director of Legal Affairs, Organisation for Economic Co-operation and Development (1979).

Director of Legal Affairs, French Ministry of Foreign Affairs (1979-1987).

Counsel for France in the arbitration proceedings between France and the United States over the Franco-American air agreement (1978); Agent for France in the arbitration proceedings between France and Canada over the Franco-Canadian fisheries agreement (1986); Agent for France in numerous cases before the Court of Justice of the European Communities and the European Commission and Court of Human Rights. French Representative on the Central Commission for the Navigation of the Rhine (1979-1987); Chairman of the Central Commission for the Navigation of the Rhine (1981-1982). French Representative on the Asian-African Legal Consultative Committee (1980-1987).

French delegate to the General Assembly of the United Nations (Sixth Committee) (1982-1987); Head of the French delegation to the Third United Nations Conference on the Law of the Sea (1982), the United Nations Conference on Succession of States in Respect of State Property, Archives and Debts (Vienna, 1983) and the United Nations Conference on the Law of Treaties between States and International Organizations or between International Organizations (Vienna, 1986).

Member of the International Court of Justice from 14 September 1987 to 11 February 2005; President of the Court from 2000 to 2003 (see Annex 6, p. 144). Judge *ad hoc* in a number of cases (see Annex 4, p. 130). Member of the Permanent Court of Arbitration (since 1980). Designated arbitrator by the International Telecommunications Satellite Organization (INTELSAT) and the International Centre for Settlement of Investment Disputes (ICSID).

Member of the Institut de France (Académie des sciences morales et politiques). Member of the Académie de marine. Member of the Académie de l'air et de l'espace.

Honorary President of the French branch of the International Law Association (ILA). Former First Vice-President of the Institute of International Law. Member of the Institute of International Law. Vice-President of the French Society for International Law. Honorary Chairman of the French Society for Air and Space Law. Member of the International Academy of Comparative Law. Member of the Scientific Board of the *Revue générale de droit international public* and of the Board of Directors of the *Annuaire français de droit international*.

Author of numerous books and articles.

Doctorate *honoris causa* of many universities.

Grand officier of the Légion d'honneur. Many other French and foreign decorations. ■

M. Charles BROWER

Après huit années au sein du cabinet de droit international White & Case LLP de New York (1961-1969) en tant qu'avocat spécialisé aussi bien en droit commercial, notamment dans les procédures d'appel, qu'en droit pénal dans nombre de procès médiatisés, le juge Brower a démissionné de ses fonctions d'associé afin de rejoindre le département d'Etat des États-Unis à Washington, D.C., où, en tant que conseiller juridique par intérim, il a exercé pendant quatre ans (1969-1973) les fonctions de directeur juridique du département et d'avocat principal en droit international pour le Gouvernement américain. Il a ensuite réintégré White & Case LLP afin de codiriger l'ouverture du bureau de Washington, D.C. Spécialisé initialement dans le contentieux en droit administratif et en droit public, il finira par se consacrer presque exclusivement à des arbitrages internationaux d'envergure.

Depuis 1983, il est l'un des juges permanents du Tribunal des différends irano-américains, sis à La Haye (Pays-Bas), où il a siégé à temps complet entre 1984 et 1988. En 1987, il a interrompu son mandat pendant quelques mois afin d'occuper les fonctions de conseiller spécial adjoint du président Ronald Reagan. Tout en conservant ses attributions de juge à La Haye à temps partiel, le juge Brower est également redevenu associé du cabinet White & Case LLP dès 1988, avant de rejoindre 20 Essex Street Chambers.

Il a également été juge *ad hoc* auprès de la Cour interaméricaine des droits de l'homme, et inscrit sur la liste des experts de la Commission d'indemnisation des Nations Unies (CINU), ainsi que sur la liste des arbitres et des conciliateurs du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI, membre du groupe Banque mondiale). Il a représenté plusieurs gouvernements dans le cadre de procédures devant la Cour internationale de Justice et il figure sur la liste des arbitres de plusieurs institutions d'arbitrage dans le monde. Il a exercé des fonctions de conseil ou d'arbitre dans de nombreuses affaires portées sur tous les continents, principalement sous les juridictions de la CCI, de la CNUDCI, de la LCIA, de l'AAA, de la CINU, du CIRDI, de la CSC, de la fondation Arias et de la LMAA. A ce titre, il a travaillé sur de nombreux cas de différends commerciaux, ainsi que sur des questions de droit international public, notamment dans le secteur pétrolier et gazier, dans le cadre de grands projets d'infrastructures, d'expropriations ou d'autres différends en matière d'investissements, y compris au titre de traités d'investissement bilatéraux ou multilatéraux (tels que l'ALENA et le traité sur la charte de l'énergie).

Le juge Brower a également été président de l'American Society of International Law, Governor de l'American Bar Association, président de l'Institute for Transnational Arbitration et membre du conseil exécutif de l'Association de droit international. Il a publié de nombreux ouvrages et effectué plusieurs interventions dans le monde portant sur le droit international et sur le règlement des différends internationaux. Par ailleurs, il a été nommé Visiting Fellow à l'Université de Cambridge (Jesus College et Lauterpacht Research Centre for International Law) et recruté pour la chaire de John A. Ewald, Jr. Distinguished Visiting Professor à la faculté de droit de l'Université de Virginie. A compter du 1^{er} juillet 2015, il sera Distinguished Visiting Professor of Law à la faculté de droit de l'Université George Washington, à Washington, D.C. En 2009, le juge Brower s'est vu décerner la prestigieuse médaille Manley O. Hudson par l'American Society of International Law. En 2010, il a reçu le prix Stefan A. Riesenfeld de la faculté de droit de Berkeley de l'Université de Californie (Boalt Hall), en hommage à « sa carrière et sa contribution exceptionnelles dans le domaine du droit international ».

En 2013, il s'est vu décerner un prix pour l'ensemble de sa carrière (Lifetime Achievement Award) par la section droit international de l'American Bar Association, ainsi que le prix Pat Murphy de l'Institute for Transnational Arbitration du Center for American and International Law « pour contribution citoyenne exceptionnelle et carrière exemplaire dans le domaine de l'arbitrage international ». ■

Mr. Charles BROWER

Following eight years with the international law firm White & Case LLP in New York City (1961-1969), acting both as a commercial trial and appellate attorney and as criminal defense counsel in prominent cases, Judge Brower resigned his partnership to serve for four years (1969-1973) in the United States Department of State in Washington, D.C., where as Acting Legal Adviser he was the chief lawyer of the Department and principal international lawyer for the United States Government. Thereafter, he rejoined White & Case LLP, co-founding its Washington, D.C. office, where his practice, originally concentrated in the litigation of administrative and public law cases, came to be comprised almost exclusively of substantial international arbitrations.

He has served continuously since 1983 as a judge of the Iran-United States Claims Tribunal in The Hague, the Netherlands, where he sat full-time from 1984 to 1988. That service was interrupted for some months in 1987 by White House service as Deputy Special Counsellor to President Ronald Reagan. While continuing to serve in The Hague on a part-time basis, Judge Brower resumed partnership in White & Case LLP from 1988 until joining 20 Essex Street Chambers.

Judge Brower has served as judge *ad hoc* of the Inter-American Court of Human Rights, as a member of the Register of Experts of the United Nations Compensation Commission in Geneva (UNCC), and as a member of the Panels of Conciliators and Arbitrators of the International Centre for Settlement of Investment Disputes (ICSID) (a member of the World Bank Group). He has represented various governments in proceedings before the International Court of Justice and is a member of the panels of arbitrators of a number of arbitral institutions around the world. As counsel or arbitrator he has handled cases on all six continents, principally under the rules of the ICC, UNCITRAL, the LCIA, the AAA, the UNCC, ICSID, SCC, Arias and LMAA. These cases have involved a wide variety of commercial disputes as well as issues of public international law, particularly involving the oil and gas sector, major infrastructural projects, expropriations, and other investment disputes, including ones arising under both bilateral and multilateral investment treaties (such as NAFTA and the Energy Charter Treaty).

Judge Brower has served as President of the American Society of International Law, Governor of the American Bar Association, Chair of the Institute for Transnational Arbitration, and on the Executive Council of the International Law Association. He has published and spoken around the world on international law and international dispute resolution. He has been a Visiting Fellow at Cambridge University (Jesus College and the Lauterpacht Research Centre for International Law) and had been selected as John A. Ewald, Jr. Distinguished Visiting Professor at the University of Virginia School of Law. As from 1 July 2015 he will be Distinguished Visiting Professor of Law at George Washington University School of Law in Washington, D.C. In 2009 Judge Brower was awarded the American Society of International Law's prestigious Manley O. Hudson Medal. In 2010, Judge Brower received the Stefan A. Riesenfeld Award from the University of California's Berkeley School of Law (Boalt Hall) in recognition of "his outstanding achievements and contributions in the field of international law".

In 2013, he received both the Lifetime Achievement Award of the American Bar Association's Section of International Law and the Pat Murphy Award of the Institute for Transnational Arbitration of the Center for American and International Law "for exceptional civic contributions and extraordinary professional achievements in international arbitration". ■

M. IAN CALLINAN

M. Ian Callinan A.C., de nationalité australienne, est juge retraité de la Haute Cour d'Australie, juridiction suprême du pays. Admis au barreau du Queensland en 1965, il a été nommé Queen's Counsel en 1978. M. Callinan a été président de l'ordre des avocats du Queensland de 1984 à 1986 et président de l'ordre des avocats australiens en 1986. En 1997, il a été nommé juge à la Haute Cour d'Australie, où il a exercé ces fonctions jusqu'à sa retraite, en 2007.

Au cours de sa brillante carrière, à la fois comme avocat et comme juge, M. Callinan a traité d'affaires très diverses, touchant aussi bien au droit constitutionnel qu'au droit commercial ou au droit pénal, entre autres. Il a par ailleurs plaidé devant plusieurs commissions royales, devant la Haute Cour d'Australie et devant le conseil privé. C'est aujourd'hui un arbitre et un médiateur reconnus. Il est professeur de droit invité à l'Université du Queensland et est l'auteur de nombreux articles et analyses juridiques. M. Callinan est également membre honoraire de plusieurs ordres d'avocats. Il est l'auteur de romans et de pièces de théâtre. ■

MR. IAN CALLINAN

Mr. Ian Callinan A.C., of Australian nationality, is a retired justice of the highest court of Australia, its High Court. He was admitted to the Queensland Bar in 1965 and subsequently appointed Queen's Counsel in 1978. Mr. Callinan served as President of the Queensland Bar Association from 1984 to 1986 and as President of the Australian Bar Association in 1986. He was appointed Justice of the High Court of Australia in 1997 and continued to serve in that capacity until his retirement in 2007.

During his illustrious career, both as advocate and as judge, Mr. Callinan has dealt with wide ranging cases, covering, *inter alia*, constitutional, commercial and criminal law. In addition, he has appeared on several occasions before Royal Commissions, the High Court of Australia and the Privy Council. He continues to practice as a qualified arbitrator and mediator. Mr. Callinan is an adjunct Professor of Law at the University of Queensland and is the author of numerous law reviews and articles. Mr. Callinan is an honorary life member of several bar associations. He is a novelist and a playwright. ■

M. Jean-Pierre COT

Né le 23 octobre 1937.

Licence en droit; docteur en droit public de la faculté de droit de Paris (1955-1965); agrégé des facultés de droit et des sciences économiques (1966).

Professeur de droit public et de droit international et doyen, Université d'Amiens (1966-1969); professeur de droit public et de droit international, Université de Paris I (Panthéon-Sorbonne) (1969-1998); professeur émérite à l'Université de Paris I (depuis 1999); chercheur associé à l'Université libre de Bruxelles (depuis 1999).

Avocat et conseil devant la Cour internationale de Justice dans diverses affaires: *Différend frontalier (Burkina Faso/République du Mali)*; *Différend territorial (Jamahiriya arabe libyenne/Tchad)*; *Ile de Kasikili/Sedudu (Botswana/Namibie)*; *Activités armées sur le territoire du Congo (République démocratique du Congo c. Burundi)*; *Frontière terrestre et maritime entre le Cameroun et le Nigéria (Cameroun c. Nigéria; Guinée équatoriale (intervenant))* et *Souveraineté sur Pulau Ligitan et Pulau Sipadan (Indonésie/Malaisie)*.

Avocat et conseil, tribunal arbitral, France/UNESCO. Président ou membre de divers tribunaux arbitraux institués dans le cadre du Fonds européen de développement (FED) et de la Chambre de commerce internationale (CCI).

Juge *ad hoc* au Tribunal international du droit de la mer en l'affaire *Grand Prince (Belize c. France)* (2001), puis membre de ce tribunal (depuis 2002).

Juge *ad hoc* à la Cour internationale de Justice dans plusieurs affaires (voir annexe 4, p. 130).

Député de Savoie (France, 1973-1981). Ministre délégué, chargé de la coopération et du développement (France, 1981-1982). Président de la première conférence sur les pays les moins avancés (1981). Membre du Conseil exécutif de l'UNESCO (1983-1984). Membre du Parlement européen (1978-1979 et 1984-1999); président de la commission des budgets du Parlement européen (1984-1989); président du groupe socialiste au Parlement européen (1989-1994); vice-président du Parlement européen (1997-1999).

Membre de la Société française pour le droit international (président (2004-2012)).

Membre de tribunaux arbitraux (Bangladesh/Inde, Philippines/Chine).

Auteur de nombreux ouvrages et articles de droit international, de droit européen et de sciences politiques, et notamment de *La conciliation internationale*, 1968; et codirecteur de *La Charte des Nations Unies, commentaire article par article*, troisième édition (2005).

Chevalier de la Légion d'honneur. ■

Mr. Jean-Pierre COT

Born on 23 October 1937.

Licence en droit; Docteur en droit public, Paris Law Faculty (1955-1965); *Agrégé des facultés de droit et des sciences économiques* (1966).

Professor of Public and International Law and Dean, University of Amiens (1966-1969); Professor of Public and International Law, University of Paris I (Panthéon-Sorbonne) (1969-1998); Emeritus Professor, University of Paris I (since 1999); Associate Research Fellow, Université libre de Bruxelles (since 1999).

Counsel and advocate in a number of cases before the International Court of Justice: *Frontier Dispute (Burkina Faso/Republic of Mali)*; *Territorial Dispute (Libyan Arab Jamahiriya/Chad)*, *Kasikili/Sedudu Island (Botswana/Namibia)*; *Armed Activities on the Territory of the Congo (Democratic Republic of the Congo v. Burundi)*; *Land and Maritime Boundary between Cameroon and Nigeria (Cameroon v. Nigeria: Equatorial Guinea intervening)* and *Sovereignty over Pulau Ligitan and Pulau Sipadan (Indonesia/Malaysia)*.

Counsel and advocate, arbitral tribunal, France/UNESCO. President or member of various arbitral tribunals established within the framework of the European Development Fund (EDF) and the International Chamber of Commerce (ICC).

Judge *ad hoc* at the International Tribunal for the Law of the Sea in the *Grand Prince* case (*Belize v. France*) (2001), and member of the Tribunal since 2002.

Judge *ad hoc* at the International Court of Justice in a number of cases (see Annex 4, p. 130).

Member of Parliament for Savoie (France, 1973-1981). Minister, Co-operation and Development (France, 1981-1982). President of the first Conference on the Least Developed Countries (1981). Member of the Executive Board of UNESCO (1983-1984). Member of the European Parliament (1978-1979 and 1984-1999); President of the Budget Committee of the European Parliament (1984-1989); President of the Socialist Group of the European Parliament (1989-1994); Vice-President of the European Parliament (1997-1999).

Member of the Société française pour le droit international (President (2004-2012)).

Member of arbitral tribunals (Bangladesh/India, Philippines/China).

Author of numerous books and articles dealing with international law, European law and political science, in particular *La conciliation internationale*, 1968, and co-editor of *La Charte des Nations Unies, commentaire article par article*, third edition, 2005.

Chevalier de la Légion d'honneur. ■

M. Bruno SIMMA

Né à Quierschied (Sarre, Allemagne), le 29 mars 1941.

Doctorat en droit, Université d'Innsbruck, Autriche (1966). Assistant à la faculté de droit de l'Université d'Innsbruck (1967-1972). *Universitätsdozent (venia legendi)* en droit international et relations internationales (1971). Professeur de droit international et de droit communautaire européen, directeur de l'Institut de droit international de l'Université de Munich (1973-2003). Chargé de cours en droit international au centre de formation des jeunes diplomates, ministère allemand des affaires étrangères (1981-1989). Professeur invité à l'Université de Sienne, Italie (1984-1985). Professeur invité (1986 et 1995), professeur de droit (1987-1992, également nommé à Munich), membre de l'Affiliate Overseas Faculty et professeur dans le cadre du programme William W. Cook Global Law ((1997-2012); en congé pendant la durée de son mandat à la Cour internationale de Justice), professeur de droit (en congé) de la faculté de droit de l'Université du Michigan, Ann Arbor (Michigan) (1995 et cours général de droit international public en 2009), directeur d'études (1976 et 1982) à l'Académie de droit international de La Haye. Doyen de la faculté de droit de Munich (1995-1997).

Membre du comité des droits économiques, sociaux et culturels de l'Organisation des Nations Unies (1987-1996). Membre de la Commission du droit international des Nations Unies (1996-2003). Membre des conseils consultatifs du ministère allemand des affaires étrangères pour les questions relatives au droit international et à l'Organisation des Nations Unies (jusqu'en 2002).

Membre de la Cour internationale de Justice du 6 février 2003 au 5 février 2012. Juge *ad hoc* désigné par le Costa Rica dans l'affaire relative à la *Construction d'une route au Costa Rica le long du fleuve San Juan (Nicaragua c. Costa Rica)* (2011-2013 (démission par suite de la jonction d'instances)).

Membre du Tribunal des réclamations irano-américaines, à La Haye, depuis le 1^{er} décembre 2012.

Est intervenu activement en qualité d'avocat dans les affaires suivantes, portées devant la Cour internationale de Justice: *Frontière terrestre et maritime entre le Cameroun et le Nigéria (Cameroun c. Nigéria; Guinée équatoriale (intervenant))*, en qualité de conseil du Cameroun (1994-2002); *LaGrand (Allemagne c. Etats-Unis d'Amérique)*, en qualité de coagent et conseil de l'Allemagne (1999-2001) et *Certains biens (Liechtenstein c. Allemagne)*, en qualité de conseil de l'Allemagne (2001-2002).

Arbitre président dans les affaires suivantes :

Affaire *ARA Libertad (Argentine c. Ghana)*, portée devant la CPA et réglée en 2013; affaire *E.T.I. Euro Telecom International N.V. (Pays-Bas) c. Bolivie*, portée devant le CIRDI; affaire *Giordano Alpi [devenue Ambiente Ufficio] et autres c. République argentine*, portée devant le CIRDI; affaire *E.T.I. Euro Telecom International N.V. (Pays-Bas) c. Etat plurinational de Bolivie*, portée devant la CPA et conduite conformément au règlement d'arbitrage de la CNUDCI; affaire *Gazprom c. Lituanie*, portée devant la CPA et conduite conformément au règlement d'arbitrage de la CNUDCI; affaire *Bilcon of Delaware et al. c. Gouvernement du Canada*, portée devant la CPA et conduite en application de l'ALENA; affaire *Zelena N.V. et Energo-Zelena d.o.o. Indija c. République de Serbie*, portée devant le CIRDI; affaire *RENERGY S.a.r.l. c. Royaume d'Espagne*, portée devant le CIRDI.

Arbitre dans les affaires suivantes :

Affaire du *Rhin de fer* entre la Belgique et les Pays-Bas, portée devant la CPA; affaire des *Eaux de l'Indus Kishenganga* entre le Pakistan et l'Inde, portée devant la CPA; affaire *Railway Land* entre la Malaisie et Singapour, portée devant la CPA; affaire de l'*Arbitrage entre la République de Slovénie et la République de Croatie* (depuis 2012); affaire *JSC BTA Bank (Kazakhstan)*

Mr. Bruno SIMMA

Born in Quierschied (Saar), Germany, on 29 March 1941.

Doctorate of Law, University of Innsbruck, Austria (1966). Assistant at the Faculty of Law, University of Innsbruck (1967-1972). *Universitätsdozent (venia legendi)* for International Law and International Relations (1971). Professor of International Law and European Community Law, Director of the Institute of International Law, University of Munich (1973-2003). Lecturer for International Law at the Training Centre for Junior Diplomats, German Federal Foreign Ministry (1981-1989). Visiting Professor at the University of Siena, Italy (1984-1985). Visiting Professor (1986 and 1995), Professor of Law (1987-1992, on joint appointment with Munich), Member of the Affiliate Overseas Faculty and William W. Cook Global Law Professor ((1997-2012); on leave during tenure at the International Court of Justice). Professor of Law (currently on leave) of the University of Michigan Law School in Ann Arbor, Michigan (1995 and General Course in Public International Law in 2009), Director of Studies (1976 and 1982) at the Hague Academy of International Law. Dean of the Munich Faculty of Law (1995-1997).

Member of the United Nations Committee on Economic, Social and Cultural Rights (1987-1996). Member of the United Nations International Law Commission (1996-2003). Member of the Advisory Boards on International Law and on United Nations Issues of the German Federal Foreign Ministry (until 2002).

Judge at the International Court of Justice from 6 February 2003 to 5 February 2012. Judge *ad hoc* chosen by Costa Rica in the cases of *Construction of a Road in Costa Rica along the San Juan River (Nicaragua v. Costa Rica)* (2011-2013 (resignation due to merger of the case)).

Since 1 December 2012, judge at the Iran-United States Claims Tribunal at The Hague.

Was actively engaged as an advocate in the following cases before the International Court of Justice: *Land and Maritime Boundary between Cameroon and Nigeria (Cameroon v. Nigeria: Equatorial Guinea intervening)* as Counsel for Cameroon (1994-2002); *LaGrand (Germany v. United States of America)* as Co-Agent and Counsel for Germany (1999-2001) and *Certain Property (Liechtenstein v. Germany)* as Counsel for Germany (2001-2002).

Presiding Arbitrator:

PCA case *ARA Libertad (Argentina v. Ghana)*, settled in 2013; ICSID case *E.T.I. Euro Telecom International N.V. (Netherlands) v. Bolivia*; ICSID case *Giordano Alpi [later: Ambiente Ufficio] and Others v. Argentine Republic*; UNCITRAL/PCA case *E.T.I. Euro Telecom International N.V. (Netherlands) v. Plurinational State of Bolivia*; UNCITRAL/PCA case *Gazprom v. Lithuania*; NAFTA/PCA case *Bilcon of Delaware et al. v. Government of Canada*; ICSID case *Zelena N.V. and Energo-Zelena d.o.o. Indija v. Republic of Serbia*; ICSID case *RENERGY S.a.r.l. v. the Kingdom of Spain*.

Arbitrator:

PCA *Iron Rhine* case between Belgium and the Netherlands; PCA *Kishenganga (Indus Waters)* case between Pakistan and India; PCA *Railway Land* Arbitration between Malaysia and Singapore; PCA Arbitration between *Republic of Slovenia and Republic of Croatia* (2012-); UNCITRAL/PCA case *JSC BTA Bank (Kazakhstan) v. Kyrgyz Republic*; UNCITRAL/PCA case *Copper Mesa Mining*

c. République kirghize, portée devant la CPA et conduite conformément au règlement d'arbitrage de la CNUDCI; affaire *Copper Mesa Mining Corp. c. République de l'Equateur*, portée devant la CPA et conduite conformément au règlement d'arbitrage de la CNUDCI; affaire *Merck Sharp & Dohme (I.A.) Corp. c. République de l'Equateur*, portée devant la CPA et conduite conformément au règlement d'arbitrage de la CNUDCI; affaire entre une société commerciale sise au Panama et deux entreprises vénézuéliennes (CCI); affaire *Rusoro Mining Ltd. c. Venezuela*, portée devant le CIRDI.

Membre du tribunal arbitral du sport. Expert au Conseil de l'Europe, direction des affaires juridiques (1972). Membre de la commission consultative pour l'examen des candidatures au poste de juge de l'Assemblée des Etats Parties de la Cour pénale internationale (depuis 2012).

Cofondateur et premier président de la Société européenne de droit international (2004-2007). Membre associé de l'Institut de droit international. Membre du conseil international du droit de l'environnement. Membre du conseil consultatif de l'Institut Max Planck de droit public comparé et de droit international (Heidelberg). Membre du conseil (depuis 1987) et vice-président (1989-1993) de la Société allemande de droit international. Membre de divers autres associations professionnelles et conseils consultatifs.

Distinction (1996) et médaille Manley O. Hudson (2013) décernées par l'American Society of International Law. Distinguished Global Law School Fellow de la faculté de droit de l'Université de New York (2005). Docteur *honoris causa* des Universités de Macerata, d'Innsbruck et de Glasgow. Croix d'officier de l'Ordre du mérite de la République fédérale d'Allemagne (2014).

Auteur de nombreux ouvrages et articles de droit international. ■

Corp. v. Republic of Ecuador; UNCITRAL case *Merck Sharp & Dohme (I.A.) Corp. v. Republic of Ecuador*; ICC case between a corporation based in Panama and two Venezuelan companies; ICSID case *Rusoro Mining Ltd. v. Venezuela*.

Member of the Court of Arbitration for Sport (CAS). Expert at the Council of Europe (Directorate of Legal Affairs) (1972). Member of the Advisory Committee on Nominations of the Assembly of States Parties to the International Criminal Court (since 2012).

Co-founder and First President of the European Society of International Law (2004-2007). Associate Member of the Institut de droit international. Member of the International Council of Environmental Law. Member of the Advisory Board of the Heidelberg Max Planck Institute of Foreign Public and International Law. Member of the Council (since 1987), Vice-President (1989-1993) of the German Society of International Law. Member of various other professional associations and advisory boards.

Certificate of Merit (1996) and Manley O. Hudson Medal (2013) awarded by the American Society of International Law. Distinguished Global Law School Fellow of New York University Law School (2005). Honorary Doctorates from the Universities of Macerata, Innsbruck and Glasgow. Order of Merit of the Federal Republic of Germany (Officer's Cross, 2014).

Author of numerous publications. ■

M^{me} Louise ARBOUR

Née à Montréal, le 10 février 1947.

Après des études au collège Regina Assumpta de Montréal, M^{me} Arbour obtient un diplôme en droit avec distinction en 1970 à l'Université de Montréal. En 1971, elle travaille comme clerc auprès du juge Louis-Philippe Pigeon de la Cour suprême du Canada. En 1972-1973, elle est chargée de recherche à la commission de réforme du droit au Canada et membre du projet sur la procédure criminelle. De 1974 à 1987, elle enseigne le droit à l'école de droit de l'Université York (Osgoode Hall), où elle devient adjointe du doyen au cours de sa dernière année. M^{me} Arbour est nommée à la Cour suprême de l'Ontario en 1987 et y siège jusqu'en 1990, année où elle intègre la cour d'appel de l'Ontario. En 1995-1996, elle dirige une enquête sur les conditions prévalant à la prison des femmes de Kingston (Ontario). Au cours des trois années qui suivent, elle remplira la fonction de procureur général des Tribunaux pénaux internationaux pour l'ex-Yougoslavie et le Rwanda.

En juin 1999, M^{me} Arbour devient juge à la Cour suprême du Canada. Elle exerce ensuite les fonctions de haut-commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme de 2004 à 2008 avant de devenir président-directeur de l'International Crisis Group. M^{me} Arbour est actuellement avocate-conseil au cabinet Borden Ladner Gervais (BLG) à Montréal.

M^{me} Arbour est docteur *honoris causa* de nombreuses universités et s'est vu décerner de nombreuses décorations et distinctions. ■

Ms Louise ARBOUR

Born in Montreal, 10 February 1947.

After studying at the Collège Regina Assumpta in Montreal, Ms Arbour graduated with a degree in law (with distinction) from the Université de Montréal in 1970. In 1971, she worked as a law clerk for Mr. Justice Louis-Philippe Pigeon of the Supreme Court of Canada. In 1972-1973, she was a research officer at the Law Reform Commission in Canada and a member of the Criminal Procedure Project. From 1974 to 1987, she taught law at the Osgoode Hall Law School, York University, where she also served as Associate Dean in her final year there. In 1987, Ms Arbour was appointed to the Supreme Court of Ontario, where she sat until 1990 when she joined the Court of Appeal for Ontario. In 1995-1996, she headed an inquiry into conditions at the Prison for Women in Kingston, Ontario. In the following three years, she served as Chief Prosecutor for the International Criminal Tribunals for the former Yugoslavia and for Rwanda.

In June 1999, Ms Arbour became a justice of the Supreme Court of Canada. She served as United Nations High Commissioner for Human Rights from 2004 to 2008, before becoming President and CEO of the International Crisis Group. Ms Arbour is currently counsel at the law firm Borden Ladner Gervais (BLG) in Montreal.

Ms Arbour is Doctor *honoris causa* of numerous universities and has received a number of awards and distinctions. ■

3. Les chambres

Si la Cour siège le plus souvent en formation plénière, son Statut prévoit que des chambres, composées d'un nombre restreint de juges, peuvent être constituées (les dispositions du Règlement concernant les chambres se trouvent aux articles 15-18 et 90-93).

a) *Chambre de procédure sommaire*

Le Statut prévoit, en son article 29, que, en vue de la prompt expédition des affaires, la Cour compose annuellement une chambre de cinq juges appelés à statuer en procédure sommaire lorsque les parties le demandent. La Cour désigne également deux juges suppléants pour remplacer ceux des membres de cette chambre qui se trouveraient dans l'impossibilité de siéger. Le Règlement précise que le président et le vice-président en sont membres de droit et que les autres membres et les membres suppléants sont élus (art. 15). La chambre de procédure sommaire n'a, à ce jour, jamais été appelée à fonctionner. Elle est actuellement constituée comme suit :

Membres :	M.	P. Tomka, président
	M.	B. Sepúlveda-Amor, vice-président
	M.	A. A. Yusuf
	M ^{mes}	Xue Hanqin
		J. E. Donoghue, juges
Membres suppléants :	MM.	L. Skotnikov
		G. Gaja, juges

b) *Chambres prévues à l'article 26, paragraphe 1, du Statut*

Le Statut prévoit également, en son article 26, paragraphe 1, que la Cour peut, à toute époque, constituer une ou plusieurs chambres composées de trois juges au moins, selon ce qu'elle décidera, pour connaître de catégories déterminées d'affaires, par exemple d'affaires de travail et d'affaires concernant le transit et les communications. De telles chambres statuent si les parties le demandent.

La Cour avait institué en 1993 une chambre pour les questions d'environnement, laquelle avait été régulièrement reconstituée jusqu'en 2006. Au cours de ses treize années d'existence, aucun État n'a toutefois demandé à ce qu'une affaire soit portée devant elle. La Cour a en conséquence décidé, en 2006, de ne pas tenir d'élections pour renouveler la composition de ladite chambre, étant entendu que si, à l'avenir, les parties demandaient que soit formée une chambre pour statuer sur un différend relevant du droit de l'environnement, celle-ci serait constituée en vertu du paragraphe 2 de l'article 26 du Statut (voir ci-après).

c) *Chambres constituées en vertu du paragraphe 2 de l'article 26 du Statut*

Le Statut prévoit enfin, en son article 26, paragraphe 2, que la Cour peut constituer une chambre pour connaître d'une affaire déterminée, le nombre des juges de cette chambre étant fixé par la Cour avec l'assentiment des parties.

A la demande conjointe des parties, de telles chambres ont été constituées pour connaître de six affaires.

L'annexe 6 au présent *Annuaire-Yearbook* (p. 144) donne la liste complète de ces affaires ; elle précise les dates de constitution et de dissolution de la chambre concernée, ainsi que le nom des membres qui la composaient.

3. Chambers

Although the Court sits most often as a full Court, its Statute provides for the formation of chambers composed of a limited number of judges (the provisions relating to chambers can be found in Articles 15-18 and 90-93 of the Rules of Court).

(a) *Chamber of Summary Procedure*

Article 29 of the Statute provides that, with a view to the speedy despatch of business, the Court shall form annually a chamber composed of five judges which, at the request of the parties, may hear and determine cases by summary procedure. The Court also selects two judges for the purpose of replacing judges who find it impossible to sit in the Chamber. Under the Rules of Court, the President and Vice-President are members of this Chamber *ex officio*, the other members and the substitutes being elected (Art. 15). The Chamber of Summary Procedure has never as yet been called upon to meet. It is currently composed as follows:

Members:	President	P. Tomka
	Vice-President	B. Sepúlveda-Amor
	Judges	A. A. Yusuf
		Xue Hanqin J. E. Donoghue
Substitutes:	Judges	L. Skotnikov G. Gaja

(b) *Chambers provided for in Article 26, paragraph 1, of the Statute*

Article 26, paragraph 1, of the Statute provides also that the Court may from time to time form one or more chambers, composed of three or more judges, as the Court may determine, for dealing with particular categories of cases: for example, labour cases and cases relating to transit and communications. Cases are heard and determined by these chambers if the parties so request.

In 1993, the Court established a Chamber for Environmental Matters, which was periodically reconstituted until 2006. In the Chamber's thirteen years of existence, however, no State ever requested that a case be dealt with by it. The Court consequently decided in 2006 not to hold elections to re-elect a Bench for the said Chamber, it being understood that should parties in the future request the formation of a chamber to rule on a dispute involving environmental law, that chamber would be constituted under Article 26, paragraph 2, of the Statute of the Court (see below).

(c) *Chambers formed under Article 26, paragraph 2, of the Statute*

Article 26, paragraph 2, of the Statute provides that the Court may form a chamber to deal with a particular case, the number of judges constituting such a chamber being determined by the Court with the approval of the parties.

Chambers of this kind have been formed at the joint request of the parties to deal with six cases.

For the full list of these cases, including an indication of the date on which the respective chamber was constituted, the names of its members and the dates that the chambers were dissolved, please see Annex 6 of this *Annuaire-Yearbook* (p. 144).

4. *Les assesseurs*

L'article 30, paragraphe 2, du Statut et l'article 9 du Règlement disposent que la Cour peut, soit d'office, soit sur demande présentée avant la clôture de la procédure écrite, décider, pour une affaire contentieuse ou une procédure consultative, de s'adjoindre des assesseurs qu'elle élit au scrutin secret et qu'elle admet à participer à ses délibérations sans droit de vote. Les mêmes pouvoirs appartiennent aux chambres.

A ce jour, il n'a jamais été fait application de ces articles.

C. *Privilèges et immunités*

L'article 19 du Statut dispose que « [l]es membres de la Cour jouissent, dans l'exercice de leurs fonctions, des privilèges et immunités diplomatiques ».

Aux Pays-Bas, conformément à un échange de lettres entre le président de la Cour et le ministre des affaires étrangères en date du 26 juin 1946, ils bénéficient, d'une manière générale, des mêmes privilèges, immunités, facilités et prérogatives que les chefs de mission diplomatique accrédités près S. M. la reine (ou le roi) des Pays-Bas (*Actes et documents n° 6*, p. 204-210). En outre, aux termes d'une lettre du ministre des affaires étrangères des Pays-Bas en date du 26 février 1971, le président de la Cour a préséance sur les chefs de mission, y compris le doyen du corps diplomatique, lequel est immédiatement suivi du vice-président de la Cour, après quoi la préséance va alternativement aux chefs de mission et aux membres de la Cour (*ibid.*, p. 214-216).

Par sa résolution 90 (I) du 11 décembre 1946 (*ibid.*, p. 210-214), l'Assemblée générale des Nations Unies a approuvé les accords intervenus en juin 1946 avec le Gouvernement des Pays-Bas et a recommandé que « si un juge, en vue d'être à tout moment à la disposition de la Cour, réside dans un autre pays que le sien, il devra jouir pendant la durée de sa résidence des privilèges et immunités diplomatiques ». Elle a en outre recommandé que

« les juges aient toutes facilités pour quitter le pays où ils se trouvent, ainsi que pour accéder au pays où siège la Cour et pour en sortir [, précisant qu'au] cours des déplacements afférents à l'exercice de leurs fonctions, ils devront bénéficier, dans tous les pays qu'ils doivent traverser, de l'ensemble des privilèges, immunités et facilités reconnus dans ces pays aux agents diplomatiques ».

Cette résolution contient également une recommandation tendant à faire reconnaître et accepter par les Etats Membres des Nations Unies les laissez-passer délivrés par la Cour.

Par ailleurs, l'article 32, paragraphe 8, du Statut énonce que les « traitements, allocations et indemnités sont exempts de tout impôt ».

D. *Finances*

1. *Règles suivies*

En matière financière, la Cour applique les articles 32, 33, 35 et 64 de son Statut, l'article 26, paragraphe 1, alinéa *j*, de son Règlement, les articles 6, 24-36 et 55-63 des Instructions pour le Greffe, le statut du personnel du Greffe, les règles et règlements financiers de l'Organisation des Nations Unies et les résolutions applicables de l'Assemblée générale des Nations Unies.

4. Assessors

Article 30, paragraph 2, of the Statute and Article 9 of the Rules of Court provide that the Court may, either *proprio motu* or upon a request made not later than the closure of the written proceedings, decide, for the purpose of a contentious case or request for advisory opinion, to appoint assessors who are chosen by secret ballot and are allowed to sit with it without the right to vote. The chambers also have the power to appoint assessors.

These provisions have so far never been applied.

C. Privileges and Immunities

Article 19 of the Statute provides: “The Members of the Court, when engaged on the business of the Court, shall enjoy diplomatic privileges and immunities.”

In the Netherlands, pursuant to an exchange of correspondence between the President of the Court and the Minister for Foreign Affairs, dated 26 June 1946, they enjoy, in a general way, the same privileges, immunities, facilities and prerogatives as Heads of Diplomatic Missions accredited to Her Majesty the Queen (or His Majesty the King) of the Netherlands (*Acts and Documents No. 6*, pp. 205-211). In addition, in accordance with the terms of a letter dated 26 February 1971 from the Minister for Foreign Affairs of the Netherlands, the President of the Court takes precedence over the Heads of Mission, including the Dean of the Diplomatic Corps, who is immediately followed by the Vice-President of the Court and thereafter the precedence proceeds alternately between Heads of Mission and the Members of the Court (*ibid.*, pp. 215-217).

By resolution 90 (I) of 11 December 1946 (*ibid.*, pp. 211-215), the General Assembly of the United Nations approved the agreements concluded with the Government of the Netherlands in June 1946 and recommended that “if a judge, for the purpose of holding himself permanently at the disposal of the Court, resides in some country other than his own, he should be accorded diplomatic privileges and immunities during the period of his residence there”. It also recommended that

“judges should be accorded every facility for leaving the country where they may happen to be, for entering the country where the Court is sitting, and again for leaving it. On journeys in connection with the exercise of their functions, they should, in all countries through which they may have to pass, enjoy all the privileges, immunities and facilities granted by these countries to diplomatic envoys.”

The same resolution contains also a recommendation calling upon Members of the United Nations to recognize and accept laissez-passer issued by the Court.

Furthermore, Article 32, paragraph 8, of the Statute provides that the “salaries, allowances and compensation” received by judges “shall be free of all taxation”.

D. Finances

1. Applicable rules

With regard to financial matters, the Court applies Articles 32, 33, 35 and 64 of the Statute of the Court, Article 26, paragraph 1 (*j*), of the Rules of Court, Articles 6, 24-36 and 55-63 of the Instructions for the Registry, the Staff Regulations for the Registry, the Financial Rules and Regulations of the United Nations and the relevant resolutions of the General Assembly of the United Nations.

Aux termes de l'article 33 du Statut de la Cour, « les frais de la Cour sont supportés par les Nations Unies de la manière que l'Assemblée générale décide ». Le budget de la Cour ayant été intégré au budget de l'Organisation, les Etats Membres participent aux dépenses de l'une et de l'autre dans la même proportion, conformément au barème établi par l'Assemblée générale.

Suivant la règle établie, les contributions du personnel, les ventes de publications (qui sont assurées par la section des ventes du Secrétariat), les intérêts bancaires et autres revenus sont également inclus dans les recettes de l'Organisation.

Conformément aux articles 24-28 des Instructions pour le Greffier, un avant-projet de budget est établi par le greffier. Ce document est soumis à l'examen de la commission administrative et budgétaire de la Cour, puis à l'approbation de la Cour elle-même.

Une fois approuvé, le projet de budget est transmis au Secrétariat des Nations Unies pour être intégré au projet de budget de l'Organisation. Il est alors examiné par le Comité consultatif des Nations Unies pour les questions administratives et budgétaires (CCQAB), puis soumis à la Cinquième Commission de l'Assemblée générale. Il est enfin adopté par l'Assemblée générale siégeant en séance plénière, dans le cadre des décisions concernant le budget de l'Organisation.

L'exécution du budget incombe au greffier, qui est pour cela assisté du chef du service des finances. Le greffier veille à ce que les crédits votés soient bien employés et à ce qu'aucune dépense ne soit engagée sans avoir été prévue au budget (Instructions pour le Greffier, art. 29). Il a seul qualité pour engager des dépenses au nom de la Cour, sous réserve d'éventuelles délégations de pouvoir (Instructions pour le Greffier, art. 33). Conformément à une décision de la Cour, le greffier communique régulièrement un état financier à la commission administrative et budgétaire de celle-ci.

Les comptes de la Cour sont vérifiés régulièrement par le comité des commissaires aux comptes, nommé par l'Assemblée générale. Au début de chaque mois, les comptes clos du mois précédent sont transmis au Secrétariat des Nations Unies (Instructions pour le Greffier, art. 25).

Le budget final pour l'exercice biennal 2012-2013 figure à l'annexe 21 du présent *Annuaire-Yearbook* (voir p. 203).

La Cour a noté avec satisfaction qu'il avait été donné suite, dans le budget pour l'exercice 2014-2015, à la majorité de ses demandes de création de postes et autres propositions de dépenses.

Avec l'approbation de deux nouveaux postes, les effectifs de la Cour ont été portés au total à 119 postes, soit 60 postes permanents dans la catégorie des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur, et 57 postes permanents et deux temporaires dans celle des services généraux.

Le budget approuvé (montant initial) pour l'exercice biennal 2014-2015 figure à l'annexe 21 (voir p. 205).

2. Traitements et autres émoluments des membres de la Cour

Aux termes du paragraphe 5 de l'article 32 du Statut de la Cour, les traitements, allocations et indemnités versés aux juges sont fixés par l'Assemblée générale. Celle-ci a adopté à ce sujet un ensemble de résolutions et de décisions, dont la dernière est la résolution 65/258 du 16 mars 2011. La liste complète de ces résolutions et décisions peut être consultée dans l'*Annuaire 2009-2010* (p. 382-387).

In accordance with Article 33 of the Statute, “[t]he expenses of the Court shall be borne by the United Nations in such a manner as shall be decided by the General Assembly”. As the budget of the Court has been incorporated in the budget of the United Nations, Member States participate in the expenses of both in the same proportion, in accordance with the scale of assessments determined by the General Assembly.

Under an established rule, sums derived from staff assessment, sales of publications (dealt with by the Sales Section of the Secretariat), bank interest, and other revenues, are recorded as United Nations income.

In accordance with Articles 24-28 of the Instructions for the Registry, a preliminary draft budget is prepared by the Registrar. This preliminary draft is submitted for the consideration of the Budgetary and Administrative Committee of the Court and then for approval to the Court itself.

Once approved, the draft budget is forwarded to the Secretariat of the United Nations for incorporation in the draft budget of the United Nations. It is then examined by the Advisory Committee on Administrative and Budgetary Questions (ACABQ) and is afterwards submitted to the Fifth Committee of the General Assembly. It is finally adopted by the General Assembly in plenary meeting, within the framework of decisions concerning the budget of the United Nations.

The Registrar is responsible for implementing the budget, with the assistance of the Head of the Finance Division. The Registrar ensures that proper use is made of the funds voted and sees that no expenses are incurred that are not provided for in the budget (Instructions for the Registry, Art. 29). He alone is entitled to incur liabilities in the name of the Court, subject to any possible delegations of authority (Instructions for the Registry, Art. 33). In accordance with a decision of the Court, the Registrar regularly communicates a statement of accounts to the Budgetary and Administrative Committee of the Court.

The accounts of the Court are regularly audited by the Board of Auditors appointed by the General Assembly. At the beginning of each month, the closed accounts of the preceding month are forwarded to the Secretariat of the United Nations (Instructions for the Registry, Art. 25).

For the final budget for the biennium 2012-2013, see Annex 21 of this *Annuaire-Yearbook* (see p. 203).

The Court was pleased to note that its requests for most of the new posts and its other pending proposals were largely granted in the 2014-2015 budget.

With the approval of two new posts, the staffing strength of the Court has increased to a total of 119 posts, consisting of 60 established posts in the professional and higher categories, as well as 57 established and two temporary posts in the General Services category.

For the approved budget (initial appropriation) for the biennium 2014-2015, see Annex 21 (see p. 205).

2. Salaries and other emoluments of Members of the Court

By virtue of Article 32, paragraph 5, of the Statute, the salaries, allowances and compensation paid to the judges are fixed by the General Assembly. In this connection, the General Assembly adopted a series of resolutions and decisions, the latest one being resolution 65/258 of 16 March 2011. A full list of these resolutions and decisions can be found in the *Yearbook 2009-2010* (pp. 365-367).

Avec effet au 1^{er} janvier 2014, le traitement de base annuel des membres de la Cour a été fixé à 169 419 dollars des Etats-Unis.

Les émoluments des membres de la Cour se composent d'un traitement annuel qui ne peut être diminué pendant la durée des fonctions (Statut de la Cour, art. 32, par. 1 et 5). Par sa résolution 61/262 du 4 avril 2007, l'Assemblée générale a décidé que le traitement annuel des membres de la Cour se composerait d'un traitement de base annuel assorti d'une indemnité de poste calculée à partir de l'indice d'ajustement applicable aux Pays-Bas, chaque point d'ajustement étant égal à 1 % du traitement de base net. Selon les paragraphes 2 et 3 de l'article 32 du Statut, le président et, lorsqu'il remplit les fonctions de ce dernier, le vice-président de la Cour perçoivent des indemnités spéciales dont le taux, fixé par la résolution 40/257 du 18 décembre 1985, a été révisé par la résolution 65/258 du 16 mars 2011, et qui s'élèvent à 25 000 dollars des Etats-Unis par an pour le président de la Cour et, pour le vice-président, à 156 dollars des Etats-Unis par jour où il remplit les fonctions de président, jusqu'à concurrence d'un montant annuel maximal de 15 600 dollars des Etats-Unis.

Selon le paragraphe 7 de l'article 32 du Statut, « [u]n règlement adopté par l'Assemblée générale fixe les conditions dans lesquelles des pensions sont allouées aux membres de la Cour ». L'Assemblée générale a pour la première fois adopté un règlement concernant le régime de pensions des membres de la CIJ dans sa résolution 86 (I) du 11 décembre 1946, à laquelle des modifications ont été apportées au fil du temps. Les conditions détaillées du régime actuel de pensions des membres de la Cour figurent dans l'*Annuaire 2009-2010* (p. 383-385).

Par sa résolution 65/258, l'Assemblée générale a décidé de réexaminer, lors de sa soixante-sixième session, le régime de pensions des membres de la Cour, y compris différentes formules possibles de régimes à prestations définies et à cotisations définies, et a prié le Secrétaire général de veiller à ce que, lors de cet examen, il soit tiré pleinement parti des compétences existant au sein de l'Organisation. Dans son rapport (A/66/617), le Secrétaire général a proposé quatre formules : un régime à prestations définies, un régime à cotisations définies, une somme forfaitaire dans le cadre de régimes hybrides combinant prestations et cotisations définies, le maintien du régime de retraite existant. Considérant que les propositions posaient de sérieux problèmes du point de vue de l'intégrité statutaire de la Cour et de ses membres, la Cour a estimé nécessaire de faire part de ses profondes préoccupations à l'Assemblée, par voie d'une lettre de son président accompagnée d'un memorandum explicatif (voir doc. A/66/726 et *Rapport annuel 2011-2012* de la Cour, par. 26-30). Du fait des protestations ainsi élevées, l'Assemblée générale a décidé, par sa résolution 66/556, de reporter à sa soixante-huitième session le réexamen du régime de pensions des membres de la Cour. Par sa résolution 68/691, l'Assemblée générale a décidé de reporter à sa soixante-neuvième session le réexamen du régime de pensions des membres de la Cour. Elle a ensuite, par sa décision A/C.5/69/L.29, décidé d'un nouveau report, à sa soixante et onzième session.

Par ses résolutions 40/257 du 18 décembre 1985, 61/262 du 4 avril 2007 et 63/251 du 24 décembre 2008, l'Assemblée générale a déterminé les conditions de l'indemnité pour frais d'étude applicable aux membres de la Cour, qui demeurent inchangées à ce jour.

Aux termes du paragraphe 7 de l'article 32 du Statut, un règlement adopté par l'Assemblée générale fixe les conditions dans lesquelles les membres de la Cour reçoivent le remboursement de leurs frais de voyage. L'Assemblée générale a adopté un premier règlement concernant les frais de voyage et l'indemnité de subsistance des membres

With effect from 1 January 2014, the annual base salary of Members of the Court was fixed at \$169,419.

The emoluments of Members of the Court are made up of an annual salary, which may not be decreased during the period of office (Statute, Art. 32, paras. 1 and 5). By its resolution 61/262 of 4 April 2007, the General Assembly decided that the annual salaries of the Members of the Court would comprise an annual base salary with a corresponding post adjustment per index point equal to one per cent of the net base salary to which would be applied a post adjustment multiplier for the Netherlands. Under Article 32, paragraphs 2 and 3, of the Statute, the President of the Court and the Vice-President (for every day on which he acts as President) receive special allowances in addition. The rates, fixed by resolution 40/257 of 18 December 1985, were revised by resolution 65/258 of 16 March 2011 and amount to \$25,000 per annum for the President of the Court and \$156 for the Vice-President for every day on which he acts as President up to a maximum amount of \$15,600 per annum.

Article 32, paragraph 7, of the Statute provides: “Regulations made by the General Assembly shall fix the conditions under which retirement pensions may be given to Members of the Court.” The General Assembly first adopted the Pensions Scheme Regulations for Members of the ICJ in its resolution 86 (I) of 11 December 1946 and modifications were made over the years. The detailed conditions of the current pension scheme for Members of the Court are provided in the *Yearbook 2009-2010* (pp. 368-370).

By its resolution 65/258, the General Assembly decided that the pension scheme of Members of the Court would next be reviewed at its sixty-sixth session, including options for defined-benefit and defined-contribution pension schemes, and requested the Secretary-General to ensure that, in that review, the expertise available within the United Nations was taken full advantage of. In his report (A/66/617), the Secretary-General proposed four pension scheme options: a defined-benefit and defined-contribution scheme, a cash lump-sum through hybrid defined-benefit and defined-contribution schemes, and maintaining the current pension benefit scheme. In view of the serious issues raised by these proposals in terms of the integrity of the Statute of the Court and the status of its Members, the Court considered it necessary to convey its deep concern to the Assembly by means of a letter from its President, accompanied by an explanatory memorandum (see doc. A/66/726 and the Court’s *Annual Report 2011-2012*, paras. 26-30). Taking account of the concerns thus raised, the General Assembly decided, by its resolution 66/556, to defer the review of the pension scheme of Members of the Court to its sixty-eighth session. By its resolution 68/691, the General Assembly again decided to defer the review of the pension scheme of Members of the Court to its sixty-ninth session and subsequently decided, by its decision A/C.5/69/L.29, to further defer the review of the pension scheme of Members of the Court to its seventy-first session.

By its resolutions 40/257 of 18 December 1985, 61/262 of 4 April 2007 and 63/251 of 24 December 2008, the General Assembly determined the conditions of education grant applicable to Members of the Court, which remain unchanged to the present day.

By virtue of Article 32, paragraph 7, of the Statute, regulations made by the General Assembly fix the conditions under which Members of the Court have their travelling expenses refunded. The General Assembly adopted the first Travel and Subsistence Regulations of the ICJ by its resolution 85 (I) of 11 December 1946, which were

de la CIJ dans sa résolution 85 (I) du 11 décembre 1946, règlement qui a ensuite été modifié par la résolution 37/240 du 21 décembre 1982 et qui est toujours en vigueur. Le texte de ce règlement a été reproduit dans l'*Annuaire 1982-1983* (p. 169-172).

En vertu du paragraphe 4 de l'article 32 du Statut, les juges *ad hoc* désignés par application de l'article 31 reçoivent une indemnité pour chaque jour où ils exercent leurs fonctions. Cette indemnité a changé au fil du temps. L'indemnité journalière a été fixée, avec effet au 1^{er} avril 2008, à 1/365 du traitement annuel total des membres de la Cour (avec indemnité de poste).

3. Traitements, indemnités et frais du greffier

Aux termes du paragraphe 6 de l'article 32 du Statut de la Cour, le traitement du greffier est fixé par l'Assemblée générale sur proposition de la Cour. L'Assemblée générale a décidé, par sa résolution 85 (I) du 11 décembre 1946, confirmée par sa résolution 474 (V) du 15 décembre 1950, « d'assimiler le traitement annuel du greffier de la Cour internationale de Justice à celui d'un directeur principal du Secrétariat des Nations Unies ». Dans la structure actuelle, le greffier a rang de sous-secrétaire général.

En vertu de l'article 5 du règlement concernant les frais de voyage et l'indemnité de subsistance des membres de la Cour internationale de Justice en date du 21 décembre 1982, le greffier est assujéti, en ce qui concerne les frais de voyage et l'indemnité de subsistance, aux dispositions qu'énonce le statut du personnel de l'ONU pour les fonctionnaires de rang comparable, sous réserve de toute dérogation autorisée par le président de la Cour.

4. Traitements, indemnités et frais du personnel du Greffe

Les traitements, pensions et autres émoluments des fonctionnaires du Greffe sont précisés dans l'*Annuaire 2009-2010* (p. 387-388).

L'Assemblée générale a approuvé, avec effet au 1^{er} janvier 2012, le dernier barème révisé des traitements des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur dans sa résolution 66/235. Le dernier barème révisé de la rémunération ouvrant droit à pension pour cette catégorie de personnel a été promulgué par la Commission de la fonction publique internationale (CFPI), avec effet au 1^{er} février 2013. La CFPI a également promulgué le barème révisé des traitements des fonctionnaires relevant de la catégorie des services généraux pour La Haye, avec effet au 1^{er} décembre 2012. Pour les fonctionnaires recrutés à titre temporaire et remplissant les conditions applicables, l'indemnité journalière pour La Haye est fixée à 272 euros.

Les frais de voyage des fonctionnaires du Greffe sont défrayés dans des conditions analogues à celles qu'applique le Secrétariat des Nations Unies (statut du personnel du Greffe, art. 12).

5. Services communs

Les services communs à la Cour et au Greffe et les dépenses de capital font l'objet de postes spéciaux du budget. En particulier, la Cour verse à la Fondation Carnegie une contribution annuelle pour les locaux qu'elle occupe au sein du Palais de la Paix et dans le nouveau bâtiment. Le montant de cette contribution a été fixé pour la première fois par l'Assemblée générale dans sa résolution 84 (I) du 11 décembre 1946. Modifié ensuite à plusieurs reprises, il a été porté à 1 264 152 euros par an à partir du 1^{er} janvier 2012 et à 1 292 595 euros par an à partir du 1^{er} janvier 2013.

subsequently amended by resolution 37/240 of 21 December 1982 and are still in force. The provisions of these regulations are set out in the *Yearbook 1982-1983* (pp. 164-167).

Under Article 32, paragraph 4, of the Statute, judges *ad hoc* chosen to sit in certain cases under Article 31 of the Statute shall receive compensation for each day in which they exercise their functions. Compensation to judges *ad hoc* has changed over time. With effect from 1 April 2008, the daily fee of judges *ad hoc* has been fixed at 1/365th of the total annual salary of a Member of the Court (plus post adjustment).

3. Salaries, allowances and expenses of the Registrar

By virtue of Article 32, paragraph 6, of the Statute, the salary of the Registrar is fixed by the General Assembly on the proposal of the Court. By resolution 85 (I) of 11 December 1946, confirmed by resolution 474 (V) of 15 December 1950, the General Assembly decided that “the annual salary of the Registrar of the International Court of Justice shall be assimilated to that of a top-ranking director of the Secretariat of the United Nations”. In the existing structure, the Registrar has the rank of an Assistant Secretary-General.

Under Article 5 of the regulations concerning the travel and subsistence allowances of the Members of the International Court of Justice, dated 21 December 1982, the travel and subsistence provisions applicable to the Registrar are, as set out in the Staff Regulations of the United Nations for officials of comparable rank, subject to any exceptions authorized by the President of the Court.

4. Salaries, allowances and expenses of officials of the Registry

The salaries, pensions and other emoluments of officials of the Registry are set out in the *Yearbook 2009-2010* (pp. 371-372).

The latest revision of the salary scale for staff in the professional and higher categories was approved by the General Assembly by resolution 66/235, effective 1 January 2012. The latest revision of the pensionable remuneration scale for this category of staff was promulgated by the International Civil Service Commission (ICSC), effective 1 February 2013. The ICSC also promulgated the revised salary scale for The Hague for staff members in the General Services category, effective 1 December 2012. For eligible temporary staff, the daily subsistence allowance for The Hague is fixed at 272 euros.

Travel allowances are paid to Registry officials under the same conditions as those applied by the United Nations Secretariat (Staff Regulations for the Registry, Art. 12).

5. Common services

The common services of the Court and of the Registry, as well as capital expenditures, come under special items in the budget. In particular, the Court pays to the Carnegie Foundation an annual contribution for the premises it occupies at the Peace Palace and in the new wing. The amount of the contribution has undergone successive alterations since it was first fixed by General Assembly resolution 84 (I) of 11 December 1946, and stands at 1,264,152 euros per annum as from 1 January 2012 and at 1,292,595 euros per annum as from 1 January 2013.

II. DU GREFFE

La CIJ est le seul organe principal de l'Organisation des Nations Unies à ne pas être assisté par le Secrétaire général, lequel n'a pas autorité sur la Cour. L'organe administratif permanent de la CIJ n'est donc pas le Secrétariat de l'ONU, mais son Greffe. La Cour étant à la fois un tribunal et un organe international, la mission du Greffe est aussi bien celle d'un service auxiliaire de la justice — avec des Etats pour justiciables — que celle d'un secrétariat international.

A. Textes de base

1. Statut

L'article 21 du Statut dispose que la Cour pourvoit à la nomination des fonctionnaires.

2. Règlement

L'article 28 du Règlement précise que le Greffe se compose du greffier, du greffier adjoint et de tous autres fonctionnaires dont le greffier peut avoir besoin pour s'acquitter efficacement de ses fonctions.

En application du paragraphe 1 de l'article 25 du Règlement de la Cour, les fonctionnaires sont nommés par la Cour sur la proposition du greffier. Il est toutefois précisé que la Cour peut décider que, pour les postes qu'elle déterminera, les nominations seront faites par le greffier avec l'approbation du président.

Le paragraphe 2 de ce même article dispose que, avant son entrée en fonctions, tout fonctionnaire fait une déclaration devant le président et en présence du greffier, aux termes de laquelle il déclare qu'il exercera «en toute loyauté, discrétion et conscience les devoirs qui [lui] incombent» et qu'il observera fidèlement toutes les prescriptions du Statut et du Règlement de la Cour.

3. Instructions pour le Greffe

Des «Instructions pour le Greffe», établies en application des paragraphes 2 et 3 de l'article 28 du Règlement de la Cour sont élaborées par le greffier et approuvées par la Cour. Leur première version remonte à octobre 1946 et a été amendée à plusieurs reprises. Les dernières modifications aux Instructions pour le Greffe ont été approuvées le 20 mars 2012.

Ce document présente, au fil de ses 90 articles, les fonctions et devoirs du greffier (parties I et II) avant de traiter des fonctionnaires (partie III) et de l'organisation du travail au sein du Greffe (partie IV). Il énonce également les devoirs des fonctionnaires du Greffe en précisant les tâches incombant à chaque département ou service (partie V).

4. Statut du personnel du Greffe

Les fonctionnaires du Greffe sont assujettis au «statut du personnel du Greffe».

A l'origine, ledit statut était arrêté par le président et approuvé par la Cour en vertu du paragraphe 2 de l'article 18 du Règlement de la Cour de 1946.

Depuis l'adoption du Règlement de la Cour de 1978, le statut du personnel est établi par le greffier et approuvé par la Cour. Un nouveau statut du personnel, qui, en application du paragraphe 4 de l'article 28 du Règlement de la Cour, est aussi conforme que possible au Statut et au Règlement du personnel de l'Organisation des Nations Unies, a ainsi été adopté le 7 mars 1979.

II. THE REGISTRY

The ICJ is the only principal organ of the United Nations not to be assisted by the Secretary-General, who has no authority over the Court. The permanent administrative organ of the ICJ is thus not the UN Secretariat, but its Registry. Since the ICJ is both a court of justice and an international organ, the Registry's tasks include both helping in the administration of justice — with sovereign States as litigants — and acting as an international secretariat.

A. Basic Texts

1. Statute

In accordance with Article 21 of the Statute, the Court may provide for the appointment of officers.

2. Rules of Court

Article 28 of the Rules of Court states that the Registry shall comprise the Registrar, the Deputy-Registrar, and such other staff as the Registrar shall require for the efficient discharge of his functions.

Pursuant to Article 25, paragraph 1, of the Rules, the staff members of the Registry shall be appointed by the Court on proposals submitted by the Registrar. Appointments to such posts as the Court shall determine may however be made by the Registrar with the approval of the President.

Paragraph 2 of the same Article provides that, before taking up his duties, every staff member shall make a declaration before the President, the Registrar being present, declaring that he will perform “the duties incumbent upon [him] . . . in all loyalty, discretion and good conscience” and faithfully observe all the provisions of the Statute and of the Rules of Court.

3. Instructions for the Registry

“Instructions for the Registry” are drawn up by the Registrar under Article 28, paragraphs 2 and 3, of the Rules of Court, and approved by the Court. The first Instructions date back to October 1946. They have been amended on a number of occasions, with the most recent amendments being approved on 20 March 2012.

This document consists of 90 articles: Parts I and II set out the functions and duties of the Registrar, Part III concerns Registry staff and Part IV the organization of work within the Registry. Part V outlines the specific duties of Registry staff in each department or division.

4. Staff Regulations for the Registry

Registry officials are also subject to the “Staff Regulations for the Registry”.

The original Staff Regulations were adopted by the President and approved by the Court in accordance with Article 18, paragraph 2, of the 1946 Rules of Court.

Since the adoption of the 1978 Rules of Court, the Staff Regulations are drawn up by the Registrar and approved by the Court; in compliance with Article 28, paragraph 4, of the Rules of Court, they are “so far as possible in conformity with the United Nations Staff Regulations and Rules”. New Staff Regulations were thus adopted on 7 March 1979.

Ce texte a été modifié à plusieurs reprises, la version la plus récente datant du 20 mars 2012.

Le texte de ces deux documents figure sur le site Internet de la Cour (onglet « Le Greffe »).

B. Composition

1. Le greffier

En application du paragraphe 2 de l'article 21 de son Statut et de l'article 22 de son Règlement, la Cour nomme son greffier, qu'elle choisit parmi les candidats proposés par les membres de la Cour. Elu pour une période de sept ans, le greffier est rééligible.

Le greffier actuel est M. Philippe Couvreur, de nationalité belge, qui a été élu le 10 février 2000 pour un mandat de sept ans, puis réélu le 8 février 2007 pour un nouveau mandat de sept ans et le 3 février 2014, également pour un mandat de sept ans, à compter du 10 février 2014.

M. Couvreur, qui est entré au service de la Cour en 1982 en qualité d'assistant spécial du greffier et du greffier adjoint, a été promu secrétaire, puis premier secrétaire au département des affaires juridiques, dont il est ensuite devenu le secrétaire juridique principal à partir de 1995. Il a enseigné le droit international public dans plusieurs universités, dont l'Université catholique de Louvain, et il est l'auteur de diverses publications sur le droit européen, le droit international public et la Cour.

Les fonctions générales du greffier sont définies par le Règlement (art. 26) et les Instructions pour le Greffe (art. premier). Le greffier assiste la Cour dans l'exercice de sa fonction judiciaire, assure les relations diplomatiques entre la Cour et les Etats, et gère le Greffe.

Le greffier est responsable des travaux de tous les départements et services du Greffe. Aux termes de l'article premier des Instructions pour le Greffe, « [i]l a autorité sur le personnel et a seul qualité pour diriger les travaux du Greffe, dont il est le chef ». Dans l'exercice de ses fonctions, le greffier rend compte à la Cour. Son activité revêt trois aspects : judiciaire, diplomatique et administratif.

Le travail judiciaire du greffier de la Cour consiste notamment à s'acquitter des devoirs qui lui incombent en rapport avec les affaires soumises à la Cour. A cet égard, le greffier remplit, entre autres, les tâches suivantes : *a)* il tient un rôle général de toutes les affaires, complétant les dossiers y afférents ; *b)* il gère la procédure dans les affaires ; *c)* il assiste en personne ou charge le greffier adjoint d'assister aux séances de la Cour et des chambres, apporte à celles-ci l'assistance nécessaire et fait établir sous sa responsabilité les procès-verbaux ou minutes de ces séances ; *d)* il contresigne les arrêts, avis consultatifs et ordonnances de la Cour, ainsi que les procès-verbaux ; *e)* il assure les relations avec les parties aux affaires et est expressément chargé de procéder à la communication de divers documents, dont les plus importants sont les actes introductifs d'instances (requêtes et compromis) ainsi que les pièces de la procédure écrite ; *f)* il fait traduire, imprimer et publier sous sa responsabilité les arrêts, avis consultatifs et ordonnances de la Cour, les pièces de procédure, les exposés écrits et les procès-verbaux des audiences publiques dans chaque affaire, ainsi que tout autre document dont la Cour décide la publication ; *g)* il assure la garde des sceaux et cachets, ainsi que celle des archives de la Cour et de toutes autres archives confiées à celle-ci (notamment les archives de la Cour permanente de Justice internationale et du Tribunal militaire international de Nuremberg).

This text has been modified on a number of occasions, with the most recent version dating from 20 March 2012.

The texts of these two documents can be found on the Court's website under "Registry".

B. Composition

1. The Registrar

In accordance with Article 21, paragraph 2, of its Statute and Article 22 of its Rules, the Court appoints its Registrar from among candidates proposed by Members of the Court. The Registrar is elected for a term of seven years and may be re-elected.

The present Registrar is Mr. Philippe Couvreur, of Belgian nationality, who was elected on 10 February 2000 for a term of seven years. He was re-elected on 8 February 2007 for a second term of seven years, and on 3 February 2014 for a further term of seven years starting on 10 February 2014.

Mr. Couvreur, who joined the Court in 1982 as special assistant to the Registrar and the Deputy-Registrar, had risen to the rank of Secretary, then First Secretary, in the Department of Legal Matters and had served as Principal Legal Secretary since 1995. He has lectured in public international law at various universities, including the Université catholique de Louvain, and is the author of a number of publications on European law, public international law and on the Court.

The general functions of the Registrar are defined by the Rules of Court (Art. 26) and the Instructions for the Registry (Art. 1). The Registrar assists the Court in the exercise of its judicial function and is responsible for diplomatic relations between the Court and States, and directs the work of the Registry.

The Registrar is responsible for all departments and divisions of the Registry. Under the terms of Article 1 of the Instructions for the Registry, "[t]he staff are under his authority, and he alone is authorized to direct the work of the Registry, of which he is the Head". In the discharge of his functions the Registrar reports to the Court. His role is threefold: judicial, diplomatic and administrative.

The Registrar's judicial duties notably include those relating to the cases submitted to the Court. In this respect, the Registrar performs, among others, the following tasks: (a) he keeps the General List of all cases and is responsible for recording documents in the case files; (b) he manages the proceedings in the cases; (c) he is present in person, or represented by the Deputy-Registrar, at meetings of the Court and of Chambers; he provides any assistance required and is responsible for the preparation of reports or minutes of such meetings; (d) he signs all judgments, advisory opinions and orders of the Court, as well as minutes; (e) he maintains relations with the parties to a case and has specific responsibility for the receipt and transmission of various documents, most importantly those instituting proceedings (applications and special agreements) and all written pleadings; (f) he is responsible for the translation, printing and publication of the Court's judgments, advisory opinions and orders, the pleadings, written statements and minutes of the public sittings in every case, and of such other documents as the Court may decide to publish; and (g) he has custody of the seals and stamps of the Court, of the archives of the Court, and of such other archives as may be entrusted to the Court (including the archives of the Permanent Court of International Justice and of the Nuremberg International Military Tribunal).

S'agissant du volet diplomatique de son travail, le greffier *a)* assure les relations extérieures de la Cour et sert d'intermédiaire pour les communications émanant de la Cour ou adressées à celle-ci; *b)* est responsable de la correspondance avec le monde extérieur, dont celle relative aux affaires, et donne toutes consultations nécessaires; *c)* gère les relations de caractère diplomatique, notamment avec les organes de l'Organisation des Nations Unies, avec ses États Membres, avec les autres organisations internationales, ainsi qu'avec le gouvernement du pays où est établi le siège de la Cour; *d)* maintient les relations avec les autorités locales et les médias; *e)* est responsable de l'information sur les activités de la Cour et des publications de celle-ci, y compris la diffusion de communiqués de presse.

Le travail administratif du greffier comprend *a)* l'administration intérieure proprement dite; *b)* la gestion financière conformément aux méthodes appliquées par l'Organisation des Nations Unies en matière financière, notamment l'établissement et l'exécution du budget; *c)* la supervision de toutes les tâches administratives ainsi que des travaux d'impression; *d)* la prise des dispositions nécessaires pour que soient effectuées ou vérifiées les traductions et interprétations dont la Cour peut avoir besoin dans les deux langues officielles de la Cour, à savoir le français et l'anglais.

2. Le greffier adjoint et les autres fonctionnaires

Outre son greffier, la Cour élit un greffier adjoint suivant la même procédure (Règlement, art. 23). Le rôle du greffier adjoint est d'assister le greffier et de le remplacer en cas d'absence.

Le greffier adjoint actuel est M. Jean-Pelé Fomété, élu pour une période de sept ans le 16 mars 2013. M. Fomété a été, entre 2009 et sa nomination au Greffe de la Cour, greffier du Tribunal du contentieux administratif de l'Organisation des Nations Unies à Nairobi. Auparavant, il a été directeur de programmes au sein du greffe du Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR) après y avoir occupé les fonctions de conseiller juridique et d'assistant spécial du greffier. Avant de rejoindre le TPIR, il avait notamment été juriste au greffe du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) et chef du service des organes politiques et juridiques de l'ONU au ministère des relations extérieures du Cameroun.

Par ailleurs, en application du paragraphe 1 de l'article 25 du Règlement, la Cour nomme, sur proposition du greffier, les fonctionnaires du Greffe. La Cour peut toutefois décider que, pour les postes qu'elle déterminera, les nominations seront faites par le greffier avec l'approbation du président.

A ce jour, le Greffe compte plus d'une centaine de fonctionnaires, permanents ou titulaires d'un contrat à durée déterminée. Ceux-ci travaillent dans différentes sections: département des affaires juridiques; département des affaires linguistiques; département de l'information; service de la documentation et bibliothèque de la Cour; service des finances; service des publications; service des technologies de l'information et des communications; service des archives, de l'indexage et de la distribution; service de traitement de texte et de reproduction; service de la sécurité; service administratif et du personnel; et unité médicale.

Selon les besoins du travail, des fonctionnaires temporaires sont par ailleurs engagés par le greffier: interprètes, traducteurs et dactylographes.

L'organigramme du Greffe au 31 juillet 2014 est reproduit ci-après.

The Registrar's diplomatic duties include the following tasks: (a) he attends to the Court's external relations and acts as the channel of communication to and from the Court; (b) he manages external correspondence, including that relating to cases, and provides any consultations required; (c) he manages relations of a diplomatic nature, in particular with the organs and States Members of the United Nations, with other international organizations and with the government of the country in which the Court has its seat; (d) he maintains relations with the local authorities and with the press; and (e) he is responsible for information concerning the Court's activities and for the Court's publications, including press releases.

The Registrar's administrative duties include: (a) the Registry's internal administration; (b) financial management, in accordance with the financial procedures of the United Nations, and in particular preparing and implementing the budget; (c) the supervision of all administrative tasks and of printing; and (d) making arrangements for such provision or verification of translations and interpretations into the Court's two official languages (French and English) as the Court may require.

2. *The Deputy-Registrar and other staff*

In addition to its Registrar, the Court elects a Deputy-Registrar in the same way as the Registrar (Rules, Art. 23). The role of the Deputy-Registrar is to assist the Registrar and act as the latter's replacement in his absence.

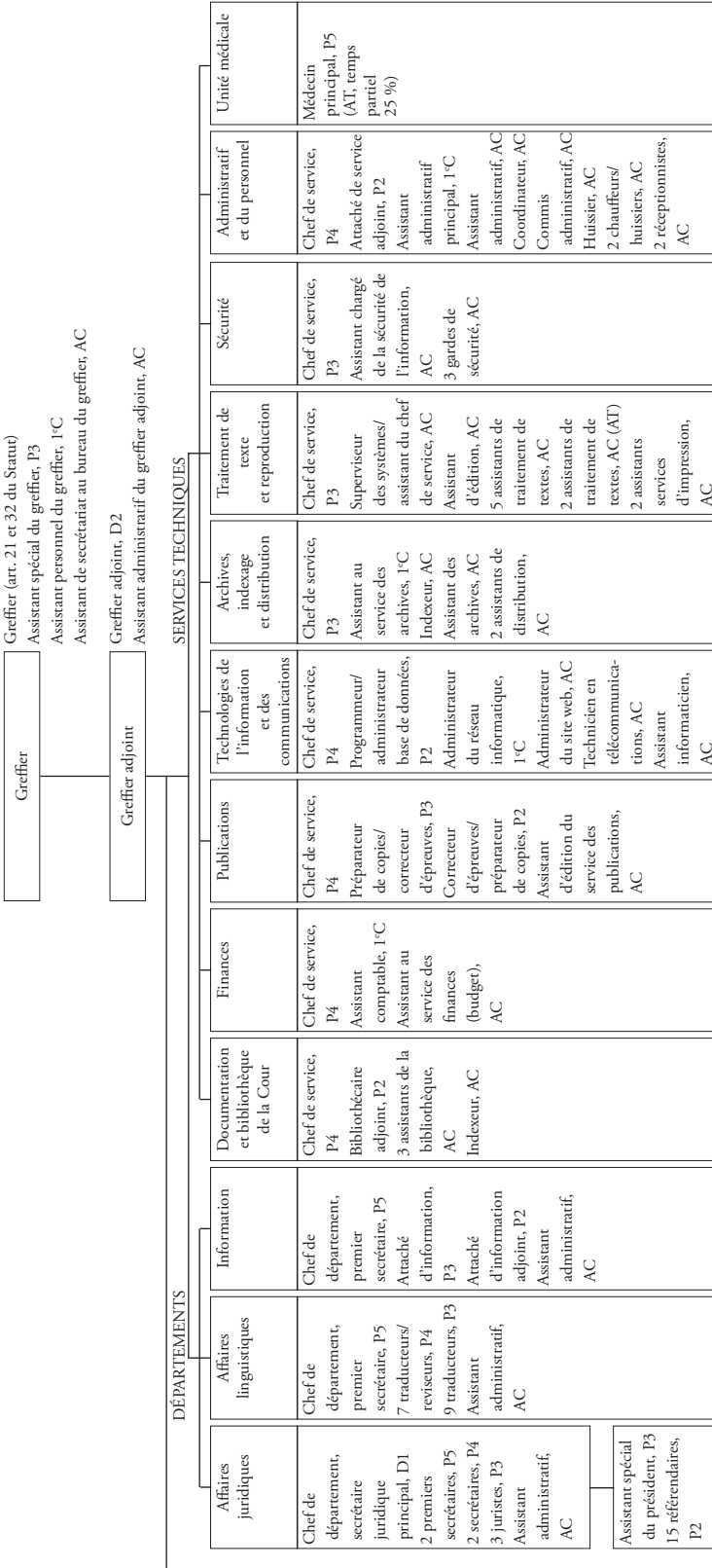
The present Deputy-Registrar is Mr. Jean-Pelé Fomété, elected for a term of seven years on 16 March 2013. Between 2009 and his appointment to the Registry of the Court, Mr. Fomété was Registrar of the United Nations Dispute Tribunal in Nairobi. Prior to that, he had been Programmes Director in the Registry of the International Criminal Tribunal for Rwanda (ICTR), where he had previously worked as Legal Adviser and Special Assistant to the Registrar. Before joining the ICTR, he had served, *inter alia*, as a law clerk at the International Criminal Tribunal for the former Yugoslavia (ICTY) and as Chief of the United Nations Political and Legal Affairs Service at the Ministry of External Relations of Cameroon.

In addition, under Article 25, paragraph 1, of the Rules, staff members are appointed by the Court on proposals submitted by the Registrar. However, the Court may decide that appointments to such posts as it shall determine will be made by the Registrar with the approval of the President.

At present, there are over 100 officials, either permanent or holding fixed-term contracts, working in the Registry's various departments and divisions: the Department of Legal Matters; Department of Linguistic Matters; Information Department; Documents Division and Library of the Court; Finance Division; Publications Division; Information and Communications Technology Division; Archives, Indexing and Distribution Division; Text Processing and Reproduction Division; Security Division; Administrative and Personnel Division; and Medical Unit.

Additional temporary staff, including interpreters, translators and typists, are engaged by the Registrar as and when the work of the Court requires.

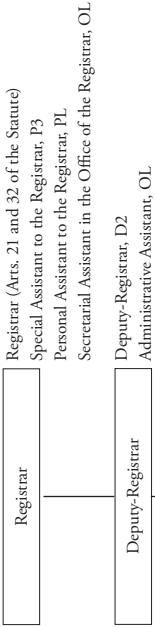
A chart showing the Registry's organizational structure as at 31 July 2014 can be found below.



Secrétaires des juges
Coordinateur (secrétaires des juges), 1°C Secrétaire du président de la Cour, AC Secrétaire du vice-président de la Cour, AC 12 secrétaires des juges, AC

Abréviations :

1°C : poste de 1^{re} classe de la catégorie des services généraux
 AC : poste d'autres classes de la catégorie des services généraux
 AT : assistance temporaire



DEPARTMENTS		TECHNICAL DIVISIONS									
Legal Matters	Linguistic Matters	Information	Documents Division/Library of the Court	Finance	Publications	Information and Communications Technology	Archives, Indexing and Distribution	Text Processing and Reproduction	Security	Administrative and Personnel	Medical Unit
Head of Department, Principal Legal Secretary, D1 2 First Secretaries, P5 2 Secretaries, P4 3 Legal Officers, P3 Administrative Assistant, OL Special Assistant to the President, P3 15 Law Clerks, P2	Head of Department, First Secretary, P5 7 Translators/Revisers, P4 9 Translators, P3 Administrative Assistant, OL	Head of Department, First Secretary, P5 Information Officer, P3 Associate Information Officer, P2 Administrative Assistant, OL	Head of Division, P4 Associate Librarian, P2 3 Library Assistants, OL Indexer, OL	Head of Division, P4 Accounting Assistant, PL Finance and Budget Assistant, OL	Head of Division, P4 Copy Preparer/Proofreader, P3 Associate Copy Preparer/Proofreader, P2 Publications Assistant, OL	Head of Division, P4 Programmer/Database Administrator, P2 Systems Administrator, PL Webmaster, OL Telecommunications Technician, OL Applications Support Clerk, OL	Head of Division, P3 Archives Division Assistant, PL Indexer, OL Archives Assistants, OL 2 Distribution Assistants, OL	Head of Division, P3 Systems Supervisor/Assistant to the Head of Division, OL Proofreading Assistant, OL 5 Text Processing Assistants, OL 2 Text Processing Assistants, OL (TA) 2 Printing Services Assistants, OL	Head of Division, P3 Information Security Assistant, OL 3 Security Guards, OL	Head of Division, P4 Associate Personnel Officer, P2 Senior Administrative Assistant, PL Administrative Assistant, OL Co-ordinator, OL Administrative Clerk, OL 2 Drivers/Messengers, OL 2 Receptionists, OL	Senior Medical Officer, P5 (TA, part-time 25%)

Secretaries to Judges
Co-ordinator (Secretaries to Judges), PL Secretary to the President of the Court, OL Secretary to the Vice-President of the Court, OL 12 Secretaries to Judges, OL

Abbreviations:
 PL.: Principal Level
 OL.: Other Level
 TA: Temporary Assistance

C. Privilèges et immunités

Aux Pays-Bas, conformément à un échange de lettres entre le président de la Cour et le ministre des affaires étrangères en date du 26 juin 1946, le greffier bénéficie, d'une manière générale, du même traitement que les chefs de mission diplomatique accrédités près S. M. la reine (le roi) des Pays-Bas et les fonctionnaires du Greffe sont traités comme les fonctionnaires de rang comparable attachés aux missions diplomatiques à La Haye (*Actes et documents n° 6*, p. 204-210).

Par sa résolution 90 (I) du 11 décembre 1946 (*ibid.*, p. 210-214), l'Assemblée générale des Nations Unies a recommandé que le greffier bénéficie, au cours des déplacements afférents à ses fonctions, de l'ensemble des privilèges, immunités et facilités reconnus aux agents diplomatiques et que les fonctionnaires du Greffe jouissent, dans les mêmes circonstances, des privilèges, immunités et facilités de séjour et de voyage qu'exige l'exercice indépendant de leurs fonctions. Cette résolution contient également une recommandation tendant à faire reconnaître et accepter par les Etats Membres des Nations Unies les laissez-passer délivrés par la Cour au greffier et aux fonctionnaires du Greffe.

D. Diffusion des informations sur la Cour et son activité

Comme indiqué ci-dessus, entre autres fonctions, le greffier doit faire connaître l'œuvre de la Cour.

1. Contacts

Le Greffe a un rôle à jouer dans le domaine des relations avec les organisations internationales s'occupant de questions juridiques, les universités, la presse et le public en général. En vertu du paragraphe 1, alinéa *a*), de l'article 26, du Règlement de la Cour, le greffier « sert d'intermédiaire pour les communications émanant de la Cour ou adressées à celle-ci ». Dès lors, toute correspondance de cette nature doit être adressée à

Monsieur le Greffier de la Cour internationale de Justice
Palais de la Paix
Carnegieplein 2
2517 KJ La Haye, Pays-Bas

Les demandes d'information d'ordre général (concernant, par exemple, les offres d'emploi ou de stage, les visites au siège de la Cour, etc.) peuvent, quant à elles, être envoyées au Greffe, en français ou en anglais, depuis le site Internet de la Cour (onglet « Contact »).

Il convient toutefois de noter que le Greffe ne peut donner suite ni aux demandes de consultation juridique ni aux requêtes de personnes privées au sujet de questions les mettant aux prises avec les autorités de leur pays ou d'un autre pays.

2. Informations sur la Cour et ses travaux

Le paragraphe 1 de l'article 26 du Règlement de la Cour dispose, en ses alinéas *k*) et *m*), que le greffier « donne la suite qu'appellent les demandes de renseignements concernant la Cour et son activité » et « fait en sorte que des renseignements sur la Cour et son activité soient mis à la disposition des gouvernements, des cours et tribunaux nationaux les plus élevés, des associations professionnelles, sociétés savantes, facultés et écoles de droit ainsi que des moyens d'information publique ».

C. Privileges and Immunities

In the Netherlands, pursuant to an exchange of correspondence between the President of the Court and the Minister for Foreign Affairs, dated 26 June 1946, the Registrar is, in a general way, accorded the same treatment as Heads of Diplomatic Missions accredited to Her Majesty the Queen (or His Majesty the King) of the Netherlands, and officials of the Registry are treated as officials of comparable rank attached to diplomatic missions at The Hague (*Acts and Documents No. 6*, pp. 205-211).

By resolution 90 (I) of 11 December 1946 (*ibid.*, pp. 211-215), the General Assembly of the United Nations recommended that, on journeys in connection with the exercise of his functions, the Registrar should enjoy all the privileges, immunities and facilities granted to diplomatic envoys and that the officials of the Registry should, in the same circumstances, enjoy such privileges, immunities and facilities for residence and travel as may be necessary for the independent exercise of their functions. This resolution also contains a recommendation calling upon Members of the United Nations to recognize and accept the United Nations laissez-passer issued by the Court to the Registrar and officials of the Registry.

D. Dissemination of Information about the Court and Its Activities

As indicated above, one of the duties of the Registrar is that of making the outside world aware of the Court's work.

1. Contacts

The Registry maintains relations with international organizations that deal with legal questions, universities, the press and the general public. Under the terms of Article 26, paragraph 1 (*a*), of the Rules of Court, the Registrar shall "be the regular channel of communications to and from the Court". Consequently, correspondence of this nature should be addressed to

The Registrar of the International Court of Justice
Peace Palace
Carnegieplein 2
2517 KJ The Hague, Netherlands

All general queries (regarding employment/internship opportunities, visits to the seat of the Court, etc.) may be sent to the Registry, in either English or French, via the Court's website (under "Contact").

Please note that it is not possible for the Registry to give legal advice or to enter into correspondence with private persons concerning any matter at issue between them and the authorities of their own or another country.

2. Information about the Court and its work

Article 26, paragraph 1 (*k*) and (*m*), of the Rules of Court provides that the Registrar shall "deal with enquiries concerning the Court and its work" and "ensure that information concerning the Court and its activities is made accessible to governments, the highest national courts of justice, professional and learned societies, legal faculties and law schools, and public information media".

Le greffier prend donc les dispositions qu'il estime nécessaires pour assurer la publication de renseignements concernant la composition, la compétence et le travail de la Cour, ainsi que la diffusion des arrêts, avis consultatifs, ordonnances et autres documents pertinents.

a) *Site Internet*

La CIJ dispose d'un site Internet (www.icj-cij.org) qui contient toutes les informations nécessaires sur la Cour (onglets « La Cour », « Documents de base » et « Compétence »), ainsi que sa jurisprudence (onglet « Affaires »). Constamment mis à jour et enrichi, le site présente le fonctionnement de l'institution et la biographie de ses membres. Figurent également toutes les décisions rendues depuis 1947 et, dès que les documents peuvent être mis à la disposition du public, l'ensemble du dossier d'affaire (requête, pièces de la procédure écrite, comptes rendus d'audience, etc.).

Un autre onglet, intitulé « Publications », offre un accès aux différentes séries publiées par la Cour. Sont disponibles, au format PDF, les versions les plus récentes d'un certain nombre d'ouvrages, dont les *Annuaire-Yearbooks* et les livres événementiels.

Un « Espace presse » permet de suivre l'actualité des travaux de la Cour et de télécharger des photographies des dernières séances publiques, ainsi que des fichiers audio et vidéo (l'utilisation de ces documents est toutefois exclusivement réservée à des fins non commerciales).

Le site Internet présente en outre un certain nombre d'informations sur le fonctionnement du Greffe, ainsi que les avis de vacances de poste et les possibilités de stage (onglet « Le Greffe »).

Il contient enfin l'ensemble des documents publiés par la Cour permanente de Justice internationale (séries A à F).

Bien que le site Internet ne soit proposé que dans les deux langues officielles de la Cour — le français et l'anglais —, de nombreux documents y sont disponibles dans les quatre autres langues officielles des Nations Unies (l'arabe, le chinois, l'espagnol et le russe). Parmi ces documents figurent notamment la Charte des Nations Unies, le Statut et le Règlement de la Cour, ses *Rapports annuels* à l'Assemblée générale depuis 1989-1990, les résumés de ses décisions (de 1948 à 2002), ainsi qu'une vidéo intitulée « Le rôle et les activités de la Cour internationale de Justice ».

b) *Présentation du fonctionnement et des travaux de la Cour au public*

Le département de l'information propose, pour autant que l'activité de la Cour le permette, des présentations sur l'histoire, le fonctionnement et les travaux de la Cour. Effectuées en français et en anglais, ces présentations sont gratuites et s'adressent aussi bien aux diplomates qu'aux universitaires, magistrats, juristes ou journalistes.

Les demandes doivent être soumises par le biais du site Internet (onglet « Informations pratiques ») au moins six semaines à l'avance.

c) *Bibliothèque et archives du Tribunal de Nuremberg*

La Cour bénéficie des services d'une bibliothèque trouvant son origine dans celle, créée en janvier 1931, de la Cour permanente de Justice internationale, qui utilisait auparavant la bibliothèque du Palais de la Paix (dont les services sont accessibles en ligne, à l'adresse www.ppl.nl).

Accordingly, the Registrar arranges as he considers necessary for the publication of information concerning the composition, jurisdiction and work of the Court, along with judgments, advisory opinions and orders relating to all cases and corresponding case documentation.

(a) *Website*

The ICJ's website (www.icj-cij.org) contains a wealth of information concerning the Court (see "The Court", "Basic Documents" and "Jurisdiction") and its jurisprudence ("Cases"). It is constantly updated and expanded, and provides information on how the Court works as well as biographies of its Members. It features all the decisions delivered by the Court since 1947, as well as the contents of the various case-files (applications, written proceedings, verbatim records, etc.) once these documents are made accessible to the public.

The different series of publications produced by the Court are listed under "Publications". Some of these are available in electronic PDF format, such as the latest edition of the *Annuaire-Yearbook* and a number of commemorative publications.

The "Press Room" provides updates on the work of the Court and photographs of recent public sittings, together with audio and video files which can be downloaded (for non-commercial use only).

The website also features information on how the Registry works, as well as vacancy announcements and internship opportunities (under "Registry").

Finally, the site contains the entire jurisprudence of the Permanent Court of International Justice (Series A to F).

Although the website is available only in the two official languages of the Court — English and French — a number of documents are also available in the other four official languages of the United Nations (Arabic, Chinese, Russian and Spanish). Among these documents are the United Nations Charter, the Statute and Rules of Court, the Court's *Annual Reports* to the General Assembly since 1989-1990 and the summaries of decisions of the Court (from 1948 to 2002), as well as a video entitled "The Role and Activities of the International Court of Justice".

(b) *Presentation of the work and functioning of the Court to the public*

The Information Department gives presentations on the history, workings and activities of the Court, so far as the work of the Court permits. These presentations, available in both French and English, are free of charge and are aimed at diplomats, scholars and academics, judges, lawyers and legal professionals, as well as journalists.

Requests for presentations must be submitted via the Court's website (see "Practical Information") at least six weeks in advance.

(c) *Library and archives of the Nuremberg Tribunal*

The Court's library has its origins in the library of the Permanent Court of International Justice. Before its own library was created in January 1931, the PCIJ made use of the Peace Palace Library (whose services can be accessed online at www.ppl.nl).

La bibliothèque de la Cour assure par ailleurs la garde des archives du Tribunal militaire international de Nuremberg, qui ont été confiées à la Cour internationale de Justice par décision de ce Tribunal datée du 1^{er} octobre 1946. Ces archives furent acheminées au Palais de la Paix, où les représentants du Tribunal et les fonctionnaires de la Cour en prirent livraison le 14 mars 1950.

Bien que la bibliothèque ainsi que les archives de la Cour et de sa devancière, la CPJI, ne soient pas accessibles au public (Règlement, art. 26, par. 1 *n*)), les archives du Tribunal de Nuremberg peuvent, elles, être consultées. Toute question y relative doit être adressée, par écrit, au greffier de la Cour.

3. Publications de la Cour

Le Greffe est chargé des publications de la CIJ (Règlement, art. 26, par. 1 *i*), et 71, par. 6; Instructions pour le Greffe, art. 21, 50, 52-54 et 76), qui ont repris sous d'autres titres les anciennes séries de la CPJI.

Le service des publications est responsable des publications régulières de la Cour (voir ci-après). Il peut également être appelé à produire des ouvrages revêtant un caractère événementiel. Un livre a ainsi été publié en 2012 pour le 90^e anniversaire de la Cour permanente de Justice internationale.

A ce jour, cinq séries sont publiées par la Cour.

a) *Recueil des arrêts, avis consultatifs et ordonnances*

Cette série contient les décisions de la Cour en français et en anglais. Dès qu'une décision est prononcée, elle est imprimée sous la forme d'un fascicule vendu séparément. Les fascicules des décisions rendues au cours d'une année calendaire sont ensuite assemblés et publiés, avec un index, en un recueil relié qui peut comporter de un à trois volumes.

A ce jour, soixante-six recueils ont paru, le premier étant le *Recueil 1947-1948* — qui constitue par exception un seul volume — et le dernier le *Recueil 2013*.

Série *Recueil des arrêts, avis consultatifs et ordonnances*, mode de citation : ex. *C.I.J. Recueil 2013*.

Fascicule, mode de citation : ex. *Différend maritime (Pérou c. Chili), arrêt, C.I.J. Recueil 2014*, p. 3.

Une liste exhaustive des décisions parues dans la série *Recueil des arrêts, avis consultatifs et ordonnances* est disponible sur le site Internet de la Cour (onglet « Publications »).

b) *Mémoires, plaidoiries et documents*

Les volumes de cette série reproduisent, dans le texte original (c'est-à-dire, selon le cas, le français ou l'anglais), le dossier des affaires, une fois celles-ci terminées.

Chaque dossier comprend l'acte introductif d'instance, les pièces de procédure écrite et leurs annexes, les comptes rendus des audiences publiques et les documents présentés à la Cour après la fin de la procédure écrite.

Suivant la longueur des documents à reproduire, un dossier d'affaire représente un ou plusieurs volumes.

The library of the Court also has custody of the archives of the International Military Tribunal at Nuremberg which were entrusted to the International Court of Justice by a decision of the Tribunal of 1 October 1946. These archives were transported to the Peace Palace, where representatives of the Tribunal and the staff of the Court took delivery of them on 14 March 1950.

While neither the library and archives of the Court, nor those of its forerunner, the PCIJ, are open to the public (Rules, Art. 26, para. 1 (*n*)), the archives of the Nuremberg Tribunal can be consulted. All questions regarding the consultation of these archives should be addressed in writing to the Registrar of the Court.

3. *Publications of the Court*

The Registry is responsible for the Court's publications (Rules of Court, Art. 26, para. 1 (*i*), and Art. 71, para. 6; Instructions for the Registry, Arts. 21, 50, 52-54 and 76), which continue the old PCIJ series under different names.

The Publications Division has responsibility for the Court's regular publications (see below). It also occasionally produces one-off commemorative publications, such as the book published in 2012 to celebrate the 90th anniversary of the Permanent Court of International Justice.

At present, five series are published by the Court.

(a) *Reports of Judgments, Advisory Opinions and Orders*

This series contains the Reports of the decisions of the Court in both French and English. Each decision is published as soon as it is given, in an unbound fascicle which is sold separately. The collected decisions for each calendar year are published, with an index, and bound together in one to three volumes.

Sixty-six bound volumes have so far been published, the first being the *I.C.J. Reports* for the years 1947 and 1948, which — as an exception — are collected in a single volume. The latest is the volume for 2013.

Series entitled *Reports of Judgments, Advisory Opinions and Orders*, official citation: e.g. *I.C.J. Reports 2013*.

Fascicule, official citation: e.g. *Maritime Dispute (Peru v. Chile), Judgment, I.C.J. Reports 2014*, p. 3.

An exhaustive list of the decisions published in *Reports of Judgments, Advisory Opinions and Orders* is available on the Court's website (under "Publications").

(b) *Pleadings, Oral Arguments, Documents*

Volumes in this series are published after the termination of each case and contain the documentation relating to the case in the original language (that is, in French or in English).

This comprises the document instituting proceedings, the written pleadings and their annexes, the verbatim record of the oral proceedings, and any documents submitted to the Court after the closure of the written proceedings.

Depending upon the length of the documents to be printed, one or more volumes are issued for each case.

A ce jour, les dossiers de 87 affaires ont été publiés.

Série *Mémoires, plaidoiries et documents*, mode de citation: ex. C.I.J. *Mémoires, Délimitation maritime en mer Noire (Roumanie c. Ukraine)*, vol. I.

Une liste exhaustive des dossiers d'affaires publiés dans la série *Mémoires, plaidoiries et documents* est disponible sur le site Internet de la Cour (onglet « Publications »).

c) *Actes et documents relatifs à l'organisation de la Cour*

Cette série contient les différents textes de base de la Cour. Six éditions bilingues (français et anglais) ont été produites, la dernière datant de 2007. Y sont reproduits la Charte des Nations Unies, le Statut de la Cour, le Règlement de la Cour, les Instructions de procédure⁷ ainsi que divers autres textes.

Série *Actes et documents relatifs à l'organisation de la Cour*, mode de citation: ex. C.I.J. *Actes et documents n° 6*.

d) *Annuaire-Yearbook*

Chaque année paraît un *Annuaire* où il est rendu compte de l'activité de la Cour du 1^{er} août de l'année précédente au 31 juillet de l'année en cours. Cet ouvrage, qui comportait jusqu'à présent deux éditions, l'une en français (*Annuaire*), l'autre en anglais (*Yearbook*), est désormais publié dans une version bilingue.

Le présent *Annuaire-Yearbook* est le soixante-huitième de la série, qui a commencé par l'*Annuaire 1946-1947*.

Série *Annuaire-Yearbook*, mode de citation: ex. C.I.J. *Annuaire-I.C.J. Yearbook 2013-2014*.

e) *Bibliographie de la Cour*

Chaque année, le Greffe publie une liste des ouvrages et des documents ayant trait à la Cour qui sont parvenus à sa connaissance au cours des douze mois précédents.

Jusqu'en 1963-1964, les *Bibliographies n°s 1-18* ont formé le chapitre IX des *Annales* et des *Yearbooks*. Entre 1964 et 2003, les *Bibliographies n°s 19-57* ont été publiées sous la forme de fascicules distincts. A partir de la *Bibliographie n° 58*, seule la version électronique sera disponible.

Série *Bibliographie*, mode de citation: ex. C.I.J. *Bibliographie n° 57*.

*

Diffusion des publications de la Cour

Les publications de la Cour sont distribuées gratuitement aux gouvernements et aux services publics de tous les Etats admis à ester devant la Cour qui en font la demande.

Dès parution de l'ouvrage papier, une version électronique des séries *Recueil des arrêts, avis consultatifs et ordonnances; Mémoires, plaidoiries et documents; Actes et documents relatifs à l'organisation de la Cour; Annuaire-Yearbook* est placée sur le site Internet de la Cour, au format PDF (onglet « Publications »).

⁷ La version figurant dans le volume *Actes et documents n° 6*, p. 162-170, n'est pas à jour. L'*addendum* joint au présent *Annuaire-Yearbook* reproduit la version la plus actuelle des Instructions de procédure; toute modification apportée aux instructions est en outre placée sur le site Internet de la Cour.

The documents in 87 cases have so far been published.

Series entitled *Pleadings, Oral Arguments, Documents*, official citation: e.g. *I.C.J. Pleadings, Maritime Delimitation in the Black Sea (Romania v. Ukraine)*, Vol. I.

An exhaustive list of the cases published in *Pleadings, Oral Arguments, Documents* is available on the Court's website (under "Publications").

(c) *Acts and Documents concerning the Organization of the Court*

This series consists of the Court's various basic texts. Six bilingual editions (French and English) have been published, the last in 2007. They contain the Charter of the United Nations, the Statute and Rules of Court, the Practice Directions⁷ and a number of other texts.

Series entitled *Acts and Documents concerning the Organization of the Court*, official citation: e.g. *I.C.J. Acts and Documents No. 6*.

(d) *Annuaire-Yearbook*

Each year a *Yearbook* is published in which an account is given of the work of the Court during the period from 1 August of the preceding year to 31 July of the current year. This publication, previously produced in two editions (one in English (*Yearbook*) and one in French (*Annuaire*)), is now published in a single bilingual edition.

This *Annuaire-Yearbook* is the sixty-eighth in the series, which started with the *Yearbook 1946-1947*.

Series entitled *Annuaire-Yearbook*, official citation: e.g. *C.I.J. Annuaire-I.C.J. Yearbook 2013-2014*.

(e) *Bibliography of the Court*

Each year, the Registry issues a *Bibliography* listing such works and documents relating to the Court as have come to its attention during the previous year.

Bibliographies Nos. 1-18 formed Chapter IX in the appropriate *Yearbook* or *Annuaire* up to the 1963-1964 editions. *Bibliographies Nos. 19-57* were issued as separate fascicles between 1964 and 2003. As of *No. 58*, only the electronic version will be available.

Series entitled *Bibliography*, official citation: e.g. *I.C.J. Bibliography No. 57*.

*

Dissemination of the publications of the Court

The publications of the Court are distributed free on request and as required to the governments or public services of all States entitled to appear before the Court.

As soon as the print edition appears, the following series are also published in electronic PDF format on the Court's website, under "Publications": *Reports of Judgments, Advisory Opinions and Orders; Pleadings, Oral Arguments, Documents; Acts and Documents concerning the Organization of the Court; Annuaire-Yearbook*.

⁷ The version of the Practice Directions in *Acts and Documents No. 6*, pp. 163-171, is not up to date. The most recent version is reproduced in the *addendum* to the present *Annuaire-Yearbook*; any amendments to the Practice Directions are also posted on the Court's website.

La vente des publications de la Cour est notamment assurée par la section des ventes du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies :

United Nations Publications
300 East 42nd Street,
Room IN-919 J
New York, NY 10017, Etats-Unis d'Amérique
Courriel : publications@un.org

Les commandes doivent être adressées à info@eurospangroup.com (Europe, Afrique et Moyen-Orient) ou à order@un.org (Amérique, Asie et Pacifique).

De par le monde, plusieurs distributeurs proposent également les ouvrages de la Cour (voir la liste reproduite ci-après, p. 216).

Ces publications peuvent être consultées dans les principales bibliothèques de droit, notamment dans de nombreuses bibliothèques universitaires, dans certaines bibliothèques dépositaires des publications des Nations Unies et dans certaines bibliothèques bénéficiant du programme d'assistance des Nations Unies aux fins de l'enseignement, de l'étude, de la diffusion et d'une compréhension plus large du droit international.

Un *Catalogue*, édité en français et en anglais, donne le numéro de vente de chaque publication et son prix en dollars des Etats-Unis. Mis à jour chaque année par la diffusion soit d'*addenda*, soit d'une édition nouvelle, il est distribué gratuitement sur demande adressée au Greffe.

Une version PDF est également disponible sur le site Internet de la Cour (onglet « Publications », sous-onglet « Catalogue »).

* *
*

Printed publications are, *inter alia*, sold by the Sales and Marketing Section of the United Nations Secretariat at:

United Nations Publications
300 East 42nd Street,
Room IN-919 J
New York, NY 10017, United States of America
E-mail: publications@un.org

Orders should be sent to info@eurospangroup.com (Europe, Africa and the Middle East) or order@un.org (America, Asia and Pacific).

A number of distributors around the world also sell the Court's publications (see list reproduced below, p. 216).

These publications may be consulted in major law libraries, including many university libraries, certain depository libraries for United Nations publications, and libraries aided by the United Nations programme of assistance in the teaching, study, dissemination and wider appreciation of international law.

A *Catalogue* is issued in French and English. It lists the sales number of each publication and its price in US dollars. It is updated each year, by means either of an *addendum* or of a new edition. A free copy of the *Catalogue* may be obtained by applying to the Registry.

A PDF version is also available on the Court's website (under "Publications", subheading "Catalogue of Publications").

* *
*

TROISIÈME PARTIE

DE LA COMPÉTENCE DE LA COUR
ET DE LA PROCÉDURE SUIVIE PAR ELLE

I. DE LA COMPÉTENCE DE LA COUR

A. Compétence en matière contentieuse

En vertu du paragraphe 1 de l'article 38 de son Statut, la Cour internationale de Justice a pour mission de régler conformément au droit international les différends qui lui sont soumis. Sa compétence à cet égard est définie à l'article 93 de la Charte des Nations Unies et aux articles 34 à 37 de son Statut.

1. Compétence ratione personae

L'article 34, paragraphe 1, du Statut énonce que « [s]euls les Etats ont qualité pour se présenter devant la Cour ». Les organisations internationales, les collectivités et les personnes privées ne sont donc pas habilitées à introduire une instance devant la Cour.

Les Etats admis à ester devant la Cour relèvent, quant à eux, de l'une des trois catégories suivantes.

a) Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies

Le paragraphe 1 de l'article 35 du Statut de la Cour dispose que « [l]a Cour est ouverte aux Etats parties au[dit] Statut ». Or, en application du paragraphe 1 de l'article 93 de la Charte des Nations Unies, « [t]ous les Membres des Nations Unies sont *ipso facto* parties au Statut de la Cour internationale de Justice ».

Au 31 juillet 2014, l'Organisation des Nations Unies comptait 193 Etats Membres dont la liste est reproduite ci-après :

Etat	Date d'admission
Afghanistan	19 novembre 1946
Afrique du Sud	7 novembre 1945
Albanie	14 décembre 1955
Algérie	8 octobre 1962
Allemagne	18 septembre 1973
Andorre	28 juillet 1993
Angola	1 ^{er} décembre 1976
Antigua-et-Barbuda	11 novembre 1981

PART THREE

JURISDICTION OF THE COURT
AND THE PROCEDURE FOLLOWED BY IT

I. JURISDICTION OF THE COURT

A. Jurisdiction in Contentious Cases

Pursuant to Article 38, paragraph 1, of its Statute, it is the function of the International Court of Justice to decide in accordance with international law such disputes as are submitted to it. Its jurisdiction in this respect is defined in Article 93 of the Charter of the United Nations and in Articles 34 to 37 of the Statute of the Court.

1. Jurisdiction ratione personae

Article 34, paragraph 1, of the Statute provides that “[o]nly States may be parties in cases before the Court”. International organizations, other collectivities and private persons are therefore not entitled to institute proceedings before the International Court of Justice.

States entitled to appear before the Court may fall into one of the three categories listed below.

(a) *States Members of the United Nations*

Article 35, paragraph 1, of the Statute provides that the Court shall be open to the States parties to the Statute. Under Article 93, paragraph 1, of the Charter of the United Nations, “[a]ll Members of the United Nations are *ipso facto* parties to the Statute of the International Court of Justice”.

As of 31 July 2014, the United Nations had 193 Member States, a list of which is given below:

State	Date of admission
Afghanistan	19 November 1946
Albania	14 December 1955
Algeria	8 October 1962
Andorra	28 July 1993
Angola	1 December 1976
Antigua and Barbuda	11 November 1981
Argentina	24 October 1945
Armenia	2 March 1992

Etat	Date d'admission
Arabie saoudite	24 octobre 1945
Argentine	24 octobre 1945
Arménie	2 mars 1992
Australie	1 ^{er} novembre 1945
Autriche	14 décembre 1955
Azerbaïdjan	2 mars 1992
Bahamas	18 septembre 1973
Bahreïn	21 septembre 1971
Bangladesh	17 septembre 1974
Barbade	9 décembre 1966
Bélarus	24 octobre 1945
Belgique	27 décembre 1945
Belize	25 septembre 1981
Bénin	20 septembre 1960
Bhoutan	21 septembre 1971
Bolivie (Etat plurinational de)	14 novembre 1945
Bosnie-Herzégovine	22 mai 1992
Botswana	17 octobre 1966
Brésil	24 octobre 1945
Brunéi Darussalam	21 septembre 1984
Bulgarie	14 décembre 1955
Burkina Faso	20 septembre 1960
Burundi	18 septembre 1962
Cabo Verde (République de)	16 septembre 1975
Cambodge	14 décembre 1955
Cameroun	20 septembre 1960
Canada	9 novembre 1945
Chili	24 octobre 1945
Chine	24 octobre 1945
Chypre	20 septembre 1960
Colombie	5 novembre 1945
Comores	12 novembre 1975
Congo	20 septembre 1960
Costa Rica	2 novembre 1945
Côte d'Ivoire	20 septembre 1960
Croatie	22 mai 1992
Cuba	24 octobre 1945
Danemark	24 octobre 1945

State	Date of admission
Australia	1 November 1945
Austria	14 December 1955
Azerbaidjan	2 March 1992
Bahamas	18 September 1973
Bahrain	21 September 1971
Bangladesh	17 September 1974
Barbados	9 December 1966
Belarus	24 October 1945
Belgium	27 December 1945
Belize	25 September 1981
Benin	20 September 1960
Bhutan	21 September 1971
Bolivia (Plurinational State of)	14 November 1945
Bosnia and Herzegovina	22 May 1992
Botswana	17 October 1966
Brazil	24 October 1945
Brunei Darussalam	21 September 1984
Bulgaria	14 December 1955
Burkina Faso	20 September 1960
Burundi	18 September 1962
Cabo Verde (Republic of)	16 September 1975
Cambodia	14 December 1955
Cameroon	20 September 1960
Canada	9 November 1945
Central African Republic	20 September 1960
Chad	20 September 1960
Chile	24 October 1945
China	24 October 1945
Colombia	5 November 1945
Comoros	12 November 1975
Congo	20 September 1960
Costa Rica	2 November 1945
Côte d'Ivoire	20 September 1960
Croatia	22 May 1992
Cuba	24 October 1945
Cyprus	20 September 1960
Czech Republic	19 January 1993
Democratic People's Republic of Korea	17 September 1991

Etat	Date d'admission
Djibouti	20 septembre 1977
Dominique	18 décembre 1978
Egypte	24 octobre 1945
El Salvador	24 octobre 1945
Emirats arabes unis	9 décembre 1971
Equateur	21 décembre 1945
Erythrée	28 mai 1993
Espagne	14 décembre 1955
Estonie	17 septembre 1991
Etats-Unis d'Amérique	24 octobre 1945
Ethiopie	13 novembre 1945
Ex-République yougoslave de Macédoine	8 avril 1993
Fédération de Russie	24 octobre 1945
Fidji	13 octobre 1970
Finlande	14 décembre 1955
France	24 octobre 1945
Gabon	20 septembre 1960
Gambie	21 septembre 1965
Géorgie	31 juillet 1992
Ghana	8 mars 1957
Grèce	25 octobre 1945
Grenade	17 septembre 1974
Guatemala	21 novembre 1945
Guinée	12 décembre 1958
Guinée-Bissau	17 septembre 1974
Guinée équatoriale	12 novembre 1968
Guyana	20 septembre 1966
Haïti	24 octobre 1945
Honduras	17 décembre 1945
Hongrie	14 décembre 1955
Iles Marshall	17 septembre 1991
Iles Salomon	19 septembre 1978
Inde	30 octobre 1945
Indonésie	28 septembre 1950
Iran (République islamique d')	24 octobre 1945
Iraq	21 décembre 1945
Irlande	14 décembre 1955

State	Date of admission
Democratic Republic of the Congo	20 September 1960
Denmark	24 October 1945
Djibouti	20 September 1977
Dominica	18 December 1978
Dominican Republic	24 October 1945
Ecuador	21 December 1945
Egypt	24 October 1945
El Salvador	24 October 1945
Equatorial Guinea	12 November 1968
Eritrea	28 May 1993
Estonia	17 September 1991
Ethiopia	13 November 1945
Fiji	13 October 1970
Finland	14 December 1955
France	24 October 1945
Gabon	20 September 1960
Gambia	21 September 1965
Georgia	31 July 1992
Germany	18 September 1973
Ghana	8 March 1957
Greece	25 October 1945
Grenada	17 September 1974
Guatemala	21 November 1945
Guinea	12 December 1958
Guinea-Bissau	17 September 1974
Guyana	20 September 1966
Haiti	24 October 1945
Honduras	17 December 1945
Hungary	14 December 1955
Iceland	19 November 1946
India	30 October 1945
Indonesia	28 September 1950
Iran (Islamic Republic of)	24 October 1945
Iraq	21 December 1945
Ireland	14 December 1955
Israel	11 May 1949
Italy	14 December 1955
Jamaica	18 September 1962

Etat	Date d'admission
Islande	19 novembre 1946
Israël	11 mai 1949
Italie	14 décembre 1955
Jamaïque	18 septembre 1962
Japon	18 décembre 1956
Jordanie	14 décembre 1955
Kazakhstan	2 mars 1992
Kenya	16 décembre 1963
Kirghizistan	2 mars 1992
Kiribati	14 septembre 1999
Koweït	14 mai 1963
Lesotho	17 octobre 1966
Lettonie	17 septembre 1991
Liban	24 octobre 1945
Libéria	2 novembre 1945
Libye	14 décembre 1955
Liechtenstein	18 septembre 1990
Lituanie	17 septembre 1991
Luxembourg	24 octobre 1945
Madagascar	20 septembre 1960
Malaisie	17 septembre 1957
Malawi	1 ^{er} décembre 1964
Maldives	21 septembre 1965
Mali	28 septembre 1960
Malte	1 ^{er} décembre 1964
Maroc	12 novembre 1956
Maurice	24 avril 1968
Mauritanie	27 octobre 1961
Mexique	7 novembre 1945
Micronésie (Etats fédérés de)	17 septembre 1991
Monaco	28 mai 1993
Mongolie	27 octobre 1961
Monténégro	28 juin 2006
Mozambique	16 septembre 1975
Myanmar	19 avril 1948
Namibie	23 avril 1990
Nauru	14 septembre 1999
Népal	14 décembre 1955

State	Date of admission
Japan	18 December 1956
Jordan	14 December 1955
Kazakhstan	2 March 1992
Kenya	16 December 1963
Kiribati	14 September 1999
Kuwait	14 May 1963
Kyrgyzstan	2 March 1992
Lao People's Democratic Republic	14 December 1955
Latvia	17 September 1991
Lebanon	24 October 1945
Lesotho	17 October 1966
Liberia	2 November 1945
Libya	14 December 1955
Liechtenstein	18 September 1990
Lithuania	17 September 1991
Luxembourg	24 October 1945
Madagascar	20 September 1960
Malawi	1 December 1964
Malaysia	17 September 1957
Maldives	21 September 1965
Mali	28 September 1960
Malta	1 December 1964
Marshall Islands	17 September 1991
Mauritania	27 October 1961
Mauritius	24 April 1968
Mexico	7 November 1945
Micronesia (Federated States of)	17 September 1991
Monaco	28 May 1993
Mongolia	27 October 1961
Montenegro	28 June 2006
Morocco	12 November 1956
Mozambique	16 September 1975
Myanmar	19 April 1948
Namibia	23 April 1990
Nauru	14 September 1999
Nepal	14 December 1955
Netherlands	10 December 1945
New Zealand	24 October 1945

Etat	Date d'admission
Nicaragua	24 octobre 1945
Niger	20 septembre 1960
Nigéria	7 octobre 1960
Norvège	27 novembre 1945
Nouvelle-Zélande	24 octobre 1945
Oman	7 octobre 1971
Ouganda	25 octobre 1962
Ouzbékistan	2 mars 1992
Pakistan	30 septembre 1947
Palaos	15 décembre 1994
Panama	13 novembre 1945
Papouasie-Nouvelle-Guinée	10 octobre 1975
Paraguay	24 octobre 1945
Pays-Bas	10 décembre 1945
Pérou	31 octobre 1945
Philippines	24 octobre 1945
Pologne	24 octobre 1945
Portugal	14 décembre 1955
Qatar	21 septembre 1971
République arabe syrienne	24 octobre 1945
République centrafricaine	20 septembre 1960
République de Corée	17 septembre 1991
République démocratique du Congo	20 septembre 1960
République démocratique populaire lao	14 décembre 1955
République de Moldova	2 mars 1992
République dominicaine	24 octobre 1945
République populaire démocratique de Corée	17 septembre 1991
République tchèque	19 janvier 1993
République-Unie de Tanzanie	14 décembre 1961
Roumanie	14 décembre 1955
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	24 octobre 1945
Rwanda	18 septembre 1962
Sainte-Lucie	18 septembre 1979
Saint-Kitts-et-Nevis	23 septembre 1983

State	Date of admission
Nicaragua	24 October 1945
Niger	20 September 1960
Nigeria	7 October 1960
Norway	27 November 1945
Oman	7 October 1971
Pakistan	30 September 1947
Palau	15 December 1994
Panama	13 November 1945
Papua New Guinea	10 October 1975
Paraguay	24 October 1945
Peru	31 October 1945
Philippines	24 October 1945
Poland	24 October 1945
Portugal	14 December 1955
Qatar	21 September 1971
Republic of Korea	17 September 1991
Republic of Moldova	2 March 1992
Romania	14 December 1955
Russian Federation	24 October 1945
Rwanda	18 September 1962
Saint Kitts and Nevis	23 September 1983
Saint Lucia	18 September 1979
Saint Vincent and the Grenadines	16 September 1980
Samoa	15 December 1976
San Marino	2 March 1992
Sao Tome and Principe	16 September 1975
Saudi Arabia	24 October 1945
Senegal	28 September 1960
Serbia	1 November 2000
Seychelles	21 September 1976
Sierra Leone	27 September 1961
Singapore	21 September 1965
Slovakia	19 January 1993
Slovenia	22 May 1992
Solomon Islands	19 September 1978
Somalia	20 September 1960
South Africa	7 November 1945
South Sudan	14 July 2011

Etat	Date d'admission
Saint-Marin	2 mars 1992
Saint-Vincent-et-les Grenadines	16 septembre 1980
Samoa	15 décembre 1976
Sao Tomé-et-Principe	16 septembre 1975
Sénégal	28 septembre 1960
Serbie	1 ^{er} novembre 2000
Seychelles	21 septembre 1976
Sierra Leone	27 septembre 1961
Singapour	21 septembre 1965
Slovaquie	19 janvier 1993
Slovénie	22 mai 1992
Somalie	20 septembre 1960
Soudan	12 novembre 1956
Soudan du Sud	14 juillet 2011
Sri Lanka	14 décembre 1955
Suède	19 novembre 1946
Suisse	10 septembre 2002
Suriname	4 décembre 1975
Swaziland	24 septembre 1968
Tadjikistan	2 mars 1992
Tchad	20 septembre 1960
Thaïlande	16 décembre 1946
Timor-Leste	27 septembre 2002
Togo	20 septembre 1960
Tonga	14 septembre 1999
Trinité-et-Tobago	18 septembre 1962
Tunisie	12 novembre 1956
Turkménistan	2 mars 1992
Turquie	24 octobre 1945
Tuvalu	5 septembre 2000
Ukraine	24 octobre 1945
Uruguay	18 décembre 1945
Vanuatu	15 septembre 1981
Venezuela (République bolivarienne du)	15 novembre 1945
Viet Nam	20 septembre 1977
Yémen	30 septembre 1947
Zambie	1 ^{er} décembre 1964
Zimbabwe	25 août 1980

State	Date of admission
Spain	14 December 1955
Sri Lanka	14 December 1955
Sudan	12 November 1956
Suriname	4 December 1975
Swaziland	24 September 1968
Sweden	19 November 1946
Switzerland	10 September 2002
Syrian Arab Republic	24 October 1945
Tajikistan	2 March 1992
Thailand	16 December 1946
The former Yugoslav Republic of Macedonia	8 April 1993
Timor-Leste	27 September 2002
Togo	20 September 1960
Tonga	14 September 1999
Trinidad and Tobago	18 September 1962
Tunisia	12 November 1956
Turkey	24 October 1945
Turkmenistan	2 March 1992
Tuvalu	5 September 2000
Uganda	25 October 1962
Ukraine	24 October 1945
United Arab Emirates	9 December 1971
United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland	24 October 1945
United Republic of Tanzania	14 December 1961
United States of America	24 October 1945
Uruguay	18 December 1945
Uzbekistan	2 March 1992
Vanuatu	15 September 1981
Venezuela (Bolivarian Republic of)	15 November 1945
Viet Nam	20 September 1977
Yemen	30 September 1947
Zambia	1 December 1964
Zimbabwe	25 August 1980

b) *Etats non membres de l'Organisation des Nations Unies, mais parties au Statut*

Le paragraphe 2 de l'article 93 de la Charte des Nations Unies prévoit que les Etats qui ne sont pas membres des Nations Unies peuvent devenir parties au Statut de la Cour, aux conditions déterminées dans chaque cas par l'Assemblée générale sur recommandation du Conseil de sécurité.

La Suisse (à partir du 28 juillet 1948), le Liechtenstein (à partir du 29 mars 1950), Saint-Marin (à partir du 18 février 1954), le Japon (à partir du 2 avril 1954) et Nauru (à partir du 29 janvier 1988) ont relevé de cette catégorie avant de devenir Membres des Nations Unies.

Les conditions posées à cette fin ont jusqu'à présent été les mêmes dans tous les cas. Elles ont été fixées pour la première fois par une résolution de l'Assemblée générale adoptée à la suite d'une demande du Conseil fédéral suisse⁸. La date à laquelle l'Etat intéressé devient partie au Statut est celle du dépôt de l'instrument d'acceptation desdites conditions auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Deux autres résolutions de l'Assemblée générale précisent, d'une part, les conditions dans lesquelles les Etats non membres de l'Organisation, mais parties au Statut, peuvent participer à l'élection des membres de la Cour (résolution 264 (III) adoptée par l'Assemblée générale le 8 octobre 1948, dont le texte est reproduit dans *Actes et documents n° 6*, p. 184) et, d'autre part, la participation de ces Etats à la procédure d'amendement du Statut de la Cour (résolution 2520 (XXIV) adoptée par l'Assemblée générale le 4 décembre 1969, dont le texte est reproduit dans *Actes et documents n° 6*, p. 184-186).

c) *Etats non parties au Statut, mais pouvant être admis à ester devant la Cour*

Aux termes du paragraphe 2 de l'article 35 du Statut (voir aussi Règlement, art. 26, par. 1, al. c), et art. 41), la Cour est également ouverte à d'autres Etats que ceux parties à son Statut. Ladite disposition prévoit que les conditions pertinentes sont, sous réserve des dispositions particulières des traités en vigueur, réglées par le Conseil de sécurité, étant précisé que ces conditions ne sauraient, en aucun cas, résulter pour les parties en une inégalité devant la Cour.

A ce jour, les conditions posées en la matière sont énoncées dans la résolution 9 (1946) prise le 15 octobre 1946 par le Conseil de sécurité (voir *Actes et documents n° 6*, p. 186-188). Il y est précisé que les Etats non parties au Statut doivent, pour que la Cour leur soit ouverte, avoir déposé préalablement au Greffe de la Cour une déclaration par laquelle ils acceptent la juridiction de celle-ci conformément à la Charte des Nations Unies et aux conditions du Statut et du Règlement de la Cour, déclaration par laquelle ils s'engagent à exécuter de bonne foi l'arrêt ou les arrêts de la Cour et à accepter toutes les obligations mises à la charge d'un Membre des Nations Unies par l'article 94 de la Charte. Il y est en outre dit qu'une telle déclaration peut avoir soit un caractère particulier (et viser un ou plusieurs différends déjà nés), soit un caractère général (et viser tous différends ou une ou plusieurs catégories de différends nés ou à naître).

A ce jour, des déclarations de caractère particulier ont été déposées par l'Albanie (1947) et l'Italie (1953), et des déclarations de caractère général par le Cambodge (1952),

⁸ Résolution 91 (I) du 11 décembre 1946, dont le texte intégral figure sur le site Internet de l'Organisation des Nations Unies (www.un.org/documents/ga/res/1/ares1.htm).

(b) *States, not members of the United Nations, parties to the Statute*

Article 93, paragraph 2, of the Charter of the United Nations provides that States which are not members of the United Nations may become parties to the Statute of the Court on conditions to be determined in each case by the General Assembly upon the recommendation of the Security Council.

Switzerland (as from 28 July 1948), Liechtenstein (as from 29 March 1950), San Marino (as from 18 February 1954), Japan (as from 2 April 1954) and Nauru (as from 29 January 1988) fell into this category before joining the United Nations.

The conditions imposed have hitherto been the same in each case. They were laid down for the first time in a resolution adopted by the General Assembly as a result of a request by the Swiss Federal Council⁸. The date on which the State concerned becomes a party to the Statute is that of the deposit with the Secretary-General of the United Nations of the instrument of acceptance of the said conditions

Two other General Assembly resolutions govern, on the one hand, the conditions under which States that are not members of the United Nations but are parties to the Statute may participate in the election of Members of the Court (resolution 264 (III) adopted by the General Assembly on 8 October 1948, reproduced in *Acts and Documents No. 6*, p. 185) and, on the other hand, the participation of such States in the procedure for amending the Statute of the Court (resolution 2520 (XXIV) adopted by the General Assembly on 4 December 1969, reproduced in *Acts and Documents No. 6*, pp. 185-187).

(c) *States, not parties to the Statute, to which the Court may be open*

Under the terms of Article 35, paragraph 2, of the Statute (see also Rules, Art. 26, para. 1 (c), and Art. 41), the Court is also open to other States not parties to its Statute. This Article provides that the relevant conditions shall, subject to the special provisions contained in treaties in force, be laid down by the Security Council, but in no case shall such conditions place the parties in a position of inequality before the Court.

The conditions applicable in such instances are currently set out in resolution 9 (1946) adopted on 15 October 1946 by the Security Council (see *Acts and Documents No. 6*, pp. 187-189), which stipulates that, in order to have access to the Court, a State not party to the Statute must previously have deposited in the Registry of the Court a declaration by which it accepts the Court's jurisdiction, in accordance with the Charter of the United Nations and subject to the conditions of the Statute and Rules of Court, and undertakes to comply in good faith with the decision or decisions of the Court and to accept all the obligations of a Member of the United Nations under Article 94 of the Charter. Resolution 9 further states that such a declaration may be either particular (and relate to a dispute or disputes which have already arisen) or general (and relate to all disputes or to one or several classes of disputes which have already arisen or which may arise in the future).

To date, particular declarations have been filed by Albania (1947) and Italy (1953), and general declarations by Cambodia (1952), Ceylon (1952), the Federal Republic

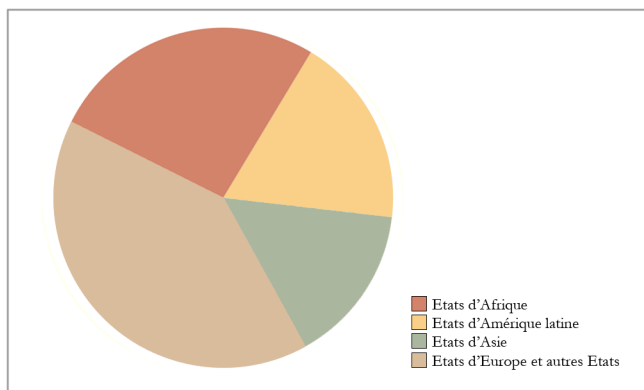
⁸ Resolution 91 (1) of 11 December 1946, the full text of which can be found on the website of the United Nations (www.un.org/documents/ga/res/1/ares1.htm).

Ceylan (1952), la Finlande (1953 et 1954), l'Italie (1955), le Japon (1951), le Laos (1952), la République fédérale d'Allemagne (1955, 1956, 1961, 1965 et 1971) et la République du Viet Nam (1952).

*

Au 31 juillet 2014, 90 Etats ont été parties à des affaires contentieuses portées devant la Cour. Leurs noms sont indiqués dans le tableau de la page 82. Ces Etats apparaissent par ailleurs sur le croquis dépliant qui figure à la gauche de la page 82.

La répartition géographique des Etats ayant été parties à des affaires est la suivante :



2. *Compétence ratione materiae*

La compétence de la Cour en matière contentieuse repose sur le consentement des Etats admis à ester devant elle. La forme suivant laquelle ce consentement est exprimé détermine la manière dont la Cour peut être saisie. La Cour ne peut connaître d'un différend que si les Etats concernés ont accepté sa compétence d'une ou plusieurs des quatre manières suivantes :

a) *Compromis*

Le paragraphe 1 de l'article 36 du Statut prévoit, en tout premier lieu, que la compétence de la Cour s'étend « à toutes les affaires que les parties lui soumettront ». Les parties peuvent donc convenir ensemble de porter un différend déjà existant devant la Cour et ainsi reconnaître la compétence de celle-ci aux fins de l'espèce.

Dans une telle hypothèse, la Cour est normalement saisie par la notification au Greffe d'un accord, dit *compromis*, conclu spécialement à cet effet par les parties.

A ce jour, 17 affaires ont été soumises à la Cour de cette manière.

La liste des affaires introduites par compromis figure à l'annexe 7 (voir p. 147).

b) *Traités et conventions*

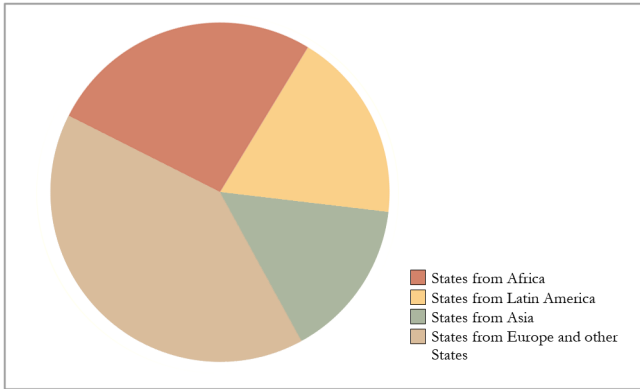
Le paragraphe 1 de l'article 36 du Statut dispose également que la compétence de la Cour s'étend aux cas « spécialement prévus ... dans les traités et conventions en vigueur ». Aujourd'hui, plusieurs centaines de traités et de conventions contiennent une clause

of Germany (1955, 1956, 1961, 1965 and 1971), Finland (1953 and 1954), Italy (1955), Japan (1951), Laos (1952) and the Republic of Viet Nam (1952).

*

As of 31 July 2014, 90 States have been parties to contentious cases before the Court. These States are listed in the table on page 82. They also appear in the fold-out sketch-map on the left of page 82.

The geographical breakdown of these States is as follows:



2. *Jurisdiction* *ratione materiae*

The jurisdiction of the Court in contentious proceedings is based on the consent of the States to which it is open. The form in which this consent is expressed determines the manner in which a case may be brought before the Court. The Court is competent to entertain a dispute only if the States concerned have accepted its jurisdiction in one or more of the following four ways:

(a) *Special agreement*

Article 36, paragraph 1, of the Statute provides, first, that the Court’s jurisdiction comprises “all cases which the parties refer to it”. Parties may therefore agree to submit an existing dispute to the Court and thus to recognize the Court’s jurisdiction for the purposes of the case.

Such cases normally come before the Court by notification to the Registry of an instrument known as a *special agreement* and concluded by the parties specially for this purpose.

To date, 17 such cases have been submitted to the Court.

For the list of cases submitted by special agreement, see Annex 7 (p. 147).

(b) *Treaties and conventions*

Article 36, paragraph 1, of the Statute also provides that the Court’s jurisdiction comprises “all matters specially provided for . . . in treaties and conventions in force”. Today, several hundred treaties and conventions contain a compromissory clause pro-

compromissoire prévoyant la compétence de la Cour. A ces instruments s'en ajoutent d'autres, conclus auparavant, et qui conféraient compétence à la Cour permanente de Justice internationale. En effet, le Statut de la CIJ dispose en son article 37 que, lorsqu'un traité ou une convention en vigueur prévoit le renvoi à une juridiction que devait instituer la Société des Nations ou à la CPJI, la Cour internationale de Justice constitue cette juridiction entre les parties audit Statut⁹. Il n'est cependant pas aisé de déterminer de manière exacte le nombre de tels traités actuellement en vigueur. Aussi aucune liste exhaustive n'existe-t-elle. Le Greffe publie sur le site Internet de la Cour une liste chronologique des instruments qui lui ont été notifiés, après avoir été enregistrés au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies (onglet « Compétence »).

Lorsqu'un Etat invoque la clause compromissoire d'un traité pour fonder la compétence de la Cour, celle-ci est normalement saisie par une requête introductive d'instance, acte unilatéral qui doit indiquer l'objet du différend et les parties (Statut, art. 40, par. 1) et comporter, autant que possible, la mention de la disposition sur laquelle le requérant entend fonder la compétence de la Cour (Règlement, art. 38).

A ce jour, des clauses compromissoires ont été invoquées dans 70 requêtes introductives d'instance.

L'annexe 8 au présent *Annuaire-Yearbook* (p. 149) donne la liste de ces affaires et précise le nom de l'instrument invoqué.

c) *Déclarations d'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour*

Le paragraphe 2 de l'article 36 du Statut définit un troisième moyen de consentir à la compétence. Il prévoit qu'un Etat peut, à n'importe quel moment, déclarer reconnaître comme obligatoire, à l'égard de tout autre Etat acceptant la même obligation, la juridiction de la Cour sur tous les différends d'ordre juridique ayant pour objet :

- a) l'interprétation d'un traité;
- b) tout point de droit international;
- c) la réalité de tout fait qui, s'il était établi, constituerait la violation d'un engagement international;
- d) la nature ou l'étendue de la réparation due pour la rupture d'un engagement international.

Le paragraphe 3 dudit article précise que ces déclarations peuvent être faites purement ou simplement ou être assorties de réserves.

Lorsqu'une déclaration d'acceptation de sa juridiction obligatoire est invoquée, la Cour est saisie par requête.

L'annexe 8 au présent ouvrage donne la liste des affaires en lesquelles des déclarations ont été invoquées comme fondement de la compétence de la Cour.

Les déclarations d'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour faites en vertu de paragraphe 2 de l'article 36 du Statut sont déposées auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et publiées dans le *Recueil des traités des Nations Unies*.

⁹ Les dispositions pertinentes des traités ou conventions qui régissaient la compétence de la Cour permanente de Justice internationale ont été reproduites par la CPJI, en 1932, dans sa *Collection des textes régissant la compétence de la Cour* (C.P.J.I. série D n° 6, quatrième édition) et, par la suite, dans le chapitre X de ses *Rapports annuels* (C.P.J.I. série E n° 8-16).

viding for the jurisdiction of the Court. There are also other such instruments, concluded earlier, that conferred jurisdiction on the Permanent Court of International Justice; Article 37 of the ICJ Statute stipulates that whenever a treaty or convention in force provides for reference of a matter to a tribunal to have been instituted by the League of Nations, or to the PCIJ, the matter shall, as between the parties to the Statute⁹, be referred to the International Court of Justice. It is not easy to determine, however, exactly how many such treaties are currently in force, and hence there is no comprehensive list. The Registry publishes on the Court's website a chronological list of the instruments notified to the Registry following registration at the Secretariat of the United Nations (under "Jurisdiction").

When a State invokes the compromissory clause of a treaty as basis for the Court's jurisdiction, the matter is normally brought before the Court by means of an application instituting proceedings; this is a unilateral document which must indicate the subject of the dispute and the parties (Statute, Art. 40, para. 1) and, as far as possible, specify the provision on which the jurisdiction of the Court is said to be based (Rules, Art. 38).

To date, compromissory clauses have been invoked in 70 Applications instituting proceedings.

A list of the names of both the cases and the instruments concerned can be found in Annex 8 of the present *Annuaire-Yearbook* (p. 149).

(c) *Declarations recognizing the jurisdiction of the Court as compulsory*

Article 36, paragraph 2, of the Statute sets out a third means by which States may recognize the Court's jurisdiction. It provides that a State may at any time declare that it recognizes as compulsory, in relation to any other State accepting the same obligation, the jurisdiction of the Court in all legal disputes concerning:

- (a) the interpretation of a treaty;
- (b) any question of international law;
- (c) the existence of any fact which, if established, would constitute a breach of an international obligation;
- (d) the nature or extent of the reparation to be made for the breach of an international obligation.

Paragraph 3 of the same Article states that such declarations may be made unconditionally or with reservations.

When a declaration recognizing the jurisdiction of the Court as compulsory is invoked, the Court is seized by means of an application.

A list of the cases in which declarations have been invoked as a basis for the Court's jurisdiction can be found in Annex 8 of the present *Annuaire-Yearbook*.

Declarations recognizing the jurisdiction of the Court as compulsory under Article 36, paragraph 2, of the Statute are filed with the Secretary-General of the United Nations and published in the *United Nations Treaty Series*. They are also reproduced

⁹ The relevant provisions of the instruments governing the jurisdiction of the Permanent Court of International Justice were reproduced by the PCIJ, in 1932, in its *Collection of Texts Governing the Jurisdiction of the Court (P.C.I.J., Series D, No. 6, fourth edition)* and subsequently in Chapter X of its *Annual Reports (P.C.I.J., Series E, Nos. 8-16)*.

Elles sont également reproduites dans l'*Annuaire-Yearbook* correspondant à l'année au cours de laquelle elles ont été faites, ainsi que sur le site Internet de la Cour (onglet « Compétence »)¹⁰.

Au 31 juillet 2014, 69 déclarations avaient ainsi été déposées (51 étant assorties de réserves)¹¹. La dernière en date est celle des Iles Marshall (24 avril 2013).

Il convient de noter que, par application du paragraphe 5 de l'article 36 du Statut de la Cour internationale de Justice, les déclarations faites sous le régime du Statut de la Cour permanente de Justice internationale qui ne sont pas devenues caduques ou n'ont pas été retirées sont considérées comme comportant acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour internationale de Justice pour la durée restant à courir d'après ces déclarations et conformément à leurs termes. Ces déclarations, qui sont actuellement au nombre de six, sont également publiées sur le site Internet de la Cour¹².

d) *Forum prorogatum*

Outre les trois modes susmentionnés, la Cour peut également être saisie d'une affaire par la voie dite du *forum prorogatum*. Le paragraphe 5 de l'article 38 du Règlement prévoit le cas où un Etat dépose une requête contre un autre Etat tout en reconnaissant que celui-ci n'a pas reconnu la compétence de la Cour au moment du dépôt et en l'invitant à le faire. L'Etat contre lequel la requête est ainsi formée a alors la possibilité d'accepter cette compétence. L'instance n'est réputée introduite qu'à la date de cette acceptation.

A ce jour, 16 requêtes de ce type ont été déposées. Dans deux cas seulement, l'Etat contre lequel la requête avait été formée a accepté la compétence de la Cour. Cela s'est produit en avril 2003 en l'affaire relative à *Certaines procédures pénales engagées en France (République du Congo c. France)* et en août 2006 en l'affaire relative à *Certaines questions concernant l'entraide judiciaire en matière pénale (Djibouti c. France)*.

L'annexe 9 au présent *Annuaire-Yearbook* (p. 163) offre de plus amples informations sur cette question.

Les requêtes les plus récentes présentées sur ce fondement sont celles que les Iles Marshall ont déposées le 24 avril 2014 contre, par ordre alphabétique, la Chine, les Etats-Unis d'Amérique, la Fédération de Russie, la France, Israël et la République populaire démocratique de Corée.

Il convient de rappeler que, avant l'introduction du paragraphe 5 de l'article 38 du Règlement (le 1^{er} juillet 1978), la Cour traitait les requêtes fondées sur le *forum prorogatum* comme toute autre requête qui lui était adressée: le Greffe procédait aux notifications habituelles et l'« affaire » était inscrite au rôle général de la Cour. Elle ne pouvait en être rayée que si l'Etat défendeur refusait de manière explicite la compétence de la Cour pour en connaître. Cette dernière était par conséquent amenée à rendre des ordonnances à seule fin de rayer ces « affaires » du rôle. Ainsi que le rappelle l'annexe 9, la Cour a déclaré en huit occasions qu'elle ne pouvait pas donner suite aux requêtes qui lui avaient été soumises, faute d'acceptation de sa compétence par l'Etat défendeur.

¹⁰ Ces deux dernières publications n'ont qu'une valeur illustrative.

¹¹ Depuis 1951, 15 autres déclarations relatives à la compétence de la Cour internationale de Justice, soit faites expressément, soit relevant du paragraphe 5 de l'article 36 du Statut de la Cour, ont expiré, ont été retirées ou sont parvenues à échéance et n'ont pas été renouvelées. Elles émanaient des Etats suivants: Afrique du Sud, Bolivie, Brésil, Chine, Colombie, El Salvador, Etats-Unis d'Amérique, France, Guatemala, Iran, Israël, Nauru, Serbie-et-Monténégro, Thaïlande et Turquie.

¹² Cette dernière publication n'a qu'une valeur illustrative.

in the *Annuaire-Yearbook* for the year in which they were made and on the Court's website (under "Jurisdiction")¹⁰.

As of 31 July 2014, 69 such declarations had been deposited (51 with reservations)¹¹. The most recent of these was deposited by the Marshall Islands (24 April 2013).

It should be noted that, in view of the provisions of Article 36, paragraph 5, of the Statute of the International Court of Justice, the texts of declarations made under the Statute of the Permanent Court of International Justice which have not lapsed or been withdrawn shall be deemed to be acceptances of the compulsory jurisdiction of the International Court of Justice for the period which they still have to run and in accordance with their terms. There are currently six such declarations, which can also be found on the Court's website¹².

(d) *Forum prorogatum*

In addition to the three ways set out above, a case may also be brought before the Court under the so-called *forum prorogatum* rule. Article 38, paragraph 5, of the Rules of Court makes provision for a State to file an application against another State, in the knowledge that that State has not recognized the Court's jurisdiction at the time of the filing and inviting it to do so. The State against which the application has been made then has the possibility of accepting that jurisdiction. Proceedings are only considered instituted as from the date of that acceptance.

To date, 16 such Applications have been filed. In only two cases has the Court's jurisdiction been accepted by the respondent party: in April 2003 in the case concerning *Certain Criminal Proceedings (Republic of the Congo v. France)*, and in August 2006 in the case concerning *Certain Questions of Mutual Assistance in Criminal Matters (Djibouti v. France)*.

Further details can be found in Annex 9 of the present *Annuaire-Yearbook* (p. 163).

The most recent applications to be submitted in this way were those filed by the Marshall Islands on 24 April 2014 against, in alphabetical order, China, the Democratic People's Republic of Korea, France, Israel, the Russian Federation and the United States of America.

It should be recalled however that, prior to the introduction of Article 38, paragraph 5, of the Rules (on 1 July 1978), applications based on *forum prorogatum* were dealt with by the Court in the same way as any other application submitted to it: the Registry carried out the usual notifications and the "case" was entered in the Court's General List. It could only be removed from the List if the respondent State explicitly refused to consent to the Court's jurisdiction to entertain it; the Court was then required to make an order for the sole purpose of removing the "case" from the List. As Annex 9 shows, the Court has on eight occasions declared itself unable to entertain a case submitted to it because the respondent State has refused to consent to its jurisdiction.

¹⁰ In these two instances, the declarations are published for information purposes only.

¹¹ Since 1951, 15 other declarations relating to the jurisdiction of the International Court of Justice, either expressly or by virtue of Article 36, paragraph 5, of the Statute, have expired, been withdrawn or been terminated without being subsequently replaced. These were the declarations of the following States: Bolivia, Brazil, China, Colombia, El Salvador, France, Guatemala, Iran, Israel, Nauru, Serbia and Montenegro, South Africa, Thailand, Turkey and the United States of America.

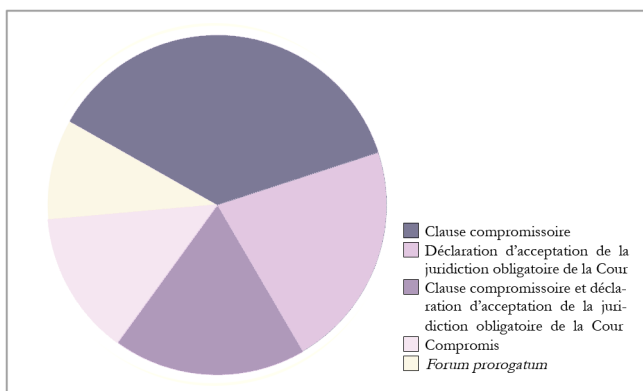
¹² These declarations are published on the Court's website for information purposes only.

En l'affaire du *Détroit de Corfou (Royaume-Uni c. Albanie)*, la Cour a estimé, suite au dépôt de la requête du Royaume-Uni, qu'elle avait compétence sur la base de l'acceptation, par l'Albanie, de la recommandation du Conseil de sécurité tendant à ce que les deux pays soumettent leur différend à la Cour (arrêt sur l'exception préliminaire du 25 mars 1948). Immédiatement après le prononcé de l'arrêt sur l'exception préliminaire, les Parties ont notifié à la Cour un compromis.

*

Au 31 juillet 2014, la Cour a été saisie de 134 affaires contentieuses, dont 17 lui ont été soumises par compromis et 9 sur le fondement d'une disposition particulière de son Statut ou d'un arrêt rendu par elle (la Cour a ainsi été saisie de 5 demandes en interprétation, de 3 demandes en revision et de 1 « demande d'examen de la situation au titre du paragraphe 63 de l'arrêt rendu par la Cour le 20 décembre 1974 dans l'affaire des *Essais nucléaires (Nouvelle-Zélande c. France)*»). Les 108 autres affaires lui ont été soumises par requête : 47 étaient exclusivement fondées sur une clause compromissoire, 27 exclusivement sur une déclaration d'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour, 23 sur les deux et 11 sur la règle dite du *forum prorogatum*.

Les modes de saisine de la Cour examinés ci-dessus se répartissent donc comme suit :



3. Observations relatives à la compétence

a) La Cour se prononce sur sa propre compétence

Il arrive que la compétence de la Cour soit contestée (voir ci-après, p. 90). Le paragraphe 6 de l'article 36 du Statut dispose que, en pareil cas, la Cour décide.

b) Compétence de la Cour après le prononcé d'un arrêt

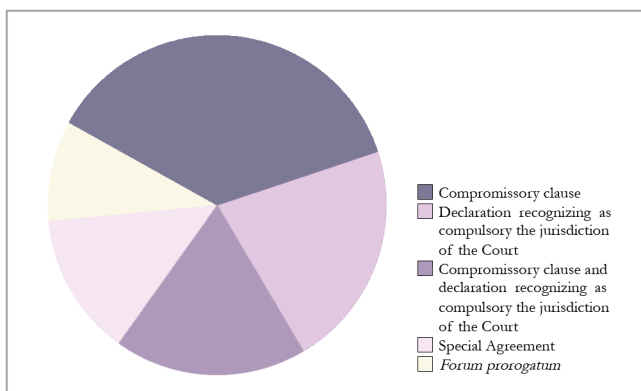
Les arrêts de la Cour sont définitifs et sans recours. Il se peut toutefois qu'une contestation naisse entre les Etats concernés s'agissant du sens ou de la portée d'un arrêt rendu, entraînant la nécessité de l'interpréter. De même, la découverte, après le prononcé d'un arrêt, d'un fait décisif qui existait avant ce prononcé peut requérir que l'arrêt en cause soit révisé. La procédure suivie en la matière et les conditions posées sont présentées ci-après (voir p. 93).

In the *Corfu Channel* case (*United Kingdom v. Albania*), following the filing of an application by the United Kingdom, the Court found that it had jurisdiction on the basis of Albania’s acceptance of the Security Council’s recommendation that the two States should refer their dispute to the Court (Judgment on the preliminary objection, 25 March 1948). Immediately after the delivery of the Judgment on the preliminary objection, the Parties notified to the Court a special agreement.

*

As of 31 July 2014, the Court has been seised of 134 contentious cases, of which 17 were submitted by special agreement and nine on the basis of a particular provision of the Statute or of a Judgment of the Court; it has thus received five requests for interpretation, three applications for revision and one “request for an examination of the situation in accordance with paragraph 63 of the Court’s Judgment of 20 December 1974 in the *Nuclear Tests (New Zealand v. France)* case”. The other 108 were submitted by means of an application: 47 have relied solely on a compromissory clause, 27 solely on a declaration recognizing the Court’s jurisdiction as compulsory, 23 on both a compromissory clause and a declaration, and 11 on the so-called *forum prorogatum* rule.

The ways in which the Court, as discussed above, can thus be broken down as follows:



3. Remarks concerning jurisdiction

(a) *The Court itself decides any question as to its jurisdiction*

The Court’s jurisdiction may be disputed (see below, p. 90). Article 36, paragraph 6, of the Statute provides that, in the event of such a dispute, the matter shall be settled by the decision of the Court.

(b) *Jurisdiction of the Court after delivery of a judgment*

The Court’s judgments are binding and without appeal. However, a dispute may arise between the States concerned as to the meaning or scope of a judgment, requiring it to be interpreted. Similarly, the discovery, after the delivery of a judgment, of a decisive fact that existed before that delivery may call for the judgment in question to be revised. The procedure followed in such instances and the conditions to be fulfilled are described below (see p. 93).

B. Compétence en matière consultative

1. Présentation générale

Aux termes de l'article 65 du Statut, la Cour peut donner un avis consultatif sur une question juridique, à la demande de tout organe ou institution autorisé par la Charte des Nations Unies ou conformément à ses dispositions à demander un tel avis.

La Charte dispose, en son article 96, paragraphe 1, que l'Assemblée générale ou le Conseil de sécurité peuvent demander à la Cour un avis consultatif sur toute question juridique. Il est en outre précisé, dans le paragraphe 2 du même article, que :

« [t]ous autres organes de l'Organisation et institutions spécialisées qui peuvent, à un moment quelconque, recevoir de l'Assemblée générale une autorisation à cet effet ont également le droit de demander à la Cour des avis consultatifs sur des questions juridiques qui se poseraient dans le cadre de leur activité ».

Les questions sur lesquelles l'avis est demandé doivent être formulées en termes précis dans une *requête pour avis consultatif*.

2. Entités admises à saisir la Cour en matière consultative

A ce jour, six organes des Nations Unies et 16 institutions spécialisées ou organisation apparentée ont qualité pour demander des avis consultatifs¹³.

Les cas précis dans lesquels ces diverses institutions peuvent recourir à la compétence consultative de la CIJ sont prévus par leurs actes constitutifs, constitutions ou statuts, ou par des conventions ou accords particuliers. Le tableau ci-après précise le nom des organes et institutions ayant qualité pour demander des avis consultatifs ainsi que les instruments pertinents. Ce tableau tient compte, pour autant que le Greffe en soit informé, des éventuels amendements aux textes cités ayant affecté les dispositions relatives à la compétence de la Cour¹⁴. En tout, 26 demandes ont été soumises à la Cour, qui a donné 27 avis¹⁵. Les organes ou institutions qui ont effectivement demandé des avis consultatifs depuis 1946 sont précédés par un astérisque dans le tableau ci-après.

La liste détaillée des avis demandés figure à l'annexe 20 (voir p. 187).

¹³ Il est rappelé à cet égard ce qui suit : i) l'Organisation internationale pour les réfugiés, qui avait été autorisée à demander à la Cour des avis consultatifs, a cessé ses fonctions en 1952 ; ii) la charte de La Havane instituant une organisation internationale du commerce, qui prévoit la compétence de la Cour en matière consultative, n'est pas entrée en vigueur ; iii) par sa résolution 957 (X) du 8 novembre 1955, l'Assemblée générale, amendement le Statut du Tribunal administratif des Nations Unies (art. 11), avait autorisé le comité chargé des demandes de réformation de jugements du Tribunal administratif des Nations Unies à demander des avis consultatifs à la Cour ; par sa résolution 50/54 du 11 décembre 1995, l'Assemblée générale a décidé de modifier de nouveau le statut du Tribunal, notamment en supprimant l'article 11 en ce qui concerne les jugements rendus après le 31 décembre 1995.

¹⁴ Ce tableau a été établi à des fins exclusivement illustratives. L'inclusion ou l'omission de tel ou tel texte ne saurait être considérée comme l'indication des vues du Greffe sur sa nature, sa portée ou sa validité.

¹⁵ La liste chronologique des procédures consultatives figure à l'annexe 1 ci-après (voir p. 117). Dans le cadre de l'une de ces procédures, à savoir celle relative à la demande en *Interprétation des traités de paix conclus avec la Bulgarie, la Hongrie et la Roumanie*, la Cour a donné son avis en deux temps (le 30 mars 1950 (première phase) et le 18 juillet 1950 (deuxième phase)).

B. *Advisory Jurisdiction*

1. *General overview*

By virtue of Article 65 of the Statute, the Court may give an advisory opinion on a legal question at the request of whatever body may be authorized by or in accordance with the Charter of the United Nations to make such a request.

Article 96, paragraph 1, of the Charter provides that advisory opinions may be asked of the Court by the General Assembly or the Security Council on any legal question. Paragraph 2 of this Article adds:

“[o]ther organs of the United Nations and specialized agencies, which may at any time be so authorized by the General Assembly, may also request advisory opinions of the Court on legal questions arising within the scope of their activities”.

An exact statement of the questions upon which the advisory opinion is asked must be contained in a *request for an advisory opinion*.

2. *Entities entitled to seek an advisory opinion of the Court*

Six United Nations organs and 16 specialized agencies and related organization are at present authorized to request advisory opinions¹³.

The precise circumstances in which these various institutions may avail themselves of the ICJ's advisory jurisdiction are specified either in their constitutive acts, constitutions or statutes, or in specific conventions or agreements. The following table lists the names of the organs and agencies entitled to ask for advisory opinions and the relevant instruments. This table takes into account, so far as the Registry is informed of them, any amendments to those instruments which have affected their provisions concerning the jurisdiction of the Court¹⁴. In total, 26 requests have been submitted to the Court, which has given 27 advisory opinions¹⁵. Those organs and agencies that have asked for advisory opinions since 1946 are indicated by an asterisk in the following table.

A detailed list of the opinions requested can be found in Annex 20 (see p. 187).

¹³ It is recalled in this respect that: (i) the International Refugee Organization, which had been authorized to request advisory opinions of the Court, ceased to exist in 1952; (ii) the Havana Charter for an International Trade Organization, which provides for the jurisdiction of the Court in proceedings in regard to advisory opinions, has not entered into force; (iii) by resolution 957 (X) of 8 November 1955 the General Assembly, amending the Statute of the United Nations Administrative Tribunal (Art. 11), authorized the Committee on Applications for Review of Judgements of the United Nations Administrative Tribunal to request advisory opinions of the International Court of Justice; by resolution 50/54 of 11 December 1995, the General Assembly amended the Tribunal's Statute again, *inter alia* deleting Article 11 with respect to judgments rendered after 31 December 1995.

¹⁴ This table has been produced for illustrative purposes only. The inclusion or omission of any instrument should not be regarded as an indication of any view entertained by the Registry regarding the nature, scope or validity of the instrument in question.

¹⁵ A chronological list of advisory proceedings can be found in Annex 1 (see p. 177). In the case concerning *Interpretation of Peace Treaties with Bulgaria, Hungary and Romania*, the Court gave its opinion in two phases (30 March 1950 (First Phase) and 18 July 1950 (Second Phase)).

Organe/institution	Instrument prévoyant la compétence de la Cour
Organes des Nations Unies	
*Assemblée générale	Charte, art. 96, par. 1
*Conseil de sécurité	Charte, art. 96, par. 1
*Conseil économique et social	Résolution 89 (I) de l'Assemblée générale, 11 décembre 1946
Conseil de tutelle	Résolution 171 (II) de l'Assemblée générale, 14 novembre 1947, par. B
Commission intérimaire de l'Assemblée générale	Résolution 196 (III) de l'Assemblée générale, 3 décembre 1948, par. 3. Le mandat de la Commission intérimaire a été prorogé sans limite de durée par la résolution de l'Assemblée générale 295 (IV) du 21 novembre 1949 dont le paragraphe 3 confirme l'autorisation accordée à la Commission de demander des avis consultatifs à la Cour.

Autres textes pertinents en ce qui concerne l'Organisation des Nations Unies

Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies, approuvée par l'Assemblée générale le 13 février 1946, art. VIII, sect. 30 (Nations Unies, *Recueil des traités*, I n° 4, vol. 1)

Accord entre l'Organisation des Nations Unies et les Etats-Unis d'Amérique relatif au siège de l'Organisation, 26 juin 1947, art. VIII, sect. 21 (Nations Unies, *Recueil des traités*, I n° 147, vol. 11)

Accord entre le Gouvernement chilien et la Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine relatif au fonctionnement du siège de la Commission au Chili, 16 février 1953, art. XI, sect. 21 (Nations Unies, *Recueil des traités*, I n° 4541, vol. 314)

Accord entre l'Organisation des Nations Unies et la Thaïlande relatif au siège de la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient en Thaïlande, 26 mai 1954, art. XIII, sect. 26 (Nations Unies, *Recueil des traités*, I n° 3703, vol. 260)

Accord entre l'Organisation des Nations Unies et l'Ethiopie relatif au siège de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, 18 juin 1958, art. IX (Nations Unies, *Recueil des traités*, I n° 4597, vol. 317)

Accord entre l'Organisation des Nations Unies et le Japon relatif au siège de l'Université des Nations Unies, 14 mai 1976, sect. 22 (Nations Unies, *Recueil des traités*, I n° 14839, vol. 1009)

Accord entre l'Organisation des Nations Unies et la Grèce relatif au siège du groupe de coordination du Plan d'action pour la Méditerranée, 11 février 1982, sect. 26 (Nations Unies, *Recueil des traités*, I n° 20736, vol. 1261)

Text governing the jurisdiction of the Court	Organ/Agency
United Nations organs	
Charter, Art. 96, para. 1	<i>*General Assembly</i>
Charter, Art. 96, para. 1	<i>*Security Council</i>
Resolution 89 (I) of the General Assembly, 11 December 1946	<i>*Economic and Social Council</i>
Resolution 171 (II) of the General Assembly, 14 November 1947, para. B	<i>*Trusteeship Council</i>
Resolution 196 (III) of the General Assembly, 3 December 1948, para. 3. The mandate of the Interim Committee was extended indefinitely by resolution 295 (IV) of the General Assembly of 21 November 1949, paragraph 3 of which preserved its authority to request advisory opinions of the Court.	<i>Interim Committee of the General Assembly</i>

Other relevant texts for the United Nations

Convention on the privileges and immunities of the United Nations, adopted by the General Assembly on 13 February 1946, Art. VIII, Sec. 30 (United Nations, *Treaty Series*, I No. 4, Vol. 1)

Agreement between the United Nations and the United States of America regarding the Headquarters of the United Nations, 26 June 1947, Art. VIII, Sec. 21 (United Nations, *Treaty Series*, I No. 147, Vol. 11)

Agreement between Chile and the United Nations Economic Commission for Latin America regulating conditions for the operation, in Chile, of the Headquarters of the Commission, 16 February 1953, Art. XI, Sec. 21 (United Nations, *Treaty Series*, I No. 4541, Vol. 314)

Agreement between the United Nations and Thailand relating to the Headquarters of the Economic Commission for Asia and the Far East in Thailand, 26 May 1954, Art. XIII, Sec. 26 (United Nations, *Treaty Series*, I No. 3703, Vol. 260)

Agreement between the United Nations and Ethiopia regarding the Headquarters of the United Nations Economic Commission for Africa, 18 June 1958, Art. IX (United Nations, *Treaty Series*, I No. 4597, Vol. 317)

Agreement between the United Nations and Japan regarding the Headquarters of the United Nations University, 14 May 1976, Sec. 22 (United Nations, *Treaty Series*, I No. 14839, Vol. 1009)

Agreement between the United Nations and Greece regarding the Headquarters of the Co-ordinating Unit for the Mediterranean Action Plan, 11 February 1982, Sec. 26 (United Nations, *Treaty Series*, I No. 20736, Vol. 1261)

Organe/institution	Instrument prévoyant la compétence de la Cour
Institutions spécialisées	
Texte général	Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées, approuvée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 21 novembre 1947, art. VII, sect. 24, et art. IX, sect. 32 (Nations Unies, <i>Recueil des traités</i> , I n° 521, vol. 33)
<i>Organisation internationale du Travail (OIT)</i>	Instrument pour l'amendement de la Constitution de l'Organisation internationale du Travail, 9 octobre 1946, art. 29, 31-34 et 37 (Nations Unies, <i>Recueil des traités</i> , I n° 229, vol. 15) Accord entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation internationale du Travail, approuvé par l'Assemblée générale des Nations Unies le 14 décembre 1946, art. IX (Nations Unies, <i>Recueil des traités</i> , II n° 9, vol. 1) Statut du Tribunal administratif de l'Organisation internationale du Travail, adopté par la conférence internationale du travail le 9 octobre 1946 et modifié par la conférence le 29 juin 1949, art. XII ¹⁶
<i>Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)</i>	Acte constitutif de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, 16 octobre 1945, amendé en 1957, art. XVII (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, <i>Textes fondamentaux</i> , vol. I, 1968) Accord entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, approuvé par l'Assemblée générale des Nations Unies le 14 décembre 1946, art. IX (Nations Unies, <i>Recueil des traités</i> , II n° 10, vol. 1) Conditions d'engagement du directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture: recommandation de la conférence de l'Organisation, 27 octobre 1945, par. 3 (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, <i>Rapport de la première session de la conférence</i> , 16 octobre-1 ^{er} novembre 1945)
<i>*Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)</i>	Convention créant une Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, 16 novembre 1945, art. V, par. 11 (adopté en 1952), et XIV, par. 2 (Nations Unies, <i>Recueil des traités</i> , I n° 52, vol. 4) ¹⁷

¹⁶ Ce tribunal, auquel ont accès les fonctionnaires de l'Organisation internationale du Travail ou leurs ayants droit, a vu également reconnaître sa juridiction par les organisations internationales ci-après, qui sont qualifiées pour demander des avis consultatifs: Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Organisation mondiale de la Santé, Union internationale des télécommunications, Fonds international de développement agricole, Organisation météorologique mondiale, Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, Agence internationale de l'énergie atomique.

¹⁷ Voir aussi le règlement intérieur de la conférence générale de l'UNESCO (art. 33) et le protocole du 10 décembre 1962 instituant une commission de conciliation et de bons offices chargée de rechercher la solution des différends qui naîtraient entre Etats parties à la convention concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement (art. 18) (doc. UNESCO 12C/Résolutions).

Text governing the jurisdiction of the Court	Organ/Agency
Specialized Agencies	
Convention on the privileges and immunities of specialized agencies approved by the General Assembly of the United Nations on 21 November 1947, Art. VII, Sec. 24, and Art. IX, Sec. 32 (United Nations, <i>Treaty Series</i> , I No. 521, Vol. 33)	General instrument
Instrument for the amendment of the Constitution of the International Labour Organization, 9 October 1946, Arts. 29, 31-34 and 37 (United Nations, <i>Treaty Series</i> , I No. 229, Vol. 15)	<i>International Labour Organization (ILO)</i>
Agreement between the United Nations and the International Labour Organization, approved by the General Assembly of the United Nations on 14 December 1946, Art. IX (United Nations, <i>Treaty Series</i> , II No. 9, Vol. 1)	
Statute of the Administrative Tribunal of the International Labour Organization, adopted by the International Labour Conference on 9 October 1946 and modified by the Conference on 29 June 1949, Art. XII ¹⁶	
Constitution of the Food and Agriculture Organization of the United Nations, 16 October 1945, as amended in 1957, Art. XVII (Food and Agriculture Organization of the United Nations, <i>Basic Texts</i> , Vol. I, 1968)	<i>Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO)</i>
Agreement between the United Nations and the Food and Agriculture Organization of the United Nations, approved by the General Assembly of the United Nations on 14 December 1946, Art. IX (United Nations, <i>Treaty Series</i> , II No. 10, Vol. 1)	
Terms of appointment of the Director General of the Food and Agriculture Organization of the United Nations: recommendation by the Conference of the Organization, 27 October 1945, para. 3 (Food and Agriculture Organization of the United Nations, <i>Report of the First Session of the Conference</i> , 16 October-1 November 1945)	
Constitution of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization, 16 November 1945, Arts. V, para. 11 (adopted in 1952), and XIV, para. 2 (United Nations, <i>Treaty Series</i> , I No. 52, Vol. 4) ¹⁷	<i>*United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization (UNESCO)</i>

¹⁶ The jurisdiction of this Tribunal, which is open to officials of the International Labour Organization or other persons claiming under the terms of appointment of an official, has been recognized also by the following international organizations, which are authorized to request advisory opinions: Food and Agriculture Organization of the United Nations; United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization; World Health Organization; International Telecommunication Union; International Fund for Agricultural Development; World Meteorological Organization; World Intellectual Property Organization; United Nations Industrial Development Organization; International Atomic Energy Agency.

¹⁷ See also Rules of Procedure of the General Conference of UNESCO (Rule 33) and the Protocol of 10 December 1962 instituting a Conciliation and Good Offices Commission to be responsible for seeking the settlement of any disputes which may arise between States parties to the Convention against Discrimination in Education (Art. 18) (UNESCO document 12C/Resolutions).

Organe/institution	Instrument prévoyant la compétence de la Cour
	<p>Accord entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, approuvé par l'Assemblée générale des Nations Unies le 14 décembre 1946, sous sa forme révisée approuvée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 8 décembre 1962, art. X¹⁸ (Nations Unies, <i>Recueil des traités</i>, II n° 11, vol. 1; <i>ibid.</i>, Assemblée générale, résolution 1786 (XVII))</p> <p>Accord entre l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et la France relatif au siège de l'UNESCO et à ses privilèges et immunités sur le territoire français, 2 juillet 1954, art. 29 (Nations Unies, <i>Recueil des traités</i>, I n° 5103, vol. 357)</p>
* <i>Organisation mondiale de la Santé (OMS)</i>	Constitution de l'Organisation mondiale de la Santé, 22 juillet 1946, art. 75-77 (Nations Unies, <i>Recueil des traités</i> , I n° 221, vol. 14)
	Accord entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation mondiale de la Santé, approuvé par l'Assemblée générale des Nations Unies le 15 novembre 1947, art. X (Nations Unies, <i>Recueil des traités</i> , II n° 115, vol. 19)
<i>Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD)</i>	Accord entre l'Organisation des Nations Unies et la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, approuvé par l'Assemblée générale des Nations Unies le 15 novembre 1947, art. VIII (Nations Unies, <i>Recueil des traités</i> , II n° 109, vol. 16)
<i>Société financière internationale (SFI)</i>	Accord concernant les relations entre l'Organisation des Nations Unies et la Société financière internationale, approuvé par l'Assemblée générale des Nations Unies le 20 février 1957, par. I (Nations Unies, <i>Recueil des traités</i> , II n° 546, vol. 265)
<i>Association internationale de développement (AID)</i>	Accord concernant les relations entre l'Organisation des Nations Unies et l'Association internationale de développement, approuvé par l'Assemblée générale des Nations Unies le 27 mars 1961, art. I (Nations Unies, <i>Recueil des traités</i> , II n° 582, vol. 394)
<i>Fonds monétaire international (FMI)</i>	Accord entre l'Organisation des Nations Unies et le Fonds monétaire international, approuvé par l'Assemblée générale des Nations Unies le 15 novembre 1947, art. VIII (Nations Unies, <i>Recueil des traités</i> , II n° 108, vol. 16)
<i>Organisation de l'aviation civile internationale (OACI)</i>	<p>Convention relative à l'aviation civile internationale, 7 décembre 1944, art. 84-86 (Nations Unies, <i>Recueil des traités</i>, I n° 10612, vol. 740; Organisation de l'aviation civile internationale, convention relative à l'aviation civile internationale, 1969)</p> <p>Accord entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de l'aviation civile internationale, approuvé par l'Assemblée générale des Nations Unies le 14 décembre 1946, art. X (Nations Unies, <i>Recueil des traités</i>, II n° 45, vol. 8)</p>

¹⁸ Art. XI avant la revision de 1962.

Text governing the jurisdiction of the Court	Organ/Agency
Agreement between the United Nations and the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization, approved by the General Assembly of the United Nations on 14 December 1946, as revised and approved by the General Assembly of the United Nations on 8 December 1962, Art. X ¹⁸ (United Nations, <i>Treaty Series</i> , II No. 11, Vol. 1; <i>ibid.</i> , General Assembly, resolution 1786 (XVII))	
Agreement between the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization and France regarding the Headquarters of UNESCO and the privileges and immunities of the Organization on French territory, 2 July 1954, Art. 29 (United Nations, <i>Treaty Series</i> , I No. 5103, Vol. 357)	
Constitution of the World Health Organization, 22 July 1946, Arts. 75-77 (United Nations, <i>Treaty Series</i> , I No. 221, Vol. 14)	* <i>World Health Organization (WHO)</i>
Agreement between the United Nations and the World Health Organization, approved by the General Assembly of the United Nations on 15 November 1947, Art. X (United Nations, <i>Treaty Series</i> , II No. 115, Vol. 19)	
Agreement between the United Nations and the International Bank for Reconstruction and Development, approved by the General Assembly of the United Nations on 15 November 1947, Art. VIII (United Nations, <i>Treaty Series</i> , II No. 109, Vol. 16)	<i>International Bank for Reconstruction and Development (IBRD)</i>
Agreement on relationship between the United Nations and the International Finance Corporation, approved by the General Assembly of the United Nations on 20 February 1957, para. I (United Nations, <i>Treaty Series</i> , II No. 546, Vol. 265)	<i>International Finance Corporation (IFC)</i>
Agreement on relationship between the United Nations and the International Development Association, approved by the General Assembly of the United Nations on 27 March 1961, Art. I (United Nations, <i>Treaty Series</i> , II No. 582, Vol. 394)	<i>International Development Association (IDA)</i>
Agreement between the United Nations and the International Monetary Fund, approved by the General Assembly of the United Nations on 15 November 1947, Art. VIII (United Nations, <i>Treaty Series</i> , II No. 108, Vol. 16)	<i>International Monetary Fund (IMF)</i>
Convention on International Civil Aviation, 7 December 1944, Arts. 84-86 (United Nations, <i>Treaty Series</i> , I No. 10612, Vol. 740; International Civil Aviation Organization, Convention on International Civil Aviation, 1969)	<i>International Civil Aviation Organization (ICAO)</i>
Agreement between the United Nations and the International Civil Aviation Organization, approved by the General Assembly of the United Nations on 14 December 1946, Art. X (United Nations, <i>Treaty Series</i> , II No. 45, Vol. 8)	

¹⁸ Art. XI before the revision of 1962.

Organe/institution	Instrument prévoyant la compétence de la Cour
	Accord entre l'Organisation de l'aviation civile internationale et le Canada relatif au siège de l'Organisation, 14 avril 1951, art. VII, sect. 31 (Nations Unies, <i>Recueil des traités</i> , I n° 1335, vol. 96)
<i>Union internationale des télécommunications (UIT)</i>	Accord entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union internationale des télécommunications approuvé par l'Assemblée générale des Nations Unies le 15 novembre 1947, art. VII (Nations Unies, <i>Recueil des traités</i> , II n° 175, vol. 30)
<i>Organisation météorologique mondiale (OMM)</i>	Accord entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation météorologique mondiale, approuvé par l'Assemblée générale des Nations Unies le 20 décembre 1951, art. VII (Nations Unies, <i>Recueil des traités</i> , II n° 415, vol. 123)
<i>*Organisation maritime internationale (OMI)¹⁹</i>	Convention relative à la création d'une organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime, 6 mars 1948, entrée en vigueur le 17 mars 1958, art. 55-56 (Nations Unies, <i>Recueil des traités</i> , I n° 4214, vol. 289). Depuis le 22 mai 1982, l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime (OMCI) a pris le nom d'Organisation maritime internationale (OMI); le titre de la convention de 1948 a été modifié en conséquence et ses articles 55 et 56 sont devenus les articles 69 et 70
<i>Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI)</i>	Accord entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime, approuvé par l'Assemblée générale des Nations Unies le 18 novembre 1948, entré en vigueur le 13 janvier 1959, art. IX (Nations Unies, <i>Recueil des traités</i> , II n° 553, vol. 324)
<i>Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI)</i>	Accord entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, approuvé par l'Assemblée générale des Nations Unies le 17 décembre 1974, art. 12 (Nations Unies, <i>Recueil des traités</i> , II n° 729)
<i>*Fonds international de développement agricole (FIDA)</i>	Accord entre l'Organisation des Nations Unies et le Fonds international de développement agricole, approuvé par l'Assemblée générale des Nations Unies le 15 décembre 1977, art. XIII (Nations Unies, <i>Recueil des traités</i> , II n° 806, vol. 1080)
<i>Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI)</i>	Acte consultatif de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, 8 avril 1979, art. 22 (Nations Unies, <i>Recueil des traités</i> , I n° 23432, vol. 1401)
	Accord entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, approuvé par l'Assemblée générale des Nations Unies le 17 décembre 1985, art. 12

¹⁹ Dénommée précédemment Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime.

Text governing the jurisdiction of the Court	Organ/Agency
Agreement between the International Civil Aviation Organization and Canada regarding the Headquarters of the Organization, 14 April 1951, Art. VII, Sec. 31 (United Nations, <i>Treaty Series</i> , I No. 1335, Vol. 96)	
Agreement between the United Nations and the International Telecommunication Union, approved by the General Assembly of the United Nations on 15 November 1947, Art. VII (United Nations, <i>Treaty Series</i> , II No. 175, Vol. 30)	<i>International Telecommunication Union (ITU)</i>
Agreement between the United Nations and the World Meteorological Organization, approved by the General Assembly of the United Nations on 20 December 1951, Art. VII (United Nations, <i>Treaty Series</i> , II No. 415, Vol. 123)	<i>World Meteorological Organization (WMO)</i>
Convention on the Inter-Governmental Maritime Consultative Organization, 6 March 1948, entered into force on 17 March 1958, Arts. 55 and 56 (United Nations, <i>Treaty Series</i> , I No. 4214, Vol. 289). As from 22 May 1982, the Inter-Governmental Maritime Consultative Organization (IMCO) became the International Maritime Organization (IMO); the name of the organization was changed in the title of the 1948 Convention and the relevant Articles of the Convention were renumbered 69 and 70	<i>*International Maritime Organization (IMO)</i> ¹⁹
Agreement between the United Nations and the Inter-Governmental Maritime Consultative Organization, approved by the General Assembly of the United Nations on 18 November 1948, entered into force on 13 January 1959, Art. IX (United Nations, <i>Treaty Series</i> , II No. 553, Vol. 324)	
Agreement between the United Nations and the World Intellectual Property Organization, approved by the General Assembly of the United Nations on 17 December 1974, Art. 12 (United Nations, <i>Treaty Series</i> , II No. 729)	<i>World Intellectual Property Organization (WIPO)</i>
Agreement between the United Nations and the International Fund for Agricultural Development, approved by the General Assembly of the United Nations on 15 December 1977, Art. XIII (United Nations, <i>Treaty Series</i> , II No. 806, Vol. 1080)	<i>*International Fund for Agricultural Development (IFAD)</i>
Constitution of the United Nations Industrial Development Organization, 8 April 1979, Art. 22 (United Nations, <i>Treaty Series</i> , I No. 23432, Vol. 1401)	<i>United Nations Industrial Development Organization (UNIDO)</i>
Agreement between the United Nations Organization and the United Nations Industrial Development Organization, approved by the General Assembly of the United Nations on 17 December 1985, Art. 12	

¹⁹ Formerly known as the Inter-Governmental Maritime Consultative Organization (IMCO).

Organe/institution	Instrument prévoyant la compétence de la Cour
Organisation apparentée	
<i>Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA)</i>	<p data-bbox="483 262 1044 342">Statut de l'Agence internationale de l'énergie atomique, 26 octobre 1956, art. XVII (Nations Unies, <i>Recueil des traités</i>, I n° 3988, vol. 276)</p> <p data-bbox="483 353 1044 480">Accord régissant les relations entre l'Organisation des Nations Unies et l'Agence internationale de l'énergie atomique, approuvé par l'Assemblée générale des Nations Unies le 14 novembre 1957, art. X (Nations Unies, <i>Recueil des traités</i>, II n° 548, vol. 281)</p> <p data-bbox="483 491 1044 600">Autorisation habilitant l'Agence internationale de l'énergie atomique à demander des avis consultatifs à la Cour internationale de Justice, résolution 1146 (XII) de l'Assemblée générale des Nations Unies, 14 novembre 1957</p> <p data-bbox="483 611 1044 720">Accord sur les privilèges et immunités de l'Agence internationale de l'énergie atomique, approuvé par le Conseil des gouverneurs de l'Agence le 1^{er} juillet 1959, art. X, sect. 34 (Nations Unies, <i>Recueil des traités</i>, I n° 5334, vol. 374)</p> <p data-bbox="483 731 1044 920">Accord entre l'Agence internationale de l'énergie atomique et l'Iraq, le Liban, la Libye, la République arabe unie, la Tunisie, etc., portant création, au Caire, d'un centre régional d'isotopes radioactifs pour le Moyen-Orient, destiné aux pays arabes, approuvé par le Conseil des gouverneurs de l'Agence le 14 septembre 1962, art. XVI (Nations Unies, <i>Recueil des traités</i>, I n° 7236, vol. 494)</p> <p data-bbox="483 931 1044 1092">Accord d'assistance mutuelle exceptionnelle entre les pays nordiques en cas d'accidents impliquant des dommages dus aux rayonnements, signé le 17 octobre 1963 par l'Agence internationale de l'énergie atomique, le Danemark, la Finlande, la Norvège et la Suède, art. IX (Nations Unies, <i>Recueil des traités</i>, I n° 7585, vol. 525)</p>

*

Afin d'être éclairée sur la question qui lui est soumise, la Cour a la faculté d'organiser une procédure écrite et/ou orale. Comme il est exposé de manière plus détaillée ci-après (voir p. 94), les demandes d'avis consultatif donnent généralement lieu à une procédure écrite puis orale à laquelle sont invités à participer les Etats et organisations internationales que la Cour estime à même de lui fournir des renseignements sur la question qui lui est posée²⁰. La Cour les informe, par communication spéciale et directe, qu'elle est disposée à recevoir des exposés écrits (et, le cas échéant, des observations écrites sur ces exposés) dans un délai donné ou à entendre des exposés oraux au cours d'une audience publique tenue à cet effet.

²⁰ Dans les circonstances spéciales de la procédure consultative relative aux *Conséquences juridiques de l'édification d'un mur dans le territoire palestinien occupé*, la Cour a décidé que la Palestine pouvait également déposer un exposé écrit et participer à la procédure orale. De même, dans le cadre de la procédure consultative consacrée à la question de la *Conformité au droit international de la déclaration unilatérale d'indépendance relative au Kosovo*, la Cour a décidé que les auteurs de la déclaration unilatérale d'indépendance pouvaient déposer une contribution écrite, suivie d'une autre contribution écrite contenant leurs observations sur les exposés écrits reçus des Etats, et participer à la procédure orale.

Text governing the jurisdiction of the Court	Organ/Agency
Related Organization	
Statute of the International Atomic Energy Agency, 26 October 1956, Art. XVII (United Nations, <i>Treaty Series</i> , I No. 3988, Vol. 276)	<i>International Atomic Energy Agency (IAEA)</i>
Agreement concerning the relationship between the United Nations and the International Atomic Energy Agency, approved by the General Assembly of the United Nations on 14 November 1957, Art. X (United Nations, <i>Treaty Series</i> , II No. 548, Vol. 281)	
Authorization to the International Atomic Energy Agency to request advisory opinions of the International Court of Justice, resolution 1146 (XII) of the General Assembly of the United Nations, 14 November 1957	
Agreement on the privileges and immunities of the International Atomic Energy Agency, approved by the Board of Governors of the Agency on 1 July 1959, Art. X, Sec. 34 (United Nations, <i>Treaty Series</i> , I No. 5334, Vol. 374)	
Agreement between the International Atomic Energy Agency and Iraq, Lebanon, Libya, Tunisia, United Arab Republic, etc., for the establishment in Cairo of a Middle Eastern Regional Radioisotope Centre for the Arab Countries, approved by the Board of Governors of the Agency on 14 September 1962, Art. XVI (United Nations, <i>Treaty Series</i> , I No. 7236, Vol. 494)	
Nordic Mutual Emergency Assistance Agreement in connection with radiation accidents, signed on 17 October 1963 by the International Atomic Energy Agency, Denmark, Finland, Norway and Sweden, Art. IX (United Nations, <i>Treaty Series</i> , I No. 7585, Vol. 525)	

*

In order to be as fully informed as possible on the question submitted to it, the Court is empowered to conduct written and/or oral proceedings. As is explained in more detail below (see p. 94), advisory opinions generally give rise to both written and oral proceedings, in which States and international organizations that the Court considers likely to be able to furnish information on the question submitted to it are invited to participate²⁰. The Court notifies them by means of a special direct communication that it is prepared to receive, within a specified time-limit, written statements relating to the question (and, if necessary, written observations on those statements), or to hear oral statements at a public sitting held for the purpose.

²⁰ In the special circumstances of the case concerning the *Legal Consequences of the Construction of a Wall in the Occupied Palestinian Territory*, the Court decided that Palestine might also file a written statement and participate in the oral proceedings. Similarly, in the case concerning *Accordance with International Law of the Unilateral Declaration of Independence in Respect of Kosovo*, the Court decided that the authors of the unilateral declaration of independence could file a written contribution, followed by a second written contribution containing their comments on the written statements received from States, and participate in the oral proceedings.

Au 31 juillet 2014, les dix organisations suivantes ont ainsi participé à des procédures consultatives :

FIDA	ONU
Ligue des Etats arabes	Organisation de la Conférence islamique
OEA	OUA
OIT	UNESCO
OMS	Union européenne ²¹

En outre, 116 Etats, dont les noms figurent à la page 83, ont présenté des exposés écrits et/ou oraux dans le cadre de procédures consultatives (voir également l'annexe 20, p. 187).

Ces Etats apparaissent sur le croquis dépliant qui figure à droite de la page 83.

C. Fonctions occasionnellement confiées au président de la Cour

1. Actes internationaux prévoyant la désignation d'arbitres ou autres

Un grand nombre d'actes internationaux prévoient que, dans certaines circonstances, les parties contractantes demanderont au président de la Cour de désigner des arbitres, un surarbitre, des membres d'une commission de conciliation, etc.

Les Etats qui ont l'intention d'insérer une clause à cet effet dans un traité sont invités à demander à l'avance au président s'il serait disposé à s'acquitter éventuellement d'une telle tâche et à lui communiquer le projet de clause. Souvent, il y est prévu que, si le président est de la nationalité d'une des parties en cause, la désignation sera effectuée soit par le vice-président, soit par le plus ancien des juges qui ne se trouverait pas dans une situation semblable.

La clause dont il s'agit figure notamment dans des accords bilatéraux concernant les transports aériens, la sécurité sociale, des réparations, des garanties, des prêts, la coopération technique et la protection des investissements, dans des traités multilatéraux, dans des conventions ou accords concernant la constitution, le statut ou les privilèges et immunités d'organisations internationales, et dans des accords ou contrats conclus par des organismes internationaux avec des Etats.

2. Autres demandes de désignation d'arbitres

Le président de la Cour peut également se voir adresser des demandes de désignation d'arbitres aux termes de contrats passés entre un Etat et une personne morale de droit privé ou entre personnes morales de droit privé. Il ne saurait toutefois être appelé à remplir cette fonction en ce qui concerne les conventions d'arbitrage transnational portant sur des questions qui ne relèvent pas du droit international public.

²¹ Exposé écrit présenté par l'Irlande (exerçant la présidence) au nom de l'Union européenne dans la procédure relative aux *Conséquences juridiques de l'édification d'un mur dans le territoire palestinien occupé*.

As of 31 July 2014, the following ten organizations have participated in advisory proceedings:

European Union ²¹	OAU
IFAD	Organization of Islamic Conference
ILO	UNESCO
League of Arab States	UNO
OAS	WHO

In addition, 116 States, which are listed on page 83, have made written and/or oral statements as part of advisory proceedings before the Court (see also Annex 20, p. 187).

These States appear on the fold-out sketch-map reproduced on the right of page 83.

C. Occasional Functions Entrusted to the President of the Court

1. International instruments providing for appointment of arbitrators or others

There are many international instruments which provide that in certain eventualities the President of the Court may be requested by the contracting parties to appoint arbitrators, umpires, members of conciliation commissions, etc.

States proposing to insert such a provision in a treaty should consult the President as to his willingness to accept such a task, and submit the draft provision to him. This frequently provides that, if the President is of the nationality of one of the parties to the dispute, the appointment should be made either by the Vice-President or by the senior Member of the Court not so disqualified.

Such a provision is found, for instance, in bilateral agreements relating to air transport, social security, reparations or guarantees, loans, technical co-operation and the protection of investments; in multilateral treaties; in conventions or agreements concerning the constitution, status or privileges and immunities of international organizations; and in agreements or contracts concluded between States and international organs.

2. Other requests for appointment of arbitrators

The President of the Court may also be requested to appoint arbitrators under the terms of contracts concluded between a State and a corporation or between corporations. He cannot, however, be called upon to perform this function in regard to transnational arbitration agreements dealing with matters in which public international law does not find its place.

²¹ Written statement presented by the Irish Presidency on behalf of the European Union in the case concerning the *Legal Consequences of the Construction of a Wall in the Occupied Palestinian Territory*.

Le président doit être consulté par avance et se voir soumettre le projet de contrat (ce dernier doit notamment prévoir que, si le président est de la nationalité d'une des parties au contrat, la désignation sera effectuée soit par le vice-président, soit par le plus ancien des juges qui ne se trouverait pas dans une situation semblable).

3. Désignations diverses

Le président est parfois sollicité par un Etat ou au nom d'organismes internationaux pour désigner des personnes chargées d'accomplir des tâches diverses.

De telles désignations ont été prévues, par exemple, dans des textes comme l'article 12 du protocole du 23 juin 1953 visant à limiter et à réglementer la culture du pavot, ainsi que la production, le commerce international, le commerce de gros et l'emploi de l'opium, l'article 4 du règlement d'exécution de la convention du 14 mai 1954 pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé, la disposition 109.1 *a*) du règlement du personnel de l'Organisation des Nations Unies et l'article 9.1.1 du statut du personnel de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

The President must be consulted in advance and a draft contract submitted to him (this draft must *inter alia* provide that, if the President is of the same nationality as one of the parties to the contract, the appointment should be made either by the Vice-President or by the senior Member of the Court not so disqualified).

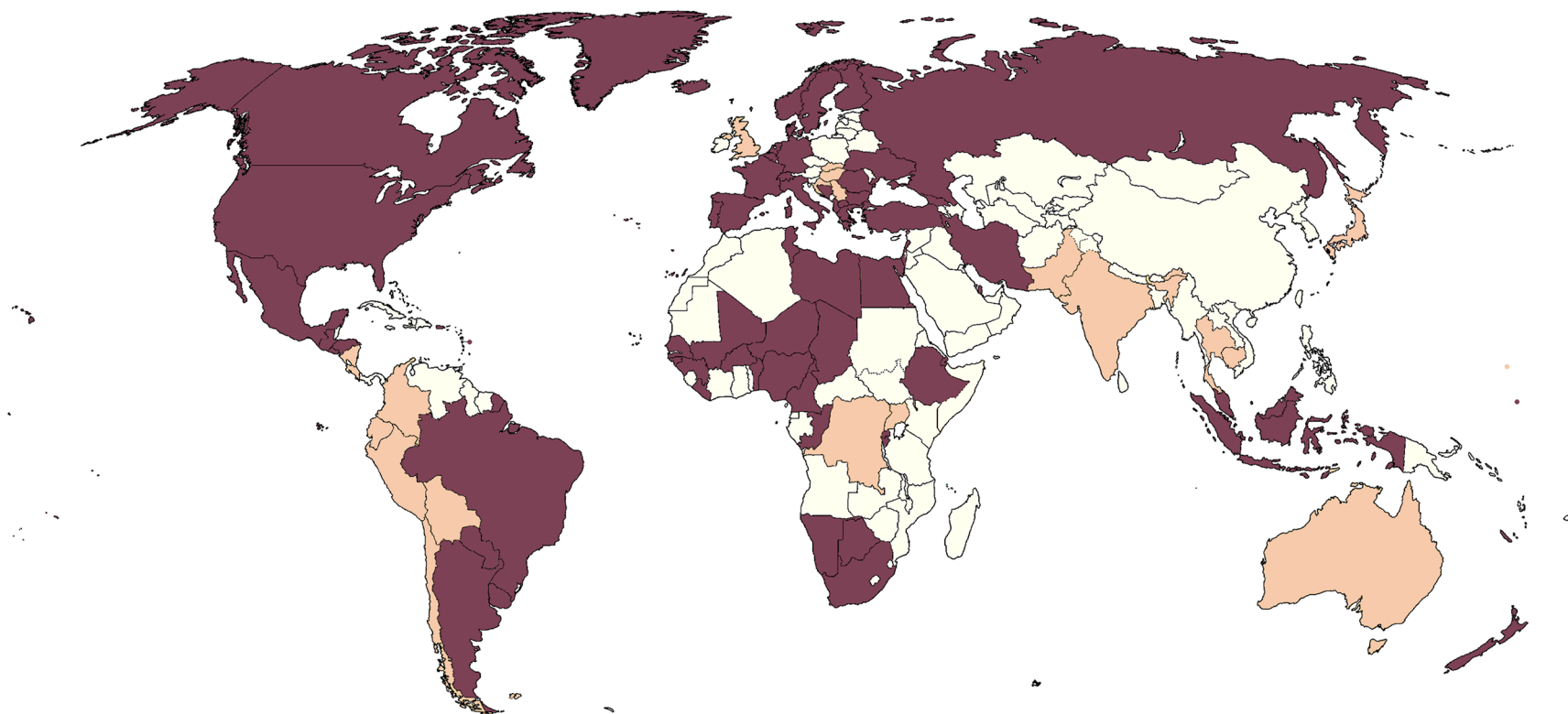
3. Other appointments

The President has also at times been requested by States or international organizations to appoint persons to fill other offices.

Such appointments are, for instance, provided for in texts such as Article 12 of the Protocol of 23 June 1953 for limiting and regulating the cultivation of the poppy plant, the production of, international and wholesale trade in, and use of opium, or Article 4 of the regulations for the execution of the Convention of 14 May 1954 for the protection of cultural property in the event of armed conflict or, again, Rule 109.1 (*a*) of the Staff Rules of the United Nations and Regulation 9.1.1 of the Staff Regulations of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization.

ÉTATS PARTIES À DES AFFAIRES CONTENTIEUSES

STATES PARTIES TO CONTENTIOUS CASES



Etats ayant été parties à des affaires terminées
Etats parties à des affaires pendantes

■ States having been parties to concluded cases
■ States parties to pending cases

Ce croquis n'est proposé qu'à titre d'illustration et de repère. La présentation des données y figurant n'implique, en particulier, de la part du Greffe aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ou quant au tracé de leurs frontières et limites.

This sketch-map is for illustrative and reference purposes only. In particular, the information presented therein implies no position on the part of the Registry as to the legal status of the countries, territories, towns or areas, or that of their authorities, or as to the course of their frontiers or boundaries.

ÉTATS PARTIES À DES AFFAIRES CONTENTIEUSES

AFRIQUE

Afrique du Sud	Egypte	Niger
Bénin	Ethiopie	Nigéria
Botswana	Guinée	Ouganda
Burkina Faso	Guinée-Bissau	Rép. démocratique du Congo
Burundi	Libéria	Rwanda
Cameroun	Libye*	Sénégal
Congo	Mali	Tchad
Djibouti	Namibie	Tunisie

AMÉRIQUES

Argentine	Costa Rica	Honduras
Bolivie (Etat plurinational de)	Dominique	Mexique
Brésil	El Salvador	Nicaragua
Canada	Equateur	Paraguay
Chili	Etats-Unis d'Amérique	Pérou
Colombie	Guatemala	Uruguay

ASIE

Bahreïn	Israël	Singapour
Cambodge	Japon	Thaïlande
Géorgie	Liban	Timor-Leste
Inde	Malaisie	Turquie
Indonésie	Pakistan	
Iran (Rép. islamique d')	Qatar	

EUROPE

Albanie	Fédération de Russie	Pays-Bas
Allemagne	Finlande	Portugal
Belgique	France	Roumanie
Bosnie-Herzégovine	Grèce	Royaume-Uni de Grande- Bretagne et d'Irlande du Nord
Bulgarie	Hongrie	
Croatie	Islande	Serbie*
Danemark	Italie	Slovaquie
Espagne	Liechtenstein	Suède
Ex-Rép. yougoslave de Macédoine	Malte	Suisse
	Norvège	Ukraine

OCÉANIE

Australie
Iles Marshall
Nauru
Nouvelle-Zélande

* Les Etats ci-après ont changé de nom et étaient anciennement dénommés comme indiqué entre parenthèses : Libye (Jamahiriya arabe libyenne) ; Serbie (République fédérale de Yougoslavie, puis Serbie-et-Monténégro).

STATE PARTIES TO CONTENTIOUS CASES

AFRICA

Benin	Djibouti	Namibia
Botswana	Egypt	Niger
Burkina Faso	Ethiopia	Nigeria
Burundi	Guinea	Rwanda
Cameroon	Guinea-Bissau	Senegal
Chad	Liberia	South Africa
Congo	Libya*	Tunisia
Democratic Rep. of the Congo	Mali	Uganda

AMERICAS

Argentina	Costa Rica	Mexico
Bolivia (Plurinational State of)	Dominica	Nicaragua
Brazil	Ecuador	Paraguay
Canada	El Salvador	Peru
Chile	Guatemala	United States of America
Colombia	Honduras	Uruguay

ASIA

Bahrain	Israel	Singapore
Cambodia	Japan	Thailand
Georgia	Lebanon	Timor-Leste
India	Malaysia	Turkey
Indonesia	Pakistan	
Iran (Islamic Rep. of)	Qatar	

EUROPE

Albania	Hungary	Serbia*
Belgium	Iceland	Slovakia
Bosnia and Herzegovina	Italy	Spain
Bulgaria	Liechtenstein	Sweden
Croatia	Malta	Switzerland
Denmark	Netherlands	The former Yugoslav Rep. of Macedonia
Finland	Norway	Ukraine
France	Portugal	United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland
Germany	Romania	
Greece	Russian Federation	

OCEANIA

Australia		
Marshall Islands		
Nauru		
New Zealand		

* The following States have changed names and were formerly known as indicated in parenthesis: Libya (Libyan Arab Jamahiriya); Serbia (Federal Republic of Yugoslavia, and then Serbia and Montenegro).

ÉTATS AYANT PARTICIPÉ À DES PROCÉDURES CONSULTATIVES**

AFRIQUE

Afrique du Sud	Libéria	Rép. démocratique du Congo
Algérie	Libye	Rwanda
Burkina Faso	Madagascar	Sénégal
Burundi	Maroc	Sierra Leone
Cameroun	Mauritanie	Soudan
Egypte	Namibie	Tunisie
Guinée	Nigéria	Zimbabwe
Lesotho	Ouganda	

AMÉRIQUES

Argentine	Costa Rica	Mexique
Belize	Cuba	Nicaragua
Bolivie (Etat plurinational de)	El Salvador	Panama
Bésil	Equateur	Rép. dominicaine
Canada	Etats-Unis d'Amérique	Venezuela (Rép. bolivarienne du)
Chili	Guatemala	
Colombie	Honduras	

ASIE

Arabie saoudite	Israël	Qatar
Azerbaïdjan	Japon	Rép. arabe syrienne
Bangladesh	Jordanie	Rép. populaire démocratique de Corée
Chine	Kazakhstan	
Chypre	Koweït	Sri Lanka
Emirats arabes unis	Liban	Thaïlande
Inde	Malaisie	Turquie
Indonésie	Maldives	Viet Nam
Iran (Rép. islamique d')	Pakistan	Yémen
Iraq	Philippines	

EUROPE

Albanie	France	Rép. de Moldova
Allemagne	Grèce	Rép. tchèque
Autriche	Hongrie	Roumanie
Bélarus	Irlande	Royaume-Uni de Grande- Bretagne et d'Irlande du Nord
Belgique	Italie	Saint-Marin
Bosnie-Herzégovine	Lettonie	Serbie
Bulgarie	Lituanie	Slovaquie
Croatie	Luxembourg	Slovénie
Danemark	Malte	Suède
Espagne	Norvège	Suisse
Estonie	Pays-Bas	Ukraine
Fédération de Russie	Pologne	
Finlande	Portugal	

OCÉANIE

Australie	Nouvelle-Zélande
Iles Marshall	Palaos
Iles Salomon	Papouasie-Nouvelle-Guinée
Micronésie (Etats fédérés de)	Samoa
Nauru	

** Les noms indiqués ici sont ceux correspondant à la dénomination actuelle des Etats ayant participé à des procédures consultatives. L'annexe 20 reprend, quant à elle, la dénomination de chaque Etat à la date de sa participation à une procédure.

STATES HAVING PARTICIPATED IN ADVISORY PROCEEDINGS**

AFRICA

Algeria	Liberia	Senegal
Burkina Faso	Libya	Sierra Leone
Burundi	Madagascar	South Africa
Cameroon	Mauritania	Sudan
Democratic Rep. of the Congo	Morocco	Tunisia
Egypt	Namibia	Uganda
Guinea	Nigeria	Zimbabwe
Lesotho	Rwanda	

AMERICAS

Argentina	Costa Rica	Mexico
Belize	Cuba	Nicaragua
Bolivia (Plurinational State of)	Dominican Rep.	Panama
Brazil	Ecuador	United States of America
Canada	El Salvador	Venezuela (Bolivarian Rep. of)
Chile	Guatemala	
Colombia	Honduras	

ASIA

Azerbaijan	Israel	Qatar
Bangladesh	Japan	Saudi Arabia
China	Jordan	Sri Lanka
Cyprus	Kazakhstan	Syrian Arab Rep.
Democratic People's Rep. of Korea	Kuwait	Thailand
India	Lebanon	Turkey
Indonesia	Malaysia	United Arab Emirates
Iran (Islamic Rep. of)	Maldives	Viet Nam
Iraq	Pakistan	Yemen
	Philippines	

EUROPE

Albania	Greece	Romania
Austria	Hungary	Russian Federation
Belarus	Ireland	San Marino
Belgium	Italy	Serbia
Bosnia and Herzegovina	Latvia	Slovakia
Bulgaria	Lithuania	Slovenia
Croatia	Luxembourg	Spain
Czech Rep.	Malta	Sweden
Denmark	Netherlands	Switzerland
Estonia	Norway	Ukraine
Finland	Poland	United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland
France	Portugal	
Germany	Rep. of Moldova	

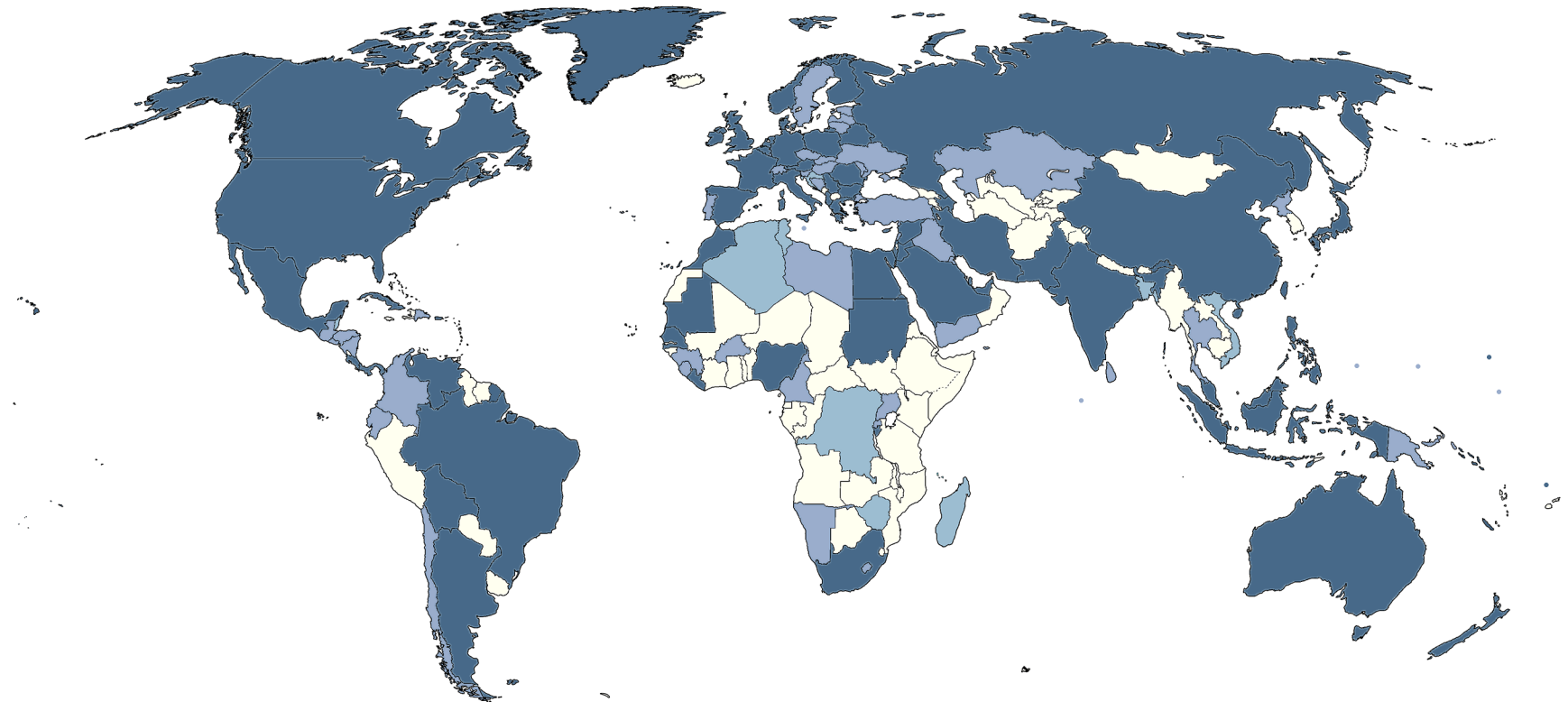
OCEANIA

Australia	Palau	
Micronesia (Federated States of)	Papua New Guinea	
Marshall Islands	Samoa	
Nauru	Solomon Islands	
New Zealand		

** The names indicated in the present table correspond to the current appellation of States having participated in advisory proceedings. In Annex 20, the appellation is that of the State on the date it participated to the corresponding proceedings.

ÉTATS AYANT PARTICIPÉ À DES PROCÉDURES CONSULTATIVES

STATES HAVING PARTICIPATED IN ADVISORY PROCEEDINGS



Etats ayant présenté des exposés écrits et oraux
Etats ayant uniquement présenté des exposés écrits
Etats ayant uniquement présenté des exposés oraux

■ States having presented both written and oral statements
■ States having submitted only written statements
■ States having presented only oral statements

Ce croquis n'est proposé qu'à titre d'illustration et de repère. La présentation des données y figurant n'implique, en particulier, de la part du Greffe aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ou quant au tracé de leurs frontières et limites.

This sketch-map is for illustrative and reference purposes only. In particular, the information presented therein implies no position on the part of the Registry as to the legal status of the countries, territories, towns or areas, or that of their authorities, or as to the course of their frontiers or boundaries.

II. DE LA PROCÉDURE SUIVIE PAR LA COUR

A. Présentation générale

1. Langues officielles

Les langues officielles de la Cour sont le français et l'anglais (Statut, art. 39; Règlement, art. 51, 70 et 71).

2. Communications officielles

Dans les affaires soumises à la Cour, les communications ou documents destinés à celle-ci sont remis au greffier et les communications ou notifications émanant de la Cour sont faites par l'intermédiaire du greffier (Règlement, art. 26, par. 1, et art. 30; Instructions pour le Greffe, art. 3, par. 2, et art. 9, 11 et 13).

Les communications destinées à une partie dans une affaire contentieuse sont adressées à son agent, à l'adresse par lui indiquée au siège de la Cour (Règlement, art. 40, par. 1).

En ce qui concerne les autres Etats, la voie de communication habituelle est l'ambassade au siège de la Cour.

En ce qui concerne les organisations internationales publiques, le greffier adresse les communications de la Cour à leur directeur général ou à leur secrétaire général, selon le cas.

3. Procès-verbaux

Le greffier assiste aux audiences publiques et séances privées de la Cour et en fait établir les comptes rendus ou procès-verbaux; après avoir été signés par le président et le greffier, les procès-verbaux sont déposés aux archives (Statut, art. 47; Règlement, art. 21, art. 26, par. 1, al. *f-i*), et art. 7; Instructions pour le Greffe, art. 17).

4. Rôle général

Le greffier dresse et tient à jour un rôle général des affaires soumises à la Cour (Règlement, art. 26, par. 1, al. *b*), et art. 38, par. 5; Instructions pour le Greffe, art. 5, par. 1, et art. 45, al. *j*)).

(Pour le rôle général de la Cour permanente de Justice internationale, voir *C.P.J.I. série E n° 16*, p. 86-137.)

B. Procédure suivie en matière contentieuse

1. Généralités

a) Introduction de l'instance et désignation des agents

Dès l'introduction de l'instance, le compromis, ou la requête, déposé dans l'une des deux langues officielles de la Cour, est transmis aux autres parties à l'affaire ainsi qu'au Secrétaire général des Nations Unies. Il est ensuite traduit et imprimé en édition bilingue

II. PROCEDURE FOLLOWED BY THE COURT

A. General Overview

1. Official languages

The official languages of the Court are French and English (Statute, Art. 39; Rules, Arts. 51, 70 and 71).

2. Official communications

In all cases submitted to the Court, communications and documents for the Court are delivered to the Registrar and he is the regular channel for communications or notifications from the Court (Rules, Art. 26, para. 1, and Art. 30; Instructions for the Registry, Art. 3, para. 2, and Arts. 9, 11 and 13).

Communications in a case which are intended for a State party thereto are sent to its agent at the address it designates for the purpose at the seat of the Court (Rules, Art. 40, para. 1).

For other States, the regular channel of communication is the Embassy at the seat of the Court.

For public international organizations, the Registrar addresses the communications of the Court to the Director General or Secretary-General of the organization, as the case may be.

3. Minutes

The Registrar is present at all public sittings and private meetings of the Court and is responsible for drawing up the verbatim records and minutes. After being signed by the President and the Registrar, the minutes are filed in the archives (Statute, Art. 47; Rules, Art. 21, Art. 26, para. 1 *(f)-(i)*, and Art. 71; Instructions for the Registry, Art. 17).

4. General List

The Registrar prepares and keeps up to date a General List of cases submitted to the Court (Rules, Art. 26, para. 1 *(b)*, and Art. 38, para. 5; Instructions for the Registry, Art. 5, para. 1, and Art. 45 *(j)*).

(For the General List of the Permanent Court of International Justice, see *P.C.I.J., Series E, No. 16*, pp. 92-147.)

B. Procedure Followed in Contentious Cases

1. General

(a) Institution of proceedings and appointment of agents

As soon as proceedings are instituted, the special agreement, or the application, filed in one of the two official languages of the Court, is transmitted to the other parties to the case and to the United Nations Secretary-General. It is then translated and printed in a

par les soins du Greffe et communiqué à tous les Etats admis à ester devant la Cour (Statut, art. 40; Règlement, art. 38, par. 4-5, art. 39, par. 1, et art. 42).

Un communiqué de presse informe le public et les médias de l'introduction de l'instance. Le compromis, ou la requête, ainsi que le communiqué de presse sont placés sur le site Internet de la Cour.

La partie qui dépose une pièce introductive d'instance fait connaître en même temps le nom de l'agent qui la représentera aux fins de la procédure et agira en son nom; l'autre partie doit de son côté désigner un agent le plus tôt possible (Statut, art. 42; Règlement, art. 40, par. 1 et 2). Lorsqu'une instance est introduite par la notification d'un compromis, la partie procédant à la notification indique le nom de son agent. Toute autre partie au compromis fait connaître à la Cour le nom de son agent dès qu'elle reçoit du greffier copie de la notification ou le plus tôt possible après (Règlement, art. 40, par. 3).

Une partie peut également désigner un coagent, un agent adjoint ou un agent supplémentaire. Les parties peuvent aussi se faire assister par des conseils ou avocats (Statut, art. 42, par. 2).

L'Instruction de procédure VIII précise que les parties devraient s'abstenir de nommer comme agent, conseil ou avocat une personne ayant été, au cours des trois années précédant cette nomination, membre de la Cour, juge *ad hoc*, greffier, greffier adjoint ou fonctionnaire supérieur de la Cour.

Les agents, ainsi que les conseils et avocats, jouissent des privilèges et immunités nécessaires à l'exercice indépendant de leurs fonctions (Statut, art. 42, par. 3; *Actes et documents n° 6*, p. 210-214).

Le président, qui doit se renseigner auprès des parties sur les questions de procédure, convoque les agents le plus tôt possible après leur désignation puis chaque fois qu'il y a lieu (Règlement, art. 31).

b) *Procédure écrite*

La procédure écrite comprend la communication de pièces à juge et à partie dans des délais fixés par des ordonnances rendues par la Cour ou, si elle ne siège pas, par le président; ces pièces de procédure sont en principe réduites à un mémoire et à un contre-mémoire, la Cour pouvant, si elle l'estime nécessaire, autoriser ou prescrire la présentation d'une réplique et d'une duplique (Statut, art. 43; Règlement, art. 44-46 et 48; Instruction de procédure I).

Chaque pièce de procédure énonce les conclusions de la partie qui la dépose (Règlement, art. 49; Instruction de procédure II).

L'agent de cette partie remet au Greffe (Statut, art. 43, par. 3-4; Règlement, art. 50-52; Instructions de procédure III et IV):

- un exemplaire original de la pièce signé par lui, auquel il joint en annexe la copie certifiée conforme de tout document pertinent à l'appui des thèses formulées;
- la traduction en français ou en anglais, certifiée exacte par lui, de tout passage de la pièce ou des documents annexés produit dans une autre langue;
- une copie, certifiée conforme par lui, de la pièce et des documents annexés pour transmission par le greffier à la partie adverse;

bilingual edition by the Registry, and communicated to all States entitled to appear before the Court (Statute, Art. 40; Rules, Art. 38, paras. 4 and 5; Art. 39, para. 1, and Art. 42).

A press release informing the general public and the media that proceedings have been instituted is prepared. Copies of the special agreement or application and the press release are published on the website of the Court.

The party which files a document instituting proceedings informs the Court at the same time of the name of the agent who will be its representative in the proceedings and take steps on its behalf; the other party then appoints its agent as soon as possible (Statute, Art. 42; Rules, Art. 40, paras. 1 and 2). When proceedings are brought by notification of a special agreement, the party making the notification states the name of its agent. Any other party to the special agreement informs the Court of the name of its agent upon receiving from the Registrar a certified copy of such notification, or as soon as possible thereafter (Rules, Art. 40, para. 3).

In addition, a party may appoint a co-agent, a deputy agent or an additional agent. Parties may also have the assistance of counsel or advocates (Statute, Art. 42, para. 2).

In accordance with Practice Direction VIII, parties should refrain from designating as agent, counsel or advocate a person who in the three years preceding the date of the designation was a Member of the Court, judge *ad hoc*, Registrar, Deputy-Registrar or higher official of the Court.

Agents, and counsel and advocates also, enjoy such privileges and immunities as may be required for the independent exercise of their duties (Statute, Art. 42, para. 3; *Acts and Documents No. 6*, p. 211-215).

The President, who is required to ascertain the views of the parties on questions of procedure, summons the agents to meet him as soon as possible after their appointment and whenever necessary thereafter (Rules, Art. 31).

(b) *Written proceedings*

The written proceedings comprise the filing of pleadings for the Court and the parties within time-limits fixed in orders made by the Court or, if it is not sitting, the President; the pleadings are in principle confined to a Memorial and a Counter-Memorial, though the Court may, if it thinks fit, authorize or direct that there be a Reply and a Rejoinder (Statute, Art. 43; Rules, Arts. 44-46 and 48; Practice Direction I).

The party's submissions are set out in each pleading (Rules, Art. 49; Practice Direction II).

The agent of the party filing the pleading supplies the Registry (Statute, Art. 43, paras. 3 and 4; Rules, Arts. 50-52; Practice Directions III and IV) with the following:

- an original copy of the pleading, signed by the agent, to which is annexed a certified copy of any relevant document adduced in support of the contentions put forward;
- a French or English translation, certified by the agent to be accurate, of any part of a pleading or annexed document submitted in another language;
- a copy, certified by the agent, of the pleading and annexed documents, for communication to the other party;

- 125 autres exemplaires de la pièce et des documents annexés (dont 75 au moins en format papier et éventuellement 50 sur CD-ROM ou clef USB);
- une copie électronique de toute pièce;
- pour tout document de référence qui ne serait pertinent qu'en partie et ne serait donc que partiellement annexé, mais qui serait difficilement accessible au public, une copie du document complet.

Le format des pièces de procédure et de leurs annexes est de 19 x 26 cm. Si elles sont produites par un imprimeur, ce qui n'est pas obligatoire, il est recommandé de suivre la marche typographique de la Cour (communiquée par le Greffe sur demande). Une « Note à l'intention des parties concernant la préparation des pièces de procédure » a été élaborée. Elle peut être consultée sur le site Internet de la Cour, sous l'onglet « Documents de base », sous-onglet « Autres textes ».

Le Greffe traduit habituellement, à l'intention des juges, chaque pièce de procédure dans la langue officielle autre que celle dans laquelle cette pièce a été déposée (Règlement, art. 26, par. 1, al. g)).

La Cour peut, après s'être renseignée auprès des parties, communiquer à tout moment les pièces de procédure à tout Etat admis à ester devant elle qui en fait la demande.

La Cour peut aussi, à l'ouverture de la procédure orale ou ultérieurement et après s'être renseignée auprès des parties, mettre ces pièces à la disposition du public et des médias (Règlement, art. 53), ce qui se fait généralement par publication sur le site Internet de la Cour et par dépôt dans un certain nombre de bibliothèques, y compris celle du Palais de la Paix.

Des communiqués de presse donnent des renseignements sur le déroulement de la procédure écrite.

c) *Procédure orale*

Après la clôture de la procédure écrite, l'affaire est en état d'être plaidée. Le dépôt de documents nouveaux ne peut avoir lieu qu'avec l'assentiment de l'autre partie ou l'autorisation de la Cour (Instructions de procédure IX-IX^{quater}); le cas échéant, le nombre d'exemplaires de ces documents qui doivent être déposés est le même que celui des pièces de procédure (voir ci-dessus); le greffier les transmet à la partie adverse en lui demandant ses vues. La teneur d'un document non produit conformément à ces dispositions ne saurait être mentionnée à l'audience, à moins qu'il ne fasse partie d'une publication facilement accessible (Statut, art. 52; Règlement, art. 56).

La date d'ouverture des audiences publiques est fixée par la Cour ou, si elle ne siège pas, par le président (Règlement, art. 54). Le greffier diffuse par voie de communiqués de presse toutes indications utiles sur la date des audiences (Instructions pour le Greffe, art. 10, par. 2). Les membres du corps diplomatique, les représentants des médias et toute personne qui se présente au Palais de la Paix à l'occasion d'une audience sont autorisés à y assister, sous réserve de la procédure d'accréditation ou d'admission. Des photographies peuvent être prises à l'ouverture de chaque audience pendant quelques minutes et dans des conditions strictes (se reporter au site Internet de la CIJ, sous l'onglet « Espace presse », sous-onglet « Services aux médias »); les prises de vues destinées à la télévision sont autorisées selon la même procédure.

- 125 further copies of the pleading and annexed documents (75 of which should be on paper, while 50 may be on CD-ROM or USB stick);
- an electronic copy of any pleading;
- in the case of any document of which only parts are relevant and only necessary extracts have been annexed to the pleading, and which is not readily available to the public, a copy of the whole document.

The format for the pleadings and annexes is 19 x 26 cm. If they are submitted in printed form, which is not compulsory, it is recommended that the Court's Typographical Rules (supplied by the Registry on request) be complied with. A "Note for the parties concerning the preparation of pleadings" has been drawn up and can be found on the Court's website under "Basic Documents", subheading "Other Texts".

The Registry usually translates, for the judges, pleadings and annexed documents, filed in one of the official languages of the Court, into the other official language (Rules, Art. 26, para. 1 (*g*)).

The Court may, after ascertaining the views of the parties, communicate at any time the pleadings on request to any State entitled to appear before the Court.

The Court may also, after ascertaining the parties' views, make the pleadings available to the general public and the media on or after the opening of the oral proceedings (Rules, Art. 53); this is generally done by posting them on the Court's website and by depositing copies in a number of libraries, including the Peace Palace Library.

The Registrar arranges for the publication of press releases giving information concerning the course of the written proceedings.

(c) *Oral proceedings*

Upon the closure of the written proceedings, a case is ready for hearing. The filing of new documents after closure of the written proceedings is permissible only with the other party's consent or the authorization of the Court (Practice Directions IX-IX^{quater}); such documents must be filed in the same number of copies as the pleadings (see above); the Registrar transmits them to the other party with a request for observations. No reference may be made at the hearings to the contents of any document which has not been duly produced, unless the document is part of a publication readily available (Statute, Art. 52; Rules, Art. 56).

The opening date of the oral proceedings is fixed by the Court or, if it is not sitting, the President (Rules, Art. 54). The Registrar issues press releases giving all necessary information as to the dates of the hearings (Instructions for the Registry, Art. 10, para. 2). Members of the diplomatic corps, representatives of the media and any person who comes to the Peace Palace on the occasion of a hearing are welcome to attend, subject to accreditation or admission procedures. Photographs may be taken by the press for a few minutes at the opening of hearings, under strict conditions (see the ICJ website, under "Press Room", subheading "Media Services"). Filming by the press is permitted under the same rules.

En règle générale, les audiences sont retransmises en direct sur le site Internet de la Cour et sur le site des retransmissions vidéo de l'ONU (<http://webtv.un.org>).

Les audiences se tiennent au siège de la Cour du lundi au vendredi. Elles sont consacrées aux plaidoiries des conseils et, s'il y a lieu, aux dépositions des témoins et experts²² présentés par les parties; la Cour peut également citer des témoins d'office, confier une expertise à toute personne ou à tout organe de son choix ou décider une enquête sur les lieux²³ (Statut, art. 43-46 et 48-51; Règlement, art. 57-68; Instructions pour le Greffe, art. 18; Instruction de procédure VI).

La Cour fixe notamment l'ordre dans lequel les parties seront entendues ainsi que la méthode applicable à la présentation des moyens de preuve et à l'audition des témoins et experts (voir Règlement, art. 58, par. 2). Habituellement, les parties plaident suivant l'ordre du dépôt des pièces écrites ou, pour les affaires introduites par voie de compromis, dans l'ordre fixé par la Cour après consultation des agents des parties. Les plaidoiries et les déclarations sont normalement prononcées dans l'une des deux langues officielles de la Cour et toujours interprétées dans l'autre (interprétation simultanée); des dispositions peuvent être prises pour qu'une autre langue soit employée (Statut, art. 39; Règlement, art. 70; Instructions pour le Greffe, art. 15, par. 3).

Lorsque la Cour ou l'un des juges pose des questions aux agents, conseils et avocats, ceux-ci peuvent répondre immédiatement ou dans un délai fixé par le président; si la réponse est faite par écrit, elle est communiquée à la partie adverse, qui peut présenter des observations (Règlement, art. 61, par. 2-4, et art. 72).

Chaque audience publique fait l'objet d'un compte rendu provisoire établi par le Greffe dans la langue officielle utilisée et traduit dans l'autre; le compte rendu est communiqué dans la langue originale aux parties et aux témoins et experts afin que ceux-ci puissent, sous le contrôle de la Cour, y corriger les erreurs matérielles que contiendraient leurs déclarations (Statut, art. 47; Règlement, art. 71). Il est habituellement accordé un délai de 24 heures pour la présentation des corrections par les parties; une version non corrigée du compte rendu est publiée sur le site Internet de la Cour quelques heures après la clôture des audiences.

Au terme de ses plaidoiries, chaque partie donne lecture de ses conclusions finales, dont le texte écrit, dûment signé, est remis au greffier (Règlement, art. 60, par. 2).

d) *Délibéré*

Après la clôture de la procédure orale, la Cour se retire en chambre du conseil pour délibérer et préparer sa décision. Les délibérations de la Cour sont et restent secrètes. Cela vaut pour tous les aspects de son délibéré, y compris le calendrier de ses travaux (Statut, art. 54-55; Règlement, art. 19-21; Instructions pour le Greffe, art. 10, par. 1, et 14).

La méthode suivant laquelle la Cour procède à son délibéré est régie par une résolution visant la pratique interne de la Cour en matière judiciaire, dont la version la plus récente a été adoptée le 12 avril 1976 (voir *Actes et documents n° 6*, p. 174-182).

²² Des témoins, experts et/ou témoins-experts ont été entendus dans 13 affaires dont la liste figure à l'annexe 18 (voir p. 184).

²³ Ainsi, la Cour a procédé à une enquête sur le site du projet de barrage hydroélectrique en l'affaire relative au *Projet Gabčíkovo-Nagymaros (Hongrie/Slovaquie)* (voir p. 6), mais n'a pas donné suite aux demandes formulées en ce sens en l'affaire du *Sud-Ouest africain (Ethiopie c. Afrique du Sud; Libéria c. Afrique du Sud)* ni en celle du *Différend frontalier terrestre, insulaire et maritime (El Salvador/Honduras; Nicaragua (intervenant))*.

Hearings are usually broadcast live on the Court's website and on the UN web TV site (<http://webtv.un.org>).

Public sittings are held at the seat of the Court, on weekdays. They are devoted to hearing the arguments of counsel and such evidence of witnesses or experts²² as the parties may call; the Court itself may also arrange for a witness to be heard, entrust any individual, body or organization with the task of giving an expert opinion, or decide on an inspection *in loco*²³ (Statute, Arts. 43-46 and 48-51; Rules, Arts. 57-68; Instructions for the Registry, Art. 18; Practice Direction VI).

The Court fixes, *inter alia*, the order in which the parties will be heard and the method of handling the evidence and of examining any witnesses and experts (Rules, Art. 58, para. 2). It is customary for the parties to present their arguments in the order in which their pleadings have been deposited or, in the case of proceedings instituted by special agreement, in the order laid down by the Court after consultations with the agents of the parties. Speeches and statements are normally made in one of the Court's two official languages and are (simultaneously) interpreted into the other; arrangements may be made for some other language to be used (Statute, Art. 39; Rules, Art. 70; Instructions for the Registry, Art. 15, para. 3).

When the Court or a judge puts a question to the agents, counsel and advocates, the answer may be given either immediately or within a time-limit fixed by the President; if given in writing, it is communicated to the other party, which is given the opportunity of commenting upon it (Rules, Art. 61, paras. 2-4, and Art. 72).

A provisional verbatim record of each public sitting is drawn up by the Registry in the official language used, and translated into the other; copies in the original official language are then communicated to the parties and to the witnesses and experts so that any errors may be corrected under the supervision of the Court (Statute, Art. 47; Rules, Art. 71). A period of 24 hours is usually allowed for the submission of corrections by the parties; a non-corrected version is published on the Court's website within a few hours of the conclusion of the hearings.

At the end of its oral argument, each party reads out its final submissions and provides the Registrar with copies of the duly signed text (Rules, Art. 60, para. 2).

(d) *Deliberations*

After the close of the oral proceedings, the Court withdraws to deliberate in private and to prepare its decision. The deliberations of the Court are conducted *in camera* and remain confidential. This applies to all aspects of the deliberations, including the schedule of meetings (Statute, Arts. 54-55; Rules, Arts. 19-21; Instructions for the Registry, Arts. 10, para. 1, and 14).

The manner in which the Court conducts its deliberations is governed by a resolution concerning the internal judicial practice of the Court, the most recent version of which was adopted on 12 April 1976 (see *Acts and Documents No. 6*, pp. 175-183).

²² The Court has heard witnesses, experts and/or witness-experts in 13 cases, the list of which can be found in Annex 18 (see p. 184).

²³ The Court conducted an inspection *in loco* at the site of the hydroelectric dam project in the case concerning the *Gabčíkovo-Nagymaros Project (Hungary/Slovakia)* (see p. 6), but did not accede to requests concerning an inspection *in loco* in either the case concerning *South West Africa (Ethiopia v. South Africa; Liberia v. South Africa)* or the case concerning the *Land, Island and Maritime Frontier Dispute (El Salvador/Honduras: Nicaragua intervening)*.

e) *Arrêt*

L'arrêt est lu au cours d'une séance publique qui se déroule *mutatis mutandis* dans les mêmes conditions que les audiences consacrées aux débats oraux (Statut, art. 58; Règlement, art. 94, par. 2).

L'arrêt est rédigé dans les deux langues officielles de la Cour, l'une de celles-ci faisant foi (Statut, art. 39; Règlement, art. 96). Tout juge a le droit d'y joindre une opinion individuelle ou dissidente, ou bien une déclaration énonçant simplement sa position sans en donner les motifs. Les noms des juges ayant voté pour ou contre chaque point du dispositif y sont indiqués (Statut, art. 57; Règlement, art. 95).

Trois exemplaires originaux de l'arrêt sont signés par le président et le greffier, puis scellés; l'un d'eux est déposé aux archives de la Cour et les deux autres sont remis aux parties (Règlement, art. 95, par. 3; Instructions pour le Greffe, art. 19).

Immédiatement après le prononcé, des copies de l'arrêt sont mises à la disposition des représentants des parties. Au même moment, un résumé non officiel de la décision et un communiqué de presse sont distribués à l'assistance sous la responsabilité du greffier. Ces documents sont également publiés sur le site Internet de la Cour et communiqués par courrier électronique à tous les destinataires enregistrés sur la liste de diffusion des communiqués de presse.

Aussitôt que possible après le prononcé de l'arrêt, le texte imprimé de celui-ci paraît en un fascicule séparé de la série *Recueil des arrêts, avis consultatifs et ordonnances*, qui est communiqué aux Etats admis à ester devant la Cour et est mis en vente. Le dossier de l'affaire est ensuite publié en un ou plusieurs volumes imprimés dans la série *Mémoires, plaidoiries et documents*. Seuls peuvent être cités les textes ainsi imprimés par le Greffe.

f) *Exécution de l'arrêt*

L'article 94, paragraphe 2, de la Charte des Nations Unies énonce que, si une partie ne satisfait pas aux obligations qui lui incombent du fait d'un arrêt, l'autre partie peut s'adresser au Conseil de sécurité.

g) *Frais*

Les frais de la Cour, y compris les sommes à payer aux témoins ou experts cités sur l'initiative de la Cour (Règlement, art. 68; Instructions pour le Greffe, art. 16), sont supportés par le budget des Nations Unies; si une partie en cause ne contribue pas au budget des Nations Unies, sa contribution aux frais de la Cour pour l'affaire dont il s'agit est fixée par la Cour elle-même.

Chaque partie supporte ses propres frais de procédure, à moins que la Cour ne prononce au profit de l'une d'elles une condamnation aux dépens (Statut, art. 64; Règlement, art. 95, par. 1, et art. 97). Il existe par ailleurs depuis le 1^{er} novembre 1989 un fonds d'affectation spéciale du Secrétaire général destiné à aider les Etats à soumettre leurs différends à la Cour (voir Nations Unies, doc. A/44/PV.43, 1989). Le fonds a été prévu pour encourager les Etats à rechercher une solution pacifique à leurs différends. Il est ouvert aux Etats dès lors que la compétence de la Cour (ou la recevabilité de la requête) ne fait pas ou plus l'objet d'une contestation de leur part. Ce fonds a également pour objet d'aider les Etats parties à un différend à exécuter l'arrêt rendu par la Cour.

(e) *Judgment*

The judgment is read out at a public sitting for which similar arrangements are made as for a hearing in open court (Statute, Art. 58; Rules, Art. 94, para. 2).

The judgment is prepared in both official languages, one of which is indicated as authoritative (Statute, Art. 39; Rules, Art. 96). Any judge is entitled to attach a separate or dissenting opinion, or a declaration which records his position without stating his reasons. The judgment indicates the names of the judges who voted for or against each point of the operative clause (Statute, Art. 57; Rules, Art. 95).

Three original copies of the judgment are signed by the President and the Registrar and are then sealed; one is placed in the archives of the Court and the others are transmitted to the parties (Rules, Art. 95, para. 3; Instructions for the Registry, Art. 19).

Immediately after the public reading, copies of the judgment are placed at the disposal of the representatives of the parties. At the same time, an unofficial summary of the decision and a press release are issued, on the authority of the Registrar, to all those attending. They are also published on the Court's website and sent by e-mail to all those registered on the press release mailing list.

As soon as possible after the judgment is issued, its printed text becomes available as a separate fascicle in the *Reports of Judgments, Advisory Opinions and Orders* series, which is sent to States entitled to appear before the Court and is placed on sale. Subsequently, the documentation of the case is published in one or more printed volumes of the series entitled *Pleadings, Oral Arguments, Documents*. It is these printed texts which should be used for all purposes of quotation or citation.

(f) *Implementation of the judgment*

Article 94, paragraph 2, of the Charter of the United Nations states that if any party to a case fails to perform the obligations incumbent upon it under a judgment rendered by the Court, the other party may have recourse to the Security Council.

(g) *Expenses and costs*

The expenses of the Court, including amounts payable to witnesses or experts appearing at the instance of the Court (Rules, Art. 68; Instructions for the Registry, Art. 16), are borne out of the United Nations budget; if a party to a case does not contribute to the United Nations budget, the Court itself fixes the amount payable by that party as a contribution towards the expenses of the Court for the case.

Each party bears its own costs, unless the Court makes an order in favour of a party for the payment of the costs (Statute, Art. 64; Rules, Art. 95, para. 1, and Art. 97). In addition, there exists a Secretary-General's Trust Fund to Assist States in the Settlement of Disputes through the International Court of Justice, established on 1 November 1989 (see United Nations doc. A/44/PV.43 (1989)). The Fund is designed to encourage States to settle their disputes peaceably by submitting them to the Court. The Fund is open to States in all circumstances where the jurisdiction of the Court (or the admissibility of the application) is not or is no longer the subject of dispute on their part. A further purpose of the Fund is to help States parties to a dispute to comply with the judgment rendered by the Court.

2. Procédures particulières

a) Jonction d'instances

En vertu de l'article 47 de son Règlement, la Cour peut à tout moment ordonner que les instances dans deux ou plusieurs affaires soient jointes, si une telle jonction apparaît, à la lumière des spécificités de chaque espèce, conforme aux exigences d'une bonne administration de la justice et aux impératifs d'économie judiciaire. Elle le fait normalement par voie d'ordonnance.

A ce jour, la Cour n'a agi ainsi qu'en trois occasions, les deux dernières affaires jointes étant celles relatives à *Certaines activités menées par le Nicaragua dans la région frontalière (Costa Rica c. Nicaragua)* et à la *Construction d'une route au Costa Rica le long du fleuve San Juan (Nicaragua c. Costa Rica)*, par des ordonnances du 17 avril 2013.

La liste des instances jointes figure à l'annexe 11 (voir p. 168).

L'article 47 du Règlement prévoit également que la Cour peut, sans opérer de jonction formelle, ordonner une action commune au regard d'un ou plusieurs éléments des procédures écrites ou orales dans deux ou plusieurs affaires. Ainsi, dans les affaires de la *Compétence en matière de pêcheries*, comme dans celles des *Essais nucléaires*, dans celles relatives à des *Questions d'interprétation et d'application de la convention de Montréal de 1971 résultant de l'incident aérien de Lockerbie*, ou celles relatives à la *Licéité de l'emploi de la force*, les procédures se sont déroulées parallèlement et des décisions analogues ont été rendues le même jour sans qu'il y ait eu jonction.

b) Mesures conservatoires

La Cour a le pouvoir d'indiquer des mesures conservatoires (Statut, art. 41), à la demande du demandeur ou du défendeur. Elle statue d'urgence et par voie d'ordonnance sur les demandes à cet effet (Règlement, art. 73-78).

Une note thématique retraçant l'histoire rédactionnelle des articles pertinents du Statut et du Règlement de la Cour, ainsi que la pratique de celle-ci en la matière, est incluse ci-après (voir p. 95).

Au cours de la période considérée aux fins du présent *Annuaire-Yearbook*, la Cour a rendu trois ordonnances statuant sur des demandes en indication de mesures conservatoires (dans les affaires relatives à *Certaines activités menées par le Nicaragua dans la région frontalière (Costa Rica c. Nicaragua)* (le 22 novembre 2013), à la *Construction d'une route au Costa Rica le long du fleuve San Juan (Nicaragua c. Costa Rica)* (le 13 décembre 2013) et à des *Questions concernant la saisie et la détention de certains documents et données (Timor-Leste c. Australie)* (le 3 mars 2014)).

S'il y a lieu, le président peut, en attendant que la Cour se réunisse, inviter les parties à ne rien faire qui puisse empêcher la décision éventuelle de la Cour sur la demande de mesures conservatoires d'avoir les effets voulus (Règlement, art. 74, par. 4). C'est ainsi que, dans l'affaire relative à des *Questions concernant la saisie et la détention de certains documents et données (Timor-Leste c. Australie)*, le président a appelé l'Australie à

« agir de manière que toute ordonnance de la Cour sur la demande en indication de mesures conservatoires puisse avoir les effets voulus et, en particulier, [à] s'abstenir de tout acte qui pourrait porter préjudice aux droits que la République démocratique du Timor-Leste invoque en la présente procédure » (voir ci-dessus, p. 19).

2. Occasional rules

(a) Joinder of proceedings

In accordance with Article 47 of its Rules, the Court may at any time direct that the proceedings in two or more cases be joined, where such a joinder appears, in the light of the specific circumstances of each case, to be consonant with the requirements of the sound administration of justice and the need for judicial economy. It usually does this by means of an order.

To date, the Court has joined only three sets of proceedings; the last two cases to be joined were those concerning *Certain Activities Carried Out by Nicaragua in the Border Area (Costa Rica v. Nicaragua)* and *Construction of a Road in Costa Rica along the San Juan River (Nicaragua v. Costa Rica)* (Orders of 17 April 2013).

The list of joined cases can be found in Annex 11 (see p. 168).

Article 47 of the Rules also provides that the Court may, without effecting any formal joinder, direct common action in two or more cases in respect of one or several aspects of the written or oral proceedings. Thus, in the cases concerning *Fisheries Jurisdiction, Nuclear Tests, Questions of Interpretation and Application of the 1971 Montreal Convention arising from the Aerial Incident at Lockerbie* and *Legality of Use of Force*, the cases proceeded in parallel and similar judgments were delivered on the same day, although the proceedings had not been formally joined.

(b) Provisional measures

The Court has the power to indicate provisional measures (Statute, Art. 41) at the request of the applicant or the respondent. A request for such measures is treated as a matter of urgency, and the Court's decision is given in an order (Rules, Arts. 73-78).

A special topic detailing the drafting history of the relevant articles of the Statute and Rules of Court as well as the Court's practice in respect of provisional measures may be found below (see p. 95).

During the period under review, the Court made three Orders on requests for the indication of provisional measures (in the cases concerning *Certain Activities Carried Out by Nicaragua in the Border Area (Costa Rica v. Nicaragua)* (22 November 2013), *Construction of a Road in Costa Rica along the San Juan River (Nicaragua v. Costa Rica)* (13 December 2013) and *Questions relating to the Seizure and Detention of Certain Documents and Data (Timor-Leste v. Australia)* (3 March 2014)).

Where appropriate, pending the meeting of the Court, the President may call upon the parties to refrain from any acts that might jeopardize the effectiveness of any decision the Court may take on the request for provisional measures (Rules, Art. 74, para. 4). Thus, in the case concerning *Questions relating to the Seizure and Detention of Certain Documents and Data (Timor-Leste v. Australia)*, the President called upon Australia

“to act in such a way as to enable any Order the Court will make on the request for provisional measures to have its appropriate effects, in particular to refrain from any act which might cause prejudice to the rights claimed by the Democratic Republic of Timor-Leste in the present proceedings” (see above, p. 19).

A ce jour, des demandes en indication de mesures conservatoires ont été présentées dans 44 affaires. La Cour a prescrit des mesures dans 20 cas.

La liste de ces demandes figure à l'annexe 12 (voir p. 169).

c) *Questions de compétence et de recevabilité*

i) Exceptions préliminaires

Le paragraphe 1 de l'article 79 du Règlement dispose que toute exception à la compétence de la Cour ou à la recevabilité de la requête, ou toute autre exception sur laquelle le défendeur demande une décision avant que la procédure sur le fond se poursuive, doit être présentée par écrit dès que possible, et au plus tard trois mois après le dépôt du mémoire. Il précise par ailleurs que toute exception soulevée par une partie autre que le défendeur doit être déposée dans le délai fixé pour le dépôt de la première pièce de procédure émanant de cette partie.

Les exceptions préliminaires suspendent la procédure sur le fond et donnent lieu au dépôt d'observations et de conclusions écrites de la partie adverse dans un délai fixé par voie d'ordonnance. En vertu de l'Instruction de procédure V, ce délai ne doit en général pas excéder quatre mois à compter de la date de présentation des exceptions préliminaires. Suit une phase orale, où la parole est donnée en premier à la partie qui a soulevé les exceptions.

La Cour se prononce sur ces exceptions dans un arrêt; si elle les rejette, la procédure sur le fond est reprise au point où elle a été suspendue; il en est de même si elle déclare qu'elles n'ont pas un caractère exclusivement préliminaire.

Au cours de la période considérée aux fins du présent *Annuaire-Yearbook*, le Chili a déposé une exception préliminaire à la compétence de la Cour en l'affaire relative à l'*Obligation de négocier un accès à l'océan Pacifique (Bolivie c. Chili)*. La procédure sur le fond a dès lors été suspendue et le président de la Cour a, par une ordonnance du 16 juillet 2014, fixé au 14 novembre 2014 la date d'expiration du délai dans lequel la Bolivie pourra présenter un exposé écrit contenant ses observations et conclusions sur ladite exception (voir ci-dessus, p. 16).

ii) Autres cas de figure

— Nonobstant les dispositions du paragraphe 1 de l'article 79 du Règlement, la Cour, après le dépôt de la requête et après consultation des parties lors d'une réunion avec le président, peut décider qu'il sera statué *in limine* et séparément sur toute question de compétence et de recevabilité (Règlement, art. 79, par. 2). Lorsque la Cour en décide ainsi, les parties déposent toutes pièces de procédure, relatives exclusivement à la compétence et à la recevabilité, dans les délais fixés par la Cour et dans l'ordre déterminé par celle-ci.

Comme dans le cas de la présentation d'exceptions préliminaires, les questions de compétence et/ou de recevabilité qui se posent font l'objet de débats oraux.

La Cour se prononce sur ces questions dans un arrêt. Si elle estime qu'elle a compétence et/ou que la requête est recevable, la Cour examine l'affaire au fond.

To date, requests for the indication of provisional measures have been submitted in 44 cases. The Court has indicated measures on 20 occasions.

The list of these requests can be found in Annex 12 (see p. 169).

(c) *Questions of jurisdiction and admissibility*

(i) Preliminary objections

Article 79, paragraph 1, of the Rules provides that any objection by the respondent to the jurisdiction of the Court or to the admissibility of the application, or other objection the decision upon which is requested before any further proceedings on the merits, shall be made in writing as soon as possible, and not later than three months after the delivery of the Memorial. It further states that any such objection made by a party other than the respondent shall be filed within the time-limit fixed for the delivery of that party's first pleading.

Preliminary objections suspend the proceedings on the merits and may be answered by the observations and submissions of the opposing party, to be filed within a time-limit fixed by an order. In accordance with Practice Direction V, this time-limit should generally not exceed four months from the date of the filing of the preliminary objections. Oral proceedings on the objections ensue, the party which raised them being called upon to speak first.

The Court gives its decision on the objections in a judgment; if it dismisses them, the proceedings on the merits are resumed from the point of interruption; they are likewise resumed if it declares that the objections do not possess an exclusively preliminary character.

During the period under review in the present *Annuaire-Yearbook*, Chile filed a preliminary objection to the jurisdiction of the Court in the case concerning the *Obligation to Negotiate Access to the Pacific Ocean (Bolivia v. Chile)*. The proceedings on the merits were thus suspended and the President of the Court, by an Order of 16 July 2014, fixed 14 November 2014 as the time-limit for the filing by Bolivia of a written statement of its observations and submissions on the said objection (see above, p. 16).

(ii) Other instances

— Notwithstanding the provisions of Article 79, paragraph 1, of the Rules, the Court, following the submission of the application in a case and after the President has met and consulted with the parties, may decide that any questions of jurisdiction and admissibility shall be determined *in limine* and separately (Rules, Art. 79, para. 2). Where the Court so decides, the parties shall submit any pleadings relating exclusively to jurisdiction and admissibility within the time-limits fixed by the Court and in the order determined by it.

As with preliminary objections, oral proceedings are held on any questions of jurisdiction and/or admissibility.

The Court's ruling on those questions takes the form of a judgment. If the Court finds that it has jurisdiction and/or that the application is admissible, it considers the merits of the case.

Au cours de la période considérée, le Pakistan a fait savoir qu'il estimait que la Cour n'avait pas compétence pour connaître du différend allégué en l'affaire des *Obligations relatives à des négociations concernant la cessation de la course aux armes nucléaires et le désarmement nucléaire (Iles Marshall c. Pakistan)* et que la requête était irrecevable (voir ci-dessus, p. 22). L'Inde a quant à elle fait savoir qu'elle estimait que la Cour n'avait pas compétence pour connaître du différend allégué en l'affaire des *Obligations relatives à des négociations concernant la cessation de la course aux armes nucléaires et le désarmement nucléaire (Iles Marshall c. Inde)* (voir ci-dessus, p. 21).

- Les questions de compétence et de recevabilité peuvent aussi, dans certains cas, être examinées en même temps que le fond de l'affaire. Il peut en effet arriver que le défendeur souleve dans ses pièces de procédure ou plaidoiries une objection à la compétence ou à la recevabilité sans la présenter sous forme d'exception préliminaire (voir, par exemple, l'affaire *LaGrand (Allemagne c. Etats-Unis d'Amérique)*). Il est également possible que la Cour examine d'elle-même un point préliminaire n'ayant pas fait l'objet d'une exception formelle (voir, par exemple, les affaires des *Essais nucléaires (Australie c. France)* (*Nouvelle-Zélande c. France*)). En outre, les parties peuvent s'entendre pour que les exceptions préliminaires soient jointes au fond, ce que la Cour est tenue d'accepter. La Cour a statué à titre liminaire sur des questions de compétence ou de recevabilité dans dix affaires.

La liste de ces affaires figure à l'annexe 13 (voir p. 175).

d) Demandes reconventionnelles

En vertu de l'article 80 du Règlement, le défendeur peut présenter une ou plusieurs demandes reconventionnelles. Celles-ci doivent être formulées dans le contre-mémoire de la partie dont elles émanent et figurer parmi ses conclusions. La Cour ne pourra toutefois en connaître que si la ou les demandes relèvent de sa compétence et sont en connexité directe avec l'objet de la demande (principale) de la partie adverse. En cas de doute, il appartient à la Cour de décider si la demande reconventionnelle est recevable comme telle et si elle fait partie de l'instance en cours (Règlement, art. 80).

Les dernières demandes reconventionnelles en date ont été présentées le 6 août 2012 par le Nicaragua en l'affaire relative à *Certaines activités menées par le Nicaragua dans la région frontalière (Costa Rica c. Nicaragua)*. La Cour s'est prononcée sur ces demandes par une ordonnance du 18 avril 2013. A ce jour, des demandes reconventionnelles ont été présentées par les Etats défendeurs dans neuf affaires.

La liste de ces affaires figure à l'annexe 14 (voir p. 179).

e) Interventions

L'article 62 du Statut de la Cour ouvre à un Etat la possibilité d'intervenir dans un litige opposant d'autres Etats quand il estime qu'un intérêt d'ordre juridique est pour lui en cause dans le différend entre ces Etats (voir également Règlement, art. 81 et 83-85). Un Etat tiers qui souhaite intervenir doit en règle générale déposer sa requête avant la clôture de la procédure écrite dans l'affaire principale. Comme le précise le paragraphe 2 de l'article 62 du Statut, c'est à la Cour qu'il revient de décider si elle autorise l'Etat tiers à intervenir. Des demandes d'intervention ont été présentées dans dix affaires. Seules trois ont été accueillies.

La liste des affaires pertinentes figure à l'annexe 10 (voir p. 165).

During the period under review, Pakistan informed the Court that, in its opinion, the latter lacked jurisdiction to entertain the alleged dispute in the case of *Obligations concerning Negotiations relating to Cessation of the Nuclear Arms Race and to Nuclear Disarmament (Marshall Islands v. Pakistan)*, and that the Application was inadmissible (see above, p. 22). India also notified the Court of its view that the latter did not have jurisdiction to entertain the alleged dispute in the case of *Obligations concerning Negotiations relating to Cessation of the Nuclear Arms Race and to Nuclear Disarmament (Marshall Islands v. India)* (see above, p. 21).

- Questions of jurisdiction and admissibility can also, in some instances, be examined at the same time as the merits of the case. A respondent may also contest the jurisdiction of the Court or the admissibility of a claim in its written pleadings or in oral argument, without submitting a formal preliminary objection (see, for example, the case concerning *LaGrand (Germany v. United States of America)*). Further, the Court may on its own initiative consider a preliminary issue that has not been the subject of a formal objection (see, for example, the cases concerning *Nuclear Tests (Australia v. France)* (*New Zealand v. France*)). Finally, the parties may, by agreement, ask the Court to rule on the preliminary objections at the same time as the merits, which the Court is then bound to do. The Court has made preliminary decisions on questions of jurisdiction and admissibility in ten cases.

A list of these cases is given in Annex 13 (see p. 175).

(d) *Counter-claims*

Pursuant to Article 80 of the Rules, the respondent may present one or more counter-claims. These are to be made by the party in its Counter-Memorial, as part of the submissions. However, the Court may only entertain the claim or claims if they fall within its jurisdiction and are directly connected with the subject-matter of the (principal) claim of the other party. In case of doubt, it is for the Court to decide whether a counter-claim is admissible and will form part of the proceedings (Rules, Art. 80).

Counter-claims were most recently presented on 6 August 2012 by Nicaragua in the case concerning *Certain Activities Carried Out by Nicaragua in the Border Area (Costa Rica v. Nicaragua)*. The Court ruled on those claims in an Order of 18 April 2013. To date, counter-claims have been presented by respondents in nine cases.

A list of these cases is given in Annex 14 (see p. 179).

(e) *Interventions*

Article 62 of the Statute of the Court makes it possible for a State to intervene in a dispute between other States, when it considers that it has an interest of a legal nature which may be affected by the decision in the dispute between those States (see also Rules, Arts. 81 and 83-85). Any third State seeking to intervene in the case must normally file its request for permission to do so before the closure of the written proceedings in the principal case. As stated in Article 62, paragraph 2, of the Statute, it is for the Court to decide upon this request. Requests to intervene have been made in ten cases. Only three such requests have been granted.

A list of these relevant cases is given in Annex 10 (see p. 165).

L'article 63 du Statut (voir également Règlement, art. 43, 82-84 et 86) prévoit par ailleurs que, lorsqu'une affaire paraît mettre en jeu l'interprétation d'une convention multilatérale à laquelle d'autres Etats que les demandeur et défendeur sont parties, ces Etats sont avertis par le greffier sans délai et ont le droit d'intervenir. Une déclaration d'intervention peut être faite même si le greffier n'a pas procédé à la notification; elle doit en principe être déposée avant la date prévue pour l'ouverture de la procédure orale dans l'affaire principale. En application du paragraphe 2 de l'article 63, si un Etat exerce cette faculté, l'interprétation contenue dans l'arrêt est également obligatoire à son égard. Des déclarations d'intervention ont été présentées dans quatre affaires.

La liste de ces affaires figure à l'annexe 10 (voir p. 165).

On notera en outre que, en vertu de l'article 43 du Règlement, la Cour a la faculté de demander au greffier d'aviser toute organisation internationale publique qui est partie à une convention dont l'interprétation peut être en cause dans une affaire. Toute organisation internationale publique ainsi avisée peut alors présenter des observations écrites sur l'interprétation des dispositions de la convention en question, et les compléter oralement si la Cour l'estime nécessaire.

Enfin, les organisations internationales publiques peuvent, à la demande de la Cour ou d'une partie ou de leur propre initiative, présenter à la Cour des renseignements relatifs aux affaires portées devant elle; lorsque l'interprétation de leur acte constitutif ou d'une convention adoptée en vertu de cet acte est mise en question, elles en sont avisées (Statut, art. 34, par. 2-3; Règlement, art. 69).

f) *Renvoi spécial devant la Cour*

En application de l'article 87 du Règlement, lorsque, conformément à un traité ou à une convention en vigueur, une affaire contentieuse est portée devant la Cour au sujet d'une question qui a fait l'objet d'une procédure devant un autre organe international, les dispositions du Statut et du Règlement en matière contentieuse s'appliquent.

Un seul renvoi a été formé devant la Cour, en 1971, en l'affaire de l'*Appel concernant la compétence de l'OACI (Inde c. Pakistan)*.

g) *Défaut*

Le Statut prévoit le cas où l'une des parties ne se présente pas devant la Cour (art. 53).

Le défaut d'une partie n'empêche pas la procédure dans une affaire de suivre son cours. Si l'une des parties ne se présente pas ou s'abstient de faire valoir ses moyens, l'autre partie peut demander à la Cour de lui adjuger ses conclusions (*ibid.*). Des arrêts ou ordonnances ont été rendus en l'absence de l'une des parties dans onze affaires.

La liste de ces affaires figure à l'annexe 19 (voir p. 186).

h) *Arrangement amiable et désistement*

En application des articles 88 et 89 du Règlement, la Cour ou, si elle ne siège pas, le président peut, par voie d'ordonnance, prendre acte d'un arrangement amiable intervenu entre les parties ou d'un désistement.

Vingt-trois affaires se sont terminées par un désistement. Dans deux d'entre elles, le désistement a résulté de la résolution de certaines questions de réparations qui n'avaient

Article 63 of the Statute (see also Rules, Arts. 43, 82-84 and 86) also stipulates that, where a case appears to involve the interpretation of a multilateral convention to which States other than the applicant and respondent States are parties, the Registrar is required to notify all such States forthwith, and any State so notified has the right to intervene in the proceedings. A declaration of intervention may be made even though the Registrar has not given such notification, and should normally be filed before the date fixed for the opening of the oral proceedings relating to the principal case. Pursuant to Article 63, paragraph 2, if a State uses this right, the construction given by the judgment will be equally binding upon it. Declarations of intervention have been filed in four cases.

For the list of cases, see Annex 10 (see p. 165).

It should also be noted that, in accordance with Article 43 of the Rules, the Court may direct the Registrar to notify any public international organization that is party to a convention the construction of which is at issue in a case. Any public international organization so notified may then submit written observations on the particular provisions of the convention the construction of which is in question, and supplement these orally should the Court consider it necessary.

Finally, public international organizations may, at the request of the Court or a party or on their own initiative, furnish the Court with information relevant to cases before it; whenever the construction of their constituent instruments or of a convention adopted thereunder is in question, they are notified (Statute, Art. 34, paras. 2-3; Rules, Art. 69).

(f) *Special reference to the Court*

Pursuant to Article 87 of the Rules, when in accordance with a treaty or convention in force a contentious case is brought before the Court concerning a matter which has been the subject of proceedings before some other international body, the provisions of the Statute and of the Rules governing contentious cases shall apply.

The Court has been seized on one occasion, in 1971, in the case concerning the *Appeal relating to the Jurisdiction of the ICAO Council (India v. Pakistan)*.

(g) *Non-appearance*

The Statute makes provision for cases where one of the parties does not appear before the Court (Art. 53).

Hence, failure by one party to appear does not prevent proceedings in a case from taking their course. If one of the parties does not appear before the Court or fails to defend its case, the other party may call upon the Court to decide in favour of its claim (*ibid.*). In eleven cases, judgments and orders have been delivered in the absence of one of the parties.

For the list of cases, see Annex 19 (see p. 186).

(h) *Settlement and discontinuance*

In accordance with Articles 88 and 89 of the Rules, the Court, or the President if the Court is not sitting, may, by way of an order, officially record the conclusion of a settlement between the parties or a discontinuance.

Twenty-three cases have ended in discontinuance. Two of these ended in discontinuance following the resolution of certain questions of reparation which the judgment had left to

pas été tranchées dans l'arrêt rendu préalablement. La dernière affaire à s'être achevée par un désistement est celle relative à des *Epanrages aériens d'herbicides* (*Equateur c. Colombie*), qui a été rayée du rôle par une ordonnance du président en date du 13 septembre 2013 (voir ci-dessus, p. 11).

La liste de ces affaires figure à l'annexe 15 (voir p. 181).

i) *Interprétation et revision d'un arrêt*

Comme indiqué ci-dessus (voir p. 73), les arrêts de la Cour sont obligatoires, définitifs et sans appel (Charte, art. 94, par. 1; Statut, art. 59-60; Règlement, art. 94, par. 2). Toutefois les parties peuvent introduire une demande en interprétation ou, dans certaines conditions, une demande en revision. La Cour statue à leur sujet par un arrêt (Statut, art. 60-61; Règlement, art. 98-100).

— Interprétation d'un arrêt

L'article 60 du Statut dispose que, en cas de contestation sur le sens et la portée d'un arrêt, il appartient à la Cour de l'interpréter à la demande de toute partie. La demande en interprétation est introduite soit par un compromis entre les parties, soit par une requête (Règlement, art. 98).

A ce jour, la Cour a été saisie de demandes en interprétation de ses arrêts en cinq occasions. La dernière demande en interprétation déposée l'a été le 28 avril 2011 par le Cambodge relativement à l'arrêt rendu par la Cour le 15 juin 1962 en l'affaire du *Temple de Préah Vihear* (*Cambodge c. Thaïlande*) (voir ci-dessus, p. 14).

La liste des demandes en interprétation figure à l'annexe 16 (voir p. 182).

— Revision d'un arrêt

Le paragraphe 1 de l'article 61 du Statut énonce que la revision d'un arrêt ne peut être demandée à la Cour qu'en raison de la découverte d'un fait de nature à exercer une influence décisive et qui, avant le prononcé de l'arrêt, était inconnu de la Cour et de la partie qui demande la revision, sans qu'il y ait de la part de celle-ci faute à l'ignorer. La demande en revision est introduite par requête (Règlement, art. 99).

Depuis 1946, la Cour a statué sur trois demandes en revision. Elle n'a jugé aucune de ces demandes recevable et, en conséquence, n'a révisé aucun des arrêts en cause.

La liste des demandes en revision figure à l'annexe 17 (voir p. 183).

C. *Procédure suivie en matière consultative*

En dehors des règles de procédure explicitement applicables en matière consultative, la Cour s'inspire des règles applicables en matière contentieuse (Statut, art. 68; Règlement, art. 102).

1. *Requête*

La requête pour avis consultatif est adressée à la Cour par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies ou par le plus haut fonctionnaire de l'organisation autorisée à demander l'avis; tout document pouvant servir à élucider la question est

be settled. The latest case to end in discontinuance was that concerning *Aerial Herbicide Spraying (Ecuador v. Colombia)*, which was removed from the Court's General List by an Order of the President dated 13 September 2013 (see above, p. 11).

For the list of cases, see Annex 15 (p. 181).

(i) *Interpretation and revision of judgments*

As indicated above (see p. 73), the judgments of the Court are binding, final and without appeal (Charter, Art. 94, para. 1; Statute, Arts. 59-60; Rules, Art. 94, para. 2). The parties may, however, make a request for interpretation or, in certain circumstances, for revision of a judgment. The decision of the Court on such requests is given in the form of a judgment (Statute, Arts. 60-61; Rules, Arts. 98-100).

— Interpretation of a judgment

Article 60 of the Statute provides that, in the event of dispute as to the meaning or scope of the judgment, the Court shall construe it upon the request of any party. A request for interpretation may be made either by an application or by the notification of a special agreement to that effect between the parties (Rules, Art. 98).

To date, the Court has received five requests for interpretation of its judgments. The most recent request for interpretation was filed on 28 April 2011 by Cambodia, relating to the Judgment rendered by the Court on 15 June 1962 in the case concerning the *Temple of Preah Vihear (Cambodia v. Thailand)* (see above, p. 14).

For the list of requests for interpretation, see Annex 16 (p. 182).

— Revision of a judgment

Article 61, paragraph 1, of the Statute states that an application for revision of a judgment may be made only when it is based upon the discovery of some fact of such a nature as to be a decisive factor, which fact was, when the judgment was given, unknown to the Court and also to the party claiming revision, always provided that such ignorance was not due to negligence. An application for the revision of a judgment is made by an application (Rules, Art. 99).

Since 1946, the Court has ruled on three applications for revision. It found all of those applications to be inadmissible and thus did not revise any of the judgments in question.

The list of requests can be found in Annex 17 (see p. 183).

C. Procedure Followed in Advisory Proceedings

In addition to those procedural rules which are expressly applicable to proceedings in regard to advisory opinions, the Court is guided by the provisions which apply in contentious proceedings (Statute, Art. 68; Rules, Art. 102).

1. Request

A request for an advisory opinion is addressed to the Court by the Secretary-General of the United Nations or the chief administrative officer of the organization authorized to make the request; all documents likely to throw light upon the question are to be transmitted

transmis en même temps que la requête ou le plus tôt possible après celle-ci (Statut, art. 65, par. 2; Règlement, art. 104).

Cette requête est notifiée à tous les Etats admis à ester devant la Cour (Statut, art. 66, par. 1).

2. *Procédure écrite et orale*

En général, la demande d'avis donne lieu à une procédure écrite puis orale (Statut, art. 66; Règlement, art. 105-106).

Quelques jours après le dépôt de la requête, la Cour dresse la liste des Etats et des organisations internationales qui seraient à même de lui fournir des renseignements sur la question qui lui est posée et les informe qu'elle est disposée à recevoir des exposés écrits dans un délai donné ou à entendre des exposés oraux au cours d'une audience publique tenue à cet effet. Les Etats et les organisations non ainsi informés peuvent demander à participer à la procédure.

En application de l'Instruction de procédure XII, si des organisations internationales non gouvernementales (ONG) présentent, de leur propre initiative, un exposé écrit et/ou un document dans le cadre d'une procédure consultative, cet exposé et/ou ce document ne sont pas considérés comme faisant partie du dossier de l'affaire mais comme des publications facilement accessibles auxquelles les Etats et les organisations intergouvernementales participant à la procédure concernée peuvent se référer.

D'une manière générale, le nombre des exposés écrits et oraux est variable.

L'annexe 20 donne, pour chaque procédure consultative, le nom des entités ayant pris part à la phase écrite et/ou orale (voir p. 187).

3. *Délibéré*

Le délibéré est conduit de la même manière que pour les affaires contentieuses (Règlement, art. 19-21 et 107; résolution visant la pratique interne de la Cour en matière judiciaire, art. 10).

4. *Avis consultatif*

L'avis consultatif est lu en séance publique (Statut, art. 67; Règlement, art. 107). Tout juge a le droit d'y joindre une opinion individuelle ou dissidente, ou bien une déclaration énonçant simplement sa position sans en donner les motifs. Les noms des juges ayant voté pour ou contre chaque point du dispositif y sont indiqués (cf. Statut, art. 57; Règlement, art. 107).

L'un des exemplaires originaux de l'avis est remis au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et, le cas échéant, au plus haut fonctionnaire de l'organe ou de l'institution qui a demandé l'avis à la Cour (Règlement, art. 109). Les autres sont déposés aux archives de la Cour. Le texte de l'avis, un résumé non officiel et un communiqué de presse sont distribués à l'assistance. Ces documents sont également publiés sur le site Internet de la Cour et communiqués par courrier électronique à tous les destinataires enregistrés sur la liste de diffusion des communiqués de presse.

L'avis a un caractère purement consultatif. Toutefois, dans certains cas, l'acte en vertu duquel la Cour est saisie prévoit que l'avis aura force obligatoire; par ailleurs, un Etat et une organisation internationale peuvent convenir, par la voie d'un traité collatéral, que l'avis aura entre eux un effet décisif (voir ci-dessus, p. 29).

at the same time as the request or as soon as possible thereafter (Statute, Art. 65, para. 2; Rules, Art. 104).

Notice of such a request is given to all States entitled to appear before the Court (Statute, Art. 66, para. 1).

2. Written and oral proceedings

A request for an opinion usually gives rise to written proceedings followed by oral proceedings (Statute, Art. 66; Rules, Arts. 105-106).

A few days after the filing of the request, the Court draws up a list of those States and international organizations likely to be able to furnish information on the question submitted to it and notifies them that it is prepared to receive, within a specified time-limit, written statements relating to the question, or to hear oral statements at a public sitting held for the purpose. Any States and organizations not so notified may participate in the proceedings.

In accordance with Practice Direction XII, where a non-governmental international organization (NGO) submits a written statement and/or document in advisory proceedings on its own initiative, such statement and/or document is not considered as forming part of the case file but is treated as a publication readily available, and may be referred to by the States and intergovernmental organizations participating in the proceedings.

Generally speaking, the number of written and oral statements varies.

Annex 20 lists the names of those bodies that have participated in the written and/or oral phases of advisory proceedings (see p. 187).

3. Deliberations

The deliberations are conducted in the same manner as in contentious cases (Rules, Arts. 19-21 and 107; resolution concerning the Internal Judicial Practice of the Court, Art. 10).

4. Advisory opinion

The advisory opinion is read in open court (Statute, Art. 67; Rules, Art. 107). Any judge is entitled to attach a separate or dissenting opinion, or a declaration which records his position without stating his reasons. The advisory opinion indicates the names of the judges who voted for and against each point of the operative clause (cf. Statute, Art. 57; Rules, Art. 107).

One of the original copies of the advisory opinion is transmitted to the Secretary-General of the United Nations and one, where appropriate, to the chief administrative officer of the body which requested the opinion of the Court (Rules, Art. 109). The others are filed in the Court's archives. The text of the advisory opinion, an unofficial summary and a press release are distributed to the public. These documents are also published on the Court's website and sent by e-mail to all those registered on the press release mailing list.

The opinions given by the Court are purely advisory in character. However, in certain cases, the instrument by which the Court is seised provides that the advisory opinion has binding force. Moreover, a State and an international organization may agree, by means of a collateral treaty, that the opinion will be accepted as describe by them (see above, p. 29).

NOTE THÉMATIQUE

LES MESURES CONSERVATOIRES

La présente note thématique consacrée aux « mesures conservatoires » a pour objet un rappel de la genèse des articles du Statut et du Règlement y afférents, ainsi qu'un tour d'horizon de la pratique de la Cour en la matière. Établie par le Greffe, elle ne constitue aucunement une interprétation officielle des textes et des décisions cités.

Par souci de concision et de clarté, seuls les éléments les plus saillants ont été repris dans le corps du texte. Les notes de bas de page renvoient aux passages pertinents des documents de référence, lesquels sont tous disponibles sur le site Internet de la Cour.

I. INTRODUCTION

La Cour internationale de Justice (CIJ) tient le pouvoir d'indiquer des mesures conservatoires de l'article 41 de son Statut, qui est ainsi libellé :

- « 1. La Cour a le pouvoir d'indiquer, si elle estime que les circonstances l'exigent, quelles mesures conservatoires du droit de chacun doivent être prises à titre provisoire.
2. En attendant l'arrêt définitif, l'indication de ces mesures est immédiatement notifiée aux parties et au Conseil de sécurité. »

Les articles 73 à 78 du Règlement actuel de la Cour (adopté le 14 avril 1978 et entré en vigueur le 1^{er} juillet 1978), qui sont consacrés à la question des mesures conservatoires et tirent leur origine de l'article 41 du Statut, se lisent comme suit :

« Article 73

1. Une partie peut présenter une demande en indication de mesures conservatoires par écrit à tout moment de la procédure engagée en l'affaire au sujet de laquelle la demande est introduite.
2. La demande indique les motifs sur lesquels elle se fonde, les conséquences éventuelles de son rejet et les mesures sollicitées. Copie certifiée conforme de la demande est immédiatement transmise par le Greffier à la partie adverse.

Article 74

1. La demande en indication de mesures conservatoires a priorité sur toutes autres affaires.
2. Si la Cour ne siège pas au moment de la présentation de la demande, elle est immédiatement convoquée pour statuer d'urgence sur cette demande.
3. La Cour ou, si elle ne siège pas, le Président fixe la date de la procédure orale de manière à donner aux parties la possibilité de s'y faire représenter. La Cour reçoit et prend en considération toutes observations qui peuvent lui être présentées avant la clôture de cette procédure.

SPECIAL TOPIC

PROVISIONAL MEASURES

This special topic on provisional measures traces the evolution of the articles of the Statute and the Rules of Court dealing with the question, and offers a survey of the Court's practice in this regard. It has been produced by the Registry and in no way represents an official interpretation of the texts and decisions quoted.

For the sake of clarity and concision, only the most significant extracts have been included in the body of the text. The footnotes provide references to the relevant passages of the background documents, all of which are available on the Court's website.

I. INTRODUCTION

The International Court of Justice (ICJ) derives the power to indicate provisional measures from Article 41 of its Statute, which has the following text:

- “1. The Court shall have the power to indicate, if it considers that circumstances so require, any provisional measures which ought to be taken to preserve the respective rights of either party.
2. Pending the final decision, notice of the measures suggested shall forthwith be given to the parties and to the Security Council.”

Articles 73 to 78 of the present Rules of Court (adopted on 14 April 1978 and in force since 1 July 1978), which deal with the question of provisional measures and originate in Article 41 of the Statute, read as follows:

“Article 73

1. A written request for the indication of provisional measures may be made by a party at any time during the course of the proceedings in the case in connection with which the request is made.
2. The request shall specify the reasons therefor, the possible consequences if it is not granted, and the measures requested. A certified copy shall forthwith be transmitted by the Registrar to the other party.

Article 74

1. A request for the indication of provisional measures shall have priority over all other cases.
2. The Court, if it is not sitting when the request is made, shall be convened forthwith for the purpose of proceeding to a decision on the request as a matter of urgency.
3. The Court, or the President if the Court is not sitting, shall fix a date for a hearing which will afford the parties an opportunity of being represented at it. The Court shall receive and take into account any observations that may be presented to it before the closure of the oral proceedings.

4. En attendant que la Cour se réunisse, le Président peut inviter les parties à agir de manière que toute ordonnance de la Cour sur la demande en indication de mesures conservatoires puisse avoir les effets voulus.

Article 75

1. La Cour peut à tout moment décider d'examiner d'office si les circonstances de l'affaire exigent l'indication de mesures conservatoires que les parties ou l'une d'elles devraient prendre ou exécuter.
2. Lorsqu'une demande en indication de mesures conservatoires lui est présentée, la Cour peut indiquer des mesures totalement ou partiellement différentes de celles qui sont sollicitées, ou des mesures à prendre ou à exécuter par la partie même dont émane la demande.
3. Le rejet d'une demande en indication de mesures conservatoires n'empêche pas la partie qui l'avait introduite de présenter en la même affaire une nouvelle demande fondée sur des faits nouveaux.

Article 76

1. A la demande d'une partie, la Cour peut, à tout moment avant l'arrêt définitif en l'affaire, rapporter ou modifier toute décision concernant des mesures conservatoires si un changement dans la situation lui paraît justifier que cette décision soit rapportée ou modifiée.
2. Toute demande présentée par une partie et tendant à ce qu'une décision concernant des mesures conservatoires soit rapportée ou modifiée indique le changement dans la situation considéré comme pertinent.
3. Avant de prendre une décision en vertu du paragraphe 1 du présent article, la Cour donne aux parties la possibilité de présenter des observations à ce sujet.

Article 77

Toutes mesures indiquées par la Cour en vertu des articles 73 et 75 du présent Règlement et toute décision prise par la Cour en vertu de l'article 76, paragraphe 1, sont immédiatement communiquées au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies pour transmission au Conseil de sécurité conformément à l'article 41, paragraphe 2, du Statut.

Article 78

La Cour peut demander aux parties des renseignements sur toutes questions relatives à la mise en œuvre de mesures conservatoires indiquées par elle.»

II. GENÈSE DE L'ARTICLE 41 DU STATUT DE LA COUR

La première version de l'avant-projet de Statut de la Cour permanente de Justice internationale (CPJI) — devancière de la CIJ —, tel que préparé par le comité de juristes constitué par le Conseil de la Société des Nations, ne traitait pas des mesures conservatoires. Une disposition à cet égard ne fut incorporée que plus tard dans le projet établi par le comité, à la suite d'une proposition du juriste brésilien Raul Fernandes²⁴. La disposition élaborée en vue de conférer à la Cour le pouvoir d'indiquer des mesures conservatoires était ainsi conçue :

« Dans le cas où la cause du différend consiste en un acte effectué ou sur le point de l'être, la Cour a le pouvoir d'indiquer, si elle estime que les circonstances l'exigent, quelles mesures conservatoires du droit de chacun doivent être prises à titre provisoire.

²⁴ C.P.J.I., *Comité consultatif de juristes, procès-verbaux des séances du comité, 16 juin-24 juillet 1920, avec annexes*, p. 609.

4. Pending the meeting of the Court, the President may call upon the parties to act in such a way as will enable any order the Court may make on the request for provisional measures to have its appropriate effects.

Article 75

1. The Court may at any time decide to examine *proprio motu* whether the circumstances of the case require the indication of provisional measures which ought to be taken or complied with by any or all of the parties.
2. When a request for provisional measures has been made, the Court may indicate measures that are in whole or in part other than those requested, or that ought to be taken or complied with by the party which has itself made the request.
3. The rejection of a request for the indication of provisional measures shall not prevent the party which made it from making a fresh request in the same case based on new facts.

Article 76

1. At the request of a party the Court may, at any time before the final judgment in the case, revoke or modify any decision concerning provisional measures if, in its opinion, some change in the situation justifies such revocation or modification.
2. Any application by a party proposing such a revocation or modification shall specify the change in the situation considered to be relevant.
3. Before taking any decision under paragraph 1 of this Article the Court shall afford the parties an opportunity of presenting their observations on the subject.

Article 77

Any measures indicated by the Court under Articles 73 and 75 of these Rules, and any decision taken by the Court under Article 76, paragraph 1, of these Rules, shall forthwith be communicated to the Secretary-General of the United Nations for transmission to the Security Council in pursuance of Article 41, paragraph 2, of the Statute.

Article 78

The Court may request information from the parties on any matter connected with the implementation of any provisional measures it has indicated.”

II. EVOLUTION OF ARTICLE 41 OF THE STATUTE

The initial preliminary draft of the Statute of the Permanent Court of International Justice (PCIJ) — the forerunner of the ICJ —, as prepared by the Committee of Jurists established by the Council of the League of Nations, made no mention of provisional measures. A provision to this effect was inserted only at a later stage in the draft prepared by the Committee, following a proposal from the Brazilian jurist Raul Fernandes²⁴. The resulting provision, conferring on the Court the power to indicate provisional measures, was worded thus:

“If the dispute arises out of an act which has already taken place or which is imminent, the Court shall have the power to suggest, if it considers that circumstances so require, the provisional measures that should be taken to preserve the respective rights of either party.

²⁴ P.C.I.J., *Advisory Committee of Jurists, Procès-verbaux of the Proceedings of the Committee, 16 June-24 July 1920, with Annexes*, p. 609.

En attendant son arrêt, cette suggestion de la Cour est immédiatement transmise aux parties et au Conseil [de la Société des Nations].»²⁵

Examiné lors de la vingt-huitième séance du comité, tenue le 20 juillet 1920, cet article ne fit l'objet que d'un bref échange et fut adopté avec quelques modifications rédactionnelles en français²⁶.

L'article amendé fut adopté en première lecture en tant qu'article 39 et repris sans modification dans l'avant-projet de Statut²⁷. Dans le rapport final qu'il présenta les 23 et 24 juillet 1920, le comité expliqua que, « [s]'inspirant d'une mesure qui figure aux traités, signés pour les Etats-Unis par le secrétaire d'Etat Bryan avec un certain nombre d'Etats ... en 1914, [il avait] donn[é] à la Cour le pouvoir de suggérer les mesures à prendre, à titre provisoire, pour assurer la conservation du droit de chacun »²⁸. Il précisa cependant que la décision de la Cour ainsi visée n'était pas « un arrêt ... immédiatement exécutoire » car, « [q]uand il s'agit de limiter la souveraineté des Etats, il convient d'être circonspect » et de faire preuve de prudence, comme dans le cadre des traités Bryan²⁹.

Lorsque la Sous-Commission de la Troisième Commission de la première assemblée de la Société des Nations examina ce projet à la fin de l'année 1920, elle décida d'y apporter quelques changements (la phrase introductive fut supprimée et la version anglaise du premier alinéa alignée sur le texte français)³⁰. L'article ainsi modifié fut ensuite adopté par l'Assemblée de la Société des Nations en tant qu'article 41 du Statut de la CPJI ; il ne fut jamais amendé.

L'article 41 du Statut de la CPJI fut ultérieurement repris sans modification dans le Statut de la CIJ signé à la conférence de San Francisco le 26 juin 1945.

III. GENÈSE DES ARTICLES 73 À 78 DU RÈGLEMENT DE LA COUR

A. Les Règlements de la CPJI

1. Les Règlements de 1922 et 1926

En 1922, lors de la préparation du Règlement de la CPJI, le Secrétariat de la Société des Nations suggéra, dans son Projet de Règlement³¹, un article relatif aux mesures conservatoires qui était ainsi conçu :

²⁵ C.P.J.I., Comité consultatif de juristes, *procès-verbaux des séances du Comité, 16 juin-24 juillet 1920, avec annexes*, p. 567-568.

²⁶ *Ibid.*, p. 588.

²⁷ *Ibid.*, p. 681. Voir également, à ce sujet, l'examen des travaux préparatoires de l'article 41 du Statut de la CPJI contenu dans *LaGrand (Allemagne c. Etats-Unis d'Amérique)*, arrêt, C.I.J. Recueil 2001, p. 503-505, par. 104-107.

²⁸ C.P.J.I., Comité consultatif de juristes, *procès-verbaux des séances du comité, 16 juin-24 juillet 1920, avec annexes*, p. 735 et p. 608-609.

²⁹ *Ibid.*, p. 735-736.

³⁰ *Société des Nations, Cour permanente de Justice internationale, Documents au sujet de mesures prises par le Conseil de la Société des Nations aux termes de l'article 14 du Pacte et de l'adoption par l'Assemblée du Statut de la Cour permanente, cinquième séance, 29 novembre 1920*, p. 134, et annexe 16, p. 174.

³¹ C.P.J.I., Série D, *Actes et documents relatifs à l'organisation de la Cour n° 2, préparation du Règlement de la Cour. Procès-verbaux, avec annexes, des séances de la session préliminaire de la Cour (30 janvier-24 mars 1922), annexe I c)*, p. 253.

Pending the final decision, notice of the measures suggested shall forthwith be given to the parties and the Council.”²⁵

When this article was examined at the twenty-eighth meeting of the Committee, held on 20 July 1920, there was only a brief exchange of views and it was adopted with some modifications in the French wording²⁶.

The article as amended was adopted in first reading as Article 39 and included without modification in the draft Statute²⁷. In the final report which it presented on 23 and 24 July 1920, the Committee explained that, “drawing its inspiration from a provision contained in the treaties between the United States and certain other States . . . which were signed in 1914 . . . by Mr. Bryan, the then Secretary of State, [it had] give[n] the Court the power of suggesting the measures to be taken provisionally, to ensure that the respective rights are not prejudiced”²⁸. It also stated, however, that such a decision of the Court was not “a definite order . . . which must be carried out at once”, since “[g]reat care must be exercised in any matter entailing the limitation of sovereign powers”, and prudence shown, as in the Bryan treaties²⁹.

When the Sub-Committee of the Third Committee of the First Assembly of the League of Nations examined this draft towards the end of 1920, it decided to make a number of changes (the opening phrase was removed and the wording of the first paragraph of the English version made to conform to the French text)³⁰. The article thus modified was subsequently adopted by the Assembly of the League of Nations as Article 41 of the PCIJ Statute and was never amended thereafter.

Article 41 of the PCIJ Statute later passed unchanged into the Statute of the ICJ signed at the San Francisco Conference on 26 June 1945.

III. EVOLUTION OF ARTICLES 73 TO 78 OF THE RULES OF COURT

A. The Rules of Court of the PCIJ

1. The 1922 and 1926 Rules of Court

In 1922, while drawing up the Rules of Court of the PCIJ, the Secretariat of the League of Nations proposed, in its draft Rules³¹, an article on provisional measures worded as follows:

²⁵ *P.C.I.J., Advisory Committee of Jurists, Procès-verbaux of the Proceedings of the Committee, 16 June-24 July 1920, with Annexes*, pp. 567-568.

²⁶ *Ibid.*, p. 588.

²⁷ *Ibid.*, p. 681. See also, on this subject, the discussion of the preparatory work of Article 41 of the Statute contained in *LaGrand (Germany v. United States of America), Judgment, I.C.J. Reports 2001*, pp. 503-505, paras. 104-107.

²⁸ *P.C.I.J., Advisory Committee of Jurists, Procès-verbaux of the Proceedings of the Committee, 16 June-24 July 1920, with Annexes*, p. 735 and pp. 608-609.

²⁹ *Ibid.*, pp. 735-736.

³⁰ *League of Nations, Permanent Court of International Justice, Documents concerning the Action Taken by the Council of the League under Article 14 of the Covenant and the Adoption by the Assembly of the Statute of the Permanent Court, Fifth Meeting, 29 November 1920*, p. 134, and Annex 16, p. 174.

³¹ *P.C.I.J., Series D, Acts and Documents No. 2, Preparation of the Rules of Court. Minutes of Meetings Held during the Preliminary Session of the Court, with Annexes (30 January-24 March 1922), Annex I (c)*, p. 253.

« Les mesures conservatoires, destinées à sauvegarder les droits respectifs des parties, peuvent être proposées sur la requête de l'une des parties ou sur l'initiative de la Cour. Avant que ces mesures ne soient proposées, la partie contre laquelle elles sont dirigées a droit à être entendue. Ces mesures pourront faire l'objet d'un nouvel examen à la demande d'une tierce partie qui affirme que ces mesures, si elles étaient mises à exécution, seraient de nature à compromettre ses intérêts légitimes. »³²

Quand il en vint à l'examen de ce texte, le comité de procédure établi par la CPJI fut toutefois d'avis que, la Cour ne pouvant pas prendre, « au sujet des mesures conservatoires, des décisions exécutoires, il n'y avait pas lieu de régler en détail la procédure selon laquelle les indications de ces mesures devaient être données »³³. Il reconnut néanmoins que des règles tendant à sauvegarder les droits d'une tierce partie pouvaient être désirables³⁴. Il se préoccupa alors principalement de l'exigence de célérité d'action et rédigea une nouvelle proposition de texte.

Dans le premier Règlement de la CPJI, en date du 24 mars 1922, la question des mesures conservatoires fit l'objet du titre IV, qui se composait d'un seul article ainsi libellé :

« Article 57

Lorsque la Cour ne siège pas, l'indication des mesures conservatoires est faite par le Président.

En cas de refus de la part des parties, de se conformer aux indications de la Cour ou du Président concernant les mesures conservatoires, il en est pris acte. »

Lorsque le Règlement de la CPJI fut amendé en 1926, l'article 57 du premier Règlement ne subit aucune altération.

2. Le Règlement de 1931

Ce n'est que quelques années plus tard, dans le cadre des modifications du Règlement envisagées en 1931, que fut de nouveau examinée la question des mesures conservatoires. A cette occasion, la Cour examina des propositions de texte émanant de M. Fromageot. Ce dernier invita en particulier la Cour à s'interroger sur les points de savoir s'il convenait de reconnaître : i) le pouvoir du président, en cas de circonstances exceptionnellement graves et urgentes, de prescrire provisoirement telles mesures qu'il estimerait nécessaires, sous réserve de la décision de la Cour dès qu'elle se réunirait ; ii) le pouvoir de la Cour de prescrire d'office, dans des circonstances graves, telles mesures conservatoires qui lui paraîtraient nécessaires dans l'intérêt de la justice et du maintien de la paix³⁵.

Lors de l'examen de ces points, les discussions portèrent tout d'abord sur des questions de vocabulaire. En effet, lorsqu'il présenta son projet d'article, M. Fromageot déclara avoir intentionnellement fait usage du mot « prescrire », le terme « indiquer » (qui se trouvait dans le Statut et le Règlement d'alors) lui paraissant « bien vague »³⁶. Ce choix engendra

³² C.P.J.I., Série D, Actes et documents relatifs à l'organisation de la Cour n° 2, préparation du Règlement de la Cour. Procès-verbaux, avec annexes, des séances de la session préliminaire de la Cour (30 janvier-24 mars 1922), annexe I c), p. 262 (art. 35).

³³ *Ibid.*, annexe 21 b), compte rendu du résultat de la première réunion du comité de procédure (distr. 39), p. 302.

³⁴ *Ibid.*

³⁵ C.P.J.I., Série D, Actes et documents relatifs à l'organisation de la Cour, deuxième addendum au n° 2, modifications apportées au Règlement en 1931, annexe 15, p. 289.

³⁶ *Ibid.*, p. 182.

“Provisional measures for preserving the respective rights of the parties may be suggested at the request of one party, or on the initiative of the Court. Before such measures are suggested, the party against whom they are directed shall be entitled to a hearing. The measures suggested may be reconsidered at the request of a third party who asserts that the measures, if carried out, would be harmful to his legitimate interests.”³²

When the Committee on Procedure established by the PCIJ considered this text, however, it took the view that, as the Court had no power to “enforce decisions with regard to interim measures for preserving the respective rights of the parties, there was no need to prescribe detailed regulations in regard to the method of indicating such measures”³³. It nevertheless recognized that rules for safeguarding the rights of third parties might be desirable³⁴. The Committee thus focused its attention on the need for prompt action, and drew up a new proposed text.

In the first Rules of Court of the PCIJ, adopted on 24 March 1922, the question of “Interim Protection” was addressed in Part IV, which consisted of a single article reading as follows:

“Article 57

When the Court is not sitting, any measures for the preservation in the meantime of the respective rights of the parties shall be indicated by the President.

Any refusal by the parties to conform to the suggestions of the Court or of the President, with regard to such measures, shall be placed on record.”

When the Rules of Court were amended in 1926, no changes were made to Article 57.

2. *The 1931 Rules of Court*

It was not until a few years later that the question of provisional measures was raised again, in connection with the modification of the Rules of Court envisaged in 1931. On that occasion, the Court examined amendments suggested by Judge Fromageot, who invited it in particular to consider whether there was a need to recognize: (i) the power of the President, in exceptionally serious and urgent circumstances, to order such provisional measures as he might consider necessary, subject to the decision of the Court as soon as it was assembled; (ii) the power of the Court to order of its own motion, in serious circumstances, such provisional measures as it might deem necessary in the interest of justice and the maintenance of peace³⁵.

When these points were considered, the discussion centred first of all on questions of vocabulary. Presenting his draft article, Judge Fromageot said that he had used the word “order” advisedly, since the term “indicate” (employed in the Statute and Rules at the time) appeared to him “somewhat vague”³⁶. This choice gave rise to some debate, however,

³² *P.C.I.J., Series D, Acts and Documents No. 2, Preparation of the Rules of Court. Minutes of Meetings Held during the Preliminary Session of the Court, with Annexes (30 January-24 March 1922), Annex I (c)*, p. 262 (Art. 35).

³³ *Ibid.*, Annex 21 (b), *Conclusions Reached at the First Meeting of the Committee on Procedure (Distr. 39)*, p. 302.

³⁴ *Ibid.*

³⁵ *P.C.I.J., Series D, Acts and Documents No. 2, Second Addendum, Modification of the Rules, 1931, Annex 15*, p. 289.

³⁶ *Ibid.*, p. 182.

toutefois quelque débat, certains participants faisant observer que le mot « indiquer » avait à dessein été retenu en 1920 car il n'avait pas semblé possible, vu les droits souverains des États, d'employer un terme plus énergique³⁷.

Mais le point qui suscita le plus d'échanges fut celui de savoir si le président pouvait indiquer des mesures quand la Cour ne siégeait pas. Plusieurs juges estimèrent qu'une telle solution, pourtant retenue en 1922, allait à l'encontre de l'article 41 du Statut³⁸. Aussi, s'inspirant du « *desideratum* que la Cour agisse avec le poids intégral de son autorité »³⁹, une majorité de juges estima qu'une décision aussi importante que celle d'indiquer des mesures conservatoires devrait toujours être prise par la Cour elle-même. Il fut par conséquent prévu que, si elle ne siégeait pas, la Cour devrait être convoquée sans retard par le président, qui ne pourrait plus, lui-même, indiquer de telles mesures.

La Cour se pencha, dans un second temps, sur la question de l'indication de mesures conservatoires « de son propre mouvement »⁴⁰. Le débat, assez bref, porta pour l'essentiel sur la question de savoir si, en conférant un tel pouvoir à la Cour, le Règlement allait au-delà de l'article 41 du Statut. Bien qu'un consensus se dégagât assez rapidement pour estimer qu'il n'en était rien⁴¹, quelques voix s'élevèrent contre la proposition de M. Fromageot⁴².

Enfin, fut examinée la question des suites à donner dans l'hypothèse où il ne serait pas tenu compte des indications données par la Cour. L'idée fut émise qu'il était nécessaire de prévoir une mesure plus forte que la « prise d'acte » envisagée à l'article 57 du Règlement et d'insérer une disposition à l'effet d'informer le Conseil de la Société des Nations de l'inobservation des mesures conservatoires⁴³. M. Urrutia fit toutefois observer qu'une telle prévision ne serait pas compatible avec le caractère de la Cour en tant qu'organe judiciaire indépendant et il fut décidé de ne pas retenir la proposition⁴⁴.

À la lumière des discussions intervenues, M. Fromageot proposa un nouveau projet d'article⁴⁵ qui, après quelques modifications⁴⁶, fut accepté lors de la quarante-septième séance de la Cour tenue le 19 février 1931.

Le nouveau texte de l'article 57 se lisait comme suit :

« Une requête adressée à la Cour par les parties ou par l'une d'entre elles, en vue de mesures conservatoires, a la priorité sur toutes autres affaires. Il est statué d'urgence et, si la Cour ne siège pas, elle est à cette fin convoquée sans retard par le Président.

³⁷ *Op. cit. supra* note 35, p. 182-183. Voir également l'analyse développée par la Cour à cet égard dans l'arrêt qu'elle a rendu le 27 juin 2001 en l'affaire *LaGrand (Allemagne c. Etats-Unis d'Amérique)*, arrêt, C.I.J. Recueil 2001, p. 501-506, par. 99-109.

³⁸ C.P.J.I., Série D, Actes et documents relatifs à l'organisation de la Cour, deuxième addendum au n° 2, modifications apportées au Règlement en 1931, trente-quatrième séance (10 février 1931), p. 184-185.

³⁹ *Ibid.*, troisième addendum au n° 2, préparation du Règlement du 11 mars 1936, rapport de la troisième commission (14 mars 1934), p. 778.

⁴⁰ *Ibid.*, deuxième addendum au n° 2, modifications apportées au Règlement en 1931, trente-quatrième séance (10 février 1931), p. 181-182; voir également le projet de M. Fromageot (*ibid.*, annexe 15, p. 289).

⁴¹ *Ibid.*, p. 186.

⁴² *Ibid.*, p. 186-187 (voir notamment les interventions de sir Cecil Hurst et de M. Urrutia).

⁴³ *Ibid.*, p. 186.

⁴⁴ *Ibid.*, trente-septième séance (12 février 1931), p. 200.

⁴⁵ *Ibid.*, annexe 37, p. 297.

⁴⁶ *Ibid.*, p. 198, et quarante-septième séance (19 février 1931), p. 253.

with certain participants pointing out that the word “indicate” had been deliberately chosen in 1920: no stronger term had been considered possible, having regard to the sovereign rights of States³⁷.

But the question that provoked most discussion was whether the President could indicate measures when the Court was not sitting. Several judges felt that such an approach, although it had been adopted in 1922, went against Article 41 of the Statute³⁸. Accordingly, inspired by the “desire for the Court to act with the full weight of its authority”³⁹, a majority of judges took the view that a decision as important as the indication of provisional measures should always be taken by the Court itself. It was thus laid down that, if the Court was not sitting, it should be convened without delay by the President, who could no longer indicate such measures on his own.

The Court then turned to the question of the indication of provisional measures “of its own motion”⁴⁰. The discussion, which was fairly brief, focused for the most part on whether, by conferring such a power upon the Court, the Rules were going beyond Article 41 of the Statute. Although there was soon general agreement that such was not the case⁴¹, some opposition was expressed to Judge Fromageot’s proposal⁴².

Lastly, it was considered what steps should be taken if the Court’s suggestions were disregarded. The idea was voiced that some stronger action was necessary than the “placing on record” provided for in Article 57 of the Rules, and that a provision should be included requiring the Council of the League of Nations to be given notice of any failure to comply with provisional measures⁴³. However, Judge Urrutia observed that such a provision was incompatible with the character of the Court as an independent judicial body, and it was decided not to accept the proposal⁴⁴.

In the light of the discussions, Judge Fromageot proposed a new draft article⁴⁵ which, after a number of modifications⁴⁶, was adopted at the forty-seventh meeting of the Court held on 19 February 1931.

The new text of Article 57 read as follows:

“An application made to the Court by one or both of the parties, for the indication of interim measures of protection, shall have priority over all other cases. The decision thereon shall be treated as a matter of urgency, and if the Court is not sitting it shall be convened without delay by the President for the purpose.

³⁷ *Op. cit. supra* note 35, pp. 182-183. See also the analysis made by the Court in this respect on 27 June 2001 in *LaGrand (Germany v. United States of America), Judgment, I.C.J. Reports 2001*, pp. 501-506, paras. 99-109.

³⁸ *P.C.I.J., Series D, Acts and Documents No. 2, Second Addendum, Modification of the Rules, 1931, Thirty-Fourth Meeting (10 February 1931)*, pp. 184-185.

³⁹ *Ibid., Third Addendum, Elaboration of the Rules of Court of 11 March 1936, Report of the Third Committee (14 March 1934)*, p. 778.

⁴⁰ *Ibid., Second Addendum, Modification of the Rules, 1931, thirty-fourth meeting (10 February 1931)*, pp. 181-182; see also the draft proposed by Judge Fromageot (*ibid.*, Annex 15, p. 289).

⁴¹ *Ibid.*, p. 186.

⁴² *Ibid.*, pp. 186-187 (see in particular the statements by Sir Cecil Hurst and Judge Urrutia).

⁴³ *Ibid.*, p. 186.

⁴⁴ *Ibid., Thirty-Seventh Meeting (12 February 1931)*, p. 200.

⁴⁵ *Ibid.*, Annex 37, p. 297.

⁴⁶ *Ibid.*, p. 198, and *Forty-Seventh Meeting (19 February 1931)*, p. 253.

En l'absence d'une requête, si la Cour ne siège pas, le Président peut convoquer la Cour pour lui soumettre la question de l'opportunité de semblables mesures.

Dans tous les cas, la Cour n'indique des mesures conservatoires qu'après avoir donné aux parties la possibilité de faire entendre leurs observations à ce sujet.»⁴⁷

3. Le Règlement de 1936

De nouveaux travaux de révision du Règlement intervinrent dès 1934. A cette occasion, la troisième commission (l'un des quatre comités d'étude constitués par la CPJI)⁴⁸ et le comte Rostworowski⁴⁹ firent des propositions visant à amender l'article 57. La troisième commission s'intéressa surtout à la question des pouvoirs devant être conférés au président en la matière. Elle décida finalement de s'en tenir à la solution retenue à cet égard en 1931 car, selon elle, à côté du *desideratum* de célérité de l'action, se faisait surtout sentir le *desideratum* que la Cour agisse avec le poids intégral de son autorité et donc qu'elle statue *in pleno*⁵⁰. La commission prévut donc que, si la Cour n'était pas réunie, elle serait convoquée sans retard par le président, qui, entre-temps, pourrait indiquer toutes mesures provisoires qui lui paraîtraient opportunes, en attendant la décision définitive de la Cour. Elle retint à cette fin une formule « très générale » permettant à celui-ci de s'adresser directement aux parties⁵¹.

Ce projet fit l'objet d'un examen préliminaire par la Cour qui s'intéressa principalement à la question pratique de savoir comment convoquer utilement à bref délai, pendant les périodes de vacances judiciaires, des juges résidant dans des pays lointains. Elle décida toutefois de reporter la modification de l'article 57 jusqu'au moment où elle aborderait la révision générale de son Règlement⁵².

Le projet susmentionné fut donc renvoyé, en l'état, à la commission de coordination (formée des rapporteurs de chacun des quatre comités d'étude, réunis sous la présidence du président de la Cour, et dont la tâche était d'harmoniser le travail des quatre comités). Dans son rapport daté du 14 mai 1934, celle-ci se pencha tout particulièrement sur la question de savoir par qui les mesures conservatoires pouvaient être indiquées (et notamment sur le rôle imparti au président)⁵³. Elle élaborait un texte tenant compte, d'une part, de la nécessité d'indiquer très rapidement, le cas échéant, des mesures conservatoires et, d'autre part, de celle de faire intervenir pour cette indication la décision de la Cour. La commission de coordination aborda aussi certains détails de procédure (notamment le contenu de la demande), suggéra de rendre obligatoire l'audition des parties et consacra expressément le droit de la Cour d'indiquer d'office des mesures conservatoires⁵⁴. Elle proposa un texte composé de neuf alinéas⁵⁵.

⁴⁷ C.P.J.I., Série D, Actes et documents relatifs à l'organisation de la Cour n° 1 (deuxième édition), Statut, Règlement et autres textes constitutionnels ou réglementaires (avec les modifications y apportées jusqu'au 21 février 1931), p. 42.

⁴⁸ *Ibid.*, troisième addendum au n° 2, préparation du Règlement du 11 mars 1936, rapport de la troisième commission (14 mars 1934), p. 778-779.

⁴⁹ *Ibid.*, appendice 6 au n° 7, proposition du comte Rostworowski (23 avril 1934), p. 910-913.

⁵⁰ *Ibid.*, rapport de la troisième commission (14 mars 1934), p. 778.

⁵¹ *Ibid.*

⁵² *Ibid.*, vingt-troisième séance (16 mars 1934), p. 851-852.

⁵³ *Ibid.*, rapport de la commission de coordination (14 mai 1934), p. 875.

⁵⁴ *Ibid.*, p. 876.

⁵⁵ *Ibid.*, p. 890.

If no application is made, and if the Court is not sitting, the President may convene the Court to submit to it the question whether such measures are expedient.

In all cases, the Court shall only indicate measures of protection after giving the parties an opportunity of presenting their observations on the subject.”⁴⁷

3. *The 1936 Rules of Court*

A further revision of the Rules of Court began in 1934. On this occasion, amendments to Article 57 were suggested by the Third Committee (one of four study committees formed by the Court)⁴⁸ and by Judge Rostworowski⁴⁹. The Third Committee took most interest in the question of the powers to be conferred on the President in this context. It ultimately decided to retain the approach adopted in that respect in 1931, considering that, besides the need for prompt action, there was above all a desire for the Court to act with the full weight of its authority and therefore for it to decide *in pleno*⁵⁰. The Committee’s proposal was thus that, if the Court was not sitting, it would be convened without delay by the President, who, in the meantime, would have power to indicate any temporary measures which might appear to him expedient, pending the final decision of the Court. To this end, it adopted a “very general” wording which allowed the President to deal directly with the parties⁵¹.

This draft was given preliminary consideration by the Court, which focused chiefly on the practical question of how judges residing in distant countries could usefully be convened at short notice, during the judicial vacations. However, it decided to postpone the amendment of Article 57 until it took up the general revision of its Rules⁵².

The above-mentioned proposal was therefore referred, as it stood, to the Co-ordination Commission (composed of *rapporteurs* from each of the four study committees, and meeting under the chairmanship of the President of the Court in order to harmonize the work of those committees). In its report dated 14 May 1934, the Commission gave particular attention to the question of by whom provisional measures could be indicated (and especially the role to be played by the President)⁵³. It drew up a text taking account of the need, on the one hand, for provisional measures to be indicated very swiftly where appropriate, and, on the other, for such indication to be decided by the Court. The Co-ordination Commission also addressed certain procedural details (in particular the content of the request), suggested making it obligatory for the parties to be heard, and expressly included the right of the Court to indicate provisional measures *proprio motu*⁵⁴. Its proposed text consisted of nine paragraphs⁵⁵.

⁴⁷ P.C.I.J., *Series D, Acts and Documents No. 1 (second edition), Statute and Rules of the Court and other Constitutional Documents, Rules or Regulations (with the Modifications Effected therein up to 21 February 1931)*, p. 42.

⁴⁸ *Ibid.*, No. 2, *Third Addendum, Elaboration of the Rules of Court of 11 March 1936, Report of the Third Committee (14 March 1934)*, pp. 778-779.

⁴⁹ *Ibid.*, Appendix 6 to No. 7, *Proposal of Judge Rostworowski (23 April 1934)*, pp. 910-913.

⁵⁰ *Ibid.*, *Report of the Third Committee, (14 March 1934)*, p. 778.

⁵¹ *Ibid.*

⁵² *Ibid.*, *Twenty-Third Meeting (16 March 1934)*, pp. 851-852.

⁵³ *Ibid.*, *Report of the Co-ordination Commission (14 May 1934)*, p. 875.

⁵⁴ *Ibid.*, p. 876.

⁵⁵ *Ibid.*, p. 890.

L'examen de ce projet ne débuta que l'année suivante, lors de la quinzième séance de la Cour, tenue le 18 février 1935. Au fil de quatre séances qu'elle y consacra, la CPJI examina tour à tour chacun des neuf alinéas. Le président, sir Cecil Hurst, souligna à titre liminaire que le nouveau texte n'exigeait plus, dans tous les cas, la convocation immédiate de la Cour et permettait, contrairement au texte de 1931, d'éviter qu'une demande soit formulée sans justification suffisante⁵⁶.

Les débats furent de longueur inégale. Ainsi, peu de discussions eurent lieu sur le moment auquel la demande en indication de mesures conservatoires pouvait être présentée et sur le caractère urgent d'une telle demande (qui firent l'objet des alinéas 1 et 2 du texte final reproduit ci-après, p. 102-103)⁵⁷. Les alinéas relatifs à la convocation de la Cour (futur alinéa 3), aux demandes de révocation des mesures indiquées (futur alinéa 7) et au rejet d'une demande (futur alinéa 5) furent eux aussi rapidement adoptés⁵⁸.

Les alinéas qui suscitèrent le plus de débats furent ceux consacrés aux pouvoirs du président⁵⁹ et à l'action d'office de la Cour⁶⁰. S'agissant de ce second point, le comte Rostworowski marqua fermement son opposition à la phrase consacrant la possibilité pour la Cour d'indiquer d'office des mesures conservatoires, en ce que celle-ci semblait introduire une notion qui, à son sens, « ne cadr[ait] pas entièrement avec le Statut » et qui allait au-delà de ce que les Etats qui avaient signé ce texte avaient accepté⁶¹. Cet avis n'étant toutefois pas partagé par la majorité⁶², il fut décidé que la Cour pourrait indiquer d'office des mesures conservatoires. Il sembla alors logique que la Cour ait « également le pouvoir de modifier les demandes des parties »⁶³, comme le prévoyait le projet d'alinéa 5 (et futur alinéa 4).

L'alinéa consacré aux pouvoirs du président soulevait, quant à lui, une question de principe, car il proposait le retour au système qui existait avant 1931 en matière d'indication de mesures conservatoires par le président. Il fit dès lors l'objet de fort longs débats. Certains juges estimaient qu'une telle disposition irait au-delà de l'article 41 du Statut⁶⁴ ou imposerait au président une responsabilité trop lourde⁶⁵ ; d'autres considéraient que, selon la nature même des choses, les mesures conservatoires exigeaient qu'une

⁵⁶ C.P.J.I., *Série D, Actes et documents relatifs à l'organisation de la Cour, troisième addendum au n° 2, préparation du Règlement du 11 mars 1936, quinzième séance (18 février 1935)*, p. 280-281.

⁵⁷ *Ibid.*, *quinzième séance (18 février 1935)*, p. 280.

⁵⁸ *Ibid.*, *dix-neuvième séance (20 février 1935)*, p. 293.

⁵⁹ La proposition était libellée comme suit :

« 3. Si, lors de la présentation de la demande, la Cour ne siège pas, et si, eu égard aux circonstances du cas d'espèce, le président estime qu'elle ne peut être réunie dans un délai lui permettant de statuer utilement, il statue à ses lieu et place. »

⁶⁰ La proposition était libellée comme suit :

« 5. La Cour ou, le cas échéant, le président peuvent indiquer des mesures conservatoires autres que celles qui sont proposées dans la demande.

6. La Cour peut indiquer d'office des mesures conservatoires. Si elle ne siège pas, le président peut la convoquer pour la saisir de la question de l'opportunité pour elle de faire usage de ce droit dans une affaire déterminée. »

⁶¹ *Ibid.*, *vingt-huitième séance (25 février 1935)*, p. 640.

⁶² *Ibid.*, p. 641.

⁶³ *Ibid.*, *dix-neuvième séance (20 février 1935)*, p. 296.

⁶⁴ *Ibid.*, *quinzième séance (18 février 1935)*, p. 285 (M. Negulesco).

⁶⁵ *Ibid.*, p. 282 (M. Guerrero).

The examination of this draft only began the following year, at the fifteenth meeting of the Court, held on 18 February 1935. During the four meetings devoted to it, the PCIJ considered each of the nine paragraphs in turn. The President, Sir Cecil Hurst, pointed out by way of introduction that the new text no longer required the convocation of the Court in every case, and, unlike the 1931 text, prevented a request from being made without sufficient reason⁵⁶.

The discussions were of unequal length. Thus there was little debate on the time when a request for indication of provisional measures could be filed, or on the urgency of such a request (which formed the subject of paragraphs 1 and 2 of the final text reproduced on pp. 102-103 below)⁵⁷. The paragraphs relating to the convening of the Court (future paragraph 3), applications for revocation of the measures indicated (future paragraph 7) and the dismissal of a request (future paragraph 5) were also quickly adopted⁵⁸.

The paragraphs which gave rise to most debate were those dealing with the powers of the President⁵⁹ and the Court's ability to act *proprio motu*⁶⁰. On this latter point, Judge Rostworowski voiced strong opposition to the sentence which made provision for the Court to indicate provisional measures *proprio motu*; in his opinion, it introduced a notion which "was not entirely in accord with the Statute" and went beyond what the States which had signed the Statute had accepted⁶¹. However, since this view was not shared by the majority⁶², it was decided that the Court could indicate provisional measures *proprio motu*. It then seemed logical that the Court might "indicate interim measures of protection other than those proposed in the request"⁶³, as provided for in paragraph 5 of the draft text (future paragraph 4).

For its part, the paragraph dealing with the powers of the President raised a question of principle, since it proposed returning to the system that existed prior to 1931 as regards the indication of provisional measures by the President. It was consequently the subject of lengthy debate. Some judges took the view that such a provision would go beyond the terms of Article 41 of the Statute⁶⁴ or impose too heavy a responsibility on the President⁶⁵; others felt that, by their very nature, provisional

⁵⁶ *PC.I.J., Series D, Acts and Documents No. 2, Third Addendum, Elaboration of the Rules of Court of 11 March 1936, Fifteenth Meeting (18 February 1935)*, pp. 280-281.

⁵⁷ *Ibid., Fifteenth Meeting (18 February 1935)*, p. 280.

⁵⁸ *Ibid., Nineteenth Meeting (20 February 1935)*, p. 293.

⁵⁹ The proposal read as follows:

"3. If, when the request is made, the Court is not sitting and if, in view of the circumstances of the particular case, the President considers that it cannot meet in time to enable its decision to be effective, he shall act in its stead."

⁶⁰ The proposal read as follows:

"5. The Court or the President, as the case may be, may indicate interim measures of protection other than those proposed in the request.

6. The Court may indicate interim measures of protection *proprio motu*. If the Court is not sitting, the President may convene it in order to submit to it the question whether it is expedient to exercise this right in a particular case."

⁶¹ *Ibid., Twenty-Eighth Meeting (25 February 1935)*, p. 640.

⁶² *Ibid.*, p. 641.

⁶³ *Ibid., Nineteenth Meeting (20 February 1935)*, pp. 296-297.

⁶⁴ *Ibid., Fifteenth Meeting (18 February 1935)*, p. 285 (Judge Negulesco).

⁶⁵ *Ibid.*, p. 282 (Judge Guerrero).

compétence extraordinaire soit conférée au président⁶⁶, en prévoyant éventuellement que sa décision n'ait qu'un caractère provisoire. Les opinions étant très partagées, le président mit finalement la question aux voix. Il en résulta un partage égal des suffrages. Ayant décidé de ne pas faire usage de sa voix prépondérante en faveur de la modification du *statu quo*, le président se prononça dans le sens négatif⁶⁷. Le jonkheer van Eysinga suggéra toutefois de consacrer le précédent créé par M. Adatci dans l'affaire *Administration du prince von Pless*⁶⁸, ce qui fut accepté.

Le texte général ainsi amendé par la Cour fut arrêté fin février 1935⁶⁹.

Le texte de l'article consacré aux mesures conservatoires (auquel le numéro 61 fut attribué) fut de nouveau examiné en 1936, sur la base du texte global adopté en première lecture⁷⁰. A cette occasion, les débats portèrent principalement sur des points de rédaction liés à la question de la convocation sans retard de la Cour⁷¹. Quelques échanges eurent également lieu au sujet de l'alinéa 6 consacré à l'indication d'office de mesures conservatoires par la Cour.

Finalement, l'article 61 du Règlement de la CPJI du 11 mars 1936 fut ainsi conçu :

- « 1. Une demande en indication de mesures conservatoires peut être présentée à tout moment au cours de la procédure relative à l'affaire au sujet de laquelle elle est introduite. Elle spécifie quelle est cette affaire, quels sont les droits dont la conservation serait à assurer et quelles sont les mesures conservatoires dont l'indication est proposée.
2. La demande en indication de mesures conservatoires a la priorité sur toutes autres affaires. Il est statué d'urgence à son sujet.
3. Si la Cour ne siège pas, le Président en convoque sans retard les membres. En attendant que la Cour se réunisse et se prononce, le Président prend, s'il y a lieu, les mesures qui lui paraissent nécessaires afin de permettre à la Cour de statuer utilement.
4. La Cour peut indiquer des mesures conservatoires autres que celles qui sont proposées dans la demande.
5. Le rejet d'une demande en indication de mesures conservatoires n'empêche pas la partie qui l'avait introduite de présenter une nouvelle demande fondée sur des faits nouveaux.

⁶⁶ *Op. cit. supra* note 56, p. 285 (M. Schücking).

⁶⁷ *Ibid.*, p. 289.

⁶⁸ Dans cette affaire, le Gouvernement allemand avait demandé l'indication de mesures conservatoires consistant à suspendre certaines mesures d'exécution contre le prince von Pless, mesures qui devaient être appliquées dans un délai venant à expiration deux jours après que la Cour eut été saisie. M. Adatci pensa que, devant l'impossibilité de réunir la Cour avant l'expiration de ce délai de deux jours, il lui incombait de demander au Gouvernement polonais s'il n'estimerait pas désirable de prolonger ce délai afin que la Cour pût statuer utilement, sans risquer de se trouver, au moment où elle prendrait sa décision, devant un fait accompli (*C.P.J.I., Série D, Actes et documents relatifs à l'organisation de la Cour, troisième addendum au n° 2, préparation du Règlement du 11 mars 1936, dix-septième séance (19 février 1935)*, p. 285). M. Adatci a pensé, en l'espèce, que l'article 57 contenait l'obligation implicite pour le président de faire ce qui était indispensable pour que, une fois réunie, la Cour ait au moins la chance de pouvoir faire du travail utile (*ibid.*, quinzième séance (18 février 1935), p. 290).

⁶⁹ *Ibid.*, dix-neuvième séance (20 février 1935), p. 302-303.

⁷⁰ *Ibid.*, vingt-huitième séance (25 février 1936), p. 635-641.

⁷¹ *Ibid.*, p. 635-639.

measures required the bestowal of extraordinary powers upon the President⁶⁶, possibly providing for his decision to be only of an interim nature. In the end, as opinions were deeply divided, the President put the question to the vote, which resulted in a tie. Having decided not to use his casting vote in favour of a change in the status quo, the President voted in the negative⁶⁷. However, Judge van Eysinga suggested incorporating the precedent created by Judge Adatci in the *Prince von Pless Administration* case⁶⁸, an idea that was accepted.

The complete text as amended by the Court was adopted at the end of February 1935⁶⁹.

The text of the Article devoted to provisional measures (now numbered 61) was examined again in 1936⁷⁰, on the basis of the text of the Rules as a whole adopted in first reading. On that occasion, the discussion was mainly centred on matters of wording associated with the question of convening the Court without delay⁷¹. There were also a number of exchanges regarding paragraph 6 on the indication of provisional measures by the Court *proprio motu*.

Finally, Article 61 of the PCIJ's Rules of Court of 11 March 1936 was adopted as follows:

- “1. A request for the indication of interim measures of protection may be filed at any time during the proceedings in the case in connection with which it is made. The request shall specify the case to which it relates, the rights to be protected and the interim measures of which the indication is proposed.
2. A request for the indication of interim measures of protection shall have priority over all other cases. The decision thereon shall be treated as a matter of urgency.
3. If the Court is not sitting, the members shall be convened by the President forthwith. Pending the meeting of the Court and a decision by it, the President shall, if need be, take such measures as may appear to him necessary in order to enable the Court to give an effective decision.
4. The Court may indicate interim measures of protection other than those proposed in the request.
5. The rejection of a request for the indication of interim measures of protection shall not prevent the party which has made it from making a fresh request in the same case based on new facts.

⁶⁶ *Op. cit. supra* note 56, p. 285 (Judge Schücking).

⁶⁷ *Ibid.*, p. 289.

⁶⁸ In that case, the German Government had asked for the indication of interim measures to suspend certain measures of constraint which had been authorized against the Prince von Pless, and which were to become applicable at the end of a time-limit due to expire two days after the date on which the question was submitted to the Court. Judge Adatci thought that, in view of the impossibility of getting the Court together before the expiry of this period of two days, it was his duty to ask the Polish Government whether it would not think it desirable to prolong this time-limit, in order that the Court might adjudicate to some useful purpose instead of finding itself confronted with an accomplished fact when it came to take its decision (*P.C.I.J., Series D, Acts and Documents No. 2, Third Addendum, Elaboration of the Rules of Court of 11 March 1936, Seventeenth Meeting (19 February 1935)*, p. 285). Judge Adatci had concluded that Article 57 contained an implied obligation for the President to take any action indispensable to ensure that, when the Court had met, it would at any rate have the possibility of adjudicating to some useful purpose (*ibid., Fifteenth Meeting, 18 février 1935*, p. 290).

⁶⁹ *Ibid.*, *Nineteenth Meeting (20 February 1935)*, pp. 302-303.

⁷⁰ *Ibid.*, *Twenty-Eighth Meeting (25 February 1936)*, pp. 635-641.

⁷¹ *Ibid.*, pp. 635-639.

6. La Cour peut indiquer d'office des mesures conservatoires. Si la Cour ne siège pas, le Président peut en convoquer les membres pour soumettre à la Cour la question de l'opportunité d'en indiquer.
7. La Cour peut en tout temps, à raison de changement des circonstances, rapporter ou modifier la décision portant indication de mesures conservatoires.
8. La Cour n'indique des mesures conservatoires qu'après avoir donné aux parties la possibilité de faire entendre leurs observations à ce sujet. Il en est de même si la Cour rapporte ou modifie la décision qui les avait indiquées.
9. Lorsqu'il y a lieu pour le Président de convoquer les membres de la Cour, les juges désignés conformément à l'article 31 du Statut de la Cour seront convoqués si leur présence sur le siège peut être assurée pour la date fixée par le Président pour entendre les parties.»

B. Les Règlements de la CIJ

1. Le Règlement de 1946

L'article 61 du Règlement de la CPJI de 1936 fut repris dans le Règlement de 1946, hormis le paragraphe 9 qui fut supprimé.

2. Le Règlement de 1972

À l'issue des travaux de révision du Règlement de 1946, l'article 61 de celui-ci fut reproduit en l'état dans le Règlement de 1972. Il fut simplement renuméroté du fait des changements apportés à d'autres dispositions et devint l'article 66.

3. Le Règlement de 1978

Lors de la révision du Règlement en 1978, l'article 66 du Règlement de 1972 fut remplacé par six clauses: les articles 73 à 78 actuels reproduits ci-dessus (p. 95-96). La révision aboutit principalement à des modifications stylistiques et à l'ajout de précisions. Ainsi, l'article 73 reprit, en substance, le paragraphe 1 de l'article 66 du Règlement de 1972, tout en précisant notamment que la demande devait être présentée par écrit et qu'une copie certifiée conforme était immédiatement transmise par le greffier à la partie adverse. L'article 74 du Règlement de 1978 incorpora quant à lui, presque sans changement, le libellé des paragraphes 2, 3 et 8 de l'ancien article 66. La substance du paragraphe 6 de l'article 66, qui prévoyait que la Cour peut indiquer d'office des mesures conservatoires, fut reprise à l'article 75, paragraphe 1, du nouveau Règlement, les paragraphes 2 et 3 de l'article reprenant quant à eux la substance des paragraphes 4 et 5 de l'ancien article 66. L'article 76 reprit, tout en le complétant, le paragraphe 7 de l'ancien article 66 sur la question du rapport ou de la modification des décisions concernant des mesures conservatoires. Furent enfin ajoutées deux mentions relatives à l'exécution des mesures conservatoires: l'article 77 qui vient préciser le paragraphe 2 de l'article 41 du Statut et prévoit que la décision de la Cour est immédiatement communiquée au Secrétaire général de l'ONU pour transmission au Conseil de sécurité; et l'article 78 qui dispose que la Cour peut demander aux parties des renseignements sur toute question relative à la mise en œuvre des mesures conservatoires indiquées par elle.

6. The Court may indicate interim measures of protection *proprio motu*. If the Court is not sitting, the President may convene the members in order to submit to the Court the question whether it is expedient to indicate such measures.
7. The Court may at any time by reason of a change in the situation revoke or modify its decision indicating interim measures of protection.
8. The Court shall only indicate interim measures of protection after giving the parties an opportunity of presenting their observations on the subject. The same rule applies when the Court revokes or modifies a decision indicating such measures.
9. When the President has occasion to convene the members of the Court, judges who have been appointed under Article 31 of the Statute of the Court shall be convened if their presence can be assured at the date fixed by the President for hearing the parties.”

B. The Rules of Court of the ICJ

1. The 1946 Rules of Court

Article 61 of the 1936 Rules of Court of the PCIJ was incorporated into the 1946 Rules, with the exception of paragraph 9, which was deleted.

2. The 1972 Rules of Court

Following the review of the 1946 Rules of Court, Article 61 was reproduced in the 1972 Rules as it stood. It was simply renumbered to become Article 66, as a result of the changes made to other provisions.

3. The 1978 Rules of Court

When the Rules of Court were revised again in 1978, Article 66 of the 1972 Rules was replaced by six provisions which became the present Articles 73 to 78, as reproduced above (pp. 95-96). The revision resulted mainly in stylistic changes and further clarifications. Article 73 thus took over in substance Article 66, paragraph 1, of the 1972 Rules, whilst adding that the request must be submitted in writing and a certified copy transmitted forthwith by the Registrar to the other party. Article 74 of the 1978 Rules then incorporated, almost without change, the wording of paragraphs 2, 3 and 8 of the old Article 66; the substance of paragraph 6, which allowed the Court to indicate provisional measures *proprio motu*, was reproduced in Article 75, paragraph 1, of the new Rules of Court, with paragraphs 2 and 3 of that article taking over the substance of paragraphs 4 and 5 of the former Article 66. Article 76 adopted, and added to, paragraph 7 of the old Article 66 on the modification or revocation of decisions concerning provisional measures. And lastly, two provisions were added relating to compliance with provisional measures: Article 77, which stipulates further to Article 41, paragraph 2, of the Statute that any decision taken by the Court shall be communicated forthwith to the Secretary-General of the United Nations for transmission to the Security Council; and Article 78, allowing the Court to request information from the parties on any matter connected with the implementation of the provisional measures it has indicated.

IV. PRATIQUE DE LA CIJ

A. Quelques chiffres et données factuelles

En matière de mesures conservatoires, la Cour se prononce par voie d'ordonnance. Entre le 22 mai 1947 (date de la première affaire inscrite au rôle général de la Cour) et le 31 juillet 2014, la Cour a été saisie de 48 demandes en indication de mesures conservatoires se rapportant à un total de 44 affaires. Elle a indiqué des mesures conservatoires dans 23 cas.

La Cour, qui a précisé qu'une « bonne administration de la justice exige qu'une demande en indication de mesures conservatoires fondée sur l'article 73 du Règlement soit présentée en temps utile »⁷², a toujours tenu compte du caractère urgent et prioritaire des demandes en indication de mesures conservatoires. Elle a de surcroît systématiquement fait preuve de célérité dans leur examen. La Cour a ainsi rendu une ordonnance en indication de mesures conservatoires 24 heures seulement après le dépôt de la demande y relative, qui accompagnait la requête introductive d'instance en l'affaire *LaGrand (Allemagne c. Etats-Unis d'Amérique)*. Le délai le plus long qui se soit écoulé entre le dépôt d'une demande et le prononcé de l'ordonnance a été d'un peu moins de quatre mois (*Certaines activités menées par le Nicaragua dans la région frontalière (Costa Rica c. Nicaragua)*), ce qui reste une exception. En moyenne, le délai d'examen d'une demande en indication de mesures conservatoires est d'environ six semaines.

Par ailleurs, la Cour a toujours — à l'exception notable de l'affaire *LaGrand (Allemagne c. Etats-Unis d'Amérique)* susmentionnée⁷³ — tenu des audiences, et ce, dans les plus brefs délais (elle a même refusé, dans l'affaire relative à l'*Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Bosnie-Herzégovine c. Yougoslavie (Serbie et Monténégro))*, la demande de la Yougoslavie tendant au report de quatre semaines de la date d'ouverture de la procédure orale). La procédure orale s'est déroulée sur une à quatre journées, la moyenne étant toutefois de deux à trois jours.

Les deux parties n'ont pas toujours comparu. Ainsi, entre 1951 et la fin des années 1990, il est arrivé à huit reprises que le défendeur fasse défaut lors de cette phase de l'instance (voir l'annexe 19 au présent *Annuaire-Yearbook*, p. 186). La raison n'en était pas l'impossibilité pour lui de s'organiser, mais le fait qu'il contestait la compétence de la Cour. Cette dernière a néanmoins souligné que « la non-comparution de l'un des Etats en cause ne saurait en soi constituer un obstacle à l'indication de mesures conservatoires »⁷⁴. Depuis lors, cela ne s'est plus produit.

⁷² *LaGrand (Allemagne c. Etats-Unis d'Amérique)*, mesures conservatoires, ordonnance du 3 mars 1999, C.I.J. Recueil 1999 (I), p. 14, par. 19; et *Avena et autres ressortissants mexicains (Mexique c. Etats-Unis d'Amérique)*, mesures conservatoires, ordonnance du 5 février 2003, C.I.J. Recueil 2003, p. 90, par. 54.

⁷³ Voir le point 2 ci-après. On notera par ailleurs que la Cour n'a pas tenu d'audiences sur la demande tendant à la modification de l'ordonnance en indication de mesures conservatoires du 8 mars 2011 que lui a présentée le Costa Rica en l'affaire relative à *Certaines activités menées par le Nicaragua dans la région frontalière (Costa Rica c. Nicaragua)*.

⁷⁴ *Personnel diplomatique et consulaire des Etats-Unis à Téhéran (Etats-Unis d'Amérique c. Iran)*, mesures conservatoires, ordonnance du 15 décembre 1979, C.I.J. Recueil 1979, p. 13, par. 13.

IV. THE PRACTICE OF THE ICJ

A. Some Figures and Facts

The Court rules on provisional measures by way of an Order. Between 22 May 1947 (when the first case was entered in the Court's General List) and 31 July 2014, the Court has been seised of 48 requests for the indication of provisional measures, in a total of 44 cases. It has indicated such measures on 23 occasions.

The Court, which has stated that "the sound administration of justice requires that a request for the indication of provisional measures founded on Article 73 of the Rules of Court be submitted in good time"⁷², has always acknowledged the urgent and priority nature of requests for provisional measures, and has consistently acted swiftly in examining them. The Court thus made an Order indicating provisional measures only 24 hours after the request was filed, alongside the Application instituting proceedings, in *LaGrand (Germany v. United States of America)*. The longest period between a request being submitted and delivery of the Order is just under four months (in *Certain Activities Carried Out by Nicaragua in the Border Area (Costa Rica v. Nicaragua)*), which remains an exception. On average, the length of time taken to deal with a request for provisional measures is around six weeks.

Moreover, with the notable exception of the above-mentioned *LaGrand (Germany v. United States of America)* case⁷³, the Court has always held hearings, and has done so as quickly as possible (even refusing a request from Yugoslavia for a four-week postponement of the opening of the oral proceedings in the case concerning *Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Bosnia and Herzegovina v. Yugoslavia (Serbia and Montenegro))*). Oral proceedings have lasted between one and four days, the average being between two and three days.

Both parties have not always appeared before the Court. In point of fact, between 1951 and the end of the 1990s, the respondent failed to appear on eight occasions during this stage of the proceedings (see Annex 19 of the present *Annuaire-Yearbook*, p. 186), not because it was unable to attend, but because it contested the Court's jurisdiction. However, as the Court has pointed out, "the non-appearance of one of the States concerned cannot by itself constitute an obstacle to the indication of provisional measures"⁷⁴. There have been no further failures to appear since.

⁷² *LaGrand (Germany v. United States of America), Provisional Measures, Order of 3 March 1999, I.C.J. Reports 1999 (I)*, p. 14, para. 19, and *Avena and Other Mexican Nationals (Mexico v. United States of America), Provisional Measures, Order of 5 February 2003, I.C.J. Reports 2003*, p. 90, para. 54.

⁷³ See section 2 below. It should also be noted that the Court did not hold hearings on the request for the modification of the Order of 8 March 2011 indicating provisional measures, submitted by Costa Rica in the case concerning *Certain Activities Carried Out by Nicaragua in the Border Area (Costa Rica v. Nicaragua)*.

⁷⁴ *United States Diplomatic and Consular Staff in Tehran (United States of America v. Iran), Provisional Measures, Order of 15 December 1979, I.C.J. Reports 1979*, p. 13, para. 13.

Enfin, les chambres jouissent des mêmes pouvoirs que ceux de la Cour en matière d'indication de mesures conservatoires. Celle constituée pour connaître de l'affaire du *Différend frontalier (Burkina Faso/République du Mali)* a ainsi rendu une ordonnance en indication de mesures conservatoires⁷⁵.

B. L'action du président et de la Cour d'office

1. L'action du président

Après avoir longuement fait débat (voir ci-dessus, p. 98 et 101-102), le pouvoir du président n'est plus, depuis 1931, celui d'indiquer des mesures conservatoires en tant que telles. Aujourd'hui, en vertu du paragraphe 4 de l'actuel article 74 du Règlement, le président peut simplement, en attendant que la Cour se réunisse, « inviter les parties à agir de manière que toute ordonnance de la Cour sur la demande en indication de mesures conservatoires puisse avoir les effets voulus ».

Il arrive que la partie auteur de la demande en indication de mesures conservatoires invite elle-même le président à faire usage de ce pouvoir (comme l'a, par exemple, fait le Paraguay dans l'affaire de l'*Application de la convention de Vienne sur les relations consulaires (Paraguay c. Etats-Unis d'Amérique)*⁷⁶ ou, dernièrement, le Timor-Leste dans l'affaire relative à des *Questions concernant la saisie et la détention de certains documents et données (Timor-Leste c. Australie)*⁷⁷). Cela ne signifie pas pour autant que le président agira. Ainsi, le vice-président (faisant fonction de président) a déclaré, dans les affaires relatives à des *Questions d'interprétation et d'application de la convention de Montréal de 1971 résultant de l'incident aérien de Lockerbie (Jamahiriya arabe libyenne c. Royaume-Uni)* et (*Jamahiriya arabe libyenne c. Etats-Unis d'Amérique*), que, « après avoir procédé à un examen très attentif de toutes les circonstances alors portées à sa connaissance, il était parvenu à la conclusion qu'il n'y avait pas lieu pour lui d'exercer le pouvoir discrétionnaire conféré au Président par cette disposition »⁷⁸.

Mais le président peut aussi agir de sa propre initiative, comme dans l'affaire relative à la *Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (Géorgie c. Fédération de Russie)*⁷⁹.

2. L'action de la Cour d'office

La Cour a, à plusieurs reprises, été invitée par des parties à faire usage du pouvoir que lui confère le paragraphe 1 de l'article 75 du Règlement d'examiner d'office si les circonstances de l'affaire exigent l'indication de mesures conservatoires. Le plus souvent, cette invitation était faite alors même que la Cour avait été saisie d'une demande formelle

⁷⁵ *Mesures conservatoires, ordonnance du 10 janvier 1986, C.I.J. Recueil 1986, p. 3.*

⁷⁶ *Mesures conservatoires, ordonnance du 9 avril 1998, C.I.J. Recueil 1998, p. 252, par. 10.*

⁷⁷ *Mesures conservatoires, ordonnance du 3 mars 2014, C.I.J. Recueil 2014, p. 149-150, par. 6.*

⁷⁸ *Mesures conservatoires, ordonnances du 14 avril 1992, C.I.J. Recueil 1992, p. 9, par. 17, et p. 120, par. 18.*

⁷⁹ *Application de la convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (Géorgie c. Fédération de Russie), mesures conservatoires, ordonnance du 15 octobre 2008, C.I.J. Recueil 2008, p. 364, par. 37.*

Lastly, chambers have the same powers as the Court to indicate provisional measures. The Chamber constituted for the case concerning the *Frontier Dispute (Burkina Faso/ Republic of Mali)* thus made an Order indicating provisional measures⁷⁵.

B. Action on the Part of the President and by the Court Proprio Motu

1. Action on the part of the President

Following lengthy discussions on the subject (see above, pp. 98 and 101-102), since 1931 the President no longer has the power to indicate provisional measures as such. Today, in accordance with Article 74, paragraph 4, of the present Rules of Court, the President can only, pending a meeting of the Court, “call upon the parties to act in such a way as will enable any order the Court may take on the request for provisional measures to have its appropriate effects”.

Sometimes, the party requesting the indication of provisional measures asks the President to make use of this power (as was done by Paraguay, for example, in the case concerning the *Vienna Convention on Consular Relations (Paraguay v. United States of America)*⁷⁶, and recently by Timor-Leste, in the case concerning *Questions relating to the Seizure and Detention of Certain Documents and Data (Timor-Leste v. Australia)*⁷⁷). This is not to say that the President will act. The Vice-President (acting as President) thus stated, in the cases concerning *Questions of Interpretation and Application of the 1971 Montreal Convention arising from the Aerial Incident at Lockerbie (Libyan Arab Jamahiriya v. United Kingdom)* and *(Libyan Arab Jamahiriya v. United States of America)*, that “after the most careful consideration of all the circumstances then known to him[,] he had come to the conclusion that it would not be appropriate for him to exercise the discretionary power conferred on the President by that provision”⁷⁸.

However, the President may also act on his own initiative, as in the case concerning *Application of the International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination (Georgia v. Russian Federation)*⁷⁹.

2. Action by the Court proprio motu

On several occasions, the Court has been invited by the parties to make use of its power under Article 75, paragraph 1, of the Rules of Court to examine *proprio motu* whether the circumstances of the case require the indication of provisional measures. In most instances, this occurred even though the Court had been seised of a formal request

⁷⁵ *Provisional Measures, Order of 10 January 1986, I.C.J. Reports 1986*, p. 3.

⁷⁶ *Provisional Measures, Order of 9 April 1998, I.C.J. Reports 1998*, p. 252, para. 10.

⁷⁷ *Provisional Measures, Order of 3 March 2014, I.C.J. Reports 2014*, pp. 149-150, para. 6.

⁷⁸ *Provisional Measures, Orders of 14 April 1992, I.C.J. Reports 1992*, p. 9, para. 17, and p. 120, para. 18.

⁷⁹ *Application of the International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination (Georgia v. Russian Federation), Provisional Measures, Order of 15 October 2008, I.C.J. Reports 2008*, p. 364, para. 37.

de mesures conservatoires sur le fondement de l'article 73 du Règlement⁸⁰. Il est néanmoins arrivé que pareille invitation intervienne hors toute demande formelle en indication de mesures conservatoires, comme en l'affaire relative à la *Construction d'une route au Costa Rica le long du fleuve San Juan (Nicaragua c. Costa Rica)*, en laquelle le Nicaragua a, au moment du dépôt de son mémoire, prié la Cour d'« examiner d'office si les circonstances de l'affaire exige[aient] l'indication de mesures conservatoires »⁸¹.

Si la Cour a elle-même rappelé ce pouvoir dans plusieurs ordonnances⁸², elle n'en a, en pratique, jamais fait usage. On notera toutefois qu'il était fait mention du paragraphe 1 de l'article 75 du Règlement dans l'affaire *LaGrand (Allemagne c. Etats-Unis d'Amérique)*⁸³, alors que des mesures conservatoires spécifiques étaient demandées, mais que la Cour, eu égard aux circonstances d'extrême urgence qui prévalaient, n'avait d'autre choix que d'indiquer de telles mesures sans organiser de procédure orale, c'est-à-dire sans débat contradictoire préalable.

C. Les conditions présidant à l'indication de mesures conservatoires

1. La question de la compétence de la Cour : un examen *prima facie*

Comme il a déjà été indiqué, la compétence de la CIJ est fondée sur le consentement des Etats (voir p. 70 du présent *Annuaire-Yearbook*). En vertu de son Statut, la Cour n'a pas automatiquement compétence pour connaître des différends juridiques entre les Etats parties audit Statut ou entre les autres Etats admis à ester devant elle. L'un des principes fondamentaux de son Statut est qu'elle ne peut trancher un différend entre des Etats sans que ceux-ci aient consenti à sa juridiction ; la Cour ne peut donc exercer sa compétence qu'à l'égard d'Etats parties à un différend qui l'ont acceptée, soit d'une manière générale, soit pour le différend particulier dont il s'agit. Dès lors, la toute première question que se pose la Cour lorsqu'elle est saisie d'une demande en indication de mesures conservatoires est de savoir si elle a compétence pour en connaître.

Les mesures conservatoires nécessitant qu'elle agisse le plus rapidement possible, la Cour ne saurait à ce stade s'assurer de manière définitive qu'elle a compétence quant au fond de l'affaire. Bien que la question ait suscité de nombreux débats et interrogations⁸⁴,

⁸⁰ Voir, par exemple, *Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Bosnie-Herzégovine c. Yougoslavie (Serbie et Monténégro))*, mesures conservatoires, ordonnance du 13 septembre 1993, C.I.J. Recueil 1993, p. 333, par. 9 ; *Licéité de l'emploi de la force (Yougoslavie c. Belgique)*, mesures conservatoires, ordonnance du 2 juin 1999, C.I.J. Recueil 1999 (I), p. 129, par. 8 ; *LaGrand (Allemagne c. Etats-Unis d'Amérique)*, mesures conservatoires, ordonnance du 3 mars 1999, C.I.J. Recueil 1999 (I), p. 13, par. 12.

⁸¹ Par lettres en date du 11 mars 2013, le greffier a fait connaître aux Parties que la Cour considérait que les circonstances de l'affaire, telles qu'elles se présentaient alors à elle, n'étaient pas de nature à exiger l'exercice de son pouvoir d'indiquer d'office des mesures conservatoires en vertu de l'article 75 du Règlement.

⁸² *Anglo-Iranian Oil Co. (Royaume-Uni c. Iran)*, mesures conservatoires, ordonnance du 5 juillet 1951, C.I.J. Recueil 1951, p. 93 ; voir également *Activités armées sur le territoire du Congo (République démocratique du Congo c. Ouganda)*, mesures conservatoires, ordonnance du 1^{er} juillet 2000, C.I.J. Recueil 2000, p. 127, par. 38.

⁸³ *LaGrand (Allemagne c. Etats-Unis d'Amérique)*, mesures conservatoires, ordonnance du 3 mars 1999, C.I.J. Recueil 1999 (I), p. 9.

⁸⁴ Voir, en particulier, *Anglo-Iranian Oil Co. (Royaume-Uni c. Iran)*, mesures conservatoires, ordonnance du 5 juillet 1951, C.I.J. Recueil 1951, p. 89 ; *Interhandel (Suisse c. Etats-Unis d'Amérique)*, mesures conservatoires, ordonnance du 24 octobre 1957, C.I.J. Recueil 1957, p. 105, et les opinions jointes à ces décisions.

for the indication of provisional measures on the basis of Article 73 of the Rules⁸⁰. However, it is possible for such an invitation to be made without any formal request for provisional measures, as in the case concerning *Construction of a Road in Costa Rica along the San Juan River (Nicaragua v. Costa Rica)*, in which Nicaragua, when filing its Memorial, asked the Court to decide “*proprio motu* whether the circumstances of the case require the indication of provisional measures”⁸¹.

Although the Court has itself referred to the existence of this power in several Orders⁸², it has never made use of it in practice. However, it should be noted that Article 75, paragraph 1, of the Rules was mentioned in *LaGrand (Germany v. United States of America)*⁸³, where specific provisional measures were requested but the Court, in view of the extremely urgent circumstances, had no other choice but to indicate such measures without holding oral proceedings, i.e., with no prior exchange of arguments between the Parties.

C. The Conditions Governing the Indication of Provisional Measures

1. The question of the Court's jurisdiction: *prima facie* examination

As previously mentioned, the ICJ's jurisdiction is founded on State consent (see p. 70 of the present *Annuaire-Yearbook*). Pursuant to its Statute, the Court does not automatically have jurisdiction to entertain legal disputes involving States parties to the Statute or other States entitled to appear before it. One of the fundamental principles of its Statute is that the Court cannot settle an inter-State dispute unless the States concerned have consented to its jurisdiction; therefore, it can only exercise its jurisdiction in respect of States parties to a dispute if those States have accepted it, either generally or for the purposes of the dispute in question. Consequently, the first question which the Court faces when it receives a request for the indication of provisional measures is whether it has jurisdiction to entertain it.

Since provisional measures require it to act as quickly as possible, the Court cannot definitively establish, at this stage, that it has jurisdiction in respect of the merits of the case. Although the question has given rise to numerous debates and discussions⁸⁴, it is

⁸⁰ See, for example, *Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Bosnia and Herzegovina v. Yugoslavia (Serbia and Montenegro))*, Provisional Measures, Order of 13 September 1993, I.C.J. Reports 1993, p. 333, para. 9; *Legality of Use of Force (Yugoslavia v. Belgium)*, Provisional Measures, Order of 2 June 1999, I.C.J. Reports 1999 (I), p. 129, para. 8; *LaGrand (Germany v. United States of America)*, Provisional Measures, Order of 3 March 1999, I.C.J. Reports 1999 (I), p. 13, para. 12.

⁸¹ By letters dated 11 March 2013, the Registrar informed the Parties that the Court was of the view that the circumstances of the case, as they then presented themselves to it, were not such as to require the exercise of its power under Article 75 of the Rules of Court to indicate provisional measures *proprio motu*.

⁸² *Anglo-Iranian Oil Co. (United Kingdom v. Iran)*, Interim Protection, Order of 5 July 1951, I.C.J. Reports 1951, p. 93; see also *Armed Activities on the Territory of the Congo (Democratic Republic of the Congo v. Uganda)*, Provisional Measures, Order of 1 July 2000, I.C.J. Reports 2000, p. 127, para. 38.

⁸³ *LaGrand (Germany v. United States of America)*, Provisional Measures, Order of 3 March 1999, I.C.J. Reports 1999 (I), p. 9.

⁸⁴ See, in particular, *Anglo-Iranian Oil Co. (United Kingdom v. Iran)*, Interim Protection, Order of 5 July 1951, I.C.J. Reports 1951, p. 89; *Interhandel (Switzerland v. United States of America)*, Interim Protection, Order of 24 October 1957, I.C.J. Reports 1957, p. 105, and the opinions appended to those decisions.

il est aujourd'hui établi que la Cour recherche simplement si sa compétence existe *prima facie*, c'est-à-dire si les dispositions invoquées par le demandeur semblent *prima facie* constituer une base sur laquelle sa compétence pourrait être fondée⁸⁵.

La Cour examine sa compétence *prima facie* au regard de la ou des bases de compétence invoquées au fond. Il peut donc s'agir de déclarations d'acceptation de sa compétence faites en vertu du paragraphe 2 de l'article 36 du Statut (comme en l'affaire relative à des *Questions concernant la saisie et la détention de certains documents et données (Timor-Leste c. Australie)*), de clauses compromissaires (comme en l'affaire relative à des *Questions concernant l'obligation de poursuivre ou d'extrader (Belgique c. Sénégal)*) ou plus rarement d'articles de son Statut, comme lorsque la demande en indication de mesures conservatoires s'inscrit dans le cadre d'une affaire introduite en vue d'une demande en interprétation (voir *Demande en interprétation de l'arrêt du 15 juin 1962 en l'affaire du Temple de Préah Vihéar (Cambodge c. Thaïlande) (Cambodge c. Thaïlande)*). La définition de la compétence *prima facie* a pour conséquence que la Cour se limite, dans son examen des mesures demandées et des motifs mis en avant pour justifier ces demandes, à prendre en considération les motifs qui entrent dans le champ de la ou des seules bases de compétence retenues. Ainsi, en l'affaire relative à l'*Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Bosnie-Herzégovine c. Yougoslavie (Serbie et Monténégro))*, ayant considéré qu'elle n'avait compétence que sur la seule base de la convention sur le génocide, la Cour s'est attachée à l'examen de la demande de la Bosnie-Herzégovine et des motifs avancés à l'appui de celle-ci que dans la mesure où ladite demande avait trait à la convention⁸⁶.

Il est rare que la Cour estime, au stade des mesures conservatoires, qu'elle n'a pas compétence *prima facie* pour connaître d'une requête et, partant, d'une demande en indication de mesures conservatoires. Cela s'est toutefois produit dans les affaires relatives à la *Licéité de l'emploi de la force*⁸⁷. Encore plus rarement, la Cour peut constater, au stade des mesures conservatoires, qu'elle n'a « manifestement pas compétence pour connaître de la requête » et ordonner la radiation de l'affaire⁸⁸.

2. La sauvegarde des droits revendiqués

Le pouvoir d'indiquer des mesures conservatoires que la Cour tient de l'article 41 de son Statut a pour objet de sauvegarder, dans l'attente de sa décision sur le fond de l'affaire, les droits revendiqués par chacune des parties. Il s'ensuit que la Cour doit se préoccuper de sauvegarder par de telles mesures les droits que l'arrêt qu'elle aura ultérieurement à rendre pourrait reconnaître à l'une ou à l'autre des parties.

La Cour retient, aux fins de son examen, les critères ci-après.

⁸⁵ Voir, par exemple, *Questions concernant la saisie et la détention de certains documents et données (Timor-Leste c. Australie)*, mesures conservatoires, ordonnance du 3 mars 2014, C.I.J. Recueil 2014, p. 151, par. 18.

⁸⁶ Voir, par exemple, *Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, mesures conservatoires, ordonnance du 8 avril 1993, C.I.J. Recueil 1993, p. 19, par. 35.*

⁸⁷ Voir, à titre d'exemple, *Licéité de l'emploi de la force (Yougoslavie c. Belgique)*, mesures conservatoires, ordonnance du 2 juin 1999, C.I.J. Recueil 1999 (I), p. 139, par. 45. La Cour s'est également prononcée en ce sens en ce qui concerne l'Allemagne, le Canada, la France, l'Italie, les Pays-Bas, le Portugal et le Royaume-Uni.

⁸⁸ *Licéité de l'emploi de la force (Yougoslavie c. Espagne)*, mesures conservatoires, ordonnance du 2 juin 1999, C.I.J. Recueil 1999 (II), p. 773-774 ; *Licéité de l'emploi de la force (Yougoslavie c. Etats-Unis d'Amérique)*, mesures conservatoires, ordonnance du 2 juin 1999, C.I.J. Recueil 1999 (II), p. 925-926.

now accepted that the Court need only ascertain whether it has prima facie jurisdiction, in other words, whether the provisions relied on by the applicant appear, prima facie, to afford a basis on which its jurisdiction could be founded⁸⁵.

The Court examines its prima facie jurisdiction in the light of the basis or bases of jurisdiction relied on as to the merits. These may thus include declarations recognizing the jurisdiction of the Court made under Article 36, paragraph 2, of the Statute (as in the case concerning *Questions relating to the Seizure and Detention of Certain Documents and Data (Timor-Leste v. Australia)*), compromissory clauses (as in the case concerning *Questions relating to the Obligation to Prosecute or Extradite (Belgium v. Senegal)*) and, less frequently, articles of its Statute, as when the request for the indication of provisional measures forms part of proceedings instituted by means of a request for interpretation (see *Request for Interpretation of the Judgment of 15 June 1962 in the Case concerning the Temple of Preah Vihear (Cambodia v. Thailand) (Cambodia v. Thailand)*). The establishing of prima facie jurisdiction has the effect that the Court confines its examination of the measures requested, and of the grounds asserted for the request for such measures, to those grounds which fall within the scope of the accepted basis or bases of jurisdiction only. Hence, in the case concerning *Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Bosnia and Herzegovina v. Yugoslavia (Serbia and Montenegro))*, having established only that it had jurisdiction on the basis of the Genocide Convention, the Court confined its examination of the measures requested by Bosnia and Herzegovina, and of the grounds asserted for the request, to those which fell within the scope of that Convention⁸⁶.

It is rare for the Court to find, at the provisional measures stage, that it does not have prima facie jurisdiction to entertain an application or, therefore, a request for the indication of provisional measures. However, this did occur in the cases concerning the *Legality of Use of Force*⁸⁷. Even more unusually, the Court may decide at the provisional measures stage that it “manifestly lacks jurisdiction to entertain” the application and order the removal of the case from its List⁸⁸.

2. Preservation of the rights claimed

The power of the Court to indicate provisional measures under Article 41 of the Statute has as its object the preservation of the respective rights claimed by the parties in a case, pending its decision on the merits thereof. It follows that the Court must be concerned to preserve by such measures the rights which may subsequently be adjudged by it to belong to either party.

The Court employs the following criteria for the purposes of its examination.

⁸⁵ See, for example, *Questions relating to the Seizure and Detention of Certain Documents and Data (Timor-Leste v. Australia)*, *Provisional Measures, Order of 3 March 2014, I.C.J. Reports 2014*, p. 151, para. 18.

⁸⁶ See, for example, *Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide, Provisional Measures, Order of 8 April 1993, I.C.J. Reports 1993*, p. 19, para. 35.

⁸⁷ By way of example, see *Legality of Use of Force (Yugoslavia v. Belgium)*, *Provisional Measures, Order of 2 June 1999, I.C.J. Reports 1999 (I)*, p. 139, para. 45. The Court made the same finding in respect of Canada, France, Germany, Italy, the Netherlands, Portugal and the United Kingdom.

⁸⁸ *Legality of Use of Force (Yugoslavia v. Spain)*, *Provisional Measures, Order of 2 June 1999, I.C.J. Reports 1999 (II)*, pp. 773-774; *Legality of Use of Force (Yugoslavia v. United States of America)*, *Provisional Measures, Order of 2 June 1999, I.C.J. Reports 1999 (II)*, pp. 925-926.

a) *Le caractère plausible des droits dont la protection est recherchée*

La Cour ne peut exercer son pouvoir que si elle estime que les droits invoqués par la partie demanderesse sont au moins plausibles. Dans l'affaire relative à des *Questions concernant la saisie et la détention de certains documents et données (Timor-Leste c. Australie)* (dont un résumé figure p. 19), la Cour a ainsi observé que le principal grief du Timor-Leste était qu'il y avait eu violation de son droit de communiquer de manière confidentielle avec ses conseils et avocats au sujet de questions se rapportant à une procédure arbitrale en cours et à d'éventuelles futures négociations relatives à la délimitation maritime entre le Timor-Leste et l'Australie. Elle a noté que ce droit allégué pourrait être inféré du principe de l'égalité souveraine des Etats, l'un des principes fondamentaux de l'ordre juridique international. La Cour a, en conséquence, considéré qu'au moins certains des droits que le Timor-Leste cherchait à protéger, à savoir le droit de conduire une procédure d'arbitrage ou des négociations sans ingérence de la part de l'Australie, y compris le droit à la confidentialité de ses communications avec ses conseillers juridiques et à la non-ingérence dans lesdites communications, étaient plausibles⁸⁹.

b) *Le lien entre ces droits et l'objet des mesures demandées*

Une fois établie la plausibilité des droits, la Cour recherche s'il existe un lien entre les droits qui font l'objet de l'instance pendante devant elle sur le fond de l'affaire et les mesures conservatoires sollicitées. Pour reprendre l'exemple de l'affaire *Timor-Leste c. Australie*, la Cour a conclu, de ce que les mesures conservatoires demandées visaient, par leur nature même, à protéger les droits revendiqués par le Timor-Leste de conduire, sans ingérence de la part de l'Australie, l'arbitrage et les futures négociations précitées, et de communiquer librement avec ses conseillers juridiques à cette fin, qu'il existait bien un lien entre les droits revendiqués par le Timor-Leste et les mesures conservatoires demandées.

Dans l'affaire relative à la *Sentence arbitrale du 31 juillet 1989 (Guinée-Bissau c. Sénégal)*, la Cour a en revanche conclu à l'absence d'un tel lien. En l'espèce, la Cour avait été saisie d'une demande en indication de mesures conservatoires par la Guinée-Bissau motivée par « des actes de souveraineté [du Sénégal] préjugant de la décision qui doit être rendue au fond par la Cour et de la délimitation maritime qui interviendra par la suite entre les Etats »⁹⁰. Or, la Cour a fait observer que, dans sa requête introductive d'instance, la Guinée-Bissau la priait de se prononcer sur l'existence et la validité de la sentence en cause, et non sur les droits respectifs des parties dans la zone maritime concernée. Elle en a donc déduit que « les droits allégués dont il est demandé qu'ils fassent l'objet de mesures conservatoires ne sont pas l'objet de l'instance pendante devant la Cour sur le fond de l'affaire »⁹¹.

c) *Le risque de préjudice irréparable et l'urgence*

Outre la compétence *prima facie* de la Cour, le caractère plausible des droits dont la protection est recherchée et le lien entre ceux-ci et l'objet des mesures demandées, un risque imminent de préjudice irréparable doit exister.

⁸⁹ *Questions concernant la saisie et la détention de certains documents et données (Timor-Leste c. Australie), mesures conservatoires, ordonnance du 3 mars 2014, C.I.J. Recueil 2014, p. 152-153, par. 22-28.*

⁹⁰ *Sentence arbitrale du 31 juillet 1989 (Guinée-Bissau c. Sénégal), mesures conservatoires, ordonnance du 2 mars 1990, C.I.J. Recueil 1990, p. 67, par. 15.*

⁹¹ *Ibid.*, p. 70, par. 26.

(a) *The plausibility of the rights whose protection is sought*

The Court may exercise its power only if it is satisfied that the rights asserted by the requesting party are at least plausible. In the case concerning *Questions relating to the Seizure and Detention of Certain Documents and Data (Timor-Leste v. Australia)* (a summary of which can be found on p. 19), the Court observed that the principal claim of Timor-Leste was that a violation had occurred of its right to communicate with its counsel and lawyers in a confidential manner with regard to issues forming the subject-matter of pending arbitral proceedings and any future negotiations between Timor-Leste and Australia. It noted that this claimed right might be derived from the principle of the sovereign equality of States, which is one of the fundamental principles of the international legal order. Accordingly, it considered that at least some of the rights for which Timor-Leste was seeking protection — namely, the right to conduct arbitration proceedings or negotiations without interference by Australia, including the right of confidentiality and of non-interference in its communications with its legal advisers — were plausible⁸⁹.

(b) *The link between those rights and the object of the measures requested*

Having established the plausibility of the rights, the Court seeks to determine whether there is a link between the rights which form the subject-matter of the proceedings pending before it on the merits and the provisional measures requested. Returning to the example of the *Timor-Leste v. Australia* case, the Court concluded that, since the provisional measures requested were, by their very nature, aimed at protecting Timor-Leste's claimed rights to conduct, without interference by Australia, arbitral proceedings and future negotiations, and to communicate freely with its legal advisers, counsel and lawyers to that end, a link existed between Timor-Leste's claimed rights and the provisional measures sought.

On the other hand, the Court found that no such link existed in the case concerning the *Arbitral Award of 31 July 1989 (Guinea-Bissau v. Senegal)*. In that case, the Court was seised of a request for the indication of provisional measures by Guinea-Bissau, prompted by "acts of sovereignty by Senegal which prejudice both the judgment on the merits to be given by the Court and the maritime delimitation to be effected subsequently between the States"⁹⁰. However, the Court pointed out that, in its Application instituting proceedings, Guinea-Bissau had asked it to rule on the existence and validity of the award in question, and not on the respective rights of the Parties in the maritime areas concerned. Accordingly, it concluded that "the alleged rights sought to be made the subject of provisional measures are not the subject of the proceedings before the Court on the merits of the case"⁹¹.

(c) *The risk of irreparable prejudice and the element of urgency*

In addition to the prima facie jurisdiction of the Court, the plausibility of the rights whose protection is sought and the existence of a link between those rights and the object of the measures requested, it is also necessary to establish that there is an imminent risk of irreparable prejudice.

⁸⁹ *Questions relating to the Seizure and Detention of Certain Documents and Data (Timor-Leste v. Australia)*, Provisional Measures, Order of 3 March 2014, I.C.J. Reports 2014, pp. 152-153, paras. 22-28.

⁹⁰ *Arbitral Award of 31 July 1989 (Guinea-Bissau v. Senegal)*, Provisional Measures, Order of 2 March 1990, I.C.J. Reports 1990, p. 67, para. 15.

⁹¹ *Ibid.*, p. 70, para. 26.

Dans un premier temps, la Cour recherche s'il existe un risque de préjudice irréparable. En l'affaire *Timor-Leste c. Australie*, par exemple, la Cour a fait observer que, dans l'hypothèse où l'Australie ne protégerait pas la confidentialité des éléments que ses agents avaient saisis, la position du Timor-Leste dans le cadre de l'arbitrage en vertu du traité sur la mer de Timor et des futures négociations maritimes avec l'Australie pourrait être très gravement compromise si les éléments saisis étaient divulgués à une quelconque personne participant ou susceptible de participer à cet arbitrage ou à ces négociations au nom de l'Australie. Elle en a déduit qu'un préjudice irréparable pourrait être causé au droit du Timor-Leste de conduire sans ingérence une procédure arbitrale et des négociations.

Dans un second temps, la Cour s'intéresse à la question de savoir s'il y a urgence, c'est-à-dire s'il existe un réel risque qu'une action préjudiciable aux droits de l'une ou de l'autre partie soit commise avant que la Cour n'ait rendu sa décision définitive⁹².

Toujours dans l'affaire *Timor-Leste c. Australie*, bien que prenant note d'un engagement pris par l'*Attorney-General* de l'Australie, la Cour a constaté que, dans certaines circonstances touchant à la sécurité nationale, le Gouvernement de l'Australie envisageait la possibilité de faire usage des éléments saisis. Relevant par ailleurs que l'Australie ne s'était engagée à garder sous scellés les éléments en cause que jusqu'à ce qu'elle rende sa décision sur la demande en indication de mesures conservatoires, la Cour en a déduit qu'un risque imminent de préjudice irréparable demeurait.

En revanche, en l'affaire relative à la *Construction d'une route au Costa Rica le long du fleuve San Juan (Nicaragua c. Costa Rica)* (dont un résumé figure p. 15 ci-dessus), la Cour a considéré que le Nicaragua n'avait pas établi qu'il existait un risque réel et imminent de voir un préjudice irréparable causé aux droits qu'il invoquait⁹³.

*

Les critères susmentionnés sont cumulatifs. L'absence de satisfaction à l'un d'entre eux suffit pour que la Cour estime que les circonstances, telles qu'elles se présentent alors à elle, ne sont pas de nature à exiger l'exercice de son pouvoir d'indiquer des mesures conservatoires en vertu de l'article 41 du Statut.

3. Les mesures devant être indiquées

Lorsque sont satisfaites toutes les conditions lui permettant d'indiquer des mesures conservatoires, la Cour en vient à la définition même desdites mesures. Si la Cour peut naturellement prescrire les mesures qui sont sollicitées d'elle, le paragraphe 2 de l'article 75

⁹² Voir, par exemple, *Passage par le Grand Belt (Finlande c. Danemark)*, mesures conservatoires, ordonnance du 29 juillet 1991, C.I.J. Recueil 1991, p. 17, par. 23; *Certaines procédures pénales engagées en France (République du Congo c. France)*, mesure conservatoire, ordonnance du 17 juin 2003, C.I.J. Recueil 2003, p. 107, par. 22; *Usines de pâte à papier sur le fleuve Uruguay (Argentine c. Uruguay)*, mesures conservatoires, ordonnance du 23 janvier 2007, C.I.J. Recueil 2007 (I), p. 11, par. 32; *Application de la convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (Géorgie c. Fédération de Russie)*, mesures conservatoires, ordonnance du 15 octobre 2008, C.I.J. Recueil 2008, p. 392, par. 129; *Questions concernant l'obligation de poursuivre ou d'extrader (Belgique c. Sénégal)*, mesures conservatoires, ordonnance du 28 mai 2009, C.I.J. Recueil 2009, p. 152, par. 62.

⁹³ *Construction d'une route au Costa Rica le long du fleuve San Juan (Nicaragua c. Costa Rica) — Certaines activités menées par le Nicaragua dans la région frontalière (Costa Rica c. Nicaragua)*, mesures conservatoires, ordonnance du 13 décembre 2013, C.I.J. Recueil 2013, p. 407, par. 35.

The Court first seeks to ascertain whether there is a risk of irreparable prejudice. In the *Timor-Leste v. Australia* case, for example, the Court observed that, if Australia failed to safeguard the confidentiality of the material seized by its agents, there could be a very serious detrimental effect on Timor-Leste's position in the Timor Sea Treaty Arbitration and in future maritime negotiations with Australia, should the seized material be divulged to any person or persons involved or likely to be involved in that arbitration or in negotiations on behalf of Australia. It thus concluded that there was a risk of irreparable harm to Timor-Leste's right to conduct arbitral proceedings and negotiations without interference.

The Court then considers the question of whether there is urgency, in the sense that there is a real risk that action prejudicial to the rights of either party might be taken before the Court has given its final decision⁹².

To return once more to the *Timor-Leste v. Australia* case, while taking note of an undertaking given by Australia's Attorney-General, the Court observed that, in certain circumstances involving national security, the Government of Australia envisaged the possibility of making use of the seized material. Further noting that Australia had only committed to keeping the material in question sealed until the Court's decision on the request for the indication of provisional measures, the Court considered that there was still an imminent risk of irreparable prejudice.

On the other hand, in the case concerning *Construction of a Road in Costa Rica along the San Juan River (Nicaragua v. Costa Rica)* (a summary of which can be found on p. 15 above), the Court took the view that Nicaragua had not shown that there was any real and imminent risk of irreparable prejudice to the rights it invoked⁹³.

*

The criteria set out above are cumulative. The absence of one is sufficient for the Court to find that the circumstances of the case, as they present themselves to it at that time, are not such as to require the exercise of its power under Article 41 of the Statute to indicate provisional measures.

3. *The measures to be indicated*

When all the conditions enabling it to indicate provisional measures have been satisfied, the Court turns to the actual determination of those measures. While the Court may of course prescribe the measures which are requested of it, Article 75, paragraph 2, of

⁹² See, for example, *Passage through the Great Belt (Finland v. Denmark)*, *Provisional Measures, Order of 29 July 1991*, I.C.J. Reports 1991, p. 17, para. 23; *Certain Criminal Proceedings in France (Republic of the Congo v. France)*, *Provisional Measure, Order of 17 June 2003*, I.C.J. Reports 2003, p. 107, para. 22; *Pulp Mills on the River Uruguay (Argentina v. Uruguay)*, *Provisional Measures, Order of 23 January 2007*, I.C.J. Reports 2007 (I), p. 11, para. 32; *Application of the International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination (Georgia v. Russian Federation)*, *Provisional Measures, Order of 15 October 2008*, I.C.J. Reports 2008, p. 392, para. 129; *Questions relating to the Obligation to Prosecute or Extradite (Belgium v. Senegal)*, *Provisional Measures, Order of 28 May 2009*, I.C.J. Reports 2009, p. 152, para. 62.

⁹³ *Construction of a Road in Costa Rica along the San Juan River (Nicaragua v. Costa Rica) — Certain Activities Carried Out by Nicaragua in the Border Area (Costa Rica v. Nicaragua)*, *Provisional Measures, Order of 13 December 2013*, I.C.J. Reports 2013, p. 407, para. 35.

du Règlement prévoit qu'elle peut également indiquer des mesures « totalement ou partiellement » différentes. La Cour a déjà exercé ce pouvoir en plusieurs occasions⁹⁴. Ainsi, dans l'ordonnance qu'elle a rendue le 22 novembre 2013 en l'affaire relative à *Certaines activités menées par le Nicaragua dans la région frontalière*, la Cour a indiqué que, ayant examiné le libellé des mesures conservatoires demandées par le Costa Rica, elle concluait « que les mesures à indiquer n'[avaient] pas à être identiques à celles qui [étaient] sollicitées »⁹⁵.

D. La suite donnée aux ordonnances en indication de mesures conservatoires

1. Le caractère obligatoire des mesures indiquées par la Cour

Comme il a été évoqué ci-dessus, la question de la force obligatoire des mesures conservatoires indiquées par la Cour a fait l'objet de quelques débats. Ce n'est qu'en 2001, dans l'arrêt au fond qu'elle a rendu en l'affaire *LaGrand (Allemagne c. Etats-Unis d'Amérique)*, que la Cour a expressément dit qu'il ressortait « [d]es termes de l'article 41 lus dans leur contexte et à la lumière de l'objet et du but du Statut » que les ordonnances indiquant des mesures conservatoires au titre dudit article « ont un caractère obligatoire »⁹⁶.

Il s'ensuit que les ordonnances correspondantes « créent ... des obligations juridiques internationales que les deux Parties sont tenues de respecter »⁹⁷ et que la question du respect des mesures conservatoires indiquées dans une affaire peut être examinée dans le cadre de la procédure principale⁹⁸. La Cour peut alors constater l'existence d'un acte illicite si un Etat ne s'est pas conformé aux mesures prescrites. Ainsi, dans l'arrêt qu'elle a rendu en l'affaire relative à la *Demande en interprétation de l'arrêt du 31 mars 2004 en l'affaire Avena et autres ressortissants mexicains (Mexique c. Etats-Unis d'Amérique) (Mexique c. Etats-Unis d'Amérique)*, la Cour a déclaré que « les Etats-Unis d'Amérique [avaient] violé l'obligation dont ils étaient tenus en vertu de l'ordonnance en indication de mesures conservatoires du 16 juillet 2008, dans le cas de M. José Ernesto Medellín Rojas »⁹⁹.

⁹⁴ Voir, par exemple, *Activités armées sur le territoire du Congo (République démocratique du Congo c. Ouganda), mesures conservatoires, ordonnance du 1^{er} juillet 2000, C.I.J. Recueil 2000*, p. 128, par. 43; *Frontière terrestre et maritime entre le Cameroun et le Nigéria (Cameroun c. Nigéria), mesures conservatoires, ordonnance du 15 mars 1996, C.I.J. Recueil 1996 (I)*, p. 24, par. 48; *Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Bosnie-Herzégovine c. Yougoslavie (Serbie et Monténégro)), mesures conservatoires, ordonnance du 8 avril 1993, C.I.J. Recueil 1993*, p. 22, par. 46; *Demande en interprétation de l'arrêt du 15 juin 1962 en l'affaire du Temple de Préah Vihéar (Cambodge c. Thaïlande) (Cambodge c. Thaïlande), mesures conservatoires, ordonnance du 18 juillet 2011, C.I.J. Recueil 2011 (II)*, p. 551, par. 58.

⁹⁵ *Certaines activités menées par le Nicaragua dans la région frontalière (Costa Rica c. Nicaragua) — Construction d'une route au Costa Rica le long du fleuve San Juan (Nicaragua c. Costa Rica), mesures conservatoires, ordonnance du 22 novembre 2013, C.I.J. Recueil 2013*, p. 367, par. 52.

⁹⁶ *LaGrand (Allemagne c. Etats-Unis d'Amérique), arrêt, C.I.J. Recueil 2001*, p. 506, par. 109; voir p. 501-506, par. 99-109, pour l'interprétation de l'article 41.

⁹⁷ Voir, par exemple, *Certaines activités menées par le Nicaragua dans la région frontalière (Costa Rica c. Nicaragua) — Construction d'une route au Costa Rica le long du fleuve San Juan (Nicaragua c. Costa Rica), mesures conservatoires, ordonnance du 22 novembre 2013, C.I.J. Recueil 2013*, p. 368, par. 57.

⁹⁸ *Certaines activités menées par le Nicaragua dans la région frontalière (Costa Rica c. Nicaragua) — Construction d'une route au Costa Rica le long du fleuve San Juan (Nicaragua c. Costa Rica), mesures conservatoires, ordonnance du 18 avril 2013, C.I.J. Recueil 2013*, p. 215, par. 40.

⁹⁹ *Demande en interprétation de l'arrêt du 31 mars 2004 en l'affaire Avena et autres ressortissants mexicains (Mexique c. Etats-Unis d'Amérique) (Mexique c. Etats-Unis d'Amérique), arrêt, C.I.J. Recueil 2009*, p. 21, par. 61, point 2.

the Rules provides that it may also indicate measures that are “in whole or in part” other than those requested. The Court has exercised this power on several occasions⁹⁴. Thus, in its Order of 22 November 2013 in the case concerning *Certain Activities Carried Out by Nicaragua in the Border Area*, the Court stated that, having considered the terms of the provisional measures requested by Costa Rica, it found “that the measures to be indicated need not be identical to those requested”⁹⁵.

D. The Implementation of Orders Indicating Provisional Measures

1. The binding effect of the measures indicated by the Court

As mentioned above, the question of the binding nature of the provisional measures indicated by the Court has been the subject of some discussion. It was not until 2001, in its Judgment on the merits in *LaGrand (Germany v. United States of America)*, that the Court expressly stated that it was clear “from the terms of Article 41 read in their context and in the light of the object and purpose of the Statute” that orders on provisional measures under that article “have binding effect”⁹⁶.

It follows that the corresponding orders “create international legal obligations with which both Parties are required to comply”⁹⁷ and that the question of compliance with provisional measures indicated in a case may be considered by the Court in the principal proceedings⁹⁸. The Court may then establish the existence of a wrongful act if a State has not complied with the prescribed measures. Thus, in its Judgment in the case of the *Request for Interpretation of the Judgment of 31 March 2004 in the Case concerning Avena and Other Mexican Nationals (Mexico v. United States of America) (Mexico v. United States of America)*, the Court found that “the United States of America has breached the obligation incumbent upon it under the Order indicating provisional measures of 16 July 2008, in the case of Mr. José Ernesto Medellín Rojas”⁹⁹.

⁹⁴ See, for example, *Armed Activities on the Territory of the Congo (Democratic Republic of the Congo v. Uganda)*, *Provisional Measures, Order of 1 July 2000*, *I.C.J. Reports 2000*, p. 128, para. 43; *Land and Maritime Boundary between Cameroon and Nigeria (Cameroon v. Nigeria)*, *Provisional Measures, Order of 15 March 1996*, *I.C.J. Reports 1996 (I)*, p. 24, para. 48; *Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Bosnia and Herzegovina v. Yugoslavia (Serbia and Montenegro))*, *Provisional Measures, Order of 8 April 1993*, *I.C.J. Reports 1993*, p. 22, para. 46; *Request for Interpretation of the Judgment of 15 June 1962 in the Case concerning the Temple of Preah Vihear (Cambodia v. Thailand) (Cambodia v. Thailand)*, *Provisional Measures, Order of 18 July 2011*, *I.C.J. Reports 2011 (II)*, p. 551, para. 58.

⁹⁵ *Certain Activities Carried Out by Nicaragua in the Border Area (Costa Rica v. Nicaragua) — Construction of a Road in Costa Rica along the San Juan River (Nicaragua v. Costa Rica)*, *Provisional Measures, Order of 22 November 2013*, *I.C.J. Reports 2013*, p. 367, para. 52.

⁹⁶ *LaGrand (Germany v. United States of America)*, *Judgment*, *I.C.J. Reports 2001*, p. 506, para. 109; see pp. 501-506, paras. 99-109, for the interpretation of Article 41.

⁹⁷ See, for example, *Certain Activities Carried Out by Nicaragua in the Border Area (Costa Rica v. Nicaragua) — Construction of a Road in Costa Rica along the San Juan River (Nicaragua v. Costa Rica)*, *Provisional Measures, Order of 22 November 2013*, *I.C.J. Reports 2013*, p. 368, para. 57.

⁹⁸ *Certain Activities Carried Out by Nicaragua in the Border Area (Costa Rica v. Nicaragua) — Construction of a Road in Costa Rica along the San Juan River (Nicaragua v. Costa Rica)*, *Provisional Measures, Order of 18 April 2013*, *I.C.J. Reports 2013*, p. 215, para. 40.

⁹⁹ *Request for Interpretation of the Judgment of 31 March 2004 in the Case concerning Avena and Other Mexican Nationals (Mexico v. United States of America) (Mexico v. United States of America)*, *Judgment*, *I.C.J. Reports 2009*, p. 21, para. 61 (2).

2. *Le suivi de la mise en œuvre des mesures conservatoires*

La question de la mise en œuvre des mesures conservatoires a, elle aussi, fait l'objet de quelques discussions lors des révisions du Règlement de la Cour. Aujourd'hui, l'article 78 du Règlement consacre le pouvoir de la Cour de demander aux parties des renseignements sur toutes questions relatives à la mise en œuvre de mesures conservatoires indiquées par elle.

Le plus souvent, la Cour se contente d'indiquer les mesures à prendre par l'une ou l'autre des parties, voire les deux, sans solliciter d'informations à ce sujet. Il lui arrive aussi de préciser simplement que, « jusqu'à ce qu'[elle] rende sa décision définitive, elle demeure[s] saisie des questions qui font l'objet de la présente ordonnance »¹⁰⁰.

Ce n'est que plus rarement que la Cour use du pouvoir que lui confère l'article 78 du Règlement et demande à l'une des parties, ou aux deux, de l'informer de la manière dont elles mettent en œuvre les mesures indiquées. En pareille hypothèse, la Cour peut simplement demander à l'État à l'intention duquel les mesures ont été indiquées de « porte[r] à [s]a connaissance ... toute mesure prise en application de ... [l']ordonnance » correspondante¹⁰¹. Elle peut aussi être plus précise. Ainsi, dans l'ordonnance qu'elle a rendue le 22 novembre 2013 en l'affaire relative à *Certaines activités menées par le Nicaragua dans la région frontalière (Costa Rica c. Nicaragua)*, la Cour a décidé que le Nicaragua devrait, « dans un délai de deux semaines à compter de la date de la[dite] ordonnance, combler la tranchée creusée sur la plage au nord du *caño* oriental » ; elle a ajouté qu'il devrait « informer immédiatement la Cour de l'achèvement des travaux de comblement de la tranchée et lui fournir, dans un délai d'une semaine à compter de cet achèvement, un rapport contenant toutes les précisions nécessaires, photographies à l'appui »¹⁰². Dans le dispositif de cette même ordonnance, la Cour a enfin décidé que les Parties devraient « l'informer, tous les trois mois, de la manière dont elles assurent la mise en œuvre des mesures conservatoires indiquées »¹⁰³.

3. *Les demandes tendant à ce que les mesures indiquées par la Cour soient rapportées ou modifiées*

En application du paragraphe 1 de l'article 76 du Règlement, la Cour peut rapporter ou modifier toute décision concernant des mesures conservatoires si un changement dans la situation lui paraît justifier qu'il en aille ainsi. A ce jour, la Cour n'a été saisie qu'une seule fois d'une telle demande, dans l'affaire relative à *Certaines activités menées par le Nicaragua dans la région frontalière (Costa Rica c. Nicaragua)* à l'égard d'une ordonnance qu'elle avait rendue le 8 mars 2011¹⁰⁴.

¹⁰⁰ Voir, par exemple, *LaGrand (Allemagne c. Etats-Unis d'Amérique)*, mesures conservatoires, ordonnance du 3 mars 1999, C.I.J. Recueil 1999 (I), p. 16, par. 29, point II.

¹⁰¹ Voir, par exemple, *Avena et autres ressortissants mexicains (Mexique c. Etats-Unis d'Amérique)*, mesures conservatoires, ordonnance du 5 février 2003, C.I.J. Recueil 2003, p. 92, par. 59, point I, b) ; *Demande en interprétation de l'arrêt du 31 mars 2004 en l'affaire Avena et autres ressortissants mexicains (Mexique c. Etats-Unis d'Amérique)* (Mexique c. Etats-Unis d'Amérique), mesures conservatoires, ordonnance du 16 juillet 2008, C.I.J. Recueil 2008, p. 332, par. 80, point II, b).

¹⁰² *Certaines activités menées par le Nicaragua dans la région frontalière (Costa Rica c. Nicaragua)* — *Construction d'une route au Costa Rica le long du fleuve San Juan (Nicaragua c. Costa Rica)*, mesures conservatoires, ordonnance du 22 novembre 2013, C.I.J. Recueil 2013, p. 369, par. 59, point 2, B).

¹⁰³ *Ibid.*, p. 370, par. 59, point 3.

¹⁰⁴ *Certaines activités menées par le Nicaragua dans la région frontalière (Costa Rica c. Nicaragua)*, mesures conservatoires, ordonnance du 8 mars 2011, C.I.J. Recueil 2011 (I), p. 6.

2. *Monitoring the implementation of provisional measures*

The question of the implementation of provisional measures has also been the subject of some discussion during the various revisions of the Rules of Court. Today, Article 78 of the Rules affords the Court the power to request information from the parties on any matter connected with the implementation of any provisional measures it has indicated.

More often than not, the Court contents itself with indicating the measures to be taken by one or other of the parties, or both of them, without requesting information in that respect. Sometimes, it has simply stated that, “until the Court has given its final decision, it shall remain seized of the matters which form the subject matter of this Order”¹⁰⁰.

Only rarely has the Court made use of the power conferred on it by Article 78 of the Rules and requested one or both of the parties to inform it of the manner in which the measures indicated are being implemented. In such an event, the Court may simply ask the State to which the measures have been indicated to “inform [it] of all measures taken in implementation of th[e] [corresponding] Order”¹⁰¹. It may also be more specific. Thus, in its Order of 22 November 2013 in the case concerning *Certain Activities Carried Out by Nicaragua in the Border Area (Costa Rica v. Nicaragua)*, the Court decided that Nicaragua “shall fill the trench on the beach north of the eastern *caño* within two weeks from the date of the present Order”; it added that Nicaragua “shall immediately inform the Court of the completion of the filling of the trench and, within one week from the said completion, . . . submit to it a report containing all necessary details, including photographic evidence”¹⁰². In the operative part of the same Order, the Court decided lastly that the Parties “shall regularly inform [it], at three month intervals, as to the compliance with the above provisional measures”¹⁰³.

3. *Requests for the measures indicated by the Court to be revoked and/or modified*

Pursuant to Article 76, paragraph 1, of the Rules, the Court may revoke or modify any decision concerning provisional measures if, in its opinion, some change in the situation justifies such revocation or modification. To date, the Court has been seized of a request of this kind only once, in the case concerning *Certain Activities Carried Out by Nicaragua in the Border Area (Costa Rica v. Nicaragua)*, with regard to its Order of 8 March 2011¹⁰⁴.

¹⁰⁰ See, for example, *LaGrand (Germany v. United States of America)*, *Provisional Measures, Order of 3 March 1999*, *I.C.J. Reports 1999 (I)*, p. 16, para. 29, point II.

¹⁰¹ See, for example, *Avena and Other Mexican Nationals (Mexico v. United States of America)*, *Provisional Measures, Order of 5 February 2003*, *I.C.J. Reports 2003*, p. 92, para. 59, point I (b); *Request for Interpretation of the Judgment of 31 March 2004 in the Case concerning Avena and Other Mexican Nationals (Mexico v. United States of America) (Mexico v. United States of America)*, *Provisional Measures, Order of 16 July 2008*, *I.C.J. Reports 2008*, p. 332, para. 80, point II (b).

¹⁰² *Certain Activities Carried Out by Nicaragua in the Border Area (Costa Rica v. Nicaragua) — Construction of a Road in Costa Rica along the San Juan River (Nicaragua v. Costa Rica)*, *Provisional Measures, Order of 22 November 2013*, *I.C.J. Reports 2013*, p. 369, para. 59, point 2 (B).

¹⁰³ *Ibid.*, p. 370, para. 59, point 3.

¹⁰⁴ *Certain Activities Carried Out by Nicaragua in the Border Area (Costa Rica v. Nicaragua)*, *Provisional Measures, Order of 8 March 2011*, *I.C.J. Reports 2011 (I)*, p. 6.

Dans l'ordonnance qu'elle a rendue à ce sujet le 16 juillet 2013, la Cour a précisé qu'elle devait, dans un premier temps, « rechercher si, compte tenu des faits aujourd'hui portés à sa connaissance par chacune des Parties [N.B. : toutes deux demandaient la modification], il y a[vait] lieu de conclure que la situation qui a[vait] motivé l'indication de certaines mesures conservatoires en mars 2011 a[vait] depuis lors changé »¹⁰⁵. En l'espèce, la Cour a constaté que, depuis le prononcé de son ordonnance du 8 mars 2011, des groupes organisés de personnes, dont la présence n'était pas envisagée au moment où elle avait pris sa décision d'indiquer des mesures conservatoires, séjournaient régulièrement dans le territoire litigieux. Elle a estimé que ce fait constituait bien un changement de situation¹⁰⁶.

La Cour s'est donc, dans un second temps, interrogée sur le point de savoir si un tel changement justifiait qu'elle modifie, dans le sens préconisé par les Parties ou autrement, les mesures antérieurement indiquées. Elle a précisé que « [t]el ne serait le cas que si la situation nouvelle requerrait à son tour que des mesures conservatoires soient indiquées, c'est-à-dire s'il était satisfait en l'espèce également aux conditions générales énoncées à l'article 41 [de son] Statut »¹⁰⁷. En l'occurrence, la Cour a été d'avis que tel n'était pas le cas, l'existence d'un risque de préjudice irréparable n'ayant pas été prouvée¹⁰⁸. Elle a dès lors considéré que, nonobstant le changement intervenu dans la situation, les conditions n'étaient pas réunies pour qu'elle modifie les mesures qu'elle avait indiquées dans son ordonnance du 8 mars 2011¹⁰⁹.

4. Demandes en indication de nouvelles mesures conservatoires

Comme le prévoit le paragraphe 3 de l'article 75 du Règlement, le rejet d'une demande en indication de mesures conservatoires n'empêche pas la partie qui l'avait introduite de présenter en la même affaire une nouvelle demande fondée sur des faits nouveaux. La Cour l'a rappelé dans certains cas, comme en l'affaire relative à des *Questions concernant l'obligation de poursuivre ou d'extrader (Belgique c. Sénégal)*¹¹⁰.

L'indication de mesures dans une affaire ne fait pas non plus obstacle à ce que la partie auteur de la première demande en présente une nouvelle fondée sur des faits nouveaux. Cela s'est produit à deux reprises : dans l'affaire relative à l'*Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Bosnie-Herzégovine c. Yougoslavie (Serbie et Monténégro))*¹¹¹ et dans l'affaire relative à *Certaines activités menées par le Nicaragua dans la région frontalière (Costa Rica c. Nicaragua)*¹¹².

E. Suite de la procédure

Il convient enfin de rappeler que les ordonnances en indication de mesures conservatoires ne préjugent en rien la question de la compétence de la Cour pour connaître du fond de l'affaire, la question relative à la recevabilité de la requête ou le fond lui-même ; elles

¹⁰⁵ *Certaines activités menées par le Nicaragua dans la région frontalière (Costa Rica c. Nicaragua) — Construction d'une route au Costa Rica le long du fleuve San Juan (Nicaragua c. Costa Rica), mesures conservatoires, ordonnance du 16 juillet 2013, C.I.J. Recueil 2013, p. 234, par. 17.*

¹⁰⁶ *Ibid.*, p. 237, par. 25.

¹⁰⁷ *Ibid.*, p. 238, par. 30.

¹⁰⁸ *Ibid.*, p. 239, par. 35.

¹⁰⁹ *Ibid.*, p. 239-240, par. 35-36.

¹¹⁰ *Mesures conservatoires, ordonnance du 28 mai 2009, C.I.J. Recueil 2009, p. 155-156, par. 75.*

¹¹¹ *Mesures conservatoires, ordonnance du 13 septembre 1993, C.I.J. Recueil 1993, p. 325.*

¹¹² *Mesures conservatoires, ordonnance du 22 novembre 2013, C.I.J. Recueil 2013, p. 354.*

In the Order which it made on this request on 16 July 2013, the Court explained that it had first to “ascertain whether, taking account of the facts now brought to its attention by each of the Parties [N.B.: both of them had requested the modification], there is reason to conclude that the situation which warranted the indication of certain provisional measures in March 2011 has changed since that time”¹⁰⁵. In this instance, the Court found that, since the delivery of its Order of 8 March 2011, organized groups of persons, whose presence was not contemplated when it made its decision to indicate provisional measures, were regularly staying in the disputed territory. It considered that this fact did indeed constitute a change in the situation¹⁰⁶.

The Court then examined whether the change was such as to justify the modification by the Court, as sought by the Parties or otherwise, of the measures previously indicated. It stated that “[t]hat would only be the case if the new situation were, in its turn, to require the indication of provisional measures, i.e., if the general conditions laid down in Article 41 of the Statute . . . were also to be met in this instance”¹⁰⁷. The Court considered that such was not the case, the existence of a risk of irreparable prejudice having not been demonstrated¹⁰⁸. Consequently, it found that, despite the change that had occurred in the situation, the conditions had not been fulfilled for it to modify the measures it had indicated in its Order of 8 March 2011¹⁰⁹.

4. *Requests for the indication of new provisional measures*

As provided for in Article 75, paragraph 3, of the Rules of Court, the rejection of a request for the indication of provisional measures does not prevent the party which made it from making a fresh request in the same case based on new facts. This has been recalled by the Court in certain cases, such as that concerning *Questions relating to the Obligation to Prosecute or Extradite (Belgium v. Senegal)*¹¹⁰.

Nor does the indication of measures in a case prevent the party that submitted the initial request from making a further request based on new facts. This has happened on two occasions: in the case concerning *Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Bosnia and Herzegovina v. Yugoslavia (Serbia and Montenegro))*¹¹¹ and in that concerning *Certain Activities Carried Out by Nicaragua in the Border Area (Costa Rica v. Nicaragua)*¹¹².

E. *Subsequent Procedure*

Finally, it should be recalled that orders indicating provisional measures in no way prejudice the question of the Court’s jurisdiction to entertain the merits of the case, the question of the admissibility of the application or the merits themselves; they leave

¹⁰⁵ *Certain Activities Carried Out by Nicaragua in the Border Area (Costa Rica v. Nicaragua) — Construction of a Road in Costa Rica along the San Juan River (Nicaragua v. Costa Rica)*, *Provisional Measures, Order of 16 July 2013*, *I.C.J. Reports 2013*, p. 234, para. 17.

¹⁰⁶ *Ibid.*, p. 237, para. 25.

¹⁰⁷ *Ibid.*, p. 238, para. 30.

¹⁰⁸ *Ibid.*, p. 239, para. 35.

¹⁰⁹ *Ibid.*, pp. 239-240, paras. 35-36.

¹¹⁰ *Provisional Measures, Order of 28 May 2009*, *I.C.J. Reports 2009*, pp. 155-156, para. 75.

¹¹¹ *Provisional Measures, Order of 13 September 1993*, *I.C.J. Reports 1993*, p. 325.

¹¹² *Provisional Measures, Order of 22 November 2013*, *I.C.J. Reports 2013*, p. 354.

laissent intact le droit de chacune des parties de faire valoir ses moyens en ces matières. Il peut donc par exemple arriver que, après avoir rendu une ordonnance portant indication de mesures conservatoires, la Cour se déclare incompétente, comme en l'*Affaire de l'Anglo-Iranian Oil Co. (Royaume-Uni c. Iran)* ou dans l'affaire relative à l'*Application de la convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (Géorgie c. Fédération de Russie)*.

En tout état de cause, les mesures conservatoires indiquées par la Cour cessent de produire effet au jour du prononcé de la décision définitive.

* *

*

unaffected the right of each of the parties to submit arguments in respect of those subjects. It is therefore possible, for example, for the Court to find, having already made an order indicating provisional measures, that it does not have jurisdiction over the principal proceedings, as in the case concerning the *Anglo-Iranian Oil Co. (United Kingdom v. Iran)* and that concerning *Application of the International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination (Georgia v. Russian Federation)*.

In any event, the provisional measures indicated by the Court cease to have effect on the date of the delivery of the final decision.

* *

*

ANNEXES

Les annexes ci-après présentent, pour chaque sujet abordé, l'ensemble des éléments pertinents, de la création de la Cour au 31 juillet 2014.



Each of the following annexes gives a complete record of the topic dealt with, from the establishment of the Court up to 31 July 2014.

ANNEXES

	<i>Page</i>
Annexe 1. Liste chronologique des procédures portées devant la Cour depuis 1947	117
Annexe 2. Anciens membres de la Cour	125
Annexe 3. Anciens présidents et vice-présidents de la Cour	128
Annexe 4. Anciens juges <i>ad hoc</i>	130
Annexe 5. Anciens greffiers et greffiers adjoints de la Cour	143
Annexe 6. Chambres constituées en vertu de l'article 26, paragraphe 2, du Statut	144
Annexe 7. Affaires introduites par compromis	147
Annexe 8. Affaires introduites par voie de requête (sur le fondement d'une clause compromissaire et/ou d'une déclaration effectuée en vertu de l'article 36, paragraphe 2, du Statut)	149
Annexe 9. Affaires introduites au titre d'un <i>forum prorogatum</i>	163
Annexe 10. Interventions (Statut, art. 62 et 63)	165
Annexe 11. Jonctions d'instances	168
Annexe 12. Mesures conservatoires	169
Annexe 13. Affaires dans lesquelles la Cour s'est prononcée à titre préliminaire sur des questions de compétence et/ou de recevabilité.	175
Annexe 14. Demandes reconventionnelles	179
Annexe 15. Désistements	181
Annexe 16. Demandes en interprétation	182
Annexe 17. Demandes en révision	183
Annexe 18. Témoins, experts et témoins-experts	184
Annexe 19. Défauts	186
Annexe 20. Avis consultatifs	187
Annexe 21. Budget de la Cour	203

ANNEXES

	<i>Page</i>
Annex 1. Chronological list of proceedings before the Court since 1947	117
Annex 2. Former Members of the Court	125
Annex 3. Former Presidents and Vice-Presidents of the Court	128
Annex 4. Former Judges <i>ad hoc</i>	130
Annex 5. Former Registrars and Deputy-Registrars of the Court	143
Annex 6. Chambers formed under Article 26, paragraph 2, of the Statute	144
Annex 7. Cases instituted by special agreement	147
Annex 8. Cases instituted by application (on the basis of a special agreement and/or a declaration made in accordance with Article 36, paragraph 2, of the Statute)	149
Annex 9. Cases instituted on the basis of <i>forum prorogatum</i>	163
Annex 10. Interventions (Arts. 62 and 63 of the Statute)	165
Annex 11. Joinders of proceedings	168
Annex 12. Provisional measures	169
Annex 13. Cases in which the Court has given a preliminary ruling on questions of jurisdiction and/or admissibility	175
Annex 14. Counter-claims	179
Annex 15. Discontinuances	181
Annex 16. Requests for interpretation	182
Annex 17. Applications for revision	183
Annex 18. Witnesses, experts and witness-experts	184
Annex 19. Non-appearances.	186
Annex 20. Advisory opinions	187
Annex 21. Budget of the Court	203

ANNEXE 1

LISTE CHRONOLOGIQUE DES PROCÉDURES PORTÉES
DEVANT LA COUR DEPUIS 1947

La liste suivante présente les 160 procédures qui ont été soumises à la Cour depuis 1947 (134 étant des affaires contentieuses et 26 des procédures consultatives).

Pour les affaires introduites en vertu d'un compromis, les noms des parties sont séparés par une barre oblique.

Les chiffres placés devant les titres des affaires contentieuses dans la liste ci-après signifient :

- ¹ Affaire terminée par un arrêt sur le fond ou sur la réparation.
- ² Affaire terminée par un arrêt sur une exception ou un point préliminaire.
- ³ Affaire terminée par une ordonnance constatant l'absence de compétence de la Cour.
- ⁴ Affaire terminée par un désistement avant l'arrêt au fond.
- ⁵ Affaire en cours.

Titre	Dates
1. Affaires contentieuses	
¹ <i>Détroit de Corfou (Royaume-Uni c. Albanie)</i>	1947-1949
¹ <i>Pêcheries (Royaume-Uni c. Norvège)</i>	1949-1951
⁴ <i>Protection de ressortissants et protégés français en Égypte (France c. Égypte)</i>	1949-1950
¹ <i>Droit d'asile (Colombie/Pérou)</i>	1949-1950
¹ <i>Droit des ressortissants des États-Unis d'Amérique au Maroc (France c. États-Unis d'Amérique)</i>	1950-1952
¹ <i>Demande d'interprétation de l'arrêt du 20 novembre 1950 en l'affaire du droit d'asile (Colombie c. Pérou)</i>	1950
¹ <i>Haya de la Torre (Colombie c. Pérou)</i>	1950-1951
¹ <i>Ambatielos (Grèce c. Royaume-Uni)</i>	1951-1953
² <i>Anglo-Iranian Oil Co. (Royaume-Uni c. Iran)</i>	1951-1952
¹ <i>Minquiers et Ecrébous (France/Royaume-Uni)</i>	1951-1953
² <i>Nottebohm (Liechtenstein c. Guatemala)</i>	1951-1955
² <i>Or monétaire pris à Rome en 1943 (Italie c. France, Royaume-Uni et États-Unis d'Amérique)</i>	1953-1954
⁴ <i>Société Electricité de Beyrouth (France c. Liban)</i>	1953-1954
³ <i>Traitement en Hongrie d'un avion des États-Unis d'Amérique et de son équipage (États-Unis d'Amérique c. République populaire de Hongrie)</i>	1954

ANNEX 1
 CHRONOLOGICAL LIST OF PROCEEDINGS BEFORE
 THE COURT SINCE 1947

All 160 proceedings brought before the Court since 1947 are listed below (134 contentious cases and 26 advisory proceedings).

In the case of proceedings instituted by means of a special agreement, the names of the parties are separated by an oblique stroke.

The figures preceding the titles of contentious cases in the following list are explained as follows:

- ¹ Case concluded by a judgment on the merits or on reparation.
- ² Case concluded by a judgment on an objection or a preliminary point.
- ³ Case concluded by an order finding that the Court does not have jurisdiction.
- ⁴ Case concluded by discontinuance before a judgment on the merits.
- ⁵ Current case.

Title	Dates
1. Contentious Cases	
¹ <i>Corfu Channel (United Kingdom v. Albania)</i>	1947-1949
¹ <i>Fisheries (United Kingdom v. Norway)</i>	1949-1951
⁴ <i>Protection of French Nationals and Protected Persons in Egypt (France v. Egypt)</i>	1949-1950
¹ <i>Asylum (Colombia/Peru)</i>	1949-1950
¹ <i>Rights of Nationals of the United States of America in Morocco (France v. United States of America)</i>	1950-1952
¹ <i>Request for Interpretation of the Judgment of 20 November 1950 in the Asylum Case (Colombia v. Peru)</i>	1950
¹ <i>Haya de la Torre (Colombia v. Peru)</i>	1950-1951
¹ <i>Ambatielos (Greece v. United Kingdom)</i>	1951-1953
² <i>Anglo-Iranian Oil Co. (United Kingdom v. Iran)</i>	1951-1952
¹ <i>Minquiers and Ecrehos (France/United Kingdom)</i>	1951-1953
² <i>Nottebohm (Liechtenstein v. Guatemala)</i>	1951-1955
² <i>Monetary Gold Removed from Rome in 1943 (Italy v. France, United Kingdom and United States of America)</i>	1953-1954
⁴ <i>Electricité de Beyrouth Company (France v. Lebanon)</i>	1953-1954
³ <i>Treatment in Hungary of Aircraft and Crew of United States of America (United States of America v. Hungary)</i>	1954

Titre	Dates
³ <i>Traitement en Hongrie d'un avion des Etats-Unis d'Amérique et de son équipage (Etats-Unis d'Amérique c. Union des Républiques socialistes soviétiques)</i>	1954
³ <i>Incident aérien du 10 mars 1953 (Etats-Unis d'Amérique c. Tchécoslovaquie)</i>	1955-1956
³ <i>Antarctique (Royaume-Uni c. Argentine)</i>	1955-1956
³ <i>Antarctique (Royaume-Uni c. Chili)</i>	1955-1956
³ <i>Incident aérien du 7 octobre 1952 (Etats-Unis d'Amérique c. Union des Républiques socialistes soviétiques)</i>	1955-1956
² <i>Certains emprunts norvégiens (France c. Norvège)</i>	1955-1957
¹ <i>Droit de passage sur territoire indien (Portugal c. Inde)</i>	1955-1960
¹ <i>Application de la convention de 1902 pour régler la tutelle des mineurs (Pays-Bas c. Suède)</i>	1957-1958
² <i>Interhandel (Suisse c. Etats-Unis d'Amérique)</i>	1957-1959
² <i>Incident aérien du 27 juillet 1955 (Israël c. Bulgarie)</i>	1957-1959
⁴ <i>Incident aérien du 27 juillet 1955 (Etats-Unis d'Amérique c. Bulgarie)</i>	1957-1960
⁴ <i>Incident aérien du 27 juillet 1955 (Royaume-Uni c. Bulgarie)</i>	1957-1959
¹ <i>Souveraineté sur certaines parcelles frontalières (Belgique/Pays-Bas)</i>	1957-1959
¹ <i>Sentence arbitrale rendue par le roi d'Espagne le 23 décembre 1906 (Honduras c. Nicaragua)</i>	1958-1960
³ <i>Incident aérien du 4 septembre 1954 (Etats-Unis d'Amérique c. Union des Républiques socialistes soviétiques)</i>	1958
⁴ <i>Barcelona Traction, Light and Power Company, Limited (Belgique c. Espagne)</i>	1958-1961
⁴ <i>Compagnie du port, des quais et des entrepôts de Beyrouth et Société Radio-Orient (France c. Liban)</i>	1959-1960
³ <i>Incident aérien du 7 novembre 1954 (Etats-Unis d'Amérique c. Union des Républiques socialistes soviétiques)</i>	1959
¹ <i>Temple de Préah Vihear (Cambodge c. Thaïlande)</i>	1959-1962
² <i>Sud-Ouest Africain (Ethiopie c. Afrique du Sud)*</i>	1960-1966
² <i>Sud-Ouest Africain (Libéria c. Afrique du Sud)*</i>	1960-1966
² <i>Cameroun septentrional (Cameroun c. Royaume-Uni)</i>	1961-1963
² <i>Barcelona Traction, Light and Power Company, Limited (nouvelle requête : 1962) (Belgique c. Espagne)</i>	1962-1970
¹ <i>Plateau continental de la mer du Nord (République fédérale d'Allemagne/ Danemark)**</i>	1967-1969
¹ <i>Plateau continental de la mer du Nord (République fédérale d'Allemagne/ Pays-Bas)**</i>	1967-1969

* La Cour a joint les instances dans ces deux affaires par ordonnance du 20 mai 1961.

** La Cour a joint les instances dans ces deux affaires par ordonnance du 26 avril 1968, le Danemark et les Pays-Bas ayant décidé de faire cause commune.

Title	Dates
³ <i>Treatment in Hungary of Aircraft and Crew of United States of America (United States of America v. Union of Soviet Socialist Republics)</i>	1954
³ <i>Aerial Incident of 10 March 1953 (United States of America v. Czechoslovakia)</i>	1955-1956
³ <i>Antarctica (United Kingdom v. Argentina)</i>	1955-1956
³ <i>Antarctica (United Kingdom v. Chile)</i>	1955-1956
³ <i>Aerial Incident of 7 October 1952 (United States of America v. Union of Soviet Socialist Republics)</i>	1955-1956
² <i>Certain Norwegian Loans (France v. Norway)</i>	1955-1957
¹ <i>Right of Passage over Indian Territory (Portugal v. India)</i>	1955-1960
¹ <i>Application of the Convention of 1902 Governing the Guardianship of Infants (Netherlands v. Sweden)</i>	1957-1958
² <i>Interhandel (Switzerland v. United States of America)</i>	1957-1959
² <i>Aerial Incident of 27 July 1955 (Israel v. Bulgaria)</i>	1957-1959
⁴ <i>Aerial Incident of 27 July 1955 (United States of America v. Bulgaria)</i>	1957-1960
⁴ <i>Aerial Incident of 27 July 1955 (United Kingdom v. Bulgaria)</i>	1957-1959
¹ <i>Sovereignty over Certain Frontier Land (Belgium/Netherlands)</i>	1957-1959
¹ <i>Arbitral Award Made by the King of Spain on 23 December 1906 (Honduras v. Nicaragua)</i>	1958-1960
³ <i>Aerial Incident of 4 September 1954 (United States of America v. Union of Soviet Socialist Republics)</i>	1958
⁴ <i>Barcelona Traction, Light and Power Company, Limited (Belgium v. Spain)</i>	1958-1961
⁴ <i>Compagnie du Port, des Quais et des Entrepôts de Beyrouth and Société Radio-Orient (France v. Lebanon)</i>	1959-1960
³ <i>Aerial Incident of 7 November 1954 (United States of America v. Union of Soviet Socialist Republics)</i>	1959
¹ <i>Temple of Preah Vihear (Cambodia v. Thailand)</i>	1959-1962
² <i>South West Africa (Ethiopia v. South Africa)*</i>	1960-1966
² <i>South West Africa (Liberia v. South Africa)*</i>	1960-1966
² <i>Northern Cameroons (Cameroon v. United Kingdom)</i>	1961-1963
² <i>Barcelona Traction, Light and Power Company, Limited (New Application: 1962) (Belgium v. Spain)</i>	1962-1970
¹ <i>North Sea Continental Shelf (Federal Republic of Germany/Denmark)**</i>	1967-1969
¹ <i>North Sea Continental Shelf (Federal Republic of Germany/Netherlands)**</i>	1967-1969

* The Court joined the proceedings in these two cases by an Order of 20 May 1961.

** The Court joined the proceedings in these two cases by an Order of 26 April 1968, Denmark and the Netherlands having decided that they were in the same interest.

Titre	Dates
¹ Appel concernant la compétence du Conseil de l'OACI (<i>Inde c. Pakistan</i>)	1971-1972
¹ Compétence en matière de pêcheries (<i>Royaume-Uni c. Islande</i>)	1972-1974
¹ Compétence en matière de pêcheries (<i>République fédérale d'Allemagne c. Islande</i>)	1972-1974
² Essais nucléaires (<i>Australie c. France</i>)	1973-1974
² Essais nucléaires (<i>Nouvelle-Zélande c. France</i>)	1973-1974
⁴ Procès de prisonniers de guerre pakistanais (<i>Pakistan c. Inde</i>)	1973
² Plateau continental de la mer Egée (<i>Grèce c. Turquie</i>)	1976-1978
¹ Plateau continental (<i>Tunisie/Jamahiriya arabe libyenne</i>)	1978-1982
¹ Personnel diplomatique et consulaire des Etats-Unis à Tébéran (<i>Etats-Unis d'Amérique c. Iran</i>)	1979-1981
¹ Délimitation de la frontière maritime dans la région du golfe du Maine (<i>Canada/Etats-Unis d'Amérique</i>)	1981-1984
¹ Plateau continental (<i>Jamahiriya arabe libyenne/Malte</i>)	1982-1985
¹ Différend frontalier (<i>Burkina Faso/République du Mali</i>)	1983-1986
¹ Activités militaires et paramilitaires au Nicaragua et contre celui-ci (<i>Nicaragua c. Etats-Unis d'Amérique</i>)	1984-1991
¹ Demande en révision et en interprétation de l'arrêt du 24 février 1982 en l'affaire du Plateau continental (<i>Tunisie/Jamahiriya arabe libyenne</i>) (<i>Tunisie c. Jamahiriya arabe libyenne</i>)	1984-1985
⁴ Actions armées frontalières et transfrontalières (<i>Nicaragua c. Costa Rica</i>)	1986-1987
⁴ Actions armées frontalières et transfrontalières (<i>Nicaragua c. Honduras</i>)	1986-1992
¹ Différend frontalier terrestre, insulaire et maritime (<i>El Salvador/Honduras; Nicaragua (intervenant)</i>)	1986-1992
¹ Elettronica Sicula S.p.A. (ELSI) (<i>Etats-Unis d'Amérique c. Italie</i>)	1987-1989
¹ Délimitation maritime dans la région située entre le Groenland et Jan Mayen (<i>Danemark c. Norvège</i>)	1988-1993
⁴ Incident aérien du 3 juillet 1988 (<i>République islamique d'Iran c. Etats-Unis d'Amérique</i>)	1989-1996
⁴ Certaines terres à phosphates à Nauru (<i>Nauru c. Australie</i>)	1989-1993
¹ Sentence arbitrale du 31 juillet 1989 (<i>Guinée-Bissau c. Sénégal</i>)	1989-1991
¹ Différend territorial (<i>Jamahiriya arabe libyenne/Tchad</i>)	1990-1994
² Timor oriental (<i>Portugal c. Australie</i>)	1991-1995
⁴ Délimitation maritime entre la Guinée-Bissau et le Sénégal (<i>Guinée-Bissau c. Sénégal</i>)	1991-1995
⁴ Passage par le Grand-Belt (<i>Finlande c. Danemark</i>)	1991-1992
¹ Délimitation maritime et questions territoriales entre Qatar et Bahreïn (<i>Qatar c. Bahreïn</i>)	1991-2001

Title	Dates
¹ <i>Appeal Relating to the Jurisdiction of the ICAO Council (India v. Pakistan)</i>	1971-1972
¹ <i>Fisheries Jurisdiction (United Kingdom v. Iceland)</i>	1972-1974
¹ <i>Fisheries Jurisdiction (Federal Republic of Germany v. Iceland)</i>	1972-1974
² <i>Nuclear Tests (Australia v. France)</i>	1973-1974
² <i>Nuclear Tests (New Zealand v. France)</i>	1973-1974
⁴ <i>Trial of Pakistani Prisoners of War (Pakistan v. India)</i>	1973
² <i>Aegean Sea Continental Shelf (Greece v. Turkey)</i>	1976-1978
¹ <i>Continental Shelf (Tunisia/Libyan Arab Jamahiriya)</i>	1978-1982
¹ <i>United States Diplomatic and Consular Staff in Tehran (United States of America v. Iran)</i>	1979-1981
¹ <i>Delimitation of the Maritime Boundary in the Gulf of Maine Area (Canada/United States of America)</i>	1981-1984
¹ <i>Continental Shelf (Libyan Arab Jamahiriya/Malta)</i>	1982-1985
¹ <i>Frontier Dispute (Burkina Faso/Republic of Mali)</i>	1983-1986
¹ <i>Military and Paramilitary Activities in and against Nicaragua (Nicaragua v. United States of America)</i>	1984-1991
¹ <i>Application for Revision and Interpretation of the Judgment of 24 February 1982 in the Case concerning the Continental Shelf (Tunisia/Libyan Arab Jamahiriya) (Tunisia v. Libyan Arab Jamahiriya)</i>	1984-1985
⁴ <i>Border and Transborder Armed Actions (Nicaragua v. Costa Rica)</i>	1986-1987
⁴ <i>Border and Transborder Armed Actions (Nicaragua v. Honduras)</i>	1986-1992
¹ <i>Land, Island and Maritime Frontier Dispute (El Salvador/Honduras: Nicaragua intervening)</i>	1986-1992
¹ <i>Elektronica Sicula S.p.A. (ELSI) (United States of America v. Italy)</i>	1987-1989
¹ <i>Maritime Delimitation in the Area between Greenland and Jan Mayen (Denmark v. Norway)</i>	1988-1993
⁴ <i>Aerial Incident of 3 July 1988 (Islamic Republic of Iran v. United States of America)</i>	1989-1996
⁴ <i>Certain Phosphate Lands in Nauru (Nauru v. Australia)</i>	1989-1993
¹ <i>Arbitral Award of 31 July 1989 (Guinea-Bissau v. Senegal)</i>	1989-1991
¹ <i>Territorial Dispute (Libyan Arab Jamahiriya/Chad)</i>	1990-1994
² <i>East Timor (Portugal v. Australia)</i>	1991-1995
⁴ <i>Maritime Delimitation between Guinea-Bissau and Senegal (Guinea-Bissau v. Senegal)</i>	1991-1995
⁴ <i>Passage through the Great Belt (Finland v. Denmark)</i>	1991-1992
¹ <i>Maritime Delimitation and Territorial Questions between Qatar and Bahrain (Qatar v. Bahrain)</i>	1991-2001

Titre	Dates
⁴ <i>Questions d'interprétation et d'application de la convention de Montréal de 1971 résultant de l'incident aérien de Lockerbie (Jamahiriya arabe libyenne c. Royaume-Uni)</i>	1992-2003
⁴ <i>Questions d'interprétation et d'application de la convention de Montréal de 1971 résultant de l'incident aérien de Lockerbie (Jamahiriya arabe libyenne c. Etats-Unis d'Amérique)</i>	1992-2003
¹ <i>Plates-formes pétrolières (République islamique d'Iran c. Etats-Unis d'Amérique)</i>	1992-2003
¹ <i>Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Bosnie-Herzégovine c. Yougoslavie)</i>	1993-2007
⁵ <i>Projet Gabčíkovo-Nagymaros (Hongrie/Slovaquie)*</i>	1993-
¹ <i>Frontière terrestre et maritime entre le Cameroun et le Nigéria (Cameroun c. Nigéria ; Guinée équatoriale (intervenant))</i>	1994-2002
² <i>Compétence en matière de pêcheries (Espagne c. Canada)</i>	1995-1998
² <i>Demande d'examen de la situation au titre du paragraphe 63 de l'arrêt rendu par la Cour le 20 décembre 1974 dans l'affaire des Essais nucléaires (Nouvelle-Zélande c. France)</i>	1995
¹ <i>Ile de Kasikili/Sedudu (Botswana/Namibie)</i>	1996-1999
⁴ <i>Convention de Vienne sur les relations consulaires (Paraguay c. Etats-Unis d'Amérique)</i>	1998
² <i>Demande en interprétation de l'arrêt du 11 juin 1998 en l'affaire de la Frontière terrestre et maritime entre le Cameroun et le Nigéria (Cameroun c. Nigéria), exceptions préliminaires (Nigéria c. Cameroun)</i>	1998-1999
¹ <i>Souveraineté sur Pulau Ligitan et Pulau Sipadan (Indonésie/Malaisie)</i>	1998-2002
¹ <i>Ahmadou Sadio Diallo (République de Guinée c. République démocratique du Congo)</i>	1998-2012
¹ <i>LaGrand (Allemagne c. Etats-Unis d'Amérique)</i>	1999-2001
² <i>Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. Belgique)</i>	1999-2004
² <i>Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. Canada)</i>	1999-2004
² <i>Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. France)</i>	1999-2004
² <i>Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. Allemagne)</i>	1999-2004
² <i>Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. Italie)</i>	1999-2004
² <i>Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. Pays-Bas)</i>	1999-2004
² <i>Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. Portugal)</i>	1999-2004
² <i>Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. Royaume-Uni)</i>	1999-2004
³ <i>Licéité de l'emploi de la force (Yougoslavie c. Espagne)</i>	1999

* La Cour a rendu son arrêt le 25 septembre 1997. L'affaire reste néanmoins pendante compte tenu de la présentation, par la Slovaquie, en septembre 1998, d'une demande tendant au prononcé d'un arrêt supplémentaire. Voir p. 6.

Title	Dates
⁴ <i>Questions of Interpretation and Application of the 1971 Montreal Convention arising from the Aerial Incident at Lockerbie (Libyan Arab Jamahiriya v. United Kingdom)</i>	1992-2003
⁴ <i>Questions of Interpretation and Application of the 1971 Montreal Convention arising from the Aerial Incident at Lockerbie (Libyan Arab Jamahiriya v. United States of America)</i>	1992-2003
¹ <i>Oil Platforms (Islamic Republic of Iran v. United States of America)</i>	1992-2003
¹ <i>Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Bosnia and Herzegovina v. Yugoslavia)</i>	1993-2007
⁵ <i>Gabčíkovo-Nagymaros Project (Hungary/Slovakia)*</i>	1993-
¹ <i>Land and Maritime Boundary between Cameroon and Nigeria (Cameroon v. Nigeria: Equatorial Guinea intervening)</i>	1994-2002
² <i>Fisheries Jurisdiction (Spain v. Canada)</i>	1995-1998
² <i>Request for an Examination of the Situation in Accordance with Paragraph 63 of the Court's Judgment of 20 December 1974 in the Nuclear Tests (New Zealand v. France) Case</i>	1995
¹ <i>Kasikili/Sedudu Island (Botswana/Namibia)</i>	1996-1999
⁴ <i>Vienna Convention on Consular Relations (Paraguay v. United States of America)</i>	1998
² <i>Request for Interpretation of the Judgment of 11 June 1998 in the Case concerning the Land and Maritime Boundary between Cameroon and Nigeria (Cameroon v. Nigeria), Preliminary Objections (Nigeria v. Cameroon)</i>	1998-1999
¹ <i>Sovereignty over Pulau Ligitan and Pulau Sipadan (Indonesia/Malaysia)</i>	1998-2002
¹ <i>Ahmadou Sadio Diallo (Republic of Guinea v. Democratic Republic of the Congo)</i>	1998-2012
¹ <i>LaGrand (Germany v. United States of America)</i>	1999-2001
² <i>Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro v. Belgium)</i>	1999-2004
² <i>Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro v. Canada)</i>	1999-2004
² <i>Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro v. France)</i>	1999-2004
² <i>Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro v. Germany)</i>	1999-2004
² <i>Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro v. Italy)</i>	1999-2004
² <i>Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro v. Netherlands)</i>	1999-2004
² <i>Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro v. Portugal)</i>	1999-2004
² <i>Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro v. United Kingdom)</i>	1999-2004
³ <i>Legality of Use of Force (Yugoslavia v. Spain)</i>	1999

* The Court rendered its Judgment on 25 September 1997. However, the case remains pending following Slovakia's request for an additional judgment in September 1998. See p. 6.

Titre	Dates
³ <i>Licéité de l'emploi de la force (Yougoslavie c. Etats-Unis d'Amérique)</i>	1999
⁴ <i>Activités armées sur le territoire du Congo (République démocratique du Congo c. Burundi)</i>	1999-2001
⁵ <i>Activités armées sur le territoire du Congo (République démocratique du Congo c. Ouganda)*</i>	1999-
⁴ <i>Activités armées sur le territoire du Congo (République démocratique du Congo c. Rwanda)</i>	1999-2001
⁵ <i>Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Croatie c. Serbie)</i>	1999-
² <i>Incident aérien du 10 août 1999 (Pakistan c. Inde)</i>	1999-2000
¹ <i>Différend territorial et maritime entre le Nicaragua et le Honduras dans la mer des Caraïbes (Nicaragua c. Honduras)</i>	1999-2007
¹ <i>Mandat d'arrêt du 11 avril 2000 (République démocratique du Congo c. Belgique)</i>	2000-2002
¹ <i>Demande en révision de l'arrêt du 11 juillet 1996 en l'affaire relative à l'Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Bosnie-Herzégovine c. Yougoslavie), exceptions préliminaires (Yougoslavie c. Bosnie-Herzégovine)</i>	2001-2003
² <i>Certains biens (Liechtenstein c. Allemagne)</i>	2001-2005
¹ <i>Différend territorial et maritime (Nicaragua c. Colombie)</i>	2001-2012
¹ <i>Différend frontalier (Bénin/Niger)</i>	2002-2005
² <i>Activités armées sur le territoire du Congo (nouvelle requête: 2002) (République démocratique du Congo c. Rwanda)</i>	2002-2006
² <i>Demande en révision de l'arrêt du 11 septembre 1992 en l'affaire du Différend frontalier terrestre, insulaire et maritime (El Salvador/Honduras; Nicaragua (intervenants)) (El Salvador c. Honduras)</i>	2002-2003
¹ <i>Avena et autres ressortissants mexicains (Mexique c. Etats-Unis d'Amérique)</i>	2003-2004
⁴ <i>Certaines procédures pénales engagées en France (République du Congo c. France)</i>	2003-2010
¹ <i>Souveraineté sur Pedra Branca/Pulau Batu Puteh, Middle Rocks et South Ledge (Malaisie/Singapour)</i>	2003-2008
¹ <i>Délimitation maritime en mer Noire (Roumanie c. Ukraine)</i>	2004-2009
¹ <i>Différend relatif à des droits de navigation et des droits connexes (Costa Rica c. Nicaragua)</i>	2005-2009
⁴ <i>Statut vis-à-vis de l'Etat hôte d'un envoyé diplomatique auprès de l'Organisation des Nations Unies (Commonwealth de Dominique c. Suisse)</i>	2006

* La Cour a rendu son arrêt le 19 décembre 2005. L'affaire reste néanmoins pendante, la Cour ayant appelé les Parties à s'entendre sur la question des réparations et précisé que, dans l'hypothèse où elles ne pourraient se mettre d'accord à ce sujet, elle réglerait elle-même la question. Voir p. 7.

Title	Dates
³ <i>Legality of Use of Force (Yugoslavia v. United States of America)</i>	1999
⁴ <i>Armed Activities on the Territory of the Congo (Democratic Republic of the Congo v. Burundi)</i>	1999-2001
⁵ <i>Armed Activities on the Territory of the Congo (Democratic Republic of the Congo v. Uganda)*</i>	1999-
⁴ <i>Armed Activities on the Territory of the Congo (Democratic Republic of the Congo v. Rwanda)</i>	1999-2001
⁵ <i>Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Croatia v. Serbia)</i>	1999-
² <i>Aerial Incident of 10 August 1999 (Pakistan v. India)</i>	1999-2000
¹ <i>Territorial and Maritime Dispute between Nicaragua and Honduras in the Caribbean Sea (Nicaragua v. Honduras)</i>	1999-2007
¹ <i>Arrest Warrant of 11 April 2000 (Democratic Republic of the Congo v. Belgium)</i>	2000-2002
¹ <i>Application for Revision of the Judgment of 11 July 1996 in the Case concerning Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Bosnia and Herzegovina v. Yugoslavia), Preliminary Objections (Yugoslavia v. Bosnia and Herzegovina)</i>	2001-2003
² <i>Certain Property (Liechtenstein v. Germany)</i>	2001-2005
¹ <i>Territorial and Maritime Dispute (Nicaragua v. Colombia)</i>	2001-2012
¹ <i>Frontier Dispute (Benin/Niger)</i>	2002-2005
² <i>Armed Activities on the Territory of the Congo (New Application: 2002) (Democratic Republic of the Congo v. Rwanda)</i>	2002-2006
² <i>Application for Revision of the Judgment of 11 September 1992 in the Case concerning the Land, Island and Maritime Frontier Dispute (El Salvador/Honduras: Nicaragua intervening) (El Salvador v. Honduras)</i>	2002-2003
¹ <i>Avena and Other Mexican Nationals (Mexico v. United States of America)</i>	2003-2004
⁴ <i>Certain Criminal Proceedings in France (Republic of the Congo v. France)</i>	2003-2010
¹ <i>Sovereignty over Pedra Branca/Pulau Batu Puteh, Middle Rocks and South Ledge (Malaysia/Singapore)</i>	2003-2008
¹ <i>Maritime Delimitation in the Black Sea (Romania v. Ukraine)</i>	2004-2009
¹ <i>Dispute regarding Navigational and Related Rights (Costa Rica v. Nicaragua)</i>	2005-2009
⁴ <i>Status vis-à-vis the Host State of a Diplomatic Envoy to the United Nations (Commonwealth of Dominica v. Switzerland)</i>	2006

* The Court rendered its Judgment on 19 December 2005. However, the case remains pending, the Court having called on the Parties to reach an agreement between themselves on the question of reparation and having decided that, if the Parties were unable to do so, the Court would itself settle the question. See p. 7.

Titre	Dates
¹ Usines de pâte à papier sur le fleuve Uruguay (<i>Argentine c. Uruguay</i>)	2006-2010
¹ Certaines questions concernant l'entraide judiciaire en matière pénale (<i>Djibouti c. France</i>)	2006-2008
¹ Différend maritime (<i>Pérou c. Chili</i>)	2008-2014
⁴ Epandages aériens d'herbicides (<i>Equateur c. Colombie</i>)	2008-2013
¹ Demande en interprétation de l'arrêt du 31 mars 2004 en l'affaire Avena et autres ressortissants mexicains (<i>Mexique c. Etats-Unis d'Amérique</i>) (<i>Mexique c. Etats-Unis d'Amérique</i>)	2008-2009
² Application de la convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (<i>Géorgie c. Fédération de Russie</i>)	2008-2011
¹ Application de l'accord intérimaire du 13 septembre 1995 (<i>ex-République yougoslave de Macédoine c. Grèce</i>)	2008-2011
¹ Immunités juridictionnelles de l'Etat (<i>Allemagne c. Italie; Grèce (intervenant)</i>)	2008-2012
¹ Questions concernant l'obligation de poursuivre ou d'extrader (<i>Belgique c. Sénégal</i>)	2009-2012
⁴ Compétence judiciaire et exécution des décisions en matière civile et commerciale (<i>Belgique c. Suisse</i>)	2009-2011
⁴ Certaines questions en matière de relations diplomatiques (<i>Honduras c. Brésil</i>)	2009-2010
¹ Chasse à la baleine dans l'Antarctique (<i>Australie c. Japon; Nouvelle-Zélande (intervenant)</i>)	2010-2014
¹ Différend frontalier (<i>Burkina Faso/Niger</i>)	2010-2013
⁵ Certaines activités menées par le Nicaragua dans la région frontalière (<i>Costa Rica c. Nicaragua</i>)*	2010-
¹ Demande en interprétation de l'arrêt du 15 juin 1962 en l'affaire du Temple de Préah Vihear (<i>Cambodge c. Thaïlande</i>) (<i>Cambodge c. Thaïlande</i>)	2011-2013
⁵ Construction d'une route au Costa Rica le long du fleuve San Juan (<i>Nicaragua c. Costa Rica</i>)*	2011-
⁵ Obligation de négocier un accès à l'océan Pacifique (<i>Bolivie c. Chili</i>)	2013-
⁵ Question de la délimitation du plateau continental entre le Nicaragua et la Colombie au-delà de 200 milles marins de la côte nicaraguayenne (<i>Nicaragua c. Colombie</i>)	2013-
⁵ Violations alléguées de droits souverains et d'espaces maritimes dans la mer des Caraïbes (<i>Nicaragua c. Colombie</i>)	2013-
⁵ Questions concernant la saisie et la détention de certains documents et données (<i>Timor-Leste c. Australie</i>)	2013-
⁵ Délimitation maritime dans la mer des Caraïbes et l'océan Pacifique (<i>Costa Rica c. Nicaragua</i>)	2014-

* La Cour a joint les instances dans ces affaires par une ordonnance du 17 avril 2013.

Title	Dates
¹ <i>Pulp Mills on the River Uruguay (Argentina v. Uruguay)</i>	2006-2010
¹ <i>Certain Questions of Mutual Assistance in Criminal Matters (Djibouti v. France)</i>	2006-2008
¹ <i>Maritime Dispute (Peru v. Chile)</i>	2008-2014
⁴ <i>Aerial Herbicide Spraying (Ecuador v. Colombia)</i>	2008-2013
¹ <i>Request for Interpretation of the Judgment of 31 March 2004 in the Case concerning Avena and Other Mexican Nationals (Mexico v. United States of America) (Mexico v. United States of America)</i>	2008-2009
² <i>Application of the International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination (Georgia v. Russian Federation)</i>	2008-2011
¹ <i>Application of the Interim Accord of 13 September 1995 (the former Yugoslav Republic of Macedonia v. Greece)</i>	2008-2011
¹ <i>Jurisdictional Immunities of the State (Germany v. Italy: Greece intervening)</i>	2008-2012
¹ <i>Questions relating to the Obligation to Prosecute or Extradite (Belgium v. Senegal)</i>	2009-2012
⁴ <i>Jurisdiction and Enforcement of Judgments in Civil and Commercial Matters (Belgium v. Switzerland)</i>	2009-2011
⁴ <i>Certain Questions concerning Diplomatic Relations (Honduras v. Brazil)</i>	2009-2010
¹ <i>Whaling in the Antarctic (Australia v. Japan: New Zealand intervening)</i>	2010-2014
¹ <i>Frontier Dispute (Burkina Faso/Niger)</i>	2010-2013
⁵ <i>Certain Activities Carried Out by Nicaragua in the Border Area (Costa Rica v. Nicaragua)*</i>	2010-
¹ <i>Request for Interpretation of the Judgment of 15 June 1962 in the Case concerning the Temple of Preah Vihear (Cambodia v. Thailand) (Cambodia v. Thailand)</i>	2011-2013
⁵ <i>Construction of a Road in Costa Rica along the San Juan River (Nicaragua v. Costa Rica)*</i>	2011-
⁵ <i>Obligation to Negotiate Access to the Pacific Ocean (Bolivia v. Chile)</i>	2013-
⁵ <i>Question of the Delimitation of the Continental Shelf between Nicaragua and Colombia beyond 200 Nautical Miles from the Nicaraguan Coast (Nicaragua v. Colombia)</i>	2013-
⁵ <i>Alleged Violations of Sovereign Rights and Maritime Spaces in the Caribbean Sea (Nicaragua v. Colombia)</i>	2013-
⁵ <i>Questions relating to the Seizure and Detention of Certain Documents and Data (Timor-Leste v. Australia)</i>	2013-
⁵ <i>Maritime Delimitation in the Caribbean Sea and the Pacific Ocean (Costa Rica v. Nicaragua)</i>	2014-

* The Court joined the proceedings in these cases by an Order of 17 April 2013.

Titre	Dates
⁵ <i>Obligations relatives à des négociations concernant la cessation de la course aux armes nucléaires et le désarmement nucléaire (Iles Marshall c. Inde)</i>	2014-
⁵ <i>Obligations relatives à des négociations concernant la cessation de la course aux armes nucléaires et le désarmement nucléaire (Iles Marshall c. Pakistan)</i>	2014-
⁵ <i>Obligations relatives à des négociations concernant la cessation de la course aux armes nucléaires et le désarmement nucléaire (Iles Marshall c. Royaume-Uni)</i>	2014-

2. Procédures consultatives

<i>Conditions de l'admission d'un Etat comme Membre des Nations Unies (article 4 de la Charte)</i>	1947-1948
<i>Réparation des dommages subis au service des Nations Unies</i>	1948-1949
<i>Interprétation des traités de paix conclus avec la Bulgarie, la Hongrie et la Roumanie*</i>	1949-1950
<i>Compétence de l'Assemblée générale pour l'admission d'un Etat aux Nations Unies</i>	1949-1950
<i>Statut international du Sud-Ouest africain</i>	1949-1950
<i>Réserves à la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide</i>	1950-1951
<i>Effet de jugements du Tribunal administratif des Nations Unies accordant indemnité</i>	1953-1954
<i>Procédure de vote applicable aux questions touchant les rapports et pétitions relatifs au Territoire du Sud-Ouest africain</i>	1954-1955
<i>Jugements du Tribunal administratif de l'OIT sur requêtes contre l'Unesco</i>	1955-1956
<i>Admissibilité de l'audition de pétitionnaires par le Comité du Sud-Ouest africain</i>	1955-1956
<i>Composition du Comité de la sécurité maritime de l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime</i>	1959-1960
<i>Certaines dépenses des Nations Unies (article 17, paragraphe 2, de la Charte)</i>	1961-1962
<i>Conséquences juridiques pour les Etats de la présence continue de l'Afrique du Sud en Namibie (Sud-Ouest africain) nonobstant la résolution 276 (1970) du Conseil de sécurité</i>	1970-1971
<i>Demande de réformation du jugement n° 158 du Tribunal administratif des Nations Unies</i>	1972-1973
<i>Sahara occidental</i>	1974-1975
<i>Interprétation de l'accord du 25 mars 1951 entre l'OMS et l'Egypte</i>	1980
<i>Demande de réformation du jugement n° 273 du Tribunal administratif des Nations Unies</i>	1981-1982

* La Cour a, dans cette procédure, rendu deux avis consultatifs en date des 30 mars 1950 et 18 juillet 1950, respectivement.

Title	Dates
⁵ <i>Obligations concerning Negotiations relating to Cessation of the Nuclear Arms Race and to Nuclear Disarmament (Marshall Islands v. India)</i>	2014-
⁵ <i>Obligations concerning Negotiations relating to Cessation of the Nuclear Arms Race and to Nuclear Disarmament (Marshall Islands v. Pakistan)</i>	2014-
⁵ <i>Obligations concerning Negotiations relating to Cessation of the Nuclear Arms Race and to Nuclear Disarmament (Marshall Islands v. United Kingdom)</i>	2014-

2. Advisory Proceedings

<i>Conditions of Admission of a State to Membership in the United Nations (Article 4 of the Charter)</i>	1947-1948
<i>Reparation for Injuries Suffered in the Service of the United Nations</i>	1948-1949
<i>Interpretation of Peace Treaties with Bulgaria, Hungary and Romania*</i>	1949-1950
<i>Competence of the General Assembly for the Admission of a State to the United Nations</i>	1949-1950
<i>International Status of South West Africa</i>	1949-1950
<i>Reservations to the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide</i>	1950-1951
<i>Effect of Awards of Compensation Made by the United Nations Administrative Tribunal</i>	1953-1954
<i>Voting Procedure on Questions relating to Reports and Petitions concerning the Territory of South West Africa</i>	1954-1955
<i>Judgments of the Administrative Tribunal of the ILO upon Complaints Made against Unesco</i>	1955-1956
<i>Admissibility of Hearings of Petitioners by the Committee on South West Africa</i>	1955-1956
<i>Constitution of the Maritime Safety Committee of the Inter-Governmental Maritime Consultative Organization</i>	1959-1960
<i>Certain Expenses of the United Nations (Article 17, paragraph 2, of the Charter)</i>	1961-1962
<i>Legal Consequences for States of the Continued Presence of South Africa in Namibia (South West Africa) notwithstanding Security Council Resolution 276 (1970)</i>	1970-1971
<i>Application for Review of Judgement No. 158 of the United Nations Administrative Tribunal</i>	1972-1973
<i>Western Sahara</i>	1974-1975
<i>Interpretation of the Agreement of 25 March 1951 between the WHO and Egypt</i>	1980
<i>Application for Review of Judgement No. 273 of the United Nations Administrative Tribunal</i>	1981-1982

* The Court rendered two Advisory Opinions in these proceedings, on 30 March 1950 and 18 July 1950 respectively.

Titre	Dates
<i>Demande de réformation du jugement n° 333 du Tribunal administratif des Nations Unies</i>	1984-1987
<i>Applicabilité de l'obligation d'arbitrage en vertu de la section 21 de l'accord du 26 juin 1947 relatif au siège de l'Organisation des Nations Unies</i>	1988
<i>Applicabilité de la section 22 de l'article VI de la convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies</i>	1989
<i>Licéité de l'utilisation des armes nucléaires par un Etat dans un conflit armé*</i>	1993-1996
<i>Licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires</i>	1995-1996
<i>Différend relatif à l'immunité de juridiction d'un rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme</i>	1998-1999
<i>Conséquences juridiques de l'édification d'un mur dans le territoire palestinien occupé</i>	2003-2004
<i>Conformité au droit international de la déclaration unilatérale d'indépendance relative au Kosovo</i>	2008-2010
<i>Jugement n° 2867 du Tribunal administratif de l'Organisation internationale du Travail sur requête contre le Fonds international de développement agricole</i>	2010-2012

* La Cour a, dans le cadre de cette procédure, estimé qu'elle ne pouvait donner l'avis qui lui avait été demandé.

Title	Dates
<i>Application for Review of Judgement No. 333 of the United Nations Administrative Tribunal</i>	1984-1987
<i>Applicability of the Obligation to Arbitrate under Section 21 of the United Nations Headquarters Agreement of 26 June 1947</i>	1988
<i>Applicability of Article VI, Section 22, of the Convention on the Privileges and Immunities of the United Nations</i>	1989
<i>Legality of the Use by a State of Nuclear Weapons in Armed Conflict*</i>	1993-1996
<i>Legality of the Threat or Use of Nuclear Weapons</i>	1995-1996
<i>Difference Relating to Immunity from Legal Process of a Special Rapporteur of the Commission on Human Rights</i>	1998-1999
<i>Legal Consequences of the Construction of a Wall in the Occupied Palestinian Territory</i>	2003-2004
<i>Accordance with International Law of the Unilateral Declaration of Independence in Respect of Kosovo</i>	2008-2010
<i>Judgment No. 2867 of the Administrative Tribunal of the International Labour Organization upon a Complaint Filed against the International Fund for Agricultural Development</i>	2010-2012

* In these proceedings, the Court took the view that it could not give the opinion which had been requested.

ANNEXE 2
 ANCIENS MEMBRES DE LA COUR

Les personnes suivantes ont exercé les fonctions de membre de la Cour.

Nom	Pays	Durée des fonctions
R. Ago	Italie	1979-1995
A. Aguilar-Mawdsley	Venezuela	1991-1995
B. A. Ajibola	Nigéria	1991-1994
R. J. Alfaro	Panama	1959-1964
A. S. Al-Khasawneh	Jordanie	2000-2011
A. Alvarez	Chili	1946-1955
F. Ammoun	Liban	1965-1976
E. C. Armand-Ugon	Uruguay	1952-1961
P. Azevedo	Brésil	1946-1951
A. H. Badawi	Egypte	1946-1965
J. Basdevant	France	1946-1964
R. R. Baxter	Etats-Unis d'Amérique	1979-1980
M. Bedjaoui	Algérie	1982-2001
C. Bengzon	Philippines	1967-1976
T. Buergenthal	Etats-Unis d'Amérique	2000-2010
J. L. Bustamante y Rivero	Pérou	1961-1970
L. F. Carneiro	Brésil	1951-1955
F. de Castro	Espagne	1970-1979
R. Córdova	Mexique	1955-1964
C. De Visscher	Belgique	1946-1952
H. C. Dillard	Etats-Unis d'Amérique	1970-1979
N. Elaraby	Egypte	2001-2006
A. El-Erian	Egypte	1979-1981
T. O. Elias	Nigéria	1976-1991
A. El-Khani	Syrie	1981-1985
J. Evensen	Norvège	1985-1994
I. Fabela	Mexique	1946-1952
L. Ferrari Bravo	Italie	1995-1997
Sir Gerald Fitzmaurice	Royaume-Uni	1960-1973

ANNEX 2

FORMER MEMBERS OF THE COURT

The following persons have served as Members of the Court.

Name	Country	Period of Office
R. Ago	Italy	1979-1995
A. Aguilar-Mawdsley	Venezuela	1991-1995
B. A. Ajibola	Nigeria	1991-1994
R. J. Alfaro	Panama	1959-1964
A. S. Al-Khasawneh	Jordan	2000-2011
A. Alvarez	Chile	1946-1955
F. Ammoun	Lebanon	1965-1976
E. C. Armand-Ugon	Uruguay	1952-1961
P. Azevedo	Brazil	1946-1951
A. H. Badawi	Egypt	1946-1965
J. Basdevant	France	1946-1964
R. R. Baxter	United States of America	1979-1980
M. Bedjaoui	Algeria	1982-2001
C. Bengzon	Philippines	1967-1976
T. Buergenthal	United States of America	2000-2010
J. L. Bustamante y Rivero	Peru	1961-1970
L. F. Carneiro	Brazil	1951-1955
F. de Castro	Spain	1970-1979
R. Córdova	Mexico	1955-1964
C. De Visscher	Belgium	1946-1952
H. C. Dillard	United States of America	1970-1979
N. Elaraby	Egypt	2001-2006
A. El-Erian	Egypt	1979-1981
T. O. Elias	Nigeria	1976-1991
A. El-Khani	Syria	1981-1985
J. Evensen	Norway	1985-1994
I. Fabela	Mexico	1946-1952
L. Ferrari Bravo	Italy	1995-1997
Sir Gerald Fitzmaurice	United Kingdom	1960-1973

Nom	Pays	Durée des fonctions
C.-A. Fleischhauer	Allemagne	1994-2003
I. Forster	Sénégal	1964-1982
S. A. Golunsky	URSS	1952-1953
A. Gros	France	1964-1984
J. G. Guerrero	El Salvador	1946-1958
G. Guillaume	France	1987-2005
G. H. Hackworth	Etats-Unis d'Amérique	1946-1961
G. Herczegh	Hongrie	1993-2003
Dame Rosalyn Higgins	Royaume-Uni	1995-2009
Hsu Mo	Chine	1946-1956
L. Ignacio-Pinto	Bénin	1970-1979
Sir Robert Jennings	Royaume-Uni	1982-1995
P. C. Jessup	Etats-Unis d'Amérique	1961-1970
E. Jiménez de Aréchaga	Uruguay	1970-1979
H. Klaestad	Norvège	1946-1961
F. I. Kojevnikov	URSS	1953-1961
P. H. Kooijmans	Pays-Bas	1997-2006
V. M. Koretsky	URSS	1961-1970
A. G. Koroma	Sierra Leone	1994-2012
S. B. Krylov	URSS	1946-1952
M. Lachs	Pologne	1967-1993
G. Ladreit de Lacharrière	France	1982-1987
Sir Hersch Lauterpacht	Royaume-Uni	1955-1960
Sir Arnold Duncan McNair	Royaume-Uni	1946-1955
K. Mbaye	Sénégal	1982-1991
G. Morelli	Italie	1961-1970
L. M. Moreno Quintana	Argentine	1955-1964
P. D. Morozov	URSS	1970-1985
H. Mosler	Rép. féd. d'Allemagne	1976-1985
Nagendra Singh	Inde	1973-1988
Ni Zhengyu	Chine	1985-1994
S. Oda	Japon	1976-2003
C. D. Onyeama	Nigéria	1967-1976
L. Padilla Nervo	Mexique	1964-1973
G. Parra-Aranguren	Venezuela	1996-2009

Name	Country	Period of Office
C.-A. Fleischhauer	Germany	1994-2003
I. Forster	Senegal	1964-1982
S. A. Golunsky	USSR	1952-1953
A. Gros	France	1964-1984
J. G. Guerrero	El Salvador	1946-1958
G. Guillaume	France	1987-2005
G. H. Hackworth	United States of America	1946-1961
G. Herczegh	Hungary	1993-2003
Dame Rosalyn Higgins	United Kingdom	1995-2009
Hsu Mo	China	1946-1956
L. Ignacio-Pinto	Benin	1970-1979
Sir Robert Jennings	United Kingdom	1982-1995
P. C. Jessup	United States of America	1961-1970
E. Jiménez de Aréchaga	Uruguay	1970-1979
H. Klaestad	Norway	1946-1961
F. I. Kojevnikov	USSR	1953-1961
P. H. Kooijmans	Netherlands	1997-2006
V. M. Koretsky	USSR	1961-1970
A. G. Koroma	Sierra Leone	1994-2012
S. B. Krylov	USSR	1946-1952
M. Lachs	Poland	1967-1993
G. Ladreit de Lacharrière	France	1982-1987
Sir Hersch Lauterpacht	United Kingdom	1955-1960
Sir Arnold Duncan McNair	United Kingdom	1946-1955
K. Mbaye	Senegal	1982-1991
G. Morelli	Italy	1961-1970
L. M. Moreno Quintana	Argentina	1955-1964
P. D. Morozov	USSR	1970-1985
H. Mosler	Fed. Rep. of Germany	1976-1985
Nagendra Singh	India	1973-1988
Ni Zhengyu	China	1985-1994
S. Oda	Japan	1976-2003
C. D. Onyeama	Nigeria	1967-1976
L. Padilla Nervo	Mexico	1964-1973
G. Parra-Aranguren	Venezuela	1996-2009

Nom	Pays	Durée des fonctions
R. S. Pathak	Inde	1989-1991
S. Petrán	Suède	1967-1976
R. Ranjeva	Madagascar	1991-2009
Sir Benegal Rau	Inde	1952-1953
J. E. Read	Canada	1946-1958
F. Rezek	Brésil	1997-2006
J. M. Ruda	Argentine	1973-1991
S. M. Schwebel	Etats-Unis d'Amérique	1981-2000
J. Sette-Camara	Brésil	1979-1988
M. Shahabuddeen	Guyana	1988-1997
Shi Jiuyong	Chine	1994-2010
B. Simma	Allemagne	2003-2012
Sir Percy Claude Spender	Australie	1958-1967
J. Spiropoulos	Grèce	1958-1967
K. Tanaka	Japon	1961-1970
N. K. Tarassov	Fédération de Russie	1985-1995
S. E. D. Tarazi	Syrie	1976-1980
V. S. Vereshchetin	Fédération de Russie	1995-2006
Sir Humphrey Waldock	Royaume-Uni	1973-1981
C. G. Weeramantry	Sri Lanka	1991-2000
V. K. Wellington Koo	Chine	1957-1967
B. Winiarski	Pologne	1946-1967
Sir Muhammad Zafrulla Khan	Pakistan	1954-1961 ; 1964-1973
M. Zoričić	Yougoslavie	1946-1958

Name	Country	Period of Office
R. S. Pathak	India	1989-1991
S. Petré	Sweden	1967-1976
R. Ranjeva	Madagascar	1991-2009
Sir Benegal Rau	India	1952-1953
J. E. Read	Canada	1946-1958
F. Rezek	Brazil	1997-2006
J. M. Ruda	Argentina	1973-1991
S. M. Schwebel	United States of America	1981-2000
J. Sette-Camara	Brazil	1979-1988
M. Shahabuddeen	Guyana	1988-1997
Shi Jiuyong	China	1994-2010
B. Simma	Germany	2003-2012
Sir Percy Claude Spender	Australia	1958-1967
J. Spiropoulos	Greece	1958-1967
K. Tanaka	Japan	1961-1970
N. K. Tarassov	Russian Federation	1985-1995
S. E. D. Tarazi	Syria	1976-1980
V. S. Vereshchetin	Russian Federation	1995-2006
Sir Humphrey Waldock	United Kingdom	1973-1981
C. G. Weeramantry	Sri Lanka	1991-2000
V. K. Wellington Koo	China	1957-1967
B. Winiarski	Poland	1946-1967
Sir Muhammad Zafrulla Khan	Pakistan	1954-1961; 1964-1973
M. Zoričić	Yugoslavia	1946-1958

ANNEXE 3

ANCIENS PRÉSIDENTS ET VICE-PRÉSIDENTS DE LA COUR

La liste suivante présente les noms des juges qui ont respectivement exercé les fonctions de président et de vice-président avant les titulaires actuels.

J. G. Guerrero et J. Basdevant	1946-1949
J. Basdevant et J. G. Guerrero ¹	1949-1952
Sir Arnold McNair et J. G. Guerrero ¹	1952-1955
G. H. Hackworth et A. H. Badawi ²	1955-1958
H. Klaestad et Sir Muhammad Zafrulla Khan	1958-1961
B. Winiarski et R. J. Alfaro	1961-1964
Sir Percy Spender et V. K. Wellington Koo	1964-1967
J. L. Bustamante y Rivero et V. M. Koretsky	1967-1970
Sir Muhammad Zafrulla Khan et F. Ammoun ³	1970-1973
M. Lachs et F. Ammoun ³	1973-1976
E. Jiménez de Aréchaga et Nagendra Singh	1976-1979
Sir Humphrey Waldock ⁴ et T. O. Elias ⁵	1979-1982
T. O. Elias ⁶ et J. Sette-Camara	1982-1985

¹ Alors qu'il était vice-président de la Cour, M. Guerrero a fait fonction de président, en application de l'article 13, paragraphes 1 et 2, du Règlement de 1946, dans les affaires suivantes: *Détroit de Corfou (Royaume-Uni c. Albanie)*; *Protection de ressortissants et protégés français en Egypte (France c. Egypte)*; *Droits des ressortissants des Etats-Unis d'Amérique au Maroc (France c. Etats-Unis d'Amérique)*; *Ambatielos (Grèce c. Royaume-Uni)*; *Anglo Iranian Oil Co. (Royaume-Uni c. Iran)*; *Minquiers et Ecréhous (France/Royaume-Uni)*; *Or monétaire pris à Rome en 1943 (Italie c. France, Royaume-Uni et Etats-Unis d'Amérique)*.

² Alors qu'il était vice-président de la Cour, M. Badawi a fait fonction de président, en application de l'article 13, paragraphe 1, du Règlement de 1946, dans les affaires de l'*Interhandel (Suisse c. Etats-Unis d'Amérique)*, *mesures conservatoires*, et de l'*Incident aérien du 27 juillet 1955 (Etats-Unis d'Amérique c. Bulgarie)*.

³ Alors qu'il était vice-président de la Cour, M. Ammoun a fait fonction de président, en application des articles 11 et 13, paragraphe 1, des Règlements de 1946 et de 1972, dans les affaires de l'*Appel concernant la compétence du Conseil de l'OACI (Inde c. Pakistan)*, des *Essais nucléaires (Australie c. France)*, *mesures conservatoires*, et des *Essais nucléaires (Nouvelle-Zélande c. France)*, *mesures conservatoires*.

⁴ Sir Humphrey Waldock est décédé le 15 août 1981. La présidence a été assumée par le vice-président, M. Elias, en application de l'article 13, paragraphe 1, et de l'article 14 du Règlement de 1978.

⁵ M. Elias a été président en exercice dans l'affaire du *Plateau continental (Tunisie/Jamahiriya arabe libyenne)* et pour les ordonnances des 20 janvier et 1^{er} février 1982 dans l'affaire de la *Délimitation de la frontière maritime dans la région du golfe du Maine (Canada/Etats-Unis d'Amérique)*.

⁶ M. Elias a continué à assumer la présidence dans l'affaire du *Plateau continental (Jamahiriya arabe libyenne/Malte)* au-delà du 5 février 1985, en application de l'article 32, paragraphe 2, du Règlement de 1978.

ANNEX 3

FORMER PRESIDENTS AND VICE-PRESIDENTS OF THE COURT

The following list contains the names of all judges who have served as President or Vice-President prior to the present holders of those offices.

J. G. Guerrero and J. Basdevant	1946-1949
J. Basdevant and J. G. Guerrero ¹	1949-1952
Sir Arnold McNair and J. G. Guerrero ¹	1952-1955
G. H. Hackworth and A. H. Badawi ²	1955-1958
H. Klaestad and Sir Muhammad Zafrulla Khan	1958-1961
B. Winiarski and R. J. Alfaro	1961-1964
Sir Percy Spender and V. K. Wellington Koo	1964-1967
J. L. Bustamante y Rivero and V. M. Koretsky	1967-1970
Sir Muhammad Zafrulla Khan and F. Ammoun ³	1970-1973
M. Lachs and F. Ammoun ³	1973-1976
E. Jiménez de Aréchaga and Nagendra Singh	1976-1979
Sir Humphrey Waldock ⁴ and T. O. Elias ⁵	1979-1982
T. O. Elias ⁶ and J. Sette-Camara	1982-1985

¹ While he was Vice-President of the Court, Judge Guerrero acted as President, by virtue of Article 13, paragraphs 1 and 2, of the 1946 Rules, in the following cases: *Corfu Channel (United Kingdom v. Albania)*; *Protection of French Nationals and Protected Persons in Egypt (France v. Egypt)*; *Rights of Nationals of the United States of America in Morocco (France v. United States of America)*; *Ambatielos (Greece v. United Kingdom)*; *Anglo-Iranian Oil Co. (United Kingdom v. Iran)*; *Minquiers and Ecrehos (France/United Kingdom)*; *Monetary Gold Removed from Rome in 1943 (Italy v. France, United Kingdom and United States of America)*.

² While he was Vice-President of the Court, Judge Badawi acted as President, by virtue of Article 13, paragraph 1, of the 1946 Rules, in the cases concerning *Interhandel (Switzerland v. United States of America)*, *Interim Protection*, and *Aerial Incident of 27 July 1955 (United States of America v. Bulgaria)*.

³ While he was Vice-President of the Court, Judge Ammoun acted as President, by virtue of Article 11 and Article 13, paragraph 1, of the 1946 and 1972 Rules of Court, in *Appeal Relating to the Jurisdiction of the ICAO Council (India v. Pakistan)*, *Nuclear Tests (Australia v. France)*, *Interim Protection*, and *Nuclear Tests (New Zealand v. France)*, *Interim Protection*.

⁴ Sir Humphrey Waldock died on 15 August 1981. The functions of the Presidency were thereafter exercised by the Vice-President, T. O. Elias, by virtue of Article 13, paragraph 1, and Article 14 of the 1978 Rules of Court.

⁵ Vice-President Elias was for a time Acting President in *Continental Shelf (Tunisia/Libyan Arab Jamahiriya)* and in the proceedings relating to the Orders made on 20 January and 1 February 1982 in *Delimitation of the Maritime Boundary in the Gulf of Maine Area (Canada/United States of America)*.

⁶ Judge Elias continued to act as President in *Continental Shelf (Libyan Arab Jamahiriya/Malta)* after 5 February 1985, by virtue of Article 32, paragraph 2, of the 1978 Rules of Court.

Nagendra Singh et G. Ladreit de Lacharrière ⁷	1985-1988
J. M. Ruda et K. Mbaye	1988-1991
Sir Robert Jennings ⁸ et S. Oda ⁸	1991-1994
M. Bedjaoui et S. M. Schwebel	1994-1997
S. M. Schwebel ⁹ et C. G. Weeramantry ⁹	1997-2000
G. Guillaume et Shi Jiuyong	2000-2003
Shi Jiuyong et R. Ranjeva	2003-2006
Dame Rosalyn Higgins ¹⁰ et A. S. Al-Khasawneh ¹⁰	2006-2009
H. Owada et P. Tomka ¹¹	2009-2012

⁷ M. Ladreit de Lacharrière est décédé le 10 mars 1987. Le 6 mai 1987, la Cour a élu M. Mbaye vice-président pour la période restant à courir du mandat de son prédécesseur.

⁸ Alors qu'il était président de la Cour, sir Robert Jennings, ressortissant de l'une des Parties, n'a pas exercé la présidence, conformément aux dispositions de l'article 32 du Règlement de la Cour, en l'affaire relative à des *Questions d'interprétation et d'application de la convention de Montréal de 1971 résultant de l'incident aérien de Lockerbie (Jamahiriya arabe libyenne c. Royaume-Uni)*. C'est M. Oda, vice-président, qui a fait fonction de président en cette affaire, ainsi que dans l'affaire relative à des *Questions d'interprétation et d'application de la convention de Montréal de 1971 résultant de l'incident aérien de Lockerbie (Jamahiriya arabe libyenne c. Etats-Unis d'Amérique)*.

⁹ Alors qu'il était président de la Cour, M. Schwebel, ressortissant de l'une des Parties, n'a pas exercé la présidence, conformément aux dispositions de l'article 32 du Règlement de la Cour, dans les affaires suivantes : *Questions d'interprétation et d'application de la convention de Montréal de 1971 résultant de l'incident aérien de Lockerbie (Jamahiriya arabe libyenne c. Etats-Unis d'Amérique)*; *Plates-formes pétrolières (République islamique d'Iran c. Etats-Unis d'Amérique)*; *Convention de Vienne sur les relations consulaires (Paraguay c. Etats-Unis d'Amérique)*; *LaGrand (Allemagne c. Etats-Unis d'Amérique)* et *Licéité de l'emploi de la force (Yougoslavie c. Etats-Unis d'Amérique)*. Bien que l'article 32 ne trouvait pas à s'appliquer dans les affaires relatives à des *Questions d'interprétation et d'application de la convention de Montréal de 1971 résultant de l'incident aérien de Lockerbie (Jamahiriya arabe libyenne c. Royaume-Uni)* et à la *Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. Allemagne)* (*Serbie-et-Monténégro c. Belgique*) (*Serbie-et-Monténégro c. Canada*) (*Serbie-et-Monténégro c. France*) (*Serbie-et-Monténégro c. Italie*) (*Serbie-et-Monténégro c. Pays-Bas*) (*Serbie-et-Monténégro c. Portugal*) (*Serbie-et-Monténégro c. Royaume-Uni*) (*Yougoslavie c. Espagne*) (*Yougoslavie c. Etats-Unis d'Amérique*), M. Schwebel a estimé approprié de ne pas non plus exercer la présidence dans ces affaires. La présidence a donc été assumée par le vice-président, M. Weeramantry, en application de l'article 13, paragraphe 1, du Règlement de la Cour.

¹⁰ Avant son élection à la présidence de la Cour, M^{me} la juge Higgins, invoquant le paragraphe 2 de l'article 17 du Statut de la Cour, s'est récusée en l'affaire relative à la *Souveraineté sur Pedra Branca/Pulau Batu Puteh, Middle Rocks et South Ledge (Malaisie/Singapour)*. Le vice-président de la Cour, M. Al-Khasawneh, a fait fonction de président aux fins de cette affaire à compter du 6 février 2006, conformément aux paragraphes 1 et 2 de l'article 13 du Règlement de la Cour.

¹¹ Alors qu'il était vice-président de la Cour, M. Tomka a été appelé à faire fonction de président, en application de l'article 13 du Règlement de la Cour, en l'affaire relative à des *Usines de pâte à papier sur le fleuve Uruguay (Argentine c. Uruguay)* ainsi qu'en l'affaire relative à la *Chasse à la baleine dans l'Antarctique (Australie c. Japon)*.

Nagendra Singh and G. Ladreit de Lacharrière ⁷	1985-1988
J. M. Ruda and K. Mbaye	1988-1991
Sir Robert Jennings ⁸ and S. Oda ⁸	1991-1994
M. Bedjaoui and S. M. Schwebel	1994-1997
S. M. Schwebel ⁹ and C. G. Weeramantry ⁹	1997-2000
G. Guillaume and Shi Jiuyong	2000-2003
Shi Jiuyong and R. Ranjeva	2003-2006
Dame Rosalyn Higgins ¹⁰ and A. S. Al-Khasawneh ¹⁰	2006-2009
H. Owada and P. Tomka ¹¹	2009-2012

⁷ Judge Ladreit de Lacharrière died on 10 March 1987. On 6 May 1987 the Court elected Judge Mbaye to be its Vice-President for the remainder of his predecessor's term.

⁸ While he was President of the Court, Sir Robert Jennings, being a national of one of the Parties, did not, in accordance with Article 32 of the Rules of Court, preside in the case concerning *Questions of Interpretation and Application of the 1971 Montreal Convention arising from the Aerial Incident at Lockerbie (Libyan Arab Jamahiriya v. United Kingdom)*. Vice-President Oda exercised the functions of the Presidency in that case, as well as in the case concerning *Questions of Interpretation and Application of the 1971 Montreal Convention arising from the Aerial Incident at Lockerbie (Libyan Arab Jamahiriya v. United States of America)*.

⁹ While he was President of the Court, Judge Schwebel, being a national of one of the Parties, did not, in accordance with Article 32 of the Rules of Court, preside in the cases concerning *Questions of Interpretation and Application of the 1971 Montreal Convention arising from the Aerial Incident at Lockerbie (Libyan Arab Jamahiriya v. United States of America)*; *Oil Platforms (Islamic Republic of Iran v. United States of America)*; *Vienna Convention on Consular Relations (Paraguay v. United States of America)*; *LaGrand (Germany v. United States of America)* and *Legality of Use of Force (Yugoslavia v. United States of America)*. Although Article 32 was not applicable in the cases concerning *Questions of Interpretation and Application of the 1971 Montreal Convention arising from the Aerial Incident at Lockerbie (Libyan Arab Jamahiriya v. United Kingdom)* and *Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro v. Belgium)* (*Serbia and Montenegro v. Canada*) (*Serbia and Montenegro v. France*) (*Serbia and Montenegro v. Germany*) (*Serbia and Montenegro v. Italy*) (*Serbia and Montenegro v. Netherlands*) (*Serbia and Montenegro v. Portugal*) (*Serbia and Montenegro v. United Kingdom*) (*Yugoslavia v. Spain*) (*Yugoslavia v. United States of America*), Judge Schwebel did not think it appropriate to exercise the functions of the Presidency in those cases either. It was therefore the Vice-President, Judge Weeramantry, who, in accordance with Article 13, paragraph 1, of the Rules, exercised those functions.

¹⁰ Prior to her election as President of the Court, Dame Higgins, referring to Article 17, paragraph 2, of the Statute, recused herself from participating in the case concerning *Sovereignty over Pedra Branca/Pulau Batu Puteh, Middle Rocks and South Ledge (Malaysia/Singapore)*. It therefore fell upon the Vice-President, Judge Al-Khasawneh, to exercise from 6 February 2006 onwards the functions of the Presidency for the purpose of the case, in accordance with Article 13, paragraphs 1 and 2, of the Rules of Court.

¹¹ During his term as Vice-President of the Court, Judge Tomka was called upon to act as President, by virtue of Article 13 of the Rules of Court, in the case concerning *Pulp Mills on the River Uruguay (Argentina v. Uruguay)*, as well in the case concerning *Whaling in the Antarctic (Australia v. Japan)*.

ANNEXE 4

ANCIENS JUGES AD HOC

Les personnes ci-après ont exercé les fonctions de juge *ad hoc*.

Juge <i>ad hoc</i>	Affaire	Pays	Désigné par
Georges Abi-Saab	<i>Différend frontalier (Burkina Faso/République du Mali)</i>	Egypte	Mali
Sir Aderobunboh A. Ademola	<i>Différend territorial (Jamahiriya arabe libyenne/Tchad)</i> <i>Sud-Ouest africain (Ethiopie c. Afrique du Sud)</i> <i>Sud-Ouest africain (Libéria c. Afrique du Sud)</i>	Nigéria	Ethiopie Libéria
Mohsen Aghahosseini	<i>Incident aérien du 3 juillet 1988 (République islamique d'Iran c. Etats-Unis d'Amérique)</i>	Iran (Rép. islamique d')	Iran (Rép. islamique d')
Roberto Ago	<i>Sentence arbitrale rendue par le roi d'Espagne le 23 décembre 1906 (Honduras c. Nicaragua)</i>	Italie	Honduras
Prince Bola Adesumbo Ajibola	<i>Frontière terrestre et maritime entre le Cameroun et le Nigéria (Cameroun c. Nigéria ; Guinée équatoriale (intervenant))</i> <i>Demande en interprétation de l'arrêt du 11 juin 1998 en l'affaire de la Frontière terrestre et maritime entre le Cameroun et le Nigéria (Cameroun c. Nigéria), exceptions préliminaires (Nigéria c. Cameroun)</i>	Nigéria	Nigéria Nigéria
Luis Alayza y Paz Soldán	<i>Droit d'asile (Colombie/Pérou)</i> <i>Demande d'interprétation de l'arrêt du 20 novembre 1950 en l'affaire du droit d'asile (Colombie c. Pérou)</i> <i>Haya de la Torre (Colombie c. Pérou)</i>	Pérou	Pérou Pérou Pérou
Enrique C. Armand-Ugon	<i>Barcelona Traction, Light and Power Company Limited (nouvelle requête : 1962) (Belgique c. Espagne)</i>	Uruguay	Portugal

ANNEX 4
FORMER JUDGES AD HOC

The following persons have served as Judge *ad hoc*.

Judge <i>ad hoc</i>	Case name	Country	Chosen by
Georges Abi-Saab	<i>Frontier Dispute (Burkina Faso/Republic of Mali)</i>	Egypt	Mali
Sir Aderobunboh A. Ademola	<i>Territorial Dispute (Libyan Arab Jamahiriya/Chad)</i> <i>South West Africa (Ethiopia v. South Africa)</i> <i>South West Africa (Liberia v. South Africa)</i>	Nigeria	Chad Ethiopia Liberia
Mohsen Aghahosseini	<i>Aerial Incident of 3 July 1988 (Islamic Republic of Iran v. United States of America)</i>	Iran (Islamic Rep. of)	Iran (Islamic Rep. of)
Roberto Ago	<i>Arbitral Award Made by the King of Spain on 23 December 1906 (Honduras v. Nicaragua)</i>	Italy	Honduras
Prince Bola Adesumbo Aijibola	<i>Land and Maritime Boundary between Cameroon and Nigeria (Cameroon v. Nigeria: Equatorial Guinea intervening)</i> <i>Request for Interpretation of the Judgment of 11 June 1998 in the Case concerning the Land and Maritime Boundary between Cameroon and Nigeria (Cameroon v. Nigeria), Preliminary Objections (Nigeria v. Cameroon)</i>	Nigeria	Nigeria Nigeria
Luis Alayza y Paz Soldán	<i>Asylum (Colombia/Peru)</i> <i>Request for Interpretation of the Judgment of 20 November 1950 in the Asylum Case (Colombia v. Peru)</i> <i>Haya de la Torre (Colombia v. Peru)</i>	Peru	Peru Peru Peru
Enrique C. Armand-Ugon	<i>Barcelona Traction, Light and Power Company, Limited (New Application: 1962) (Belgium v. Spain)</i>	Uruguay	Spain

Juge <i>ad hoc</i>	Affaire	Pays	Désigné par
Antonio de Arruda Ferrer-Correia	<i>Timor oriental (Portugal c. Australie)</i>	Portugal	Slovaquie
Sir Garfield Barwick	<i>Essais nucléaires (Australie c. France)</i>	Australie	Australie
Suzanne Basrid	<i>Essais nucléaires (Nouvelle-Zélande c. France)</i> <i>Demande en révision et en interprétation de l'arrêt du 24 février 1982 en l'affaire du Plateau continental (Tunisie/Jamahiriya arabe libyenne) (Tunisie c. Jamahiriya arabe libyenne)</i>	France	Nouvelle-Zélande Tunisie
Philémon Beb à Don	<i>Cameroun septentrional (Cameroun c. Royaume-Uni)</i>	Cameroun	Cameroun
Mohammed Bedjaoui	<i>Abmadou Sadio Diallo (République de Guinée c. République démocratique du Congo)</i> <i>Différend territorial et maritime (Nicaragua c. Colombie)</i> <i>Différend frontalier (Bénin/Niger)</i>	Algérie	Guinée Nicaragua Niger
Mohamed Bennouna	<i>Différend frontalier (Bénin/Niger)</i>	Maroc	Bénin
Sir Franklin Berman	<i>Certains biens (Liechtenstein c. Allemagne)</i>	Royaume-Uni	Liechtenstein
Alphonse Boni	<i>Sahara occidental</i>	Côte d'Ivoire	Maroc
Bengt Broms	<i>Passage par le Grand-Belt (Finlande c. Danemark)</i>	Finlande	Finlande
Ian Brownlie	<i>Certains biens (Liechtenstein c. Allemagne)</i>	Royaume-Uni	Liechtenstein
Andreas Bucher	<i>Compétence judiciaire et exécution des décisions en matière civile et commerciale (Belgique c. Suisse)</i>	Suisse	Suisse
Sayeman Bula-Bula	<i>Mandat d'arrêt du 11 avril 2000 (République démocratique du Congo c. Belgique)</i>	Rép. démocratique du Congo	Rép. démocratique du Congo

Judge <i>ad hoc</i>	Case name	Country	Chosen by
Antonio de Arruda Ferrer-Correia	<i>East Timor (Portugal v. Australia)</i>	Portugal	Portugal
Sir Garfield Barwick	<i>Nuclear Tests (Australia v. France)</i> <i>Nuclear Tests (New Zealand v. France)</i>	Australia	Australia New Zealand
Suzanne Basrid	<i>Application for Revision and Interpretation of the Judgment of 24 February 1982 in the Case concerning the Continental Shelf (Tunisia/Libyan Arab Jamahiriya) (Tunisia v. Libyan Arab Jamahiriya)</i>	France	Tunisia
Philémon Beb à Don	<i>Northern Cameroons (Cameroon v. United Kingdom)</i>	Cameroon	Cameroon
Mohammed Bedjaoui	<i>Ahmadou Sadio Diallo (Republic of Guinea v. Democratic Republic of the Congo)</i> <i>Territorial and Maritime Dispute (Nicaragua v. Colombia)</i> <i>Frontier Dispute (Benin/Niger)</i>	Algeria	Guinea Nicaragua Niger
Mohamed Bennouna	<i>Frontier Dispute (Benin/Niger)</i>	Morocco	Benin
Sir Franklin Berman	<i>Certain Property (Liechtenstein v. Germany)</i>	United Kingdom	Liechtenstein
Alphonse Boni	<i>Western Sahara</i>	Côte d'Ivoire	Morocco
Bengt Broms	<i>Passage through the Great Belt (Finland v. Denmark)</i>	Finland	Finland
Ian Brownlie	<i>Certain Property (Liechtenstein v. Germany)</i>	United Kingdom	Liechtenstein
Andreas Bucher	<i>Jurisdiction and Enforcement of Judgments in Civil and Commercial Matters (Belgium v. Switzerland)</i>	Switzerland	Switzerland
Sayeman Bula-Bula	<i>Arrest Warrant of 11 April 2000 (Democratic Republic of the Congo v. Belgium)</i>	Democratic Rep. of the Congo	Democratic Rep. of the Congo

Juge <i>ad hoc</i>	Affaire	Pays	Désigné par
José Joaquín Caicedo Castilla	<i>Droit d'asile (Colombie/Pérou)</i>	Colombie	Colombie
	<i>Demande d'interprétation de l'arrêt du 20 novembre 1950 en l'affaire du droit d'asile (Colombie c. Pérou)</i>		Colombie
	<i>Haya de la Torre (Colombie c. Pérou)</i>		Colombie
Antônio Augusto Cançado Trindade	<i>Différend relatif à des droits de navigation et des droits connexes (Costa Rica c. Nicaragua)</i>	Brésil	Costa Rica
Jean-Yves de Cara	<i>Certaines procédures pénales engagées en France (République du Congo c. France)</i>	France	Congo
Paul Carry	<i>Interhandel (Suisse c. Etats-Unis d'Amérique)</i>	Suisse	Suisse
Jorge Castañeda	<i>Plateau continental (Jamahiriya arabe libyenne/Malte)</i>	Mexique	Malte
Federico de Castro	<i>Barcelona Traction, Light and Power Company, Limited (Belgique c. Espagne)</i>	Espagne	Espagne
Mohamed Ali Currim Chagla	<i>Droit de passage sur territoire indien (Portugal c. Inde)</i>	Inde	Inde
Joseph Chesson	<i>Sud-Ouest africain (Ethiopie c. Afrique du Sud)</i>	Libéria	Ethiopie
	<i>Sud-Ouest africain (Libéria c. Afrique du Sud)</i>		Libéria
Maxwell Cohen	<i>Délimitation de la frontière maritime dans la région du golfe du Maine (Canada/Etats-Unis d'Amérique)</i>	Canada	Canada
Claude-Albert Colliard	<i>Activités militaires et paramilitaires au Nicaragua et contre celui-ci (Nicaragua c. Etats-Unis d'Amérique)</i>	France	Nicaragua
Jean-Pierre Cot	<i>Différend territorial et maritime (Nicaragua c. Colombie)</i>	France	Colombie
	<i>Délimitation maritime en mer Noire (Roumanie c. Ukraine)</i>		Roumanie

Judge <i>ad hoc</i>	Case name	Country	Chosen by
José Joaquín Caicedo Castilla	<i>Asylum (Colombia/Peru)</i>	Colombia	Colombia
	<i>Request for Interpretation of the Judgment of 20 November 1950 in the Asylum Case (Colombia v. Peru)</i>		Colombia
	<i>Haya de la Torre (Colombia v. Peru)</i>		Colombia
Antônio Augusto Cançado Trindade	<i>Dispute regarding Navigational and Related Rights (Costa Rica v. Nicaragua)</i>	Brazil	Costa Rica
Jean-Yves de Cara	<i>Certain Criminal Proceedings in France (Republic of the Congo v. France)</i>	France	Congo
Paul Carr	<i>Interhandel (Switzerland v. United States of America)</i>	Switzerland	Switzerland
Jorge Castañeda	<i>Continental Shelf (Libyan Arab Jamahiriya/Malta)</i>	Mexico	Malta
Federico de Castro	<i>Barcelona Traction, Light and Power Company, Limited (Belgium v. Spain)</i>	Spain	Spain
Mohamed Ali Currim Chagla	<i>Right of Passage over Indian Territory (Portugal v. India)</i>	India	India
Joseph Chesson	<i>South West Africa (Ethiopia v. South Africa)</i>	Liberia	Ethiopia
	<i>South West Africa (Liberia v. South Africa)</i>		Liberia
Maxwell Cohen	<i>Delimitation of the Maritime Boundary in the Gulf of Maine Area (Canada/United States of America)</i>	Canada	Canada
Claude-Albert Colliard	<i>Military and Paramilitary Activities in and against Nicaragua (Nicaragua v. United States of America)</i>	France	Nicaragua
Jean-Pierre Cot	<i>Territorial and Maritime Dispute (Nicaragua v. Colombia)</i>	France	Colombia
	<i>Maritime Delimitation in the Black Sea (Romania v. Ukraine)</i>		Romania

Juge <i>ad hoc</i>	Affaire	Pays	Désigné par
Yves Daudet	<i>Différend frontalier (Burkina Faso/Niger)</i>	France	Burkina Faso
Igor Daxner	<i>Droit de Corfou (Royaume-Uni c. Albanie)</i>	Tchécoslovaquie	Albanie
Vojin Dimitrijevic	<i>Demande en révision de l'arrêt du 11 juillet 1996 en l'affaire relative à l'Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Bosnie-Herzégovine c. Yougoslavie), exceptions préliminaires (Yougoslavie c. Bosnie-Herzégovine)</i>	Yougoslavie	Yougoslavie
Christopher J. R. Dugard	<i>Activités armées sur le territoire du Congo (République démocratique du Congo c. Rwanda)</i>	Afrique du Sud	Rwanda
	<i>Activités armées sur le territoire du Congo (nouvelle requête : 2002) (République démocratique du Congo c. Rwanda)</i>		Rwanda
	<i>Souveraineté sur Pedra Branca/Pulau Batu Puteh, Middle Rocks et South Ledge (Malaisie/Singapour)</i>		Malaisie
Patrick Ferdinand Duinslaeger	<i>Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. Belgique)</i>	Belgique	Belgique
Bohuslav Ečer	<i>Droit de Corfou (Royaume-Uni c. Albanie)</i>	Tchécoslovaquie	Albanie
Ahmed Sadek El-Kosheri	<i>Questions d'interprétation et d'application de la convention de Montréal de 1971 résultant de l'incident aérien de Lockerbie (Jamahiriya arabe libyenne c. Royaume-Uni) (Jamahiriya arabe libyenne c. Etats-Unis d'Amérique)</i>	Egypte	Jamahiriya arabe libyenne
Jens Evensen	<i>Plateau continental (Tansanie/Jamahiriya arabe libyenne)</i>	Norvège	Tunisie
Manuel Fernandes	<i>Droit de passage sur territoire indien (Portugal c. Inde)</i>	Portugal	Portugal
Paul Henning Fischer	<i>Délimitation maritime dans la région située entre le Groenland et Jan Mayen (Danemark c. Norvège)</i>	Danemark	Danemark

Judge <i>ad hoc</i>	Case name	Country	Chosen by
Yves Daudet	<i>Frontier Dispute (Burkina Faso/Niger)</i>	France	Burkina Faso
Igor Daxner	<i>Corfu Channel (United Kingdom v. Albania)</i>	Czechoslovakia	Albania
Vojin Dimitrijevic	<i>Application for Revision of the Judgment of 11 July 1996 in the Case concerning Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Bosnia and Herzegovina v. Yugoslavia), Preliminary Objections (Yugoslavia v. Bosnia and Herzegovina)</i>	Yugoslavia	Yugoslavia
Christopher J. R. Dugard	<i>Armed Activities on the Territory of the Congo (Democratic Republic of the Congo v. Rwanda)</i>	South Africa	Rwanda
	<i>Armed Activities on the Territory of the Congo (New Application: 2002) (Democratic Republic of the Congo v. Rwanda)</i>		Rwanda
	<i>Sovereignty over Pedra Branca/Pulau Batu Puteh, Middle Rocks and South Ledge (Malaysia/Singapore)</i>		Malaysia
Patrick Ferdinand Duinslaeger	<i>Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro v. Belgium)</i>	Belgium	Belgium
Bohuslav Ečer	<i>Corfu Channel (United Kingdom v. Albania)</i>	Czechoslovakia	Albania
Ahmed Sadek El-Kosheri	<i>Questions of Interpretation and Application of the 1971 Montreal Convention arising from the Aerial Incident at Lockerbie (Libyan Arab Jamahiriya v. United Kingdom) (Libyan Arab Jamahiriya v. United States of America)</i>	Egypt	Libyan Arab Jamahiriya
Jens Evensen	<i>Continental Shelf (Tunisia/Libyan Arab Jamahiriya)</i>	Norway	Tunisia
Manuel Fernandes	<i>Right of Passage over Indian Territory (Portugal v. Inde)</i>	Portugal	Portugal
Paul Henning Fischer	<i>Maritime Delimitation in the Area between Greenland and Jan Mayen (Denmark v. Norway)</i>	Denmark	Denmark

Juge <i>ad hoc</i>	Affaire	Pays	Désigné par
	<i>Passage par le Grand-Belt (Finlande c. Danemark)</i>		Danemark
Carl-August Fleischhauer	<i>Certains biens (Liechtenstein c. Allemagne)</i>	Allemagne	Allemagne
Yves L. Fortier	<i>Délimitation maritime et questions territoriales entre Qatar et Bahreïn (Qatar c. Bahreïn)</i> <i>Différend territorial et maritime (Nicaragua c. Colombie)</i>	Canada	Bahreïn
Thomas Franck	<i>Souveraineté sur Pulau Ligitan et Pulau Sipadan (Indonésie/Malaisie)</i>	Etats-Unis d'Amérique	Colombie Indonésie
Giorgio Gaja	<i>Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. Italie)</i> <i>Différend territorial et maritime entre le Nicaragua et le Honduras dans la mer des Caraïbes (Nicaragua c. Honduras)</i> <i>Différend territorial et maritime (Nicaragua c. Colombie)</i> <i>Application de la convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (Géorgie c. Fédération de Russie)</i> <i>Immunités juridictionnelles de l'Etat (Allemagne c. Italie; Grèce (intervenant))</i>	Italie	Italie Nicaragua Nicaragua Géorgie Italie
W. J. Ganshof v. d. Meersch	<i>Barcelona Traction, Light and Power Company, Limited (Belgique c. Espagne)</i> <i>Barcelona Traction, Light and Power Company, Limited (nouvelle requête: 1962) (Belgique c. Espagne)</i>	Belgique	Belgique Belgique
Carlos García Bauer	<i>Nottebohm (Liechtenstein c. Guatemala)</i>	Guatemala	Guatemala
David Goitein	<i>Incident aérien du 27 juillet 1955 (Israël c. Bulgarie)</i>	Israël	Israël

Judge <i>ad hoc</i>	Case name	Country	Chosen by
	<i>Passage through the Great Belt (Finland v. Denmark)</i>		Denmark
Carl-August Fleischhauer	<i>Certain Property (Liechtenstein v. Germany)</i>	Germany	Germany
Yves L. Fortier	<i>Maritime Delimitation and Territorial Questions between Qatar and Bahrain (Qatar v. Bahrain)</i>	Canada	Bahrain
	<i>Territorial and Maritime Dispute (Nicaragua v. Colombia)</i>		Colombia
Thomas Franck	<i>Sovereignty over Pulau Ligitan and Pulau Sipadan (Indonesia/Malaysia)</i>	United States of America	Indonesia
Giorgio Gaja	<i>Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro v. Italy)</i>	Italy	Italy
	<i>Territorial and Maritime Dispute between Nicaragua and Honduras in the Caribbean Sea (Nicaragua v. Honduras)</i>		Nicaragua
	<i>Territorial and Maritime Dispute (Nicaragua v. Colombia)</i>		Nicaragua
	<i>Application of the International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination (Georgia v. Russian Federation)</i>		Georgia
	<i>Jurisdictional Immunities of the State (Germany v. Italy: Greece intervening)</i>		Italy
W. J. Ganshof v. d. Meersch	<i>Barcelona Traction, Light and Power Company, Limited (Belgium v. Spain)</i>	Belgium	Belgium
	<i>Barcelona Traction, Light and Power Company, Limited (New Application: 1962) (Belgium v. Spain)</i>		Belgium
Carlos García Bauer	<i>Nottebohm (Liechtenstein v. Guatemala)</i>	Guatemala	Guatemala
David Goitein	<i>Aerial Incident of 27 July 1955 (Israel v. Bulgaria)</i>	Israel	Israel

Juge <i>ad hoc</i>	Affaire	Pays	Désigné par
Julio Diego Gonzáles Campos	<i>Différend territorial et maritime entre le Nicaragua et le Honduras dans la mer des Caraïbes (Nicaragua c. Honduras)</i>	Espagne	Honduras
Paul Guggenheim	<i>Nottebohm (Liechtenstein c. Guatemala)</i>	Suisse	Liechtenstein
Gilbert Guillaume	<i>Certaines procédures pénales engagées en France (République du Congo c. France)</i>	France	France
	<i>Différend relatif à des droits de navigation et des droits connexes (Costa Rica c. Nicaragua)</i>		Nicaragua
	<i>Certaines questions concernant l'entraide judiciaire en matière pénale (Djibouti c. France)</i>		France
	<i>Demande en révision de l'arrêt du 11 juillet 1996 en l'affaire relative à l'Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Bosnie-Herzégovine c. Yougoslavie), exceptions préliminaires (Yougoslavie c. Bosnie-Herzégovine)</i>	Bosnie-Herzégovine	Bosnie-Herzégovine
Sir Robert Yewdall Jennings	<i>Questions d'interprétation et d'application de la convention de Montréal de 1971 résultant de l'incident aérien de Lockerbie (Jamahiriya arabe libyenne c. Royaume-Uni)</i>	Royaume-Uni	Royaume-Uni
Eduardo Jiménez de Aréchaga	<i>Plateau continental (Tunisie/Jamahiriya arabe libyenne)</i>	Uruguay	Jamahiriya arabe libyenne
	<i>Plateau continental (Jamahiriya arabe libyenne/Malte)</i>		Jamahiriya arabe libyenne
	<i>Demande en révision et en interprétation de l'arrêt du 24 février 1982 en l'affaire du Plateau continental (Tunisie/Jamahiriya arabe libyenne) (Tunisie c. Jamahiriya arabe libyenne)</i>		Jamahiriya arabe libyenne

Judge <i>ad hoc</i>	Case name	Country	Chosen by
Julio Diego González Campos	<i>Territorial and Maritime Dispute between Nicaragua and Honduras in the Caribbean Sea (Nicaragua v. Honduras)</i>	Spain	Honduras
Paul Guggenheim	<i>Nottebohm (Liechtenstein v. Guatemala)</i>	Switzerland	Liechtenstein
Gilbert Guillaume	<i>Certain Criminal Proceedings in France (Republic of the Congo v. France)</i> <i>Dispute regarding Navigational and Related Rights (Costa Rica v. Nicaragua)</i> <i>Certain Questions of Mutual Assistance in Criminal Matters (Djibouti v. France)</i>	France	France Nicaragua France
Sead Hodžić	<i>Application for Revision of the Judgment of 11 July 1996 in the Case concerning Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Bosnia and Herzegovina v. Yugoslavia), Preliminary Objections (Yugoslavia v. Bosnia and Herzegovina)</i>	Bosnia and Herzegovina	Bosnia and Herzegovina
Sir Robert Yewdall Jennings	<i>Questions of Interpretation and Application of the 1971 Montreal Convention arising from the Aerial Incident at Lockerbie (Libyan Arab Jamahiriya v. United Kingdom)</i>	United Kingdom	United Kingdom
Eduardo Jiménez de Aréchaga	<i>Continental Shelf (Tunisia/Libyan Arab Jamahiriya)</i> <i>Continental Shelf (Libyan Arab Jamahiriya/Malta)</i> <i>Application for Revision and Interpretation of the Judgment of 24 February 1982 in the Case concerning the Continental Shelf (Tunisia/Libyan Arab Jamahiriya) (Tunisia v. Libyan Arab Jamahiriya)</i>	Uruguay	Libyan Arab Jamahiriya Libyan Arab Jamahiriya Libyan Arab Jamahiriya

Juge <i>ad hoc</i>	Affaire	Pays	Désigné par
James L. Kateka	<i>Activités armées sur le territoire du Congo (République démocratique du Congo c. Ouganda)</i>	République-Unie de Tanzanie	Ouganda
Philippe Kirsch	<i>Questions concernant l'obligation de poursuivre ou d'extrader (Belgique c. Sénégal)</i>	Belgique	Belgique
Milenko Kreća	<i>Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. Belgique) (Serbie-et-Monténégro c. Canada) (Serbie-et-Monténégro c. France) (Serbie-et-Monténégro c. Allemagne) (Serbie-et-Monténégro c. Italie) (Serbie-et-Monténégro c. Pays-Bas) (Serbie-et-Monténégro c. Portugal) (Serbie-et-Monténégro c. Royaume-Uni)</i>	Serbie-et-Monténégro	Serbie-et-Monténégro
	<i>Licéité de l'emploi de la force (Yougoslavie c. Espagne) (Yougoslavie c. Etats-Unis d'Amérique)</i>		Yougoslavie
	<i>Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Bosnie-Herzégovine c. Serbie-et-Monténégro)</i>		Serbie-et-Monténégro
Marc Lalonde	<i>Compétence en matière de pêcheries (Espagne c. Canada)</i>	Canada	Canada
	<i>Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. Canada)</i>		Canada
Sir Elihu Lauterpacht	<i>Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Bosnie-Herzégovine c. Serbie-et-Monténégro)</i>	Royaume-Uni	Bosnie-Herzégovine
François Luchaire	<i>Différend frontalier (Burkina Faso/République du Mali)</i>	France	Burkina Faso
Ahmed Mahiou	<i>Ahmadou Sadio Diallo (République de Guinée c. République démocratique du Congo)</i>	Algérie	Guinée
	<i>Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Bosnie-Herzégovine c. Serbie-et-Monténégro)</i>		Bosnie-Herzégovine

Judge <i>ad hoc</i>	Case name	Country	Chosen by
James L. Kateka	<i>Armed Activities on the Territory of the Congo (Democratic Republic of the Congo v. Uganda)</i>	United Republic of Tanzania	Uganda
Philippe Kirsch	<i>Questions relating to the Obligation to Prosecute or Extradite (Belgium v. Senegal)</i>	Belgium	Belgium
Milenko Kreća	<i>Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro v. Belgium) (Serbia and Montenegro v. Canada) (Serbia and Montenegro v. France) (Serbia and Montenegro v. Germany) (Serbia and Montenegro v. Italy) (Serbia and Montenegro v. Netherlands) (Serbia and Montenegro v. Portugal) (Serbia and Montenegro v. United Kingdom)</i> <i>Legality of Use of Force (Yugoslavia v. Spain) (Yugoslavia v. United States of America)</i> <i>Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Bosnia and Herzegovina v. Serbia and Montenegro)</i>	Serbia and Montenegro	Serbia and Montenegro
Marc Lalonde	<i>Fisheries Jurisdiction Case (Spain v. Canada)</i> <i>Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro v. Canada)</i>	Canada	Canada Canada
Sir Elihu Lauterpacht	<i>Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Bosnia and Herzegovina v. Serbia and Montenegro)</i>	United Kingdom	Bosnia and Herzegovina
François Luchaire	<i>Frontier Dispute (Burkina Faso/Republic of Mali)</i>	France	Burkina Faso
Ahmed Mahiou	<i>Ahmadou Sadio Diallo (Republic of Guinea v. Democratic Republic of the Congo)</i> <i>Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Bosnia and Herzegovina v. Serbia and Montenegro)</i>	Algeria	Guinea Bosnia and Herzegovina

Juge <i>ad hoc</i>	Affaire	Pays	Désigné par
	<i>Demande en révision de l'arrêt du 11 juillet 1996 en l'affaire relative à l'Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Bosnie-Herzégovine c. Yougoslavie), exceptions préliminaires (Yougoslavie c. Bosnie-Herzégovine)</i>		Bosnie-Herzégovine
Auguste Mampuya Kanunk'A Tshiabo	<i>Différend frontalier (Burkina Faso/Niger)</i>	Niger	
Jean-Pierre Mavungu Mvubidi-Ngoma	<i>Ahmadou Sadio Diallo (République de Guinée c. République démocratique du Congo)</i>	Rép. démocratique du Congo	Rép. démocratique du Congo
	<i>Activités armées sur le territoire du Congo (République démocratique du Congo c. Rwanda)</i>	Rép. démocratique du Congo	Rép. démocratique du Congo
	<i>Activités armées sur le territoire du Congo (nouvelle requête: 2002) (République démocratique du Congo c. Rwanda)</i>		Rép. démocratique du Congo
Sir Louis Mbanefo	<i>Sud-Ouest africain (Ethiopie c. Afrique du Sud)</i>	Nigéria	Ethiopie
	<i>Sud-Ouest africain (Libéria c. Afrique du Sud)</i>		Libéria
Kéba Mbaye	<i>Sentence arbitrale du 31 juillet 1989 (Guinée-Bissau c. Sénégal)</i>	Sénégal	Sénégal
	<i>Frontière terrestre et maritime entre le Cameroun et le Nigéria (Cameroun c. Nigéria; Guinée équatoriale (intervenant))</i>		Cameroun
	<i>Demande en interprétation de l'arrêt du 11 juin 1998 en l'affaire de la Frontière terrestre et maritime entre le Cameroun et le Nigéria (Cameroun c. Nigéria), exceptions préliminaires (Nigéria c. Cameroun)</i>		Cameroun
Thomas A. Mensah	<i>Différend territorial et maritime (Nicaragua c. Colombie)</i>	Ghana	Nicaragua

Judge <i>ad hoc</i>	Case name	Country	Chosen by
	<i>Application for Revision of the Judgment of 11 July 1996 in the Case concerning Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Bosnia and Herzegovina v. Yugoslavia), Preliminary Objections (Yugoslavia v. Bosnia and Herzegovina)</i>		Bosnia and Herzegovina
	<i>Frontier Dispute (Burkina Faso/Niger)</i>		Niger
Auguste Mampuya Kanunk'A Tshiabo	<i>Ahmadou Sadio Diallo (Republic of Guinea v. Democratic Republic of the Congo)</i>	Democratic Rep. of the Congo	Democratic Rep. of the Congo
Jean-Pierre Mavungu Mvubidi-Ngoma	<i>Armed Activities on the Territory of the Congo (Democratic Republic of the Congo v. Rwanda)</i>	Democratic Rep. of the Congo	Democratic Rep. of the Congo
	<i>Armed Activities on the Territory of the Congo (New Application: 2002) (Democratic Republic of the Congo v. Rwanda)</i>		Democratic Rep. of the Congo
Sir Louis Mbanefo	<i>South West Africa (Ethiopia v. South Africa)</i>	Nigeria	Ethiopia
	<i>South West Africa (Liberia v. South Africa)</i>		Liberia
Kéba Mbaye	<i>Arbitral Award of 31 July 1989 (Guinea-Bissau v. Senegal)</i>	Senegal	Senegal
	<i>Land and Maritime Boundary between Cameroon and Nigeria (Cameroon v. Nigeria: Equatorial Guinea intervening)</i>		Cameroon
	<i>Request for Interpretation of the Judgment of 11 June 1998 in the Case concerning the Land and Maritime Boundary between Cameroon and Nigeria (Cameroon v. Nigeria), Preliminary Objections (Nigeria v. Cameroon)</i>		Cameroon
Thomas A. Mensah	<i>Territorial and Maritime Dispute (Nicaragua v. Colombia)</i>	Ghana	Nicaragua

Juge <i>ad hoc</i>	Affaire	Pays	Désigné par
Gaetano Morelli	<i>Or monétaire pris à Rome en 1943 (Italie c. France, Royaume-Uni et Etats-Unis d'Amérique)</i>	Italie	Italie
Hermann Mosler	<i>Plateau continental de la mer du Nord (République fédérale d'Allemagne/ Danemark; République fédérale d'Allemagne/Pays-Bas)</i>	Rép. fédérale d'Allemagne	Rép. fédérale d'Allemagne
Singh Nagendra	<i>Appel concernant la compétence du Conseil de l'OACI (Inde c. Pakistan)</i>	Inde	Inde
Johannes Offerhaus	<i>Application de la convention de 1902 pour régler la tuelle des mineurs (Pays-Bas c. Suède)</i>	Pays-Bas	Pays-Bas
Bernard H. Oxman	<i>Délimitation maritime en mer Noire (Roumanie c. Ukraine)</i>	Etats-Unis d'Amérique	Ukraine
Sir Geoffrey Palmer	<i>Demande d'examen de la situation au titre du paragraphe 63 de l'arrêt rendu par la Cour le 20 décembre 1974 dans l'affaire des Essais nucléaires (Nouvelle-Zélande c. France)</i>	Nouvelle-Zélande	Nouvelle-Zélande
Felipe H. Paolillo	<i>Demande en révision de l'arrêt du 11 septembre 1992 en l'affaire du Différend frontalier terrestre, insulaire et maritime (El Salvador/ Honduras; Nicaragua (intervenant)) (El Salvador c. Honduras)</i>	Uruguay	El Salvador
Syed Sharif Uddin Pirzada	<i>Incident aérien du 10 août 1999 (Pakistan c. Inde)</i>	Pakistan	Pakistan
Fausto Pocar	<i>Compétence judiciaire et exécution des décisions en matière civile et commerciale (Belgique c. Suisse)</i>	Italie	Belgique
Sreenivasa Pemmaraju Rao	<i>Souveraineté sur Pedra Branca/Pulau Batu Puteh, Middle Rocks et South Ledge (Malaisie/Singapour)</i>	Inde	Singapour
B. P. Jeevan Reddy	<i>Incident aérien du 10 août 1999 (Pakistan c. Inde)</i>	Inde	Inde

Judge <i>ad hoc</i>	Case name	Country	Chosen by
Gaetano Morelli	<i>Monetary Gold Removed from Rome in 1943 (Italy v. France, United Kingdom and United States of America)</i>	Italy	Italy
Hermann Mosler	<i>North Sea Continental Shelf (Federal Republic of Germany/Denmark; Federal Republic of Germany/Netherlands)</i>	Federal Rep. of Germany	Federal Rep. of Germany
Singh Nagendra	<i>Appeal Relating to the Jurisdiction of the ICAO Council (India v. Pakistan)</i>	India	India
Johannes Offerhaus	<i>Application of the Convention of 1902 Governing the Guardianship of Infants (Netherlands v. Sweden)</i>	Netherlands	Netherlands
Bernard H. Oxman	<i>Maritime Delimitation in the Black Sea (Romania v. Ukraine)</i>	United States of America	Ukraine
Sir Geoffrey Palmer	<i>Request for an Examination of the Situation in Accordance with Paragraph 63 of the Court's Judgment of 20 December 1974 in the Nuclear Tests (New Zealand v. France) Case</i>	New Zealand	New Zealand
Felipe H. Paolillo	<i>Application for Revision of the Judgment of 11 September 1992 in the Case concerning the Land, Island and Maritime Frontier Dispute (El Salvador/Honduras: Nicaragua intervening) (El Salvador v. Honduras)</i>	Uruguay	El Salvador
Syed Sharif Uddin Pirzada	<i>Aerial Incident of 10 August 1999 (Pakistan v. India)</i>	Pakistan	Pakistan
Fausto Pocar	<i>Jurisdiction and Enforcement of Judgments in Civil and Commercial Matters (Belgium v. Switzerland)</i>	Italy	Belgium
Sreenivasa Pemmaraju Rao	<i>Sovereignty over Pedra Branca/Pulau Batu Puteh, Middle Rocks and South Ledge (Malaysia/Singapore)</i>	India	Singapore
B. P. Jeevan Reddy	<i>Aerial Incident of 10 August 1999 (Pakistan v. India)</i>	India	India

Juge <i>ad hoc</i>	Affaire	Pays	Désigné par
François Rigaux	<i>Plates-formes pétrolières (République islamique d'Iran c. Etats-Unis d'Amérique)</i>	Belgique	Iran (Rép. islamique d')
Willem Riphagen	<i>Barcelona Traction, Light and Power Company, Limited (nouvelle requête: 1962) (Belgique c. Espagne)</i>	Pays-Bas	Belgique
Emmanuel Roucouas	<i>Application de l'accord intérimaire du 13 septembre 1995 (ex-République yougoslave de Macédoine c. Grèce)</i>	Grèce	Grèce
José María Ruda	<i>Délimitation maritime et questions territoriales entre Qatar et Bahreïn (Qatar c. Bahreïn)</i>	Argentine	Qatar
Jean Salmon	<i>Activités armées sur le territoire du Congo (République démocratique du Congo c. Burundi)</i>	Belgique	Burundi
Karim Sandjabi	<i>Anglo-Iranian Oil Co. (Royaume-Uni c. Iran)</i>	Iran (Rép. islamique d')	Iran (Rép. islamique d')
Bernardo Sepúlveda-Amor	<i>Avena et autres ressortissants mexicains (Mexique c. Etats-Unis d'Amérique)</i>	Mexique	Mexique
José Sette-Camara	<i>Différend territorial (Jamahiriya arabe libyenne/Tchad)</i>	B Brésil	Jamahiriya arabe libyenne
Mohamed Shahabuddeen	<i>Délimitation maritime et questions territoriales entre Qatar et Bahreïn (Qatar c. Bahreïn)</i>	Guyana	Bahreïn
Bruno Simma	<i>Souveraineté sur Pulau Ligitan et Pulau Sipadan (Indonésie/Malaise)</i> <i>Construction d'une route au Costa Rica le long du fleuve San Juan (Nicaragua c. Costa Rica)</i>	Allemagne	Indonésie Costa Rica
Krzysztof Skubiszewski	<i>Timor oriental (Portugal c. Australie)</i>	Pologne	Portugal

Judge <i>ad hoc</i>	Case name	Country	Chosen by
François Rigaux	<i>Oil Platforms (Islamic Republic of Iran v. United States of America)</i>	Belgium	Iran (Islamic Rep. of)
Willem Riphagen	<i>Barcelona Traction, Light and Power Company, Limited (New Application: 1962) (Belgium v. Spain)</i>	Netherlands	Belgium
Emmanuel Roucouнас	<i>Application of the Interim Accord of 13 September 1995 (the former Yugoslav Republic of Macedonia v. Greece)</i>	Greece	Greece
José María Ruda	<i>Maritime Delimitation and Territorial Questions between Qatar and Bahrain (Qatar v. Bahrain)</i>	Argentina	Qatar
Jean Salmon	<i>Armed Activities on the Territory of the Congo (Democratic Republic of the Congo v. Burundi)</i>	Belgium	Burundi
Karim Sandjabi	<i>Anglo-Iranian Oil Co. (United Kingdom v. Iran)</i>	Iran (Islamic Rep. of)	Iran (Islamic Rep. of)
Bernardo Sepúlveda-Amor	<i>Avena and Other Mexican Nationals (Mexico v. United States of America)</i>	Mexico	Mexico
José Sette-Camara	<i>Territorial Dispute (Libyan Arab Jamahiriya/Chad)</i>	Brazil	Libyan Arab Jamahiriya
Mohamed Shahabuddeen	<i>Maritime Delimitation and Territorial Questions between Qatar and Bahrain (Qatar v. Bahrain)</i>	Guyana	Bahrain
Bruno Simma	<i>Sovereignty over Pulau Ligitan and Pulau Sipadan (Indonesia/Malaysia v. Construction of a Road in Costa Rica along the San Juan River (Nicaragua v. Costa Rica))</i>	Germany	Indonesia Costa Rica
Krzysztof Skubiszewski	<i>East Timor (Portugal v. Australia)</i>	Poland	Portugal

Juge <i>ad hoc</i>	Affaire	Pays	Désigné par
Max Sørensen	<i>Projet Gabčíkovo-Nagymaros (Hongrie/Slovaquie)</i> <i>Plateau continental de la mer du Nord (République fédérale d'Allemagne/ Danemark)</i> <i>Plateau continental de la mer du Nord (République fédérale d'Allemagne/ Pays-Bas)</i>	Danemark	Slovaquie Danemark Pays-Bas
Jean Spitropoulos	<i>Ambatielos (Grèce c. Royaume-Uni)</i>	Grèce	Grèce
Michel Stassinopoulos	<i>Plateau continental de la mer Egée (Grèce c. Turquie)</i>	Grèce	Grèce
Sir Ninian Stephen	<i>Timor oriental (Portugal c. Australie)</i>	Australie	Australie
Fredrik Julius Christian Stertzel	<i>Application de la convention de 1902 pour régler la tutelle des mineurs (Pays-Bas c. Suède)</i>	Suède	Suède
Serge Sur	<i>Questions concernant l'obligation de poursuivre ou d'extrader (Belgique c. Sénégal)</i>	France	Sénégal
Hubert Thierry	<i>Sentence arbitrale du 31 juillet 1989 (Guinée-Bissau c. Sénégal)</i>	France	Guinée-Bissau
Santiago Torres Bernárdez	<i>Différend frontalier terrestre, insulaire et maritime (El Salvador/ Honduras; Nicaragua (intervenant))</i> <i>Délimitation maritime et questions territoriales entre Qatar et Bahreïn (Qatar c. Bahreïn)</i> <i>Compétence en matière de pêcheries (Espagne c. Canada)</i> <i>Licéité de l'emploi de la force (Yougoslavie c. Espagne)</i> <i>Différend territorial et maritime entre le Nicaragua et le Honduras dans la mer des Caraïbes (Nicaragua c. Honduras)</i>	Espagne	Honduras Qatar Espagne Espagne Honduras

Judge <i>ad hoc</i>	Case name	Country	Chosen by
	<i>Gabčíkovo-Nagymaros Project (Hungary/Slovakia)</i>		Slovakia
Max Sørensen	<i>North Sea Continental Shelf (Federal Republic of Germany/Denmark)</i>	Denmark	Denmark
	<i>North Sea Continental Shelf (Federal Republic of Germany/Netherlands)</i>		Netherlands
Jean Spiropoulos	<i>Ambatielos (Greece v. United Kingdom)</i>	Greece	Greece
Michel Stassinopoulos	<i>Aegean Sea Continental Shelf (Greece v. Turkey)</i>	Greece	Greece
Sir Ninian Stephen	<i>East Timor (Portugal v. Australia)</i>	Australia	Australia
Fredrik Julius Christian Stertzel	<i>Application of the Convention of 1902 Governing the Guardianship of Infants (Netherlands v. Sweden)</i>	Sweden	Sweden
Serge Sur	<i>Questions relating to the Obligation to Prosecute or Extradite (Belgium v. Senegal)</i>	France	Senegal
Hubert Thierry	<i>Arbitral Award of 31 July 1989 (Guinea-Bissau v. Senegal)</i>	France	Guinea-Bissau
Santiago Torres Bernárdez	<i>Land, Island and Maritime Frontier Dispute (El Salvador/Honduras: Nicaragua intervening)</i>	Spain	Honduras
	<i>Maritime Delimitation and Territorial Questions between Qatar and Bahrain (Qatar v. Bahrain)</i>		Qatar
	<i>Fisheries Jurisdiction (Spain v. Canada)</i>		Spain
	<i>Legality of Use of Force (Yugoslavia v. Spain)</i>		Spain
	<i>Territorial and Maritime Dispute between Nicaragua and Honduras in the Caribbean Sea (Nicaragua v. Honduras)</i>		Honduras

Juge <i>ad hoc</i>	Affaire	Pays	Désigné par
	<i>Demande en revision de l'arrêt du 11 septembre 1992 en l'affaire du différend frontalier terrestre, insulaire et maritime (El Salvador/Honduras; Nicaragua (intervenant)) (El Salvador c. Honduras)</i>		Honduras
	<i>Usines de pâte à papier sur le fleuve Uruguay (Argentine c. Uruguay)</i>		Uruguay
Francisco Urrutia Holguin	<i>Sentence arbitrale rendue par le roi d'Espagne le 23 décembre 1906 (Honduras c. Nicaragua)</i>	Colombie	Nicaragua
Nicolas Valticos	<i>Plateau continental (Jamahiriya arabe libyenne/Malte)</i>	Grèce	Malte
	<i>Différend frontalier terrestre, insulaire et maritime (El Salvador/Honduras; Nicaragua (intervenant))</i>		El Salvador
	<i>Délimitation maritime et questions territoriales entre Qatar et Bahreïn (Qatar c. Bahreïn)</i>		Bahreïn
Joe Verhoeven	<i>Activités armées sur le territoire du Congo (République démocratique du Congo c. Rwanda)</i>	Belgique	Rép. démocratique du Congo
	<i>Activités armées sur le territoire du Congo (République démocratique du Congo c. Burundi)</i>		Rép. démocratique du Congo
Raúl Emilio Vinuesa	<i>Usines de pâte à papier sur le fleuve Uruguay (Argentine c. Uruguay)</i>	Argentine	Argentine
Michel Virally	<i>Différend frontalier terrestre, insulaire et maritime (El Salvador/Honduras; Nicaragua (intervenant))</i>	France	Honduras
Budislav Vukas	<i>Application de l'accord intérimaire du 13 septembre 1995 (ex-République yougoslave de Macédoine c. Grèce)</i>	Croatie	Ex-République yougoslave de Macédoine
Christopher Gregory Weeramantry	<i>Souvenirneté sur Pulau Ligitan et Pulau Sipadan (Indonésie/Malaisie)</i>	Sri Lanka	Malaisie

Judge <i>ad hoc</i>	Case name	Country	Chosen by
	<i>Application for Revision of the Judgment of 11 September 1992 in the Case concerning the Land, Island and Maritime Frontier Dispute (El Salvador/Honduras: Nicaragua intervening) (El Salvador v. Honduras)</i>		Honduras
	<i>Pulp Mills on the River Uruguay (Argentina v. Uruguay)</i>		Uruguay
Francisco Urrutia Holguin	<i>Arbitral Award Made by the King of Spain on 23 December 1906 (Honduras v. Nicaragua)</i>	Colombia	Nicaragua
Nicolas Valticos	<i>Continental Shelf (Libyan Arab Jamahiriya/Malta)</i>	Greece	Malta
	<i>Land, Island and Maritime Frontier Dispute (El Salvador/Honduras: Nicaragua intervening)</i>		El Salvador
	<i>Maritime Delimitation and Territorial Questions between Qatar and Bahrain (Qatar v. Bahrain)</i>		Bahrain
Joe Verhoeven	<i>Armed Activities on the Territory of the Congo (Democratic Republic of the Congo v. Rwanda)</i>	Belgium	Democratic Rep. of the Congo
	<i>Armed Activities on the Territory of the Congo (Democratic Republic of the Congo v. Burundi)</i>		Democratic Rep. of the Congo
Raúl Emilio Vinuesa	<i>Pulp Mills on the River Uruguay (Argentina v. Uruguay)</i>	Argentina	Argentina
Michel Virally	<i>Land, Island and Maritime Frontier Dispute (El Salvador/Honduras: Nicaragua intervening)</i>	France	Honduras
Budislav Vukas	<i>Application of the Interim Accord of 13 September 1995 (the former Yugoslav Republic of Macedonia v. Greece)</i>	Croatia	The former Yugoslav Republic of Macedonia
Christopher Gregory Weeramantry	<i>Sovereignty over Pulau Ligitan and Pulau Sipadan (Indonesia/Malaysia)</i>	Sri Lanka	Malaysia

Juge <i>ad hoc</i>	Affaire	Pays	Désigné par
J. T. van Wyk	<i>Sud-Ouest africain (Ethiopie c. Afrique du Sud)</i>	Afrique du Sud	Afrique du Sud
Christine van den Wyngaert	<i>Sud-Ouest africain (Libéria c. Afrique du Sud)</i> <i>Mandat d'arrêt du 11 avril 2000 (République démocratique du Congo c. Belgique)</i>	Belgique	Afrique du Sud Belgique
Mohamed Yaqub Ali Khan	<i>Procès de prisonniers de guerre pakistanais (Pakistan c. Inde)</i>	Pakistan	Pakistan
Abdulqawi Ahmed Yusuf	<i>Certaines questions concernant l'entraide judiciaire en matière pénale (Djibouti c. France)</i>	Somalie	Djibouti
Sir Muhammad Zafrulla Khan	<i>Procès de prisonniers de guerre pakistanais (Pakistan c. Inde)</i>	Pakistan	Pakistan
Yaroslav Žourek	<i>Sud-Ouest africain (Ethiopie c. Afrique du Sud)</i> <i>Sud-Ouest africain (Libéria c. Afrique du Sud)</i> <i>Incident aérien du 27 juillet 1955 (Etats-Unis d'Amérique c. Bulgarie)</i> <i>Incident aérien du 27 juillet 1955 (Israël c. Bulgarie)</i>	Pakistan Tchécoslovaquie	Ethiopie Libéria Bulgarie Bulgarie

Judge <i>ad hoc</i>	Case name	Country	Chosen by
J. T. van Wyk	<i>South West Africa (Ethiopia v. South Africa)</i> <i>South West Africa (Liberia v. South Africa)</i>	South Africa	South Africa South Africa
Christine van den Wyngaert	<i>Arrest Warrant of 11 April 2000 (Democratic Republic of the Congo v. Belgium)</i>	Belgium	Belgium
Mohamed Yaqub Ali Khan	<i>Trial of Pakistani Prisoners of War (Pakistan v. India)</i>	Pakistan	Pakistan
Abdulqawi Ahmed Yusuf	<i>Certain Questions of Mutual Assistance in Criminal Matters (Djibouti v. France)</i>	Somalia	Djibouti
Sir Muhammad Zafrulla Khan	<i>Trial of Pakistani Prisoners of War (Pakistan v. India)</i> <i>South West Africa (Ethiopia v. South Africa)</i> <i>South West Africa (Liberia v. South Africa)</i>	Pakistan	Pakistan Ethiopia Liberia
Yaroslav Žourek	<i>Aerial Incident of 27 July 1955 (United States of America v. Bulgaria)</i> <i>Aerial Incident of 27 July 1955 (Israel v. Bulgaria)</i>	Czechoslovakia	Bulgaria Bulgaria

ANNEXE 5

ANCIENS GREFFIERS ET GREFFIERS ADJOINTS DE LA COUR

La liste suivante présente les noms des anciens greffiers de la Cour.

E. Hambro	Norvège	1946-1953
J. López-Oliván	Espagne	1953-1960
J. Garnier-Coignet	France	1960-1966
S. Aquarone	Australie	1966-1980
S. Torres Bernárdez	Espagne	1980-1986
E. Valencia-Ospina	Colombie	1987-2000

*

La liste suivante présente les noms des anciens greffiers adjoints de la Cour.

J. Garnier-Coignet	France	1946-1960
S. Aquarone	Australie	1960-1966
W. Tait	Royaume-Uni	1966-1976
A. Pillepich	France	1977-1984
E. Valencia-Ospina	Colombie	1984-1987
B. Noble	Royaume-Uni	1987-1994
J.-J. Arnaldez	France	1994-2008
Th. de Saint Phalle	Etats-Unis d'Amérique/ France	2008-2013

ANNEX 5

FORMER REGISTRARS AND DEPUTY-REGISTRARS OF THE COURT

The following list presents the former Registrars of the Court.

E. Hambro	Norway	1946-1953
J. López-Oliván	Spain	1953-1960
J. Garnier-Coignet	France	1960-1966
S. Aquarone	Australia	1966-1980
S. Torres Bernárdez	Spain	1980-1986
E. Valencia-Ospina	Colombia	1987-2000

*

The following list presents the former Deputy-Registrars of the Court.

J. Garnier-Coignet	France	1946-1960
S. Aquarone	Australia	1960-1966
W. Tait	United Kingdom	1966-1976
A. Pillepich	France	1977-1984
E. Valencia-Ospina	Colombia	1984-1987
B. Noble	United Kingdom	1987-1994
J.-J. Arnaldez	France	1994-2008
Th. de Saint Phalle	United States of America/ France	2008-2013

ANNEXE 6

CHAMBRES CONSTITUÉES EN VERTU DE L'ARTICLE 26, PARAGRAPHE 2, DU STATUT

Le Statut prévoit en son article 26, paragraphe 2, que la Cour peut constituer une chambre pour connaître d'une affaire déterminée, le nombre des juges de cette chambre étant fixé par la Cour avec l'assentiment des parties. Dans la liste suivante figurent les six affaires pour lesquelles de telles chambres ont été constituées à la demande conjointe des parties.

Affaire	Date de constitution de la chambre	Composition de la chambre	Date de dissolution de la chambre
<i>Délimitation de la frontière maritime dans la région du golfe du Maine (Canada/Etats-Unis d'Amérique)</i>	20 I 1982	M. Ago, <i>président de la chambre</i> ; MM. Gros, Mosler et Schwebel, <i>juges</i> ; M. Cohen, <i>juge ad hoc</i>	12 X 1984 (date de l'arrêt sur le fond)
<i>Différend frontalier (Burkina Faso/République du Mali)</i>	3 IV 1985	M. Bedjaoui, <i>président de la chambre</i> ; MM. Lachs et Ruda, <i>juges</i> ; MM. Luchoire et Abi Saab, <i>juges ad hoc</i>	22 XII 1986 (date de l'arrêt sur le fond)
<i>Elettronica Sicula S.p.A. (ELSI) (Etats-Unis d'Amérique c. Italie)</i>	2 III 1987	M. Nagendra Singh, <i>président de la chambre</i> ; MM. Oda, Ago, Schwebel et sir Robert Jennings, <i>juges</i> A la suite du décès de M. Nagendra Singh, la Cour a élu le 20 décembre 1988 M. Ruda, son président, pour lui succéder en qualité de membre et de président (d'office) de la chambre	20 VII 1989 (date de l'arrêt sur le fond)
<i>Différend frontalier terrestre, insulaire et maritime (El Salvador/Honduras; Nicaragua (intervenant))</i>	8 V 1987	M. Sette-Camara, <i>président de la chambre</i> ; M. Oda et sir Robert Jennings, <i>juges</i> ; MM. Valticos et Virally, <i>juges ad hoc</i>	11 IX 1992 (date de l'arrêt sur le fond)

ANNEX 6

CHAMBERS FORMED UNDER ARTICLE 26, PARAGRAPH 2, OF THE STATUTE

Article 26, paragraph 2, of the Statute provides that the Court may form a chamber to deal with a particular case, the number of judges constituting such a chamber being determined by the Court with the approval of the parties. The six cases in which chambers of this kind have been formed at the joint request of the parties are listed below.

Case	Date chamber was formed	Composition of chamber	Date chamber was dissolved
<i>Delimitation of the Maritime Boundary in the Gulf of Maine Area (Canada/United States of America)</i>	20 I 1982	Judge Ago (<i>President of the Chamber</i>); Judges Gros, Moster and Schwebel; <i>Judge ad hoc</i> Cohen	12 X 1984 (date of the Judgment on the merits)
<i>Frontier Dispute (Burkina Faso/Republic of Mali)</i>	3 IV 1985	Judge Bedjaoui (<i>President of the Chamber</i>); Judges Lachs and Ruda; <i>Judges ad hoc</i> Luchaire and Abi Saab	22 XII 1986 (date of the Judgment on the merits)
<i>Elettronica Sicula S.p.A. (ELSI) (United States of America v. Italy)</i>	2 III 1987	Judge Nagendra Singh (<i>President of the Chamber</i>); Judges Oda, Ago, Schwebel and Sir Robert Jennings Following the death of Judge Nagendra Singh, the Court, on 20 December 1988, elected President Ruda to succeed him as member and (<i>ex officio</i>) President of the Chamber	20 VII 1989 (date of the Judgment on the merits)
<i>Land, Island and Maritime Frontier Dispute (El Salvador/Honduras: Nicaragua intervening)</i>	8 V 1987	Judge Sette-Camara (<i>President of the Chamber</i>); Judges Oda and Sir Robert Jennings; <i>Judges ad hoc</i> Valticos and Virally	11 IX 1992 (date of the Judgment on the merits)

Affaire	Date de constitution de la chambre	Composition de la chambre	Date de dissolution de la chambre
		<p>A la suite du décès de M. Virally, M. Torres Bernárdez a été désigné pour siéger à sa place en qualité de juge <i>ad hoc</i> et, le 13 décembre 1989, la Cour a déclaré que la chambre était composée comme suit: M. Sette-Camara, <i>président de la chambre</i>; M. Oda et sir Robert Jennings, <i>juges</i>; MM. Valticos et Torres Bernárdez, <i>juges ad hoc</i></p> <p>Le 7 février 1991, sir Robert Jennings et M. Oda ont changé de place dans l'ordre des préséances au sein de la chambre, en raison de leur élection respectivement comme président et vice-président de la Cour</p>	
<i>Différend frontalier (Béni/Niger)</i>	27 XI 2002	<p>M. Guillaume, <i>président de la chambre</i>; MM. Ranjeva et Kooijmans, <i>juges</i>; MM. Bedjaoui et Bennouna, <i>juges ad hoc</i></p> <p>A la suite d'une élection tenue le 16 février 2005 pour pourvoir le poste devenu vacant après la démission de M. Guillaume, la composition de la chambre a été modifiée comme suit: M. Ranjeva, <i>président de la chambre</i>; MM. Kooijmans et Abraham, <i>juges</i>; MM. Bedjaoui et Bennouna, <i>juges ad hoc</i></p>	12 VII 2005 (date de l'arrêt sur le fond)

Case	Date chamber was formed	Composition of chamber	Date chamber was dissolved
<i>Frontier Dispute (Benin/Niger)</i>	27 XI 2002	<p>After the death of Judge Virally, Mr. Torres Bernárdez was chosen to sit as judge <i>ad hoc</i> in his place and, on 13 December 1989, the Court declared the Chamber to be composed as follows: <i>Judge Sette-Camara (President of the Chamber); Judges Oda and Sir Robert Jennings; Judges ad hoc Valticos and Torres Bernárdez</i></p> <p>On 7 February 1991, Judges Sir Robert Jennings and Oda exchanged places in the order of precedence within the Chamber owing to their election to be, respectively, the Court's President and Vice-President</p> <p><i>Judge Guillaume (President of the Chamber); Judges Ranjeva and Koojijmans; Judges ad hoc Bedjaoui and Bennouna</i></p> <p>Following an election held on 16 February 2005 to fill the vacancy left by the resignation of Judge Guillaume, the composition of the Chamber was as follows: <i>Judge Ranjeva (President of the Chamber); Judges Koojijmans and Abraham; Judges ad hoc Bedjaoui and Bennouna</i></p>	12 VII 2005 (date of the Judgment on the merits)

Affaire	Date de constitution de la chambre	Composition de la chambre	Date de dissolution de la chambre
<i>Demande en revision de l'arrêt du 11 septembre 1992 en l'affaire du Différend frontalier terrestre, insulaire et maritime (El Salvador/Honduras; Nicaragua (intervenant)) (El Salvador c. Honduras)</i>	27 XI 2002	M. Guillaume, <i>président de la chambre</i> ; MM. Rezek et Buergenthal, <i>juges</i> ; MM. Torres Bernárdez et Paolillo, <i>juges ad hoc</i>	18 XII 2003 (date de l'arrêt sur la recevabilité de la demande d'El Salvador)

Case	Date chamber was formed	Composition of chamber	Date chamber was dissolved
<i>Application for Revision of the Judgment of 11 September 1992 in the Case concerning the Land, Island and Maritime Frontier Dispute (El Salvador/Honduras: Nicaragua intervening) (El Salvador v. Honduras)</i>	27 XI 2002	Judge Guillaume (<i>President of the Chamber</i>); Judges Rezek and Buergenthal; <i>Judges ad hoc</i> Torres Bernárdez and Paolillo	18 XII 2003 (date of the Judgment on the admissibility of El Salvador's Application)

ANNEXE 7

AFFAIRES INTRODUITES PAR COMPROMIS

En application du paragraphe 1 de l'article 40 du Statut, les affaires peuvent être portées devant la Cour par compromis. Dans la liste suivante figurent les 17 affaires ainsi introduites.

Affaire	Parties	Date du compromis	Date d'enregistrement
<i>Droit d'asile</i>	Colombie/Pérou	31 VIII 1949	15 X 1949
<i>Minquiers et Ecréhous</i>	France/Royaume-Uni	29 XII 1950	6 XII 1951
<i>Souveraineté sur certaines parcelles frontalières</i>	Belgique/Pays-Bas	7 III 1957	27 XI 1957
<i>Plateau continental de la mer du Nord</i>	République fédérale d'Allemagne/ Danemark	2 II 1967	20 II 1967
<i>Plateau continental de la mer du Nord</i>	République fédérale d'Allemagne/ Pays-Bas	2 II 1967	20 II 1967
<i>Plateau continental</i>	Tunisie/Jamahiriya arabe libyenne	10 VI 1977	1 ^{er} XII 1978 et 19 II 1979 ¹
<i>Délimitation de la frontière maritime dans la région du golfe du Mexique</i>	Canada/Etats-Unis d'Amérique	29 III 1979	25 XI 1981
<i>Plateau continental</i>	Jamahiriya arabe libyenne/Malte	23 V 1976	26 VII 1982
<i>Différend frontalier</i>	Burkina Faso/République du Mali	16 IX 1983	20 X 1983
<i>Différend frontalier terrestre, insulaire et maritime</i>	El Salvador/Honduras	24 V 1986	11 XII 1986

¹ La première date concerne la notification faite par la Tunisie et la seconde la notification faite par la Jamahiriya arabe libyenne.

ANNEX 7

CASES INSTITUTED BY SPECIAL AGREEMENT

Pursuant to Article 40, paragraph 1, of the Statute, cases may be brought before the Court by Special Agreement. All 17 cases instituted by such means are listed below.

Case	Parties	Date of Special Agreement	Date of filing
<i>Asylum</i>	Colombia/Peru	31 VIII 1949	15 X 1949
<i>Minquiers and Ecrehos</i>	France/United Kingdom	29 XII 1950	6 XII 1951
<i>Sovereignty over Certain Frontier Land</i>	Belgium/Netherlands	7 III 1957	27 XI 1957
<i>North Sea Continental Shelf</i>	Federal Republic of Germany/ Denmark	2 II 1967	20 II 1967
<i>North Sea Continental Shelf</i>	Federal Republic of Germany/ Netherlands	2 II 1967	20 II 1967
<i>Continental Shelf</i>	Tunisia/Libyan Arab Jamahiriya	10 VI 1977	1 XII 1978 and 19 II 1979 ¹
<i>Delimitation of the Maritime Boundary in the Gulf of Maine Area</i>	Canada/United States of America	29 III 1979	25 XI 1981
<i>Continental Shelf</i>	Libyan Arab Jamahiriya/Malta	23 V 1976	26 VII 1982
<i>Frontier Dispute</i>	Burkina Faso/Republic of Mali	16 IX 1983	20 X 1983
<i>Land, Island and Maritime Frontier Dispute</i>	El Salvador/Honduras	24 V 1986	11 XII 1986

¹ The first date relates to the notification by Tunisia and the second to the notification by the Libyan Arab Jamahiriya.

Affaire	Parties	Date du compromis	Date d'enregistrement
<i>Différend territorial</i>	Jamahiriya arabe libyenne/Tchad	31 VIII 1989	31 VIII 1990 et 3 IX 1990 ²
<i>Projet Gabčíkovo-Nagymaros</i>	Hongrie/Slovaquie	7 IV 1993	2 VII 1993
<i>Ile de Kasikili/Sedudu</i>	Botswana/Namibie	15 II 1996	29 V 1996
<i>Souveraineté sur Pulau Ligitan et Pulau Sipadan</i>	Indonésie/Malaisie	31 V 1997	2 XI 1998
<i>Différend frontalier</i>	Bénin/Niger	15 VI 2001	3 V 2002
<i>Souveraineté sur Pedra Branca/Pulau Batu Puteh, Middle Rocks et South Ledge</i>	Malaisie/Singapour	6 II 2003	24 VII 2003
<i>Différend frontalier</i>	Burkina Faso/Niger	24 II 2009	20 VII 2010

² La première date concerne la notification faite par la Jamahiriya arabe libyenne et la seconde le dépôt d'une requête introductive d'instance par le Tchad contre la Jamahiriya arabe libyenne. Les Parties sont ensuite convenues qu'en l'espèce l'instance avait en réalité été introduite par deux notifications d'un même compromis.

Case	Parties	Date of Special Agreement	Date of filing
<i>Territorial Dispute</i>	Libyan Arab Jamahiriya/Chad	31 VIII 1989	31 VIII 1990 and 3 IX 1990 ²
<i>Gabčikovo-Nagymaros Project</i>	Hungary/Slovakia	7 IV 1993	2 VII 1993
<i>Kasikili/Sedudu Island</i>	Botswana/Namibia	15 II 1996	29 V 1996
<i>Sovereignty over Pulau Ligitan and Pulau Sipadan</i>	Indonesia/Malaysia	31 V 1997	2 XI 1998
<i>Frontier Dispute</i>	Benin/Niger	15 VI 2001	3 V 2002
<i>Sovereignty over Pedra Branca/Pulau Batu Puteh, Middle Rocks and South Ledge</i>	Malaysia/Singapore	6 II 2003	24 VII 2003
<i>Frontier Dispute</i>	Burkina Faso/Niger	24 II 2009	20 VII 2010

² The first date relates to the notification by the Libyan Arab Jamahiriya and the second to the filing by Chad of an Application instituting proceedings against the Libyan Arab Jamahiriya. The Parties subsequently agreed that the proceedings in the case had in effect been instituted by two separate notifications of the same Special Agreement.

ANNEXE 8

AFFAIRES INTRODUITES PAR VOIE DE REQUÊTE

(sur le fondement d'une clause compromissoire et/ou
d'une déclaration effectuée en vertu de l'article 36,
paragraphe 2, du Statut)¹

Le paragraphe 1 de l'article 40 du Statut dispose que les affaires peuvent être portées devant la Cour par notification d'une requête.

En vertu du paragraphe 1 de l'article 36 du Statut, la compétence de la Cour «s'étend à toutes les affaires que les parties lui soumettront, ainsi qu'à tous les cas spécialement prévus dans la Charte des Nations Unies ou dans les traités et conventions en vigueur».

L'article 37 dispose :

«Lorsqu'un traité ou une convention en vigueur prévoit le renvoi à une juridiction que devait instituer la Société des Nations ou à la Cour permanente de Justice internationale, la Cour internationale de Justice constituera cette juridiction entre les parties au présent Statut.»

Par ailleurs, le paragraphe 2 de l'article 36 du Statut prévoit ce qui suit :

«Les Etats parties au présent Statut pourront, à n'importe quel moment, déclarer reconnaître comme obligatoire de plein droit et sans convention spéciale, à l'égard de tout autre Etat acceptant la même obligation, la juridiction de la Cour sur tous les différends d'ordre juridique ayant pour objet :

- a) l'interprétation d'un traité ;
- b) tout point de droit international ;
- c) la réalité de tout fait qui, s'il était établi, constituerait la violation d'un engagement international ;
- d) la nature ou l'étendue de la réparation due pour la rupture d'un engagement international.»

Enfin, au titre du paragraphe 5 de l'article 36 du Statut :

«Les déclarations faites en application de l'article 36 du Statut de la Cour permanente de Justice internationale pour une durée qui n'est pas encore expirée seront considérées, dans les rapports entre parties au présent Statut, comme comportant acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour internationale de Justice pour la durée restant à courir d'après ces déclarations et conformément à leurs termes.»

La compétence de la Cour peut donc être fondée sur une clause compromissoire ou sur une déclaration d'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour.

Le tableau ci-après précise le ou les textes ainsi invoqués, dans la requête, par l'Etat demandeur pour fonder la compétence de la Cour. Le signe «—» signifie, selon la colonne dans lequel il apparaît, qu'aucune clause compromissoire n'a été invoquée ou qu'aucune déclaration n'a été invoquée (ou que le demandeur a invoqué sa propre déclaration en l'absence de déclaration du défendeur) ; le signe «✓» signifie que le demandeur et le défendeur ont effectué des déclarations et que celles-ci ont été invoquées dans la requête introductive d'instance.

¹ Pour les requêtes introduisant une instance dans laquelle il est demandé à la Cour d'interpréter un arrêt, par référence à l'article 60 du Statut, ou de réviser un arrêt, par référence à l'article 61 du Statut, il convient de se reporter aux annexes 16 et 17, respectivement. Pour les affaires présentées par compromis, il convient de se reporter à l'annexe 7 et, pour celles introduites au titre d'un *forum prorogatum*, à l'annexe 9.

ANNEX 8

CASES INSTITUTED BY APPLICATION

(On the basis of a compromissory clause and/or a declaration made under Article 36, paragraph 2, of the Statute)¹

Article 40, paragraph 1, of the Statute provides that cases may be brought before the Court by notification of an application.

Under Article 36, paragraph 1, of the Statute, the jurisdiction of the Court “comprises all cases which the parties refer to it and all matters specially provided for in the Charter of the United Nations or in treaties and conventions in force”.

Article 37 provides that:

“Whenever a treaty or convention in force provides for reference of a matter to a tribunal to have been instituted by the League of Nations, or to the Permanent Court of International Justice, the matter shall, as between the parties to the present Statute, be referred to the International Court of Justice.”

Furthermore, Article 36, paragraph 2, of the Statute provides as follows:

“The States parties to the present Statute may at any time declare that they recognize as compulsory *ipso facto* and without special agreement, in relation to any other State accepting the same obligation, the jurisdiction of the Court in all legal disputes concerning:

- (a) the interpretation of a treaty;
- (b) any question of international law;
- (c) the existence of any fact which, if established, would constitute a breach of an international obligation;
- (d) the nature or extent of the reparation to be made for the breach of an international obligation.”

Finally, pursuant to Article 36, paragraph 5, of the Statute:

“Declarations made under Article 36 of the Statute of the Permanent Court of International Justice and which are still in force shall be deemed, as between the parties to the present Statute, to be acceptances of the compulsory jurisdiction of the International Court of Justice for the period which they still have to run and in accordance with their terms.”

The Court’s jurisdiction can thus be founded on a compromissory clause or on a declaration recognizing its compulsory jurisdiction.

The table below lists the text(s) invoked in the Application by the applicant State to found the jurisdiction of the Court. The sign “—”, depending on the column in which it appears, indicates that no compromissory clause or declaration was invoked (or that the Applicant invoked its own declaration in the absence of a declaration by the Respondent); the sign “✓” indicates that the Applicant and the Respondent made declarations and that these were invoked in the Application instituting proceedings.

¹ For Applications instituting proceedings in which the Court is requested to construe a judgment, by reference to Article 60 of the Statute, or to revise a judgment, by reference to Article 61 of the Statute, see Annexes 16 and 17 respectively. For cases submitted by special agreement, see Annex 7, and for cases brought on the basis of *forum prorogatum*, see Annex 9.

Affaire	Invocation d'une clause compromissoire	Invocation d'une déclaration d'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour
<i>Pêcheries (Royaume-Uni c. Norvège)</i>	—	✓
<i>Protection de ressortissants et protégés français en Egypte (France c. Egypte)</i>	Convention de Montreux concernant l'abolition des capitulations en Egypte (art. 13)	—
<i>Droits des ressortissants des Etats-Unis d'Amérique au Maroc (France c. Etats-Unis d'Amérique)</i>	Accord de coopération économique entre les Etats-Unis d'Amérique et la France du 28 juin 1948 (art. 10)	✓
<i>Haya de la Torre (Colombie c. Pérou)</i>	Protocole d'amitié et de coopération entre la République de Colombie et la République du Pérou du 24 mai 1934 (art. 7)	—
<i>Ambatielos (Grèce c. Royaume-Uni)</i>	Traité de commerce et de navigation entre la Grèce et la Grande-Bretagne du 16 juillet 1926 (art. 29)	—
<i>Anglo-Iranian Oil Co. (Royaume-Uni c. Iran)</i>	—	✓
<i>Nottebohm (Liechtenstein c. Guatemala)</i>	—	✓
<i>Or monétaire pris à Rome en 1943 (Italie c. France, Royaume-Uni et Etats-Unis d'Amérique)</i>	Déclaration signée par la France, le Royaume-Uni et les Etats-Unis d'Amérique le 25 avril 1951	—
<i>Société Electricité de Beyrouth (France c. Liban)</i>	Accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République libanaise du 24 janvier 1948 (art. 23)	—
<i>Certains emprunts norvégiens (France c. Norvège)</i>	—	✓
<i>Droit de passage sur territoire indien (Portugal c. Inde)</i>	—	✓

Case	Invocation of a compromissory clause	Invocation of a declaration recognizing the compulsory jurisdiction of the Court
<i>Fisheries (United Kingdom v. Norway)</i>	—	✓
<i>Protection of French Nationals and Protected Persons in Egypt (France v. Egypt)</i>	Montreux Convention regarding the Abolition of the Capitulations in Egypt (Art. 13)	—
<i>Rights of Nationals of the United States of America in Morocco (France v. United States of America)</i>	Economic Co-operation Agreement between the United States of America and France, of 28 June 1948 (Art. 10)	✓
<i>Haya de la Torre (Colombia v. Peru)</i>	Protocol of Friendship and Co-operation between the Republic of Colombia and the Republic of Peru, of 24 May 1934 (Art. 7)	—
<i>Ambatielos (Greece v. United Kingdom)</i>	Treaty of Commerce and Navigation between Greece and Great Britain, of 16 July 1926 (Art. 29)	—
<i>Anglo-Iranian Oil Co. (United Kingdom v. Iran)</i>	—	✓
<i>Nottebohm (Liechtenstein v. Guatemala)</i>	—	✓
<i>Monetary Gold Removed from Rome in 1943 (Italy v. France, United Kingdom and United States of America)</i>	Statement between the Governments of the French Republic, the United Kingdom and the United States of America, of 25 April 1951	—
<i>Electricité de Beyrouth Company (France v. Lebanon)</i>	Agreement between the Government of the French Republic and the Government of the Lebanese Republic, of 24 January 1948 (Art. 23)	—
<i>Certain Norwegian Loans (France v. Norway)</i>	—	✓
<i>Right of Passage over Indian Territory (Portugal v. India)</i>	—	✓

Affaire	Invocation d'une clause compromissoire	Invocation d'une déclaration d'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour
<i>Application de la convention de 1902 pour régler la tutelle des mineurs (Pays-Bas c. Suède)</i>	—	✓
<i>Interhandel (Suisse c. Etats-Unis d'Amérique)</i>	—	✓
<i>Incident aérien du 27 juillet 1955 (Israël c. Bulgarie)</i>	—	✓
<i>Incident aérien du 27 juillet 1955 (Etats-Unis d'Amérique c. Bulgarie)</i>	—	Les Etats-Unis d'Amérique ont déclaré accepter la juridiction de la Cour aux fins de l'espèce et ont invoqué la déclaration d'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour de la Bulgarie
<i>Incident aérien du 27 juillet 1955 (Royaume-Uni c. Bulgarie)</i>	—	✓
<i>Sentence arbitrale rendue par le roi d'Espagne le 23 décembre 1906 (Honduras c. Nicaragua)</i>	Accord intervenu entre le Honduras et le Nicaragua à Washington le 21 juillet 1957	✓
<i>Barcelona Traction, Light and Power Company, Limited (Belgique c. Espagne)</i>	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage entre la Belgique et l'Espagne du 9 juillet 1927 (art. 2 et 17)	—
<i>Compagnie du port, des quais et des entrepôts de Beyrouth et Société Radio-Orient (France c. Liban)</i>	Accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République libanaise du 24 janvier 1948 (art. 23)	—
<i>Temple de Préah Vihear (Cambodge c. Thaïlande)</i>	Acte général pour le règlement pacifique des différends internationaux du 26 septembre 1928	✓

Case	Invocation of a compromissory clause	Invocation of a declaration recognizing the compulsory jurisdiction of the Court
<i>Application of the Convention of 1902 Governing the Guardianship of Infants (Netherlands v. Sweden)</i>	—	✓
<i>Interhandel (Switzerland v. United States of America)</i>	—	✓
<i>Aerial Incident of 27 July 1955 (Israel v. Bulgaria)</i>	—	✓
<i>Aerial Incident of 27 July 1955 (United States of America v. Bulgaria)</i>	—	The United States of America declared that it accepted the Court's jurisdiction for the purposes of this case and invoked Bulgaria's declaration accepting the compulsory jurisdiction of the Court
<i>Aerial Incident of 27 July 1955 (United Kingdom v. Bulgaria)</i>	—	✓
<i>Arbitral Award Made by the King of Spain on 23 December 1906 (Honduras v. Nicaragua)</i>	Washington Agreement between Honduras and Nicaragua, of 21 July 1957	✓
<i>Barcelona Traction, Light and Power Company, Limited (Belgium v. Spain)</i>	Treaty of Conciliation, Judicial Settlement and Arbitration between Belgium and Spain, of 19 July 1927 (Arts. 2 and 17)	—
<i>Compagnie du Port, des Quais et des Entrepôts de Beyrouth and Société Radio-Orient (France v. Lebanon)</i>	Agreement between the Government of the French Republic and the Government of the Lebanese Republic, of 24 January 1948 (Art. 23)	—
<i>Temple of Preah Vihear (Cambodia v. Thailand)</i>	General Act for the Pacific Settlement of International Disputes, of 26 September 1928	✓

Affaire	Invocation d'une clause compromissoire	Invocation d'une déclaration d'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour
<i>Sud-Ouest africain (Éthiopie c. Afrique du Sud)</i> ²	Mandat pour le Sud-Ouest africain allemand du 17 décembre 1920 (art. 7)	—
<i>Sud-Ouest africain (Libéria c. Afrique du Sud)</i> ²	Mandat pour le Sud-Ouest africain allemand du 17 décembre 1920 (art. 7)	—
<i>Cameroun septentrional (Cameroun c. Royaume-Uni)</i>	Accord de tutelle pour le territoire du Cameroun sous administration britannique (art. 19)	—
<i>Barcelona Traction, Light and Power Company, Limited (nouvelle requête: 1962) (Belgique c. Espagne)</i>	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage entre la Belgique et l'Espagne du 19 juillet 1927 (art. 17)	—
<i>Appel concernant la compétence du Conseil de l'OACI (Inde c. Pakistan)</i>	Convention de Chicago relative à l'aviation civile internationale (art. 84)	—
<i>Compétence en matière de pêcheries (Royaume-Uni c. Islande)</i>	Accord relatif au transit des services aériens internationaux (art. II) Echange de notes entre le Gouvernement du Royaume-Uni et le Gouvernement islandais en date du 11 mars 1961	—
<i>Compétence en matière de pêcheries (République fédérale d'Allemagne c. Islande)</i>	Echange de notes entre le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et le Gouvernement islandais en date du 19 juillet 1961	—
<i>Essais nucléaires (Australie c. France)</i>	Acte général pour le règlement pacifique des différends internationaux du 26 septembre 1928 (art. 17)	✓

² La Cour a joint les instances dans ces deux affaires par ordonnance du 20 mai 1961.

Case	Invocation of a compromissory clause	Invocation of a declaration recognizing the compulsory jurisdiction of the Court
<i>South West Africa (Ethiopia v. South Africa)</i> ²	Mandate for German South West Africa, of 17 December 1920 (Art. 7)	—
<i>South West Africa (Liberia v. South Africa)</i> ²	Mandate for German South West Africa, of 17 December 1920 (Art. 7)	—
<i>Northern Cameroons (Cameroon v. United Kingdom)</i>	Trusteeship Agreement for the Territory of the Cameroons under British Administration (Art. 19)	—
<i>Barcelona Traction, Light and Power Company, Limited (New Application: 1962) (Belgium v. Spain)</i>	Treaty of Conciliation, Judicial Settlement and Arbitration between Belgium and Spain, of 19 July 1927 (Art. 17)	—
<i>Appeal Relating to the Jurisdiction of the ICAO Council (India v. Pakistan)</i>	Chicago Convention on International Civil Aviation (Art. 84)	—
<i>Fisheries Jurisdiction (United Kingdom v. Iceland)</i>	International Air Services Transit Agreement (Art. II)	—
<i>Fisheries Jurisdiction (Federal Republic of Germany v. Iceland)</i>	Exchange of Notes between the Government of the United Kingdom and the Government of Iceland, dated 11 March 1961	—
<i>Nuclear Tests (Australia v. France)</i>	Exchange of Notes between the Government of the Federal Republic of Germany and the Government of Iceland, dated 19 July 1961	—
	General Act for the Pacific Settlement of International Disputes, of 26 September 1928 (Art. 17)	✓

² The Court joined the proceedings in the two cases by Order of 20 May 1961.

Affaire	Invocation d'une clause compromissoire	Invocation d'une déclaration d'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour
<i>Essais nucléaires (Nouvelle-Zélande c. France)</i>	Acte général pour le règlement pacifique des différends internationaux du 26 septembre 1928 (art. 17)	✓
<i>Procès de prisonniers de guerre pakistanais (Pakistan c. Inde)</i>	Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (art. IX)	—
<i>Plateau continental de la mer Egée (Grèce c. Turquie)</i>	Acte général pour le règlement pacifique des différends internationaux du 26 septembre 1928 (art. 17)	—
<i>Personnel diplomatique et consulaire des Etats-Unis à Téhéran (Etats-Unis d'Amérique c. Iran)</i>	Communiqué conjoint de Bruxelles (31 mai 1975) à l'issue d'un échange de vues entre les premiers ministres de Grèce et de Turquie	—
	Protocole de signature facultative à la convention de Vienne sur les relations diplomatiques, concernant le règlement obligatoire des différends (art. 1)	—
	Protocole de signature facultative à la convention de Vienne sur les relations consulaires, concernant le règlement obligatoire des différends (art. 1)	
	Traité d'amitié, de commerce et de droits consulaires entre les Etats-Unis d'Amérique et l'Iran du 15 août 1955 (art. XXI, par. 2)	
<i>Activités militaires et paramilitaires au Nicaragua et contre celui-ci (Nicaragua c. Etats-Unis d'Amérique)</i>	Convention sur la prévention et la répression des infractions contre les personnes jouissant d'une protection internationale, y compris les agents diplomatiques (art. 13, par. 1)	✓

Case	Invocation of a compromissory clause	Invocation of a declaration recognizing the compulsory jurisdiction of the Court
<i>Nuclear Tests (New Zealand v. France)</i>	General Act for the Pacific Settlement of International Disputes, of 26 September 1928 (Art. 17)	✓
<i>Trial of Pakistani Prisoners of War (Pakistan v. India)</i>	Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Art. IX)	—
<i>Aegean Sea Continental Shelf (Greece v. Turkey)</i>	General Act for the Pacific Settlement of International Disputes, of 26 September 1928 (Art. 17)	—
<i>United States Diplomatic and Consular Staff in Tehran (United States of America v. Iran)</i>	Joint Communiqué of Brussels (31 May 1975) Agreed between the Prime Ministers of Greece and Turkey	—
<i>Military and Paramilitary Activities in and against Nicaragua (Nicaragua v. United States of America)</i>	Optional Protocol to the Vienna Convention on Diplomatic Relations, concerning the Compulsory Settlement of Disputes (Art. I)	—
	Optional Protocol to the Vienna Convention on Consular Relations, concerning the Compulsory Settlement of Disputes (Art. I)	
	Treaty of Amity, Economic Relations and Consular Rights between the United States of America and Iran, of 15 August 1955 (Art. XXI, para. 2)	
	Convention on the Prevention and Punishment of Crimes against Internationally Protected Persons, including Diplomatic Agents (Art. 13, para. 1)	✓

Affaire	Invocation d'une clause compromissoire	Invocation d'une déclaration d'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour
<i>Actions armées frontalières et transfrontalières (Nicaragua c. Costa-Rica)</i>	Pacte de Bogotá (art. XXXI)	✓
<i>Actions armées frontalières et transfrontalières (Nicaragua c. Honduras)</i>	Pacte de Bogotá (art. XXXI)	✓
<i>Electronica Sicula S.p.A. (ELSI) (Etats-Unis d'Amérique c. Italie)</i>	Traité d'amitié, de commerce et de navigation du 2 février 1948 entre les Etats-Unis d'Amérique et la République italienne (art. XXVI)	—
<i>Délimitation maritime dans la région située entre le Groenland et Jan Mayen (Danemark c. Norvège)</i>	—	✓
<i>Incident aérien du 3 juillet 1988 (République islamique d'Iran c. Etats-Unis d'Amérique)</i>	Convention de Chicago relative à l'aviation civile internationale, telle qu'amendée (art. 84) Convention de Montréal pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile du 23 septembre 1971 (art. 14)	—
<i>Certaines terres à phosphates à Nauru (Nauru c. Australie)</i>	—	✓
<i>Sentence arbitrale du 31 juillet 1989 (Guinée-Bissau c. Sénégal)</i>	—	✓
<i>Timor oriental (Portugal c. Australie)</i>	—	✓
<i>Délimitation maritime entre la Guinée-Bissau et le Sénégal (Guinée-Bissau c. Sénégal)</i>	—	✓

Case	Invocation of a compromissory clause	Invocation of a declaration recognizing the compulsory jurisdiction of the Court
<i>Border and Transborder Armed Actions (Nicaragua v. Costa Rica)</i>	Pact of Bogotá (Art. XXXI)	✓
<i>Border and Transborder Armed Actions (Nicaragua v. Honduras)</i>	Pact of Bogotá (Art. XXXI)	✓
<i>Electronica Sicula S.p.A. (ELSI) (United States of America v. Italy)</i>	Treaty of Friendship, Commerce and Navigation of 2 February 1948 between the United States of America and the Italian Republic (Art. XXVI)	—
<i>Maritime Delimitation in the Area between Greenland and Jan Mayen (Denmark v. Norway)</i>	—	✓
<i>Aerial Incident of 3 July 1988 (Islamic Republic of Iran v. United States of America)</i>	Chicago Convention on International Civil Aviation as amended (Art. 84) Montreal Convention for the Suppression of Unlawful Acts against the Safety of Civil Aviation, of 23 September 1971 (Art. 14)	—
<i>Certain Phosphate Lands in Nauru (Nauru v. Australia)</i>	—	✓
<i>Arbitral Award of 31 July 1989 (Guinea-Bissau v. Senegal)</i>	—	✓
<i>East Timor (Portugal v. Australia)</i>	—	✓
<i>Maritime Delimitation between Guinea-Bissau and Senegal (Guinea-Bissau v. Senegal)</i>	—	✓

Affaire	Invocation d'une clause compromissoire	Invocation d'une déclaration d'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour
<i>Passage par le Grand-Belt (Finlande c. Danemark)</i>	Protocole de signature facultative concernant le règlement obligatoire des différends, adopté à Genève par la première conférence des Nations Unies sur le droit de la mer le 29 avril 1958 (art. 1)	✓
<i>Délimitation maritime et questions territoriales entre Qatar et Bahreïn (Qatar c. Bahreïn)</i>	Echanges de lettres entre le roi d'Arabie saoudite et l'émir de Qatar, datées des 19 et 21 décembre 1987, et entre le roi d'Arabie saoudite et l'émir de Bahreïn, datées des 19 et 26 décembre 1987, ainsi que le «procès-verbal», signé à Doha le 25 décembre 1990 par les ministres des affaires étrangères de Qatar, de Bahreïn et d'Arabie saoudite	—
<i>Questions d'interprétation et d'application de la convention de Montréal de 1971 résultant de l'incident aérien de Lockerbie (Jamahiriya arabe libyenne c. Royaume-Uni)</i>	Convention de Montréal pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile du 23 septembre 1971 (art. 14, par. 1)	—
<i>Questions d'interprétation et d'application de la convention de Montréal de 1971 résultant de l'incident aérien de Lockerbie (Jamahiriya arabe libyenne c. Etats-Unis d'Amérique)</i>	Convention de Montréal pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile du 23 septembre 1971 (art. 14, par. 1)	—
<i>Plates-formes pétrolières (République islamique d'Iran c. Etats-Unis d'Amérique)</i>	Traité d'amitié, de commerce et de droits consulaires entre les Etats-Unis d'Amérique et l'Iran du 15 août 1955 (art. XXI, par. 2)	—

Case	Invocation of a compromissory clause	Invocation of a declaration recognizing the compulsory jurisdiction of the Court
<i>Passage through the Great Belt (Finland v. Denmark)</i>	Optional Protocol of Signature concerning the Compulsory Settlement of Disputes adopted in Geneva by the First United Nations Conference on the Law of the Sea on 29 April 1958 (Art. 1)	✓
<i>Maritime Delimitation and Territorial Questions between Qatar and Bahrain (Qatar v. Bahrain)</i>	Exchange of Letters between the King of Saudi Arabia and the Amir of Qatar, dated 19 and 21 December 1987, and between the King of Saudi Arabia and the Amir of Bahrain, dated 19 and 26 December 1987, and the “Minutes” signed in Doha on 25 December 1990 by the Foreign Ministers of Qatar, Bahrain and Saudi Arabia	—
<i>Questions of Interpretation and Application of the 1971 Montreal Convention arising from the Aerial Incident at Lockerbie (Libyan Arab Jamahiriya v. United Kingdom)</i>	Montreal Convention for the Suppression of Unlawful Acts against the Safety of Civil Aviation, of 23 September 1971 (Art. 14, para. 1)	—
<i>Questions of Interpretation and Application of the 1971 Montreal Convention arising from the Aerial Incident at Lockerbie (Libyan Arab Jamahiriya v. United States of America)</i>	Montreal Convention for the Suppression of Unlawful Acts against the Safety of Civil Aviation, of 23 September 1971 (Art. 14, para. 1)	—
<i>Oil Platforms (Islamic Republic of Iran v. United States of America)</i>	Treaty of Amity, Economic Relations, and Consular Rights between the United States of America and Iran, of 15 August 1955 (Art. XXI, para. 2)	—

Affaire	Invocation d'une clause compromissoire	Invocation d'une déclaration d'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour
<i>Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Bosnie-Herzégovine c. Serbie-et-Monténégro)</i>	Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (art. IX)	—
<i>Frontière terrestre et maritime entre le Cameroun et le Nigéria (Cameroun c. Nigéria; Guinée équatoriale (intervenant))</i>	—	✓
<i>Compétence en matière de pêcheries (Espagne c. Canada)</i>	—	✓
<i>Convention de Vienne sur les relations consulaires (Paraguay c. États-Unis d'Amérique)</i>	Protocole de signature facultative à la convention de Vienne sur les relations consulaires, concernant le règlement obligatoire des différends (art. I)	—
<i>Ahmadou Sadio Diallo (République de Guinée c. République démocratique du Congo)</i>	—	✓
<i>LaGrand (Allemagne c. États-Unis d'Amérique)</i>	Protocole de signature facultative à la convention de Vienne sur les relations consulaires, concernant le règlement obligatoire des différends (art. I)	—
<i>Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. Belgique)</i>	Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (art. IX)	✓
<i>Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. Canada)</i>	Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (art. IX)	✓
<i>Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. France)</i>	Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (art. IX)	—

Case	Invocation of a compromissory clause	Invocation of a declaration recognizing the compulsory jurisdiction of the Court
<i>Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Bosnia and Herzegovina v. Serbia and Montenegro)</i>	Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Art. IX)	—
<i>Land and Maritime Boundary between Cameroon and Nigeria (Cameroon v. Nigeria: Equatorial Guinea intervening)</i>	—	✓
<i>Fisheries Jurisdiction (Spain v. Canada)</i>	—	✓
<i>Vienna Convention on Consular Relations (Paraguay v. United States of America)</i>	Optional Protocol to the Vienna Convention on Consular Relations, concerning the Compulsory Settlement of Disputes (Art. I)	—
<i>Abmadou Sadio Diallo (Republic of Guinea v. Democratic Republic of the Congo)</i>	—	✓
<i>LaGrand (Germany v. United States of America)</i>	Optional Protocol to the Vienna Convention on Consular Relations, concerning the Compulsory Settlement of Disputes (Art. I)	—
<i>Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro v. Belgium)</i>	Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Art. IX)	✓
<i>Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro v. Canada)</i>	Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Art. IX)	✓
<i>Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro v. France)</i>	Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Art. IX)	—

Affaire	Invocation d'une clause compromissoire	Invocation d'une déclaration d'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour
<i>Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. Allemagne)</i>	Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (art. IX)	—
<i>Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. Italie)</i>	Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (art. IX)	—
<i>Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. Pays-Bas)</i>	Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (art. IX)	✓
<i>Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. Portugal)</i>	Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (art. IX)	✓
<i>Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. Royaume-Uni)</i>	Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (art. IX)	✓
<i>Licéité de l'emploi de la force (Yougoslavie c. Espagne)</i>	Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (art. IX)	✓
<i>Licéité de l'emploi de la force (Yougoslavie c. États-Unis d'Amérique)</i>	Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (art. IX)	—
<i>Activités armées sur le territoire du Congo (République démocratique du Congo c. Burundi)</i>	Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants du 10 décembre 1984 (art. 30, par. 1)	—
<i>Convention de Montréal pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile du 23 septembre 1971 (art. 14, par. 1)</i>	Convention de Montréal pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile du 23 septembre 1971 (art. 14, par. 1)	✓
<i>Activités armées sur le territoire du Congo (République démocratique du Congo c. Ouganda)</i>	—	✓

Case	Invocation of a compromissory clause	Invocation of a declaration recognizing the compulsory jurisdiction of the Court
<i>Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro v. Germany)</i>	Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Art. IX)	—
<i>Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro v. Italy)</i>	Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Art. IX)	—
<i>Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro v. Netherlands)</i>	Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Art. IX)	✓
<i>Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro v. Portugal)</i>	Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Art. IX)	✓
<i>Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro v. United Kingdom)</i>	Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Art. IX)	✓
<i>Legality of Use of Force (Yugoslavia v. Spain)</i>	Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Art. IX)	✓
<i>Legality of Use of Force (Yugoslavia v. United States of America)</i>	Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Art. IX)	—
<i>Armed Activities on the Territory of the Congo (Democratic Republic of the Congo v. Burundi)</i>	Convention against Torture and other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment, of 10 December 1984 (Art. 30, para. 1)	—
<i>Armed Activities on the Territory of the Congo (Democratic Republic of the Congo v. Uganda)</i>	Montreal Convention for the Suppression of Unlawful Acts against the Safety of Civil Aviation, of 23 September 1971 (Art. 14, para. 1)	✓

Affaire	Invocation d'une clause compromissoire	Invocation d'une déclaration d'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour
<i>Activités armées sur le territoire du Congo (République démocratique du Congo c. Rwanda)</i>	Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants du 10 décembre 1984 (art. 30, par. 1)	—
<i>Convention de Montréal pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile du 23 septembre 1971 (art. 14, par. 1)</i>	Convention de Montréal pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile du 23 septembre 1971 (art. 14, par. 1)	—
<i>Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Croatie c. Serbie)</i>	Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (art. IX)	—
<i>Incident aérien du 10 août 1999 (Pakistan c. Inde)</i>	Accord entre l'Inde et le Pakistan relatif aux relations bilatérales du 2 juillet 1972 (art. 1) ³	✓
<i>Différend territorial et maritime entre le Nicaragua et le Honduras dans la mer des Caraïbes (Nicaragua c. Honduras)</i>	Pacte de Bogorá (art. XXXI)	✓
<i>Mandat d'arrêt du 11 avril 2000 (République démocratique du Congo c. Belgique)</i>	—	Dans sa requête, le Congo a déclaré accepter la juridiction obligatoire de la Cour et a invoqué la déclaration d'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour de la Belgique
<i>Certains biens (Liechtenstein c. Allemagne)</i>	Convention européenne pour le règlement pacifique des différends (art. 1)	—
<i>Différend territorial et maritime (Nicaragua c. Colombie)</i>	Pacte de Bogorá (art. XXXI)	✓

³ La requête renvoie simplement à l'article 36, paragraphe 1, du Statut. Ce n'est que dans son mémoire que le Pakistan a précisé le nom de l'instrument contenant une clause compromissoire susceptible de fonder la compétence de la Cour.

Case	Invocation of a compromissory clause	Invocation of a declaration recognizing the compulsory jurisdiction of the Court
<i>Armed Activities on the Territory of the Congo (Democratic Republic of the Congo v. Rwanda)</i>	Convention against Torture and other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment, of 10 December 1984 (Art. 30, para. 1)	—
<i>Montreal Convention for the Suppression of Unlawful Acts against the Safety of Civil Aviation, of 23 September 1971 (Art. 14, para. 1)</i>	Montreal Convention for the Suppression of Unlawful Acts against the Safety of Civil Aviation, of 23 September 1971 (Art. 14, para. 1)	—
<i>Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Croatia v. Serbia)</i>	Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Art. IX)	—
<i>Aerial Incident of 10 August 1999 (Pakistan v. India)</i>	Agreement on Bilateral Relations between India and Pakistan, of 2 July 1972 (Art. 1) ³	✓
<i>Territorial and Maritime Dispute between Nicaragua and Honduras in the Caribbean Sea (Nicaragua v. Honduras)</i>	Pact of Bogotá (Art. XXXI)	✓
<i>Arrest Warrant of 11 April 2000 (Democratic Republic of the Congo v. Belgium)</i>	—	In its Application, Congo declared that it accepted the compulsory jurisdiction of the Court and invoked Belgium's declaration accepting the compulsory jurisdiction of the Court
<i>Certain Property (Liechtenstein v. Germany)</i>	European Convention for the Peaceful Settlement of Disputes (Art. 1)	—
<i>Territorial and Maritime Dispute (Nicaragua v. Colombia)</i>	Pact of Bogotá (Art. XXXI)	✓

³ The Application simply refers to Article 36, paragraph 1, of the Statute of the Court. Only in its Memorial has Pakistan specified the name of the instrument which contains a special agreement which may found the jurisdiction of the Court.

Affaire	Invocation d'une clause compromissoire	Invocation d'une déclaration d'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour
<i>Activités armées sur le territoire du Congo (nouvelle requête : 2002) (République démocratique du Congo c. Rwanda)</i>	<p>Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (art. 29, par. 1)</p> <p>Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (art. 22)</p> <p>Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants du 10 décembre 1984 (art. 30, par. 1)</p> <p>Constitution de l'OMS (art. 75)</p> <p>Acte constitutif de l'UNESCO (art. XIV)</p> <p>Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (art. IX)</p> <p>Convention de Montréal pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile du 23 septembre 1971 (art. 14, par. 1)⁴</p>	—
<i>Avena et autres ressortissants mexicains (Mexique c. Etats-Unis d'Amérique)</i>	<p>Protocole de signature facultative à la convention de Vienne sur les relations consulaires, concernant le règlement obligatoire des différends (art. 1)</p>	—

⁴ Sur la base de l'article 66 de la convention de Vienne sur le droit des traités, la République démocratique du Congo a également invoqué des normes de *ius cogens* comme base légale de la compétence de la Cour contenues dans : la Déclaration universelle des droits de l'homme (art. 3, 4, 5, 13, 17, 18), ainsi que ses deux pactes internationaux de 1966 sur les droits civils et politiques, économiques, sociaux et culturels; la convention relative au statut des réfugiés (1951) et son protocole (1967); la charte africaine des droits de l'homme et des peuples (1981) et la charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant; la convention relative aux droits de l'enfant (1989); le protocole facultatif à la convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés; le protocole facultatif à la convention relative aux droits de l'enfant concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants; les conventions de Genève de 1949 et leurs protocoles additionnels de 1977.

Case	Invocation of a compromissory clause	Invocation of a declaration recognizing the compulsory jurisdiction of the Court
<i>Armed Activities on the Territory of the Congo (New Application: 2002) (Democratic Republic of the Congo v. Rwanda)</i>	<p>Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women (Art. 29, para. 1)</p> <p>International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination (Art. 22)</p> <p>Convention against Torture and other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment, of 10 December 1984 (Art. 30, para. 1)</p> <p>Constitution of the WHO (Art. 75)</p> <p>Constitution of UNESCO (Art. XIV)</p> <p>Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Art. IX)</p> <p>Montreal Convention for the Suppression of Unlawful Acts against the Safety of Civil Aviation, of 23 September 1971 (Art. 14, para. 1)⁴</p>	—
<i>Avena and Other Mexican Nationals (Mexico v. United States of America)</i>	Optional Protocol to the Vienna Convention on Consular Relations concerning the Compulsory Settlement of Disputes (Art. I)	—

⁴ On the basis of Article 66 of the Vienna Convention on the Law of Treaties, the Democratic Republic of the Congo also invoked, as a legal basis for the Court's jurisdiction, the norms of *jus cogens* contained in: the Universal Declaration of Human Rights (Arts. 3, 4, 5, 13, 17, 18), as well as the two International Covenants of 1966 on Civil and Political, Economic, Social and Cultural Rights; Convention relating to the Status of Refugees (1951) and its Protocol (1967); the African Charter on Human and Peoples' Rights (1981) and the African Charter on the Rights and Welfare of the Child; the Convention on the Rights of the Child (1989); the Optional Protocol to the Convention on the Rights of the Child on the Involvement of Children in Armed Conflict; the Optional Protocol to the Convention on the Rights of the Child on the Sale of Children, Child Prostitution and Child Pornography; the Geneva Conventions of 1949 and Additional Protocols of 1977.

Affaire	Invocation d'une clause compromissoire	Invocation d'une déclaration d'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour
<i>Délimitation maritime en mer Noire (Roumanie c. Ukraine)</i>	Accord additionnel au traité de bon voisinage et de coopération entre la Roumanie et l'Ukraine (1997) (art. 4, al. <i>h</i>)	—
<i>Différend relatif à des droits de navigation et des droits connexes (Costa Rica c. Nicaragua)</i>	Pacte de Bogotá (art. XXXI) Accord Tovar-Caldera signé par les Parties le 26 septembre 2002	✓
<i>Statut vis-à-vis de l'Etat hôte d'un envoyé diplomatique auprès de l'Organisation des Nations Unies (Commonwealth de Dominique c. Suisse)</i>	Protocole de signature facultative à la Convention de Vienne sur les relations consulaires, concernant le règlement obligatoire des différends (art. I)	✓
<i>Usines de pâte à papier sur le fleuve Uruguay (Argentine c. Uruguay)</i>	Statut du fleuve Uruguay entre l'Argentine et l'Uruguay (art. 60, par. 1)	—
<i>Différend maritime (Pérou c. Chili)</i>	Pacte de Bogotá (art. XXXI)	—
<i>Epancages aériens d'herbicides (Equateur c. Colombie)</i>	Pacte de Bogotá (art. XXXI) Convention des Nations Unies de 1988 contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes (art. 32)	—
<i>Application de la convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (Géorgie c. Fédération de Russie)</i>	Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (art. 22)	—
<i>Application de l'accord intérimaire du 13 septembre 1995 (ex-République yougoslave de Macédoine c. Grèce)</i>	Accord intérimaire signé par les Parties le 13 septembre 1995 (art. 21, par. 2)	—

Case	Invocation of a compromissory clause	Invocation of a declaration recognizing the compulsory jurisdiction of the Court
<i>Maritime Delimitation in the Black Sea (Romania v. Ukraine)</i>	Additional Agreement to the Treaty on Relations of Co-operation and Good Neighbourliness between Romania and Ukraine (1997) (Art. 4 (b))	—
<i>Dispute regarding Navigational and Related Rights (Costa Rica v. Nicaragua)</i>	Pact of Bogotá (Art. XXXI) Tovar-Caldera Agreement signed between the Parties on 26 September 2002	✓
<i>Status vis-à-vis the Host State of a Diplomatic Envoy to the United Nations (Commonwealth of Dominica v. Switzerland)</i>	Optional Protocol to the Vienna Convention on Consular Relations concerning the Compulsory Settlement of Disputes (Art. I)	✓
<i>Pulp Mills on the River Uruguay (Argentina v. Uruguay)</i>	Statute of the River Uruguay, signed by Argentina and Uruguay (Art. 60, para. 1)	—
<i>Maritime Dispute (Peru v. Chile)</i>	Pact of Bogotá (Art. XXXI)	—
<i>Aerial Herbicide Spraying (Ecuador v. Colombia)</i>	Pact of Bogotá (Art. XXXI) United Nations Convention of 1988 against Illicit Traffic in Narcotic Drugs and Psychotropic Substances (Art. 32)	—
<i>Application of the International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination (Georgia v. Russian Federation)</i>	International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination (Art. 22)	—
<i>Application of the Interim Accord of 13 September 1995 (the former Yugoslav Republic of Macedonia v. Greece)</i>	Interim Accord of 13 September 1995 between the Applicant and the Respondent (Art. 21, para. 2)	—

Affaire	Invocation d'une clause compromissoire	Invocation d'une déclaration d'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour
<i>Immunités juridictionnelles de l'Etat (Allemagne c. Italie; Grèce (intervenant))</i>	Convention européenne pour le règlement pacifique des différends (art. 1)	—
<i>Questions concernant l'obligation de poursuivre ou d'extrader (Belgique c. Sénégal)</i>	Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants du 10 décembre 1984 (art. 30, par. 1)	✓
<i>Certaines questions en matière de relations diplomatiques (Honduras c. Brésil)</i>	Pacte de Bogotá (art. XXXI)	—
<i>Compétence judiciaire et exécution des décisions en matière civile et commerciale (Belgique c. Suisse)</i>	—	✓
<i>Chasse à la baleine dans l'Antarctique (Australie c. Japon; Nouvelle-Zélande (intervenant))</i>	—	✓
<i>Certaines activités menées par le Nicaragua dans la région frontalière (Costa Rica c. Nicaragua)</i>	Pacte de Bogotá (art. XXXI)	✓
<i>Construction d'une route au Costa Rica le long du fleuve San Juan (Nicaragua c. Costa Rica)</i>	Pacte de Bogotá (art. XXXI)	✓
<i>Obligation de négocier un accès à l'océan Pacifique (Bolivie c. Chili)</i>	Pacte de Bogotá (art. XXXI)	—
<i>Question de la délimitation du plateau continental entre le Nicaragua et la Colombie au-delà de 200 milles marins de la côte nicaraguayenne (Nicaragua c. Colombie)</i>	Pacte de Bogotá (art. XXXI)	—

Case	Invocation of a compromissory clause	Invocation of a declaration recognizing the compulsory jurisdiction of the Court
<i>Jurisdictional Immunities of the State (Germany v. Italy: Greece intervening)</i>	European Convention for the Peaceful Settlement of Disputes (Art. 1, para. 1)	—
<i>Questions relating to the Obligation to Prosecute or Extradite (Belgium v. Senegal)</i>	Convention against Torture and other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment, of 10 December 1984 (Art. 30)	✓
<i>Certain Questions concerning Diplomatic Relations (Honduras v. Brazil)</i>	Pact of Bogotá (Art. XXXI)	—
<i>Jurisdiction and Enforcement of Judgments in Civil and Commercial Matters (Belgium v. Switzerland)</i>	—	✓
<i>Whaling in the Antarctic (Australia v. Japan: New Zealand intervening)</i>	—	✓
<i>Certain Activities Carried Out by Nicaragua in the Border Area (Costa Rica v. Nicaragua)</i>	Pact of Bogotá (Art. XXXI)	✓
<i>Construction of a Road in Costa Rica along the San Juan River (Nicaragua v. Costa Rica)</i>	Pact of Bogotá (Art. XXXI)	✓
<i>Obligation to Negotiate Access to the Pacific Ocean (Bolivia v. Chile)</i>	Pact of Bogotá (Art. XXXI)	—
<i>Question of the Delimitation of the Continental Shelf between Nicaragua and Colombia beyond 200 Nautical Miles from the Nicaraguan Coast (Nicaragua v. Colombia)</i>	Pact of Bogotá (Art. XXXI)	—

Affaire	Invocation d'une clause compromissoire	Invocation d'une déclaration d'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour
<i>Violations alléguées de droits souverains et d'espaces maritimes dans la mer des Caraïbes (Nicaragua c. Colombie)</i>	Pacte de Bogotá (art. XXXI)	—
<i>Questions concernant la saisie et la détention de certains documents et données (Timor-Leste c. Australie)</i>	—	✓
<i>Délimitation maritime dans la mer des Caraïbes et l'océan Pacifique (Costa Rica c. Nicaragua)</i>	Pacte de Bogotá (art. XXXI)	✓
<i>Obligations relatives à des négociations concernant la cessation de la course aux armes nucléaires et le désarmement nucléaire (Iles Marshall c. Inde)</i>	—	✓
<i>Obligations relatives à des négociations concernant la cessation de la course aux armes nucléaires et le désarmement nucléaire (Iles Marshall c. Pakistan)</i>	—	✓
<i>Obligations relatives à des négociations concernant la cessation de la course aux armes nucléaires et le désarmement nucléaire (Iles Marshall c. Royaume-Uni)</i>	—	✓

Case	Invocation of a compromissory clause	Invocation of a declaration recognizing the compulsory jurisdiction of the Court
<i>Alleged Violations of Sovereign Rights and Maritime Spaces in the Caribbean Sea (Nicaragua v. Colombia)</i>	Pact of Bogotá (Art. XXXI)	—
<i>Questions relating to the Seizure and Detention of Certain Documents and Data (Timor-Leste v. Australia)</i>	—	✓
<i>Maritime Delimitation in the Caribbean Sea and the Pacific Ocean (Costa Rica v. Nicaragua)</i>	Pact of Bogotá (Art. XXXI)	✓
<i>Obligations concerning Negotiations relating to Cessation of the Nuclear Arms Race and to Nuclear Disarmament (Marshall Islands v. India)</i>	—	✓
<i>Obligations concerning Negotiations relating to Cessation of the Nuclear Arms Race and to Nuclear Disarmament (Marshall Islands v. Pakistan)</i>	—	✓
<i>Obligations concerning Negotiations relating to Cessation of the Nuclear Arms Race and to Nuclear Disarmament (Marshall Islands v. United Kingdom)</i>	—	✓

ANNEXE 9

AFFAIRES INTRODUITES AU TITRE D'UN *FORUM PROROGATUM*1. *Application du paragraphe 5 de l'article 38 du Règlement de la Cour*

Le paragraphe 5 de l'article 38 du Règlement dispose ce qui suit :

« Lorsque le demandeur entend fonder la compétence de la Cour sur un consentement non encore donné ou manifesté par l'Etat contre lequel la requête est formée, la requête est transmise à cet Etat. Toutefois, elle n'est pas inscrite au rôle général de la Cour et aucun acte de procédure n'est effectué tant que l'Etat contre lequel la requête est formée n'a pas accepté la compétence de la Cour aux fins de l'affaire. »

A ce jour, la compétence de la Cour a été reconnue, en application de cette disposition, dans les deux cas suivants :

- une requête présentée par la République du Congo le 9 décembre 2002 contre la France. Le défendeur a accepté la compétence de la Cour le 11 avril 2003, ce qui a entraîné l'inscription de l'affaire au rôle général, à compter de la date de réception de ladite acceptation, sous le titre *Certaines procédures pénales engagées en France (République du Congo c. France)*;
- une requête présentée par la République de Djibouti le 10 janvier 2006 contre la France. Le défendeur a accepté la compétence de la Cour le 9 août 2006, ce qui a entraîné l'inscription de l'affaire au rôle général, à compter de la date de réception de ladite acceptation, sous le titre *Certaines questions concernant l'entraide judiciaire en matière pénale (Djibouti c. France)*.

* *

Aucune suite n'a, en revanche, été donnée dans les cas ci-après :

- une requête a été déposée par la République de Hongrie le 23 octobre 1992 contre la République fédérative tchèque et slovaque, mais aucun acte de procédure n'a été effectué, l'Etat contre lequel ladite requête était formée n'ayant pas accepté la juridiction de la Cour;
- une requête a été présentée par la République fédérative de Yougoslavie le 16 mars 1994 contre les Etats membres de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), mais aucun acte de procédure n'a été effectué, les Etats contre lesquels ladite requête était formée n'ayant pas accepté la juridiction de la Cour;
- une requête a été présentée par l'Erythrée le 16 février 1999 contre l'Ethiopie, mais aucun acte de procédure n'a été effectué, l'Etat contre lequel ladite requête était formée n'ayant pas accepté la juridiction de la Cour;
- une requête a été présentée par le Libéria le 4 août 2003 contre la Sierra Leone, mais aucun acte de procédure n'a été effectué, l'Etat contre lequel ladite requête était formée n'ayant pas accepté la juridiction de la Cour;
- une requête a été déposée par la République du Rwanda contre la France le 18 avril 2007, à laquelle était annexée une demande en indication de mesures conservatoires. Aucun acte de procédure n'a été effectué, la France n'ayant pas accepté la juridiction de la Cour en l'espèce;

ANNEX 9

CASES INSTITUTED ON THE BASIS OF *FORUM PROROGATUM*1. *Application of Article 38, paragraph 5, of the Rules of Court*

Article 38, paragraph 5, of the Rules of Court provides as follows:

“When the applicant State proposes to found the jurisdiction of the Court upon a consent thereto yet to be given or manifested by the State against which such application is made, the application shall be transmitted to that State. It shall not however be entered in the General List, nor any action be taken in the proceedings, unless and until the State against which such application is made consents to the Court’s jurisdiction for the purposes of the case.”

To date, consent has been given to the Court’s jurisdiction by virtue of the above provision on two occasions:

- an Application was submitted by the Republic of the Congo on 9 December 2002, seeking to institute proceedings against France. The Respondent consented to the Court’s jurisdiction on 11 April 2003; that consent led to the case being entered into the General List with effect from the date of receipt of the consent as *Certain Criminal Proceedings in France (Republic of the Congo v. France)*; and
- an Application was submitted by the Republic of Djibouti on 10 January 2006, seeking to institute proceedings against France. The Respondent consented to the Court’s jurisdiction on 9 August 2006; that consent led to the case being entered into the General List with effect from the date of receipt of the consent as *Certain Questions of Mutual Assistance in Criminal Matters (Djibouti v. France)*.

* *

On the other hand, no action was taken in the proceedings in the following instances:

- an Application was submitted by the Republic of Hungary on 23 October 1992, seeking to institute proceedings against the Czech and Slovak Federal Republic, but no action was taken, the State against which the Application was submitted having not consented to the Court’s jurisdiction;
- an Application was submitted by the Federal Republic of Yugoslavia on 16 March 1994, seeking to institute proceedings against the member States of the North Atlantic Treaty Organization (NATO), but no action was taken, the States against which the Application was submitted having not consented to the Court’s jurisdiction;
- an Application was submitted by Eritrea on 16 February 1999, seeking to institute proceedings against Ethiopia, but no action was taken, the State against which the Application was submitted having not consented to the Court’s jurisdiction;
- an Application was submitted by Liberia on 4 August 2003, seeking to institute proceedings against Sierra Leone, but no action was taken, the State against which the Application was submitted having not consented to the Court’s jurisdiction;
- an Application was submitted by the Republic of Rwanda on 18 April 2007, seeking to institute proceedings against France, to which was appended a request for the indication of provisional measures. However, no action was taken in the proceedings, France having not consented to the Court’s jurisdiction;

- une requête à laquelle était annexée une « demande en indication de mesures conservatoires » a été présentée par la République de Guinée équatoriale contre la France le 25 septembre 2012, mais aucun acte de procédure n'a été effectué, l'Etat contre lequel ladite requête était formée n'ayant pas accepté la juridiction de la Cour;
- des requêtes ont été déposées par les Iles Marshall le 24 avril 2014 contre, par ordre alphabétique, la Chine, les Etats-Unis d'Amérique, la Fédération de Russie, la France, Israël et la République populaire démocratique de Corée. Aucun acte de procédure n'a cependant été effectué, les pays concernés n'ayant pas accepté la juridiction de la Cour.

Le dépôt des requêtes ci-dessus a simplement fait l'objet d'un communiqué de presse du Greffe. Ces communiqués, classés par date de diffusion, figurent sur le site Internet de la Cour, sous la rubrique « Espace Presse ».

2. Pratique de la Cour avant l'introduction du paragraphe 5 de l'article 38 du Règlement

Avant l'introduction dans le Règlement de la Cour du paragraphe 5 de l'article 38, le 1^{er} juillet 1978, la Cour traitait les requêtes par lesquelles un Etat qui entendait fonder la compétence de la Cour pour connaître d'une affaire sur un consentement non encore donné, ou manifesté par un autre Etat, exposait ses demandes et invitait ce dernier à consentir à ce que la Cour les examine, comme toute autre requête qui lui était adressée: le Greffe procédait aux notifications habituelles et l'« affaire » était inscrite au rôle général de la Cour. Elle ne pouvait être rayée du rôle que si l'Etat défendeur refusait de manière explicite la compétence de la Cour pour en connaître; la Cour était par conséquent amenée à rendre des ordonnances à seule fin de les rayer du rôle.

Tel a été le cas dans les « affaires » suivantes :

- *Traitement en Hongrie d'un avion des Etats-Unis d'Amérique et de son équipage (Etats-Unis d'Amérique c. Hongrie)*, ordonnance du 12 juillet 1954;
- *Traitement en Hongrie d'un avion des Etats-Unis d'Amérique et de son équipage (Etats-Unis d'Amérique c. Union des Républiques socialistes soviétiques)*, ordonnance du 12 juillet 1954;
- *Incident aérien du 10 mars 1953 (Etats-Unis d'Amérique c. Tchécoslovaquie)*, ordonnance du 14 mars 1956;
- *Incident aérien du 7 octobre 1952 (Etats-Unis d'Amérique c. Union des Républiques socialistes soviétiques)*, ordonnance du 14 mars 1956;
- *Antarctique (Royaume-Uni c. Argentine)*, ordonnance du 16 mars 1956;
- *Antarctique (Royaume-Uni c. Chili)*, ordonnance du 16 mars 1956;
- *Incident aérien du 4 septembre 1954 (Etats-Unis d'Amérique c. Union des Républiques socialistes soviétiques)*, ordonnance du 9 décembre 1958;
- *Incident aérien du 7 novembre 1954 (Etats-Unis d'Amérique c. Union des Républiques socialistes soviétiques)*, ordonnance du 7 octobre 1959.

En l'affaire du *Détroit de Corfou (Royaume-Uni c. Albanie)*, la Cour a estimé, suite au dépôt de la requête du Royaume-Uni, qu'elle avait compétence sur la base de l'acceptation, par l'Albanie, de la recommandation du Conseil de sécurité tendant à ce que les deux pays soumettent leur différend à la Cour (arrêt sur l'exception préliminaire du 25 mars 1948). Immédiatement après le prononcé de l'arrêt sur l'exception préliminaire, les Parties ont notifié à la Cour un compromis.

- an Application including “a request for provisional measures” was submitted by the Republic of Equatorial Guinea on 25 September 2012, seeking to institute proceedings against France, but no action was taken, the State against which the Application was submitted having not consented to the Court’s jurisdiction;
- on 24 April 2014, the Marshall Islands submitted Applications, seeking to institute proceedings against, in alphabetical order, China, the Democratic People’s Republic of Korea, France, Israel, the Russian Federation and the United States of America. However, no action was taken, the States against which the Applications were submitted having not consented to the Court’s jurisdiction.

The filing of each of the above Applications was simply the subject of a Registry press release. Those press releases can be found on the Court’s website, in order of publication, under “Press Room”.

2. *Practice of the Court prior to the introduction of Article 38, paragraph 5, of the Rules of Court*

Prior to the introduction of Article 38, paragraph 5, of the Rules of Court on 1 July 1978, Applications in which a State that proposed to found the Court’s jurisdiction to entertain a case upon a consent thereto yet to be given or manifested by another State set out its claims, and invited the State against which it wished to institute proceedings to consent to Court’s consideration of those claims, were dealt with by the Court in the same way as any other Application submitted to it: the Registry carried out the usual notifications and the “case” was entered in the Court’s General List. It could only be removed from the List if the respondent State explicitly refused to consent to the Court’s jurisdiction to entertain the “case”; the Court was then required to make an order for the sole purpose of removing the “case” from the List.

Such orders were made in the following “cases”:

- *Treatment in Hungary of Aircraft and Crew of United States of America (United States of America v. Hungary)*, Order of 12 July 1954;
- *Treatment in Hungary of Aircraft and Crew of United States of America (United States of America v. Union of Soviet Socialist Republics)*, Order of 12 July 1954;
- *Aerial Incident of 10 March 1953 (United States of America v. Czechoslovakia)*, Order of 14 March 1956;
- *Aerial Incident of 7 October 1952 (United States of America v. Union of Soviet Socialist Republics)*, Order of 14 March 1956;
- *Antarctica (United Kingdom v. Argentina)*, Order of 16 March 1956;
- *Antarctica (United Kingdom v. Chile)*, Order of 16 March 1956;
- *Aerial Incident of 4 September 1954 (United States of America v. Union of Soviet Socialist Republics)*, Order of 9 December 1958;
- *Aerial Incident of 7 November 1954 (United States of America v. Union of Soviet Socialist Republics)*, Order of 7 October 1959.

In the *Corfu Channel* case (*United Kingdom v. Albania*), following the filing of an Application by the United Kingdom, the Court found that it had jurisdiction on the basis of Albania’s acceptance of the Security Council’s recommendation that the two States should refer their dispute to the Court (Judgment on the preliminary objection, 25 March 1948). Immediately after the delivery of the Judgment on the preliminary objection, the Parties notified to the Court a Special Agreement.

ANNEXE 10

INTERVENTIONS (STATUT, ART. 62 ET 63)

1. Demandes d'intervention (Statut, art. 62)

L'article 62 du Statut de la Cour dispose, en son paragraphe 1, que, « [l]orsqu'un Etat estime que, dans un différend, un intérêt d'ordre juridique est pour lui en cause, il peut adresser à la Cour une requête, à fin d'intervention » avant de préciser, en son paragraphe 2, que « [l]a Cour décide ».

Dans le tableau ci-après figurent les dix affaires en lesquelles de telles demandes ont été présentées.

Affaire	Date d'enregistrement de la demande d'intervention	Etat entendant intervenir	Date de la décision de la Cour	Demande d'intervention acceptée ?
<i>Essais nucléaires (Australie c. France)</i>	16 V 1973	Fidji	12 VII 1973 (ord.) (sursis à statuer) 20 XII 1974 (ord.)	Non
<i>Essais nucléaires (Nouvelle-Zélande c. France)</i>	12 VII 1973	Fidji	12 VII 1973 (ord.) (sursis à statuer) 20 XII 1974 (ord.)	Non
<i>Plateau continental (Tunisie/Jamahiriya arabe libyenne)</i>	30 I 1981	Malte	14 IV 1981 (arrêt)	Non
<i>Plateau continental (Jamahiriya arabe libyenne/Malte)</i>	24 X 1983	Italie	21 III 1984 (arrêt)	Non
<i>Différend frontalier terrestre, insulaire et maritime (El Salvador/ Honduras)</i>	17 XI 1989	Nicaragua	13 IX 1990 (arrêt)	Oui

ANNEX 10

INTERVENTIONS (ARTS. 62 AND 63 OF THE STATUTE)

1. *Applications for Permission to Intervene (Art. 62 of the Statute)*

Article 62, paragraph 1, of the Statute of the Court provides that “[s]hould a State consider that it has an interest of a legal nature which may be affected by the decision in the case, it may submit a request to the Court to be permitted to intervene”. Paragraph 2 of the same provision states that “[i]t shall be for the Court to decide upon this request”.

The table below shows the ten cases in which such requests have been made.

Case	Date of filing of the Application to intervene	State seeking to intervene	Date of the Court's decision	Application to intervene granted?
<i>Nuclear Tests (Australia v. France)</i>	16 V 1973	Fiji	12 VII 1973 (Ord.) (stay of proceedings) 20 XII 1974 (Ord.)	No
<i>Nuclear Tests (New Zealand v. France)</i>	12 VII 1973	Fiji	12 VII 1973 (Ord.) (stay of proceedings) 20 XII 1974 (Ord.)	No
<i>Continental Shelf (Tunisia/Libyan Arab Jamabiriya)</i>	30 I 1981	Malta	14 IV 1981 (Judgment)	No
<i>Continental Shelf (Libyan Arab Jamabiriya/Malta)</i>	24 X 1983	Italy	21 III 1984 (Judgment)	No
<i>Land, Island and Maritime Frontier Dispute (El Salvador/ Honduras)</i>	17 XI 1989	Nicaragua	13 IX 1990 (Judgment)	Yes

Affaire	Date d'enregistrement de la demande d'intervention	Etat entendant intervenir	Date de la décision de la Cour	Demande d'intervention acceptée ?
<i>Demande d'examen de la situation au titre du paragraphe 63 de l'arrêt rendu par la Cour le 20 décembre 1974 dans l'affaire des Essais nucléaires (Nouvelle-Zélande c. France)</i>	23 VIII 1995 24 VIII 1995 24 VIII 1995 25 VIII 1995 25 VIII 1995	Australie Iles Samoa Iles Salomon Iles Marshall Etats fédérés de Micronésie	22 IX 1995 (ord.)	Non
<i>Frontière terrestre et maritime entre le Cameroun et le Nigéria (Cameroun c. Nigéria)</i>	30 VI 1999	Guinée équatoriale	21 X 1999 (ord.)	Oui
<i>Souveraineté sur Pulau Ligitan et Pulau Sipadan (Indonésie/ Malaisie)</i>	13 III 2001	Philippines	23 X 2001 (arrêt)	Non
<i>Différend territorial et maritime (Nicaragua c. Colombie)</i>	25 II 2010 10 VI 2010	Costa Rica Honduras	4 V 2011 (arrêt) 4 V 2011 (arrêt)	Non Non
<i>Immunités juridictionnelles de l'Etat (Allemagne c. Italie)</i>	13 I 2011	Grèce	4 VII 2001 (ord.)	Oui

*

Case	Date of filing of the Application to intervene	State seeking to intervene	Date of the Court's decision	Application to intervene granted?
<i>Request for an Examination of the Situation in Accordance with Paragraph 63 of the Court's Judgment of 20 December 1974 in the Nuclear Tests (New Zealand v. France) Case</i>	23 VIII 1995	Australia	22 IX 1995 (Ord.)	No
	24 VIII 1995	Samoa Islands		
	24 VIII 1995	Solomon Islands		
	25 VIII 1995	Marshall Islands		
	25 VIII 1995	Federated States of Micronesia		
<i>Land and Maritime Boundary between Cameroon and Nigeria (Cameroon v. Nigeria)</i>	30 VI 1999	Equatorial Guinea	21 X 1999 (Ord.)	Yes
<i>Sovereignty over Pulau Ligitan and Pulau Sipadan (Indonesia/ Malaysia)</i>	13 III 2001	Philippines	23 X 2001 (Judgment)	No
<i>Territorial and Maritime Dispute (Nicaragua v. Colombia)</i>	25 II 2010	Costa Rica	4 V 2011 (Judgment)	No
	10 VI 2010	Honduras	4 V 2011 (Judgment)	No
<i>Jurisdictional Immunities of the State (Germany v. Italy)</i>	13 I 2011	Greece	4 VII 2011 (Ord.)	Yes

*

2. Déclarations d'intervention (Statut, art. 63)

Aux termes de l'article 63 du Statut de la Cour, lorsqu'il s'agit de l'interprétation d'une convention à laquelle ont participé d'autres Etats que les parties en litige, « [c]hacon d'eux a le droit d'intervenir au procès ».

Dans le tableau ci-après figurent les quatre affaires en lesquelles de telles déclarations ont été présentées.

Affaire	Date d'enregistrement de la déclaration	Etat auteur de la déclaration	Date de la décision de la Cour	Déclaration jugée recevable?
<i>Haya de la Torre (Colombie c. Pérou)</i>	13 III 1951	Cuba	16 V 1951 (décision rendue par la Cour en audience publique)	Oui
<i>Activités militaires et paramilitaires au Nicaragua et contre celui-ci (Nicaragua c. Etats-Unis d'Amérique)</i>	15 VIII 1984	El Salvador	4 X 1984 (ord.)	Non
<i>Demande d'examen de la situation au titre du paragraphe 63 de l'arrêt rendu par la Cour le 20 décembre 1974 dans l'affaire des Essais nucléaires (Nouvelle-Zélande c. France)</i>	24 VIII 1995 24 VIII 1995 25 VIII 1995 25 VIII 1995	Iles Samoa Iles Salomon Iles Marshall Etats fédérés de Micronésie	22 IX 1995 (ord.)	Non
<i>Chasse à la baleine dans l'Antarctique (Australie c. Japon)</i>	20 XI 2012	Nouvelle-Zélande	6 II 2013 (ord.)	Oui

2. *Declarations of Intervention (Art. 63 of the Statute)*

Under the terms of Article 63 of the Statute of the Court, whenever the construction of a convention to which States other than those concerned in the case are parties is in question, each of those States “has the right to intervene in the proceedings”.

Declarations of intervention have been made in the following four cases.

Case	Date of filing of the declaration	State author of the declaration	Date of the Court's decision	Declaration found admissible?
<i>Haya de la Torre (Colombia v. Peru)</i>	13 III 1951	Cuba	16 V 1951 (decision rendered by the Court at public sitting)	Yes
<i>Military and Paramilitary Activities in and against Nicaragua (Nicaragua v. United States of America)</i>	15 VIII 1984	El Salvador	4 X 1984 (Ord.)	No
<i>Request for an Examination of the Situation in Accordance with Paragraph 63 of the Court's Judgment of 20 December 1974 in the Nuclear Tests (New Zealand v. France) Case</i>	24 VIII 1995 24 VIII 1995 25 VIII 1995 25 VIII 1995	Samoa Islands Solomon Islands Marshall Islands Federated States of Micronesia	22 IX 1995 (Ord.)	No
<i>Whaling in the Antarctic (Australia v. Japan)</i>	20 XI 2012	New Zealand	6 II 2013 (Ord.)	Yes

ANNEXE 11

JONCTIONS D'INSTANCES

L'article 47 du Règlement dispose que la Cour «peut à tout moment ordonner que les instances dans deux ou plusieurs affaires soient jointes». Il en est allé ainsi dans les affaires suivantes.

Affaires en lesquelles les instances ont été jointes	Date de la décision de la Cour
<i>Sud-Ouest africain (Ethiopie c. Afrique du Sud) et Sud-Ouest africain (Libéria c. Afrique du Sud)</i>	20 V 1961 (ord.)
<i>Plateau continental de la mer du Nord (République fédérale d'Allemagne/Danemark) et Plateau continental de la mer du Nord (République fédérale d'Allemagne/Pays-Bas)</i>	26 IV 1968 (ord.)
<i>Certaines activités menées par le Nicaragua dans la région frontalière (Costa Rica c. Nicaragua) et Construction d'une route au Costa Rica le long du fleuve San Juan (Nicaragua c. Costa Rica)</i>	17 IV 2013 (ord.)

ANNEX 11

JOINDERS OF PROCEEDINGS

Article 47 of the Rules provides that “[t]he Court may at any time direct that the proceedings in two or more cases be joined”. The Court joined the proceedings in the following cases.

Cases in which the proceedings were joined	Date of the Court's decision
<i>South West Africa (Ethiopia v. South Africa) and South West Africa (Liberia v. South Africa)</i>	20 V 1961 (Ord.)
<i>North Sea Continental Shelf (Federal Republic of Germany/Denmark) and North Sea Continental Shelf (Federal Republic of Germany/Netherlands)</i>	26 IV 1968
<i>Certain Activities Carried Out by Nicaragua in the Border Area (Costa Rica v. Nicaragua) and Construction of a Road in Costa Rica along the San Juan River (Nicaragua v. Costa Rica)</i>	17 IV 2013 (Ord.)

ANNEXE 12

MESURES CONSERVATOIRES

Des mesures conservatoires ont été demandées dans les 44 affaires ci-après.

Affaire	Date d'enregistrement de la demande	Etat auteur de la demande	Date de la décision de la Cour	Indication de mesures conservatoires?
<i>Anglo-Iranian Oil Co. (Royaume-Uni c. Iran)</i>	22 VI 1951	Royaume-Uni	5 VII 1951	Oui
<i>Interhandel (Suisse c. Etats-Unis d'Amérique)</i>	3 X 1957	Suisse	24 X 1957	Non
<i>Compétence en matière de pêcheries (Royaume-Uni c. Islande)</i>	19 VII 1972	Royaume-Uni	17 VIII 1972	Oui ¹
<i>Compétence en matière de pêcheries (République fédérale d'Allemagne c. Islande)</i>	21 VII 1972	Rép. fédérale d'Allemagne	17 VIII 1972	Oui ²
<i>Essais nucléaires (Australie c. France)</i>	9 V 1973	Australie	22 VI 1973	Oui
<i>Essais nucléaires (Nouvelle-Zélande c. France)</i>	14 V 1973	Nouvelle-Zélande	22 VI 1973	Oui
<i>Procès de prisonniers de guerre pakistanais (Pakistan c. Inde)</i>	11 V 1973	Pakistan	13 VII 1973	Non ³
<i>Plateau continental de la mer Egée (Grèce c. Turquie)</i>	10 VIII 1976	Grèce	11 IX 1976	Non

¹ Le 22 juin 1973, le Royaume-Uni, se référant au paragraphe 2 du dispositif de l'ordonnance du 17 août 1972, a demandé à la Cour de confirmer que les mesures indiquées dans cette ordonnance resteraient en vigueur jusqu'à ce qu'elle ait rendu son arrêt définitif en l'affaire ou une nouvelle ordonnance. La Cour a confirmé que tel était bien le cas dans une ordonnance du 12 juillet 1973.

² Le 22 juin 1973, la République fédérale d'Allemagne, se référant au paragraphe 2 du dispositif de l'ordonnance du 17 août 1972, a prié la Cour de confirmer que ladite ordonnance resterait en vigueur après le 15 août 1973. Par ordonnance du 12 juillet 1973, la Cour a confirmé que les mesures resteraient en vigueur jusqu'à ce qu'elle ait rendu son arrêt définitif en l'affaire.

³ Le Pakistan a fait savoir à la Cour qu'il escomptait que des négociations se déroulent avec l'Inde dans un avenir proche; il l'a donc priée, par une lettre en date du 11 juillet 1973, de différer la suite de l'examen de la demande en indication de mesures conservatoires.

ANNEX 12

PROVISIONAL MEASURES

Provisional measures were requested in the following 44 cases.

Case	Date of filing of the request	Requesting State	Date of the Court's decision	Indication of provisional measures?
<i>Anglo-Iranian Oil Co. (United Kingdom v. Iran)</i>	22 VI 1951	United Kingdom	5 VII 1951	Yes
<i>Interhandel (Switzerland v. United States of America)</i>	3 X 1957	Switzerland	24 X 1957	No
<i>Fisheries Jurisdiction (United Kingdom v. Iceland)</i>	19 VII 1972	United Kingdom	17 VIII 1972	Yes ¹
<i>Fisheries Jurisdiction (Federal Republic of Germany v. Iceland)</i>	21 VII 1972	Federal Rep. of Germany	17 VIII 1972	Yes ²
<i>Nuclear Tests (Australia v. France)</i>	9 V 1973	Australia	22 VI 1973	Yes
<i>Nuclear Tests (New Zealand v. France)</i>	14 V 1973	New Zealand	22 VI 1973	Yes
<i>Trial of Pakistani Prisoners of War (Pakistan v. India)</i>	11 V 1973	Pakistan	13 VII 1973	No ³
<i>Aegean Sea Continental Shelf (Greece v. Turkey)</i>	10 VIII 1976	Greece	11 IX 1976	No

¹ On 22 June 1973, the United Kingdom, referring to operative paragraph (2) of the Order dated 17 August 1972, requested the Court to confirm that the interim measures of protection indicated in that Order would continue until it had given final judgment in the case or until further order. The Court confirmed that such was the case by an Order of 12 July 1973.

² On 22 June 1973, the Federal Republic of Germany, referring to operative paragraph (2) of the Order of 17 August 1972, asked the Court to confirm that the said Order would continue to be operative after 15 August 1973. By an Order dated 12 July 1973, the Court confirmed that the measures would remain operative until it had given its final judgment in the case.

³ Pakistan informed the Court that it expected negotiations to take place with India in the near future; it therefore asked the Court, by letter of 11 July 1973, to postpone further consideration of its request for provisional measures.

Affaire	Date d'enregistrement de la demande	Etat auteur de la demande	Date de la décision de la Cour	Indication de mesures conservatoires?
<i>Personnel diplomatique et consulaire des Etats-Unis à Téhéran (Etats-Unis d'Amérique c. Iran)</i>	29 XI 1979	Etats-Unis d'Amérique	15 XII 1979	Oui
<i>Activités militaires et paramilitaires au Nicaragua et contre celui-ci (Nicaragua c. Etats-Unis d'Amérique)</i>	9 IV 1984	Nicaragua	10 V 1984	Oui
<i>Différend frontalier (Burkina Faso/République du Mali)</i>	30 XII 1985 7 I 1986	Burkina Faso Mali	10 I 1986	Oui
<i>Actions armées frontalières et transfrontalières (Nicaragua c. Honduras)</i>	21 III 1988	Nicaragua	31 III 1988	Non ⁴
<i>Sentence arbitrale du 31 juillet 1989 (Guinée-Bissau c. Sénégal)</i>	18 I 1990	Guinée-Bissau	2 III 1990	Non
<i>Passage par le Grand-Belt (Finlande c. Danemark)</i>	23 V 1991	Finlande	29 VII 1991	Non
<i>Questions d'interprétation et d'application de la convention de Montréal de 1971 résultant de l'incident aérien de Lockerbie (Jamahiriya arabe libyenne c. Royaume-Uni)</i>	3 III 1992	Libye	14 IV 1992	Non
<i>Questions d'interprétation et d'application de la convention de Montréal de 1971 résultant de l'incident aérien de Lockerbie (Jamahiriya arabe libyenne c. Etats-Unis d'Amérique)</i>	3 III 1992	Libye	14 IV 1992	Non
<i>Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Bosnie-Herzégovine c. Serbie-et-Monténégro)</i>	20 III 1993	Bosnie-Herzégovine	8 IV 1993	Oui

⁴ Le Nicaragua a fait savoir à la Cour, par une lettre en date du 31 mars 1988, qu'il retirait sa demande en indication de mesures conservatoires. En l'espèce, c'est le précédent qui, par ladite ordonnance, a pris acte de ce retrait.

Case	Date of filing of the request	Requesting State	Date of the Court's decision	Indication of provisional measures?
<i>United States Diplomatic and Consular Staff in Tehran (United States of America v. Iran)</i>	29 XI 1979	United States of America	15 XII 1979	Yes
<i>Military and Paramilitary Activities in and against Nicaragua (Nicaragua v. United States of America)</i>	9 IV 1984	Nicaragua	10 V 1984	Yes
<i>Frontier Dispute (Burkina Faso/Republic of Mali)</i>	30 XII 1985 7 I 1986	Burkina Faso Mali	10 I 1986	Yes
<i>Border and Transborder Armed Actions (Nicaragua v. Honduras)</i>	21 III 1988	Nicaragua	31 III 1988	No ⁴
<i>Arbitral Award of 31 July 1989 (Guinea-Bissau v. Senegal)</i>	18 I 1990	Guinea-Bissau	2 III 1990	No
<i>Passage through the Great Belt (Finland v. Denmark)</i>	23 V 1991	Finland	29 VII 1991	No
<i>Questions of Interpretation and Application of the 1971 Montreal Convention arising from the Aerial Incident at Lockerbie (Libyan Arab Jamahiriya v. United Kingdom)</i>	3 III 1992	Libya	14 IV 1992	No
<i>Questions of Interpretation and Application of the 1971 Montreal Convention arising from the Aerial Incident at Lockerbie (Libyan Arab Jamahiriya v. United States of America)</i>	3 III 1992	Libya	14 IV 1992	No
<i>Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Bosnia and Herzegovina v. Serbia and Montenegro)</i>	20 III 1993	Bosnia and Herzegovina	8 IV 1993	Yes

⁴ Nicaragua informed the Court, by letter dated 31 March 1988, that it was withdrawing its request for the indication of provisional measures. In this instance, it was the President who placed that withdrawal on record, by means of the above Order.

Affaire	Date d'enregistrement de la demande	Etat auteur de la demande	Date de la décision de la Cour	Indication de mesures conservatoires?
	27 VII 1993	Bosnie-Herzégovine	13 IX 1993	Non (mais réaffirmation des mesures indiquées le 8 IV 1993)
<i>Frontière terrestre et maritime entre le Cameroun et le Nigéria (Cameroun c. Nigéria)</i>	12 II 1996	Cameroun	15 III 1996	Oui
<i>Demande d'examen de la situation au titre du paragraphe 63 de l'arrêt rendu par la Cour le 20 décembre 1974 dans l'affaire des Essais nucléaires (Nouvelle-Zélande c. France)</i>	21 VIII 1995	Nouvelle-Zélande	22 IX 1995	Non
<i>Convention de Vienne sur les relations consulaires (Paraguay c. Etats-Unis d'Amérique)</i>	3 IV 1998	Paraguay	9 IV 1998	Oui
<i>LaGrand (Allemagne c. Etats-Unis d'Amérique)</i>	2 III 1999	Allemagne	3 III 1999	Oui
<i>Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. Belgique)</i>	29 IV 1999	Yougoslavie	2 VI 1999	Non
<i>Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. Canada)</i>	29 IV 1999	Yougoslavie	2 VI 1999	Non
<i>Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. France)</i>	29 IV 1999	Yougoslavie	2 VI 1999	Non
<i>Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. Allemagne)</i>	29 IV 1999	Yougoslavie	2 VI 1999	Non
<i>Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. Italie)</i>	29 IV 1999	Yougoslavie	2 VI 1999	Non
<i>Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. Pays-Bas)</i>	29 IV 1999	Yougoslavie	2 VI 1999	Non
<i>Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. Portugal)</i>	29 IV 1999	Yougoslavie	2 VI 1999	Non

Case	Date of filing of the request	Requesting State	Date of the Court's decision	Indication of provisional measures?
	27 VII 1993	Bosnia and Herzegovina	13 IX 1993	No (but the Court did reaffirm the provisional measures indicated on 8 IV 1993)
<i>Land and Maritime Boundary between Cameroon and Nigeria (Cameroon v. Nigeria)</i>	12 II 1996	Cameroon	15 III 1996	Yes
<i>Request for an Examination of the Situation in Accordance with Paragraph 63 of the Court's Judgment of 20 December 1974 in the Nuclear Tests (New Zealand v. France) Case</i>	21 VIII 1995	New Zealand	22 IX 1995	No
<i>Vienna Convention on Consular Relations (Paraguay v. United States of America)</i>	3 IV 1998	Paraguay	9 IV 1998	Yes
<i>LaGrand (Germany v. United States of America)</i>	2 III 1999	Germany	3 III 1999	Yes
<i>Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro v. Belgium)</i>	29 IV 1999	Yugoslavia	2 VI 1999	No
<i>Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro v. Canada)</i>	29 IV 1999	Yugoslavia	2 VI 1999	No
<i>Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro v. France)</i>	29 IV 1999	Yugoslavia	2 VI 1999	No
<i>Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro v. Germany)</i>	29 IV 1999	Yugoslavia	2 VI 1999	No
<i>Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro v. Italy)</i>	29 IV 1999	Yugoslavia	2 VI 1999	No
<i>Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro v. Netherlands)</i>	29 IV 1999	Yugoslavia	2 VI 1999	No
<i>Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro v. Portugal)</i>	29 IV 1999	Yugoslavia	2 VI 1999	No

Affaire	Date d'enregistrement de la demande	Etat auteur de la demande	Date de la décision de la Cour	Indication de mesures conservatoires?
<i>Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. Royaume-Uni)</i>	29 IV 1999	Yougoslavie	2 VI 1999	Non
<i>Licéité de l'emploi de la force (Yougoslavie c. Espagne)</i>	29 IV 1999	Yougoslavie	2 VI 1999	Non
<i>Licéité de l'emploi de la force (Yougoslavie c. Etats-Unis d'Amérique)</i>	29 IV 1999	Yougoslavie	2 VI 1999	Non
<i>Activités armées sur le territoire du Congo (République démocratique du Congo c. Ouganda)</i>	19 VI 2000	Rép. démocratique du Congo	1 ^{er} VII 2000	Oui
<i>Mandat d'arrêt du 11 avril 2000 (République démocratique du Congo c. Belgique)</i>	17 X 2000	Rép. démocratique du Congo	8 XII 2000	Non
<i>Activités armées sur le territoire du Congo (nouvelle requête: 2002) (République démocratique du Congo c. Rwanda)</i>	28 V 2002	Rép. démocratique du Congo	10 VII 2002	Non
<i>Avena et autres ressortissants mexicains (Mexique c. Etats-Unis d'Amérique)</i>	9 I 2003	Mexique	5 II 2003	Oui
<i>Certaines procédures pénales engagées en France (République du Congo c. France)</i>	9 XII 2002	Rép. du Congo	17 VI 2003	Non
<i>Usines de pâte à papier sur le fleuve Uruguay (Argentine c. Uruguay)</i>	4 V 2006 29 XI 2006	Argentine Uruguay	13 VII 2006 23 I 2007	Non Non
<i>Demande en interprétation de l'arrêt du 31 mars 2004 en l'affaire Avena et autres ressortissants mexicains (Mexique c. Etats-Unis d'Amérique) (Mexique c. Etats-Unis d'Amérique)</i>	5 VI 2008	Mexique	16 VII 2008	Oui

Case	Date of filing of the request	Requesting State	Date of the Court's decision	Indication of provisional measures?
<i>Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro v. United Kingdom)</i>	29 IV 1999	Yugoslavia	2 VI 1999	No
<i>Legality of Use of Force (Yugoslavia v. Spain)</i>	29 IV 1999	Yugoslavia	2 VI 1999	No
<i>Legality of Use of Force (Yugoslavia v. United States of America)</i>	29 IV 1999	Yugoslavia	2 VI 1999	No
<i>Armed Activities on the Territory of the Congo (Democratic Republic of the Congo v. Uganda)</i>	19 VI 2000	Democratic Rep. of the Congo	1 VII 2000	Yes
<i>Arrest Warrant of 11 April 2000 (Democratic Republic of the Congo v. Belgium)</i>	17 X 2000	Democratic Rep. of the Congo	8 XII 2000	No
<i>Armed Activities on the Territory of the Congo (New Application: 2002) (Democratic Republic of the Congo v. Rwanda)</i>	28 V 2002	Democratic Rep. of the Congo	10 VII 2002	No
<i>Avena and Other Mexican Nationals (Mexico v. United States of America)</i>	9 I 2003	Mexico	5 II 2003	Yes
<i>Certain Criminal Proceedings in France (Republic of the Congo v. France)</i>	9 XII 2002	Rep. of the Congo	17 VI 2003	No
<i>Pulp Mills on the River Uruguay (Argentina v. Uruguay)</i>	4 V 2006 29 XI 2006	Argentina Uruguay	13 VII 2006 23 I 2007	No No
<i>Request for Interpretation of the Judgment of 31 March 2004 in the Case concerning Avena and Other Mexican Nationals (Mexico v. United States of America) (Mexico v. United States of America)</i>	5 VI 2008	Mexico	16 VII 2008	Yes

Affaire	Date d'enregistrement de la demande	Etat auteur de la demande	Date de la décision de la Cour	Indication de mesures conservatoires?
<i>Application de la convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (Géorgie c. Fédération de Russie)</i>	14 VIII 2008	Géorgie	15 X 2008	Oui
<i>Questions concernant l'obligation de poursuivre ou d'extrader (Belgique c. Sénégal)</i>	19 II 2009	Belgique	28 V 2009	Non
<i>Certaines activités menées par le Nicaragua dans la région frontalière (Costa Rica c. Nicaragua)</i>	18 XI 2010	Costa Rica	8 III 2011	Oui
	23 V 2013 (demandes tendant à la modification de l'ordonnance en indication de mesures conservatoires du 8 III 2011)	Costa Rica	16 VII 2013	Non (pas de modification des mesures indiquées le 8 III 2011)
	24 IX 2013 (demande en indication de nouvelles mesures conservatoires)	Costa Rica	22 XI 2013	Oui
<i>Demande en interprétation de l'arrêt du 15 juin 1962 en l'affaire du Temple de Préah Vihear (Cambodge c. Thaïlande) (Cambodge c. Thaïlande)</i>	28 IV 2011	Cambodge	18 VII 2011	Oui
<i>Construction d'une route au Costa Rica le long du fleuve San Juan (Nicaragua c. Costa Rica)</i>	11 X 2013	Nicaragua	13 XII 2013	Non

Case	Date of filing of the request	Requesting State	Date of the Court's decision	Indication of provisional measures?
<i>Application of the International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination (Georgia v. Russian Federation)</i>	14 VIII 2008	Georgia	15 X 2008	Yes
<i>Questions relating to the Obligation to Prosecute or Extradite (Belgium v. Senegal)</i>	19 II 2009	Belgium	28 V 2009	No
<i>Certain Activities Carried Out by Nicaragua in the Border Area (Costa Rica v. Nicaragua)</i>	18 XI 2010	Costa Rica	8 III 2011	Yes
	23 V 2013 (requests for the modification of the Order indicating provisional measures of 8 III 2011)	Costa Rica	16 VII 2013	No (no modification to the provisional measures indicated on 8 III 2011)
	24 IX 2013 (request for the indication of new provisional measures)	Costa Rica	22 XI 2013	Yes
<i>Request for Interpretation of the Judgment of 15 June 1962 in the Case concerning the Temple of Preah Vihear (Cambodia v. Thailand) (Cambodia v. Thailand)</i>	28 IV 2011	Cambodia	18 VII 2011	Yes
<i>Construction of a Road in Costa Rica along the San Juan River (Nicaragua v. Costa Rica)</i>	11 X 2013	Nicaragua	13 XII 2013	No

Affaire	Date d'enregistrement de la demande	Etat auteur de la demande	Date de la décision de la Cour	Indication de mesures conservatoires?
<i>Questions concernant la saisie et la détention de certains documents et données (Timor-Leste c. Australie)</i>	17 XII 2013	Timor-Leste	3 III 2014	Oui

Case	Date of filing of the request	Requesting State	Date of the Court's decision	Indication of provisional measures?
<i>Questions relating to the Seizure and Detention of Certain Documents and Data (Timor-Leste v. Australia)</i>	17 XII 2013	Timor-Leste	3 III 2014	Yes

ANNEXE 13

AFAIRES DANS LESQUELLES LA COUR S'EST PRONONCÉE À TITRE PRÉLIMINAIRE
SUR DES QUESTIONS DE COMPÉTENCE ET/OU DE RECEVABILITÉ

La Cour s'est prononcée à titre préliminaire sur des questions de compétence et/ou de recevabilité dans les 41 affaires ci-après¹.

Affaire	Décision de la Cour	Poursuite de la procédure ?
<i>Droit de Corfou (Royaume-Uni c. Albanie)</i>	25 III 1948 (arrêt sur l'exception préliminaire)	Oui
<i>Ambatielos (Grèce c. Royaume-Uni)</i>	1 ^{er} VII 1952 (arrêt sur l'exception préliminaire)	Oui
<i>Anglo-Iranian Oil Co. (Royaume-Uni c. Iran)</i>	22 VII 1952 (arrêt sur l'exception préliminaire)	Non
<i>Nottebohm (Liechtenstein c. Guatemala)</i>	18 XI 1953 (arrêt sur l'exception préliminaire)	Oui
<i>Or monétaire pris à Rome en 1943 (Italie c. France, Royaume-Uni et Etats-Unis d'Amérique)</i>	15 VI 1954 (arrêt sur la question préliminaire)	Non
<i>Droit de passage sur territoire indien (Portugal c. Inde)</i>	26 XI 1957 (arrêt sur les exceptions préliminaires)	Oui
<i>Interhandel (Suisse c. Etats-Unis d'Amérique)</i>	21 III 1959 (arrêt sur les exceptions préliminaires)	Non
<i>Incident aérien du 27 juillet 1955 (Israël c. Bulgarie)</i>	26 V 1959 (arrêt sur les exceptions préliminaires)	Non
<i>Temple de Préah Vihear (Cambodge c. Thaïlande)</i>	26 V 1961 (arrêt sur les exceptions préliminaires)	Oui
<i>Sud-Ouest africain (Ethiopie c. Afrique du Sud; Libéria c. Afrique du Sud)</i>	21 XII 1962 (arrêt sur les exceptions préliminaires)	Oui
<i>Cameroun septentrional (Cameroun c. Royaume-Uni)</i>	2 XII 1963 (arrêt sur les exceptions préliminaires)	Non

¹ Dans l'affaire du *Mandat d'arrêt du 11 avril 2000 (République démocratique du Congo c. Belgique)*, la Cour a rejeté la demande de la Belgique tendant à autoriser la présentation par celle-ci, en dérogation des ordonnances du président de la Cour en date des 13 décembre 2000 et 12 avril 2001, d'exceptions préliminaires entraînant la suspension de la procédure sur le fond (ordonnance du 27 VI 2001).

ANNEX 13

CASES IN WHICH THE COURT HAS GIVEN A PRELIMINARY RULING
ON QUESTIONS OF JURISDICTION AND/OR ADMISSIBILITY

The Court has given a preliminary ruling on questions of jurisdiction and/or admissibility in the following 41 cases¹.

Case	Decision of the Court	Continuance of proceedings?
<i>Corfu Channel (United Kingdom v. Albania)</i>	25 III 1948 (Judgment on preliminary objection)	Yes
<i>Ambatielos (Greece v. United Kingdom)</i>	1 VII 1952 (Judgment on preliminary objection)	Yes
<i>Anglo-Iranian Oil Co. (United Kingdom v. Iran)</i>	22 VII 1952 (Judgment on preliminary objection)	No
<i>Nottebohm (Liechtenstein v. Guatemala)</i>	18 XI 1953 (Judgment on preliminary objection)	Yes
<i>Monetary Gold Removed from Rome in 1943 (Italy v. France, United Kingdom and United States of America)</i>	15 VI 1954 (Judgment on preliminary question)	No
<i>Right of Passage over Indian Territory (Portugal v. India)</i>	26 XI 1957 (Judgment on preliminary objections)	Yes
<i>Interhandel (Switzerland v. United States of America)</i>	21 III 1959 (Judgment on preliminary objections)	No
<i>Aerial Incident of 27 July 1955 (Israel v. Bulgaria)</i>	26 V 1959 (Judgment on preliminary objections)	No
<i>Temple of Preah Vihear (Cambodia v. Thailand)</i>	26 V 1961 (Judgment on preliminary objections)	Yes
<i>South West Africa (Ethiopia v. South Africa; Liberia v. South Africa)</i>	21 XII 1962 (Judgment on preliminary objections)	Yes
<i>Northern Cameroons (Cameroon v. United Kingdom)</i>	2 XII 1963 (Judgment on preliminary objections)	No

¹ In the case concerning the *Arrest Warrant of 11 April 2000 (Democratic Republic of the Congo v. Belgium)*, the Court rejected Belgium's request for authorization, in derogation from the Orders of the President of the Court dated 13 December 2000 and 12 April 2001, to submit preliminary objections involving suspension of the proceedings on the merits (Order of 27 VI 2001).

Affaire	Décision de la Cour	Poursuite de la procédure?
<i>Barcelona Traction, Light and Power Company, Limited (nouvelle requête: 1962) (Belgique c. Espagne)</i>	24 VII 1964 (arrêt sur les exceptions préliminaires)	Oui
<i>Compétence en matière de pêcheries (Royaume-Uni c. Islande)</i>	2 II 1973 (arrêt sur la compétence)	Oui
<i>Compétence en matière de pêcheries (République fédérale d'Allemagne c. Islande)</i>	2 II 1973 (arrêt sur la compétence)	Oui
<i>Plateau continental de la mer Egée (Grèce c. Turquie)</i>	19 XII 1978 (arrêt sur la compétence)	Non
<i>Activités militaires et paramilitaires au Nicaragua et contre celui-ci (Nicaragua c. Etats-Unis d'Amérique)</i>	26 XI 1984 (arrêt sur la compétence et la recevabilité)	Oui
<i>Actions armées frontalières et transfrontalières (Nicaragua c. Honduras)</i>	20 XII 1988 (arrêt sur la compétence et la recevabilité)	Oui
<i>Certaines terres à phosphates à Nauru (Nauru c. Australie)</i>	26 VI 1992 (arrêt sur les exceptions préliminaires)	Oui
<i>Délimitation maritime et questions territoriales entre Qatar et Bahreïn (Qatar c. Bahreïn)</i>	1 ^{er} VII 1994 (arrêt sur la compétence et la recevabilité)	Oui
<i>Questions d'interprétation et d'application de la convention de Montréal de 1971 résultant de l'incident aérien de Lockerbie (Jamahiriya arabe libyenne c. Royaume-Uni)</i>	15 II 1995 (arrêt sur la compétence et la recevabilité)	Oui
<i>Questions d'interprétation et d'application de la convention de Montréal de 1971 résultant de l'incident aérien de Lockerbie (Jamahiriya arabe libyenne c. Etats-Unis d'Amérique)</i>	27 II 1998 (arrêt sur les exceptions préliminaires)	Oui
<i>Plates-formes pétrolières (République islamique d'Iran c. Etats-Unis d'Amérique)</i>	12 XII 1996 (arrêt sur l'exception préliminaire)	Oui

Case	Decision of the Court	Continuance of proceedings?
<i>Barcelona Traction, Light and Power Company, Limited (New Application: 1962) (Belgium v. Spain)</i>	24 VII 1964 (Judgment on preliminary objections)	Yes
<i>Fisheries Jurisdiction (United Kingdom v. Iceland)</i>	2 II 1973 (Judgment on jurisdiction)	Yes
<i>Fisheries Jurisdiction (Federal Republic of Germany v. Iceland)</i>	2 II 1973 (Judgment on jurisdiction)	Yes
<i>Aegean Sea Continental Shelf (Greece v. Turkey)</i>	19 XII 1978 (Judgment on jurisdiction)	No
<i>Military and Paramilitary Activities in and against Nicaragua (Nicaragua v. United States of America)</i>	26 XI 1984 (Judgment on jurisdiction and admissibility)	Yes
<i>Border and Transborder Armed Actions (Nicaragua v. Honduras)</i>	20 XII 1988 (Judgment on jurisdiction and admissibility)	Yes
<i>Certain Phosphate Lands in Nauru (Nauru v. Australia)</i>	26 VI 1992 (Judgment on preliminary objections)	Yes
<i>Maritime Delimitation and Territorial Questions between Qatar and Bahrain (Qatar v. Bahrain)</i>	1 VII 1994 (Judgment on jurisdiction and admissibility) 15 II 1995 (Judgment on jurisdiction and admissibility)	Yes Yes
<i>Questions of Interpretation and Application of the 1971 Montreal Convention arising from the Aerial Incident at Lockerbie (Libyan Arab Jamahiriya v. United Kingdom)</i>	27 II 1998 (Judgment on preliminary objections)	Yes
<i>Questions of Interpretation and Application of the 1971 Montreal Convention arising from the Aerial Incident at Lockerbie (Libyan Arab Jamahiriya v. United States of America)</i>	27 II 1998 (Judgment on preliminary objections)	Yes
<i>Oil Platforms (Islamic Republic of Iran v. United States of America)</i>	12 XII 1996 (Judgment on preliminary objection)	Yes

Affaire	Décision de la Cour	Poursuite de la procédure ?
<i>Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Bosnie-Herzégovine c. Serbie-et-Monténégro)</i>	11 VII 1996 (arrêt sur les exceptions préliminaires)	Oui
<i>Frontière terrestre et maritime entre le Cameroun et le Nigéria (Cameroun c. Nigéria)</i>	11 VI 1998 (arrêt sur les exceptions préliminaires)	Oui
<i>Compétence en matière de pêcheries (Espagne c. Canada)</i>	4 XII 1998 (arrêt sur la compétence)	Non
<i>Ahmadou Sadio Diallo (République de Guinée c. République démocratique du Congo)</i>	24 V 2007 (arrêt sur les exceptions préliminaires)	Oui
<i>Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. Belgique)</i>	15 XII 2004 (arrêt sur les exceptions préliminaires)	Non
<i>Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. Canada)</i>	15 XII 2004 (arrêt sur les exceptions préliminaires)	Non
<i>Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. France)</i>	15 XII 2004 (arrêt sur les exceptions préliminaires)	Non
<i>Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. Allemagne)</i>	15 XII 2004 (arrêt sur les exceptions préliminaires)	Non
<i>Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. Italie)</i>	15 XII 2004 (arrêt sur les exceptions préliminaires)	Non
<i>Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. Pays-Bas)</i>	15 XII 2004 (arrêt sur les exceptions préliminaires)	Non
<i>Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. Portugal)</i>	15 XII 2004 (arrêt sur les exceptions préliminaires)	Non
<i>Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. Royaume-Uni)</i>	15 XII 2004 (arrêt sur les exceptions préliminaires)	Non
<i>Activités armées sur le territoire du Congo (nouvelle requête : 2002) (République démocratique du Congo c. Rwanda)</i>	3 II 2006 (arrêt sur la compétence et la recevabilité)	Non
<i>Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Croatie c. Serbie)</i>	18 XI 2008 (arrêt sur les exceptions préliminaires)	Oui

Case	Decision of the Court	Continuance of proceedings?
<i>Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Bosnia and Herzegovina v. Serbia and Montenegro)</i>	11 VII 1996 (Judgment on preliminary objections)	Yes
<i>Land and Maritime Boundary between Cameroon and Nigeria (Cameroon v. Nigeria)</i>	11 VI 1998 (Judgment on preliminary objections)	Yes
<i>Fisheries Jurisdiction (Spain v. Canada)</i>	4 XII 1998 (Judgment on jurisdiction)	No
<i>Ahmadou Sadio Diallo (Republic of Guinea v. Democratic Republic of the Congo)</i>	24 V 2007 (Judgment on preliminary objections)	Yes
<i>Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro v. Belgium)</i>	15 XII 2004 (Judgment on preliminary objections)	No
<i>Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro v. Canada)</i>	15 XII 2004 (Judgment on preliminary objections)	No
<i>Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro v. France)</i>	15 XII 2004 (Judgment on preliminary objections)	No
<i>Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro v. Germany)</i>	15 XII 2004 (Judgment on preliminary objections)	No
<i>Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro v. Italy)</i>	15 XII 2004 (Judgment on preliminary objections)	No
<i>Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro v. Netherlands)</i>	15 XII 2004 (Judgment on preliminary objections)	No
<i>Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro v. Portugal)</i>	15 XII 2004 (Judgment on preliminary objections)	No
<i>Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro v. United Kingdom)</i>	15 XII 2004 (Judgment on preliminary objections)	No
<i>Armed Activities on the Territory of the Congo (New Application: 2002) (Democratic Republic of the Congo v. Rwanda)</i>	3 II 2006 (Judgment on jurisdiction and admissibility)	No
<i>Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Croatia v. Serbia)</i>	18 XI 2008 (Judgment on preliminary objections)	Yes

Affaire	Décision de la Cour	Poursuite de la procédure ?
<i>Incident aérien du 10 août 1999 (Pakistan c. Inde)</i>	21 VI 2000 (arrêt sur la compétence)	Non
<i>Certains biens (Liechtenstein c. Allemagne)</i>	10 II 2005 (arrêt sur les exceptions préliminaires)	Non
<i>Différend territorial et maritime (Nicaragua c. Colombie)</i>	13 XII 2007 (arrêt sur les exceptions préliminaires)	Oui
<i>Demande en révision de l'arrêt du 11 septembre 1992 en l'affaire du Différend frontalier terrestre, insulaire et maritime (El Salvador/Honduras; Nicaragua (intervenant)) (El Salvador c. Honduras)</i>	18 XII 2003 (arrêt sur la recevabilité)	Non
<i>Application de la convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (Géorgie c. Fédération de Russie)</i>	1 ^{er} IV 2011 (arrêt sur les exceptions préliminaires)	Non

Bien que saisie de questions de compétence et/ou de recevabilité, la Cour n'a pas eu à se prononcer à leur égard, soit en raison du retrait des demandes en ce sens dans une affaire (*Droits des ressortissants des Etats-Unis d'Amérique au Maroc (France c. Etats-Unis d'Amérique)*), soit en raison d'un désistement d'instance, dans les cinq affaires ci-après :

- *Incident aérien du 27 juillet 1955 (Etats-Unis d'Amérique c. Bulgarie)*
- *Compagnie du port, des quais et des entrepôts de Beyrouth et Société Radio-Orient (France c. Liban)*
- *Incident aérien du 3 juillet 1988 (République islamique d'Iran c. Etats-Unis d'Amérique)*
- *Activités armées sur le territoire du Congo (République démocratique du Congo c. Burundi)*
- *Activités armées sur le territoire du Congo (République démocratique du Congo c. Rwanda)*.

Case	Decision of the Court	Continuance of proceedings?
<i>Aerial Incident of 10 August 1999 (Pakistan v. India)</i>	21 VI 2000 (Judgment on jurisdiction)	No
<i>Certain Property (Liechtenstein v. Germany)</i>	10 II 2005 (Judgment on preliminary objections)	No
<i>Territorial and Maritime Dispute (Nicaragua v. Colombia)</i>	13 XII 2007 (Judgment on preliminary objections)	Yes
<i>Application for Revision of the Judgment of 11 September 1992 in the Case concerning the Land, Island and Maritime Frontier Dispute (El Salvador/Honduras: Nicaragua intervening) (El Salvador v. Honduras)</i>	18 XII 2003 (Judgment on admissibility)	No
<i>Application of the International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination (Georgia v. Russian Federation)</i>	1 IV 2011 (Judgment on preliminary objections)	No

Although seized of questions of jurisdiction and/or admissibility, the Court was not required to rule on them in one case because the requests were withdrawn (*Rights of Nationals of the United States of America in Morocco (France v. United States of America)*), nor in the following five cases, because the proceedings were discontinued:

- *Aerial Incident of 27 July 1955 (United States of America v. Bulgaria)*
- *Compagnie du Port, des Quais et des Entrepôts de Beyrouth and Société Radio-Orient (France v. Lebanon)*
- *Aerial Incident of 3 July 1988 (Islamic Republic of Iran v. United States of America)*
- *Armed Activities on the Territory of the Congo (Democratic Republic of the Congo v. Burundi)*
- *Armed Activities on the Territory of the Congo (Democratic Republic of the Congo v. Rwanda)*.

ANNEXE 14

DEMANDES RECONVENTIONNELLES

Des demandes reconventionnelles ont été présentées par les Etats défendeurs dans les neuf affaires suivantes.

Affaire	Date des demandes reconventionnelles	Demandes reconventionnelles jugées recevables ?	Demandes jugées recevables accueillies?
<i>Droit d'asile (Colombie/Pérou)</i>	21 III 1950	Oui (arrêt du 20 XI 1950) ¹	Partiellement (arrêt du 20 XI 1950)
<i>Droits des ressortissants des Etats-Unis d'Amérique au Maroc (France c. Etats-Unis d'Amérique)</i>	20 XII 1951	Ni la France ni la Cour elle-même n'ont soulevé de question de compétence au regard de la demande reconventionnelle des Etats-Unis. La Cour a donc d'emblée procédé à l'examen au fond des conclusions constituant ladite demande ¹	Partiellement (arrêt du 27 VIII 1952)
<i>Plates-formes pétrolières (République islamique d'Iran c. Etats-Unis d'Amérique)</i>	23 VI 1997	Oui (ord. du 10 III 1998)	Non (arrêt du 6 XI 2003)
<i>Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Bosnie-Herzégovine c. Serbie-et-Monténégro)</i>	22 VII 1997	Oui (ord. du 17 XII 1997)	La Cour a pris acte du retrait des demandes reconventionnelles par la RFY (ord. du 10 IX 2001)

¹ L'affaire s'est déroulée sous l'empire du Règlement de la Cour de 1946, dont l'article consacré aux demandes reconventionnelles (art. 63) était ainsi libellé :

«Lorsque l'instance a été introduite par requête, une demande reconventionnelle peut être présentée dans les conclusions du contre-mémoire, pourvu que cette demande soit en connexité directe avec l'objet de la requête et qu'elle rentre dans la compétence de la Cour. Si le rapport de connexité entre la demande présentée comme demande reconventionnelle et l'objet de la requête n'est pas apparent, la Cour, après examen, décide s'il y a lieu ou non de joindre cette demande à l'instance plénière.»

ANNEX 14
COUNTER-CLAIMS

Counter-claims were made by the respondent States in the following nine cases.

Case	Date of counter-claims	Counter-claims found admissible?	Admissible counter-claims granted?
<i>Asylum (Colombia/Peru)</i>	21 III 1950	Yes (Judgment of 20 XI 1950) ¹	Partially (Judgment of 20 XI 1950)
<i>Rights of Nationals of the United States of America in Morocco (France v. United States of America)</i>	20 XII 1951	Neither France nor the Court raised the question of jurisdiction in relation to the United States' counter-claim. Thus, the Court proceeded straight to an examination of the merits of the submissions constituting the claim ¹	Partially (Judgment of 27 VIII 1952)
<i>Oil Platforms (Islamic Republic of Iran v. United States of America)</i>	23 VI 1997	Yes (Order of 10 III 1998)	No (Judgment of 6 XI 2003)
<i>Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Bosnia and Herzegovina v. Serbia and Montenegro)</i>	22 VII 1997	Yes (Order of 17 XII 1997)	The Court recorded the withdrawal of the counter-claims by the FRY (Order of 10 IX 2001)

¹ This case was entertained while the 1946 Rules of Court were in force. Article 63 of those Rules concerned counter-claims and read as follows:

“When proceedings have been instituted by means of an application, a counter-claim may be presented in the submissions of the Counter-Memorial, provided that such counter-claim is directly connected with the subject-matter of the application and that it comes within the jurisdiction of the Court. In the event of doubt as to the connection between the question presented by way of counter-claim and the subject-matter of the application the Court shall, after due examination, direct whether or not the question thus presented shall be joined to the original proceedings.”

Affaire	Date des demandes reconventionnelles	Demands reconventionnelles jugées recevables ?	Demands jugées recevables accueillies?
<i>Frontière terrestre et maritime entre le Cameroun et le Nigéria (Cameroun c. Nigéria; Guinée équatoriale (intervenant))</i>	31 V 1999	Oui (ord. du 30 VI 1999)	Non (arrêt du 10 X 2002)
<i>Activités armées sur le territoire du Congo (République démocratique du Congo c. Ouganda)</i>	20 IV 2001	Partiellement (ord. du 29 XI 2001)	Partiellement (arrêt du 19 XII 2005)
<i>Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Croatie c. Serbie)</i>	4 I 2010	Compte tenu de l'absence d'objections de la Croatie à la recevabilité des demandes reconventionnelles, la Cour n'a pas estimé devoir se prononcer définitivement sur la question de savoir si lesdites demandes satisfaisaient aux conditions énoncées au paragraphe 1 de l'article 80 du Règlement	Instance en cours
<i>Immunités juridictionnelles de l'Etat (Allemagne c. Italie; Grèce (intervenant))</i>	23 XII 2009	Non (ord. du 6 VII 2010)	—
<i>Certaines activités menées par le Nicaragua dans la région frontalière (Costa Rica c. Nicaragua)</i>	6 VIII 2012	Non ² (ord. du 18 IV 2013)	—

² La Cour a toutefois dit qu'il n'y avait pas lieu pour elle de statuer sur la recevabilité de la première demande reconventionnelle du Nicaragua comme telle; elle a ajouté qu'il n'y avait pas lieu pour elle de connaître de la quatrième demande reconventionnelle du Nicaragua comme telle et que les Parties pourraient aborder, dans la suite de la procédure, toute question relative à la mise en œuvre des mesures conservatoires indiquées par elle dans son ordonnance du 8 mars 2011.

Case	Date of counter-claims	Counter-claims found admissible?	Admissible counter-claims granted?
<i>Land and Maritime Boundary between Cameroon and Nigeria (Cameroon v. Nigeria: Equatorial Guinea intervening)</i>	31 V 1999	Yes (Order of 30 VI 1999)	No (Judgment of 10 X 2002)
<i>Armed Activities on the Territory of the Congo (Democratic Republic of the Congo v. Uganda)</i>	20 IV 2001	Partially (Order of 29 XI 2001)	Partially (Judgment of 19 XII 2005)
<i>Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Croatia v. Serbia)</i>	4 I 2010	In view of the fact that Croatia did not object to the admissibility of the counter-claims, the Court considered that it need not rule definitively on the issue of whether those claims satisfied the conditions set forth in Article 80, paragraph 1, of the Rules of Court	Proceedings pending
<i>Jurisdictional Immunities of the State (Germany v. Italy: Greece intervening)</i>	23 XII 2009	No (Order of 6 VII 2010)	—
<i>Certain Activities Carried Out by Nicaragua in the Border Area (Costa Rica v. Nicaragua)</i>	6 VIII 2012	No ² (Order of 18 IV 2013)	—

² The Court found, however, that there was no need for it to adjudicate on the admissibility of Nicaragua's first counter-claim as such; it added that there was no need for it to entertain Nicaragua's fourth counter-claim as such, and that the Parties might take up any question relating to the implementation of the provisional measures indicated by the Court in its Order of 8 March 2011 in the further course of the proceedings.

ANNEXE 15

DÉSISTEMENTS

Les 23 affaires suivantes se sont terminées par un désistement :

- *Protection de ressortissants et protégés français en Egypte (France c. Egypte)*
- *Société Electricité de Beyrouth (France c. Liban)*
- *Incident aérien du 27 juillet 1955 (Etats-Unis d'Amérique c. Bulgarie)*
- *Incident aérien du 27 juillet 1955 (Royaume-Uni c. Bulgarie)*
- *Barcelona Traction, Light and Power Company, Limited (Belgique c. Espagne) (première requête)*
- *Compagnie du port, des quais et des entrepôts de Beyrouth et Société Radio-Orient (France c. Liban)*
- *Procès de prisonniers de guerre pakistanaï (Pakistan c. Inde)*
- *Actions armées frontalières et transfrontalières (Nicaragua c. Costa Rica)*
- *Actions armées frontalières et transfrontalières (Nicaragua c. Honduras)*
- *Passage par le Grand-Belt (Finlande c. Danemark)*
- *Certaines terres à phosphates à Nauru (Nauru c. Australie)*
- *Délimitation maritime entre la Guinée-Bissau et le Sénégal (Guinée-Bissau c. Sénégal)*
- *Incident aérien du 3 juillet 1988 (République islamique d'Iran c. Etats-Unis d'Amérique)*
- *Convention de Vienne sur les relations consulaires (Paraguay c. Etats-Unis d'Amérique)*
- *Activités armées sur le territoire du Congo (République démocratique du Congo c. Burundi)*
- *Activités armées sur le territoire du Congo (République démocratique du Congo c. Rwanda)*
- *Questions d'interprétation et d'application de la convention de Montréal de 1971 résultant de l'incident aérien de Lockerbie (Jamahiriya arabe libyenne c. Royaume-Uni)*
- *Questions d'interprétation et d'application de la convention de Montréal de 1971 résultant de l'incident aérien de Lockerbie (Jamahiriya arabe libyenne c. Etats-Unis d'Amérique)*
- *Statut vis-à-vis de l'Etat hôte d'un envoyé diplomatique auprès de l'Organisation des Nations Unies (Commonwealth de Dominique c. Suisse)*
- *Certaines questions en matière de relations diplomatiques (Honduras c. Brésil)*
- *Certaines procédures pénales engagées en France (République du Congo c. France)*
- *Compétence judiciaire et exécution des décisions en matière civile et commerciale (Belgique c. Suisse)*
- *Epandages aériens d'herbicides (Equateur c. Colombie).*

*

Les deux affaires suivantes se sont terminées par un désistement à l'égard des questions de réparations qui n'avaient pas été tranchées dans l'arrêt rendu préalablement :

- *Personnel diplomatique et consulaire des Etats-Unis à Téhéran (Etats-Unis d'Amérique c. Iran)*
- *Activités militaires et paramilitaires au Nicaragua et contre celui-ci (Nicaragua c. Etats-Unis d'Amérique).*

ANNEX 15

DISCONTINUANCES

The following 23 cases were discontinued:

- *Protection of French Nationals and Protected Persons in Egypt (France v. Egypt)*
- *Electricité de Beyrouth Company (France v. Lebanon)*
- *Aerial Incident of 27 July 1955 (United States of America v. Bulgaria)*
- *Aerial Incident of 27 July 1955 (United Kingdom v. Bulgaria)*
- *Barcelona Traction, Light and Power Company, Limited (Belgium v. Spain)* (first application)
- *Compagnie du Port, des Quais et des Entrepôts de Beyrouth and Société Radio-Orient (France v. Lebanon)*
- *Trial of Pakistani Prisoners of War (Pakistan v. India)*
- *Border and Transborder Armed Actions (Nicaragua v. Costa Rica)*
- *Border and Transborder Armed Actions (Nicaragua v. Honduras)*
- *Passage through the Great Belt (Finland v. Denmark)*
- *Certain Phosphate Lands in Nauru (Nauru v. Australia)*
- *Maritime Delimitation between Guinea-Bissau and Senegal (Guinea-Bissau v. Senegal)*
- *Aerial Incident of 3 July 1988 (Islamic Republic of Iran v. United States of America)*
- *Vienna Convention on Consular Relations (Paraguay v. United States of America)*
- *Armed Activities on the Territory of the Congo (Democratic Republic of the Congo v. Burundi)*
- *Armed Activities on the Territory of the Congo (Democratic Republic of the Congo v. Rwanda)*
- *Questions of Interpretation and Application of the 1971 Montreal Convention arising from the Aerial Incident at Lockerbie (Libyan Arab Jamahiriya v. United Kingdom)*
- *Questions of Interpretation and Application of the 1971 Montreal Convention arising from the Aerial Incident at Lockerbie (Libyan Arab Jamahiriya v. United States of America)*
- *Status vis-à-vis the Host State of a Diplomatic Envoy to the United Nations (Commonwealth of Dominica v. Switzerland)*
- *Certain Questions concerning Diplomatic Relations (Honduras v. Brazil)*
- *Certain Criminal Proceedings in France (Republic of the Congo v. France)*
- *Jurisdiction and Enforcement of Judgments in Civil and Commercial Matters (Belgium v. Switzerland)*
- *Aerial Herbicide Spraying (Ecuador v. Colombia).*

*

The following two cases ended in discontinuance as regarded the question of reparation, which the Judgment had left to be settled:

- *United States Diplomatic and Consular Staff in Tehran (United States of America v. Iran)*
 - *Military and Paramilitary Activities in and against Nicaragua (Nicaragua v. United States of America).*
-

ANNEXE 16

DEMANDES EN INTERPRÉTATION

Des demandes en interprétation d'arrêt ont été présentées dans cinq affaires (les deux demandes ayant été accueillies par la Cour, en tout ou en partie, sont signalées par un astérisque) :

- par la Colombie au sujet de l'arrêt rendu par la Cour le 20 novembre 1950 en l'affaire du *Droit d'asile (Colombie/Pérou)*
 - par la Tunisie (conjointement à une demande en revision) au sujet de l'arrêt rendu par la Cour le 24 février 1982 en l'affaire du *Plateau continental (Tunisie/Jamahiriya arabe libyenne)**
 - par le Nigéria au sujet de l'arrêt rendu par la Cour le 11 juin 1998 sur des exceptions préliminaires en l'affaire de la *Frontière terrestre et maritime entre le Cameroun et le Nigéria (Cameroun c. Nigéria)*
 - par le Mexique au sujet de l'arrêt rendu par la Cour le 31 mars 2004 en l'affaire *Avena et autres ressortissants mexicains (Mexique c. Etats-Unis d'Amérique)*
 - par le Cambodge au sujet de l'arrêt rendu par la Cour le 15 juin 1962 en l'affaire du *Temple de Préah Vihear (Cambodge c. Thaïlande)**.
-

ANNEX 16

REQUESTS FOR INTERPRETATION

Requests for interpretation of judgments of the Court have been made in five cases (the two requests granted by the Court, in whole or in part, are shown with an asterisk):

- by Colombia in respect of the Judgment delivered by the Court on 20 November 1950 in the *Asylum (Colombia/Peru)* case
 - by Tunisia (along with an Application for revision) in respect of the Judgment delivered by the Court on 24 February 1982 in the case concerning the *Continental Shelf (Tunisia/Libyan Arab Jamahiriya)**
 - by Nigeria in respect of the Court's Judgment on preliminary objections of 11 June 1998 in the case concerning the *Land and Maritime Boundary between Cameroon and Nigeria (Cameroon v. Nigeria)*
 - by Mexico in respect of the Judgment delivered by the Court on 31 March 2004 in the case concerning *Avena and Other Mexican Nationals (Mexico v. United States of America)*
 - by Cambodia in respect of the Judgment delivered by the Court on 15 June 1962 in the case concerning *Temple of Preah Vihear (Cambodia v. Thailand)**
-

ANNEXE 17

DEMANDES EN REVISION

Des demandes en revision d'arrêt ont été présentées dans trois affaires :

- par la Tunisie (conjointement à une demande en interprétation) au sujet de l'arrêt rendu par la Cour le 24 février 1982 en l'affaire du *Plateau continental (Tunisie/Jamahiriya arabe libyenne)*
- par la Yougoslavie au sujet de l'arrêt rendu par la Cour le 11 juillet 1996 sur les exceptions préliminaires en l'affaire relative à l'*Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Bosnie-Herzégovine c. Yougoslavie)*
- par El Salvador au sujet de l'arrêt rendu par la Cour le 11 septembre 1992 en l'affaire du *Différend frontalier terrestre, insulaire et maritime (El Salvador/Honduras; Nicaragua (intervenant))*.

*

Aucune des demandes en revision présentées à ce jour n'a été jugée recevable.

ANNEX 17

APPLICATIONS FOR REVISION

Applications for the revision of judgments of the Court have been made on three occasions:

- an Application for revision (along with a request for interpretation) of the Court's Judgment of 24 February 1982 in the case concerning the *Continental Shelf (Tunisia/Libyan Arab Jamahiriya)* was filed by Tunisia
- an Application for revision of the Court's Judgment on preliminary objections of 11 July 1996 in the case concerning *Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Bosnia and Herzegovina v. Yugoslavia)* was filed by Yugoslavia
- an Application for revision of the Court's Judgment of 11 September 1992 in the case concerning the *Land, Island and Maritime Frontier Dispute (El Salvador/Honduras: Nicaragua intervening)* was filed by El Salvador.

*

To date, none of the Applications for revision submitted to the Court have been found admissible.

ANNEXE 18

TÉMOINS, EXPERTS ET TÉMOINS-EXPERTS

Des témoins, experts et/ou témoins-experts ont été entendus dans les 13 affaires suivantes :

- *Détroit de Corfou (Royaume-Uni c. Albanie)*. Dans cette affaire, la Cour a entendu des témoins et experts présentés par chacune des Parties.
- *Temple de Préah Vihear (Cambodge c. Thaïlande)*. Dans cette affaire, la Cour a entendu des témoins et experts présentés par chacune des Parties.
- *Sud-Ouest africain (Ethiopie c. Afrique du Sud; Libéria c. Afrique du Sud)*. Dans ces affaires, la Cour a entendu des témoins et experts présentés par l'Afrique du Sud.
- *Plateau continental (Tunisie/Jamahiriya arabe libyenne)*. Dans cette affaire, la Cour a entendu un expert présenté par la Jamahiriya arabe libyenne.
- *Délimitation de la frontière maritime dans la région du golfe du Maine (Canada/États-Unis d'Amérique)*. La chambre constituée en cette affaire a entendu un expert présenté par les États-Unis.
- *Plateau continental (Jamahiriya arabe libyenne/Malte)*. Dans cette affaire, la Cour a entendu des experts présentés par chacune des Parties.
- *Activités militaires et paramilitaires au Nicaragua et contre celui-ci (Nicaragua c. États-Unis d'Amérique)*. Dans cette affaire, la Cour a entendu des témoins présentés par le Nicaragua.
- *Eletronica Sicula S.p.A. (ELSI) (États-Unis d'Amérique c. Italie)*. La chambre constituée en cette affaire a entendu des témoins présentés par les États-Unis et des experts présentés par chacune des Parties.
- *Différend frontalier terrestre, insulaire et maritime (El Salvador/Honduras; Nicaragua (intervenant))*. Dans cette affaire, la Cour a entendu un témoin présenté par El Salvador.
- *Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Bosnie-Herzégovine c. Serbie-et-Monténégro)*. Dans cette affaire, la Cour a entendu des experts présentés par la Bosnie-Herzégovine et des témoins, et un témoin-expert présentés par la Serbie-et-Monténégro.
- *Chasse à la baleine dans l'Antarctique (Australie c. Japon; Nouvelle-Zélande (intervenant))*. Dans cette affaire, la Cour a entendu des experts présentés par l'Australie et un expert présenté par le Japon.
- *Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Croatie c. Serbie)*. Dans cette affaire, la Cour a entendu des témoins et témoins-experts présentés par la Croatie.

*

Des experts ont été désignés par la Cour dans les trois affaires suivantes :

- *Détroit de Corfou (Royaume-Uni c. Albanie)*. Dans cette affaire, la Cour a désigné des experts par ordonnance et prescrit une enquête sur les lieux.
- *Délimitation de la frontière maritime dans la région du golfe du Maine (Canada/États-Unis d'Amérique)*. La chambre constituée en cette affaire a nommé par ordonnance, à la demande des Parties et conformément au compromis conclu entre elles, un expert technique pour l'aider dans sa tâche.

ANNEX 18

WITNESSES, EXPERTS AND WITNESS-EXPERTS

Witnesses, experts and/or witness-experts have been called in the following 13 cases:

- *Corfu Channel (United Kingdom v. Albania)*, where the Court heard witnesses and experts presented by each of the Parties.
- *Temple of Preah Vihear (Cambodia v. Thailand)*, where the Court heard witnesses and experts presented by each of the Parties.
- *South West Africa (Ethiopia v. South Africa; Liberia v. South Africa)*, where the Court heard witnesses and experts presented by South Africa.
- *Continental Shelf (Tunisia/Libyan Arab Jamahiriya)*, where the Court heard an expert presented by the Libyan Arab Jamahiriya.
- *Delimitation of the Maritime Boundary in the Gulf of Maine Area (Canada/United States of America)*, where the Chamber constituted heard an expert presented by the United States.
- *Continental Shelf (Libyan Arab Jamahiriya/Malta)*, where the Court heard experts presented by each of the Parties.
- *Military and Paramilitary Activities in and against Nicaragua (Nicaragua v. United States of America)*, where the Court heard witnesses presented by Nicaragua.
- *Eletronica Sicula S.p.A. (ELSI) (United States of America v. Italy)*, where the Chamber constituted heard witnesses presented by the United States and experts presented by each of the Parties.
- *Land, Island and Maritime Frontier Dispute (El Salvador/Honduras: Nicaragua intervening)*, where the Court heard a witness presented by El Salvador.
- *Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Bosnia and Herzegovina v. Serbia and Montenegro)*, where the Court heard experts presented by Bosnia and Herzegovina and witnesses and a witness-expert presented by Serbia and Montenegro.
- *Whaling in the Antarctic (Australia v. Japan: New Zealand intervening)*, where the Court heard experts presented by Australia and an expert presented by Japan.
- *Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Croatia v. Serbia)*, where the Court heard witnesses and witness-experts presented by Croatia.

*

Experts were appointed by the Court in the following three cases:

- *Corfu Channel (United Kingdom v. Albania)*, where the Court made an Order appointing experts to carry out an on-site investigation.
- *Delimitation of the Maritime Boundary in the Gulf of Maine Area (Canada/United States of America)*, where the Chamber constituted appointed, by Order, at the request of the Parties and in accordance with the Special Agreement concluded between them, a technical expert to assist it in its work.

- *Différend frontalier (Burkina Faso/Niger)*. Dans cette affaire, la Cour a désigné, après le prononcé de son arrêt au fond et en application du compromis conclu entre les Parties, des experts pour assister les Parties aux fins de l'opération de démarcation de leur frontière dans la zone contestée.
-

- *Frontier Dispute (Burkina Faso/Niger)*, where the Court, having delivered its Judgment on the merits and in accordance with the Special Agreement concluded between the Parties, appointed experts to assist the Parties in the demarcation of their frontier in the disputed area.
-

ANNEXE 19

DÉFAUTS

Des arrêts ou ordonnances ont été rendus en l'absence de l'une des parties dans les 11 affaires ci-après. Si, dans certains cas, il y a eu défaut pendant toutes les phases de l'instance, dans d'autres, il y a eu défaut pendant certaines phases seulement. Les phases pertinentes sont donc indiquées dans le tableau qui suit.

Affaire	Partie ayant fait défaut	Phases de l'instance au cours desquelles il y a eu défaut
<i>Détroit de Corfou (Royaume-Uni c. Albanie)</i>	Albanie	Fixation du montant des réparations
<i>Anglo-Iranian Oil Co. (Royaume-Uni c. Iran)</i>	Iran	Mesures conservatoires
<i>Nottebohm (Liechtenstein c. Guatemala)</i>	Guatemala	Exception préliminaire
<i>Compétence en matière de pêcheries (Royaume-Uni c. Islande)</i>	Islande	Mesures conservatoires, compétence de la Cour et fond
<i>Compétence en matière de pêcheries (République fédérale d'Allemagne c. Islande)</i>	Islande	Mesures conservatoires, compétence de la Cour et fond
<i>Essais nucléaires (Australie c. France)</i>	France	Mesures conservatoires et phase ayant abouti à la décision de non-lieu à statuer
<i>Essais nucléaires (Nouvelle-Zélande c. France)</i>	France	Mesures conservatoires et phase ayant abouti à la décision de non-lieu à statuer
<i>Procès de prisonniers de guerre pakistanais (Pakistan c. Inde)</i>	Inde	Mesures conservatoires
<i>Plateau continental de la mer Egée (Grèce c. Turquie)</i>	Turquie	Mesures conservatoires et compétence
<i>Personnel diplomatique et consulaire des Etats-Unis à Téhéran (Etats-Unis d'Amérique c. Iran)</i>	Iran	Mesures conservatoires et fond
<i>Activités militaires et paramilitaires au Nicaragua et contre celui-ci (Nicaragua c. Etats-Unis d'Amérique)</i>	Etats-Unis d'Amérique	Fond, formes et montant de la réparation

ANNEX 19
NON-APPEARANCES

Judgments or orders were delivered in the absence of one of the parties in the following 11 cases. In some cases, a party failed to appear at every stage of the proceedings; in others, during certain phases only. The relevant phases are indicated in the table below.

Case	Party failing to appear	Phases during which the party failed to appear
<i>Corfu Channel (United Kingdom v. Albania)</i>	Albania	Assessment of amount of compensation
<i>Anglo-Iranian Oil Co. (United Kingdom v. Iran)</i>	Iran	Provisional measures
<i>Nottebohm (Liechtenstein v. Guatemala)</i>	Guatemala	Preliminary objection
<i>Fisheries Jurisdiction (United Kingdom v. Iceland)</i>	Iceland	Provisional measures, jurisdiction of the Court and merits
<i>Fisheries Jurisdiction (Federal Republic of Germany v. Iceland)</i>	Iceland	Provisional measures, jurisdiction of the Court and merits
<i>Nuclear Tests (Australia v. France)</i>	France	Provisional measures and phase resulting in the decision not to proceed to judgment on the merits
<i>Nuclear Tests (New Zealand v. France)</i>	France	Provisional measures and phase resulting in the decision not to proceed to judgment on the merits
<i>Trial of Pakistani Prisoners of War (Pakistan v. India)</i>	India	Provisional measures
<i>Aegean Sea Continental Shelf (Greece v. Turkey)</i>	Turkey	Provisional measures and jurisdiction
<i>United States Diplomatic and Consular Staff in Tehran (United States of America v. Iran)</i>	Iran	Provisional measures and merits
<i>Military and Paramilitary Activities in and against Nicaragua (Nicaragua v. United States of America)</i>	United States of America	Merits, forms and amount of reparation

ANNEXE 20

AVIS CONSULTATIFS

En vertu de l'article 65 de son Statut, la Cour peut donner un avis consultatif sur toute question juridique, à la demande de tout organe ou institution qui aura été autorisé par la Charte des Nations Unies ou conformément à ses dispositions à demander cet avis.

A ce jour, 26 demandes ont été soumises à la Cour, qui a donné 27 avis¹.

Auteur de la demande	Procédure	Date d'enregistrement	Entités ayant participé à la procédure			Date de l'avis consultatif
			Phase écrite uniquement	Phase orale uniquement	Phases écrite et orale	
Assemblée générale	<i>Conditions de l'admission d'un Etat comme Membre des Nations Unies (article 4 de la Charte)</i>	24 XI 1947	Chine El Salvador Guatemala Honduras Inde Canada Etats-Unis d'Amérique Grèce Iraq Ukraine Union des Républiques socialistes soviétiques	France Tchécoslovaquie Pologne Secrétaire général des Nations Unies	Yougoslavie Belgique	28 V 1948

¹ La liste chronologique des procédures consultatives figure à l'annexe 1 (p. 117). Dans le cadre de l'une de ces procédures, à savoir celle relative à la demande en *Interprétation des traités de paix conclus avec la Bulgarie, la Hongrie et la Roumanie*, la Cour a donné son avis en deux temps (le 30 mars 1950 (première phase) et le 18 juillet 1950 (seconde phase)).

ANNEX 20

ADVISORY OPINIONS

By virtue of Article 65 of its Statute, the Court may give an advisory opinion on any legal question at the request of whatever body may be authorized by or in accordance with the Charter of the United Nations to make such a request.

To date, 26 advisory proceedings have been submitted to the Court, which has rendered 27 Advisory Opinions¹.

Organ requesting the Opinion	Proceedings	Date of filing	Entities having participated in the proceedings			Date of the Advisory Opinion
			Written phase only	Oral phase only	Written and oral phases	
General Assembly	<i>Conditions of Admission of a State to Membership in the United Nations (Article 4 of the Charter)</i>	24 XI 1947	China El Salvador Guatemala Honduras India Canada United States of America Greece Iraq Ukraine Union of Soviet Socialist Republics	France Czechoslovakia Poland Secretary-General of the United Nations	Yugoslavia Belgium	28 V 1948

¹ The chronological list of advisory proceedings can be found in Annex 1 (p. 117). In one of these proceedings, namely those relating to the *Interpretation of Peace Treaties with Bulgaria, Hungary and Romania*, the Court rendered two Advisory Opinions (on 30 March 1950 (first phase) and on 18 July 1950 (second phase)).

Auteur de la demande	Procédure	Date d'enregistrement	Entités ayant participé à la procédure			Date de l'avis consultatif
			Phase écrite uniquement	Phase orale uniquement	Phases écrite et orale	
			Australie Siam			
Assemblée générale	<i>Réparation des dommages subis au service des Nations Unies</i>	7 XII 1948	Inde Chine Etats-Unis d'Amérique	Secrétaire général des Nations Unies Belgique	Royaume-Uni France	11 IV 1949
Assemblée générale	<i>Interprétation des traités de paix conclus avec la Bulgarie, la Hongrie et la Roumanie</i>	3 XI 1949	<i>Première phase</i> Bulgarie République socialiste soviétique d'Ukraine Union des Républiques socialistes soviétiques République socialiste soviétique de Biélorussie Roumanie Tchécoslovaquie Australie Hongrie	<i>Première phase</i> Secrétaire général des Nations Unies	<i>Première phase</i> Etats-Unis d'Amérique Royaume-Uni	<i>Première phase</i> 30 III 1950

Organ requesting the Opinion	Proceedings	Date of filing	Entities having participated in the proceedings			Date of the Advisory Opinion
			Written phase only	Oral phase only	Written and oral phases	
			Australia Siam			
General Assembly	<i>Reparation for Injuries Suffered in the Service of the United Nations</i>	7 XII 1948	India China United States of America	Secretary-General of the United Nations Belgium	United Kingdom France	11 IV 1949
General Assembly	<i>Interpretation of Peace Treaties with Bulgaria, Hungary and Romania</i>	3 XI 1949	<i>First Phase</i> Bulgaria Soviet Socialist Republic of Ukraine Union of Soviet Socialist Republics Soviet Socialist Republic of Byelorussia Romania Czechoslovakia Australia Hungary	<i>First Phase</i> Secretary-General of the United Nations	<i>First Phase</i> United States of America United Kingdom	<i>First Phase</i> 30 III 1950

Auteur de la demande	Procédure	Date d'enregistrement	Entités ayant participé à la procédure			Date de l'avis consultatif
			Phase écrite uniquement	Phase orale uniquement	Phases écrite et orale	
			<i>Seconde phase</i>	<i>Seconde phase</i>	<i>Seconde phase</i>	<i>Seconde phase</i>
Assemblée générale	<i>Compétence de l'Assemblée générale pour l'admission d'un Etat aux Nations Unies</i>	28 XI 1949	République socialiste soviétique de Biélorussie Egypte Etats-Unis d'Amérique Tchécoslovaquie République socialiste soviétique d'Ukraine Union des Républiques socialistes soviétiques Secrétaire général des Nations Unies Argentine Venezuela	France Secrétaire général des Nations Unies	Etats-Unis d'Amérique Royaume-Uni ²	18 VII 1950 3 III 1950

² Le Gouvernement du Royaume-Uni avait fait connaître ses vues sur les questions traitées lors de la seconde phase dans son exposé écrit déposé au cours de la première phase.

Organ requesting the Opinion	Proceedings	Date of filing	Entities having participated in the proceedings			Date of the Advisory Opinion
			Written phase only	Oral phase only	Written and oral phases	
General Assembly	<i>Competence of the General Assembly for the Admission of a State to the United Nations</i>	28 XI 1949	<i>Second Phase</i>	<i>Second Phase</i>	<i>Second Phase</i>	<i>Second Phase</i>
			Soviet Socialist Republic of Byelussia Egypt United States of America Czechoslovakia Soviet Socialist Republic of Ukraine Union of Soviet Socialist Republics Secretary-General of the United Nations Argentina Venezuela	Secretary-General of the United Nations France	United States of America United Kingdom ²	18 VII 1950
						3 III 1950

² The Government of the United Kingdom had previously stated its views on the questions dealt with in the second phase of these proceedings in its written statement submitted during the first phase.

Auteur de la demande	Procédure	Date d'enregistrement	Entités ayant participé à la procédure			Date de l'avis consultatif
			Phase écrite uniquement	Phase orale uniquement	Phases écrite et orale	
Assemblée générale	<i>Statut international du Sud-Ouest africain</i>	27 XII 1949	Egypte Etats-Unis d'Amérique Inde Pologne	Secrétaire général des Nations Unies Philippines	Union sud-africaine	11 VII 1950
Assemblée générale	<i>Réserves à la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide</i>	20 XI 1950	Organisation des Etats américains Union des Républiques socialistes soviétiques Jordanie Etats-Unis d'Amérique Organisation internationale du Travail Pologne Tchécoslovaquie Pays-Bas République populaire de Roumanie	France	Royaume-Uni Israël Secrétaire général des Nations Unies	28 V 1951

Organ requesting the Opinion	Proceedings	Date of filing	Entities having participated in the proceedings			Date of the Advisory Opinion
			Written phase only	Oral phase only	Written and oral phases	
General Assembly	<i>International Status of South West Africa</i>	27 XII 1949	Egypt United States of America India Poland	Secretary-General of the United Nations Philippines	South African Union	11 VII 1950
General Assembly	<i>Reservations to the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide</i>	20 XI 1950	Organization of American States Union of Soviet Socialist Republics Jordan United States of America International Labour Organization Poland Czechoslovakia Netherlands People's Republic of Romania	France	United Kingdom Israel Secretary-General of the United Nations	28 V 1951

Auteur de la demande	Procédure	Date d'enregistrement	Entités ayant participé à la procédure			Date de l'avis consultatif
			Phase écrite uniquement	Phase orale uniquement	Phases écrite et orale	
			Phase écrite uniquement	Phase orale uniquement	Phases écrite et orale	
			République socialiste soviétique d'Ukraine			
			République populaire de Bulgarie			
			République socialiste soviétique de Biélorussie			
			Philippines			
Assemblée générale	<i>Effet de jugements du Tribunal administratif des Nations Unies accordant indemnité</i>	21 XII 1953	Organisation internationale du Travail		Secrétaire général des Nations Unies	13 VII 1954
			Suède		Etats-Unis d'Amérique	
			Philippines		France	
			Mexique		Grèce	
			Chili		Pays-Bas	
			Iraq		Royaume-Uni	
			Chine			
			Guatemala			
			Turquie			
			Equateur ³			

³ N'ont pas présenté d'exposés écrits, mais ont attiré l'attention sur les vues exprimées à l'Assemblée générale par leurs représentants : Canada, Union des Républiques socialistes soviétiques, Yougoslavie, Tchécoslovaquie et Egypte.

Organ requesting the Opinion	Proceedings	Date of filing	Entities having participated in the proceedings		Date of the Advisory Opinion
			Written phase only	Oral phase only Written and oral phases	
General Assembly	<i>Effect of Awards of Compensation Made by the United Nations Administrative Tribunal</i>	21 XII 1953	Soviet Socialist Republic of Ukraine People's Republic of Bulgaria Soviet Socialist Republic of Byelorussia Philippines		13 VII 1954
			International Labour Organization	Secretary-General of the United Nations	
			Sweden	United States of America	
			Philippines	France	
			Mexico	Greece	
			Chile	Netherlands	
			Iraq	United Kingdom	
			China		
			Guatemala		
			Turkey		
Ecuador ³					

³ Did not submit written statements, but drew attention to the views expressed by their representatives in the General Assembly: Canada, Union of Soviet Socialist Republics, Yugoslavia, Czechoslovakia and Egypt.

Auteur de la demande	Procédure	Date d'enregistrement	Entités ayant participé à la procédure				Date de l'avis consultatif
			Phase écrite uniquement	Phase orale uniquement	Phases écrite et orale		
Assemblée générale	<i>Procédure de vote applicable aux questions touchant les rapports et pétitions relatifs au Territoire du Sud-Ouest africain</i>	6 XII 1954	Etats-Unis d'Amérique Pologne Inde ⁴			7 VI 1955	
Assemblée générale	<i>Admissibilité de l'audition de pétitionnaires par le Comité du Sud-Ouest africain</i>	22 XII 1955	Etats-Unis d'Amérique Chine ⁵	Royaume-Uni		1 ^{er} VI 1956	
Assemblée générale	<i>Certaines dépenses des Nations Unies (article 17, paragraphe 2, de la Charte)</i>	27 XII 1961	Afrique du Sud Bulgarie Danemark Espagne France Haute-Volta Japon Portugal République socialiste soviétique de Biélorussie	Norvège	Australie Canada Etats-Unis d'Amérique Irlande Italie Pays-Bas	20 VII 1962	

⁴ N'ont pas présenté d'exposés écrits, mais ont attiré l'attention sur les vues exprimées à l'Assemblée générale par leurs représentants: Israël et Chine. La Yougoslavie a également exprimé son point de vue.

⁵ N'a pas présenté d'exposé écrit, mais a renvoyé aux vues exprimées à l'Assemblée générale: Inde.

Organ requesting the Opinion	Proceedings	Date of filing	Entities having participated in the proceedings			Date of the Advisory Opinion
			Written phase only	Oral phase only	Written and oral phases	
General Assembly	<i>Voting Procedure on Questions relating to Reports and Petitions concerning the Territory of South West Africa</i>	6 XII 1954	United States of America Poland India ⁴			7 VI 1955
General Assembly	<i>Admissibility of Hearings of Petitioners by the Committee on South West Africa</i>	22 XII 1955	United States of America China ⁵	United Kingdom		1 VI 1956
General Assembly	<i>Certain Expenses of the United Nations (Article 17, paragraph 2, of the Charter)</i>	27 XII 1961	South Africa Bulgaria Denmark Spain France Upper Volta Japan Portugal Soviet Socialist Republic of Byelorussia	Norway	Australia Canada United States of America Ireland Italy Netherlands	20 VII 1962

⁴ Did not submit written statements, but drew attention to the views expressed by their representatives in the General Assembly: Israel and China. Yugoslavia also expressed its views.

⁵ Did not submit a written statement, but referred to the views expressed in the General Assembly: India.

Auteur de la demande	Procédure	Date d'enregistrement	Entités ayant participé à la procédure			Date de l'avis consultatif
			Phase écrite uniquement	Phase orale uniquement	Phases écrite et orale	
Assemblée générale	<i>Sahara occidental</i>	21 XII 1974	République socialiste soviétique	Royaume-Uni	Espagne Maroc Mauritanie	16 X 1975
			d'Ukraine	Union des Républiques socialistes soviétiques		
Assemblée générale	<i>Applicabilité de l'obligation d'arbitrage en vertu de la section 21 de l'accord du 26 juin 1947 relatif au siège de l'Organisation des Nations Unies</i>	7 III 1988	Roumanie	Zaïre	Secrétaire général des Nations Unies	26 IV 1988
			Tchécoslovaquie ⁶	Algérie		
Assemblée générale	<i>Application de l'obligation d'arbitrage en vertu de la section 21 de l'accord du 26 juin 1947 relatif au siège de l'Organisation des Nations Unies</i>	7 III 1988	Chili		Secrétaire général des Nations Unies	26 IV 1988
			Colombie			
Assemblée générale	<i>Application de l'obligation d'arbitrage en vertu de la section 21 de l'accord du 26 juin 1947 relatif au siège de l'Organisation des Nations Unies</i>	7 III 1988	Costa Rica		Secrétaire général des Nations Unies	26 IV 1988
			Equateur			
Assemblée générale	<i>Application de l'obligation d'arbitrage en vertu de la section 21 de l'accord du 26 juin 1947 relatif au siège de l'Organisation des Nations Unies</i>	7 III 1988	France		Secrétaire général des Nations Unies	26 IV 1988
			Guatemala			
Assemblée générale	<i>Application de l'obligation d'arbitrage en vertu de la section 21 de l'accord du 26 juin 1947 relatif au siège de l'Organisation des Nations Unies</i>	7 III 1988	Nicaragua		Secrétaire général des Nations Unies	26 IV 1988
			Panama			
Assemblée générale	<i>Application de l'obligation d'arbitrage en vertu de la section 21 de l'accord du 26 juin 1947 relatif au siège de l'Organisation des Nations Unies</i>	7 III 1988	République dominicaine		Secrétaire général des Nations Unies	26 IV 1988
			Etats-Unis d'Amérique			
Assemblée générale	<i>Application de l'obligation d'arbitrage en vertu de la section 21 de l'accord du 26 juin 1947 relatif au siège de l'Organisation des Nations Unies</i>	7 III 1988	République arabe syrienne		Secrétaire général des Nations Unies	26 IV 1988
			République démocratique allemande			

⁶ N'ont pas présenté d'exposés écrits, mais ont attiré l'attention sur les vues exprimées en leurs noms respectifs à l'Assemblée générale: Mexique, Philippines et Pologne.

Organ requesting the Opinion	Proceedings	Date of filing	Entities having participated in the proceedings			Date of the Advisory Opinion
			Written phase only	Oral phase only	Written and oral phases	
General Assembly	<i>Western Sahara</i>	21 XII 1974	Soviet Socialist Republic of Ukraine		United Kingdom	16 X 1975
			Romania		Soviet Socialist Republics	
			Czechoslovakia ⁶			
			Chile	Zaire	Spain	
			Colombia	Algeria	Morocco	
			Costa Rica		Mauritania	
			Ecuador			
			France			
			Guatemala			
			Nicaragua			
Panama						
Dominican Republic						
General Assembly	<i>Applicability of the Obligation to Arbitrate under Section 21 of the United Nations Headquarters Agreement of 26 June 1947</i>	7 III 1988	United States of America		Secretary-General of the United Nations	26 IV 1988
			Syrian Arab Republic			
			German Democratic Republic			

⁶ Did not submit written statements, but drew attention to the views expressed on their behalf in the General Assembly: Mexico, the Philippines and Poland.

Auteur de la demande	Procédure	Date d'enregistrement	Entités ayant participé à la procédure			Date de l'avis consultatif
			Phase écrite uniquement	Phase orale uniquement	Phases écrite et orale	
Assemblée générale	<i>Licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires</i>	6 I 1995	Bosnie-Herzégovine Burundi Equateur Finlande Inde Irlande Lesotho Nauru Pays-Bas République populaire de Corée Suède	Australie Indonésie Philippines Costa Rica Zimbabwe	Allemagne Egypte Etats-Unis d'Amérique Fédération de Russie France Iles Marshall Iles Salomon Iran (Rép. islamique d') Italie Japon Malaisie Mexique Nouvelle-Zélande Qatar Royaume-Uni Saint-Marin Samoa	8 VII 1996
Assemblée générale	<i>Conséquences juridiques de l'érection d'un mur dans le territoire palestinien occupé</i>	10 XII 2003	Guinée Egypte Cameroun Fédération de Russie Australie	Algérie Bangladesh Belize Cuba Madagascar	Arabie saoudite Ligue des Etats arabes Palestine Jordanie	9 VII 2004

Organ requesting the Opinion	Proceedings	Date of filing	Entities having participated in the proceedings			Date of the Advisory Opinion
			Written phase only	Oral phase only	Written and oral phases	
General Assembly	<i>Legality of the Threat or Use of Nuclear Weapons</i>	6 I 1995	Bosnia and Herzegovina Burundi Ecuador Finland India Ireland Lesotho Nauru Netherlands People's Republic of Korea Sweden	Australia Indonesia Philippines Costa Rica Zimbabwe	Germany Egypt United States of America Russian Federation France Marshall Islands Solomon Islands Iran (Islamic Rep. of) Italy Japan Malaysia Mexico New Zealand Qatar United Kingdom San Marino Samoa	8 VII 1996
General Assembly	<i>Legal Consequences of the Construction of a Wall in the Occupied Palestinian Territory</i>	10 XII 2003	Guinea Egypt Cameroon Russian Federation Australia	Algeria Bangladesh Belize Cuba Madagascar	Saudi Arabia League of Arab States Palestine Jordan	9 VII 2004

Auteur de la demande	Procédure	Date d'enregistrement	Entités ayant participé à la procédure		Date de l'avis consultatif
			Phase écrite uniquement	Phase orale uniquement	
			Phase écrite uniquement	Phase orale uniquement	
			Organisation des Nations Unies	Afrique du Sud	
			Koweït	Indonésie	
			Liban	Organisation de la Conférence islamique	
			Canada	Soudan	
			Syrie	Malaisie	
			Suisse	Sénégal	
			Israël		
			Yémen		
			Etats-Unis		
			d'Amérique		
			Maroc		
			France		
			Italie		
			Allemagne		
			Japon		
			Norvège		
			Royaume-Uni		
			Pakistan		
			République tchèque		
			Grèce		
			Irlande (en son nom propre)		
			Irlande (au nom de l'Union européenne)		

Organ requesting the Opinion	Proceedings	Date of filing	Entities having participated in the proceedings			Date of the Advisory Opinion
			Written phase only	Oral phase only	Written and oral phases	
			United Nations Organization Kuwait Lebanon Canada Syria Switzerland Israel Yemen United States of America Morocco France Italy Germany Japan Norway United Kingdom Pakistan Czech Republic Greece Ireland (on its own behalf) Ireland (on behalf of the European Union)		South Africa Indonesia Organisation of the Islamic Conference Sudan Malaysia Senegal	

Auteur de la demande	Procédure	Date d'enregistrement	Entités ayant participé à la procédure			Date de l'avis consultatif
			Phase écrite uniquement	Phase orale uniquement	Phases écrite et orale	
			Chypre Brésil Namibie Malte Pays-Bas Cuba Suède Espagne Belgique Palaos Etats fédérés de Micronésie Iles Marshall Rép. populaire démocratique de Corée			
Assemblée générale	<i>Conformité au droit international de la déclaration unilatérale d'indépendance relative au Kosovo</i>	10 X 2008	Rép. tchèque Suisse Egypte Slovaquie Pologne Luxembourg Jamahiriya arabe libyenne	Arabie saoudite Biélarus Bulgarie Burundi Croatie Jordanie Viet Nam	France Chypre Chine Roumanie Albanie Autriche Allemagne Fédération de Russie	22 VII 2010

Organ requesting the Opinion	Proceedings	Date of filing	Entities having participated in the proceedings		Date of the Advisory Opinion	
			Written phase only	Oral phase only		
			Cyprus Brazil Namibia Malta Netherlands Cuba Sweden Spain Belgium Palau Federated States of Micronesia Marshall Islands Democratic People's Rep. of Korea	Written and oral phases		
General Assembly	<i>Accordance with International Law of the Unilateral Declaration of Independence in Respect of Kosovo</i>	10 X 2008	Czech Rep. Switzerland Egypt Slovakia Poland Luxembourg Libyan Arab Jamahiriya	Saudi Arabia Belarus Bulgaria Burundi Croatia Jordan Viet Nam	France Cyprus China Romania Albania Austria Germany Russian Federation	22 VII 2010

Auteur de la demande	Procédure	Date d'enregistrement	Entités ayant participé à la procédure			Date de l'avis consultatif
			Phase écrite uniquement	Phase orale uniquement	Phases écrite et orale	
			Iran (Rép. islamique d') Estonie Slovénie Lettonie Japon Irlande Maldives Sierra Leone		Finlande Royaume-Uni Etats-Unis d'Amérique Serbie Espagne Norvège Pays-Bas Brésil Danemark Argentine Azerbaïdjan Bolivie Venezuela Auteurs de la déclaration unilatérale d'indépendance	
Conseil de sécurité	<i>Conséquences juridiques pour les Etats de la présence continue de l'Afrique du Sud en Namibie (Sud-Ouest africain) nonobstant la résolution 276 (1970) du Conseil de sécurité</i>	10 VIII 1970	France Hongrie Pologne Tchécoslovaquie Yougoslavie	Organisation de l'unité africaine Viet Nam	Secrétaire général des Nations Unies Afrique du Sud Etats-Unis d'Amérique Finlande Inde	21 VI 1971

Organ requesting the Opinion	Proceedings	Date of filing	Entities having participated in the proceedings			Date of the Advisory Opinion
			Written phase only	Oral phase only	Written and oral phases	
			Iran (Islamic Rep. of) Estonia Slovenia Latvia Japan Ireland Maldives Sierra Leone		Finland United Kingdom United States of America Serbia Spain Norway Netherlands Brazil Denmark Argentina Azerbaijan Bolivia Venezuela Authors of the unilateral declaration of independence	
Security Council	<i>Legal Consequences for States of the Continued Presence of South Africa in Namibia (South West Africa) notwithstanding Security Council Resolution 276 (1970)</i>	10 VIII 1970	France Hungary Poland Czechoslovakia Yugoslavia	Organization of African Unity Viet Nam	Secretary-General of the United Nations South Africa United States of America Finland India	21 VI 1971

Auteur de la demande	Procédure	Date d'enregistrement	Entités ayant participé à la procédure				Date de l'avis consultatif
			Phase écrite uniquement	Phase orale uniquement	Phases écrite et orale		
Conseil économique et social	<i>Applicabilité de la section 22 de l'article VI de la convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies</i>	13 VI 1989	Rép. fédérale d'Allemagne Canada Rép. socialiste de Roumanie	—	Secrétaire général des Nations Unies Etats-Unis d'Amérique	15 XII 1989	
Conseil économique et social	<i>Différend relatif à l'immunité de juridiction d'un rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme</i>	10 VIII 1998	Allemagne Etats-Unis d'Amérique Royaume-Uni Suède Grèce Luxembourg	—	Secrétaire général des Nations Unies Costa Rica Italie Malaisie	29 IV 1999	
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)	<i>Jugements du Tribunal administratif de l'OIT sur requêtes contre l'UNESCO</i>	2 XII 1955	UNESCO Etats-Unis d'Amérique France Royaume-Uni Chine	—	—	23 X 1956	

Organ requesting the Opinion	Proceedings	Date of filing	Entities having participated in the proceedings			Date of the Advisory Opinion
			Written phase only	Oral phase only	Written and oral phases	
Economic and Social Council	<i>Applicability of Article VI, Section 22, of the Convention on the Privileges and Immunities of the United Nations</i>	13 VI 1989	Federal Rep. of Germany Canada Socialist Rep. of Romania	—	Nigeria Pakistan Netherlands Secretary-General of the United Nations United States of America	15 XII 1989
Economic and Social Council	<i>Difference Relating to Immunity from Legal Process of a Special Rapporteur of the Commission on Human Rights</i>	10 VIII 1988	Germany United States of America United Kingdom Sweden Greece Luxembourg	—	Secretary-General of the United Nations Costa Rica Italy Malaysia	29 IV 1999
United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization (UNESCO)	<i>Judgments of the Administrative Tribunal of the ILO upon Complaints Made against UNESCO</i>	2 XII 1955	UNESCO United States of America France United Kingdom China	—	—	23 X 1956

Auteur de la demande	Procédure	Date d'enregistrement	Entités ayant participé à la procédure			Date de l'avis consultatif
			Phase écrite uniquement	Phase orale uniquement	Phases écrite et orale	
Organisation mondiale de la santé (OMS)	<i>Interprétation de l'accord du 25 mars 1951 entre l'OMS et l'Égypte</i>	28 V 1980	Bolivie Iraq Jordanie Koweït	Tunisie OMS ⁷	Égypte Emirats arabes unis États-Unis d'Amérique Syrie	20 XII 1980
OMS	<i>Licéité de l'utilisation des armes nucléaires par un État dans un conflit armé</i>	3 IX 1993	Azerbaïdjan Colombie Rép. populaire démocratique de Corée Finlande Inde Irlande Arabie saoudite Kazakhstan Lituanie Nauru Norvège Ouganda Papouasie-Nouvelle-Guinée	OMS Égypte Indonésie Îles Marshall Zimbabwé	Allemagne Australie Costa Rica France Iran (Rép. islamique d') Italie Japon Mexique Malaisie Nouvelle-Zélande Philippines Fédération de Russie Îles Salomon Samoa	8 VII 1996

⁷ L'OMS a déclaré à l'audience ne pas avoir l'intention d'exposer des arguments à la Cour sur les questions énoncées dans la demande d'avis. L'Organisation a toutefois répondu aux questions qui lui ont été posées par des membres de la Cour.

Organ requesting the Opinion	Proceedings	Date of filing	Entities having participated in the proceedings			Date of the Advisory Opinion
			Written phase only	Oral phase only	Written and oral phases	
World Health Organization (WHO)	<i>Interpretation of the Agreement of 25 March 1951 between the WHO and Egypt</i>	28 V 1980	Bolivia Iraq Jordan Kuwait	Tunisia WHO ⁷	Egypt United Arab Emirates United States of America Syria	20 XII 1980
WHO	<i>Legality of the Use by a State of Nuclear Weapons in Armed Conflict</i>	3 IX 1993	Azerbaijan Colombia Democratic People's Rep. of Korea Finland India Ireland Saudi Arabia Kazakhstan Lithuania Nauru Norway Uganda Papua New Guinea	WHO Egypt Indonesia Marshall Islands Zimbabwe	Germany Australia Costa Rica France Iran (Islamic Rep. of) Italy Japan Mexico Malaysia New Zealand Philippines Russian Federation Solomon Islands Samoa	8 VII 1996

⁷ The WHO stated at the public sitting that it did not intend to submit any arguments to the Court on the questions set out in the request for Opinion. However, it answered questions put to it by Members of the Court.

Auteur de la demande	Procédure	Date d'enregistrement	Entités ayant participé à la procédure			Date de l'avis consultatif
			Phase écrite uniquement	Phase orale uniquement	Phases écrite et orale	
Fonds international de développement agricole (FIDA)	<i>Jugement n° 2867 du Tribunal administratif de l'Organisation internationale du Travail sur requête contre le Fonds international de développement agricole</i>	26 IV 2010	Pays-Bas Rwanda République de Moldova Sri Lanka Suède Ukraine	—	Royaume-Uni Etats-Unis d'Amérique	1 ^{er} II 2012
Organisation maritime internationale (OMI) ⁸	<i>Composition du Comité de la sécurité maritime de l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime</i>	25 III 1959	Belgique France Chine Suisse Danemark Inde	—	Libéria Etats-Unis d'Amérique Panama Italie Royaume-Uni Norvège Pays-Bas	8 VI 1960

⁸ Dénommée précédemment Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime (OMCI).

Organ requesting the Opinion	Proceedings	Date of filing	Entities having participated in the proceedings			Date of the Advisory Opinion
			Written phase only	Oral phase only	Written and oral phases	
International Fund for Agricultural Development (IFAD)	<i>Judgment No. 2867 of the Administrative Tribunal of the International Labour Organization upon a Complaint Filed against the International Fund for Agricultural Development</i>	26 IV 2010	Netherlands Rwanda Republic of Moldova Sri Lanka Sweden Ukraine IFAD Bolivia Ms Saez Garcia (the former staff member to whom the judgment of the Administrative Tribunal is concerning)	—	United Kingdom United States of America	1 II 2012
International Maritime Organization (IMO) ⁸	<i>Constitution of the Maritime Safety Committee of the Inter-Governmental Maritime Consultative Organization</i>	25 III 1959	Belgium France China Switzerland Denmark India	—	Liberia United States of America Panama Italy United Kingdom Norway Netherlands	8 VI 1960

⁸ Formerly known as the Inter-Governmental Maritime Consultative Organization (IMCO).

Auteur de la demande	Procédure	Date d'enregistrement	Entités ayant participé à la procédure				Date de l'avis consultatif
			Phase écrite uniquement	Phase orale uniquement	Phases écrite et orale		
Comité des demandes de réformation de jugements du Tribunal administratif	<i>Demande de réformation du jugement n° 158 du Tribunal administratif des Nations Unies</i>	3 VII 1972	Secrétaire général des Nations Unies M. Falsa (ancien fonctionnaire que concernait le jugement du Tribunal administratif)	—	—	12 VII 1973	
Comité des demandes de réformation de jugements du Tribunal administratif	<i>Demande de réformation du jugement n° 273 du Tribunal administratif des Nations Unies</i>	28 VII 1981	France Etats-Unis d'Amérique M. Mortished (ancien fonctionnaire que concernait le jugement du Tribunal administratif)	—	—	20 VII 1982	
Comité des demandes de réformation de jugements du Tribunal administratif	<i>Demande de réformation du jugement n° 333 du Tribunal administratif des Nations Unies</i>	10 IX 1984	Canada Etats-Unis Italie Union des Républiques socialistes soviétiques	—	—	27 V 1987	

Organ requesting the Opinion	Proceedings	Date of filing	Entities having participated in the proceedings			Date of the Advisory Opinion
			Written phase only	Oral phase only	Written and oral phases	
Committee on Applications for Review of the United Nations Administrative Tribunal Judgments	<i>Application for Review of Judgment No. 158 of the United Nations Administrative Tribunal</i>	3 VII 1972	Secretary-General of the United Nations Mr. Falsa (the former staff member to whom the judgment of the Administrative Tribunal is concerning)	—	—	12 VII 1973
Committee on Applications for Review of Administrative Tribunal Judgments	<i>Application for Review of Judgment No. 273 of the United Nations Administrative Tribunal</i>	28 VII 1981	France United States of America Mr. Mortished (the former staff member to whom the judgment of the Administrative Tribunal is concerning)	—	—	20 VII 1982
Committee on Applications for Review of Administrative Tribunal Judgments	<i>Application for Review of Judgment No. 333 of the United Nations Administrative Tribunal</i>	10 IX 1984	Canada United States of America Italy Union of Soviet Socialist Republics	—	—	27 V 1987

Auteur de la demande	Procédure	Date d'enregistrement	Entités ayant participé à la procédure			Date de l'avis consultatif
			Phase écrite uniquement	Phase orale uniquement	Phases écrite et orale	
			Secrétaire général des Nations Unies M. Yakimetz (ancien fonctionnaire que concernait le jugement du Tribunal administratif)			

Organ requesting the Opinion	Proceedings	Date of filing	Entities having participated in the proceedings		Date of the Advisory Opinion
			Written phase only	Oral phase only	
			Secretary-General of the United Nations Mr. Yakimetz (the former staff member to whom the judgment of the Administrative Tribunal is concerning)		

ANNEXE 21

BUDGET DE LA COUR

*Budget approuvé (montant définitif) pour l'exercice biennal 2012-2013
(en dollars des États-Unis)*

<i>Programme</i>		
Membres de la Cour		
0311025	Indemnités pour frais divers	1 536 000
0311023	Pensions ¹	3 850 500
0393909	Indemnités de fonctions (juges <i>ad hoc</i>)	1 233 300
2042302	Frais de voyage des membres de la Cour en mission	52 900
0393902	Emoluments	7 824 900
Total partiel		14 497 600
Greffé		
0110000	Postes	17 517 700
0170000	Postes temporaires pour l'exercice biennal	199 300
0200000	Dépenses communes de personnel	6 651 800
1540000	Frais médicaux et associés, après cessation de service	317 900
0211014	Indemnités de représentation	7 200
1210000	Assistance temporaire pour les réunions	1 508 000
1310000	Assistance temporaire autre que pour les réunions	264 500
1410000	Consultants	208 500
1510000	Heures supplémentaires	101 800
2042302	Frais de voyage du personnel en mission	49 400
0454501	Dépenses de représentation	20 500
Total partiel		26 846 600
Services communs		
3030000	Traductions réalisées à l'extérieur	446 100

¹ Cette somme inclut notamment 410 000 dollars des États-Unis affectés au paiement de la pension et des frais de voyage et de déménagement des juges ayant pris leur retraite au cours du présent exercice biennal, et au paiement des frais de voyage et de déménagement ainsi que de l'indemnité d'installation de membres de la Cour dans la même période, en conformité avec la résolution 66.249 sur les dépenses imprévues adoptée par l'Assemblée générale le 24 décembre 2011.

ANNEX 21

BUDGET OF THE COURT

*Approved budget (final appropriation) for the biennium 2012-2013
(United States dollars)*

<i>Programme</i>		
Members of the Court		
0311025	Allowances for various expenses	1,536,000
0311023	Pensions ¹	3,850,500
0393909	Duty allowance (judges <i>ad hoc</i>)	1,233,300
2042302	Travel on official business	52,900
0393902	Emoluments	7,824,900
Subtotal		14,497,600
Registry		
0110000	Established posts	17,517,700
0170000	Temporary posts for the biennium	199,300
0200000	Common staff costs	6,651,800
1540000	Medical and associated costs, after suspension of services	317,900
0211014	Representation allowance	7,200
1210000	Temporary assistance for meetings	1,508,000
1310000	General temporary assistance	264,500
1410000	Consultants	208,500
1510000	Overtime	101,800
2042302	Official travel	49,400
0454501	Hospitality	20,500
Subtotal		26,846,600
Programme Support		
3030000	External translation	446,100

¹ This sum includes 410,000 US dollars for the payment of pensions and travel and removal expenses of judges retiring in this biennium and travel and removal expenses and installation grants of Members of the Court, as provided for in resolution 66/249 on unforeseen expenses adopted by the General Assembly on 24 December 2011.

<i>Programme</i>		
3050000	Travaux d'imprimerie	635 100
3070000	Services informatiques contractuels	670 600
4010000	Location/entretien des locaux	3 375 800
4030000	Location de mobilier et de matériel	246 800
4040000	Communications	210 900
4060000	Entretien du mobilier et du matériel	111 900
4090000	Services divers	48 900
5000000	Fournitures et accessoires	277 300
5030000	Livres et fournitures pour la bibliothèque	244 000
6000000	Mobilier et matériel	201 000
6025041	Acquisition de matériel de bureautique	80 000
6025042	Remplacement de matériel de bureautique	135 100
Total partiel		6 683 500
Total		48 027 700

*

<i>Programme</i>		
3050000	Printing	635,100
3070000	Data-processing services	670,600
4010000	Rental/maintenance of premises	3,375,800
4030000	Rental of furniture and equipment	246,800
4040000	Communications	210,900
4060000	Maintenance of furniture and equipment	111,900
4090000	Miscellaneous services	48,900
5000000	Supplies and materials	277,300
5030000	Library books and supplies	244,000
6000000	Furniture and equipment	201,000
6025041	Acquisition of office automation equipment	80,000
6025042	Replacement of office automation equipment	135,100
Subtotal		6,683,500
Total		48,027,700

*

*Budget approuvé (montant initial) pour l'exercice biennal 2014-2015
(en dollars des États-Unis)*

<i>Programme</i>		
Membres de la Cour		
0311025	Indemnités pour frais divers	1 324 600
0311023	Pensions	4 344 500
0393909	Indemnités de fonctions (juges <i>ad hoc</i>)	1 263 100
2042302	Frais de voyage des membres de la Cour en mission	51 200
0393902	Emoluments	7 686 200
Total partiel		14 669 600
Greffé		
0110000	Postes	18 874 200
0170000	Postes temporaires pour l'exercice biennal	239 800
0200000	Dépenses communes de personnel	7 566 500
1540000	Frais médicaux et associés, après cessation de service	547 700
0211014	Indemnités de représentation	7 200
1210000	Assistance temporaire pour les réunions	1 719 300
1310000	Assistance temporaire autre que pour les réunions	295 800
1410000	Consultants	211 200
1510000	Heures supplémentaires	107 100
2042302	Frais de voyage du personnel en mission	47 700
0454501	Dépenses de représentation	21 300
Total partiel		29 637 800
Services communs		
3030000	Traductions réalisées à l'extérieur	456 900
3050000	Travaux d'imprimerie	616 900
3070000	Services informatiques contractuels	1 047 400
4010000	Location/entretien des locaux	3 485 800
4030000	Location de mobilier et de matériel	379 300
4040000	Communications	214 400
4060000	Entretien du mobilier et du matériel	138 300
4090000	Services divers	44 900
5000000	Fournitures et accessoires	522 300
5030000	Livres et fournitures pour la bibliothèque	249 800

Approved budget (initial appropriation) for the biennium 2014-2015
(United States dollars)

<i>Programme</i>		
Members of the Court		
0311025	Allowances for various expenses	1,324,600
0311023	Pensions	4,344,500
0393909	Duty allowance (judges <i>ad hoc</i>)	1,263,100
2042302	Travel on official business	51,200
0393902	Emoluments	7,686,200
Subtotal		14,669,600
Registry		
0110000	Established posts	18,874,200
0170000	Temporary posts for the biennium	239,800
0200000	Common staff costs	7,566,500
1540000	Medical and associated costs, after suspension of services	547,700
0211014	Representation allowance	7,200
1210000	Temporary assistance for meetings	1,719,300
1310000	General temporary assistance	295,800
1410000	Consultants	211,200
1510000	Overtime	107,100
2042302	Official travel	47,700
0454501	Hospitality	21,300
Subtotal		29,637,800
Programme Support		
3030000	External translation	456,900
3050000	Printing	616,900
3070000	Data-processing services	1,047,400
4010000	Rental/maintenance of premises	3,485,800
4030000	Rental of furniture and equipment	379,300
4040000	Communications	214,400
4060000	Maintenance of furniture and equipment	138,300
4090000	Miscellaneous services	44,900
5000000	Supplies and materials	522,300
5030000	Library books and supplies	249,800

<i>Programme</i>		
6000000	Mobilier et matériel	318 800
6025041	Acquisition de matériel de bureautique	165 600
6025042	Remplacement de matériel de bureautique	286 500
6040000	Véhicules	110 500
Total partiel		8 037 400
Total		52 344 800

<i>Programme</i>		
6000000	Furniture and equipment	318,800
6025041	Acquisition of office automation equipment	165,600
6025042	Replacement of office automation equipment	286,500
6040000	Transportation equipment	110,500
Subtotal		8,037,400
Total		52,344,800

TABLE DES MATIÈRES



TABLE OF CONTENTS

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Page</i>
Introduction	1
Première partie. De l'activité de la Cour entre le 1^{er} août 2013 et le 31 juillet 2014	2
I. Des activités judiciaires	2
A. Présentation générale	2
1. Nouvelles requêtes	2
2. Audiences	3
3. Décisions	3
B. Fiches signalétiques des affaires pendantes	4
1. <i>Projet Gabčíkovo-Nagymaros (Hongrie/Slovaquie)</i>	6
2. <i>Activités armées sur le territoire du Congo (République démocratique du Congo c. Ouganda)</i>	7
3. <i>Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Croatie c. Serbie)</i>	8
4. <i>Différend maritime (Pérou c. Chili)</i>	9
5. <i>Epanagements aériens d'herbicides (Equateur c. Colombie)</i>	11
6. <i>Chasse à la baleine dans l'Antarctique (Australie c. Japon; Nouvelle-Zélande (intervenant))</i>	12
7. <i>Certaines activités menées par le Nicaragua dans la région frontalière (Costa Rica c. Nicaragua)</i>	13
8. <i>Demande en interprétation de l'arrêt du 15 juin 1962 en l'affaire du Temple de Préah Vihear (Cambodge c. Thaïlande) (Cambodge c. Thaïlande)</i>	14
9. <i>Construction d'une route au Costa Rica le long du fleuve San Juan (Nicaragua c. Costa Rica)</i>	15
10. <i>Obligation de négocier un accès à l'océan Pacifique (Bolivie c. Chili)</i>	16
11. <i>Question de la délimitation du plateau continental entre le Nicaragua et la Colombie au-delà de 200 milles marins de la côte nicaraguayenne (Nicaragua c. Colombie)</i>	17
12. <i>Violations alléguées de droits souverains et d'espaces maritimes dans la mer des Caraïbes (Nicaragua c. Colombie)</i>	18

TABLE OF CONTENTS

	<i>Page</i>
Introduction	1
Part One. Activity of the Court between 1 August 2013 and 31 July 2014	2
I. Judicial activity	2
A. General overview	2
1. New applications	2
2. Hearings	3
3. Decisions	3
B. Case summaries of pending cases	4
1. <i>Gabčíkovo-Nagymaros Project (Hungary/Slovakia)</i>	6
2. <i>Armed Activities on the Territory of the Congo (Democratic Republic of the Congo v. Uganda)</i>	7
3. <i>Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Croatia v. Serbia)</i>	8
4. <i>Maritime Dispute (Peru v. Chile)</i>	9
5. <i>Aerial Herbicide Spraying (Ecuador v. Colombia)</i>	11
6. <i>Whaling in the Antarctic (Australia v. Japan: New Zealand intervening)</i>	12
7. <i>Certain Activities Carried Out by Nicaragua in the Border Area (Costa Rica v. Nicaragua)</i>	13
8. <i>Request for Interpretation of the Judgment of 15 June 1962 in the Case concerning the Temple of Preah Vihear (Cambodia v. Thailand) (Cambodia v. Thailand)</i>	14
9. <i>Construction of a Road in Costa Rica along the San Juan River (Nicaragua v. Costa Rica)</i>	15
10. <i>Obligation to Negotiate Access to the Pacific Ocean (Bolivia v. Chile)</i>	16
11. <i>Question of the Delimitation of the Continental Shelf between Nicaragua and Colombia beyond 200 Nautical Miles from the Nicaraguan Coast (Nicaragua v. Colombia)</i>	17
12. <i>Alleged Violations of Sovereign Rights and Maritime Spaces in the Caribbean Sea (Nicaragua v. Colombia)</i>	18

	<i>Page</i>
13. <i>Questions concernant la saisie et la détention de certains documents et données (Timor-Leste c. Australie)</i>	19
14. <i>Délimitation maritime dans la mer des Caraïbes et l’océan Pacifique (Costa Rica c. Nicaragua)</i>	20
15. <i>Obligations relatives à des négociations concernant la cessation de la course aux armes nucléaires et le désarmement nucléaire (Iles Marshall c. Inde)</i> . . .	21
16. <i>Obligations relatives à des négociations concernant la cessation de la course aux armes nucléaires et le désarmement nucléaire (Iles Marshall c. Pakistan)</i> . . .	22
17. <i>Obligations relatives à des négociations concernant la cessation de la course aux armes nucléaires et le désarmement nucléaire (Iles Marshall c. Royaume-Uni)</i>	23
II. Des autres activités	24
A. Visites et inaugurations	24
1. Visites	24
2. Inaugurations	24
B. Conférences et discours	25
1. Conférences	25
2. Discours	26
Appendice. Suite donnée aux décisions de la Cour	29
Deuxième partie. De l’organisation de la Cour et de son Greffe	31
I. De la Cour	31
A. Textes de base	31
1. Présentation	31
<i>a)</i> Charte des Nations Unies	31
<i>b)</i> Statut de la Cour	31
<i>c)</i> Règlement de la Cour et Instructions de procédure	32
<i>d)</i> Résolution visant la pratique interne de la Cour en matière judiciaire	33
2. Application du Statut et du Règlement : digeste des décisions de la Cour	33
B. Composition	38
1. Les membres de la Cour	38
2. Les juges <i>ad hoc</i>	40
3. Les chambres	49

	<i>Page</i>
13. <i>Questions relating to the Seizure and Detention of Certain Documents and Data (Timor-Leste v. Australia)</i>	19
14. <i>Maritime Delimitation in the Caribbean Sea and the Pacific Ocean (Costa Rica v. Nicaragua)</i>	20
15. <i>Obligations concerning Negotiations relating to Cessation of the Nuclear Arms Race and to Nuclear Disarmament (Marshall Islands v. India)</i>	21
16. <i>Obligations concerning Negotiations relating to Cessation of the Nuclear Arms Race and to Nuclear Disarmament (Marshall Islands v. Pakistan)</i>	22
17. <i>Obligations concerning Negotiations relating to Cessation of the Nuclear Arms Race and to Nuclear Disarmament (Marshall Islands v. United Kingdom)</i>	23
II. Other activities	24
A. Visits and inaugurations	24
1. Visits	24
2. Inaugurations	24
B. Conferences and speeches	25
1. Conferences	25
2. Speeches	26
Appendix. Action pursuant to decisions of the Court	29
Part Two. Organization of the Court and its Registry	31
I. The Court	31
A. Basic texts	31
1. Introduction	31
(a) Charter of the United Nations	31
(b) Statute of the Court	31
(c) Rules of Court and Practice Directions	32
(d) Resolution concerning the Internal Judicial Practice of the Court	33
2. Application of the Statute and Rules of Court: Digest of the Court's decisions	33
B. Composition	38
1. Members of the Court	38
2. Judges <i>ad hoc</i>	40
3. Chambers	49

	<i>Page</i>
<i>a)</i> Chambre de procédure sommaire	49
<i>b)</i> Chambres prévues à l'article 26, paragraphe 1, du Statut	49
<i>c)</i> Chambres constituées en vertu du paragraphe 2 de l'article 26 du Statut	49
4. Les assesseurs	50
C. Privilèges et immunités	50
D. Finances	50
1. Règles suivies	50
2. Traitements et autres émoluments des membres de la Cour	51
3. Traitements, indemnités et frais du greffier	53
4. Traitements, indemnités et frais du personnel du Greffe	53
5. Services communs	53
II. Du Greffe	54
A. Textes de base	54
1. Statut	54
2. Règlement	54
3. Instructions pour le Greffe	54
4. Statut du personnel du Greffe	54
B. Composition	55
1. Le greffier	55
2. Le greffier adjoint et les autres fonctionnaires	56
C. Privilèges et immunités	58
D. Diffusion des informations sur la Cour et son activité	58
1. Contacts	58
2. Informations sur la Cour et ses travaux	58
<i>a)</i> Site Internet	59
<i>b)</i> Présentation du fonctionnement et des travaux de la Cour au public	59
<i>c)</i> Bibliothèque et archives du Tribunal de Nuremberg	59
3. Publications de la Cour	60
<i>a)</i> <i>Recueil des arrêts, avis consultatifs et ordonnances</i>	60
<i>b)</i> <i>Mémoires, plaidoiries et documents</i>	60

	<i>Page</i>
(a) Chamber of Summary Procedure	49
(b) Chambers provided for in Article 26, paragraphe 1, of the Statute	49
(c) Chambers formed under Article 26, paragraphe 2, of the Statute	49
4. Assessors	50
C. Privileges and immunities	50
D. Finances	50
1. Applicable rules	50
2. Salaries and other emoluments of Members of the Court	51
3. Salaries, allowances and expenses of the Registrar	53
4. Salaries, allowances and expenses of officials of the Registry	53
5. Common services	53
II. The Registry	54
A. Basic texts	54
1. Statute	54
2. Rules of Court	54
3. Instructions for the Registry	54
4. Staff Regulations for the Registry	54
B. Composition	55
1. The Registrar	55
2. The Deputy-Registrar and other staff	56
C. Privileges and immunities	58
D. Dissemination of information about the Court and its activities	58
1. Contacts	58
2. Information about the Court and its work	58
(a) Website	59
(b) Presentation of the work and functioning of the Court to the public	59
(c) Library and archives of the Nuremberg Tribunal	59
3. Publications of the Court	60
(a) <i>Reports of Judgments, Advisory Opinions and Orders</i>	60
(b) <i>Pleadings, Oral Arguments, Documents</i>	60

	<i>Page</i>
<i>c) Actes et documents relatifs à l'organisation de la Cour</i>	61
<i>d) Annuaire-Yearbook</i>	61
<i>e) Bibliographie de la Cour</i>	61
Diffusion des publications de la Cour	61
Troisième partie. De la compétence de la Cour et de la procédure suivie par elle	63
I. De la compétence de la Cour	63
A. Compétence en matière contentieuse	63
1. Compétence <i>ratione personae</i>	63
<i>a) Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies</i>	63
<i>b) Etats non membres de l'Organisation des Nations Unies, mais parties au Statut</i>	69
<i>c) Etats non parties au Statut, mais pouvant être admis à ester devant la Cour</i>	69
2. Compétence <i>ratione materiae</i>	70
<i>a) Compromis</i>	70
<i>b) Traités et conventions</i>	70
<i>c) Déclarations d'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour</i>	71
<i>d) Forum prorogatum</i>	72
3. Observations relatives à la compétence	73
<i>a) La Cour se prononce sur sa propre compétence</i>	73
<i>b) Compétence de la Cour après le prononcé d'un arrêt</i>	73
B. Compétence en matière consultative	74
1. Présentation générale	74
2. Entités admises à saisir la Cour en matière consultative	74
C. Fonctions occasionnellement confiées au président de la Cour	80
1. Actes internationaux prévoyant la désignation d'arbitres ou autres	80
2. Autres demandes de désignation d'arbitres	80
3. Désignations diverses	81
II. De la procédure suivie par la Cour	84
A. Présentation générale	84
1. Langues officielles	84

	<i>Page</i>
(c) <i>Acts and Documents concerning the organization of the Court</i>	61
(d) <i>Annuaire-Yearbook</i>	61
(e) <i>Bibliography of the Court</i>	61
Dissemination of the publications of the Court	61
Part Three. Jurisdiction of the Court and the procedure followed by it	63
I. Jurisdiction of the Court	63
A. Jurisdiction in contentious cases	63
1. Jurisdiction <i>ratione personae</i>	63
(a) States Members of the United Nations	63
(b) States, not members of the United Nations, parties to the Statute	69
(c) States, not parties to the Statute, to which the Court may be open	69
2. Jurisdiction <i>ratione materiae</i>	70
(a) Special Agreement	70
(b) Treaties and conventions	70
(c) Declaration recognizing the jurisdiction of the Court as compulsory	71
(d) <i>Forum prorogatum</i>	72
3. Remarks concerning jurisdiction	73
(a) The Court itself decides any question as to its jurisdiction	73
(b) Jurisdiction of the Court after delivery of a judgment	73
B. Advisory jurisdiction	74
1. General overview	74
2. Entities entitled to seek an advisory opinion of the Court	74
C. Occasional functions entrusted to the President of the Court	80
1. International instruments providing for appointment of arbitrators or others	80
2. Other requests for appointment of arbitrators	80
3. Other appointments	81
II. Procedure followed by the Court	84
A. General overview	84
1. Official languages	84

	<i>Page</i>
2. Communications officielles	84
3. Procès-verbaux	84
4. Rôle général	84
B. Procédure suivie en matière contentieuse	84
1. Généralités	84
a) Introduction de l'instance et désignation des agents	84
b) Procédure écrite	85
c) Procédure orale	86
d) Délibéré	87
e) Arrêt	88
f) Exécution de l'arrêt	88
g) Frais	88
2. Procédures particulières	89
a) Jonction d'instances	89
b) Mesures conservatoires	89
c) Questions de compétence et de recevabilité	90
d) Demandes reconventionnelles	91
e) Interventions	91
f) Renvoi spécial devant la Cour	92
g) Défaut	92
h) Arrangement amiable et désistement	92
i) Interprétation et revision d'un arrêt	93
C. Procédure suivie en matière consultative	93
1. Requête	93
2. Procédure écrite et orale	94
3. Délibéré	94
4. Avis consultatif	94
Note thématique. Les mesures conservatoires	95
I. Introduction	95
II. Genèse de l'article 41 du Statut de la Cour	96
III. Genèse des articles 73 à 78 du Règlement de la Cour	97

	<i>Page</i>
2. Official communications	84
3. Minutes	84
4. General List	84
B. Procedure followed in contentious cases	84
1. General	84
(a) Institution of proceedings and appointment of agents	84
(b) Written proceedings	85
(c) Oral proceedings	86
(d) Deliberations	87
(e) Judgment	88
(f) Implementation of the judgment	88
(g) Expenses and costs	88
2. Occasional rules	89
(a) Joinder of proceedings	89
(b) Provisional measures	89
(c) Questions of jurisdiction and admissibility	90
(d) Counter-claims	91
(e) Interventions	91
(f) Special reference to the Court	92
(g) Non-appearance	92
(h) Settlement and discontinuance	92
(i) Interpretation and revision of judgments	93
C. Procedure followed in advisory proceedings	93
1. Request	93
2. Written and oral proceedings	94
3. Deliberations	94
4. Advisory opinion	94
Special topic. Provisional measures	95
I. Introduction	95
II. Evolution of Article 41 of the Statute	96
III. Evolution of Articles 73 to 78 of the Rules of Court	97

	<i>Page</i>
A. Les Règlements de la CPJI	97
1. Les Règlements de 1922 et 1926	97
2. Le Règlement de 1931	98
3. Le Règlement de 1936	100
B. Les Règlements de la CIJ	103
1. Le Règlement de 1946	103
2. Le Règlement de 1972	103
3. Le Règlement de 1978	103
IV. Pratique de la CIJ	104
A. Quelques chiffres et données factuelles	104
B. L'action du président et de la Cour d'office	105
1. L'action du président	105
2. L'action de la Cour d'office	105
C. Les conditions présidant à l'indication de mesures conservatoires	106
1. La question de la compétence de la Cour : un examen <i>prima facie</i>	106
2. La sauvegarde des droits revendiqués	107
a) Le caractère plausible des droits dont la protection est recherchée	108
b) Le lien entre ces droits et l'objet des mesures demandées	108
c) Le risque de préjudice irréparable et l'urgence	108
3. Les mesures devant être indiquées	109
D. La suite donnée aux ordonnances en indication de mesures conservatoires	110
1. Le caractère obligatoire des mesures indiquées par la Cour	110
2. Le suivi de la mise en œuvre des mesures conservatoires	111
3. Les demandes tendant à ce que les mesures indiquées par la Cour soient rapportées ou modifiées	111
4. Demandes en indication de nouvelles mesures conservatoires	112
E. Suite de la procédure	112

*

Annexes

Annexe 1. Liste chronologique des procédures portées devant la Cour depuis 1947	117
Annexe 2. Anciens membres de la Cour	125

	<i>Page</i>
A. The Rules of the Court of the PCIJ	97
1. The 1922 and 1926 Rules of Court	97
2. The 1931 Rules of Court	98
3. The 1936 Rules of Court	100
B. The Rules of Court of the ICJ	103
1. The 1946 Rules of Court	103
2. The 1972 Rules of Court	103
3. The 1978 Rules of Court	103
IV. The practice of the ICJ	104
A. Some figures and facts	104
B. Action on the part of the President and by the Court <i>proprio motu</i>	105
1. Action on the part of the President	105
2. Action by the Court <i>proprio motu</i>	105
C. The conditions governing the indication of provisional measures	106
1. The question of the Court's jurisdiction: prima facie examination	106
2. Preservation of the rights claimed	107
(a) The plausibility of the rights whose protection is sought	108
(b) The link between those rights and the object of the measures requested	108
(c) The risk of irreparable prejudice and the element of urgency	108
3. The measures to be indicated	109
D. The implementation of orders indicating provisional measures	110
1. The binding effect of the measures indicated by the Court	110
2. Monitoring the implementation of provisional measures	111
3. Requests for the measures indicated by the Court to be revoked or modified	111
4. Requests for the indication of new provisional measures	112
E. Subsequent procedure	112

*

Annexes

Annex 1. Chronological list of proceedings before the Court since 1947	117
Annex 2. Former Members of the Court	125

	<i>Page</i>
Annexe 3. Anciens présidents et vice-présidents de la Cour	128
Annexe 4. Anciens juges <i>ad hoc</i>	130
Annexe 5. Anciens greffiers et greffiers adjoints de la Cour	143
Annexe 6. Chambres constituées en vertu de l'article 26, paragraphe 2, du Statut	144
Annexe 7. Affaires introduites par compromis	147
Annexe 8. Affaires introduites par voie de requête (sur le fondement d'une clause compromissaire et/ou d'une déclaration effectuée en vertu de l'article 36, paragraphe 2, du Statut)	149
Annexe 9. Affaires introduites au titre d'un <i>forum prorogatum</i>	163
Annexe 10. Interventions (Statut, art. 62 et 63)	165
Annexe 11. Jonctions d'instances	168
Annexe 12. Mesures conservatoires	169
Annexe 13. Affaires dans lesquelles la Cour s'est prononcée à titre préliminaire sur des questions de compétence et/ou de recevabilité	175
Annexe 14. Demandes reconventionnelles	179
Annexe 15. Désistements	181
Annexe 16. Demandes en interprétation	182
Annexe 17. Demandes en revision	183
Annexe 18. Témoins, experts et témoins-experts	184
Annexe 19. Défauts	186
Annexe 20. Avis consultatifs	187
Annexe 21. Budget de la Cour	203

	<i>Page</i>
Annex 3. Former Presidents and Vice-Presidents of the Court	128
Annex 4. Former Judges <i>ad hoc</i>	130
Annex 5. Former Registrars and Deputy-Registrars of the Court	143
Annex 6. Chambers formed under Article 26, paragraph 2, of the Statute	144
Annex 7. Cases instituted by Special Agreement	147
Annex 8. Cases instituted by application (on the basis of a compromissory clause and/or a declaration made in accordance with Article 36, paragraph 2, of the Statute)	149
Annex 9. Cases instituted on the basis of <i>forum prorogatum</i>	163
Annex 10. Interventions (Arts. 62 and 63 of the Statute)	165
Annex 11. Joinder of proceedings	168
Annex 12. Provisional measures	169
Annex 13. Cases in which the Court has given a preliminary ruling on questions of jurisdiction and/or admissibility	175
Annex 14. Counter-claims	179
Annex 15. Discontinuances	181
Annex 16. Requests for interpretation	182
Annex 17. Applications for revision	183
Annex 18. Witnesses, experts and witness-experts	184
Annex 19. Non-appearances	186
Annex 20. Advisory Opinions	187
Annex 21. Budget of the Court	203

AFRIQUE/AFRICA

Afrique du Sud/South Africa

Bevan Group
8 Nobel Street, The Interchange
Somerset West, 7130, South Africa
www.bevan.co.za

AMÉRIQUE DU NORD/NORTH AMERICA

Canada

Renouf Publishing Co. Ltd
22-1010 Polytek Street
Ottawa, ON, Canada
K1J 9J1
www.renoufbooks.com

Etats-Unis d'Amérique/United States

of Bernan
Bernan
15200 NBN WAY
Blue Ridge Summit
PA 17214, USA
www.bernan.com

AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES/LATIN AMERICA AND THE CARRIBEAN

Argentine/Argentina

SBS, Libreria Internacional
Avelino Diaz 533
Parque Chacabuco C1424CUE
Ciudad Autonoma de Buenos Aires Argentina
www.sbs.com.ar

Barbade/Barbados

University of the West Indies Bookshop
Cave Hill, St. Michael
Barbados
www.uwibookshop.com

Mexique/Mexico

Valher Promociones y Representaciones
Hilario Medina N16 Local 1
Col. Constitucion de 1917
CP Iztapalapa, Mexico
valherpry@prodigy.net.mx

Trinité-et-Tobago/Trinidad and Tobago

Systematics Studies Limited
The Emerald Plaza – Unit #2
11 Eastern Main Road
St. Augustine, Trinidad and Tobago

Uruguay

Librería Técnica Uruguaya
Colonia 1543 Oficina 702 7mo. Piso
11200 Montevideo, Uruguay
ltu@cs.com.uy

ASIE ET PACIFIQUE/ASIA AND PACIFIC

Australie/Australia

Coinfo
200A Rooks Road
Vermont, Victoria 3133, Australia
www.coinfo.com.au/
Inbooks c/o- James Bennett
Locked Bag 537
Frenchs Forest NSW 2086, Australia
www.inbooks.com.au

Chine/China

China National Publications Import
& Export Corporation (CNPIEC)
16 Gongti East Road Beijing 100020, China
China National Publications Import
& Export Corporation Shanghai Branch
88 Guang Zhong Road P.O. Box 083-101
Shanghai 200083, China
Tycoon Information Inc.
5th Floor, No. 500
Chang-Chun Road, Taipei, Taiwan

Corée (Rép. de)/Korea (Rep. of)

Eulyoo Publishing Co. Ltd
46-1 Susong-Dong Jongro-gu
Seoul 110, Rep. of Korea
eulyoo@chollian.net

Hong Kong

Bloomsbury Books Ltd
2302 Bonham Trade Centre
50 Bonham Strand
Sheung Wan, Hong Kong
www.bloomsbury.com.hk

Inde/India

Anand Associate
1219, Stock Exchange Tower
12th Floor Dalal Street
Mumbai 400 023, India
www.myown.org
Bookwell
24/4800 Ansari Road, Daryaganj
New Delhi 110002, India
www.bookwellindia.com
Viva Books Private Limited
4737/23 Ansari Road, Daryaganj
New Delhi 110002, India
www.vivagroupindia.com

Indonésie/Indonesia

CV. ADA UTAMA
RT 01 No. 28A Dongkelan – Bantul
Yogyakarta 55188, Indonesia

Japon/Japan

Far Eastern Book-Sellers
P.O. Box 72 Kanda, Tokyo, Japan
www.kyokuto-bk.co.jp

Malaisie/Malaysia

MDC Publishers Sdn Bhd
MDC Building, 2717 & 2718
Jalan Permata Empat, Taman Permata
Hulu Kelang 53300
Kuala Lumpur, Malaysia
www.mdcpublishers.com

Nouvelle-Zélande/New Zealand

Legislation Direct
PO Box 12418
Thordon, Wellington 6144, New Zealand
www.legislationdirect.co.nz

Pakistan

Pak Book Corporation
Aziz Chambers
21 Queen's Road
Lahore 54000, Pakistan
www.pakbook.com

Singapour/Singapore

Select Books Ltd
65A, Salan Tenteram
#02-06, St. Michael's Industrial Estate
328958, Singapore
www.selectbooks.com.sg
Kinokuniya Company Ltd
Book Import Department P.O. Box 55 Chitose
Tokyo 156, Japan
www.kinokuniya.co.jp
UBS Library Services Pte Ltd
Blk 1008 Toa Payoh North #03-18
Toa Payoh Ind Estate
318996, Singapore
www.ubspress.com
Maruzen Company Ltd
Nihombashi 3-9-2, Chuo-ku
Tokyo 103-8244, Japan
www.maruzen.co.jp

Thaïlande/Thailand

Booknet Co., Ltd
No. 8 Soi Krungthep Kreetha 8
Yaek 8 Huamark, Bangkok
Bangkok 10240, Thailand
www.booknet.co.th

ASIE OCCIDENTALE ET MOYEN-ORIENT/WESTERN ASIA AND THE MIDDLE EAST

Egypte/Egypt

The Middle East Readers Information
Center-MERIC
2 Bahgat Aly St. Appt. 24, El Masry Tower D
Cairo/Zamalek, Egypt
www.mericonline.com

Iran (Rép. islamique d'/Islamic Rep. of)

Katibeh Information Services
Unit 2, No. 13, Marjan Alley, Sadaf Street
West Sarv Street, Saadat Abad
P.O. Box 14665-749
Tehran, Iran

Israël/Israel

TELDAN Information Systems
7 Derech Hashalom
IL, 67892 Tel Aviv, Israel
www.teldan.com

EUROPE

Danemark/Denmark

Gad Import Booksellers
c/o GAD Direct
31-33 Fiolstraede
1171 Copenhagen K, Denmark

Espagne/Spain

Diaz de Santos
Albasanz 2, 28037 Madrid, Spain
www.editediazdesantos.com

Libreria Juridica
Marquez de la Ensenada, 4
28004 Madrid, Spain
www.librerialexnova.com

Fédération de Russie/Russian Federation

Ves Mir Publishers
1 Stroenie 52, Sophii Kovalevskoi ulitza,
127214 Moscow, Russian Federation
www.vesmirbooks.ru

KnoRus/Knizhnaya logistika LLC
Prospect Mira Street 105/1
12908-5 Moscow, Russian Federation
www.knorus.ru

Finlande/Finland

Stockmann/Academic Bookstore
Keskuskatu 1
00100 Helsinki, Finland
www.akateeminenkirjakauppa.fi

France

UBIFRANCE – Librairie du Commerce
International
77 Boulevard Saint Jacques
75014 Paris, France
www.ubifrance.fr

Grèce/Greece

ANACO LTD
Vouliagmenis Ave 117 & Kritonos str
16674 Glyfada-Athens, Greece
www.anaco.gr

Italie/Italy

Licosa, Libreria Commissionaria
Sansoni S.p.A.
Via Duca Di Calabria 1/1
50125 Florence, Italy
www.licosa.com

DEA Mediagroup SpA
Via Pietro Boccanelli 27
00138 Rome RM, Italy
www.deastore.com

Norvège/Norway

FN-sambandet
Østlandsavdelingen
Besøksadr.: Storgata 33 A
0184 Oslo, Norway
www.fn.no

Pays-Bas/Netherlands

Roodveldt Publidis
Wilhelminalaan 49
1161 TW Zwanenburg, Netherlands
www.publidis.org

Pologne/Poland

Siedziba główna
Ul. Grzybowska 3
00-855 Warsaw, Poland
www.ips.com.pl

Royaume-Uni/United Kingdom

Dandy Booksellers,
Unit 3 & 4
31-33 Priory Park Road
London NW6 7UR, United Kingdom
www.dandybooksellers.com

Labeline International Ltd
Midax House
Chivenor Business Park Nr. Barnstaple
N Devon EX31 4AY, United Kingdom
www.labeline.com

Mallory International LTD
Aylesbore Common Business Park
Exmouth Road
Aylesbore, Devon
EX5 2DG, United Kingdom
www.malloryint.co.uk

The Charlesworth Group
250 Deighton Road
Huddersfield
HD2 1JJ, United Kingdom
www.charlesworth-group.com

The Stationery Office Ltd.
Customer Services
PO Box 29
Norwich NR3 1GN, United Kingdom
www.tsoshop.co.uk

Suisse/Switzerland

Planetis Sarl
16, chemin des Pins
1273 Arzier, Switzerland
www.planetis.ch

DISTRIBUTEUR PRINCIPAL/PRINCIPAL DISTRIBUTOR

Afrique/Africa, Asie occidentale et Moyen-Orient, Western Asia and Middle East, Chine et territoires de Hong Kong et Taïwan/China and the territories of Hong Kong and Taiwan, Europe

Eurospan Group

3 Henrietta Street,
Covent Garden, London,
WC2E 8LU, United Kingdom
www.eurospanbookstore.com

*

CRÉDITS PHOTOGRAPHIQUES/PHOTOGRAPHIC CREDITS

La Cour dans sa composition actuelle/The Cour in its current composition: CIJ-ICJ/Max Koor Studio.

Grande salle de justice/Great Hall of Justice: CIJ-ICJ/Franck van Beek.

Les juges *ad hoc*/The Judges *ad hoc*: CIJ-ICJ/P&E Photo; avec l'aimable autorisation de M. le juge *ad hoc* Brower/By kind permission of Judge *ad hoc* Brower; CIJ-ICJ/Capital Photos/Phil Nijhuis; CIJ-ICJ/Frank van Beek; CIJ-ICJ/Gerald van Daalen/Capital Photos; CIJ-ICJ/Fotoburo Dijkstra BV; Peter Brom et Cor Salverius; CIJ-ICJ/Frank van Beek/ANP-in-Opdracht; CIJ-ICJ/Max Koor; CIJ-ICJ/ANP-in-Opdracht/Frank van Beek; CIJ-ICJ/P&E Photo; CIJ-ICJ/Capital Photos/Gerald van Dalen; CIJ-ICJ/P&E Photo; OSA Images; CIJ-ICJ/ANPiO/Bas Arps.

